

ESSAIS
HISTORIQUES
ET
BIOGRAPHIQUES

ŒUVRES

DE

LORD MACAULAY

TRADUITES PAR

M. GUILLAUME GUIZOT

Cinq volumes in-8

ESSAIS HISTORIQUES

ET

BIOGRAPHIQUES

Deux volumes

ESSAIS

SUR

L'HISTOIRE D'ANGLETERRE

Un volume

ESSAIS

SUR

LA LITTÉRATURE ANGLAISE

PRÉCÉDÉS D'UNE NOTICE SUR LORD MACAULAY

PAR

M. GUILLAUME GUIZOT

Deux volumes

Paris. — Imprimerie Ph. Bosc, 3, rue Auber

ESSAIS
HISTORIQUES
ET
BIOGRAPHIQUES

PAR

LORD MACAULAY

TRADUITS PAR

M. GUILLAUME GUIZOT

Traduction autorisée par l'auteur

PREMIÈRE SÉRIE

Burleigh et son temps.
John Hampden. — Sir William Temple.
Lord Clive.
Warren Hastings.

QUATRIÈME ÉDITION



PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

—

1882

AVERTISSEMENT

Nous offrons aujourd'hui au public le premier volume d'une traduction des *Essais* de lord Macaulay. C'est en les écrivant que lord Macaulay s'est formé; c'est en les lisant qu'on apprend le mieux à le connaître. Ses *Essais* sont la préface et l'appendice nécessaires de son *Histoire d'Angleterre depuis l'avénement de Jacques II;* ils font voir comment il s'y prépara, ils font deviner comment il l'aurait terminée; ils mettent à la fois en pleine lumière les origines de son talent si complexe et les conclusions de son œuvre interrompue : là seulement on le retrouve tout entier. Nous avons quelque peine à comprendre que le grand succès de l'*Histoire d'Angleterre*, en se propageant dans notre pays, n'ait pas suscité plus tôt une édition du recueil des *Es-*

sais traduits en français. Mais ce que nous comprenons encore moins, c'est qu'en songeant à les traduire on ait voulu récemment se borner à n'en traduire qu'une partie. Nous en donnerons la collection complète, plus complète même que la collection Anglaise imprimée par Tauchnitz pour la France et le Continent. Lord Macaulay avait bien voulu s'intéresser à notre entreprise, non-seulement parce qu'il s'agissait de lui, mais pour notre compte aussi et pour le succès d'un jeune homme qu'il avait connu tout enfant. Il nous avait permis d'ajouter aux Essais anciens ce qu'il avait publié en ce genre depuis leur réunion et ailleurs que dans la revue d'Édimbourg. Il nous avait promis de reviser le texte des morceaux qui avaient été réimprimés sans ses soins. Il nous avait envoyé quelques notes que nous lui avions demandées sur les principaux faits de sa vie. Sa mort soudaine et prématurée nous a rendu plus précieuses encore ces dernières marques de sa bienveillance, et encore plus obligatoire ce suprême hommage de reconnaissance que nous lui rendons ici. Sa mort aussi a dû modifier le travail que nous préparions en même temps que la traduction des *Essais* et pour précéder ce premier volume. Au lieu d'une simple appréciation critique des *Essais* mêmes, nous

voulons faire maintenant une étude sur lord Macaulay, sur l'ensemble de sa carrière, de ses idées et de ses œuvres. Elle paraîtra en tête des *Essais sur la littérature anglaise*. Dangereux voisinage, même à travers une traduction, si c'était à briller près de lord Macaulay que notre ambition pouvait tendre. Mais elle ne tend qu'à le faire lire avec fruit et à le faire comprendre avec exactitude. Il nous semble que c'est déjà beaucoup, quand nous pensons à la variété des mérites qui se combinent en lui, à l'importance des sujets qu'il a traités, à la puissance des opinions qu'il a défendnes. Quoi qu'il en soit, nous ne négligerons rien pour réussir.

GUILLAUME GUIZOT.

ESSAIS HISTORIQUES

ET

BIOGRAPHIQUES

BURLEIGH ET SON TEMPS

— ÉCRIT EN AVRIL 1832. —

Mémoires de la vie et de l'administration du très-honorable William Cecil, lord Burleigh, secrétaire d'État, sous le règne du roi Édouard VI, et lord grand trésorier d'Angleterre, sous le règne de la reine Élisabeth ; contenant un aperçu historique du temps où il vivait et des nombreux personnages illustres et éminents avec lesquels il a eu des relations, ainsi que des extraits de sa correspondance officielle et particulière et d'autres papiers, publiés pour la première fois d'après les originaux, par le révérend Édouard Nares, professeur royal à l'université d'Oxford. 3 vol. in-4. Londres, 1828-1832.

L'ouvrage du docteur Nares nous a remplis d'un étonnement analogue à celui qu'éprouva le capitaine Lemuel Gulliver, en débarquant à Brobdingnac, quand il vit pour la première fois du blé aussi grand que les chênes de New-Forest, des dés à coudre de la taille d'un seau, et des roitelets de la dimension d'un dindon. Le livre tout entier et chacune des parties qui le composent sont conçus sur une échelle gigantesque. Le titre est aussi long qu'une préface ordinaire, l'introduction suffirait à former un livre ordinaire, et le livre contient autant de matière qu'une bibliothèque ordinaire. Nous ne pouvons

même résumer les mérites de l'effrayant amas de papier qui est là devant nous qu'en disant qu'il se compose de deux mille pages in-4° d'une impression très-serrée, que le livre a quinze cents pouces cubes, et pèse soixante livres. Peut-être avant le déluge, un livre de ce genre eût-il été considéré par Hilpa et Shalum (1) comme une lecture légère. Malheureusement la vie de l'homme est limitée maintenant à soixante-dix ans, et nous ne pouvons nous empêcher de trouver que c'est un petit abus de la part du docteur Nares que de nous demander une si large part d'une si courte existence.

Comparé au labeur de lire ce livre, tout autre travail, le *tread mill* des forçats, le travail des enfants dans les manufactures, ou des nègres dans les plantations de cannes à sucre, est une agréable récréation. Il y avait, dit-on, en Italie, un criminel auquel on permit de choisir entre lire Guicciardini et les galères. Il choisit l'histoire, mais la guerre de Pise triompha de lui. Il changea d'avis et prit la rame. Guicciardini, bien qu'à coup sûr il ne soit pas le plus amusant des écrivains, est un Hérodote ou un Froissart si on le compare au docteur Nares. Ce n'est pas seulement en volume, mais en pesanteur spécifique, que ces Mémoires dépassent toute autre composition humaine. Sur chaque point qu'il discute, le professeur produit trois fois plus de pages qu'un autre, et chacune de ses pages est plus ennuyeuse que trois pages d'un autre écrivain. Son livre atteint cet énorme volume grâce à des répétitions interminables, à des épisodes qui n'ont rien de commun avec l'action générale, à des citations de livres qu'on rencontre dans tous les cabinets de lecture, et à

(1) Personnages d'un petit roman d'Addison, publié dans le *Spectateur* sous le nom des *Amours de Hilpa et de Shalum*.

des réflexions qui, lorsqu'elles se trouvent justes, tombent si fort sous le sens qu'elles devaient naturellement se présenter à l'esprit de tous les lecteurs. Il emploie plus de paroles pour développer et défendre la vérité la plus banale que tout autre écrivain n'en emploierait à soutenir un paradoxe. Il n'a pas la plus légère idée des règles de la perspective historique. Ses tableaux n'ont ni premier ni second plan. Les guerres de Charles-Quint en Allemagne sont rapportées avec presque autant de détails que dans la vie de ce prince par Robertson. Les troubles d'Écosse sont racontés avec le même développement que dans l'histoire de Knox par Mac-Crie. Il serait injuste de nier que le docteur Nares a fait de grandes recherches avec beaucoup de persévérance, mais il est si absolument incapable de mettre en ordre les matériaux par lui recueillis, qu'il eût pu sans inconvénient les laisser dans leurs asiles primitifs.

Ni les faits que le docteur Nares a découverts, ni les arguments qu'il emploie, ne changeront rien d'important, à ce qu'il nous semble, dans l'opinion qu'ont généralement conçue de son héros les personnes qui lisent l'histoire avec quelque sagacité. On ne peut, à vrai dire, appeler lord Burleigh un grand homme ; il n'était pas de ceux dont le génie et l'énergie changent le sort des empires. Il était, par nature et par habitude, de ceux qui suivent et non de ceux qui dirigent. On ne rapporte, de ses paroles ou de ses actions, rien qui dénote de l'élévation morale ou intellectuelle. Mais ses facultés, sans être brillantes, étaient éminemment pratiques ; et ses principes, sans être inflexibles, n'étaient pas plus relâchés que ceux de ses amis ou de ses rivaux. Il avait le caractère froid, le jugement sain, une grande puissance d'application, et

toujours l'œil fixé sur sa grande affaire, son intérêt personnel. Dans sa jeunesse, il avait, à qu'il semble, le goût des bouffonneries. Mais il trouvait toujours moyen d'en tirer quelque avantage pécuniaire. Pendant qu'il étudiait le droit à Gray's Inn il perdit au jeu tous ses meubles et des livres contre un de ses amis. Il fit un trou dans le mur qui séparait sa chambre de celle de son camarade, et à minuit il cria par cette ouverture, aux oreilles du joueur triomphant, tant de menaces de damnation et tant d'appels à la repentance, que celui-ci trembla de peur dans son lit toute la nuit, et le lendemain rendit à deux genoux ses gains à Burleigh. « Je lui ai entendu raconter, » dit son vieux biographe, « bien d'autres plaisanteries aussi gaies, mais trop longues pour être rapportées. » Jusqu'à la fin, Burleigh resta quelque peu plaisant, et Bacon a cité quelques-uns de ses bons mots. Ils dénotent beaucoup plus de malice que de générosité et sont, à vrai dire, autant de raisons très-bien tournées pour exiger rigoureusement de l'argent et pour le garder soigneusement. Il faut reconnaître pourtant qu'il était aussi rigoureux et aussi soigneux pour les intérêts publics que pour les siens propres. Il est absurde d'exalter son caractère moral comme l'a fait le docteur Nares. Il serait également absurde de le représenter comme un homme méchant, avide et corrompu. Il faisait grande attention aux intérêts de l'État, et aussi grande attention aux intérêts de sa famille. Il n'abandonnait ses amis que lorsqu'il devenait très-incommode de leur rester fidèle ; il était un excellent protestant quand il n'était pas très-avantageux d'être papiste ; il recommandait une politique tolérante à sa maîtresse autant qu'il le pouvait sans risquer de perdre sa faveur; il ne mettait jamais à la torture que

ceux auxquels il était probable qu'on pourrait arracher quelques renseignements utiles, et il porta tant de modération dans ses désirs qu'il ne laissa que trois cents domaines fonciers distincts, bien qu'il eût pu en laisser infiniment davantage, nous assure son fidèle serviteur, « s'il avait pris de l'argent dans le trésor pour son usage, comme l'ont fait bien des trésoriers. »

Burleigh, comme le vieux marquis de Winchester, qui l'avait précédé dans la baguette blanche (1), était de l'espèce des saules, non de celle des chênes. Il se fit connaître en défendant la suprématie de Henri VIII. Il fut ensuite soutenu et poussé par le duc de Somerset. Non-seulement il trouva moyen d'échapper sans encombre à la chute de son patron, mais il devint un membre considérable de l'administration du duc de Northumberland. Le docteur Nares nous assure, à plusieurs reprises, que la conduite de Cecil ne peut avoir été blâmable dans cette occasion, puisque, dit-il, Cecil continua d'être en bons rapports avec Cromwell. Ceci, nous l'avouons, ne nous suffit pas complétement. Nous sommes assez de l'avis du tailleur de Falstaff (2) ; il nous faut de meilleurs répondants que Bardolph pour sir John. Cette caution ne nous plaît pas.

Cecil se conduisit, pendant toute la misérable intrigue qui se trama autour du lit de mort d'Édouard VI, de manière à éviter d'abord le mécontentement du duc de Northumberland, et ensuite celui de la reine Marie. Il avait prudemment quelque répugnance à signer l'acte qui changeait l'ordre de la succession. Mais le violent Dudley était maître du palais ; en conséquence Cecil, d'après son propre récit, refusa de signer comme partie,

(1) Insignes du chancelier.

(2) Personnages du Henri IV de Shakespeare.

mais consentit à signer comme témoin. Il serait difficile de retracer l'adresse de sa conduite dans cette crise compliquée en termes plus appropriés que ceux qu'emploie le vieux Fuller : « Sa main l'écrivit comme secrétaire d'État, » dit le naïf écrivain, « mais son cœur n'y consentit pas ; même, il s'y opposa ouvertement, tout en cédant enfin à la grandeur de Northumberland, dans un temps où l'on se noyait aussitôt qu'on ne nageait pas dans le courant. Mais comme le philosophe nous dit que les planètes, bien qu'elles soient poussées tous les jours de l'est à l'ouest par le mouvement du *primum mobile,* ont un mouvement contraire qui leur est propre et qui les porte de l'ouest à l'est, de même Cecil faisait des efforts dans le sens opposé au mouvement de la cour en ceci, et travaillait à faire prévaloir ses bonnes intentions contre l'ambition du susdit duc. »

Ce fut sans aucun doute la conjoncture la plus dangereuse dans la vie de Cecil. Partout où se trouvait une manière sûre de se conduire, il était en sûreté ; mais là toutes les conduites étaient pleines de péril. Sa situation ne lui permettait pas de rester neutre. En quelque sens qu'il pût agir, ou s'il refusait d'agir, il courait un danger terrible. Il vit toutes les difficultés de sa position. Il envoya son argent et sa vaisselle hors de Londres, fit cession de ses biens à son fils, et porta des armes sur sa personne. Ses meilleures armes, toutefois, étaient sa sagacité et son empire sur lui-même. Le complot auquel il avait involontairement prêté les mains se termina comme devait naturellement se terminer un complot aussi odieux et aussi absurde, par la ruine de ses auteurs. Cependant, Cecil se dégagea sans bruit, et après avoir été successivement au service du roi Henri et des

ducs de Somerset et de Northumberland, il continua de prospérer sous la protection de la reine Marie.

Il n'aspirait pas à la couronne du martyre. Il se confessait par conséquent très-convenablement, entendait la messe à Pâques, à l'église de Wimbledon, et pour la bonne direction de ses affaires spirituelles, il prit un prêtre chez lui. Le docteur Nares, dont la simplicité dépasse celle de tous les casuistes de notre connaissance, défend son héros en assurant qu'il n'agissait pas ainsi par superstition, mais par pure et simple hypocrisie : « Nous ne pouvons nier, en présence des documents existants, qu'il ne se soit *conformé*(1) jusqu'à un certain point; mais nous sommes pleinement et intimement convaincu que, durant ce règne si pénible, il n'abandonna jamais la perspective d'une autre révolution en faveur du protestantisme. » Le docteur nous dit, dans un autre endroit, que «Cecil n'assistait pas à la messe dans des intentions d'idolâtrie.» Personne, à ce que nous croyons, ne l'a jamais accusé d'intentions d'idolâtrie ; ce dont on l'accuse précisément, c'est de ne pas avoir eu d'intentions d'idolâtrie. Nous ne l'aurions blâmé en aucune façon s'il était allé véritablement à l'église de Wimbledon avec les sentiments d'un bon catholique, pour adorer le saint-sacrement. Le docteur Nares parle en plusieurs endroits, avec une juste sévérité, de la casuistique des Jésuites, et avec une juste admiration des incomparables lettres de Pascal. Il est donc quelque peu étrange de lui voir adopter dans toute son étendue la doctrine jésuitique de la direction des intentions.

Nous ne reprochons pas à Cecil de ne pas avoir eu de

(1) Mot employé pour exprimer l'adhésion à la religion soutenue par le gouvernement.

goût pour être brûlé ! La tache indélébile imprimée à sa mémoire vient de ce qu'au temps de sa puissance, il a sacrifié sans scrupule la vie des autres à des différences d'opinion pour lesquelles il n'avait rien voulu risquer. Une des raisons présentées par le docteur Nares pour excuser Burleigh de s'être conformé pendant le règne de Marie aux cérémonies de l'Église romaine, est la supposition qu'il était peut-être du même avis que ces protestants allemands qu'on appelait des adiaphoristes et qui regardaient les rites papistes comme une chose indifférente. Mélanchthon faisait partie de ces gens modérés, et il paraît, dit le docteur Nares, qu'il était allé plus loin qu'on n'en a jamais accusé lord Burleigh. Nous tiendrions ceci non-seulement pour une excuse, mais pour une justification complète, si Cecil avait été adiaphoriste au profit des autres comme au sien propre. Si les rites papistes étaient de si peu d'importance qu'un bon protestant pût légitimement y prendre part pour sa sûreté, comment pouvait-il être juste ou humain qu'un papiste fût pendu, tiré à quatre chevaux ou écartelé pour les avoir pratiqués par devoir? Malheureusement, ces questions non essentielles devinrent bientôt une affaire de vie ou de mort. Précisément au moment où Cecil arrivait au plus haut point de la puissance et de la faveur, le parlement rendait une loi qui appliquait les peines des crimes de haute trahison à ceux qui feraient par conviction ce qu'il avait fait par lâcheté.

Dès le début du règne de Marie, Cecil fut employé à une mission peu d'accord avec le caractère d'un protestant zélé. Il fut chargé d'escorter le légat du pape, le cardinal Pole, de Bruxelles à Londres. La plupart des gens modérés qui tenaient plus au repos du royaume

qu'aux points controversés qui faisaient le sujet de la discussion entre les églises, semblent avoir fondé leurs principales espérances sur la sagesse et l'humanité du bon cardinal. Il est évident que Cecil cultiva avec une grande assiduité l'amitié de Pole, et retira de grands avantages de la protection du légat.

Mais la meilleure protection de Cecil, pendant le sombre et malheureux règne de Marie, fut celle qu'il trouvait dans sa propre prudence et dans son caractère; prudence qui ne le laissait jamais s'endormir dans la négligence ; caractère que rien ne pouvait irriter jusqu'à la témérité. Les papistes ne purent trouver aucun prétexte pour l'attaque. Cependant il ne perdit pas même l'estime de ces protestants plus austères qui avaient préféré l'exil à la rétractation. Il s'attacha à l'héritière persécutée du trône, et conquit des titres à sa reconnaissance et à sa confiance. Pourtant il continua de recevoir des marques de la faveur de la reine. Dans la chambre des communes, il se mit à la tête du parti opposé à la cour ; et cependant son langage était si circonspect que, même quand quelques-uns de ceux qui agissaient de concert avec lui furent emprisonnés, il échappa impuni.

Enfin Marie mourut, Élisabeth lui succéda, et Cecil parvint aussitôt à la grandeur. Il prêta serment comme conseiller privé et comme secrétaire d'État entre les mains de la nouvelle souveraine avant qu'elle eût quitté sa prison de Hatfield, et il continua de la servir pendant quarante ans dans les emplois les plus élevés. Ses facultés étaient de celles qui maintiennent longtemps les hommes au pouvoir. Il appartenait à la classe des Walpole, des Pelham et des Liverpool, non à celle des Saint-John, des Carteret, des Chatham et des Canning. S'il eût

été un homme d'un génie original et d'un esprit entreprenant, il lui eût été presque impossible de conserver son pouvoir, ou même sa tête. Il n'y avait pas, dans le même gouvernement, assez de place pour une Élisabeth et un Richelieu. La hautaine fille de Henri VIII avait besoin d'un ministre modéré, circonspect, flexible, habile dans le détail des affaires, en état de conseiller, mais qui n'aspirât point à commander. Elle trouva ce ministre dans Burleigh. Aucune intrigue ne put ébranler la confiance qu'elle éprouvait pour son vieux et fidèle serviteur. Les grâces élégantes de Leicester, les facultés brillantes et les talents d'Essex firent impression sur l'imagination, peut-être sur le cœur de la femme, mais nul rival ne put dépouiller le trésorier de la place qu'il occupait dans la faveur de la reine. Elle le reprenait parfois vivement, mais c'était lui qu'elle prenait plaisir à honorer. Elle oublia, pour Burleigh, sa parcimonie ordinaire en fait de richesses et de dignités. Elle se relâcha, pour Burleigh, de cette rigide étiquette à laquelle elle tenait déraisonnablement. Tous ceux auxquels elle adressait la parole, ou sur qui tombait un de ses regards d'aigle, se jetaient à l'instant à genoux. Pour Burleigh seul, elle faisait placer une chaise en sa présence, et là le vieux ministre, qui n'était de naissance qu'un simple gentilhomme du comté de Lincoln, se reposait à son aise, pendant que les fiers descendants des Fitzallan et des de Vere se prosternaient dans la poussière autour de lui. Enfin après avoir survécu à tous les coadjuteurs et à tous les rivaux de sa jeunesse, il mourut plein de jours et d'honneurs. Sa royale maîtresse vint le voir à son lit de mort, le consola par ses assurances d'affection et d'estime, et son pouvoir passa, sans grande diminution,

à un fils qui avait hérité de ses facultés, et dont l'esprit avait été formé par ses avis.

La vie de Burleigh s'étend sur une des époques les plus importantes de l'histoire du monde. Elle donne la mesure exacte du temps pendant lequel la maison d'Autriche posséda une supériorité incontestable et prétendit à la domination universelle. L'année de la naissance de Burleigh, Charles-Quint obtint la couronne impériale. L'année de la mort de Burleigh, les grands desseins qui, depuis près d'un siècle, tenaient l'Europe dans une agitation constante furent ensevelis dans le même tombeau que l'orgueilleux et sombre Philippe II.

La vie de Burleigh s'étend aussi sur l'époque pendant laquelle s'effectua une grande révolution morale, révolution dont les conséquences se firent sentir non-seulement dans les cabinets des princes, mais dans les foyers de la moitié de la chrétienté. Il naquit précisément au moment où le grand schisme religieux commençait. Il vécut assez pour contempler le schisme accompli, et pour voir tracer nettement, entre l'Europe protestante et l'Europe catholique, une ligne de démarcation qui a subi bien peu de changements depuis sa mort.

Le seul événement des temps modernes qu'on puisse sérieusement comparer à la réformation est la révolution française, ou, pour parler plus exactement, cette grande révolution dans les sentiments politiques qui eut lieu pendant le dix-huitième siècle dan presque toutes les parties du monde civilisé, et qui obtint en France son plus terrible et plus éclatant triomphe. On peut caractériser ces deux mémorables événements comme le soulèvement de la raison humaine contre une caste. L'un fut la lutte des laïques contre le clergé pour conquérir la

liberté intellectuelle; l'autre fut la lutte du peuple contre les princes et la noblesse pour conquérir la liberté politique. Dans les deux cas, l'esprit d'innovation fut d'abord encouragé par les classes auxquelles il devait porter les plus rudes coups. Ce fut sous la protection de Frédéric II, de Catherine, de Joseph II et des grands seigneurs français que la philosophie, qui menaça plus tard de renverser tous les trônes et toutes les aristocraties de l'Europe, commença à devenir formidable. L'ardeur qu'on apportait à la fin du quinzième et au commencement du seizième siècle dans les études libérales fut vivement encouragée par les chefs de cette même Église à laquelle les études libérales devaient être fatales. Dans les deux cas, quand l'explosion arriva, elle fut si violente qu'elle effraya et dégoûta beaucoup de ceux qui s'étaient fait remarquer naguère par la liberté de leurs opinions. La violence du parti démocratique en France fit de Burke un tory et d'Alfieri un courtisan. La violence du schisme allemand fit d'Érasme un défenseur des abus, et changea l'auteur de l'*Utopia* (1) en un persécuteur. Dans les deux cas, la convulsion qui avait renversé des erreurs profondément enracinées ébranla jusque dans leurs fondements tous les principes sur lesquels repose la société. Les esprits des hommes furent dévoyés. On put croire un moment que l'ordre et la moralité allaient périr avec les préjugés auxquels ils avaient été si longtemps et si intimement unis. On commit d'atroces cruautés. On confisqua une masse énorme de propriétés. Tous les coins de l'Europe fourmillaient d'exilés; chez les esprits moroses et inquiets, le zèle s'aigrissait et deve-

(1) Sir Thomas More.

nait de la méchanceté, ou bouillonnait jusqu'à la folie. Les agitations politiques du dix-huitième siècle enfantèrent les Jacobins. Des agitations religieuses du seizième siècle naquirent les Anabaptistes. Les partisans de Robespierre volaient et massacraient au nom de la fraternité et de l'égalité. Les disciples de Kniperdoling volaient et massacraient au nom de la liberté chrétienne. Les sentiments de patriotisme étaient presque complétement éteints dans une grande partie de l'Europe. Toutes les anciennes maximes de politique étrangère étaient changées. Les limites physiques étaient remplacées par des limites morales. Les nations se faisaient la guerre avec de nouvelles armes, avec des armes auxquelles ne pouvaient résister nulles fortifications, quelque solides que les eussent faites l'art ou la nature, avec des armes devant lesquelles les rivières s'entr'ouvraient comme le Jourdain, et les remparts tombaient comme les murailles de Jéricho. Les grands maîtres des flottes et des armées étaient souvent obligés d'avouer, comme l'ange guerrier de Milton, qu'il leur était bien difficile de repousser une substance spirituelle par un obstacle matériel. L'Europe était divisée comme la Grèce avait été divisée à l'époque que raconte Thucydide. La lutte n'était pas engagée, comme dans les temps ordinaires, d'État à État, mais bien entre deux factions partout présentes ; chacune dominait dans certains endroits et était opprimée dans d'autres endroits ; mais ouvertement ou en secret, elles soutenaient le combat dans le sein de toutes les sociétés. Nul homme ne demandait à un autre s'il appartenait au même pays que lui, mais s'il appartenait à la même secte. L'esprit de parti semblait justifier et consacrer des actes qui en tout autre temps eussent été regar-

dés comme les plus infâmes trahisons. L'émigré français ne voyait aucune honte à amener à Paris les hussards autrichiens et prussiens. Le démocrate irlandais ou italien ne voyait nulle inconvenance à servir le directoire français contre le gouvernement de son pays natal. De même, au seizième siècle, la fureur des factions théologiques suspendait toutes les animosités et les jalousies nationales. Les Espagnols furent appelés en France par la Ligue, et les Anglais aussi en France par les Huguenots.

Nous n'avons en aucune façon l'intention d'atténuer ou de pallier les crimes et les excès qu'a produits, pendant le dernier siècle, l'esprit démocratique. Mais lorsque nous entendons des hommes zélés pour la religion protestante représenter la révolution française comme radicalement et essentiellement mauvaise, à cause de ces crimes et de ces excès, nous ne pouvons nous empêcher de nous rappeler que nos ancêtres furent tirés de la maison de leur servitude spirituelle par « des plaies et des signes, des miracles et des guerres. » Nous ne pouvons nous empêcher de nous rappeler que, dans la réformation comme dans la révolution française, les hommes qui se soulevèrent contre la tyrannie étaient eux-mêmes profondément atteints des vices qu'engendre la tyrannie. Nous ne pouvons nous empêcher de nous rappeler que des libelles presque aussi scandaleux que ceux d'Hébert, des mascarades presque aussi absurdes que celles d'Anacharsis Klootz, et des crimes presque aussi atroces que ceux de Marat sont venus souiller les débuts de l'histoire du protestantisme. La réformation est un événement depuis longtemps passé. La fureur du volcan est épuisée. Les désastres qu'avait produits l'é-

ruption sont oubliés. Les bornes qui avaient été emportées par le torrent ont été replacées. Les édifices renversés ont été relevés. La lave a couvert d'une couche féconde les champs qu'elle avait dévastés naguère ; et après avoir changé en un désert un beau et fertile jardin, elle a de nouveau changé le désert en un jardin plus beau et plus fertile encore. La seconde grande éruption n'est pas encore terminée. Les cendres sont encore chaudes sous nos pieds. Le déluge de feu continue à s'étendre dans certaines directions. Cependant l'expérience nous donne sûrement le droit de croire que cette explosion, comme celle qui l'a précédée, fécondera le sol qu'elle a dévasté. Déjà dans les pays qui ont le plus souffert, de riches cultures et des habitations solides commencent à s'élever au milieu des plaines désolées. Plus nous lisons l'histoire des siècles passés, plus nous observons les signes de notre propre temps, et plus nous sentons nos cœurs se remplir et se gonfler d'espérance pour les destinées futures de la race humaine.

L'histoire de la réformation en Angleterre est remplie d'étranges problèmes. Le phénomène le plus frappant et le plus extraordinaire qu'elle nous offre est le contraste entre la force immense du gouvernement et la faiblesse des partis religieux. Durant les douze ou treize années qui suivirent la mort de Henri VIII, la religion de l'État changea trois fois : le protestantisme fut établi par Édouard, l'église catholique fut rétablie par Marie, le protestantisme fut de nouveau établi par Élisabeth. Ce n'est pas tout. Une église établie était alors tout naturellement une église persécutée. Édouard persécutait les catholiques, Marie persécutait les protestants, Élisabeth persécuta derechef les catholiques. Le père de ces trois

souverains avait joui du plaisir de persécuter les deux sectes à la fois, et avait envoyé à la mort, sur la même claie, l'hérétique qui niait la présence réelle et le traître qui niait la suprématie royale. Rien , en Angleterre , ne ressemblait à cette furieuse et sanglante opposition que chacune des factions religieuses faisait tour à tour en France au gouvernement ; nous n'avions ni Coligny ni Mayenne, ni Montcontour ni Ivry. Nulle ville d'Angleterre n'a bravé la famine et le glaive pour les doctrines réformées avec le courage de la Rochelle, ou pour les doctrines catholiques avec le courage de Paris. Ni l'une ni l'autre secte, en Angleterre, ne forma une ligue; ni l'une ni l'autre secte n'exigea l'abjuration de son souverain ; ni l'une ni l'autre secte ne put obtenir même d'être tolérée par un souverain qui lui était contraire. Les protestants anglais, après plusieurs années de domination, tombèrent presque sans lutte sous la tyrannie de Marie. Les catholiques, après avoir repris leur ancienne suprématie et en avoir abusé, se soumirent patiemment à la sévère domination d'Élisabeth Ni protestants ni catholiques ne s'engagèrent dans aucun plan de résistance vaste et bien organisé. Quelques soulèvements tumultueux et indisciplinés, étouffés dès leur naissance, quelques complots obscurs, que tramaient seuls un petit nombre d'hommes désespérés, tels furent les plus grands efforts faits par ces deux partis pour réclamer le plus sacré des droits de l'homme, attaqué par la tyrannie la plus odieuse.

L'explication qu'on a généralement donnée de ces circonstances est très-simple, mais peu satisfaisante. Le pouvoir de la couronne, a-t-on dit, était alors dans toute sa force politique. Cette solution, nous l'avouons, ne nous paraît point une solution. C'est depuis long-

temps la mode, mode introduite par M. Hume, de décrire la monarchie anglaise au seizième siècle comme une monarchie absolue. Elle peut paraître telle, en effet, à un observateur superficiel. Il est vrai qu'Élisabeth tenait souvent à ses parlements un langage aussi hautain et aussi impérieux que celui que le Grand-Turc pourrait employer envers son Divan. Elle punissait avec beaucoup de sévérité les membres de la chambre des communes qui, à son avis, portaient trop loin la liberté de discussion. Elle assumait au moyen de ses proclamations le pouvoir législatif. Elle emprisonnait ses sujets sans les soumettre à un procès légal. On avait souvent recours à la torture, en dépit des lois de l'Angleterre, pour arracher des aveux à ceux qui étaient enfermés dans ses donjons. L'autorité de la chambre étoilée et celle de la commission ecclésiastique étaient au comble. Des entraves étroites gênaient les discussions politiques et religieuses. Le nombre des presses fut quelque temps limité. Personne ne pouvait imprimer sans un brevet, et tous les ouvrages devaient subir l'examen du primat ou de l'évêque de Londres. Les gens dont les écrits déplaisaient à la cour était cruellement mutilés comme Stubbs, ou mis à mort comme Penry. Les non-conformistes étaient sévèrement punis. La reine prescrivait exactement la règle de la foi et de la discipline, et quiconque s'écartait de cette règle, soit à droite, soit à gauche, encourait le danger d'une peine rigoureuse.

Tel était ce gouvernement. Cependant nous savons que la grande masse de ceux qui y étaient soumis l'aimaient. Nous savons que, pendant les luttes terribles du seizième siècle, les deux partis ennemis parlaient du temps d'Élisabeth comme de l'âge d'or. La grande reine repose

maintenant depuis deux cent trente ans dans la chapelle de Henri VII. Cependant sa mémoire est encore chère au cœur d'un peuple libre.

Voici, ce me semble, la vérité. Le gouvernement des Tudors, avec quelques déviations, était un gouvernement populaire, sous les formes du despotisme : à première vue, on peut croire que les prérogatives d'Élisabeth n'étaient pas moins étendues que celles de Louis XIV, que ses parlements étaient aussi obséquieux que ceux du roi, et que le *warrant* de l'une valait les lettres de cachet de l'autre. L'extravagance des éloges que les courtisans de la reine prodiguaient à ses charmes personnels et intellectuels dépassait l'adulation de Boileau et de Molière. Louis aurait rougi de recevoir, de ceux qui composaient les cercles brillants de Marly et de Versailles, les marques extérieures d'obéissance que la hautaine Anglaise exigeait de tous ceux qui l'approchaient. Mais l'autorité de Louis reposait sur l'appui de son armée ; l'autorité d'Élisabeth reposait uniquement sur l'appui de son peuple. Ceux qui disent que son pouvoir était absolu ne font pas assez attention à ce qui constituait son pouvoir. Son pouvoir se composait de l'obéissance volontaire de ses sujets, de leur attachement à sa personne et à sa dignité, de leur respect pour l'antique race dont elle descendait, du sentiment général de sécurité dont ils jouissaient sous son gouvernement. C'était là la force, et l'unique force qu'elle eût à ses ordres pour mettre à exécution ses décrets, pour résister aux ennemis étrangers et pour étouffer les trahisons intérieures. Il n'y avait pas dans la cité de Londres un quartier, pas une centurie dans l'un des comtés d'Angleterre qui n'eût pu triompher de la poignée d'hommes armés qui

composaient la maison de la reine. Si un souverain ennemi la menaçait d'une invasion, si un grand seigneur ambitieux levait l'étendard de la révolte, elle ne pouvait avoir recours qu'aux milices de sa capitale et à l'armée de ses comtés, aux bourgeois et aux francs tenanciers d'Angleterre commandés par les négociants et les propriétaires d'Angleterre.

Ce fut ainsi que, lorsqu'on apprit les grands préparatifs que faisait Philippe II pour envahir l'Angleterre, la première personne à laquelle le gouvernement eut l'idée de demander du secours fut le lord maire de Londres. On lui fit demander quelles forces la cité voudrait s'engager à fournir pour la défense du royaume contre les Espagnols. Le maire et le conseil commun désirèrent à leur tour savoir quelles forces Sa Majesté la reine souhaitait qu'ils lui fournissent. On répondit quinze vaisseaux et cinq mille hommes. Les bourgeois de Londres délibérèrent sur l'affaire, et deux jours après, ils prièrent humblement le conseil, en témoignage de leur parfait amour et loyauté envers leur prince et leur pays, d'accepter dix mille hommes et trente vaisseaux complétement équipés.

Une population qui pouvait donner de pareils signes de sa loyauté ne pouvait certainement pas être mal gouvernée impunément. Les Anglais du seizième siècle étaient sans aucun doute un peuple libre. Ils n'avaient pas, à la vérité, les apparences de la liberté, mais ils en possédaient la réalité. Ils n'avaient pas une aussi bonne constitution que nous; mais ils avaient, pour user de la leur, cette force et ce courage sans lesquels la meilleure constitution est aussi inutile que les proclamations royales contre le vice et l'immortalité, et qui suffisent,

sans constitution, à tenir en respect les gouvernements. Les parlements, il est vrai, étaient rarement convoqués, et traités sans grand respect. On violait souvent la grande charte. Mais le peuple possédait, contre un mauvais gouvernement systématique et choquant, une garantie plus efficace que tout le parchemin qui ait jamais reçu la signature royale, et toute la cire qui ait jamais reproduit l'empreinte du grand sceau.

C'est une erreur fort ordinaire en politique que de confondre les moyens avec le but. Les constitutions, les chartes, les pétitions des droits, les déclarations des droits, les assemblées représentatives, les colléges électoraux ne constituent pas le bon gouvernement, et même là où ils sont organisés avec le plus grand soin, ils ne ne produisent pas nécessairement le bon gouvernement. Les lois existent en vain pour ceux qui n'ont ni le courage ni les moyens de les défendre. Les électeurs se réunissent en vain là où le besoin les réduit à l'état d'esclaves du propriétaire, ou lorsque la superstition les réduit à l'état d'esclaves du prêtre. Les assemblées représentatives siégent en vain, à moins qu'elles n'aient à leurs ordres, en dernier ressort, les forces matérielles nécessaires pour rendre leurs délibérations libres et leurs votes efficaces.

Les Irlandais sont mieux représentés au parlement que les Écossais, qui, à vrai dire (1), ne sont pas représentés du tout. Mais les Irlandais sont-ils mieux gouvernés que les Ecossais ? Assurément non. On a eu recours dernièrement à cette circonstance comme à un argument contre la réforme. Cela ne prouve rien contre la

(1) Ceci était écrit avant le vote du bill de réforme.

réforme ; cela prouve seulement que les lois n'ont point de vertu magique ni surnaturelle, qu'elles n'agissent pas comme la lampe d'Aladin ou la pomme du prince Achmet, que l'influence des prêtres, l'ignorance, la fureur des factions ennemies peuvent rendre inutiles de bonnes constitutions, et que l'intelligence, la sobriété, l'activité, la liberté morale, l'étroite union peuvent remédier, dans une large mesure, aux inconvénients du plus mauvais système de représentation. Un peuple dont l'éducation et les habitudes sont telles que dans toutes les parties du monde, ses enfants s'élèvent au-dessus de la masse des populations au milieu desquelles ils sont jetés, aussi inévitablement que l'huile monte à la surface de l'eau, un peuple d'un tel caractère et qui a sur lui-même un tel empire que les plus violents excès populaires de son histoire ont quelque chose de la gravité d'une procédure juridique et de la solennité d'une cérémonie religieuse, un peuple dont l'orgueil national et la fidélité réciproque ont passé en proverbe, un peuple dont l'esprit hautain et farouche, si énergiquement exprimé par la fière devise qui entoure son chardon, a su, pendant des siècles de lutte, défendre son indépendance contre les attaques de ses voisins plus riches et plus puissants, un pareil peuple ne peut être longtemps opprimé. Tout gouvernement, de quelque façon qu'il soit constitué, est contraint de respecter ses désirs et de redouter son mécontentement. Il est certes fort désirable qu'une telle population puisse exercer sur la conduite des affaires une influence directe, et faire connaître ses vœux par des organes constitutionnels. Mais en tout cas, elle possédera à coup sûr quelque influence directe ou indirecte. Elle trouvera à coup sûr

quelque organe constitutionnel ou inconstitutionnel. Elle sera mieux gouvernée sous une bonne constitution que sous une mauvaise, mais elle sera mieux gouvernée sous la plus mauvaise constitution que d'autres nations sous la meilleure. Si on faisait une classification générale des constitutions, la constitution de l'Écosse pourrait passer pour l'une des plus mauvaises, peut-être pour la plus mauvaise constitution de l'Europe chrétienne. Cependant les Écossais ne sont pas mal gouvernés, et la raison en est simple, c'est qu'ils ne supporteraient pas d'être mal gouvernés.

Dans quelques-unes des monarchies de l'Orient, dans l'Afghanistan par exemple, quoiqu'il n'existe rien là qu'un publiciste européen pût appeler une constitution, le souverain gouverne en général d'après certaines règles établies pour le bien public, et la sanction de ces règles c'est que tous les Afghans les approuvent, et que tous les Afghans sont soldats.

La monarchie anglaise au seizième siècle était une monarchie de ce genre. On l'appelle une monarchie absolue parce que les Tudors avaient peu d'égards pour les institutions que nous avons été habitués à regarder comme les seules entraves au pouvoir du souverain. Un Anglais de nos jours a peine à comprendre comment un peuple pouvait avoir des garanties sérieuses de bon gouvernement sous des rois qui levaient des dons de « bénévolence, » et qui malmenaient la Chambre des communes comme ils auraient malmené une meute de chiens. On ne pense pas assez que, si les entraves légales étaient faibles, les entraves naturelles étaient fortes. Il y avait une grande et efficace limite à l'autorité royale; c'était la certitude que, si on abusait de la patience de la nation,

la nation déploierait sa force, et que sa force serait irrésistible. Lorsqu'un grand nombre d'Anglais étaient sérieusement mécontents, au lieu de présenter des requêtes, de tenir de grandes assemblées, de voter des résolutions, de signer des pétitions, de former des associations et des unions, ils se soulevaient, ils prenaient leurs arcs et leurs hallebardes, et si le souverain n'était pas assez populaire pour trouver parmi ses sujets d'autres arcs et d'autres hallebardes à opposer aux rebelles, il n'avait plus qu'à attendre le renouvellement des horribles scènes de Berkeley et de Pomfret. Il n'avait point d'armée régulière qui pût, au moyen d'armes supérieures et d'une habileté consommée, effrayer ou vaincre les vigoureuses communes de son royaume, douées du courage naturel aux Anglais et habituées à la simple discipline de la milice.

On a dit que les Tudors étaient aussi absolus que les Césars. Jamais comparaison ne fut plus malheureuse. Le gouvernement des Tudors était absolument le contraire du gouvernement d'Auguste et de ses successeurs. Les Césars gouvernaient despotiquement au moyen d'une grande armée permanente, et sous les formes modestes d'une constitution républicaine. Ils prenaient le nom de citoyens. Ils se mêlaient sans cérémonie aux autres citoyens. En théorie, ils n'étaient que les magistrats électifs d'une république. Au lieu de s'arroger un pouvoir despotique, ils rendaient hommage au sénat. Ils n'étaient que les lieutenants de ce corps vénérable. Ils prenaient part à ses discussions. Ils paraissaient même comme avocats devant les cours de justice. Cependant, ils pouvaient en toute sécurité se livrer aux plus étranges fantaisies de cruauté ou de rapacité, tant que leurs légions

restaient fidèles. Nos Tudors, au contraire, sous le titre et les formes de la suprématie monarchique, étaient essentiellement des magistrats populaires. Ils n'avaient aucun moyen de se soutenir contre la haine publique, et ils étaient par conséquent obligés de rechercher la faveur publique. La nation accordait aux Tudors le droit de jouir de toute la pompe et de tous les agréments personnels du pouvoir absolu, de se faire adorer avec des génuflexions orientales, de disposer à leur gré de la liberté et même de la vie de leurs ministres et de leurs courtisans. Mais il leur était permis d'être les tyrans de Whitehall à condition d'être pour l'Angleterre des souverains doux et paternels. Ils subissaient, de la part de leur peuple, la même contrainte que subit un despote guerrier de la part de son armée. Il leur aurait été aussi dangereux d'écraser leurs sujets d'impôts excessifs qu'à Néron de laisser ses prétoriens sans solde. Ceux qui entouraient immédiatement la personne royale et qui s'engageaient dans le jeu hasardeux de l'ambition étaient exposés aux plus terribles dangers. Buckingham, Cromwell, Surrey, Seymour de Sudeley, Somerset, Northumberland, Suffolk, Norfolk, Essex, périrent sur l'échafaud; mais en général le gentilhomme campagnard chassait et le négociant commerçait en paix. Henri VIII lui-même, aussi cruel que Domitien, mais bien meilleur politique, trouva moyen, tout en se baignant dans le sang des Lamia, de rester le favori des savetiers.

Les Tudors commirent des actes extrêmement tyranniques, mais dans leurs rapports ordinaires avec le peuple, ils n'étaient pas et ne pouvaient pas être impunément des tyrans. On leur pardonnait aisément quelques excès, car la nation était fière du sang hautain et bouil-

lart de ces princes magnifiques, et elle voyait dans certains procédés, que même alors un légiste eût condamnés, l'explosion de la hardiesse d'âme qui avait lancé un si ferme et si méprisant dédain contre Parme et l'Espagne. Mais cette tolérance avait ses limites ; si le gouvernement s'aventurait à adopter des mesures que le peuple sentît comme sérieusement oppressives, il était bientôt contraint de changer de conduite. Quand le roi Henri VIII essaya de lever un emprunt forcé d'une valeur inaccoutumée et par des moyens d'une rigueur inaccoutumée, l'opposition qu'il rencontra fut telle que cet esprit entêté et impérieux en fut effrayé lui-même. Le peuple, nous raconte-t-on, disait que, si on les traitait ainsi, « ce serait pis que les taxes de France, et que l'Angleterre serait esclave et non pas libre. » Le comté de Suffolk se souleva et prit les armes. Le roi céda prudemment à une opposition qui, s'il eût persisté, aurait très-probablement pris la forme d'une révolte générale. Vers la fin du règne d'Élisabeth, le peuple se sentit gravement atteint par les monopoles. La reine, toute fière et courageuse qu'elle était, recula devant une lutte avec la nation et accorda avec une admirable sagacité tout ce que ses sujets avaient demandé, tandis qu'il était encore en son pouvoir d'accorder avec dignité et bonne grâce.

On ne peut croire qu'un peuple qui tenait entre ses mains les moyens de contenir ses princes eût souffert qu'un prince lui imposât une religion généralement détestée. Il serait absurde de supposer que, si la nation eût été décidément attachée à la religion protestante, Marie eût pu rétablir la suprématie du Pape. Il serait également absurde de supposer que, si la nation eût ressenti du zèle pour l'ancienne religion, Élisabeth eût pu réta-

blir l'Église protestante. La vérité est que le peuple n'était pas disposé à engager la lutte en faveur des nouvelles ou des anciennes doctrines. On montra beaucoup d'ardeur quand il parut probable que Marie retirerait les dons des biens du clergé faits par son père, ou qu'elle sacrifierait les intérêts de l'Angleterre à ce mari pour lequel elle éprouvait une tendresse qu'il méritait si peu. La reine reconnut bientôt qu'il serait insensé d'essayer de rendre aux abbayes leurs propriétés. Elle reconnut que ses sujets ne souffriraient pas qu'elle fît de son royaume héréditaire un fief de la Castille. Elle rencontra sur ces deux points une opposition soutenue et fut obligée de céder. Si elle put établir le culte catholique et persécuter ceux qui ne voulaient pas s'y conformer, c'est évidemment parce que le peuple se souciait infiniment moins de la religion protestante que des droits de la propriété et de l'indépendance de la couronne d'Angleterre. Tout simplement, il ne croyait pas que les différences entre les deux sectes hostiles valussent la peine de la lutte. Il y avait sans aucun doute un parti protestant zélé et un parti catholique zélé. Mais ces deux partis étaient, nous le croyons, très-faibles. Nous ne sommes pas sûr que mis ensemble ils constituassent, au moment de la mort de Marie, la vingtième partie de la nation. Les dix-neuf vingtièmes restants hésitaient entre les deux opinions et n'avaient aucune envie de risquer une révolution dans le gouvernement pour donner, à l'une ou à l'autre des factions extrêmes, l'avantage sur ses adversaires.

Nous ne possédons point de données qui nous permettent de comparer avec exactitude la force des deux sectes. M. Butler affirme que, même à l'avénement de

Jacques Ier, la population de l'Angleterre était en majorité catholique. Ceci est une pure assertion qui non-seulement n'est prouvée par aucun témoignage, mais dont la fausseté est, à notre avis, prouvée par les témoignages les plus irréfragables. Le docteur Lingard pense qu'au milieu du règne d'Élisabeth, les catholiques formaient la moitié de la nation. Rushton dit que, lorsque Élisabeth monta sur le trône, les deux tiers de la nation étaient catholiques, et un tiers seulement protestant. Le plus judicieux et le plus impartial des historiens anglais, M. Hallam, croit au contraire que deux tiers étaient protestants et un tiers seulement catholique. Pour nous, nous avouerons qu'il nous semble incroyable que, si les Protestants étaient véritablement deux contre un, ils eussent supporté le gouvernement de Marie, ou que, si les catholiques étaient véritablement deux contre un, ils eussent supporté le gouvernement d'Élisabeth. Nous ne pouvons comprendre comment un souverain qui n'a point d'armée permanente, et dont la puissance repose uniquement sur la loyauté de ses sujets, peut continuer pendant des années à persécuter une religion à laquelle la majorité de ses sujets est sérieusement attachée. En fait les protestants se soulevèrent contre l'une des sœurs, et les catholiques contre l'autre. Ces soulèvements montrèrent clairement la faiblesse et l'insignifiance des deux partis. Dans les deux cas la nation se rangea du côté du gouvernement, et les insurgés furent bientôt soumis et punis. Les gentilshommes du comté de Kent qui prirent les armes contre Marie au nom des doctrines réformées, et les grands comtés du Nord qui déployèrent la bannière des Cinq plaies contre Élisabeth, passaient également, dans la grande masse de leurs concitoyens, pour

des factieux qui troublaient méchamment la paix publique.

Le compte rendu par le cardinal Bentivoglio de l'état de la religion en Angleterre mérite bien l'attention. Il calculait que les catholiques zélés formaient la trentième partie de la nation. Il estimait aux quatre cinquièmes de la nation les gens qui deviendraient catholiques sans le moindre scrupule si l'on établissait la religion catholique. Nous sommes porté à croire ce calcul fort rapproché de la vérité. Nous croyons que les gens qui avaient leur parti pris d'un côté ou de l'autre, et qui étaient disposés à faire tous les sacrifices et à courir tous les risques pour l'une ou l'autre religion, étaient en très-petit nombre. Les deux partis avaient quelques champions entreprenants et quelques courageux martyrs; mais la nation n'était décidée ni dans ses sentiments ni dans ses opinions; elle se confiait implicitement à la direction du gouvernement et prêtait au souverain du jour un secours également empressé contre l'un ou l'autre des partis extrêmes. Nous sommes bien loin de dire que les Anglais de cette génération étaient irréligieux. Ils croyaient fermement aux doctrines qui font également partie des théologies catholique et protestante; mais ils n'avaient point d'opinion arrêtée sur les questions en litige entre les deux églises. Ils étaient dans une situation semblable à celle de ces habitants des frontières que sir Walter Scott a décrits avec tant de verve, comme « cherchant les bœufs dont ils faisaient leur bouillon à la fois en Angleterre et en Écosse, » et qui avaient été « mis neuf fois hors la loi par le roi d'Angleterre et par la reine d'Écosse. » Ils étaient parfois protestants, parfois catholiques, parfois à demi protestants, à demi catholiques.

Depuis des siècles, les Anglais n'étaient pas des catholiques fervents : au quatorzième siècle, le premier et peut-être le plus grand des réformateurs, Jean Wickliffe avait remué l'esprit public jusque dans ses dernières profondeurs. Durant le même siècle, un schisme scandaleux dans l'Église catholique avait affaibli dans plusieurs contrées de l'Europe le respect qu'on éprouvait pour le Pontife romain. Il est évident que, cent ans avant le temps de Luther, il existait dans ce royaume un grand parti désirant ardemment un changement au moins aussi profond que celui qui fut effectué plus tard par Henri VIII. La Chambre des communes, sous le règne de Henri IV, proposa une confiscation des biens du clergé plus complète et plus violente même que celle qui eut lieu sous l'administration de Thomas Cromwell, et tout en échouant dans cette tentative, les Communes réussirent à priver le clergé de quelques-uns de ses plus énormes priviléges. Les grandes conquêtes de Henri V détournèrent l'attention de la nation des réformes intérieures. Le concile de Constance fit disparaître les scandales les plus choquants parmi ceux qui avaient enlevé à l'Église le respect public. L'autorité de ce vénérable synode étaya l'autorité chancelante de la papauté. Une sérieuse réaction s'ensuivit. On ne peut douter que quelques Lollards ne subsistassent encore secrètement en Angleterre, ni que bien des gens qui n'avaient pas précisément d'objection à la doctrine de l'Église romaine, ne fussent jaloux du pouvoir et de la richesse dont jouissaient ses ministres. Au commencement du règne de Henri VIII, une lutte s'engagea entre le clergé et les cours de justice; la victoire resta aux cours de justice. Un des évêques à cette occasion déclara que le

commun peuple nourrissait les préjugés les plus violents contre son ordre, et qu'un membre du clergé n'avait aucune chance de se voir rendre justice par un tribunal laïque. Les jurés de Londres, disait-il, en voulaient si fort à l'Église que, si Abel était prêtre, ils le déclareraient coupable du meurtre de Caïn. C'était là ce qu'on disait en Angleterre quelques mois avant le moment où Martin Luther commença de prêcher à Wittemberg contre les indulgences.

La réformation ne trouva point les Anglais des papistes bigots; elle ne fut pas conduite chez eux de manière à faire d'eux des protestants zélés. Elle ne fut pas sous la direction d'hommes pareils à ce bouillant Saxon qui jurait qu'il irait à Worms, quand il aurait à y faire face à autant de diables qu'il y avait de tuiles sur les toits, ou pareils à ce brave Suisse, qui fut frappé à mort pendant qu'il priait en tête des rangs de ses compatriotes à Zurich. Aucun prédicateur de la religion n'eut en Angleterre le pouvoir que Calvin possédait à Genève et Knox en Écosse. Le gouvernement se mit de bonne heure à la tête du mouvement, et acquit ainsi la force de le régler et parfois de l'arrêter.

Bien des gens trouvent extraordinaire que Henri VIII ait pu se maintenir si longtemps dans une position intermédiaire entre les partis catholique et protestant. Cela serait en effet très-extraordinaire si nous devions supposer que la nation se composait uniquement de catholiques décidés et de protestants décidés. Le fait est que la grande masse de la population n'était ni catholique ni protestante, et qu'elle se trouvait, comme son souverain, à moitié chemin entre les deux sectes. Dans cette partie de sa conduite, qu'on a regardée comme la plus

capricieuse et la plus inconséquente, Henri suivait probablement une politique infiniment plus agréable à la majorité de ses sujets que ne l'eût été une politique semblable à celle d'Édouard VI ou à celle de Marie. Jusqu'à la fin même du règne d'Élisabeth, le peuple était dans une situation d'esprit assez semblable à celle que Machiavel attribue aux habitants de l'empire romain pendant la transition du paganisme au christianisme : *Sendo la maggiore parte di loro incerti a quale Dio dovessero ricorrere.* La nation en général était, selon nous, favorable à la suprématie royale. La politique de la cour de Rome lui déplaisait. L'intervention d'un prêtre étranger dans ses affaires nationales choquait sa fierté. La bulle qui prononçait une sentence de déposition contre Élisabeth, les complots formés contre sa vie, l'usurpation de ses titres par la reine d'Écosse, l'hostilité de Philippe II, excitèrent dans la population une très-forte indignation. On se rappelait avec dégoût les cruautés de Bonner. Certaines parties du nouveau système, par exemple l'usage de la langue anglaise dans le culte public et la communion sous les deux espèces étaient assurément populaires. D'autre part, les premières leçons du berceau et des prêtres n'étaient point oubliées. On se souvint longtemps avec un respect affectueux des anciennes cérémonies. Une large part de l'ancienne théologie persista jusqu'à la fin dans les esprits qui en avaient été imbus dès l'enfance.

La littérature dramatique du temps nous fournit la meilleure preuve du mélange qui existait alors dans la religion du peuple. Personne ne met en avant des idées impopulaires dans une pièce destinée à la représentation publique. Nous pouvons affirmer avec sécurité que les

sentiments et les opinions qui ont inspiré toute la littérature dramatique d'une génération sont des sentiments et des opinions que partageaient en général les hommes de cette génération.

Les auteurs dramatiques les plus célèbres et les plus populaires du siècle d'Élisabeth traitent les sujets religieux d'une façon très-remarquable. Ils parlent avec respect des doctrines fondamentales du christianisme; mais ils ne parlent ni comme des catholiques, ni comme des protestants, bien plutôt comme des gens qui flottent entre les deux systèmes ou qui se sont fait à eux-mêmes un système de certaines portions de doctrines empruntées aux deux religions. Ils semblent conserver une grande vénération pour certains dogmes ou certaines cérémonies catholiques. Ils traitent par exemple avec un respect mystérieux le vœu du célibat, sujet si tentant et devenu plus tard le texte ordinaire de plaisanteries licencieuses. Presque tous les membres des ordres religieux qu'ils mettent en scène sont des hommes saints et respectables. Nous ne nous rappelons dans leurs pièces rien qui ressemble au grossier ridicule dont la religion catholique et ses ministres furent assaillis deux générations plus tard, par les auteurs dramatiques qui cherchaient à plaire à la multitude. Nous ne retrouvons point de frère Forgaid, point de frère Dominique (1) dans les personnages représentés par ces grands poëtes. La scène qui termine le *Chevalier de Malte* aurait pu être écrite par un catholique fervent. Massinger témoigne un goût particulier pour les prêtres de l'Église catholique, et il est allé jusqu'à représenter sur la scène un jésuite intéressant et ver-

(1) Personnages des pièces comiques de la restauration.

tueux. Ford, dans cette belle pièce qu'il est pénible de lire, et à peine convenable de nommer, fait jouer au moine un rôle très-honorable. La partialité de Shakspeare pour les moines est bien connue. Dans *Hamlet*, le Fantôme se plaint d'être mort sans avoir reçu l'extrême-onction, et en dépit de l'article qui condamne la doctrine du purgatoire, il déclare qu'il est enfermé pour jeûner dans les flammes, jusqu'à ce qu'il soit purifié par le feu des crimes odieux commis dans les joies de sa chair. Sous le règne de Charles II, ces vers auraient très-probablement suscité dans toutes les salles de spectacle un violent orage; ils n'étaient évidemment pas écrits par un protestant zélé, ni pour des protestants zélés. Cependant l'auteur du *Roi Jean* et de *Henri VIII* n'était assurément pas favorable à la suprématie du pape.

Il n'y a, ce nous semble, qu'une seule explication du phénomène que présentent l'histoire et le théâtre de cette époque. La religion des Anglais était une religion inerte, comme celle de la population établie par les Assyriens à Samarie, et dont il est dit dans le second livre des Rois : « qu'ils craignaient l'Éternel, mais qu'ils servaient leurs images taillées »; comme celle des chrétiens judaïsants qui mêlaient les cérémonies et les doctrines de la Synagogue avec celles de l'Église ; comme celle des Indiens mexicains qui, pendant de longues générations après la soumission de leur race, continuaient à unir aux rites que leur avaient enseignés les conquérants, le culte des idoles grotesques qu'avaient adorées Montézuma et Guatémozin.

Ces sentiments n'étaient pas exclusivement le partage de la populace ; Élisabeth elle-même n'en était pas exempte. On voyait dans sa chapelle particulière un cru-

cifix entouré de cierges allumés. Elle parlait toujours avec aversion et dégoût du mariage des prêtres : « C'est avec horreur, disait l'archevêque Parker, que j'ai entendu sortir de sa nature si douce et de sa conscience éclairée et chrétienne, des paroles comme celles qu'elle disait sur la sainte institution et ordonnance de Dieu concernant le mariage. » Burleigh lui persuada de conniver au mariage des ecclésiastiques ; mais elle ne voulut consentir qu'à une simple connivence, et les enfants nés de ces mariages restèrent illégitimes jusqu'à l'avénement de Jacques I[er].

Ce qui fut, comme nous l'avons dit, la grande tache du caractère de Burleigh, est aussi la grande tache du caractère d'Élisabeth. Étant elle-même adiaphoriste, n'ayant aucun scrupule de se conformer à l'Église catholique quand cette conformité était nécessaire à sa sûreté, ayant conservé jusqu'à la fin de sa vie le goût d'une grande partie des doctrines et des cérémonies de cette Église, elle la soumit pourtant à une persécution plus odieuse encore que la persécution dont sa sœur avait poursuivi les protestants. Nous disons plus odieuse encore, car Marie avait au moins l'excuse du fanatisme ; elle ne faisait rien pour sa religion qu'elle ne fût prête à souffrir pour elle. Elle y avait persisté avec fermeté sous la persécution. Elle était intimement convaincue que sa foi était nécessaire au salut. Si elle brûlait les corps de ses sujets, c'était afin de sauver leurs âmes. Élisabeth n'avait pas le même prétexte. Ses opinions n'étaient guère qu'à demi protestantes ; elle avait fait profession, quand cela lui avait convenu, d'être complétement catholique. Il y a une excuse, une misérable excuse pour les massacres du Piémont et les

auto-da-fé d'Espagne; mais que peut-on dire pour la défense d'une souveraine indifférente et intolérante?

Si la grande reine dont les Anglais conservent encore la mémoire avec un juste respect avait possédé assez de vertu et de largeur dans l'esprit pour adopter les principes que More, plus sage en théorie qu'en pratique, avait professés sous le roi son père, et d'après lesquels l'excellent chancelier de l'Hôpital réglait sa conduite dans ce même temps, combien l'aspect de l'histoire tout entière eût été différent pendant les deux cent cinquante années qui suivirent son règne ! Elle avait la plus belle occasion qui ait jamais été accordée à une souveraine pour établir dans ses États une liberté de conscience absolue, sans danger pour son gouvernement, sans scandale pour aucun parti considérable parmi ses sujets. La nation, évidemment prête à professer l'une ou l'autre des deux religions, eût, sans aucun doute, été prête à les tolérer toutes deux. Malheureusement pour sa gloire et pour la paix publique, Élisabeth adopta une politique dont les effets infligent encore à ce royaume d'amères souffrances. Le joug de l'Église établie pesa sur le peuple à ce point qu'il lui devint impossible de le supporter. Alors éclata une réaction. Une autre réaction s'ensuivit. A la tyrannie de l'Église établie succéda la lutte tumultueuse des sectes, devenues furieuses sous leurs injures réitérées, et enivrées d'une liberté inaccoutumée. Au conflit des sectes succéda de nouveau la cruelle domination d'une Église persécutrice. Enfin l'oppression dépouilla sa forme la plus horrible et revêtit un aspect plus doux. Les lois pénales, qui avaient été destinées à protéger l'Église établie furent abrogées; mais les exclusions et les incapacités subsistèrent encore. Ces exclusions et ces inca-

pacités, après avoir engendré le plus terrible mécontentement, après avoir rendu tout gouvernement impossible dans une partie du royaume, après avoir amené l'État jusqu'au bord de l'abîme, ont été abolies de notre temps; mais bien qu'abolies elles ont laissé derrière elles des traces qui pourront durer de longues années. Il est triste de penser avec quelle facilité Élisabeth eût pu faire vivre toutes les sectes opposées à l'ombre de la même impartialité des lois et de la même protection paternelle du trône, en plaçant ainsi la nation, en ce qui touche les droits de la conscience, dans la même situation où nous nous trouvons enfin maintenant, après toutes les souffrances, les persécutions, les conspirations, les séditions, les meurtres judiciaires de dix générations.

C'est là le côté sombre du caractère d'Élisabeth. Pourtant, ce fut assurément une femme supérieure. De tous les souverains qui ont exercé un pouvoir absolu en apparence, mais qui tirait en réalité sa force de l'affection et de la confiance des sujets, elle est sans comparaison le plus illustre. On a souvent allégué, pour excuser le mauvais gouvernement de ses successeurs, qu'ils ne faisaient que suivre son exemple, et qu'on pouvait trouver dans les événements de son règne des précédents pour persécuter les Puritains, pour lever de l'argent sans la sanction de la Chambre des communes, pour emprisonner les gens sans les amener devant les tribunaux, pour entraver la liberté des débats parlementaires, etc. Tout cela peut être vrai, mais ce n'est pas une bonne excuse pour ses successeurs, par la simple raison qu'ils étaient ses successeurs. Elle gouvernait une génération; ils en gouvernaient une autre, et il y avait presque aussi peu de rapport entre les deux générations qu'entre les peuples de

deux pays différents. Ce n'était pas en se reportant aux mesures particulières qu'Élisabeth avait adoptées, mais en se conformant aux grands principes généraux de son gouvernement, que ceux qui la suivirent auraient pu apprendre l'art de manier des sujets intraitables. Si, au lieu de chercher dans l'histoire de cette reine des exemples qui parussent justifier la mutilation de Prynne ou l'emprisonnement d'Eliot, les Stuarts avaient cherché à découvrir les règles essentielles qui dirigeaient sa conduite dans ses relations avec son peuple, ils se seraient aperçus que leur politique était bien différente de la sienne, lorsqu'aux yeux d'un observateur superficiel elle semblait s'en rapprocher le plus. Ferme, hautaine, parfois injuste et cruelle dans ses procédés envers les individus ou envers les partis de peu d'importance, elle évitait avec soin ou retirait promptement toutes les mesures qui pouvaient lui aliéner la masse de la population. Elle acquit plus d'honneur et d'affection par la manière dont elle répara ses erreurs qu'elle n'en aurait acquis en ne commettant jamais une erreur. Si Charles Ier s'était trouvé à la place d'Élisabeth au moment où la nation tout entière criait contre les monopoles, il eût refusé tout soulagement; il eût dissous le Parlement et emprisonné les membres les plus populaires. Il eût fait quelques promesses vagues et mensongères en retour des subsides. Pressé de les tenir, il eût dissous de nouveau le Parlement et emprisonné de nouveau les chefs de l'opposition. Le pays aurait été plus agité que jamais, et la nouvelle Chambre des communes plus intraitable que celle qui l'avait précédée. Le tyran aurait consenti à tout ce que demandait la nation; il aurait solennellement ratifié un acte pour abolir à jamais les monopoles; il aurait reçu

des subsides considérables en retour de cette concession ; et avant six mois, de nouveaux monopoles plus oppressifs que ceux qui avaient été abolis auraient été accordés par douzaines. Telle fut la politique qui amena l'héritier d'une longue suite de rois, adoré dans sa jeunesse par ses compatriotes, à la prison et à l'échafaud.

Élisabeth, avant que la Chambre des communes pût s'adresser à elle, pressentait les paroles qu'elle allait prononcer au nom du pays. Ses promesses dépassaient les désirs. L'accomplissement suivait de près la promesse. Elle ne traitait pas la nation comme un parti ennemi, comme un parti qui avait des intérêts opposés aux siens, comme un parti auquel elle devait accorder aussi peu d'avantages que possible, et auquel elle devait extorquer autant d'argent que possible. Elle donnait des grâces ; elle ne les vendait pas ; et une fois qu'elle les avait données, elle ne les retirait jamais. Elle les donnait en outre avec une franchise, une effusion de cœur, une dignité princière, une tendresse maternelle qui en rehaussait le prix. Ses faveurs étaient reçues avec des larmes de joie et aux cris de « Dieu sauve la reine ! » par les hardis et entêtés gentilshommes qui étaient venus de la campagne à Westminster pleins de ressentiment. Charles Ier céda la moitié des prérogatives de la couronne aux Communes, et les Communes lui adressèrent en retour la grande remontrance.

Nous avions eu l'intention de dire quelque chose de ce groupe illustre dont Élisabeth est le centre, de ce groupe que le dernier des bardes vit dans sa vision du sommet du Snowdon, autour de la Reine-Vierge : « plus d'un fier baron, bien des dames resplendissantes, et des hommes d'État, d'un grand âge, dans la majesté de leurs barbes. »

Nous avions eu l'intention de dire quelque chose de l'adroit Walsingham, de l'impétueux Oxford, du gracieux Sackville, de Sydney, accompli de tous points ; nous voulions parler d'Essex, l'ornement de la cour et des camps, le modèle de la chevalerie, le magnifique patron du génie, que de grandes vertus, un grand courage, de grands talents, la faveur de sa souveraine, l'affection de ses compatriotes, tout ce qui semblait assurer une vie heureuse et glorieuse, conduisirent à une mort honteuse et prématurée ; nous avions dessein de parler de Raleigh, le guerrier, le marin, le savant, le courtisan, le poëte, l'orateur, l'historien, le philosophe que nous nous représentons, tantôt passant en revue la garde de la reine, tantôt donnant la chasse à un galion espagnol, tantôt répondant aux chefs du parti national dans la Chambre des communes, murmurant ensuite une de ses charmantes chansons d'amour trop près des oreilles d une des filles d'honneur de Sa Majesté, et bientôt après méditant sur le *Talmud*, ou collationnant Polybe et Tite-Live. Nous projetions aussi de dire quelque chose de la littérature de cette brillante époque et surtout de ces deux hommes incomparables, le prince des poëtes et le prince des philosophes qui ont fait du siècle d'Élisabeth une ère plus importante et plus glorieuse dans l'histoire de l'esprit humain que le siècle de Périclès, d'Auguste ou de Léon X. Mais un sujet si vaste demande un espace bien plus étendu que celui dont nous pouvons disposer aujourd'hui. Nous nous arrêtons donc ici, dans la crainte, si nous poursuivions, de voir notre article atteindre un volume qui dépasserait celui des autres articles autant que le livre du docteur Nares dépasse en volume toutes les autres histoires.

JOHN HAMPDEN

— ÉCRIT EN DÉCEMBRE 1831. —

Souvenirs de John Hampden, de son parti et de son temps, par lord Nugent. 2 vol. in-8. Londres, 1831.

Nous avons lu ce livre avec un grand plaisir, quoique ce ne fût pas précisément peut-être le genre de plaisir auquel nous nous étions attendu. Nous avions espéré que lord Nugent aurait pu recueillir, dans des papiers de famille ou dans des traditions locales, beaucoup de renseignements nouveaux et intéressants sur la vie et le caractère du célèbre chef du Long Parlement, du premier de ces grands personnages de la Chambre des communes dont le simple nom de *monsieur* retentit à nos oreilles avec un son plus éclatant que le plus superbe des titres féodaux. Notre espérance a été désappointée, non assurément faute de zèle ou de recherches de la part du noble biographe. Même à Hampden, il ne reste, à ce qu'il paraît, aucuns papiers importants qui se rapportent au plus illustre propriétaire de cet ancien domaine. Les souvenirs les plus anciens qui existent encore de lui appartiennent à la famille de son ami sir John Eliot. Lord Eliot a fourni le portrait qu'on a gravé pour cet ouvrage, outre quelques lettres fort intéressantes. Le portrait est assurément un

original, probablement le seul original qui existe à présent. Le développement du front, la douceur et la pénétration du regard, la résolution inflexible qu'expriment les lignes de la bouche, garantiraient suffisamment la ressemblance. Nous donnerons probablement quelques extraits des lettres. Elles contiennent presque tous les renseignements nouveaux que lord Nugent a pu se procurer sur la vie privée du grand homme dont il adore la mémoire avec un respect enthousiaste, mais non excessif.

Aucune obscurité ne plane sur la vie de Hampden. Son histoire, surtout depuis l'année 1640 jusqu'à sa mort, est l'histoire de l'Angleterre. Il faut considérer ces mémoires comme des mémoires de l'histoire d'Angleterre, et ils méritent d'être lus avec attention. Ils contiennent quelques faits curieux qui sont nouveaux, pour nous du moins, des récits animés, des remarques judicieuses, et beaucoup d'éloquent enthousiasme.

Nous ne sommes pas bien sûr que le défaut de renseignements sur le caractère privé de Hampden ne soit pas un trait aussi frappant et aussi caractéristique que tout ce que les chroniqueurs les plus minutieux, O'Méara, Mrs Trhale ou Boswell lui-même, ont jamais raconté à propos de leurs héros. Ce célèbre chef puritain est un exemple presque unique d'un grand homme qui n'a point cherché ni évité la grandeur, et qui a trouvé la gloire, seulement parce que la gloire s'est rencontrée dans le simple sentier du devoir. Pendant plus de quarante ans, Hampden fut connu de ses voisins de campagne comme un gentilhomme d'un esprit cultivé, de principes élevés, de manières élégantes, heureux dans sa famille et actif dans l'accomplissement de ses devoirs lo-

caux; les hommes politiques le tenaient pour un membre du Parlement honnête, sensé et assidu, point empressé à déployer ses talents, fidèle à son parti, et occupé des intérêts de ses électeurs. Une grande crise, une crise terrible arriva; un gouvernement arbitraire tenta une attaque directe contre un droit sacré des Anglais, contre un droit qui était la principale garantie de tous les autres droits. La nation cherchait un défenseur. Tranquillement, sans ostentation, le gentilhomme du comté de Buckingham se mit à la tête de ses concitoyens, en face de la tyrannie et en travers de son chemin. Les temps furent bientôt plus sombres et plus agités. Le service public devint périlleux, délicat, difficile; l'esprit et le courage de cet homme extraordinaire se trouvèrent au niveau de toutes les difficultés. Il apprit à discuter avec un talent de premier ordre, à manier habilement la Chambre des communes; il devint diplomate, soldat. Il gouvernait une assemblée farouche et turbulente, pleine d'hommes capables, aussi aisément qu'il gouvernait sa famille. Il se montrait aussi propre à diriger une campagne qu'à expédier les affaires des sessions de son comté. Nous ne pouvons assez exprimer l'admiration que nous inspire un esprit si grand et en même temps si sain et si bien proportionné, se renfermant si volontiers dans les devoirs les plus modestes, s'élevant si aisément aux plus grands, si paisiblement satisfait dans le repos et si puissant dans l'action. Presque toutes les parties de cette vie vertueuse et sans tache, qui ne sont pas restées cachées dans une modeste retraite, sont une partie précieuse et brillante de notre histoire nationale. Si la conduite privée de Hampden avait offert le plus léger prétexte aux reproches, il eût été assailli par la malveillance aveugle qui,

en dépit des preuves les plus claires, continue encore d'appeler sir John Eliot un assassin. Si le caractère de Hampden eût présenté quelque côté faible, si ses manières avaient pu être, sous quelque rapport que ce fût, sujettes au ridicule, nous pouvons être certain que les écrivains de la faction de Charles Ier ne lui auraient fait aucune grâce. Ces écrivains ont soigneusement conservé toutes les petites circonstances qui pouvaient tendre à rendre leurs adversaires odieux ou ridicules. Ils se sont moqués du langage convenu et affecté de fanatiques sans jugement. Ils nous ont raconté comment Pym s'arrêta court au milieu d'un discours, comment Hollis tira les oreilles à Ireton, comment le duc de Northumberland rossa Henri Marten; ils nous ont dit que sir John avait des manières moroses, que Vane était laid et que Cromwell avait le nez rouge. Mais ni l'adroit Clarendon, ni l'impudent Denham ne se sont aventurés à jeter le plus léger blâme sur le caractère ou les manières de Hampden. Baxter nous apprend l'opinion qu'avaient de lui les gens les plus vertueux de son temps. Cet homme éminent, non-seulement par sa piété et l'éloquence fervente de sa dévotion, mais encore par sa modération, son intelligence des affaires politiques et son talent pour juger les hommes, a déclaré, dans le *Repos des Saints*, que l'un des plaisirs dont il espérait jouir dans le ciel était la société de Hampden. Dans les éditions imprimées après la restauration, le nom de Hampden fut omis. « Mais je dois dire au lecteur, » écrit Baxter, que je l'ai effacé, non parce que j'ai changé d'opinion sur sa personne..... M. John Hampden était reconnu par ses amis et par ses ennemis comme éminent par sa prudence, sa piété et ses conseils pacifiques; il était l'objet de l'approbation gé-

nérale plus que tout autre gentilhomme que je me rappelle dans ce temps-là. Je me souviens d'avoir entendu dire à un vieillard prudent et modéré, qui vivait loin de lui, mais qui le connaissait, que « s'il pouvait choisir dans le monde entier qui il voudrait être, il choisirait d'être John Hampden. » Nous ne pouvons nous empêcher de regretter qu'il ne nous reste pas des détails plus complets sur un homme qui, après avoir passé par les plus grandes tribulations qui puissent assaillir la vertu humaine, après avoir joué le rôle le plus éminent dans une révolution et dans une guerre civile, put cependant mériter de pareils éloges d'une pareille autorité. Ce défaut de documents est à coup sûr la meilleure preuve que la haine elle-même ne put trouver de taches à sa renommée.

L'histoire du commencement de la vie de Hampden n'est pas longue à raconter. Il était le chef d'une famille établie dans le comté de Buckingham avant la conquête normande. Une partie des biens qu'il avait reçus en héritage avaient été donnés par Édouard le Confesseur à Baudouin de Hampden, dont le nom semble indiquer qu'il était l'un des favoris normands du dernier roi saxon. Durant la lutte des maisons d'York et de Lancastre, les Hampden s'attachèrent au parti de la rose rouge, et furent, en conséquence, persécutés par Édouard IV et bien traités par Henri VII. Sous les Tudors, la famille fut puissante et florissante ; Greffith Hampden, grand shériff du comté de Buckingham, reçut la reine Élisabeth chez lui avec grande magnificence. Son fils, William Hampden, siégea dans le parlement que cette princesse convoqua en 1593. William épousa Élisabeth Cromwell, tante de l'homme célèbre qui gouverna plus tard les îles Britan-

piques avec un pouvoir plus que royal; de ce mariage naquit John Hampden.

Il était né en 1594. Son père mourut en 1597 et lui laissa des biens très-considérables. Après avoir passé quelques années à l'école de grammaire de Thame, le jeune Hampden fut envoyé, à quinze ans, au collége de la Madeleine, à l'université d'Oxford. A dix-neuf ans, il fut reçu comme étudiant dans Temple's Inn, et y apprit les principes de la loi anglaise. En 1619, il épousa Élisabeth Symeon, à laquelle il paraît avoir été tendrement attaché. L'année suivante, il fut envoyé au Parlement par un bourg qui a acquis de notre temps une malheureuse célébrité, le bourg de Grampound.

Nous ne savons, sur sa vie privée pendant sa jeunesse, à peu près rien au delà de ce que Clarendon nous a appris. « A son entrée dans le monde, » dit le grand historien, « il se livra à toute la licence d'amusements, d'exercices et de société que pratiquaient les hommes des habitudes les plus joyeuses. » Un changement remarquable s'opéra pourtant dans son caractère. « Tout à coup, » dit Clarendon, « d'une vie de plaisirs et de grande licence il passa à une sévérité et à une modestie extraordinaires, dans une société plus restreinte et plus grave. » Il est probable que ce changement eut lieu au moment où Hampden atteignit vingt-cinq ans. Il s'unit alors à une femme qu'il aimait et estimait. Il entra bientôt dans la vie politique. Un esprit aussi bien constitué devait naturellement, dans de pareilles circonstances, renoncer aux plaisirs de la dissipation pour le bonheur domestique et les devoirs publics.

Ses ennemis sont d'accord que la vertu se montrait chez lui sous sa forme la plus douce et la moins austère.

Avec la morale d'un puritain, il avait les manières d'un homme de cour accompli, même après le changement survenu dans ses habitudes. « Il avait conservé, » dit Clarendon, « sa vivacité et sa gaieté naturelles, et surtout une politesse empressée envers tout le monde. » Ces qualités le distinguaient de la plupart des membres de sa secte et de son parti, et ne rendirent guère moins de services à son pays dans la grande crise pendant laquelle il joua un des principaux rôles que sa fine sagacité et son indomptable courage.

Au mois de janvier 1621, Hampden prit place dans la Chambre des communes. Sa mère désirait extrêmement voir son fils obtenir la pairie. Sa famille, sa fortune et ses qualités personnelles étaient de nature à justifier, dans tous les temps, ses prétentions à un pareil honneur. Mais sous le règne de Jacques I[er], il y avait un chemin de traverse pour arriver à la Chambre des lords. Il ne s'agissait que de demander, de payer et d'obtenir. La vente des titres se faisait aussi ouvertement que la vente des bourgs de notre temps. Hampden repoussa avec mépris les honneurs dégradants dont sa famille souhaitait de le voir revêtu, et s'attacha au parti qui était en opposition avec la cour.

Ce fut à peu près à cette époque, comme lord Nugent l'a remarqué avec raison, que l'opposition commença de prendre une forme régulière. Depuis un temps assez reculé, les Anglais jouissaient d'une part de liberté infiniment plus étendue que celle qui était échue aux peuples voisins. C'est un des problèmes les plus obscurs de l'histoire que de comprendre comment il s'est fait qu'un pays conquis et asservi par les conquérants, un pays dont le sol avait été partagé entre des aventuriers étran-

gers, et dont les lois étaient écrites dans une langue étrangère, un pays livré à la pire de toutes les tyrannies, la tyrannie d'une caste sur une caste, soit devenu le siége de la liberté civile, et l'objet de l'admiration comme de l'envie des États environnants. Mais le fait est certain. Cent cinquante ans après la conquête des Normands, on obtint la grande Charte. Deux cents ans après la conquête, la première Chambre des communes se réunit. Froissart nous dit, et toute sa chronique le prouve assez, que de tous les peuples du quatorzième siècle, les Anglais étaient le moins disposé à endurer l'oppression. « C'est le plus périlleux peuple qui soit au monde, et plus outrageux et orgueilleux. » Le bon chanoine ne s'apercevait probablement pas que toute la prospérité et la paix intérieure dont jouissait « ce périlleux peuple » étaient les fruits de cet esprit qu'il qualifie d'outrageux et orgueilleux. » Il rendait ample justice aux effets, bien qu'il n'eût pas assez de pénétration pour remonter jusqu'à leur cause. « En le royaume d'Angleterre, » dit-il, « toutes gens, laboureurs et marchands, ont appris à vivre en paix, et à mener leurs marchandises paisiblement et les laboureurs labourer. » Au quinzième siècle, bien que l'Angleterre fût bouleversée par la lutte des deux branches de la famille royale, la condition morale et matérielle de la population continua de s'améliorer. La condition de *villain* disparaissait presque partout. Les souffrances de la guerre ne se faisaient guère sentir qu'à ceux qui portaient les armes. L'oppression du gouvernement ne pesait guère que sur l'aristocratie. Les institutions du pays, lorsqu'on les compare aux institutions des royaumes voisins, semblent mériter les éloges de Fortescue. Le gouvernement d'Édouard IV,

bien que nous le tenions pour cruel et arbitraire, était libéral et humain si on le compare à celui de Louis XI ou à celui de Charles le Téméraire. Comines, qui avait vécu dans les opulentes cités de Flandre et visité Florence et Venise, n'avait jamais vu un peuple aussi bien gouverné que les Anglais : « Or selon mon advis, » dit-il, entre toutes les seigneuries du monde, dont j'ay connaissance où la chose publique est mieux traitée, et où règne moins de violence sur le peuple, et où il n'y a nuls édifices abattus ni démolis pour guerre, c'est Angleterre, et tombe le sort et le malheur sur ceux qui font la guerre. »

A la fin du quinzième et au commencement du seizième siècle, une grande partie de l'influence qu'avait possédée l'aristocratie passa à la couronne. Aucun roi d'Angleterre n'a jamais joui d'un pouvoir plus absolu que Henri VIII. Mais pendant que les prérogatives royales se fortifiaient aux dépens de la noblesse, deux grandes révolutions s'opéraient, destinées à en enfanter beaucoup d'autres : l'invention de l'imprimerie et la réforme de l'Église.

Les effets immédiats de la Réforme en Angleterre ne furent en aucune façon favorables à la liberté politique. L'autorité qu'avaient exercée les papes fut transférée presque tout entière au roi. Deux puissances formidables et qui avaient souvent servi à se tenir réciproquement en échec se trouvèrent réunies aux mains d'un seul maître. Si le système d'après lequel agirent les fondateurs de l'Église anglicane avait pu durer, la réformation eût été, au point de vue politique, le plus grand malheur qui eût pu arriver à notre pays. Mais ce système portait en lui-même les germes de sa mort. On pouvait

transférer le nom de chef de l'Église de Clément à Henri, mais il était impossible de transférer à la nouvelle organisation de l'Église la vénération qu'avait inspirée l'ancienne. Le genre humain n'avait pas brisé un joug pour se charger d'un autre joug. La suprématie de l'évêque de Rome avait été regardée pendant des siècles comme un principe fondamental du christianisme. Elle avait pour elle tout ce qui peut assurer la force d'un préjugé, une ancienneté vénérable, de grandes autorités, le consentement universel. Les enfants y étaient dressés par les premières leçons de leur nourrice. Elle figurait comme un point convenu dans toutes les exhortations du prêtre. Pour détruire son empire, il fallait rompre avec des souvenirs innombrables, ébranler dangereusement les principes. Cependant, ce préjugé, quelque puissant qu'il fût, ne put résister au grand jour de l'affranchissement de la raison humaine. On ne pouvait s'attendre à voir l'esprit humain, qui venait d'échapper par un effort sans exemple à la servitude qu'il avait supportée pendant des siècles, se soumettre patiemment à une tyrannie qui ne pouvait faire valoir aucun ancien titre. Rome avait au moins la prescription de son côté. Mais l'intolérance protestante, le despotisme d'une secte parvenue, la prétention d'infaillibilité élevée par des guides qui reconnaissaient avoir passé dans l'erreur la plus grande portion de leur vie, les bornes imposées à la liberté du jugement individuel, d'après le bon plaisir de maîtres qui ne pouvaient justifier leur propre conduite qu'en proclamant la liberté du jugement individuel, rien de tout cela ne pouvait être supporté longtemps; ceux qui avaient abattu le crucifix ne pouvaient continuer longtemps à persécuter pour le surplis. Il n'était pas besoin

d'une grande pénétration pour reconnaître l'inconséquence et le défaut de droiture chez des gens qui, tout en étant d'un avis opposé à celui de la chrétienté presque entière, ne voulaient permettre à personne d'être d'un avis différent du leur, qui demandaient la liberté de conscience et pourtant refusaient de l'accorder, qui exécraient la persécution et pourtant persécutaient, qui avaient recours à la raison contre l'autorité de l'un de leurs adversaires, et à l'autorité contre les raisons de l'autre. Bonner agissait au moins en accord avec ses propres principes. Cranmer ne pouvait se justifier de l'accusation d'hérésie qu'en employant des arguments qui faisaient de lui un meurtrier.

Le système d'après lequel les souverains de l'Angleterre agirent pendant quelque temps après la réformation, par rapport aux affaires ecclésiastiques, était un système trop évidemment déraisonnable pour subsister. L'esprit public avait marché pendant que le gouvernement marchait, mais il refusa de s'arrêter quand le gouvernement s'arrêta. Le même élan qui avait enlevé des millions de disciples à l'Église romaine continua de les porter en avant dans la même direction. Comme les catholiques étaient devenus protestants, les protestants devinrent puritains, et les Tudors et les Stuarts furent aussi incapables d'empêcher la seconde transformation que les papes l'avaient été d'empêcher la première. Le parti des dissidents grandit et se fortifia au milieu des difficultés et des oppressions de tout genre. Ils étaient une secte; le gouvernement les persécuta ; ils devinrent une opposition. La vieille constitution de l'Angleterre leur fournit les moyens de résister au souverain sans contrevenir à la loi. Ils étaient en majorité dans la Chambre

des communes ; ils avaient le pouvoir d'accorder ou de refuser les subsides, et en exerçant judicieusement ce pouvoir, ils pouvaient espérer d'enlever à l'Église l'autorité qu'elle avait usurpée sur la conscience des hommes, et à la couronne une partie de l'immense prérogative qu'elle avait récemment acquise aux dépens des grands seigneurs et du pape.

On peut apercevoir, dès le début du règne d'Élisabeth, les faibles commencements de cette lutte mémorable. La conduite de son dernier Parlement révéla clairement les progrès d'une de ces grandes révolutions que la politique peut guider, mais non arrêter. Ce fut sur la question des monopoles que la Chambre des communes remporta pour la première fois une grande victoire sur le trône. La conduite de la femme extraordinaire qui gouvernait alors l'Angleterre est un admirable sujet d'étude pour les hommes d'État qui vivent dans un temps d'agitation. On y voit avec quelle sagacité Élisabeth comprenait le peuple qu'elle gouvernait et la crise dans laquelle elle était appelée à agir. Elle tenait fermement ce qu'elle tenait; elle donnait de bonne grâce ce qu'elle donnait. Elle vit qu'il était nécessaire de faire une concession à la nation, et elle la fit, non pas à regret, trop tard, comme un marché péniblement conclu, non pas en un mot comme l'eût faite Charles Ier, mais promptement et cordialement. Avant qu'on eût pu rédiger une proposition ou présenter une adresse, elle appliqua le remède aux maux dont la nation se plaignait ; elle exprima dans les termes les plus chauds sa reconnaissance envers ses fidèles communes qui avaient découvert des abus que lui avaient cachés des gens intéressés. Si ses successeurs avaient hérité de sa sagesse comme de sa couronne,

Charles Ier serait mort de vieillesse, et Jacques II n'aurait jamais vu Saint-Germain.

Élisabeth mourut, et le royaume passa à un prince qui se croyait le plus grand maître dans l'art de régner qui eût jamais vécu, mais qui était en vérité un de ces rois que Dieu semble envoyer dans le but exprès de hâter les révolutions. De tous les ennemis de la liberté qu'a produits la Grande-Bretagne, Jacques Ier était à la fois le plus inoffensif et le plus irritant. Il semble avoir accompli le même office que ces gens qui, en Espagne, dans un combat de taureaux, poussent l'animal sauvage de l'apathie à la fureur en agitant en l'air un chiffon rouge, et en lançant de temps à autre un dard assez aigu pour piquer, mais trop petit pour faire un mal réel. Les tyrans sages ont toujours eu pour politique de couvrir la violence de leurs actes sous des formes populaires. Jacques Ier mettait toujours en avant des théories de despotisme sans la plus légère nécessité. Son langage imprudent exaspérait ses sujets infiniment plus que n'eussent fait des emprunts forcés ou des bénévolences arrachées (1). Cependant, en pratique, aucun roi ne maintint moins énergiquement ses prérogatives. Il ne sut ni céder de bonne grâce aux progrès de l'esprit de liberté, ni prendre des mesures vigoureuses pour l'arrêter; il recula devant cet esprit avec une précipitation bouffonne, tout en continuant, dans sa retraite, ses fanfaronnades et ses injures. Le peuple anglais avait été gouverné pendant près de cent cinquante ans par des princes qui avaient tous, quels que fussent leurs faiblesses ou leurs vices, possédé une grande vigueur de caractère, et qu'on avait toujours

(1) Dons des sujets au souverain.

craints, soit qu'on les eût aimés ou détestés. Pour la première fois depuis que le sceptre de Henri IV avait échappé aux mains engourdies de son petit-fils, l'Angleterre avait un roi qu'elle méprisait.

Les folies et les vices de l'homme augmentaient le mépris qu'inspirait la faible politique du souverain. Les galanteries indécentes de la cour, les habitudes de grossière ivrognerie auxquelles se laissaient aller les femmes elles-mêmes, auraient suffi pour dégoûter un peuple dont les mœurs commençaient à prendre une nuance prononcée d'austérité ; mais ce n'étaient là que des bagatelles; des crimes de l'espèce la plus effroyable avaient été découverts, et on en soupçonnait d'autres. On n'avait pas oublié l'étrange histoire des Gowries (1). La honteuse tendresse du roi pour ses mignons, les parjures, les souillures, les empoisonnements que ses principaux favoris avaient tramés au sein de son palais, le pardon qu'il avait accordé, en violant ouvertement son devoir et sa parole, aux menaces mystérieuses d'un assassin le rendaient un objet de dégoût pour la plupart de ses sujets. Nous voyons, dans les mémoires de mistriss Hutchinson, quelle opinion avaient de lui les gens graves et moraux qui vivaient loin de la cour. L'Angleterre n'était pas un lieu, le dix-septième siècle n'était pas un temps favorable à Sporus et à Locuste.

Ce n'était pas tout. Les faiblesses les plus ridicules semblaient s'être donné rendez-vous dans le misérable Salomon de Whitehall, la pédanterie, la bouffonnerie, le babillage, une curiosité vulgaire, et la lâcheté personnelle la plus méprisable. La nature et l'éducation

(1) Le comte de Gowrie et ses fils avaient cherché à assassiner Jacques VI, alors simple roi d'Écosse.

avaient fait tous leurs efforts pour produire un exemple achevé de tout ce qu'un roi ne doit pas être. Sa tournure gauche, ses yeux effarés, sa démarche chancelante, ses tremblements nerveux, sa bouche ouverte, son accent écossais, toutes ces imperfections auraient pu se rencontrer chez l'homme le plus distingué et le plus vertueux ; mais elles avaient pour résultat de faire, de Jacques Ier et de son pouvoir, un objet de mépris, et de détruire les souvenirs qu'avait laissés la noble apparence des monarques ses prédécesseurs, souvenirs qui étaient pour la puissance royale un rempart qui n'était pas à dédaigner.

Le souverain auquel Jacques Ier a le plus ressemblé, à notre avis, est l'empereur Claude. Tous deux avaient le même caractère faible et indécis, le même enfantillage, la même grossièreté, la même poltronnerie ; tous deux étaient des hommes instruits, tous deux écrivaient et parlaient, non pas bien, à vrai dire, cependant d'une manière, à ce qu'il semble, incroyable, pour des hommes aussi dépourvus de sens. Les folies et les inconvenances de Jacques sont bien décrites par les expressions qu'emploie Suétone à l'égard de Claude : « *Multa talia, etiam privatis deformia, nedum principi, neque infacundo, neque indocto, imo etiam pertinaciter liberalibus studiis dedito.* » La description que donne Suétone de la façon dont le prince romain faisait les affaires s'applique à merveille au roi d'Angleterre : « *In cognoscendo ac decernendo mira varietate animi fuit, modo circumspectus et sagax, modo inconsultus ac præceps, nonnunquam frivolus amentique similis.* » Claude fut gouverné successivement par deux femmes corrompues, Jacques Ier fut gouverné successivement par deux hommes corrompus. La descrip-

tion même de la personne de Claude que nous retrouvons dans les anciens mémoires peut servir sous bien des rapports à celle de Jacques Ier : « *Ceterum et ingredientem destituebant poplites minus firmi, et remissi quid vel serio agentem multa dehonestabant, risus indecens, ira turpior, spumante rictu, præterea linguæ titubantia.* »

Le parlement que Jacques avait convoqué peu après son avénement au trône avait été récalcitrant. Le second parlement, convoqué au printemps de 1614, l'avait été plus encore. Il avait été dissous après une session de deux mois, et pendant six ans, le roi avait gouverné sans avoir recours aux corps représentatifs. Pendant ces six années, des événements honteux et tristes s'étaient rapidement succédé à l'intérieur et à l'extérieur : le divorce de lady Essex, le meurtre d'Overbury, l'élévation de Villiers, le pardon du duc de Somerset, la disgrâce de Coke, l'exécution de sir Walter Raleigh, la bataille de Prague, l'invasion du Palatinat par Spinola, la fuite honteuse du gendre du roi d'Angleterre, l'affaiblissement de l'influence protestante dans tout le continent. Jacques avait essayé de tous les étranges moyens auxquels il pouvait avoir recours pour trouver de l'argent. Ses besoins étaient plus grands que jamais, et il fut contraint de convoquer le parlement dans lequel Hampden parut pour la première fois comme homme public.

Ce parlement dura environ un an. Pendant ce temps, il fit tomber ses châtiments mérités sur plusieurs de ceux qui s'étaient enrichis, durant les six années précédentes, par le péculat et les monopoles. Mitchell, l'un des avides concessionnaires qui avaient acheté au favori le droit de voler la nation, fut condamné à une amende et emprisonné pour sa vie. Monpesson, l'original, dit-on, de

sir Giles Overreach dans la pièce de Massinger, fut banni et dépouillé de ses biens mal acquis. Sir Edouard Villiers même, frère de Buckingham, trouva prudent de quitter l'Angleterre. Il faut ajouter un plus grand nom à cette liste d'ignominie. Le parlement amena devant la justice le philosophe (1) illustre dont le génie a racheté la mémoire de l'infamie due à la servilité, à l'ingratitude et à la corruption.

Après avoir pourvu aux abus intérieurs, les communes en vinrent à prendre en considération l'état de l'Europe. Le roi se mit en fureur contre elles, en voyant leur prétention à se mêler de pareilles affaires, et avec son tact accoutumé, il les entraîna dans une discussion sur l'origine de la chambre et de ses priviléges. Quand il s'aperçut qu'il ne pouvait les convaincre, il prononça la dissolution dans un accès de colère et envoya quelques-uns des chefs de l'opposition méditer en prison sur sa logique.

Pendant le temps qui s'écoula entre cette dissolution et la réunion du parlement suivant, eut lieu la célèbre négociation à propos de l'Infante (2). Le prétendu despote fut impitoyablement battu. Le prétendu Salomon fut ridiculement attrapé. Steenie (3), en dépit des prières et des larmes de son cher *papa* et compère, emmena baby Charles en triomphe à Madrid. Les chers enfants, comme les appelait Jacques, revinrent sains et saufs, mais sans celle qu'ils étaient allés chercher. Le grand maître dans l'art de régner, en courant après un mariage espagnol, avait trouvé une guerre espagnole. Au mois de fé-

(1) Lord Bacon.

(2) Il était question de faire épouser l'infante d'Espagne au prince Charles d'Angleterre.

(3) Le duc de Buckingham.

vrier 1624, le parlement se réunit, et pendant toute la session Jacques Ier ne fut qu'une marionnette entre les mains de son *baby* et de son *pauvre chien et esclave* (1). Les communes auraient volontiers soutenu le roi dans la vigoureuse politique que son favori le pressait d'adopter; mais elles n'étaient pas disposées à mettre aucune confiance dans leur faible souverain ou dans ses courtisans débauchés, ou à se relâcher dans leurs efforts pour redresser les griefs publics. La chambre plaça donc l'argent qu'elle vota pour la guerre entre les mains des commissaires du parlement. Elle intenta une accusation de corruption contre le trésorier Middlesex, et vota une loi qui déclarait illégales toutes les concessions de monopoles.

Hampden ne prit, pendant le règne de Jacques Ier, aucune part active aux affaires publiques. Il est certain pourtant qu'il apporta une grande attention aux débats intérieurs du parlement et aux intérêts locaux de son comité. Ce fut en grande partie à ses efforts que Wendover, et quelques autres bourgs sur lesquels pouvait compter le parti populaire, recouvrèrent leurs franchises électives en dépit de l'opposition de la cour.

La santé du roi déclinait depuis quelque temps. Il mourut le 27 mars 1625. Sous sa faible main, l'esprit de liberté était devenu puissant, et capable de soutenir une grande lutte. La lutte fut amenée par la politique de son successeur. Charles ne ressemblait point à son père. Ce n'était ni un radoteur, ni un pédant, ni un bouffon, ni un lâche. Il serait absurde de nier qu'il fût un homme instruit, bien élevé, d'un goût exquis pour les beau-xarts,

(1) Noms que se donnaient le prince Charles et le duc de Buckingham.

d'une moralité irréprochable dans la vie privée. Ses facultés pour les affaires étaient suffisantes, ses manières royales. Mais il était faux, impérieux, obstiné ; il avait l'esprit étroit, ne connaissait pas le caractère de son peuple, et ne faisait pas attention aux signes des temps. Le seul principe de son gouvernement était la résistance à l'opinion publique, et il ne fit aucune concession sérieuse à cette opinion jusqu'à ce que ses concessions ou sa résistance n'eussent plus d'importance, et que la nation, qui avait cessé depuis longtemps de l'aimer ou de se fier à lui, eût enfin cessé de le craindre.

Son premier parlement se réunit au mois de juin 1625. Hampden y siégeait au nom du bourg de Wendover. Le roi voulait de l'argent. Les communes voulaient qu'on redressât les abus. La guerre pourtant ne pouvait se continuer sans des fonds. Le plan de l'opposition était, à ce qu'il paraît, d'accorder des subsides peu à peu et par petites sommes afin d'empêcher une prompte dissolution. Elles votèrent seulement deux subsides, se plaignirent de ce que les vaisseaux du roi avaient été employés contre les Huguenots de France, et firent des pétitions en faveur des Puritains persécutés en Angleterre. Le roi, après avoir dissous son parlement, leva de l'argent au moyen d'ordres sous le sceau privé. Les sommes qu'on obtint ainsi restèrent fort au-dessous des besoins, et au printemps de 1626, le roi convoqua un autre parlement. Hampden y siégea de nouveau pour Wendover.

Les communes résolurent d'accorder d'amples subsides, mais de remettre le vote définitif de la loi jusqu'au moment où l'on aurait remédié aux griefs de la nation. La lutte qui s'ensuivit dépassa en violence toutes celles qui avaient eu lieu jusqu'alors. Les communes accusè-

rent Buckingham. Le roi mit en prison les meneurs de l'accusation. Les communes nièrent que les droits de douane pussent être perçus sans leur consentement. Le roi renvoya le parlement, qui publia une remontrance. Le roi fit répandre une déclaration pour justifier ses mesures, et retint en prison quelques-uns des membres les plus distingués de l'opposition. On leva de l'argent au moyen d'un emprunt forcé pour lequel on imposa les gens au taux qui avait été fixé individuellement lors du dernier subside. Ce fut dans cette occasion qu'Hampden fit son premier effort en faveur du principe fondamental de la constitution anglaise. Il refusa positivement de prêter un sou. On lui demanda ses raisons. Il répondit « qu'il serait tout prêt à prêter comme les autres, s'il ne craignait d'attirer sur sa tête la malédiction prononcée dans la grande charte contre ceux qui l'enfreignent, malédiction qu'on était tenu de lire deux fois par an. » En punition de cette vive réponse, le conseil privé le fit enfermer dans *Gate-House.* Au bout de quelque temps, on le fit comparaître de nouveau, mais il persista dans son refus et fut envoyé dans une prison du Hampshire.

Le gouvernement continua ses oppressions à l'intérieur et ses maladresses dans toutes ses mesures à l'extérieur; on entreprit follement contre la France une guerre qui fut dirigée plus follement encore. Buckingham conduisit contre l'île de Ré une expédition qui manqua honteusement. Cependant les soldats recevaient des billets de logement chez les particuliers. Des crimes qui eussent dû tomber dans la juridiction des tribunaux ordinaires étaient punis par les conseils de guerre. Plus de quatre-vingts gentilshommes furent mis en prison pour

avoir refusé de contribuer à l'emprunt forcé. Les gens du peuple qui faisaient mine d'insubordination étaient pris par la presse pour la flotte, ou contraints de servir dans l'armée. Cependant l'argent rentrait lentement, et le roi fut contraint de convoquer un autre parlement. Dans l'espoir de se concilier ses sujets, il mit en liberté les hommes qui avaient été emprisonnés pour avoir refusé de se soumettre à ses demandes illégales. Hampden retrouva la liberté et fut immédiatement réélu par le bourg de Wendover.

Le parlement se réunit au commencement de l'année 1628. Pendant la première session, les communes persuadèrent au roi, après bien des délais et bien des détours, de donner solennellement, en retour de cinq subsides, son plein assentiment à cet acte célèbre connu sous le nom de la Pétition des droits, seconde grande charte des libertés de l'Angleterre. En consentant à cet acte, le roi s'engageait à ne point lever d'impôts sans le consentement du parlement, à n'emprisonner personne sans un procès légal, à ne point loger les soldats chez les particuliers, et à laisser le jugement des délits aux tribunaux ordinaires.

Pendant l'été, ce mémorable parlement fut prorogé. Il se réunit de nouveau au mois de janvier 1629. Buckingham n'était plus. Cet aventurier violent, faible et dissolu, qui, sans autres facultés et sans autres talents que ceux d'un courtisan ordinaire, avait osé, dans cette grande crise de la politique intérieure et extérieure, se charger du rôle de premier ministre, était tombé sous les coups d'un assassin, dans l'intervalle entre les deux sessions. Avant et depuis sa mort, la guerre avait été conduite faiblement et sans succès. Le roi avait continué, par

une violation flagrante de la Pétition des droits, à lever les droits de douane sans le consentement du parlement. Les troupes avaient de nouveau été logées chez les particuliers, et il était évident pour les communes que les cinq subsides qu'elles avaient accordés comme prix des libertés nationales avaient été donnés en vain.

Elles se réunirent donc avec des dispositions peu conciliantes. Elles prirent en sérieuse considération les mesures du gouvernement sur les droits de douane. Elles appelèrent à leur barre les commis des douanes. Elles interrogèrent les barons de l'Échiquier. Elles mirent en accusation l'un des shériffs de Londres. Sir John Eliot, membre distingué de l'opposition et ami intime de Hampden, présenta une proposition déclarant l'impôt inconstitutionnel. L'orateur de la Chambre dit que le roi lui avait donné l'ordre de ne mettre aux voix aucune question pareille. Cette décision produisit la plus violente explosion d'indignation qu'on eût jamais vue dans la salle du Parlement. Hayman s'éleva avec véhémence contre le honteux langage qu'on venait d'entendre du fauteuil. Eliot lança à terre le papier sur lequel était écrite sa proposition, Valentine et Hollis retinrent l'orateur sur son siége de vive force, et lurent la proposition au milieu des plus bruyants applaudissements. La porte était fermée ; la clef était déposée sur la table. L'huissier de la verge noire demanda en vain à entrer. Après avoir voté plusieurs résolutions énergiques, la Chambre s'ajourna. Au jour fixé pour sa réunion, le roi prononça la dissolution, et plusieurs des membres les plus connus, au nombre desquels étaient Hollis et sir John Eliot, furent mis en prison.

Bien que Hampden eût jusqu'alors pris peu de part

aux discussions de la Chambre, il avait fait partie de plusieurs comités très-importants ; il avait beaucoup lu et écrit sur les lois et usages du Parlement. Un volume manuscrit de précédents parlementaires, qui existe encore, contient de nombreux extraits de ses notes.

Il se renferma alors dans les devoirs et les plaisirs de la vie de campagne. Pendant les onze années qui suivirent la dissolution du Parlement de 1628, il résida dans sa terre, située dans l'une des plus belles parties du comté de Buckingham. La maison, qui a subi depuis lors de grands changements et qui est maintenant, dit-on, presque entièrement abandonnée, était un ancien château anglais, construit du temps des Plantagenets et des Tudors. Il était placé sur le sommet d'une colline qui domine une étroite vallée. Les bois considérables qui l'entouraient étaient coupés par de longues avenues. Le grand-père du célèbre homme d'État avait ouvert l'une de ces avenues ponr l'arrivée de la reine Élisabeth, et l'ouverture, encore visible à plusieurs lieues de distance, porte toujours le nom de la Brèche de la reine. Hampden passa plusieurs années dans cette délicieuse retraite, remplissant avec beaucoup de soin tous les devoirs d'un grand propriétaire et d'un magistrat, et se délassant avec ses livres ou dans les exercices de campagne.

Il n'oubliait pas dans sa retraite ses amis persécutés. Il entretenait surtout une correspondance active avec sir John Eliot, en prison à la Tour. Lord Nugent a publié quelques-unes de ces lettres. C'est peut-être un effet de notre imagination, mais chacune de ces lettres nous semble développer admirablement quelque trait du caractère de Hampden, tel que Clarendon l'a dépeint.

Une partie de la correspondance se rapporte aux deux

fils de sir John Eliot; les deux jeunes gens étaient impétueux et désordonnés; leur père, alors séparé d'eux, était naturellement inquiet de leur conduite. Il se décida enfin à envoyer l'un d'eux en France pendant que l'autre allait faire une campagne dans les Pays-Bas. La lettre que nous reproduisons prouve que Hampden, quelque sévère qu'il fût envers lui-même, n'était pas dépourvu de charité envers les autres, et que son puritanisme était parfaitement compatible avec les goûts et les sentiments d'un homme du monde très-bien élevé. Elle fait aussi parfaitement comprendre ce que Clarendon a dit de lui : « Il était doué d'une rare affabilité et d'une rare égalité d'humeur dans la discussion, et d'une telle humilité et soumission apparente de son jugement, qu'il semblait n'apporter point d'opinion qui lui fût propre, mais seulement le désir d'apprendre et de s'instruire. Pourtant il avait une façon si adroite d'interroger, et, sous prétexte de doute, d'insinuer ses objections, qu'il faisait pénétrer ses propres idées dans l'esprit de ceux desquels il prétendait les recevoir. »

La lettre est ainsi conçue : « Je connais si bien votre sagacité pour juger des caractères des hommes, et votre talent pour leur ouvrir une carrière qui leur convienne, que, si vous aviez disposé de fils à moi, comme vous avez disposé des vôtres, mon jugement eût à peine osé mettre en question votre décision ; surtout lorsqu'en traçant le plan, vous avez été au-devant des objections qu'on eût pu y faire ; car si M. Richard Éliot veut, dans les intervalles de l'action, ajouter l'étude à la pratique et orner son esprit déjà si animé des fleurs de la contemplation, il fera naître en nous l'espérance d'un second sir Édouard Vere qui, passant tout l'été en campagne et tout l'hiver

dans son cabinet, avait une telle renommée que le royaume a fait, dit-on, une grande perte par sa mort. Ayant pris cette résolution après avoir consulté la plus haute de toutes les sagesses, comme je ne doute pas que vous ne l'ayez fait, j'espère et je demande que la même puissance couronne votre décision d'une bénédiction qui réponde à nos désirs. Le parti que vous prenez à l'égard de mon autre ami prouve que vous n'avez pas été converti par l'évêque d'Exeter (1), pour qui je n'ai pas non plus de superstition. Mais si vous m'aviez demandé mon avis, j'aurais, comme on dit vulgairement que je le fais, montré mon talent pour élever des objections plutôt que pour y répondre. Un juste milieu entre la France et Oxford eût pu dissiper ses scrupules avec plus d'avantage à cause de son âge... Bien qu'il soit de ceux qui, si on ne regardait à aucun autre livre qu'à celui de l'esprit, n'auraient pas besoin d'être en tutelle dans le cas où vous mourriez demain, cependant c'est une grande chance, il me semble, que d'envoyer un si aimable caractère, sans plus de préservatifs, au milieu d'une nation où il y a tant de gens qui mettent leur religion à être superstitieux dans l'impiété, et leurs belles manières à affecter de mauvaises mœurs. Mais Dieu, qui connaît seul les époques de la vie et les chances de l'avenir, l'a destiné, j'espère, à le servir de bonne heure, et a réveillé votre prudence pour le préparer si jeune à de grandes choses. Il sera sûr alors de trouver en France celui qu'Abraham trouva à Sichem, et Joseph en Égypte, le seul sous les ailes duquel se rencontre la parfaite sûreté. »

Sir John Eliot s'occupait pendant son emprisonnement

(1) L'évêque Hall avait fortement lutté, en vers et en prose, contre la mode d'envoyer voyager les jeunes gens de qualité.

à écrire un traité sur le gouvernement qu'il communiquait à son ami. Les critiques de Hampden sont parfaitement caractéristiques, elles sont écrites avec cette politesse empressée que lui attribue Clarendon. Il suggère ses objections avec tant de délicatesse qu'elles pouvaient à peine blesser l'auteur le plus susceptible. Nous voyons aussi combien Hampden appréciait dans les écrits d'autrui cette concision qui était une des qualités les plus frappantes de sa propre éloquence. Le style de sir John Éliot était, à ce qu'il paraît, trop diffus, et il est impossible de ne pas admirer l'adresse avec laquelle Hampden lui en fait la remarque : « Le morceau, » dit-il, « est une aussi parfaite image du modèle qu'il soit possible d'en tracer par écrit; c'est une représentation animée d'un esprit vaste; le sujet, la méthode, l'expression sont excellents et bien assortis, et à vrai dire, mon très-cher ami, un peu au-dessus de mes louanges; mes paroles ne peuvent les exprimer avec quelque vie; mais pour vous montrer ma sincérité plutôt que mon esprit, un modèle plus petit n'aurait-il pas représenté complétement le sujet, non pas en en diminuant, mais en en resserrant les parties? Je désire m'instruire. Je n'ose prononcer. Les détails sur chaque point paraissent nombreux; tous à la vérité sont parfaits. La source était pleine, l'espace étroit; c'est peut-être la raison; ou bien l'auteur ressemblait à Virgile qui faisait beaucoup plus de vers qu'il ne comptait en écrire; si je les avais tous vus, je lui aurais aisément dit d'en faire moins pour qu'il n'y en eût que le nombre suffisant. Mais s'il m'avait demandé de lui dire lesquels il aurait dû supprimer, j'aurais été embarrassé. »

Ceci n'est évidemment pas simplement le style d'un

homme de bon sens et d'un bon goût naturel, mais bien d'un homme d'habitudes littéraires. On ne sait pas grand'-chose des études de Hampden ; mais, comme on avait pensé un moment à lui confier la direction de l'éducation du prince de Galles, on ne peut douter que son instruction ne fût étendue. Davila, dit-on, était l'un de ses auteurs favoris. La modération des opinions de Davila et la clarté mâle de son style ne pouvaient manquer de le recommander à un lecteur d'un goût aussi sûr. Il est possible que le parallèle entre la France et l'Angleterre, entre les Huguenots et les Puritains, eût frappé l'esprit de Hampden, et qu'il eût déjà senti en lui-même des facultés capables de jouer le noble rôle de Coligny.

Pendant qu'il était plongé dans ces occupations, un grand malheur domestique vint le frapper. Sa femme, qui lui avait donné neuf enfants, mourut dans l'été de 1634. Elle repose dans l'église de la paroisse de Hampden, tout près du manoir. Le tendre et énergique langage de son épitaphe atteste encore l'amertume de la douleur de son mari et la consolation qu'il trouvait dans l'espérance d'une glorieuse immortalité.

Cependant l'aspect des affaires publiques devenait de plus en plus sombre. La santé d'Éliot avait succombé sous un emprisonnement illégal qui durait depuis plusieurs années. Le courageux malade refusait d'acheter la liberté, bien que la liberté eût été pour lui la vie, en reconnaissant l'autorité qui l'avait emprisonné ; grâce aux représentations de ses médecins, on allégea un peu la rigueur de sa captivité, mais ce fut en vain ; il languit et mourut martyr de cette bonne cause pour laquelle son ami Hampden devait trouver une mort plus éclatante, mais non plus honorable.

Toutes les promesses du roi étaient violées sans pudeur et sans scrupule. La Pétition des droits, à laquelle il avait solennellement donné son assentiment en retour de l'argent qui lui avait été dûment compté, était mise à néant; on levait les impôts en vertu de la seule autorité royale; on accordait des brevets de monopoles; on cherchait des prétextes dans les anciens usages des temps féodaux pour accabler le peuple d'exactions depuis longtemps inconnues. Les puritains étaient persécutés avec une cruauté digne du Saint-Office. On les obligeait de fuir leur pays; on les mettait en prison; on les fouettait; on leur coupait les oreilles; on leur fendait le nez; on leur marquait les joues avec un fer rouge. La cruauté des oppresseurs ne pouvait lasser le courage des victimes. Les défenseurs mutilés de la liberté défiaient de nouveau la vengeance de la Chambre étoilée, reparaissaient avec une résolution indomptable sur le théâtre de leur glorieuse ignominie, et présentaient courageusement les restes de leurs oreilles pour être déchaussés par le couteau du bourreau. Cette secte vigoureuse croissait et prospérait, en dépit de tout ce qui semblait devoir paralyser son développement; elle jetait de profondes racines dans un sol stérile et étendait ses branches sous un ciel rigoureux. La multitude se pressait autour du pilori de Prynne avec plus de respect qu'elle n'en témoignait à Manwaring en chaire, et elle conservait les chiffons trempés dans le sang de Burton avec une vénération que la mitre et le surplis avaient cessé d'inspirer.

Charles est personnellement responsable du mauvais gouvernement de cette époque désastreuse. Après la mort de Buckingham, il paraît avoir été son propre premier ministre. Il avait pourtant deux conseillers qui le

secondaient ou qui le dépassaient en fait d'intolérance et de violence effrénée : l'un était un radoteur superstitieux, aussi honnête que le permettait un détestable caractère ; l'autre était un homme de beaucoup de courage et d'une grande capacité, mais sans foi, licencieux, corrompu et cruel.

Jamais visages n'ont mieux exprimé le caractère des hommes auxquels ils appartenaient que ceux de Laud et de Strafford, tels que nous les possédons retracés par la main la plus habile de ce temps-là. Le front étroit, les traits amaigris, les yeux soupçonneux du prélat s'accordent à merveille avec son naturel. Ils indiquent une espèce de saint Dominique d'un ordre inférieur, aussi différent du farouche et sombre enthousiaste qui fonda l'Inquisition que le démon familier d'une maligne sorcière diffère de l'archange des ténèbres. En lisant les jugements de Sa Grandeur, ou les rapports qu'elle rédigeait pour déclarer qu'elle avait envoyé certains séparatistes en prison, et pour implorer les secours du roi contre les autres, nous éprouvons un mouvement d'indignation. Nous ouvrons son Journal, et nous devenons à l'instant aussi froid que le mépris puisse nous rendre. Là nous apprenons comment son portrait était tombé et comment il avait craint que cette chute ne fût d'un mauvais présage, comment il avait rêvé que le duc de Buckingham était venu se coucher près de lui, que le roi Jacques passait à côté de lui, qu'il avait vu Thomas Flaxney en habit vert et l'évêque de Worcester les épaules enveloppées d'un linge. Au commencement de l'année 1627, le sommeil de ce grand flambeau de l'Église paraît avoir été souvent troublé. Le 5 janvier, il vit un vieillard fort gai, avec un visage ridé, qui s'appelait

Grove et qui était couché par terre. Le 14 de ce mémorable mois, il vit l'évêque de Lincoln sauter à cheval et s'éloigner; un ou deux jours après cela, il rêva qu'il donnait à boire au roi dans une coupe d'argent et que le roi la refusait et demandait un verre ; puis il rêva qu'il était devenu papiste, et de tous ses rêves, c'est le seul, je soupçonne, qui fût sorti par la porte de corne. Mais parmi toutes ces visions, celle qui nous plaît davantage est celle dont il jouit, à ce qu'il rapporte, dans la nuit du vendredi, 3 février 1627 : « Je rêvais, dit-il, que j'avais le scorbut et qu'en conséquence toutes mes dents branlaient. Il y en avait une en particulier à la mâchoire inférieure que j'avais beaucoup de peine à retenir avec mon doigt, en attendant que j'eusse appelé du secours. » Voilà l'homme qui était chargé de la surintendance des idées d'une grande nation.

Mais Wentworth..., qui peut le nommer sans se rappeler ces traits durs et sévères, ennoblis par une expression plus majestueuse que celle du Jupiter antique, ce front, ces yeux, ces joues, ces lèvres, où sont inscrits, comme dans une chronique, les événements de tant d'années d'orages et de désastres, ces grandes entreprises accomplies, ces dangers terribles bravés, ce pouvoir exercé sans ménagement, ces souffrances supportées sans fléchir? Qui peut oublier ce regard fixe et sévère, plein d'une inquiétude triste, d'une pensée profonde, d'une résolution indomptable, qui semble à la fois présager et défier un sort terrible, tel enfin qu'il nous apparaît sur la toile vivante de Van Dyck? Aujourd'hui encore, le fier comte impose à la postérité comme il imposait à ses contemporains, et il excite, en comparaissant devant le tribunal de l'histoire, le même intérêt qu'il excitait jadis

à la barre de la Chambre des lords. En dépit de nous-même, nous éprouvons parfois envers sa mémoire une certaine disposition à l'indulgence semblable à la disposition que sa défense excita dans la salle de Westminster, à ce que nous raconte sir John Denham.

Cet homme si brave, si grand et si mauvais, entra à la Chambre des communes en même temps que Hampden, et se rangea du même côté que Hampden : ils étaient tous deux parmi les plus riches et les plus puissants gentilshommes non titrés du royaume. Tous deux étaient également distingués par la force de leur caractère et par leur courage personnel. Hampden avait plus de jugement et de sagacité que Wentworth, mais aucun orateur de son temps n'égalait la force et l'éclat de l'éloquence de Wentworth. En 1625, ces deux hommes éminents furent mis en prison par le roi ; Wentworth, qui était l'un des chefs de l'opposition, à cause de sa conduite dans le Parlement ; Hampden, qui n'avait pas encore pris dans les discussions une part éclatante, à cause de son refus de payer des impôts illégalement établis.

Là leur route se sépara : après la mort de Buckingham, le roi chercha à détacher de leur parti quelques chefs de l'opposition ; Wentworth fut un de ceux qui cédèrent à ses séductions. Il abandonna ses amis politiques et leur porta, depuis lors, la haine mortelle d'un renégat. Les titres pompeux et les grands emplois s'accumulèrent sur sa tête ; il fut fait comte de Strafford, lord-lieutenant d'Irlande, président du conseil du Nord, et il employa tout son pouvoir à écraser les libertés dont il avait été le plus brillant champion. Ses avis sur les affaires publiques étaient toujours rudes et arbitraires. Sa correspondance

avec Laud prouve clairement que son plan avait été de gouverner sans Parlement, de gouverner par l'épée. Il trouvait mauvais que le cours de la justice, d'homme à homme, ne pût être entravé par la prérogative royale. Il enviait, à la cour du Banc du roi et à celle des Communs Plaids, même cette mesure de liberté que les Bourbons les plus absolus permettaient en France aux Parlements. En Irlande, où il représentait le roi, sa pratique était parfaitement d'accord avec sa théorie. Il mettait l'autorité du pouvoir exécutif au-dessus de celle des Cours de justice. Il ne permettait à personne de quitter l'île sans sa permission. Il établit de vastes monopoles pour son profit personnel. Il imposa arbitrairement des taxes et les perçut par la force des armes. Clarendon lui-même, malgré sa partialité, qualifie quelques-uns de ses actes comme des actes de pouvoir absolu, qui indiquaient une nature ardemment impérieuse, et excitaient l'animosité et la terreur chez des gens modérés et désintéressés, de véritables actes d'oppression. Sous un prétexte frivole, il obtint d'un conseil de guerre une condamnation capitale contre un homme de haut rang qui l'avait offensé. Il séduisit la belle-fille du lord-chancelier d'Irlande, et ordonna ensuite à ce seigneur de disposer de ses biens suivant le désir de cette dame; le chancelier refusa; le lord-lieutenant le dépouilla de sa place et le jeta en prison. Quand on reproche au Long Parlement la violence de ses actes, il ne faut pas oublier de quelle tyrannie il délivra la nation.

Parmi ses instruments secondaires, le roi Charles comptait le grand-juge Finch et l'avocat-général Noy. Noy, comme Wentworth, avait soutenu la cause de la liberté dans le parlement, et, comme Wentworth, il l'a-

vait abandonnée pour obtenir une place. Il inventa, avec l'aide de Finch, un système d'exaction qui acheva d'aliéner du trône l'affection du peuple. Le roi publia un décret pour ordonner à la cité de Londres d'équiper et d'armer des vaisseaux de guerre pour son service. Des ordres semblables furent expédiés aux villes de la côte. Ces mesures, bien qu'elles fussent une violation directe de la Pétition des droits, avaient du moins quelques apparences de précédents en leur faveur. Mais, peu de temps après, le gouvernement fit une démarche pour laquelle on ne pouvait invoquer aucun précédent ; il envoya aux comtés de l'intérieur l'ordre de fournir de l'argent pour équiper des vaisseaux. C'était un coup d'autorité qu'Élisabeth elle-même n'avait pas tenté, même dans un temps où l'on eût pu, avec raison, faire céder toutes les lois à la première de toutes les lois, la sûreté de l'État. Les comtés de l'intérieur n'avaient pas été sommés de fournir des vaisseaux, ou de l'argent au lieu de vaisseaux, même lorsque l'*Armada* s'approchait de nos côtes. Il paraissait intolérable de voir un prince qui, en consentant à la Pétition des droits, avait renoncé au pouvoir de lever la taxe des vaisseaux dans les ports mêmes, se permettre le premier de la lever dans des régions du royaume où elle était restée inconnue sous ses prédécesseurs les plus absolus.

Clarendon reconnaît positivement que cette taxe était destinée non-seulement à pourvoir aux besoins de la marine, « mais à devenir une source où l'on pût puiser constamment et en toute occasion. » La nation le comprit bien, et d'un bout à l'autre de l'Angleterre l'esprit public fut vivement excité.

Le comté de Buckingham était appelé à fournir un

vaisseau de quatre cent cinquante tonneaux, ou quatre mille cinq cents livres sterling. La part de l'impôt assignée à Hampden était très-petite, si petite en vérité qu'on reprocha au shériff d'avoir taxé si bas un homme si riche. Mais bien que la somme exigée fût insignifiante, le principe engagé était très-sérieux. Hampden, après avoir consulté les avocats constitutionnels les plus éminents du temps, refusa de payer les quelques schellings auxquels il était imposé, et résolut d'encourir les frais certains et le danger probable d'un procès solennel à propos de ce grand débat entre le peuple et la couronne. « Jusque-là, » dit Clarendon, « il avait plus de réputation dans son comté que de renommée dans tout le royaume ; mais il devint alors le sujet de tous les discours, et tout le monde se demandait qui était et ce qu'était l'homme qui osait défendre à ses frais la liberté et la prospérité de l'Angleterre. »

Vers la fin de l'année 1636, cette grande cause arriva devant la cour de l'Échiquier et devant tous les juges d'Angleterre. Le principal avocat contre le décret était le célèbre Olivier Saint-John, homme d'un caractère mélancolique, de manières réservées, et encore peu connu dans Westminster-Hall, mais dont les grandes facultés n'avaient point échappé à l'œil pénétrant de Hampden. L'avocat général et le procureur général parurent au nom de la couronne.

Les plaidoiries des avocats durèrent plusieurs jours, et la cour de l'Échiquier passa beaucoup de temps à délibérer. Les avis des juges furent divisés. La loi était si évidemment en faveur de Hampden que, bien que les juges tinssent leur situation du seul bon plaisir du roi, la majorité contre lui fut aussi faible que possible ; cinq

des douze juges se prononcèrent en sa faveur; les sept autres votèrent pour le décret royal.

Le seul effet de cette décision fut de rendre plus vive et plus profonde l'indignation publique. « Le jugement, » dit Clarendon, « fut plus utile et plus honorable au gentilhomme condamné qu'au service du roi. » Le courage que montra Hampden dans cette occasion « éleva très-haut sa réputation dans tout le royaume, » dit le même historien. Les courtisans et les avocats de la couronne eux-mêmes parlaient de lui avec respect. « Ses manières, à travers toutes ces agitations, » ajoute Clarendon, « furent empreintes d'une modération et d'une modestie si rares que ceux qui le surveillaient de près pour prendre sur lui quelque avantage afin de l'ébranler dans sa cause, furent contraints de lui rendre ce juste témoignage. » Mais cette conduite, bien qu'elle pénétrât lord Falkland du plus profond respect, bien qu'elle arrachât des éloges au procureur général, M. Herbert, ne fit qu'enflammer encore la haine ardente de Strafford. Le ministre se plaint dans ses lettres à Laud de la douceur dont on usait envers Hampden : « De bonne foi, » écrit-il, « si on traitait comme ils le méritent de pareils hommes, on les ferait rentrer dans leur bon sens à coups de verge. » Il dit encore : « Je voudrais toujours qu'on ramenât au sens commun M. Hampden et les gens qui lui ressemblent à coups de verge; et si l'on ne se sert pas de la verge de façon à ce qu'ils la sentent, j'en suis bien fâché. »

La personne de Hampden était alors à peine en sûreté. Sa prudence et sa modération avaient désappointé jusque-là ceux qui eussent été bien aises de trouver un prétexte pour l'envoyer dans la prison d'État; mais il savait que l'œil d'un tyran était fixé sur lui. En 1637, le

mauvais gouvernement était parvenu à son comble. Huit années s'étaient écoulées sans parlement. La décision de la cour de l'Échiquier avait mis à la disposition de la couronne tous les biens du peuple anglais. Au moment où cette décision fut prononcée, Prynne, Bastwick et Burton furent mutilés par ordre de la Chambre étoilée et envoyés dans des donjons éloignés pour y pourrir. La fortune et la personne de tout homme qui résistait à la cour étaient à sa merci.

Hampden résolut de quitter l'Angleterre. Par delà l'océan Atlantique quelques-uns des puritains persécutés avaient formé, dans les déserts du Connecticut, une colonie qui est devenue une république prospère, et qui, en dépit du laps de temps et du changement de gouvernement, conserve encore quelque trace du caractère que lui imprimèrent ses premiers fondateurs. Lord Say et lord Brook conçurent les premiers le projet d'émigration. Hampden avait été consulté dès l'origine. Il désirait alors, à ce qu'il paraît, se mettre hors de la portée des oppresseurs, qu'il soupçonnait probablement, avec raison, nous le savons, d'être résolus à punir sa mâle résistance à leur tyrannie. Il était accompagné par son parent Olivier Cromwell, sur qui il avait beaucoup d'influence, et en qui il avait seul découvert, sous une apparence extérieure de grossièreté et d'extravagance, ces grandes et éminentes facultés qui furent plus tard un sujet d'admiration et de terreur pour toute l'Europe.

Les deux cousins retinrent des places sur un vaisseau qui était à l'ancre dans la Tamise, et qui devait faire voile pour l'Amérique du Nord. Ils étaient déjà à bord quand parut un ordre du conseil qui défendait au vaisseau de

partir. Sept autres vaisseaux chargés d'émigrants furent arrêtés en même temps.

Hampden et Cromwell restèrent, et avec eux le mauvais génie de la maison de Stuart. Le courant des affaires publiques était sur le point de changer. Le roi avait résolu de modifier la constitution ecclésiastique de l'Écosse, et d'introduire dans le culte public de ce royaume des cérémonies que la grande masse des Écossais tenait pour papistes. Cette absurde tentative engendra d'abord le mécontentement, puis des émeutes, puis une révolte ouverte. Un gouvernement provisoire s'établit à Édimbourg, et tout le royaume obéit à son autorité. Ce gouvernement leva une armée, nomma un général, et convoqua une assemblée de l'Église. Le fameux acte appelé le *Covenant* fut publié à cette époque, et la population y souscrivit avec ardeur.

Le roi et ses conseillers dédaignèrent étrangement les débuts de cette formidable insurrection. Mais, vers la fin de l'année 1638, le danger devint pressant. On leva une armée, et au commencement du printemps de 1639, Charles marcha vers le Nord, à la tête de forces suffisantes, à ce qu'il lui semblait, pour réduire les covenantaires à la soumission.

Mais le roi Charles agit dans cette circonstance comme il agit dans toutes les grandes occasions de sa vie ; après avoir opprimé, menacé, prodigué les fanfaronnades, il hésita et échoua. Il était hardi mal à propos, et timide mal à propos. Il eût montré de la sagesse en ayant peur avant de faire lire la liturgie dans l'église de Saint-Gilles. Il attendit, pour avoir peur, d'être arrivé avec des troupes jusqu'aux frontières de l'Écosse. Alors, après une campagne faiblement menée, il conclut un traité avec

les insurgés et retira son armée; mais les conditions de la pacification ne furent pas observées. Les deux partis s'accusèrent réciproquement de perfidie. Les Écossais refusèrent de désarmer. Le roi trouva de grandes difficultés à rassembler de nouveau ses troupes ; sa dernière expédition avait mis le trésor à sec. Il avait anticipé sur les revenus de l'année suivante. Dans un autre moment, il eût peut-être tenté de combler le déficit par des expédients illégaux, mais cette conduite eût évidemment été dangereuse pendant qu'une partie de l'île était en pleine révolte. Il devint nécessaire de convoquer un Parlement. Après onze ans de souffrances, la voix de la nation allait de nouveau se faire entendre.

Au mois d'avril 1640, le Parlement se réunit et le roi eut encore une chance de se concilier son peuple. La nouvelle Chambre des communes était sans aucune comparaison la Chambre des communes la moins récalcitrante qu'on eût vue depuis bien des années. A vrai dire, nous n'avons jamais pu comprendre comment, après un si long intervalle de mauvais gouvernement, les représentants de la nation avaient pu montrer des dispositions si loyales et si modérées. Clarendon parle avec admiration de leur humeur docile : «La Chambre,» dit-il, «était en général extrêmement disposée à complaire au roi et à le servir.» «On ne pouvait espérer,» remarque-t-il ailleurs, «de voir jamais des hommes plus modérés ou plus désintéressés se réunir en ce lieu, ni que moins de gens y apportassent de mauvaises intentions.»

Hampden prit place dans ce Parlement au nom du comté de Buckingham, et depuis ce jour jusqu'au moment de sa mort, il se consacra presque sans relâche aux affaires publiques. Il prit un appartement dans

Gray's Inn Lane, près de la maison qu'occupait Pym, avec lequel il vivait dans les habitudes de la plus étroite intimité. Il était décidément devenu l'homme le plus populaire de l'Angleterre. L'opposition le regardait comme son chef, et les serviteurs du roi le traitaient avec un respect marqué.

Charles requit le Parlement de voter immédiatement un subside, et engagea sa parole, si l'on consentait à cette requête, de donner ensuite à la Chambre le temps de lui présenter ses griefs. Les griefs dont se plaignait la nation étaient si graves, et la parole royale avait été si honteusement violée, qu'on ne pouvait guère s'attendre à voir les Communes accéder à cette requête. Pendant la première semaine de la session, Olivier Saint-John déposa sur la table les minutes de la procédure intentée contre Hampden, et un comité déclara que l'affaire était un sujet de griefs. Le roi envoya aux Communes un message pour offrir, si on voulait voter douze subsides, de renoncer à la taxe des vaisseaux. Bien des années auparavant, il avait reçu cinq subsides en retour de son assentiment à la Pétition des droits. En consentant à cette Pétition il avait abandonné le droit de lever la taxe des vaisseaux, si tant est qu'il l'eût jamais possédé. Toute l'Angleterre savait comment il avait tenu les promesses faites à son troisième Parlement; il n'était donc pas étrange que les Communes eussent quelque répugnance à acheter ainsi de lui, à plusieurs reprises, leur antique et incontestable héritage.

Son message, pourtant, ne fut pas mal reçu. Les Communes étaient prêtes à voter un ample subside, mais elles n'étaient pas disposées à le donner en échange d'une prérogative dont elles niaient absolument l'exis-

tence. Si elles avaient simplement accédé à la proposition du roi, elles auraient reconnu la légalité des ordres émis pour la taxe des vaisseaux.

Hampden, qui était un plus grand maître en fait de tactique parlementaire qu'aucun homme de son temps, vit que cette impression prévalait, et il en profita avec une grande habileté. Il proposa de poser ainsi la question : « La Chambre peut-elle consentir à la proposition faite par le roi, ainsi qu'elle est contenue dans le message? » Hyde intervint et proposa de diviser la question, et de prendre l'avis de la Chambre uniquement sur le point de savoir si on voterait, oui ou non, un subside, en laissant de côté la forme et le montant pour une discussion subséquente.

La majorité de la Chambre était d'avis d'accorder un subside, mais ne voulait pas l'accorder sous la forme proposée par le roi. Si la Chambre avait voté sur la proposition de Hampden, la cour aurait été battue ; si elle avait voté sur celle de Hyde, la cour aurait remporté une victoire apparente. Quelques-uns des membres demandaient la proposition de Hyde, d'autres celle de Hampden. Au milieu du tumulte, le secrétaire d'État, sir Henri Vane, se leva et déclara que le roi n'accepterait pas le subside à moins qu'il ne fût voté dans la forme indiquée par le message. Vane fut soutenu par le procureur général Herbert. On n'insista pas davantage sur la proposition de Hyde, et la discussion sur la question générale fut remise au lendemain.

Le lendemain le roi se rendit à la Chambre des lords, et prononça, dans un discours plein de colère, la dissolution du Parlement. Aucun de ses apologistes n'a jamais défendu sa conduite en cette occasion. Clarendon la con-

damne sévèrement : « Personne, » dit-il, « ne put comprendre quelle offense les Communes avaient faite au roi. » L'offense qu'elles avaient faite était bien simple ; elles avaient à la vérité tenu la conduite la plus modérée et la plus respectueuse ; mais elles avaient montré des dispositions à redresser les abus et à réclamer l'action des lois ; c'en était assez pour exciter la haine d'un roi qu'aucune loi ne pouvait lier, et dont le gouvernement tout entier était un grand système d'abus.

La nation reçut la nouvelle de la dissolution avec chagrin et indignation. Les seules personnes auxquelles cet événement fit plaisir furent les hommes sagaces qui comprenaient que les maladies de l'État étaient trop graves pour les remèdes ordinaires. La joie d'Olivier Saint-John fut trop grande pour qu'il pût la cacher ; ses traits sombres et mélancoliques s'illuminèrent, et il devint, pour la première fois, trop communicatif. Il dit à Hyde qu'il fallait que les choses allassent plus mal avant de pouvoir aller mieux, et que le parlement qu'on venait de dissoudre n'aurait jamais fait tout ce qui était nécessaire. Saint-John, à notre avis, avait raison. Aucun bien ne pouvait venir alors d'un parlement qui ne comprenait pas nettement qu'on ne pouvait avoir aucune confiance dans le roi, et que, tant qu'il jouirait d'autre chose que de l'ombre du pouvoir, la nation ne jouirait jamais d'autre chose que de l'ombre de la liberté.

Dès que le roi eut dissous le parlement, il jeta en prison plusieurs membres de la Chambre des communes. On exigea plus rigoureusement que jamais la taxe des vaisseaux, et on poursuivit le maire et les shériffs de Londres devant la Chambre étoilée pour leur mollesse à

la percevoir. Wentworth, dit-on, fit remarquer, avec une cruauté et une insolence caractéristiques, que les choses n'iraient bien que lorsqu'on aurait pendu les aldermen. On leva par force de grosses sommes dans les comtés occupés par les troupes. On eut recours à tous les misérables expédients ordinaires aux trésors vides. On fit des emprunts forcés. On acheta à long terme une grande quantité de marchandises qu'on vendit pour argent comptant. On étudiait un projet pour falsifier la monnaie. Enfin, au mois d'août, le roi se remit de nouveau en marche vers le Nord.

Les Écossais entrèrent en Angleterre pour venir au-devant de lui. Il est probable que cette démarche hardie fut résolue d'après l'avis de Hampden et de ceux qui agissaient de concert avec lui ; on a trouvé là matière à de graves accusations contre l'opposition anglaise. On dit que c'est la pire de toutes les trahisons que d'appeler des étrangers à son aide dans des dissensions intestines, et que les chefs puritains, en tenant cette conduite, prouvèrent que, peu soucieux de l'honneur et de l'indépendance de la nation, ils ne s'inquiétaient que du succès de leur propre faction. Il nous est impossible de voir aucune différence entre le cas de l'invasion écossaise en 1640 et celui de l'invasion hollandaise en 1688 ; ou plutôt nous y voyons une différence à l'avantage de Hampden et de ses amis. Nous regardons Charles Ier comme un roi plus mauvais et plus dangereux que son fils, Jacques II. Les Hollandais étaient des étrangers pour nous ; les Écossais étaient un peuple du même sang, parlant la même langue, sujets du même prince, et qui, aux yeux de la loi, ne nous étaient pas étrangers. A la vérité, s'il eût été possible à une armée écossaise ou à

une armée hollandaise d'asservir l'Angleterre, ceux qui persuadèrent à Leslie de passer la Tweed et ceux qui signèrent l'appel au prince d'Orange eussent été traîtres envers leur patrie. Mais un pareil résultat était hors de question. Tout ce que pouvait faire une invasion écossaise ou hollandaise était de fournir au sentiment public de l'Angleterre une occasion de se manifester. Les deux expéditions se seraient terminées par une déconfiture complète et ridicule, si Charles I[er] et Jacques II avaient été soutenus par leur peuple et leurs soldats. Ni dans l'un ni dans l'autre cas, l'indépendance de l'Angleterre ne se trouva en danger; dans les deux cas, ses libertés furent protégées.

La seconde campagne du roi Charles contre les Écossais fut courte et honteuse. Ses soldats, dès qu'ils virent l'ennemi, s'enfuirent comme il n'est jamais arrivé à des soldats anglais de fuir, avant ou depuis ce jour-là. On ne peut guère douter que leur fuite ne fût l'effet de la désaffection, non de la lâcheté. Les comtés du nord de l'Angleterre furent occupés par l'armée écossaise, et le roi se retira à York.

La partie de la tyrannie était enfin perdue. Charles avait joué et usé sa dernière carte. Il est difficile de ne pas se rappeler avec un sentiment de plaisir et de vengeance les mortifications et les humiliations que le tyran eut alors à subir. Son armée se mutinait, son trésor était vide, son peuple demandait à grands cris un parlement; on présentait des adresses et des pétitions contre le gouvernement. Strafford conseillait de fusiller les pétitionnaires par ordre du conseil de guerre, mais le roi ne pouvait se fier à ses soldats. On convoqua à York un grand conseil des pairs; mais le roi ne pouvait

se fier aux pairs eux-mêmes. Il lutta, hésita, tenta tous les expédients pour ne pas se retrouver en face des représentants de son peuple offensé. Enfin, il ne restait plus aucune ressource. Le roi conclut une trêve avec les Écossais, et convoqua un parlement.

Les chefs du parti populaire étaient restés à Londres depuis la dernière élection pour tenter d'organiser un plan d'opposition contre la cour. Ils firent alors les plus grands efforts; Hampden, en particulier, parcourut à cheval les divers comtés pour exhorter les électeurs à donner leurs votes à des hommes dignes de leur confiance. La grande majorité des élections s'accomplit en faveur de l'opposition. Hampden fut nommé par Wendover et par le comté de Buckingham. Il opta en faveur de la représentation du comté.

Le 3 novembre 1640 fut le jour memorable de la réunion de ce grand Parlement destiné aux fortunes les plus diverses, à l'empire et à la servitude, à la gloire et au mépris, qui devait être pendant un temps le souverain de son souverain, et pendant un autre temps le serviteur de ses serviteurs. Dès le premier jour, la Chambre fut nombreuse, et l'esprit de ses membres n'indiquait pas des hommes disposés à poursuivre mollement leur œuvre. La dissolution du dernier Parlement avait convaincu la plupart d'entre eux que les demi-mesures ne pouvaient plus suffire. Clarendon nous dit que « les mêmes hommes qu'on avait vus six mois auparavant modérés et désirant qu'on appliquât des remèdes doux, tenaient pour lors, sur le roi un tout autre langage, et disaient qu'il fallait être maintenant d'une tout autre humeur qu'au dernier Parlement. » La dette de vengeance s'était accrue de tous les intérêts qui

s'accumulaient depuis tant d'années, et le paiement fut complet.

Cette crise mémorable fit surgir des talents parlementaires tels que l'Angleterre n'en a pas revu depuis lors. Parmi les membres les plus distingués de la Chambre des communes, on comptait lord Falkland, Hyde, Digby, le jeune Harry Vane, Olivier Saint-John, Denzil Hollis, Nathaniel Fiennes. Mais deux hommes, Pym et Hampden, exerçaient sur la Chambre et sur le pays une influence prépondérante, et de l'aveu universel de ses amis et de ses ennemis, la première place appartenait à Hampden.

Dans les circonstances qui exigeaient des discours préparés, Pym dirigeait en général les débats. Hampden ne se levait guère que lorsque la discussion était fort avancée. Son éloquence était du genre le plus estimé dans tous les temps par les Parlements anglais : elle était facile, solide, claire, concise. Il possédait le discernement le plus exquis des dispositions de la Chambre ; son caractère était d'une sérénité inaltérable, ses manières éminemment polies et élégantes. « Il laissait toujours, » dit Clarendon, « l'impression d'un homme sincère et consciencieux, même à ceux qui parvenaient à se défendre de ses raisonnements, et qui reconnaissaient en lui des opinions avec lesquelles ils ne pouvaient s'accorder. » Son habileté pour les affaires était aussi remarquable que son talent pour la discussion. « Il était, » dit Clarendon, « d'une activité et d'une assiduité telles que les plus laborieux ne pouvaient le fatiguer ni le lasser, et doué de facultés telles que les plus fins et les plus habiles ne pouvaient lui en imposer. » Cependant, c'était à ses qualités morales plutôt qu'à ses fa

cultés intellectuelles qu'il devait sa grande influence. Nous citons encore Clarendon : « Quand ce Parlement s'ouvrit, tous les yeux étaient fixés sur M. Hampden comme sur le *pater patriæ* et le pilote qui devait gouverner le vaisseau à travers la tempête et les écueils. Et je suis convaincu qu'il possédait alors, pour faire le bien ou le mal, plus de pouvoir et de talent que tout autre homme dans le royaume, plus qu'aucun homme de son rang n'en ait jamais possédé en aucun temps, car sa réputation d'intégrité était universelle, et ses penchants semblaient tellement dirigés vers le bien public qu'aucun intérêt méprisable ou particulier ne pouvait les en détourner..... Il était véritablement un homme très-sage, d'un grand esprit, et il possédait le don de s'attirer la popularité la plus complète, et les facultés les plus remarquables pour gouverner le peuple que j'aie jamais connues à personne. »

Il suffit de récapituler brièvement les actes du Long Parlement pendant sa première session. Strafford et Laud furent mis en accusation et emprisonnés. Strafford fut ensuite convaincu de haute trahison par une loi, et exécuté. Le lord garde du sceau, Finch, s'enfuit en Hollande ; le secrétaire Windebank se réfugia en France. Tous ceux que le roi avait employés dans les douze dernières années à opprimer son peuple, depuis les juges serviles qui avaient prononcé contre Hampden en faveur de la couronne jusqu'aux shérifs qui avaient opéré des saisies pour la taxe des vaisseaux, et aux commis de la douane qui avaient perçu les droits de douane, furent sommés de répondre de leur conduite. La Chambre étoilée, la Cour de la haute commission, le conseil d'York furent supprimés. Les malheureuses victimes que Laud,

après leur avoir fait subir une exposition ignominieuse et de cruelles mutilations, avait envoyées languir dans des prisons éloignées, furent mises en liberté, et conduites à travers Londres par une procession triomphale. Le roi fut contraint de donner aux juges des brevets à vie ou qui devaient durer autant que leur bonne conduite. Il fut dépouillé de ses pouvoirs oppressifs, derniers restes des anciens droits féodaux. La cour des Forêts et la cour des Mines d'étain subirent une réforme. On décida que le Parlement qui siégeait alors ne pourrait être prorogé ou dissous sans son propre consentement, et que le roi serait tenu de convoquer un Parlement tous les trois ans au moins.

Lord Clarendon reconnaît que beaucoup de ces mesures furent très-salutaires, et peu de gens nieront de notre temps que le bien ne l'ait emporté sur le mal dans les lois votées dans cette session. L'abolition de ces trois tribunaux odieux, le Conseil du Nord, la Chambre étoilée et la Cour de la haute commission, suffirait à elle seule pour donner au Long Parlement des titres à la reconnaissance éternelle des Anglais.

De nos jours, la conduite qu'on tint à l'égard de Strafford pourrait sans doute paraître cruelle ; au seizième siècle, elle eût probablement semblé pleine de modération et de miséricorde. Il est curieux de comparer le procès des ministres de Charles Ier avec le procès, si on peut l'appeler ainsi, de lord Seymour de Sudeley, sous le bienheureux règne d'Édouard VI. Aucun des grands réformateurs de l'Église ne vit aucun inconvénient à voter un acte du Parlement pour couper la tête à lord Seymour sans jugement légal. Le pieux Cranmer vota pour cet acte ; le pieux Laud prêcha pour cet acte ; le pieux

Édouard VI rendît grâces de cet acte ; et tous les pieux seigneurs du conseil exhortèrent leur victime à « souffrir tranquillement et patiemment la justice, » comme il leur plaisait de nommer le supplice.

Mais il n'est pas nécessaire de défendre le procès de Strafford par de semblables comparaisons. Il est justifié, à notre avis, par la seule chose qui justifie la peine capitale ou toute autre peine, par la seule chose qui justifie la guerre, par le danger public. Peu de gens nieront, je crois, qu'il y ait un certain degré de danger public qui donne à un corps représentatif le droit de condamner un homme à mort par une justice rétrospective. Peu de gens, par exemple, nieront qu'en France la Convention ait eu parfaitement le droit de placer Robespierre, Saint-Just et Couthon sous le coup de la loi, sans leur faire de procès. La conduite tenue à leur égard ne diffère de celle qui fut tenue envers Strafford qu'en ce qu'elle fut infiniment plus violente et plus précipitée. On écouta toute la défense de Strafford. On ne permit pas à Robespierre de se défendre. Le danger était-il suffisant dans le cas de Strafford, pour nécessiter un bill d'*attainder* (1)? Nous en sommes convaincu. Nous croyons que la lutte engagée entre le Parlement et le roi était une lutte de laquelle dépendaient la sûreté de nos biens, la liberté de nos personnes, tout ce qui fait que nous différons des sujets de don Miguel. Nous croyons que la cause des Communes était de nature à leur donner le droit de résister au roi, de lever une armée, d'envoyer des milliers de braves gens tuer et se faire tuer. A coup sûr, un acte d'*attainder* n'est pas une résolution plus éloignée de la marche or-

(1) Acte qui atteint le coupable par un vote du Parlement, en dehors de toute juridiction criminelle.

dinaire de la justice que la guerre civile. Un acte d'*attainder* engendre infiniment moins de souffrances qu'une guerre civile. Nous ne pouvons, par conséquent, comprendre par quel principe on peut soutenir qu'une cause qui donne le droit de soulever une guerre civile ne donne pas le droit de voter un acte d'*attainder*.

On a inventé bien des arguments spécieux contre la loi rétrospective d'après laquelle Strafford fut condamné à mort ; mais tous ces arguments reposent sur la supposition que la crise était une crise ordinaire. L'*attainder* était, à vrai dire, une mesure révolutionnaire qui faisait partie d'un système de résistance que l'oppression avait rendu nécessaire. Il est aussi injuste de juger, d'après les principes ordinaires, la conduite tenue par le Long Parlement à l'égard de Strafford, qu'il l'eût été de mettre Fairfax en accusation pour un meurtre, parce qu'il avait tué un cornette à Naseby. Depuis le jour de la réunion des deux Chambres, elles avaient engagé la guerre contre le roi, guerre de laquelle dépendait tout ce qui leur était cher, guerre qui fut soutenue d'abord selon les formes parlementaires, et plus tard par la force matérielle ; dans la première période de cette guerre comme dans la seconde, les Chambres avaient le droit de faire bien des choses qui eussent été coupables dans un temps tranquille.

Nous ne devons pas omettre de dire que les hommes qui devinrent plus tard les plus brillants ornements du parti du roi soutinrent l'acte d'*attainder*. Il est presque certain que Hyde vota le bill. Il est certain que Falkland parla et vota pour le bill. Autant qu'on peut en juger par une note fort obscure de l'un de ses discours, l'avis de Hampden fut qu'il était inutile de procéder par un bill,

et qu'il valait mieux obtenir un jugement sur l'acte d'accusation.

Durant cette année, la cour entama une négociation avec les chefs de l'opposition. Le comte de Bedford fut invité à former une administration d'après les principes populaires. Saint-John fut fait avocat-général. Hollis devait être secrétaire d'État, et Pym chancelier de l'Échiquier. On destinait à Hampden le poste de gouverneur du prince de Galles. La mort du comte de Bedford empêcha cette combinaison, et on peut douter que, même dans le cas où la vie de ce seigneur se serait prolongée, Charles eût jamais consenti à s'entourer de conseillers qu'il devait détester et craindre.

Lord Clarendon admet que la conduite de Hampden pendant cette année fut douce et modérée, qu'il semblait disposé plutôt à apaiser qu'à exciter l'esprit public, et que, lorsque ses amis faisaient des propositions violentes et déraisonnables, il quittait d'ordinaire la Chambre avant le vote, de peur d'avoir l'air d'encourager leurs extravagances. Il avait le caractère doux. Il aimait sincèrement la paix. Il craignait aussi beaucoup qu'un mouvement trop prompt n'amenât une réaction. Les événements qui eurent lieu au début de la session suivante prouvèrent clairement que ses craintes n'étaient pas sans fondement.

En automne, le Parlement s'ajourna pour quelques semaines. Pendant la suspension des séances, Hampden fut envoyé en Écosse par la Chambre des communes, avec le titre de commissaire, sous le prétexte de recevoir des sûretés pour les dettes que les Écossais avaient contractées pendant la dernière invasion, mais en réalité pour veiller sur le roi qui venait de se rendre à Édim-

bourg, dans le but de régler définitivement les points en litige entre lui et ses sujets du Nord. Hampden était chargé de dissuader les covenantaires de faire leur paix avec la cour, aux dépens du parti populaire en Angleterre.

Pendant que le roi était en Écosse, la révolte de l'Irlande éclata. Cette terrible explosion fut si violente et si soudaine qu'elle excita d'étranges soupçons dans l'esprit public. La reine était une papiste avouée. Le roi et l'archevêque de Cantorbéry ne s'étaient pas, à vrai dire, réconciliés avec le Saint-Siége; mais pendant qu'ils traitaient le parti puritain avec la plus extrême rigueur, et qu'ils parlaient de ce parti avec le plus profond mépris, ils avaient montré beaucoup d'égards et de respect pour la religion catholique et ceux qui la professaient. En dépit des vœux exprimés par les Parlements successifs, les dissidents protestants avaient été cruellement persécutés; et en même temps, en dépit des vœux de ces mêmes Parlements, les lois alors en vigueur contre les papistes, et qui, bien qu'inexcusables, étaient d'accord avec l'esprit du temps, n'avaient pas été mises à exécution. Les non-conformistes protestants n'avaient pas encore appris la tolérance à l'école de la souffrance. Ils blâmaient l'indulgence partiale que montrait le gouvernement envers des idolâtres, et, avec quelque apparence de raison, ils attribuaient à de mauvais motifs une conduite que, chez un roi comme Charles et chez un prélat comme Laud, on ne pouvait attribuer à l'humanité ou à des sentiments libéraux. Le violent arminianisme de l'archevêque, son attachement puéril pour les cérémonies, son respect superstitieux pour les autels, les vêtements et les vitraux, son zèle fanatique pour la constitution et les priviléges

de son ordre, ses opinions bien connues sur le célibat du clergé, avaient excité beaucoup de dégoût dans le parti considérable qui devenait de plus en plus hostile à Rome, et penchait de plus en plus vers les doctrines et la discipline de Genève. Beaucoup de gens croyaient que la révolte de l'Irlande avait été secrètement encouragée par la cour, et quand le Parlement se réunit de nouveau au mois de novembre, après une courte suspension de ses séances, les puritains étaient plus intraitables que jamais.

Mais ce que Hampden craignait était arrivé. La réaction avait eu lieu. Un parti considérable composé de gens modérés et animés de bonnes intentions, qui avaient concouru de tout leur cœur aux mesures adoptées avant l'ajournement du Parlement, étaient disposés à s'arrêter. Selon eux, pendant bien des années, le pays avait été indignement gouverné, et une grande réforme était devenue nécessaire; mais cette grande réforme avait été faite; on avait redressé tous les griefs de la nation; on avait tiré du passé une vengeance suffisante; on s'était assuré assez de gages pour l'avenir; ce serait par conséquent à la fois de l'ingratitude et de l'imprévoyance que d'attaquer davantage la prérogative royale. On a eu recours, pour soutenir cette thèse, à bien des arguments plausibles; mais à tous ces arguments il y a une réponse bien simple : on ne pouvait se fier au roi.

A la tête du parti, qu'on peut appeler le parti constitutionnel royaliste, étaient Falkland, Hyde et Culpeper. Ces hommes éminents avaient fait l'année précédente une opposition très-décidée à la cour. A propos de quelques-unes des mesures que leurs admirateurs reprochent à Hampden, ils avaient suivi une marche plus décidée que

Hampden. Ils avaient tous participé à l'accusation de Strafford. On a des raisons de croire qu'ils avaient tous voté pour l'acte d'*attainder*. Assurément aucun d'eux n'avait voté contre le bill. Ils avaient tous donné leur assentiment à l'acte qui rendait le consentement du Parlement nécessaire pour le dissoudre ou le proroger. Hyde avait été du nombre des membres les plus violents contre le conseil d'York. Falkland avait voté pour l'exclusion des évêques de la Chambre haute ; mais ils étaient disposés à s'arrêter dans la voie de la réforme, peut-être à faire quelques pas en arrière.

Une lutte positive s'engagea bientôt entre les deux partis qui divisaient la Chambre des communes, naguère encore presque absolument d'accord. L'opposition proposa cette célèbre adresse au roi connue sous le nom de la Grande Remontrance. Tous les actes d'oppression des quinze années précédentes y étaient exposés dans un langage très-énergique , et comme conclusion, on suppliait le roi de ne point employer de ministres auxquels le Parlement ne pût se fier.

La discussion sur la Remontrance fut longue et orageuse. Elle commença le 21 novembre à neuf heures du matin, et dura jusqu'à minuit. Le vote montra qu'un grand changement s'était opéré dans les dispositions de la Chambre. Bien qu'une grande quantité de membres fatigués se fussent retirés, trois cents votèrent, et la Remontrance ne passa qu'à une majorité de neuf voix. L'excitation était si grande que plusieurs membres furent sur le point d'en venir à la violence : « Nous nous serions enfoncé nos épées dans les entrailles les uns des autres, » dit un témoin oculaire, « si le bon sens et le grand calme de M. de Hampden ne nous eussent retenus

par quelques brèves paroles. » La séance ne fut levée qu'à deux heures du matin.

La situation des chefs puritains devenait difficile et dangereuse. La petite majorité qui leur restait pouvait bientôt devenir une minorité. Dans le pays, leurs partisans des classes supérieures et moyennes commençaient à se détacher d'eux. L'opinion que le roi avait été durement traité gagnait du terrain. Les Anglais sont toujours disposés à se ranger du côté du parti faible qui a tort, plutôt que de se ranger du côté du parti fort qui a raison. C'est ce qu'on peut voir chez nous dans toutes les luttes, depuis les luttes de boxeurs jusqu'aux luttes des factions. Ce fut ainsi qu'eut lieu une réaction violente contre les whigs en faveur de Charles II, en 1681. Ce fut ainsi qu'une réaction également violente eut lieu en 1784 contre la coalition en faveur de Georges III. Une réaction semblable commença pendant la seconde année du Long Parlement. Quelques membres de l'opposition « avaient repris, » dit Clarendon, « leur ancienne résolution de quitter le royaume. » Olivier Cromwell déclara ouvertement que lui et beaucoup d'autres avec lui auraient émigré s'ils avaient été en minorité sur la question de la Remontrance.

Le roi Charles avait là une seconde chance de regagner l'affection de son peuple. S'il eût pu se décider à donner sa confiance aux chefs du parti modéré dans la Chambre des communes, et à se gouverner d'après leurs conseils, il eût pu être, non à la vérité un despote comme par le passé, mais le roi puissant et respecté d'un peuple libre. La nation eût pu jouir de la liberté et du repos sous un gouvernement dirigé par Falkland, et tenu en respect par une opposition constitutionnelle sous la

conduite de Hampden. Il n'était pas nécessaire, pour arriver à cet heureux résultat, que le roi sacrifiât la moindre parcelle de sa prérogative légitime, ou qu'il se soumît à des conditions incompatibles avec sa dignité. Il était seulement nécessaire qu'il s'abstînt de trahison, de violence et de violations flagrantes de la loi. C'était là tout ce que la nation était disposée alors à lui demander. Cela même était trop pour lui.

Pendant quelque temps il parut disposé à adopter une conduite sage et modérée. Il résolut de faire Falkland secrétaire d'État et Culpeper chancelier de l'Échiquier. Il annonça son intention de conférer dans un bref délai quelque charge importante à Hyde. Il assura ces trois personnages qu'il ne ferait rien concernant la Chambre des communes sans leur avis commun, et qu'il leur communiquerait sans réserve tous ses projets. Cette résolution, s'il y eût adhéré, eût évité de longues et sanglantes années de deuil. Mais, « au bout de peu de jours, » dit Clarendon, « il s'en écarta fatalement. »

Le 3 janvier 1642, sans avoir donné le moindre avis de ses intentions aux conseillers qu'il avait solennellement juré de consulter, il envoya le procureur général porter devant la Chambre des lords une accusation de haute trahison contre lord Kimbolton, Hampden, Pym, Hollis et deux autres membres de la Chambre des communes. On trouverait difficilement dans toute l'histoire d'Angleterre un pareil exemple de tyrannie, de perfidie et de folie. Les droits les plus précieux et les plus anciens des sujets étaient violés par cet acte. La seule marche légale pour juger Hampden et Pym, pour fait de trahison à la demande du roi, était de les faire comparaître devant un jury de jugement sur une décision prononcée par un

grand jury. Le procureur général n'avait pas le droit de les accuser. La Chambre des lords n'avait pas le droit de les juger.

Les Communes refusèrent de livrer leurs membres. Les pairs ne montrèrent point de disposition à accepter la juridiction inconstitutionnelle que le roi prétendait leur imposer. La lutte s'engagea ; la violence et la faiblesse étaient d'un côté, la loi et la fermeté de l'autre. Charles envoya un officier pour apposer les scellés sur l'appartement et les malles des membres accusés. Les communes envoyèrent leur huissier pour briser les scellés. Le tyran résolut de faire suivre le premier outrage par un second. Par l'acte d'accusation il avait porté un coup à l'institution du jury. En effectuant l'arrestation, il porta un coup aux priviléges du Parlement ; il résolut de se rendre à la Chambre en personne avec une suite armée, et là de saisir les chefs de l'opposition, au milieu de l'accomplissement de leurs devoirs parlementaires.

Quel était son but ? Est-il possible de croire qu'il n'eût aucun but déterminé, et qu'il fît la démarche la plus importante de son règne sans avoir réfléchi un moment aux effets qu'elle pouvait produire ? Est-il possible de croire qu'il se soit rendu à la Chambre dans le seul dessein de se faire moquer de lui, et que, s'il avait trouvé les membres accusés, et qu'ils eussent refusé de lui obéir comme c'était leur droit et leur devoir de le refuser, il eût l'intention de se soumettre à ce qu'il demandait illégalement, et de quitter la Chambre sans les emmener ? Si nous rejetons ces deux suppositions, il faut croire, et nous croyons positivement qu'il se rendit à la Chambre bien décidé à mettre son projet illégal à exécution par la violence, et si cela était nécessaire, à ré-

pandre le sang des chefs de l'opposition sur le pavé même de la Chambre des communes.

Lady Carlisle prévint Pym de ce projet. Les cinq membres eurent le temps de se retirer avant l'arrivée du roi. Ils quittèrent la Chambre au moment où il entrait dans la cour du nouveau palais. Il était accompagné par deux cents hallebardiers de sa garde et par un grand nombre de gentilshommes de la Cour armés d'épées. Il traversa la salle de Westminster à l'extrémité méridionale de la salle ; sa suite se porta à droite et à gauche, et forma une haie jusqu'à la porte de la Chambre des communes. Il frappa, entra, lança un regard sur la place que Pym occupait d'ordinaire, et la voyant vide, il s'avança vers le bureau. L'orateur tomba à genoux. Les membres se levèrent et se découvrirent dans un profond silence. Le roi prit place dans le fauteuil. Il promena ses regards tout autour de la Chambre ; mais il n'aperçut nulle part les cinq membres. Il interrogea l'orateur. L'orateur lui répondit qu'il n'était que l'organe de la Chambre, et qu'il n'avait d'yeux pour voir et de langue pour parler que d'après ses ordres. Le roi marmotta à demi-voix quelques phrases sur son respect pour les lois du royaume et les priviléges du Parlement, et se retira. Comme il passait le long des bancs, quelques voix courageuses dirent à haute voix : « Privilége ! » Il revint à Whitehall avec sa troupe de coupe-jarrets qui, pendant qu'il était dans la Chambre, attendaient impatiemment ses ordres dans l'antichambre en armant leurs pistolets, et en criant : « Tombons dessus. » Le soir même il fit une proclamation pour ordonner que tous les ports fussent fermés, et que personne, au péril de sa vie, n'osât recevoir les membres accusés.

Hampden et ses amis s'étaient réfugiés dans Coleman Street. La cité de Londres était, à vrai dire, la forteresse des libertés publiques, et dans ce temps-là, un lieu au moins aussi important que Paris pendant la révolution française. La cité, à proprement parler, se compose maintenant en grande partie d'immenses magasins et de bureaux, fréquentés par les négociants et leurs commis pendant le jour et laissés la nuit dans une solitude presque complète. Elle était alors habitée par une population compacte de trois cent mille personnes qui, non-seulement y faisaient leurs affaires, mais y résidaient constamment. Cette grande capitale avait une organisation civile et militaire aussi complète que si elle eût été une république indépendante. Chaque citoyen appartenait à une compagnie, et ces compagnies, qui semblent n'exister à présent que pour le plaisir des épicuriens et des antiquaires, étaient alors des corporations redoutables dont les membres étaient unis les uns aux autres presque aussi intimement que les membres d'un clan écossais. Les legs nombreux et considérables, laissés jadis par les citoyens à leurs corporations, prouvent amplement la force de ces liens factices. Les charges municipales étaient occupées par les négociants les plus riches et les plus considérés du royaume. La pompe qui entourait les magistrats de la capitale ne le cédait qu'à celle qui se déployait auprès de la personne du souverain. Les citoyens de Londres aimaient leur ville de cet amour patriotique qu'on ne trouve que dans les petites républiques, comme celles de la Grèce antique ou celles qui surgirent en Italie au moyen âge. Le nombre, l'intelligence, la richesse des citoyens, la forme démocratique de leur gouvernement local, leur voisinage de la cour

et du parlement en faisaient l'un des corps les plus redoutables du royaume. Comme soldats même, ils n'étaient point à dédaigner. Dans un temps où la guerre est devenue une profession, il y a quelque chose de plaisant dans l'idée de ces bataillons composés de boutiquiers et d'apprentis, et commandés par les aldermen. Mais, au commencement du dix-septième siècle, il n'y avait pas d'armée permanente dans l'île, et la milice de la métropole n'était pas inférieure, en fait d'exercices militaires, aux milices des autres villes. Une cité qui pouvait fournir des milliers d'hommes armés, pleins de courage naturel et qui n'étaient pas absolument étrangers à la discipline, était un auxiliaire formidable dans un temps de luttes intestines. Dans plusieurs occasions, pendant la guerre civile, les miliciens de Londres se distinguèrent hautement, et à la bataille de Newbury en particulier, ils repoussèrent l'attaque furieuse du prince Robert et sauvèrent de sa perte l'armée du parlement.

La population de cette grande ville était depuis longtemps complétement dévouée à la cause populaire. Bien des gens avaient signé une protestation dans laquelle ils déclaraient leur résolution de défendre les priviléges du parlement. Leur enthousiasme, à vrai dire, s'était un peu refroidi, mais la mise en accusation des cinq membres et l'outrage fait à la Chambre des communes les mirent en fureur. Leurs maisons, leurs bourses et leurs piques furent aux ordres des représentants de la nation. Londres passa la nuit sous les armes. Le lendemain, les boutiques restèrent fermées ; les rues étaient remplies d'une foule immense, la multitude se pressait autour du carrosse du roi et l'accablait de cris insultants. La Chambre

des communes avait nommé un comité qui devait siéger dans la cité, avec mission de faire une enquête sur les circonstances du récent outrage. Les membres du comité furent reçus par une députation du conseil commun. La salle des marchands tailleurs, la salle des orfévres et la salle des épiciers furent préparées pourleurs séances. Une garde de citoyens considérable, qu'on relevait deux fois par jour, fut postée aux portes du comité. Les shérifs furent chargés de veiller à la sûreté des membres accusés, et de les escorter, à leur arrivée au comité et à leur départ, avec toutes les marques possibles de respect.

Une réaction violente et soudaine dans les sentiments de la Chambre et du public fut l'effet de ces actes récents du roi. L'opposition regagna en quelques heures l'ascendant qu'elle avait perdu. Les royalistes constitutionnels étaient remplis de honte et de chagrin. Ils voyaient que Charles les avait cruellement trompés. Ils se voyaient soupçonnés par la nation, injustement, mais non déraisonnablement. Clarendon dit positivement qu'ils avaient en horreur les conseils par lesquels le roi s'était guidé, et qu'ils étaient si mécontents et si abattus de son défaut de loyauté envers eux, qu'ils étaient disposés à quitter son service. Pendant la discussion sur la violation des priviléges de la Chambre, ils gardèrent un silence triste. Aujourd'hui encore, les défenseurs du roi Charles parlent le moins qu'ils peuvent de sa visite à la Chambre des communes, et quand ils ne peuvent éviter d'en faire mention, ils attribuent à l'aveuglement un acte qui, dans toute autre supposition, eût été, ils sont contraints de l'avouer, un crime épouvantable.

Les communes, au bout de quelques jours, défièrent ouvertement le roi, et ordonnèrent aux membres accusés de reprendre leurs places à Westminster et de recommencer à s'acquitter de leurs devoirs parlementaires. Les citoyens résolurent de ramener en triomphe les champions de la liberté, en passant sous les fenêtres de Whitehall. On fit d'immenses préparatifs sur la terre et sur l'eau pour cette grande fête. Le roi était resté dans son palais, humilié, troublé et plein d'effroi, éprouvant, « dit Clarendon, l'inquiétude et l'angoisse qui assaillent d'ordinaire les âmes nobles et généreuses quand elles ont commis des fautes, » éprouvant plutôt, dirions-nous, la misérable repentance dont ne peut se défendre l'homme qui a entrepris de commettre un crime et qui découvre qu'il n'a fait qu'une folie. La populace poussait tout le jour des cris et des huées devant les portes de la résidence royale. Le tyran ne pouvait supporter de voir le triomphe de ceux qu'il avait destinés à être pendus et écartelés. La veille du jour fixé pour leur retour, il quitta, avec quelques personnes de sa suite, ce palais qu'il ne devait revoir qu'en le traversant pour se rendre à l'échafaud.

Le 11 janvier, la Tamise s'était couverte de bateaux, et ses bords d'une multitude de spectateurs. Des navires armés, décorés de bannières, étaient rangés en deux lignes du pont de Londres à Westminster. Les membres revinrent par la rivière sur un vaisseau monté par des matelots qui avaient offert volontairement leurs services. Les bandes de milice de la cité, sous le commandement des shérifs, remontèrent le Strand accompagnées d'une foule immense de pectateurs, pour garder les approches de la Chambre des communes : ce fut ainsi qu'au

milieu des cris et des décharges de mousqueterie, les patriotes accusés furent ramenés par le peuple qu'ils avaient servi et pour lequel ils avaient souffert. En rentrant dans la Chambre, les membres qu'on venait d'y rétablir exprimèrent dans les termes les plus chaleureux leur reconnaissance aux citoyens de Londres. L'orateur remercia vivement les shérifs au nom de la Chambre des communes, et on donna l'ordre qu'une garde choisie parmi les milices de la cité fût tous les jours de service à la porte du Parlement pour veiller à sa sûreté.

L'agitation ne s'était pas renfermée dans Londres. Quand la nouvelle du danger qui menaçait Hampden arriva dans le comté de Buckingham, elle excita l'alarme et l'indignation publiques. Quatre mille francs tenanciers de ce comté, portant à leur chapeau un exemplaire de la protestation en faveur des priviléges du Parlement, se rendirent à cheval à Londres pour défendre la personne de leur représentant bien-aimé. Ils se présentèrent en corps pour assurer le Parlement de leur résolution bien arrêtée de soutenir ses priviléges. Leur pétition était conçue dans les termes les plus énergiques : « En considération, » disaient-ils, de cette dernière attaque contre l'honorable Chambre des communes, « nous sommes venus lui offrir nos services, résolus de vivre et de mourir pour sa juste défense. »

Évidemment une grande lutte approchait. Hampden était rentré bien changé à Westminster ; jusqu'alors il avait employé son influence plutôt à retenir qu'à exciter l'ardeur de son parti. Mais la perfidie, le mépris de la loi, la soif du sang dont le roi venait de faire preuve, ne laissaient plus l'espoir d'un arrangement pacifique. Évi-

demment Charles ne pouvait être qu'une marionnette ou un tyran ; aucune obligation de loi ou d'honneur ne pouvait le lier, et la seule manière de l'amener à être inoffensif était de lui enlever tout pouvoir.

L'attaque du roi contre les cinq membres n'était pas seulement irrégulière dans la forme; quand même les accusations auraient été présentées d'une manière légale, si le grand-jury de Middlesex avait déclaré les charges fondées, si les accusés avaient été arrêtés par un mandat régulier, en temps et lieu convenables, la démarche n'en eût pas moins gardé un caractère de perfidie et d'injustice assez prononcé pour justifier les mesures les plus énergiques que pût prendre l'opposition. Mettre en accusation Pym et Hampden, c'était mettre en accusation la Chambre des communes; c'était évidemment à raison de ce qu'ils avaient fait comme membres de la Chambre qu'ils avaient été choisis comme les objets de la vengeance royale, et la majorité de la Chambre avait concouru à ce qu'ils avaient fait. La plupart des accusations portées contre eux étaient communes au Parlement comme à eux. Ils étaient accusés, à vrai dire, et peut-être avec raison, d'avoir encouragé l'armée écossaise à envahir l'Angleterre. Par ce fait ils avaient commis ce qui, d'après la lettre de la loi, était un crime de haute trahison, le même crime que les comtes de Devonshire et de Shrewsbury commirent en 1688. Mais le roi avait promis pardon et oubli à tous ceux qui avaient joué le principal rôle dans l'insurrection écossaise. Était-il de son honneur de punir ceux qui n'avaient joué qu'un rôle secondaire? Il avait accordé des marques de sa faveur aux principaux covenantaires; il avait donné le grand sceau d'Écosse à l'un des chefs des rebelles, un marquisat à

un autre, un titre de comte à Leslie qui avait fait passer la Tweed à l'armée presbytérienne. D'après quel principe pouvait-on mettre Hampden en accusation pour avoir conseillé ce que Leslie avait fait en y gagnant des lettres de noblesse? Devant une cour de justice, un Anglais ne pouvait réclamer le bienfait de l'amnistie accordée aux Écossais; mais, bien que le procédé ne fût pas illégal, il était assurément bien inconséquent et indigne d'un roi, après avoir pardonné aux chefs de la rébellion dans un royaume et leur avoir accordé des honneurs, de pendre, de tirer à quatre chevaux et de couper par quartiers leurs complices dans un autre royaume.

La conduite du roi envers les cinq membres, ou plutôt envers le Parlement qui avait concouru à presque tous leurs actes, fut la cause de la guerre civile. Il fallait évidemment que le roi ou la Chambre des communes fussent dépouillés de tout pouvoir sérieux dans l'État. La meilleure marche à suivre pour les Communes eût peut-être été de déposer le roi comme leurs ancêtres avaient déposé Édouard II et Richard II, et comme leurs enfants déposèrent le roi Jacques. S'ils eussent ainsi agi, s'ils eussent placé sur le trône un prince dont le caractère et la situation eussent été des garanties de bonne conduite, ils eussent pu sans danger laisser à ce prince toutes les anciennes prérogatives constitutionnelles de la couronne, le commandement des armées de l'État, le droit d'élire des pairs, le droit de nommer les ministres, le véto sur les lois votées par les deux Chambres. Un prince régnant ainsi par leur choix eût été dans la nécessité d'agir selon leurs vœux. Mais l'esprit public n'était pas mûr pour une pareille conduite. Il n'y avait point de duc de Lancaster, point de prince d'Orange, point de grand personnage

éminent rapproché du trône par le sang, et cependant attaché à la cause du peuple. Il fallait donc que Charles restât roi, et par conséquent il était nécessaire qu'il ne fût roi que de nom. On pouvait confier sans crainte des pouvoirs étendus à un Guillaume III ou à un George I[er], dont le droit à la couronne était identique avec les droits du peuple à la liberté ; mais une liberté nouvelle ne pouvait exister en sûreté sous le tyran du temps passé. Puisqu'on ne voulait pas le priver du nom de roi, la seule marche qui restât à suivre était de le convertir en un simple dépositaire possédant nominalement des prérogatives exercées par d'autres, un Grand Lama, un roi fainéant, un fantôme ressemblant à ces Dagobert et à ces Childebert qui portaient les insignes de la royauté tandis qu'Ébroïn et Charles-Martel possédaient le véritable empire dans l'État.

Les conditions proposées par le Parlement étaient dures, mais elles n'étaient assurément pas plus dures que celle que les torys eux-mêmes, dans la convention de 1689, eussent imposées au roi Jacques, si l'on avait décidé que Jacques continuerait d'être roi. La principale condition était que le commandement de la milice et la conduite de la guerre d'Irlande seraient aux mains du Parlement. C'est sur ce point que roulait la grande question dont les deux partis remirent la décision à Dieu et à leur épée.

Nous croyons non-seulement que les Communes avaient droit à réclamer le pouvoir de disposer des forces militaires, mais que c'eût été de leur part un véritable acte de folie que de laisser ces forces à la disposition du roi. Depuis le commencement de son règne, son but était évidemment de gouverner au moyen d'une armée. Son

troisième Parlement s'était plaint, dans la Pétition des droits, de son goût pour les conseils de guerre et de l'abus qu'il faisait des billets de logement délivrés aux soldats pour s'établir chez les citoyens. Le vœu le plus cher au cœur de Strafford était, comme le prouvent ses lettres, de mettre les revenus du roi en état de maintenir une armée permanente. En 1640, Charles avait soutenu son armée dans les comtés du Nord par des exactions sans pudeur. En 1641, il était entré dans une intrigue qui avait pour but d'amener cette armée à Londres afin d'intimider le Parlement. Sa conduite récente avait prouvé que, si on lui permettait de conserver auprès de sa personne même une petite garde du corps composée de ses créatures, la Chambre des communes courrait le danger d'être insultée, peut-être d'être massacrée. Les Chambres délibéraient toujours sous la protection de la milice de Londres. Pouvait-on avec quelque sécurité, dans les circonstances du temps, confier au roi le commandement de toutes les forces militaires du royaume? N'aurait-ce pas été, de la part du Parlement, une folie que de lever et de payer une armée de quinze à vingt mille hommes pour la guerre d'Irlande, en confiant à Charles la direction absolue de cette armée et le droit de choisir d'avance ou de renvoyer les officiers selon son bon plaisir? N'était-il pas probable que cette armée deviendrait ce qu'il est dans la nature des armées de devenir, ce que tant d'armées formées dans des circonstances infiniment plus favorables sont devenues, ce qu'est devenue l'armée de la république à Rome, ce qu'est devenue l'armée de la république française, un instrument de despotisme? N'était-il pas probable que les soldats pourraient oublier qu'ils étaient des citoyens, et qu'ils seraient prêts à servir

leur général contre le pays? N'était-il pas certain qu'au premier jour où Charles pourrait s'aventurer à révoquer ses concessions et à punir ses adversaires, il établirait un gouvernement despotique et exercerait une sanglante vengeance?

Notre temps nous fournit l'exemple d'une situation analogue. Supposez qu'une révolution eût lieu en Espagne, que la constitution de Cadix fût rétablie, que les cortès se réunissent de nouveau et que les Prynne et les Burton espagnols qui errent à l'heure qu'il est, couverts de haillons, autour de Leicester-Square, fussent rappelés dans leur pays, Ferdinand II, dans ce cas, répéterait nécessairement toutes les promesses et tous les serments qu'il avait faits en 1820, et qu'il a violés en 1823. Mais ne serait-ce pas une folie de la part des cortès, lors même qu'elles lui laisseraient le titre de roi, de lui laisser autre chose que le titre? L'Europe tout entière ne se moquerait-elle pas de cette assemblée si elle permettait au roi de lever une grosse armée pour faire une expédition en Amérique, de former cette armée à sa fantaisie, de la mettre sous les ordres d'officiers qu'il aurait choisis? Ne dirions-nous pas que tous les membres du parti constitutionnel qui concourraient à une pareille mesure mériteraient bien le sort qui leur écherrait probablement en partage, le sort de Riego et de l'Empecinado? Nous ne sommes pas disposés à faire des compliments à Ferdinand II, et nous ne croyons pas lui faire un compliment en disant que, de tous les souverains que nous rencontrons dans l'histoire, c'est lui qui nous paraît ressembler le plus, sous les rapports les plus importants, au roi Charles Ier. Comme Charles, il est pieux d'une certaine manière; comme Charles, il a fait à son peuple de grandes

concessions d'une certaine manière. Il est heureux pour lui d'avoir eu affaire à des gens qui ressemblaient fort peu aux puritains anglais.

Les Communes prétendaient au pouvoir de l'épée; le roi ne voulait pas s'en dessaisir ; il ne restait plus qu'à tenter les chances de la guerre. Le parti de Charles était encore fort dans le pays. Son auguste rang, ses manières nobles, ses protestations solennelles de respecter à l'avenir les libertés de ses sujets, la pitié pour la grandeur déchue, la crainte des innovations violentes, tous ces motifs lui assuraient de nombreux adhérents. Il avait pour lui l'Église, les universités, la majorité des grands seigneurs et des gentilshommes, anciens propriétaires du sol. L'austérité des mœurs puritaines rejetait sous l'étendard du roi la plus grande partie de la jeunesse gaie et dissolue du temps. Beaucoup de gens vertueux, modérés et braves, auxquels sa conduite passée déplaisait et qui nourrissaient des doutes sur sa sincérité présente, embrassèrent sa cause avec répugnance et au milieu de douloureuses inquiétudes, parce que, tout en redoutant fort sa tyrannie, ils redoutaient plus encore la violence démocratique.

Dans l'autre parti se rangeaient toute la masse des classes moyennes de l'Angleterre, les négociants, les boutiquiers, les fermiers à la tête desquels marchaient une formidable minorité de pairs et de gentilshommes propriétaires. Le comte d'Essex, homme de facultés honorables et d'une certaine expérience militaire, fut nommé au commandement de l'armée du Parlement.

Hampden n'épargna ni sa personne ni sa bourse pour la cause de son pays. Il souscrivit pour deux mille livres sterling pour le service public. Il reçut le grade de co-

lonel dans l'armée et se rendit dans le comté de Buckingham pour y lever un régiment d'infanterie. Ses voisins s'enrôlèrent avec empressement sous ses ordres. On reconnaissait ses hommes à leur habit vert et à leur étendard qui portait, d'un côté, le mot de ralliement du Parlement: « Dieu avec nous ; » et de l'autre, la devise de Hampden : « *Vestigia nulla retrorsum.* » Cette devise caractérisait bien la ligne de conduite qu'il suivait. Aucun membre de son parti n'avait été aussi modéré tant qu'il était resté une espérance de sauver le pays par des mesures légales et pacifiques; aucun membre de son parti ne montra tant d'énergie et de vigueur quand il devint nécessaire d'en appeler aux armes. Il étudia à fond ses devoirs militaires, et « les accomplissait en toute occasion très-exactement, » selon l'expression de Clarendon. Le régiment qu'il avait levé et formé passait pour l'un des meilleurs au service du Parlement. Il s'exposait dans toutes les rencontres avec une intrépidité qui le faisait remarquer même parmi les milliers de braves. « Il était, dit Clarendon, d'un courage personnel égal à ses facultés les plus brillantes, en sorte qu'il n'y avait nul homme dont il fût plus désirable de ne pas se faire un ennemi quand on pouvait l'avoir pour ami, ni qui fût un ennemi plus redoutable quand il le devenait en effet. » Bien que sa carrière militaire ait été courte et son rang militaire secondaire, Hampden a amplement prouvé qu'il possédait les talents d'un grand général aussi bien que ceux d'un grand homme d'État.

Nous n'entreprendrons pas de raconter l'histoire de la guerre. Le récit des opérations militaires, dans l'ouvrage de lord Nugent, est frappant et très-animé. L'abrégé que nous en pourrions faire serait ennuyeux et probablement

inintelligible. En fait, pendant quelque temps, il n'y eut, de part ni d'autre, aucun grand système d'opérations. La guerre des deux partis ressemblait à la guerre d'Arimane et d'Oromasde qui, d'après la théologie orientale, ne possèdent ni l'un ni l'autre un domaine propre, sont également présents partout, occupent également tout l'espace, et continuent leur lutte éternelle dans chaque atome de matière. Une petite guerre existait dans presque tous les comtés. Une ville fournissait des troupes au Parlement tandis que le manoir du pair voisin recevait garnison au nom du roi. Les combattants étaient peu disposés à s'éloigner de leurs foyers. Il était réservé à Fairfax et à Cromwell de mettre un terme à cette guerre décousue, en transportant successivement des forces supérieures contre tous les fragments épars du parti du roi.

C'est un fait à remarquer que les officiers qui avaient étudié la tactique dans les écoles les plus célèbres, sous les ordres de Vere dans les Pays-Bas, ou de Gustave-Adolphe en Allemagne, montrèrent infiniment moins d'habileté que les commandants qui avaient passé leur vie dans des occupations pacifiques, et n'avaient même, jusqu'au moment où la guerre civile éclata, jamais vu une escarmouche. Un ignorant pourrait, à cette occasion, être tenté de soupçonner que l'art militaire n'est pas un bien profond mystère, et que le coup d'œil rapide, la tête froide et le cœur ferme, contribuent bien plus à faire un bon général que tous les diagrammes de Jomini. Ce qu'il y a de certain, c'est que Hampden se trouva un meilleur militaire qu'Essex, et que Cromwell fit de plus grandes choses que Leslie.

Les fautes militaires d'Essex provinrent probable-

ment en grande partie de sa timidité politique. Il était sincèrement attaché à la cause du Parlement, mais sans ardeur, et après une grande défaite, il ne craignait rien tant qu'une grande victoire. Hampden, au contraire, voulait des mesures vigoureuses et décisives. Quand il tira l'épée, comme l'a bien dit Clarendon, il jeta le fourreau. Il avait prouvé qu'il savait, mieux que tout autre homme public de son temps, le cas qu'il fallait faire de la modération et comment on pouvait la pratiquer. Mais il savait que l'essence de la guerre est la violence, et que la modération à la guerre est de la faiblesse. Plusieurs fois, surtout pendant les opérations dans le voisinage de Brentford, il fit de sérieuses représentations au comte d'Essex. Quand il commandait un corps séparé, la hardiesse et la rapidité de ses mouvements présentaient un contraste frappant avec l'indolence de son supérieur.

Il possédait dans le Parlement une influence illimitée. Denham a décrit ses occupations à la fin de 1642 en quelques vers qui, avec l'intention d'être ironiques, confèrent en réalité à Hampden le plus grand éloge. Il le représente dans cette satire comme allant et venant constamment du quartier général de l'armée à Windsor, à la Chambre des communes, à Westminster, comme intimidant le général, et dictant des lois au Parlement qui ne connaissait point d'autre loi que son avis. Ce fut à cette époque qu'il organisa cette célèbre association des comtés à laquelle surtout son parti dut la victoire qu'il remporta sur le roi.

Au commencement de l'année 1643, les comtés des environs de Londres, dévoués à la cause du Parlement, étaient sans cesse harcelés par le prince Robert et sa cavalerie. Le comte d'Essex avait étendu si loin ses lignes

de défense que presque tous les points restaient vulnérables. Le jeune prince, sans être un grand général, était un chef de partisans actif et entreprenant, et il lui arrivait souvent de surprendre de petits corps, de brûler des villages, d'enlever des bestiaux et d'être rentré dans Oxford avant qu'on eût pu rassembler contre lui des forces suffisantes.

Les troupes blâmaient tout haut la lenteur des mouvements du comte d'Essex. Tous les hommes ardents et hardis du parti du Parlement désiraient vivement de voir Hampden à leur tête. Si sa vie eût été plus longue, il y a toute raison de croire qu'on lui aurait confié le commandement en chef. Mais Dieu avait décidé que dans cette conjoncture, l'Angleterre perdrait le seul homme qui unît un désintéressement complet à des facultés éminentes, le seul homme qui, en étant capable de remporter la victoire, fût incapable d'en abuser.

Dans la soirée du 27 juin, le prince Robert sortit d'Oxford à la tête de sa cavalerie pour une expédition de pillage. Le jour suivant, à trois heures du matin, il attaqua et dispersa quelques soldats du Parlement qui occupaient Postcombe. Il vola de là à Chinnor, brûla le village, tua ou prit les escadrons qui y avaient établi leurs quartiers, et se prépara à reprendre en toute hâte la route d'Oxford avec son butin et ses prisonniers.

Hampden, le jour précédent, avait énergiquement représenté au comte d'Essex le danger que courait cette partie de ses lignes. Dès qu'il apprit l'excursion du prince Robert, il envoya un homme à cheval, porter un message au général. Les Cavaliers, disait-il, ne pouvaient revenir que par le pont de Chiselhampton. Il fallait dépêcher immédiatement des forces dans cette direction

pour leur intercepter le chemin. Cependant, il résolut de partir, avec toute la cavalerie qu'il pourrait réunir, dans le but de gêner la marche de l'ennemi jusqu'à ce que le comte d'Essex pût prendre ses mesures pour lui couper la retraite. Un corps considérable de dragons et d'hommes à cheval s'offrit pour le suivre. Il n'était pas leur chef; il n'appartenait même pas à leur service; mais il n'était, dit lord Clarendon, « inférieur qu'au général lui-même dans l'opinion et l'obéissance de tous les soldats. » Il rencontra le prince Robert dans la plaine de Chalgrave. Une vive escarmouche s'engagea; à la première charge Hampden reçut deux balles qui lui brisèrent l'épaule et se logèrent dans son corps. Les troupes du Parlement perdirent courage et plièrent. Le prince Robert, après les avoir poursuivies quelque temps, se hâta de passer le pont, et effectua sans difficulté sa retraite sur Oxford.

Hampden, la tête penchée et les mains appuyées sur le cou de son cheval, quitta avec peine le champ de bataille. La maison qu'avait habitée son beau-père et d'où il avait emmené sa femme dans sa jeunesse était en vue. Une tradition touchante existe encore; on dit qu'il regarda un moment cette maison chérie et fit un effort pour y aller mourir; mais l'ennemi se trouvait dans cette direction. Il tourna son cheval du côté de Thame, et y arriva prêt à s'évanouir de souffrance. Les chirurgiens pansèrent ses blessures; mais il n'y avait point d'espoir. Les douleurs qu'il endurait étaient horribles; il les supportait avec une fermeté et une résignation admirables. Sa première pensée fut pour son pays. Il écrivit de son lit à Londres plusieurs lettres sur les affaires publiques, et envoya un dernier et pressant message au quartier gé-

néral pour recommander de concentrer les forces dispersées. Quand ses devoirs publics furent accomplis, il se prépara tranquillement à mourir. Il fut assisté par un pasteur de l'église anglicane avec lequel il vivait dans des habitudes d'intimité, et par le chapelain des *Habits verts*, volontaires du comté de Buckingham, le docteur Spurton, que Baxter appelle un excellent et célèbre ministre de Dieu.

Peu de moments avant sa mort, Hampden reçut la communion. Il déclara que, tout en ayant peu de goût pour le gouvernement de l'église anglicane, il s'accordait avec cette église sur toutes les questions essentielles de doctrine. Ses facultés restèrent entières. Il touchait à sa fin, et on l'entendait prier à voix basse pour lui-même et pour la cause au nom de laquelle il mourait : « Seigneur Jésus, s'écriait-il dans les derniers moments de son agonie, reçois mon âme. O Seigneur, sauve mon pays. Seigneur, sois miséricordieux envers..... » et cette âme héroïque s'envola avec cette prière interrompue.

Il fut enterré dans l'église de la paroisse de Hampden. Ses soldats, la tête nue, la crosse en l'air, les tambours et les drapeaux enveloppés de crêpe, accompagnèrent son corps jusqu'au tombeau, en chantant pendant leur marche le psaume sublime et mélancolique qui fait ressortir le contraste entre la fragilité de la vie humaine et l'immutabilité de celui pour qui mille ans sont comme le jour d'hier qui est passé. ou comme une veille dans la nuit.

La nouvelle de la mort de Hampden produisit dans son parti une aussi grande consternation, dit Clarendon, que si toute l'armée avait succombé. Les journaux du temps prouvent amplement que le Parlement et tous

ses adhérents furent remplis de douleur et de détresse. Lord Nugent a cité un remarquable passage du numéro du *Nouvelliste*, de la semaine qui suivit la mort de Hampden : « La perte du colonel Hampden va au cœur de tous ceux qui aiment le bien du roi et du pays, et bien des gens éprouvent peu de plaisir d'être à l'armée maintenant qu'il n'y est plus. Dans tous les siècles à venir, la mémoire de ce colonel défunt sera tenue de plus en plus en honneur et estime ; c'était un homme si religieux, de tant de prudence, de jugement, de modération, de valeur et d'intégrité, qu'il laisse après lui peu d'hommes qui lui ressemblent. »

Hampden ne laissa à vrai dire après lui personne qui lui ressemblât. Il restait encore à la vérité dans son parti bien des esprits sagaces, bien des langues éloquentes, bien des cœurs honnêtes et braves. Il restait encore un soldat rude et grossier, à demi fanatique et à demi bouffon, dont les facultés, qui n'avaient encore été pressenties que par un seul regard pénétrant, étaient en état d'accomplir les devoirs les plus élevés du général et du prince. Mais Hampden, et Hampden seul, réunissait toutes les qualités nécessaires dans une pareille crise pour sauver l'État, la valeur et l'énergie de Cromwell, le discernement et l'éloquence de Vane, l'humanité et la modération de Manchester, l'inflexible intégrité de Hale, et l'ardent amour de la patrie de Sydney. D'autres pouvaient posséder les qualités nécessaires pour sauver dans une crise périlleuse le parti populaire ; lui seul avait à la fois le pouvoir et la volonté de le contenir dans ses excès au jour du triomphe. D'autres pouvaient vaincre, lui seul pouvait réconcilier. Un cœur aussi hardi que le sien conduisait les cuirassiers qui changèrent le sort du

combat à Marston-Moor ; un œil aussi exercé que le sien aperçut l'armée écossaise descendant des hauteurs au-dessus de Dunbar; mais lorsque la lutte terrible des sectes et des factions ambitieuses de pouvoir et altérées de vengeance succéda à la tyrannie morose de Laud et de Charles, lorsque les vices et l'ignorance qu'avait engendrés l'ancienne tyrannie menacèrent de détruire la nouvelle liberté, ce fut alors que l'Angleterre s'aperçut qu'elle était privée de cette prudence, de cet empire sur soi-même, de cette parfaite justesse de jugement, de cette parfaite droiture d'intention que possédait Hampden, caractère qui n'a point eu de pareil dans l'histoire des révolutions, ou qui n'a son pareil que dans Washington seul.

SIR WILLIAM TEMPLE

— ÉCRIT EN OCTOBRE 1838. —

Mémoires sur la vie, les œuvres et la correspondance de sir William Temple; par le très-honorable Thomas Peregrine-Courtenay. 2 vol. in-8. Londres, 1836.

M. Courtenay est depuis longtemps bien connu des hommes politiques comme un homme public actif et utile, et comme un membre du Parlement intègre et conséquent. Il a été l'un des membres les plus modérés et en même temps les moins souples du parti conservateur. Sa conduite même, sur quelques questions, s'est tellement rapprochée de celle des whigs que ceux qui y ont applaudi et ceux qui l'ont blâmée ont élevé quelque doute sur ses droits à être regardé comme un tory. Mais il a conservé son torysme, quel qu'il soit, à travers tous les changements de mode et de fortune, et il s'est enfin retiré de la vie publique ne laissant derrière lui, à ce que nous croyons, point d'ennemi personnel, et emportant avec lui le respect et le bon vouloir de bien des gens dont les opinions diffèrent essentiellement des siennes.

Ce livre, fruit des loisirs de M. Courtenay, est précédé d'une préface dans laquelle il nous dit que les se-

cours qui lui ont été donnés de divers côtés, lui « ont appris combien la littérature est supérieure à la politique pour développer les sentiments bienveillants, et contribuer aux agréments de la vie. » Nous sommes enchanté que M. Courtenay soit satisfait de ses nouvelles occupations, et nous le félicitons sincèrement d'avoir été amené par les événements à faire un échange que, tout avantageux qu'il soit, peu de gens font sans y être contraints. Il a peu de raisons, à notre avis, de porter envie à ceux qui sont encore engagés dans une carrière où tout ce qu'ils peuvent espérer, après avoir renoncé aux études libérales et aux plaisirs de la société, après avoir passé leurs nuits sans sommeil et leurs étés sans apercevoir une seule fois les beautés de la nature, c'est d'arriver à cet esclavage laborieux, irritant, et surveillé de près, qu'on appelle par dérision le pouvoir.

Les volumes qui sont devant nous ont droit à tous les éloges que méritent les recherches, le soin, le bon sens et l'impartialité; ces qualités suffisent pour rendre un livre estimable; elles ne suffisent pas complétement à le faire lire. M. Courtenay n'a pas suffisamment étudié l'art de choisir et de condenser ses matières. Il faut regarder encore, à ce qu'il nous semble, les renseignements qu'il nous fournit comme des matériaux bruts, infiniment utiles pour les manufacturiers, mais dont, sous leur forme actuelle, le consommateur oisif ne pourrait jouir. Pour abandonner la métaphore, nous craignons que cet ouvrage ne soit moins agréable à ceux qui lisent pour lire qu'à ceux qui lisent pour écrire.

Nous ne pouvons nous empêcher d'ajouter, bien que nous ayons une grande répugnance à nous quereller avec M. Courtenay à propos de la politique, que le livre

ne perdrait rien de sa valeur s'il contenait moins de remarques malveillantes contre les whigs du temps présent. Non-seulement ces passages ne sont pas à leur place dans un livre d'histoire, mais quelques-uns sont tels au fond qu'ils conviendraient infiniment mieux à l'éditeur d'un journal de troisième ordre qu'à un homme doué des facultés et de l'instruction de M. Courtenay. Par exemple, il nous cite, comme une circonstance remarquable, familière à ceux qui savent l'histoire, mais que les nouveaux whigs passent sous silence, ce fait que les politiques libéraux du dix-septième siècle n'étendaient jamais leur libéralité aux Irlandais proprement dits, non plus qu'à ceux qui pratiquaient l'ancienne religion. » Quel est l'écolier de quatorze ans qui ignore cette remarquable inconstance? Quel est le whig, nouveau ou ancien, qui ait jamais été assez idiot pour croire qu'on pût la passer sous silence? Nous pourrions tout aussi bien dire que c'est une circonstance remarquable, familière à tous ceux qui savent l'histoire, mais soigneusement passée sous silence par l'église anglicane, qu'au quinzième siècle, l'Angleterre était en communion avec Rome. Nous serions bien tentés de faire quelques remarques sur un autre passage qui paraît être la péroraison d'un discours destiné à être prononcé contre le bill de réforme, mais nous nous abstenons.

Nous ne sommes pas bien sûrs qu'on trouve que la mémoire de sir William Temple doive beaucoup aux recherches de M. Courtenay. Temple est l'un de ces hommes que le monde est convenu de louer hautement sans en savoir grand'chose, et qui par conséquent ont plus de chances de perdre que de gagner à un examen minutieux. Cependant il n'est pas sans prétentions légi-

times à la place la plus honorable parmi les hommes d'État de son temps. Quelques-uns d'entre eux possédaient des facultés égales ou supérieures aux siennes, mais ils n'avaient pas bonne renommée en fait d'honnêteté. On peut citer quelques noms connus pour un patriotisme plus pur, plus élevé et plus désintéressé que le sien, mais c'étaient des hommes dépourvus de talents éminents. Moralement, il valait mieux que lord Shaftesbury; intellectuellement il était supérieur à lord Russell.

Dire d'un homme qu'il a occupé une position élevée dans un temps de mauvais gouvernement, de corruption, de luttes civiles et religieuses, et que pourtant il n'a contracté aucune souillure fâcheuse, qu'il n'a eu de part à aucun grand crime, qu'il a conquis l'estime d'une cour débauchée et d'un peuple turbulent, sans servilité honteuse envers l'une ni envers l'autre, dire tout cela, c'est accorder un grand éloge, et on peut dire tout cela avec vérité de sir William Temple.

Cependant Temple ne nous plaît pas. Les traits les plus remarquables de son caractère nous semblent être une humeur naturellement assez difficile, mais soigneusement réprimée, une préoccupation constante des convenances, une prudence rare à jouer ce jeu mélangé d'habileté et de hasard qu'on appelle la vie humaine, et une disposition à se contenter de gains faibles mais sûrs, plutôt qu'à continuer de doubler l'enjeu. Cette sorte de modération, lorsqu'elle est unie, comme chez sir William Temple, à des facultés très-distinguées, se distingue à peine de l'intégrité la plus pure et la plus élevée, et peut pourtant s'accorder à merveille avec des principes relâchés, un cœur froid, et l'égoïsme le plus absolu. Nous craignons que Temple n'ait pas possédé assez de chaleur

et d'élévation dans les sentiments pour mériter le nom d'homme vertueux. Il ne trahit ni n'opprima son pays, il lui rendit même de grands services, mais sans rien risquer pour lui. Aucune tentation offerte par le roi ou par l'opposition ne put le décider à se mettre en avant pour soutenir des mesures arbitraires ou factieuses; mais il prit grand soin de ne blesser personne par une énergique opposition à de telles mesures. Il n'attira jamais sur lui les regards du public, excepté dans des conjonctures où il était presque certain de gagner et où il ne pouvait rien perdre, dans des conjonctures où l'intérêt de l'État, les vues de la couronne et les passions de la multitude semblaient pour un moment d'accord. En profitant plusieurs fois judicieusement de ces rares moments, il parvint à se faire une grande réputation de sagesse et de patriotisme. Quand la crise favorable était passée, il ne hasardait jamais la réputation qu'il avait acquise. Il évita les grandes charges de l'État avec des précautions presque pusillanimes, et se renferma dans certains départements particuliers et tranquilles, où il pouvait jouir d'avantages modestes, mais assurés, sans exciter l'envie. Si la situation du pays devenait telle qu'il fût impossible de prendre part sans danger aux affaires publiques, il se retirait dans sa bibliothèque et dans son verger, et tandis que la nation gémissait sous le poids de l'oppression ou retentissait du tumulte et du bruit des guerres civiles, Temple s'amusait à écrire ses mémoires ou à tailler ses abricotiers. Sa carrière politique a eu quelque ressemblance avec la carrière militaire de Louis XIV. Dans la crainte de compromettre sa dignité royale, Louis ne se rendait jamais à un siége que les plus habiles officiers de son armée ne lui eussent

assuré que rien ne pouvait empêcher la place de succomber; quand il était bien convaincu de ce fait, le monarque, revêtu de son casque et de sa cuirasse, paraissait sous les tentes, tenait des conseils de guerre, dictait la capitulation, recevait les clefs, puis retournait à Versailles pour entendre dire à ses flatteurs que Turenne avait été battu à Marienthal, que Condé avait été obligé de lever le siége d'Arras, et que le seul général dont aucun échec ne fût venu obscurcir la gloire était Louis le Grand. Cependant Condé et Turenne passeront toujours pour des capitaines d'un tout autre ordre que l'invincible Louis, et nous devons avouer que bien des hommes d'État qui ont commis de grandes fautes nous paraissent mériter plus d'estime que l'infaillible Temple; car, à vrai dire, il faut attribuer principalement son infaillibilité à son extrême crainte de la responsabilité et à sa résolution de laisser son pays dans l'embarras plutôt que de courir la chance de se trouver lui-même dans l'embarras. Il semble avoir redouté le danger, et il faut convenir que les dangers auxquels était exposé un homme public dans ces temps de lutte entre la tyrannie et la sédition étaient du genre le plus grave. Il ne pouvait supporter les incommodités matérielles ou morales. Ses lamentations sont plaisantes lorsque, dans le cours de ses voyages diplomatiques, il est quelque peu contrarié et obligé, comme on le dit vulgairement, de vivre à la dure. Il parle d'une course à cheval d'un jour ou deux par une mauvaise route de Westphalie, d'une nuit passée sur la paille, d'un voyage d'hiver pendant que la neige couvrait la terre, comme s'il eût fait une expédition au pôle Nord ou à la recherche des sources du Nil. Cette espèce de mollesse de valétudinaire, ces habitudes de

douilletterie se retrouvent partout dans sa conduite. Il aimait la renommée, mais non comme l'aiment les âmes généreuses et élevées ; il l'aimait comme un but, point comme un moyen ; comme un luxe personnel, point comme un instrument pour servir les autres. Il la recueillait et la conservait avec une économie timide et étroite, et ne risquait jamais son trésor dans aucune entreprise, quelque vertueuse et utile qu'elle fût, s'il y avait chance d'en perdre la moindre parcelle. Il n'est pas étonnant qu'un tel homme ait commis peu ou point d'actions dignes d'un blâme positif ; mais on pourrait avec justice demander infiniment plus à un homme doué de tant de facultés et placé dans une telle situation. Si sir William Temple avait dû comparaître devant le tribunal de l'enfer du Dante, il n'aurait pas été condamné aux cercles inférieurs de l'abîme ; il n'aurait pas été bouilli avec Dundee dans l'étang rouge de Bulecaine ou précipité avec Danby dans la poix fondue de Malebolge, ou gelé avec Churchill dans les éternelles glaces de Giudecca ; mais il aurait peut-être été placé dans le sombre vestibule, à côté de l'ombre de ce pontife sans gloire

Che fece per viltate il gran rifiuto.

Il va sans dire qu'on n'est pas obligé à être politique pas plus qu'à être soldat, et qu'il y a des manières parfaitement honorables de quitter la vie politique ou la profession des armes ; mais ni dans l'une ni dans l'autre carrière, il n'est permis à personne de jouir de tous les avantages et de laisser de côté tous les désagréments. Un homme qui ne fait partie de l'armée qu'en temps de paix, qui paraît aux revues de Hyde Park, qui escorte le souverain avec la plus grande valeur et la plus parfaite

fidélité de Buckingham Palace à la Chambre des lords, et qui se retire dès qu'il prévoit la possibilité d'être envoyé en expédition, passe à juste titre pour un homme déshonoré. Une part du blâme qu'on doit à ce soldat de parade peut retomber avec justice sur le simple politique de parade qui recule devant des devoirs dès que ces devoirs deviennent difficiles ou désagréables, c'est-à-dire dès qu'il importe spécialement qu'il les accomplisse résolûment.

Mais bien que nous soyons fort loin de regarder Temple comme un homme d'État parfait, bien que nous le placions au-dessous de beaucoup d'hommes d'État qui ont commis de très-grandes fautes, cependant nous ne pouvons nier qu'en le comparant avec ses contemporains il ne nous apparaisse sous un jour très-favorable. La réaction qui suivit la victoire du parti populaire sur Charles I[er] avait eu de malheureux effets sur le caractère national, et ces effets se manifestaient surtout parmi les classes et dans les lieux qui avaient été le plus agités par la révolution à peine close. Le mal était plus grand à Londres que dans le pays, plus grand surtout dans le monde officiel et parmi les courtisans. De ce qu'il y avait eu de bon et d'élevé chez les Cavaliers et les Têtes rondes de 1642, presque tout ce qui restait se trouvait dans la classe moyenne. Les principes et les sentiments qui avaient inspiré la grande remontrance étaient encore profondément enracinés chez les énergiques cultivateurs et chez les négociants honnêtes et craignant Dieu. L'esprit du comte de Derby et de lord Capel vivait encore dans bien des manoirs retirés ; mais parmi les chefs politiques qui, au moment de la restauration, étaient jeunes encore ou dans la vigueur de l'âge mûr, il n'y avait

ni un Southampton, ni un Vane, ni un Falkland, ni un Hampden. On ne retrouvait guère, parmi les courtisans qui s'élevaient, la fidélité pure, ardente et constante qui, sous le règne précédent, était restée debout sur des champs de bataille meurtriers, dans les greniers et les mansardes de la terre étrangère, et à la barre de la haute Cour de justice. Les nouveaux chefs des partis ne pouvaient pas davantage, peut-être moins encore pouvaient-ils prétendre aux grandes qualités des hommes d'État qui avaient été à la tête du long Parlement. Hampden, Pym, Vane, Cromwell, se distinguent des plus habiles politiques de la génération suivante par les grands traits qui distinguent les hommes qui font les révolutions de ceux que font les révolutions. L'homme qui dirige un grand changement, qui arrache un État au repos et renverse un système fortement enraciné, celui-là peut être un homme très-corrompu, mais il ne peut guère être dépourvu de certaines qualités morales qui obligent ses ennemis eux-mêmes à l'admirer contre leur gré, la fixité dans les desseins, la force de la volonté, l'enthousiasme qui n'est ni moins ardent, ni moins persévérant parce qu'il est quelquefois caché sous un calme apparent, et qui triomphe de la force des circonstances et de l'opposition des esprits auxquels le mouvement répugne. On retrouve ces qualités, diversement combinées avec des vertus et des vices de toute espèce, chez presque tous les auteurs des grands mouvements politiques ou religieux, chez César, chez Mahomet, chez Hildebrand, chez saint Dominique, chez Luther, chez Robespierre, et ces qualités existaient amplement dans les chefs du parti qui lutta contre Charles Ier. Le caractère des hommes qui se forment au milieu de la confusion qui suit

une grande révolution est en général fort différent. Les savants naturalistes nous disent que la chaleur produit la raréfaction de l'air, et que la raréfaction de l'air produit le froid. De même, le zèle produit les révolutions, et les révolutions produisent des hommes qui n'ont de zèle pour rien. Les politiques dont nous parlons, quels que puissent être leur capacité ou leur courage naturel, se font presque toujours remarquer par une légèreté et une inconstance particulières, par une façon indolente et apathique d'envisager les questions les plus sérieuses, par une disposition à abandonner la direction de leur conduite à la fortune et à l'opinion populaire, par l'idée qu'une cause publique est à peu près aussi bonne qu'une autre, et par une ferme conviction qu'il vaut mieux être à la solde de la plus mauvaise cause que martyrisé pour la meilleure.

Tels furent le caractère et la physionomie des hommes d'État anglais de la génération qui suivit la révolution. Ils n'avaient ni l'enthousiasme des Cavaliers ni l'enthousiasme des républicains. Ils avaient secoué de bonne heure l'empire des anciens usages et des anciens sentiments, mais sans concevoir aucune grande passion pour les innovations. Habitués à voir toutes les anciennes puissances trembler, puis tomber et rester en ruines autour d'eux, habitués à vivre sous une série de constitutions dont la durée moyenne ne dépassait pas un an, ils n'avaient point de respect religieux pour la prescription et ne comprenaient pas cette disposition d'esprit qu'engendre naturellement la contemplation constante d'une antiquité qui se perd dans la nuit des temps et d'une stabilité inébranlable. Habitués, d'autre part, à voir tous les changements salués l'un après l'autre par des espé-

rances empressées pour finir par le désappointement, témoins de la honte et de la confusion qui avaient tant de fois succédé aux promesses et aux prédictions extravagantes de novateurs téméraires et fanatiques, ils avaient appris à considérer avec mépris et défiance les empressements de l'esprit public comme les projets de réforme. Ils tenaient parfois le langage de sujets dévoués, parfois celui d'hommes ardemment dévoués à leur patrie ; mais leur conviction secrète était, à ce qu'il semble, que la fidélité était une grande illusion et le patriotisme une autre illusion. S'ils éprouvaient véritablement quelque prédilection pour le côté monarchique ou pour le côté populaire de la constitution, pour l'épiscopat ou pour l'Église presbytérienne, ces prédilections étaient faibles et languissantes, et, bien loin de surmonter, comme du temps de leurs pères, la crainte de l'exil, de la confiscation ou de la mort, elles étaient rarement assez fortes pour résister au plus léger mouvement d'ambition ou de terreur égoïste. Le goût pour l'Église presbytérienne de lord Lauderdale, et le républicanisme spéculatif de Halifax étaient de cette espèce. Le sentiment de l'honneur politique semblait éteint. Aux yeux de l'espèce humaine en général, la pierre de touche de l'intégrité d'un homme public est sa fidélité à ses principes. Ce criterium, bien que fort insuffisant, est peut-être le meilleur que puissent appliquer tous ceux qui ne peuvent observer ni de très-près ni avec beaucoup de sagacité, et il permet sans aucun doute au peuple de se former une idée du caractère des grands qui, à tout prendre, approche de l'exactitude. Mais pendant la dernière partie du dix-septième siècle, l'inconséquence politique avait cessé d'être tenue pour honteuse, et on ne la reprochait pas

plus aux hommes qu'on ne leur reproche à Tombouctou d'être noirs. Personne n'avait honte d'avouer ce qu'il faisait en commun avec la nation toute entière. Dans le court espace de sept années, le pouvoir suprême avait été dans les mains du long Parlement, d'un conseil d'officiers, du parlement Barebone, d'un second conseil d'officiers, d'un protecteur suivant la *Constitution*, d'un protecteur suivant l'*Humble pétition et avis* du long Parlement pour la seconde fois, d'un troisième conseil d'officiers, de la Convention, et enfin du roi. Dans un temps pareil, la fidélité est si incommode à celui qui la professe, et à tous ses proches, qu'elle cesse d'être regardée comme une vertu et passe pour un entêtement indomptable ou pour un scrupule absurde; à la vérité, dans un temps pareil, un bon citoyen peut être obligé par ses devoirs de servir une série de gouvernements divers; Blake l'a fait comme militaire, Hale l'a fait comme juge, et la conduite de tous les deux a reçu l'approbation de la postérité. Mais il est évident que lorsque l'inconséquence dans les grandes affaires politiques a cessé d'être un déshonneur, il n'est pas probable que l'inconséquence dans des affaires moins graves soit regardée comme peu honorable. Dans un pays où tant d'honnêtes gens avaient soutenu en quelques mois le gouvernement du Protecteur, celui du Parlement Croupion et celui du roi, il n'était pas probable qu'on eût grand'honte de quitter son parti pour obtenir une place ou de voter pour une loi à laquelle on s'était opposé.

Les hommes publics des temps qui suivirent la Restauration n'étaient assurément pas dépourvus de courage ni de talent, et certaines facultés semblent avoir été développées parmi eux à un degré remarquable, nous

pourrions presque dire à un degré maladif et peu naturel. Théramène dans l'antiquité et M. de Talleyrand de notre temps, n'avaient pas une perception plus fine de toutes les nuances des caractères et de tous les symptômes d'un changement prochain dans le pays ou dans le pouvoir que n'eurent à cette époque certains de nos compatriotes. Leur talent pour lire des choses d'une grande importance dans des indications invisibles ou sans signification pour d'autres gens ressemblait à de la magie. Mais ils étaient tous sous le poids de la malédiction lancée contre Ruben : « Inconstant comme l'eau, tu n'auras point la prééminence. »

Ce caractère distinctif de cette époque comporte des modifications innombrables suivant les variétés innombrables d'intelligence et de tempérament auxquelles il se trouvait uni. Des hommes d'un esprit inquiet et d'une ambition violente suivaient une marche étrangement déréglée, passaient rapidement d'un extrême à l'autre, servaient et trahissaient tour à tour tous les partis, montraient alternativement leurs fronts sans pudeur à l'avant-garde des administrations les plus corrompues et des oppositions les plus factieuses, étaient initiés aux mystères les plus coupables, d'abord de la Cabale, puis du complot de Rye House, changeaient de religion pour gagner la faveur de leur souverain, au moment où ils travaillaient secrètement à le renverser, se confessaient à des Jésuites en ayant dans leur poche des lettres en chiffres du prince d'Orange, correspondaient avec la Haye pendant qu'ils occupaient des places dans le gouvernement du roi Jacques, et commençaient à correspondre avec la cour de Saint-Germain dès qu'ils avaient baisé les mains au roi Guillaume après être entrés à son ser-

vice. Temple n'était point de ces hommes-là. Il n'était pas dépourvu d'ambition; mais son âme n'était pas de celles que l'ambition non satisfaite condamne par anticipation aux tortures de l'enfer, et qu'elle dévore comme le ver qui ne meurt point et comme le feu qui ne s'éteint point. Il avait pour principe de s'assurer le bien-être et la sécurité, et de laisser venir la grandeur, si telle était sa fantaisie; la grandeur vint; il en jouit, mais dès qu'il ne put plus en jouir sans danger et sans ennui, il la laissa aller sans résistance. Il n'était pas exempt, croyons-nous, de l'immorale politique qui régnait alors; son âme avait subi la contagion; mais il l'avait subie *ad modum recipientis,* sous une forme si douce qu'un juge peu sagace eût pu se demander si c'était bien là la peste terrible qui dévastait le pays. La maladie se ressentait de la langueur naturelle au malade. La corruption générale, mitigée par son tempérament calme et peu aventureux, se manifestait par des omissions, par des abandons, non par des crimes proprement dits, et sa mollesse parfois timide et égoïste devient honorable quand on la compare à l'activité incessante, malveillante et perfide de Shaftesbury et de Sunderland.

Sir William Temple appartenait à une famille qui, bien qu'elle fût honorable et ancienne, n'avait, avant lui, presque jamais joué de rôle dans notre histoire, mais qui a produit, longtemps après lui, tant d'hommes éminents, et formé tant d'alliances éclatantes qu'elle a régulièrement et constitutionnellement exercé dans l'État une influence à peine inférieure à celle que, dans des temps bien différents et par des procédés bien différents, les Néville avaient acquise en Angleterre et les Douglas en Écosse. Pendant les dernières années du règne de

George II et tout le règne de George III, des membres de cette puissante et nombreuse famille furent presque constamment à la tête, soit du gouvernement, soit de l'opposition. Dans certains moments, le *cousinage*, comme on l'avait surnommé, eût pu à lui seul fournir presque tous les matériaux nécessaires pour la formation d'un cabinet complet. En cinquante ans, trois premiers lords de la trésorerie, trois secrétaires d'État, deux gardes du sceau privé et quatre premiers lords de l'amirauté furent choisis parmi les fils et les petits-fils de la comtesse Temple.

Telle a été a brillante destinée de la branche aînée de la famille Temple, continuée par les femmes. William Temple, le premier de sa race qui soit parvenu à un grand renom historique, appartenait à une branche cadette. Son père, sir John Temple, était maître des rôles en Irlande, et se distingua, parmi les conseillers privés de ce royaume, par le zèle avec lequel il soutint la cause populaire au début de la lutte entre la couronne et le Long Parlement. Il fut arrêté par ordre du duc d'Ormond, mais il recouvra la liberté grâce à un échange, se rendit en Angleterre et siégea dans la chambre des communes au nom du bourg de Chichester. Il s'attacha au parti presbytérien, et fut l'un de ces membres modérés qui, à la fin de l'année 1648, votèrent pour un traité avec le roi Charles sur les bases que le prince avait lui-même acceptées, et qui furent en conséquence mis à la porte de la Chambre, sans beaucoup de cérémonie, par le colonel Pride. Sir John semble pourtant avoir fait sa paix avec les Indépendants victorieux, car il reprit ses fonctions en Irlande en 1653.

Sir John Temple avait épousé une sœur du célèbre

Henri Hammond, théologien pieux et savant, qui embrassa le parti du roi avec un zèle éclatant pendant la guerre civile, et fut dépouillé de ses fonctions ecclésiastiques après la victoire du Parlement. En considération de la perte que subit alors Hammond, il a l'honneur d'être désigné, dans le jargon de cette nouvelle race de sectaires issus d'Oxford qui combinèrent les plus mauvaises qualités des jésuites avec les plus mauvaises qualités des orangistes, sous le titre de Hammond, presbyter, docteur et confesseur.

William Temple, fils aîné de sir John, naquit à Londres, en 1628. Il reçut sa première éducation chez son oncle maternel, fut envoyé ensuite en pension à Bishop-Stortford, et à dix-sept ans il commença de résider au collége d'Emmanuel à Cambridge, où il avait pour répétiteur le célèbre Cudworth. Le temps n'était pas propre à l'étude. La guerre civile troublait même les tranquilles cloîtres et les boulingrins de Cambridge, produisait de violentes révolutions dans le gouvernement et la discipline des colléges, et bouleversait l'esprit des étudiants. Temple oublia à Emmanuel-College le peu de grec qu'il avait apporté de Bishop-Stortford, et ne répara jamais cette perte ; circonstance qui ne vaudrait pas la peine d'être remarquée sans ce fait presque incroyable que cinquante ans après il fut assez fou pour opposer son autorité à celle de Bentley sur des questions d'histoire et de philologie grecque. Il ne fit point de progrès ni dans la vieille philosophie qui subsistait encore dans les écoles de Cambridge, ni dans la nouvelle philosophie dont lord Bacon était le fondateur. Jusqu'à la fin de sa vie, Temple continua de parler de la première avec une ignorante admiration et de la seconde avec un mépris aussi ignorant.

Après avoir passé deux ans à Cambridge, il partit sans passer aucun examen, et commenca à voyager. C'était alors, à ce qu'il paraît, un jeune homme du monde, agréable, sans instruction solide, mais possédant tous les talents superficiels d'un homme bien élevé et propre à être admis dans toutes les sociétés polies. En politique, il faisait profession d'être un royaliste. Ses opinions sur les questions religieuses semblent avoir été ce qu'on pouvait attendre d'un jeune homme d'un esprit vif, qui avait reçu une éducation décousue, n'avait pas réfléchi sérieusement, avait été rebuté par l'austérité morose des puritains, et qui, assailli dès l'enfance par le tumulte de sectes ennemies, avait aisément pu apprendre à leur porter à toutes un mépris impartial.

Pendant qu'il faisait route vers la France, Temple rencontra le fils et la fille de sir Peter Osborne. Sir Peter gouvernait Guernesey au nom du roi, et ses enfants, comme leur père, étaient d'ardents partisans de la cause royale. Le père s'amusa, dans une auberge où ils s'étaient arrêtés dans l'île de Wight, à écrire sur la fenêtre son opinion concernant le parti en pouvoir. Cette preuve de mauvais vouloir les fit tous arrêter, et ils furent amenés devant le gouverneur. La sœur, se fiant à la douceur que les hommes bien élevés de tous les partis ne manquaient guère de montrer, même dans ces temps d'agitation, lorsqu'il s'agissait d'une femme, prit sur elle le crime et fut mise en liberté avec ses compagnons de voyage.

Cet incident, comme cela était naturel, fit une profonde impression sur Temple. Il n'avait que vingt ans. Dorothée Osborne avait vingt et un ans. On dit qu'elle était belle, et il reste bien des preuves qu'elle possédait amplement l'adresse, la vivacité et la tendresse

de son sexe. Temple devint bientôt son serviteur, comme on le disait dans ce temps-là, et elle lui rendit son affection. Mais des difficultés aussi grandes que celles qui ont jamais pu prolonger un roman jusqu'au cinquième volume firent obstacle à leurs vœux; au début de leur amour, le père du héros siégeait dans le Long Parlement, et le père de l'héroïne commandait à Guernesey pour le roi Charles. Même après la fin de la guerre, lorsque sir Peter Osborne retourna dans sa terre de Chicksands, l'avenir resta presque aussi sombre pour les amants. Sir John Temple avait en vue pour son fils un alliance plus avantageuse. Dorothée Osborne, de son côté, était assiégée par autant d'adorateurs qu'il en vint à Belmont sur la renommée de Portia. Le plus distingué de tous était Henri Cromwell. Dépourvu de la capacité, de l'énergie et de la magnanimité de son illustre père, dépourvu également des vertus douces et tranquilles de son frère aîné, ce jeune homme était peut-être en amour un rival plus formidable que ne l'eussent été son père ou son frère. Mrs. Hutchinson, exprimant les sentiments des gens graves et âgés, l'appelle « un fou insolent, un cavalier débauché et sans piété. » Ces expressions signifient probablement qu'il était de ceux qui, parmi les jeunes gens dissipés, passent pour des hommes du grand monde. Dorothée aimait les chiens d'une race plus grande et plus formidable que ceux qui dorment de nos jours près du feu sur le tapis, et Henri Cromwell lui promit de mettre en campagne les plus hauts fonctionnaires de Dublin pour lui procurer un beau lévrier d'Irlande. Il paraît qu'elle était flattée de ses attentions, bien que son père ne fût encore que Lord Général et non Protecteur. L'amour cependant triompha de l'ambition et

rien n'indique que la jeune personne se soit jamais repentie de sa décision, bien que, dans une lettre écrite précisément à l'époque où l'Angleterre toute entière retentissait de la violente dissolution du Long Parlement, elle n'ait pu s'empêcher de rappeler à William Temple, avec une vanité pardonnable, « qu'elle eût pu être une grande dame, si elle eût eu le bon sens d'accepter l'offre de Henri Cromwell. »

Ce n'était pas seulement l'influence des rivaux que Temple avait à redouter. Les parents de sa maîtresse avaient peu de goût pour lui, et parlaient de lui comme d'un aventurier sans principes, sans honneur et sans religion, prêt à rendre service à tous les partis, pourvu qu'il en obtînt de l'avancement. C'est là un portrait fort injuste du caractère de William Temple. Cependant un portrait, même dans les esprits les plus violents et les plus prévenus, conserve toujours quelques-uns des traits du modèle. Aucune caricature n'a jamais représenté M. Pitt sous la figure de Falstaff, ou M. Fox avec l'apparence d'un squelette; aucun pamphlétaire n'accusa Sheridan de parcimonie ou Marlborough de profusion. Il faut avouer que la disposition d'esprit que les panégyristes de Temple ont revêtue du beau nom d'indifférence philosophique, quelque naturelle qu'elle pût être chez un homme d'État âgé et plein d'expérience, avait assez mauvaise grâce chez un jeune homme, et pouvait aisément choquer une famille prête à combattre ou à subir le martyre pour son roi exilé et son église persécutée. La pauvre jeune fille souffrait beaucoup de ces accusations contre son amant; elle le défendait ardemment quand il n'était pas là, et lui adressait parfois des conseils bien tendres et bien inquiets, tout en l'assurant de la con-

fiance qu'elle portait à son honneur et sa vertu. Elle fut très-irritée un jour de la manière dont un de ses frères parlait de William Temple : « Nous avons parlé jusqu'à n'en pouvoir plus, » dit-elle ; « il m'a reniée, et moi, je l'ai défié. »

Pendant sept ans, Temple soutint cette difficile entreprise. Nous ne sommes pas bien au courant de ses mouvements durant ce temps. Il semble avoir mené une vie errante, tantôt sur le continent, tantôt en Irlande, tantôt à Londres. Il apprit le français et l'espagnol, et s'amusa à écrire des essais et des romans, occupation qui eut au moins l'avantage de former son style. L'échantillon de ces œuvres de jeunesse que publie M. Courtenay n'est point à dédaigner ; il y a même un fragment sur « le goût et l'antipathie » qui ne peut être écrit que par un homme habitué à réfléchir attentivement sur les opérations de son esprit, et qui rappelle les meilleurs passages de Montaigne.

Temple paraît avoir entretenu avec sa maîtresse une correspondance très-active. Ses lettres à lui sont perdues, mais celles de Dorothée ont été conservées, et on en trouve beaucoup dans l'ouvrage de M. Courtenay. Il exprime des doutes sur la question de savoir si ses lecteurs lui pardonneront d'en avoir inséré un si grand nombre. Nous voudrions bien qu'il y en eût le double. La correspondance diplomatique de ce temps-là ne présente pas souvent des lettres aussi dignes d'être lues. Il y a une pauvreté que répètent sans cesse les mauvais historiens, « la dignité de l'histoire ; » un écrivain est en possession de certaines anecdotes qui feraient ressortir d'une manière frappante les effets des spéculations du Mississipi sur les mœurs et la moralité des Parisiens ;

mais il supprime ces anecdotes parce qu'elles sont au-dessous de la dignité de l'histoire. Un autre historien serait bien tenté de rapporter des faits qui indiquent l'horrible état des prisons d'Angleterre, il y a deux cents ans ; mais il ne peut pas croire que les souffrances d'une douzaine de voleurs, enfermés ensemble comme des animaux dans un réduit de briques de quinze pieds carrés, soit un sujet qui convienne à la dignité de l'histoire. Par respect pour la dignité de l'histoire, un autre raconte le règne de George II sans dire un mot des prédications de Whitefield à Moorfields. Comment un écrivain qui peut parler de sénats, de congrès, de souverains, de pragmatiques sanctions, de ravelins, de contre-escarpes, et de batailles où dix mille hommes sont tués, pendant qu'on fait six mille prisonniers et qu'on prend cinquante drapeaux et quatre-vingts canons, pourrait-il s'abaisser à parler de la bourse, de Newgate, du théâtre, de l'église ?

La tragédie a sa dignité comme l'histoire, et tout le monde peut juger de ce que l'art tragique a dû à cette dignité en comparant les majestueux alexandrins que le seigneur Oreste et madame Andromaque emploient pour manifester leurs chagrins au bavardage du fou dans *Lear*, ou de la nourrice dans *Roméo et Juliette.*

Il est parfaitement vrai qu'un historien ne doit pas raconter des choses insignifiantes, et qu'il doit se borner aux faits importants ; mais beaucoup d'écrivains semblent n'avoir jamais pensé à ce qui fait l'importance historique d'un événement. Ils semblent ignorer que l'importance d'un fait, quand ce fait est considéré par rapport à ses effets immédiats, et l'importance du même fait, quand on le considère comme une partie des matériaux qui servent à édifier une science, sont deux choses

extrêmement différentes. La dose de bien ou de mal qu'occasionne un événement n'est pas nécessairement proportionnée à la dose de lumière que cet événement jette sur la façon dont le bien ou le mal peuvent se produire à l'avenir. Dans un sens, l'empoisonnement d'un empereur est un fait infiniment plus grave que l'empoisonnement d'un rat; mais l'empoisonnement d'un rat peut marquer une époque en chimie, tandis qu'un empereur peut être empoisonné par des moyens si ordinaires, et avec des symptômes si ordinaires que pas un journal scientifique ne rapporte le fait. Un procès où on se dispute cent mille livres sterling est, dans un certain sens, une affaire plus importante qu'un procès à propos de cinquante livres. Mais il ne s'en suit pas du tout que les savants jurisconsultes qui rapportent les décisions des cours de justice doivent donner un récit plus complet du procès où il s'agit de cent mille livres sterling que du procès à propos de cinquante livres. L'affaire qui met en question une somme considérable peut n'être importante que pour le plaignant et pour le défendeur du moment, tandis qu'une affaire qui met en question une petite somme peut établir quelque grand principe qui intéresse la moitié des familles du royaume. Il en est exactement de même pour le genre de sujets dont s'occupent les historiens. Pour un Athénien, au moment de la guerre du Péloponèse, le résultat de la bataille de Délium était infiniment plus important que le sort de la comédie des *Chevaliers*, d'Aristophane. Mais pour nous le fait de la représentation à Athènes de la comédie des *Chevaliers* est infiniment plus important que le fait de la déroute des phalanges athéniennes à Délium : ni l'un ni l'autre de ces événements n'a maintenant de valeur

intrinsèque; nous ne courons pas le danger d'être transpercés par les lances des Thébains; ce n'est pas de nous qu'on se moque dans les *Chevaliers*. L'importance des deux événements réside pour nous dans la valeur des vérités générales qu'ils nous enseignent. Quelle vérité générale pouvons-nous tirer des récits qui nous ont été conservés de la bataille de Délium? A peu près celle-ci, que lorsque deux armées combattent, il est probable que l'une des deux sera bien battue, vérité qu'il ne serait pas, je crois, fort difficile d'établir, quand bien même tout souvenir de la bataille de Délium aurait disparu parmi les hommes. Mais le lecteur qui fera connaissance avec la comédie des *Chevaliers* et avec l'histoire de cette comédie sentira tout d'un coup son esprit s'élargir. La société se présente à lui sous un aspect nouveau; il peut avoir beaucoup lu et beaucoup voyagé; il peut avoir visité tous les pays de l'Europe et les nations civilisées de l'Orient; il peut avoir observé les mœurs de nombreuses peuplades barbares; mais voici quelque chose de complétement différent de tout ce qu'il a vu, chez les peuples policés ou chez les sauvages; voici une nation qui diffère politiquement, intellectuellement, moralement, de toutes les autres nations dont il a pu se former une idée. C'est là véritablement la partie précieuse de l'histoire, le grain que certains vanneurs séparent soigneusement de la balle, pour recueillir la balle dans le grenier et jeter le grain au feu.

Telle étant notre manière de voir, nous sommes enchantés d'apprendre tant de choses sur les amours de sir William et de sa maîtresse; nous voudrions bien en apprendre davantage. Au dix-septième siècle, assurément, Louis XIV était un personnage infiniment plus im-

portant que la belle amie de Temple ; mais le temps et la mort nivellent tout. Ni le grand roi, ni la jeune beauté du comté de Bedford, ni le splendide paradis de Marly, ni la promenade favorite de madame Osborne, « par la prairie communale qui s'étendait tout près de la maison, et où bien des jeunes filles gardaient leurs moutons et leurs vaches, assises à l'ombre et chantant des ballades, » ne sont plus rien pour nous. Louis et Dorothée sont rentrés tous deux dans la poussière. Une manufacture pour filer le coton s'est élevée sur les ruines de Marly et les Osborne ont cessé d'habiter sous le vieux toit de Chicksands. Mais les lettres d'amour que M. Courtenay a publiées jettent tant de jour sur les questions pour lesquelles il vaut la peine d'étudier les événements passés, que nous achèterions bien volontiers des billets aussi intéressants au prix d'un poids dix fois plus considérable de papiers d'État pris au hasard. Il est assurément aussi utile pour nous de savoir comment les jeunes filles anglaises employaient leur temps il y a cent quatre-vingts ans, à quel point leur esprit était cultivé, quelles étaient leurs études favorites, de quel degré de liberté elles jouissaient, quel usage elles faisaient de cette liberté, quels étaient les talents qu'elles appréciaient le plus chez les hommes, et quelles preuves de tendresse leur délicatesse leur permettait d'accorder à leurs adorateurs favorisés, que de savoir à fond la question de la prise de la Franche-Comté ou le traité de Nimègue. Les relations mutuelles des deux sexes nous semblent au moins aussi importantes que les relations mutuelles de deux gouvernements, quels qu'ils soient, et une série de lettres écrites par une jeune fille vertueuse, aimable et sensée, et uniquement destinées à charmer les yeux de son

amant, ne peuvent guère manquer de jeter quelque jour sur les relations des deux sexes, tandis qu'on peut parfaitement, comme l'attesteront tous ceux qui ont fait quelques recherches historiques, lire ballot sur ballot de dépêches et de protocoles sans entrevoir le moindre rayon de lumière sur les relations des gouvernements.

M. Courtenay s'annonce comme l'un des dévoués serviteurs de Dorothée Osborne, et il exprime l'espoir que la publication de ses lettres lui vaudra de nouveaux adorateurs. Je déclare que je suis son rival. Elle paraît avoir été véritablement une jeune personne charmante, modeste, généreuse, affectueuse, intelligente et vive; royaliste, comme on pouvait l'attendre de ses relations de famille, sans rien de cette âpreté politique qui sied aussi mal aux femmes qu'une longue robe; religieuse, et se laissant quelquefois aller à prêcher de jolis petits sermons très-touchants, mais non assez sévère pour refuser de prendre part aux divertissements qu'offrait Londres sous le gouvernement austère des puritains, ou pour renoncer à se moquer un peu d'un sermon ridicule prêché par un théologien qui passait pour l'une des grandes lumières de l'assemblée de Westminster. Elle avait aussi un peu de penchant à la coquetterie, parfaitement compatible avec une affection vive et désintéressée, et un peu de penchant à la moquerie qui dépassait rarement les limites d'un bon naturel; elle aimait à lire, mais elle ne choisissait pas les mêmes sujets d'étude que la reine Élisabeth ou lady Jane Gray; elle lisait les vers de Cowley et de lord Broghill, des mémoires français que lui avait recommandés son amant, et les voyages de Fernando Mendez Pinto. Mais ses livres favoris étaient ces interminables romans français que les lecteurs mo-

dernes connaissent surtout par les agréables moqueries de Charlotte Lennox. Elle ne pouvait pourtant pas s'empêcher de rire du déplorable anglais de la traduction. Son style à elle est fort agréable, et ses lettres ne perdent rien à certains passages où la raillerie et la tendresse font, en se combinant, un très-séduisant mélange.

Quand la constance des amants eut enfin triomphé de tous les obstacles que les parents et les rivaux pouvaient opposer à leur union, un malheur plus grand leur survint. Miss Osborne prit la petite vérole ; sa vie fut sauvée ; mais elle perdit toute sa beauté et l'honneur des amants de ce temps était assez souvent mis à cette cruelle épreuve. Nos lecteurs se rappellent probablement ce que mistress Hutchinson raconte d'elle-même. Le noble cœur de cette matrone, qui tient si souvent le langage de Cornélie, semble tout à coup saisi d'un attendrissement depuis longtemps oublié quand elle raconte comment son bien-aimé colonel l'épousa dès qu'elle fut en état de quitter sa chambre, bien qu'elle fît peur au ministre et à tous ceux qui la virent : « Mais Dieu, ajoute-t-elle avec une vanité qui n'est pas sans grâce, récompensa sa justice et sa constance en me rétablissant comme j'étais auparavant. » William Temple montra, dans cette occasion, la justice et la constance qui firent tant d'honneur au colonel Hutchinson. On ne sait pas exactement la date du mariage, mais M. Courtenay suppose qu'il s'accomplit vers la fin de l'année 1654. Depuis lors, nous perdons de vue Dorothée et nous sommes réduits à juger de ses rapports avec son mari d'après des indications très-légères qui pourraient aisément nous tromper.

Temple se rendit bientôt en Irlande, et vint avec son père tantôt à Dublin, tantôt dans le comté de Carlow.

L'Irlande était probablement alors, en comparaison de l'Angleterre, un lieu de résidence plus agréable pour les gens de la classe supérieure qu'elle n'avait été auparavant et qu'elle n'a été depuis. Le génie supérieur de Cromwell et la force de son caractère ne s'étaient aussi hautement manifestés dans aucune autre partie du royaume. Il ne pouvait pas, et probablement il ne se souciait pas de gouverner cette île le mieux du monde. La révolte de la race irlandaise avait excité contre elle, en Angleterre, une grande aversion religieuse et nationale, et il n'y a aucune raison de croire que le Protecteur fût assez en avant de son temps pour être exempt du sentiment dominant. Il avait vaincu les Irlandais, il savait qu'ils étaient en son pouvoir, et il les tenait pour une horde de malfaiteurs et d'idolâtres qu'on traitait miséricordieusement quand on ne les frappait pas avec le tranchant de l'épée. Il faisait la guerre à ceux qui résistaient comme les Hébreux faisaient la guerre aux Cananéens. Drogheda était comme Jéricho, et Wexford comme Aï. Le conquérant accorda la paix aux restes de l'ancienne population comme Israël accorda la paix aux Gabaonites. Il fit d'eux des coupeurs de bois et des porteurs d'eau. Mais qu'il fût bon ou méchant, il ne pouvait cesser d'être grand. Dans des circonstances favorables, l'Irlande eût trouvé en lui un maître juste et bienfaisant; elle trouva en lui un tyran, non un tyran mesquin, taquin comme ceux qui avaient été si longtemps une honte et une malédiction pour elle, mais un de ces tyrans terribles qui semblent envoyés sur la terre à longs intervalles, avec une grande mission de destruction et de renouvellement. Cromwell n'était pas homme à se contenter de demi-mesures, de mesquines insultes et de concessions for-

cées. L'ascendant protestant ne fut pas entre ses mains un ascendant de rubans, de violons, de statues et de processions. Il n'eût jamais imaginé d'abolir le code pénal et de refuser aux catholiques le droit de voter, de leur accorder le droit de voter et de les exclure du Parlement, de les admettre au Parlement et de leur refuser une participation pleine et entière à tous les bienfaits de la société et du gouvernement. La chose du monde la plus étrangère à son ferme esprit et à son caractère dominant, était une persécution mesquine. Il savait tolérer, et il savait détruire. Son administration de l'Irlande fut conduite tout entière et réglée par ce qu'on appelle maintenant les principes orangistes; elle fut conséquente, habile, ferme, inflexible; il alla jusqu'aux conséquences les plus extrêmes de ses principes, et, sans aucun doute, si son administration eût continué, elle eût amené en Irlande le résultat qu'il désirait, une décomposition et un renouvellement complet de la société. Il avait en vue un grand but bien défini; il voulait rendre l'Irlande complétement anglaise, faire de l'Irlande un autre comté d'York ou de Norfolk. L'Irlande était alors si peu peuplée que ce but n'était pas impossible à atteindre, et il y a bien des raisons de croire que, si l'on avait suivi la politique de Cromwell pendant cinquante ans, on y serait arrivé. Au lieu de l'émigration que nous voyons maintenant s'effectuer de l'Irlande à l'Angleterre, il y avait sous son gouvernement une émigration constante et considérable d'Angleterre en Irlande. Ce courant de la population était presque aussi fort que celui qui va maintenant du Massachussetts et du Connecticut aux États au delà de l'Ohio. La race primitive était repoussée par l'avant-garde de la population anglo-saxonne qui

marchait toujours, comme les Indiens de l'Amérique ou les tribus de l'Afrique méridionale sont repoussés maintenant par les colons de race blanche. Les terribles phénomènes qui ont presque toujours accompagné l'établissement de colonies civilisées dans des pays non civilisés, et que les nations de l'Europe ne connaissaient que par des rumeurs lointaines et douloureuses, se passaient tous les jours sous les yeux des contemporains de Cromwell. Les mots « *extirpation* » et « *destruction* » revenaient souvent sur les lèvres des Anglais qui s'établissaient dans le fond des comtés de Leinster et de Munster, et ces mots cruels contenaient, dans leur cruauté, plus de miséricorde que des expressions infiniment plus douces qui ont été depuis lors sanctionnées par les universités et ont excité les applaudissements des Parlements. Car il est, en fait, plus charitable d'extirper d'un seul coup cent mille hommes et de combler le vide au moyen d'une population bien gouvernée, que de mal gouverner des millions d'hommes pendant une longue suite de générations. Nous pardonnons plus aisément des cruautés horribles infligées dans un grand but, qu'une série interminable de vexations et d'oppressions mesquines infligées sans aucun but raisonnable.

L'Irlande devenait Anglaise. La civilisation et la richesse faisaient de rapides progrès dans presque toutes les parties de l'île. Un témoin hostile nous décrit, en termes très-frappants, les effets de ce despotisme de fer : « Ce qu'il y a de plus merveilleux, dit lord Clarendon, c'est que tout cela fut fait et accompli environ en deux ans, et avec un tel degré de perfection que l'on construisit de nombreux bâtiments pour l'agrément comme pour l'utilité; on fit des plantations d'arbres régulières

et bien ordonnées; on établit dans tout le royaume des haies et des barrières; on achetait des terres à des prix très-élevés; on fixait des douaires dans les contrats de mariage; on effectuait tous les autres actes et transferts comme dans un royaume en paix avec lui-même, et où il ne pourrait s'élever aucun doute sur la validité des titres. »

Les sentiments de Temple, sur les questions irlandaises, étaient ceux d'un colon et d'un membre de la caste dominante. Il s'inquiétait aussi peu du bien-être des restes de l'ancienne population celtique qu'un fermier anglais établi sur la rivière du Cygne s'inquiète peu des nouveaux Hollandais, ou qu'un boër hollandais du Cap s'inquiète peu des Cafres. Il a décrit les années qu'il avait passées en Irlande, pendant que le système de Cromwell y était en pleine activité, comme « des années de grande satisfaction. » L'agriculture, le jardinage, les affaires du comté, et des études plus amusantes que profondes remplissaient son temps. Il ne prenait point de part à la politique, et bien des années après, il attribuait son inaction à son goût pour l'ancienne constitution qui ne « lui avait pas permis d'entrer dans les affaires publiques jusqu'à ce que les voies fussent ouvertes pour l'heureuse restauration du roi. » Il ne paraît pas, à vrai dire, qu'on lui ait offert de l'emploi; s'il refusa en effet quelque place, on peut, sans manquer beaucoup à la charité, attribuer ce refus à la prudence qui l'empêcha toute sa vie de courir aucun risque, plutôt qu'à l'ardeur de sa fidélité royaliste.

Il parut pour la première fois en 1660 dans la vie publique. Il siégea dans la Convention qui, au milieu de la confusion générale dont fut précédée la restauration, fut

appelée par les chefs de l'armée d'Irlande à se réunir à Dublin. Après le retour du roi, on convoqua régulièrement un parlement irlandais, dans lequel William Temple représenta le comté de Carlow. Nous ne savons pas les détails de sa conduite dans cette situation, mais nous savons en général, et il nous est aisé de croire qu'il montra beaucoup de modération et une grande aptitude pour les affaires. Il est probable qu'il se distingua aussi dans la discussion, car bien des années après, il remarquait que ses amis d'Irlande disaient toujours que, s'il avait un talent quelconque, c'était celui-là.

Au mois de mai 1663, le parlement d'Irlande fut prorogé, et Temple se rendit en Angleterre avec sa femme. Il avait environ cinq cents livres sterling de rente, somme suffisante alors aux besoins d'une famille qui vivait dans le monde élégant. Il passa deux ans à Londres, où il semble avoir mené cette vie facile et oisive qui convenait si bien à son caractère.

Il n'oubliait pourtant pas ses intérêts. Il avait apporté d'Irlande des lettres de recommandation du duc d'Ormond, lord lieutenant d'Irlande, pour lord Clarendon, et pour Henri Bennett lord Arlington alors secrétaire d'État. Clarendon était à la tête des affaires; mais son pouvoir déclinait visiblement, et devait évidemment décliner de plus en plus tous les jours. Un observateur moins intelligent que Temple eût pu facilement s'apercevoir que le chancelier appartenait à un autre temps, qu'il représentait un monde qui n'était plus, une manière de voir qu'on n'avait plus, des vices qui n'étaient plus à la mode, et des vertus moins à la mode encore. Son long exil l'avait rendu étranger à son pays natal. Son esprit, aigri par la lutte et par les souffrances per-

sonnelles, était bien plus opposé à une conduite tolérante et populaire qu'il ne l'avait été au début de la guerre civile. Il regrettait la tyrannie digne du vieux Whitehall, le temps de ce saint roi qui privait les gens de leur argent et de leurs oreilles, mais qui laissait leurs femmes et leurs filles bien tranquilles, et il ne pouvait s'accommoder d'une cour avec un sérail et sans Chambre étoilée. En suivant cette voie, il se rendit de jour en jour plus odieux au souverain qui préférait infiniment ses plaisirs à sa prérogative, et au peuple qui redoutait les prérogatives royales infiniment plus que les plaisirs royaux, en sorte qu'il finit par être détesté à la cour plus qu'aucun chef de l'opposition, et au Parlement plus qu'aucun entremetteur de la cour.

Il n'était pas probable que sir William Temple, qui avait pour grande maxime de n'offenser aucun parti, s'attachât à la fortune décroissante d'un ministre qui avait passé sa vie à offenser tous les partis. Lord Arlington, dont l'influence grandissait pendant que celle de Clarendon diminuait, était le patron le plus utile auquel pût s'attacher un jeune aventurier. Cet homme d'État, sans vertu, sans sagesse et sans force dans l'esprit, s'était élevé par des qualités superficielles, et était uniquement la créature du moment, des circonstances, de la société dans laquelle il se trouvait. La dignité réservée dans les manières, qu'il avait contractée pendant un séjour en Espagne, prêtait à la moquerie de ceux qui regardaient les usages de la cour de France comme le seul type des bonnes manières; mais elle donnait à la foule une impression favorable de sa gravité et de sa sagacité. Dans les situations où la solennité de l'Escurial eût été déplacée, Arlington la mettait sans peine de côté

et causait avec beaucoup de gaieté et de vivacité. Pendant que la multitude parlait de « la grave apparence de Bennett », ses plaisanteries lui assuraient un bon accueil dans le cabinet du roi. Pendant que Buckingham imitait dans l'antichambre, pour l'amusement de mistress Stuart, la pompeuse démarche castillane du secrétaire d'État, le majestueux don Henri tournait en ridicule auprès du roi les graves conseils de Clarendon jusqu'à ce que le roi pleurât de rire et le chancelier de colère. Il n'y eut peut-être jamais un homme dont les manières fissent une impression aussi différente sur des gens divers. Le comte de Hamilton, par exemple, donne Bennett pour un formaliste stupide, qui n'avait été fait secrétaire d'État qu'à cause de son air important et mystérieux. Clarendon, d'autre part, le peint comme un homme dont « le plus grand talent était celui de la raillerie et qui plaisait au roi à cause de son humeur enjouée et agréable. » Ce qui est probable, c'est que Bennett, dépourvu des grandes qualités d'un ministre, possédait une faculté merveilleuse de se faire tout à tous pour l'apparence extérieure. Il avait deux aspects, l'un sérieux et affairé pour le public, qu'il voulait pénétrer de respect; l'autre gai pour le roi, qui croyait que le plus grand service qu'on pût rendre à un prince était de l'amuser (1). Ces deux aspects étaient des masques que Bennett mit de côté quand ils lui eurent rendu les services qu'il en attendait. Bien longtemps après, quand il se fut retiré auprès des daims de son parc et des poissons de ses étangs dans le Suffolk, Evelyn, qui était un juge expérimenté et sagace, causa souvent avec lui, et le tenait pour

(1) La grave apparence de Bennett était une prétention, dit l'un des meilleurs poëmes politiques du temps.

un homme de manières remarquablement élégantes et d'un grand talent pour la conversation.

Clarendon, fier et impérieux par nature, aigri par la maladie, et qui comptait sur ses services et sur ses grands talents, ne chercha point de nouveaux alliés. Il semble avoir pris une sorte de plaisir morose à négliger et à blesser tous les hommes d'esprit qui s'élevaient dans le royaume. Ses relations se renfermaient presque exclusivement dans le petit cercle, tous les jours plus étroit, des vieux Cavaliers qui avaient été les amis de sa jeunesse, ou les compagnons de son exil. Arlington, au contraire, courait partout cherchant des recrues. Personne n'avait plus de gens qui lui fussent personnellement attachés, et personne ne se donnait plus de peine pour servir ses adhérents. C'était une sorte d'habitude chez lui de pousser ceux qui dépendaient de lui jusqu'à ce qu'ils fussent devenus ses égaux, pour se plaindre ensuite amèrement de leur ingratitude lorsqu'ils ne voulaient plus dépendre de lui. Ce fut ainsi qu'il se brouilla successivement avec deux trésoriers, Giffard et Danby. Temple s'attacha à lord Arlington, et ne fut point avare d'ardentes protestations d'affection, ou même, je regrette de le dire, d'une adulation grossière et presque sacrilége. Il ne tarda pas à en recueillir la récompense.

L'Angleterre était, vis-à-vis des puissances étrangères, dans une situation bien différente de celle qu'elle avait occupée pendant la brillante administration du Protecteur. Elle était en guerre avec les Provinces-Unies, alors gouvernées par le grand pensionnaire Jean de Witt, revêtu d'un pouvoir presque royal ; et bien que jamais guerre n'eût coûté aussi cher à l'État, jamais guerre n'avait été

si mal et si faiblement conduite. La France avait épousé les intérêts des États généraux. Le Danemark semblait disposé à en faire autant. L'Espagne, indignée de l'étroite alliance politique et matrimoniale que Charles avait formée avec la maison de Bragance, n'avait aucune envie de lui prêter secours. La grande peste de Londres avait suspendu le commerce, dispersé les ministres et les grands seigneurs, paralysé toutes les branches du service public, et accru le sombre mécontentement que le mauvais gouvernement avait commencé à exciter dans la nation. L'Angleterre possédait un seul allié sur le continent, l'évêque de Munster, prélat inquiet et ambitieux, élevé pour les armes, et resté soldat dans ses passions et dans ses goûts. Il détestait les Hollandais qui s'étaient mêlés des affaires de son siége, et se déclarait prêt à risquer son petit territoire pour la chance de se venger. Il envoya en conséquence à Londres un étrange ambassadeur, un moine Bénédictin qui parlait mal l'anglais et qui « avait l'air d'un charretier, » dit lord Clarendon. Ce personnage apportait une lettre de l'évêque qui offrait d'attaquer par terre le territoire hollandais. Les ministres anglais acceptèrent la proposition avec empressement et promirent un subside de cinq cent mille rixdalers à leur nouvel allié. On résolut d'envoyer un agent anglais à Munster, et lord Arlington, duquel l'affaire dépendait, choisit Temple pour cette mission.

Temple accepta la commission et s'en acquitta à la satisfaction de ceux qui l'y avaient employé; l'affaire tout entière resta pourtant sans résultat, car l'évêque, apprenant que la France s'était jointe à la Hollande, se hâta, après avoir reçu un premier paiement de son subside, de conclure une paix séparée. Temple, revenant

plus tard, sans grande satisfaction, sur cette partie de sa vie, s'excusait d'avoir entrepris une négociation qui pouvait amener si peu de bons résultats, en disant qu'il était jeune et nouveau dans les affaires. A vrai dire, il ne pouvait guère être placé dans une situation moins propre à mettre en lumière le talent remarquable qu'il possédait pour la diplomatie. Il ne savait pas l'allemand, et il ne lui était pas aisé de se conformer aux mœurs de ce peuple. Il ne pouvait pas boire beaucoup, et un grand buveur avait seul des chances de succès dans la société en Westphalie. Malgré tous ces désavantages, lord Arlington fut si satisfait de la conduite de Temple qu'il le fit nommer baronnet et lui donna le poste de résident à la cour du vice-roi à Bruxelles.

Bruxelles convenait infiniment mieux à Temple que les palais des princes chasseurs et buveurs d'Allemagne. Il était placé là dans l'un des postes d'observation les plus importants qu'un diplomate pût occuper. Il se trouvait sur le territoire d'une grande puissance neutre, entre les territoires de deux grandes puissances en guerre avec l'Angleterre. A cette excellente école il devint bientôt le négociateur le plus accompli de son temps.

Cependant le gouvernement de Charles avait subi une série de désastres et d'humiliations. L'extravagance de la cour avait dissipé tous les fonds que le Parlement avait fournis dans le but de soutenir une guerre offensive. On décida de se borner à la guerre défensive; mais, même pour la guerre défensive, les vastes ressources de l'Angleterre entre les mains d'écervelés et de voleurs publics se trouvèrent insuffisantes. Les Hollandais insultèrent les côtes d'Angleterre, remontèrent la Tamise, prirent Sheerness et portèrent leurs ravages jusqu'à Chatham.

On aperçut de Londres les flammes qui consumaient les vaisseaux sur le fleuve ; le bruit se répandit qu'une armée ennemie avait débarqué à Gravesend, et des militaires proposèrent sérieusement d'abandonner la Tour. Tel était le degré d'ignominie auquel une mauvaise administration avait réduit ce pays victorieux et fier qui, quelques années auparavant, dictait ses volontés à Mazarin, aux États généraux et au Vatican. Humilié par les événements de la guerre, et craignant la juste colère du Parlement, le ministère anglais se hâta de bâcler à Bréda la paix avec la France et la Hollande.

Une nouvelle scène allait commencer. Les observateurs sagaces s'apercevaient déjà depuis quelque temps que l'Angleterre et la Hollande étaient menacées d'un danger commun beaucoup plus formidable que tout ce qu'elles pouvaient avoir à redouter l'une de l'autre. Elles n'avaient plus à craindre l'ancien ennemi de leur religion et de leur indépendance. L'Espagne avait perdu le sceptre. Le grand empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais, qui avait écrasé les libertés de l'Italie et de l'Allemagne, qui avait rempli Paris de ses armées et couvert de ses vaisseaux les mers anglaises, était à la merci de tous les conquérants, et l'Europe remarquait avec effroi le rapide accroissement d'une puissance nouvelle et plus redoutable. En contemplant l'Espagne, on ne voyait qu'une faiblesse déguisée et accrue par l'orgueil, des possessions d'une étendue immense sans grande force, difficiles à défendre et tentantes pour les assaillants, un trésor vide, une nation indolente et sombre ; sur le trône, un enfant; dans le conseil, des factions, des ministres qui ne pensaient qu'à leur propre intérêt, et des soldats terribles seulement pour leurs

compatriotes. En contemplant la France on voyait un territoire vaste et compact, un sol riche, dans une situation centrale, une population hardie, vive, intelligente; des revenus considérables, des troupes nombreuses et bien disciplinées, un prince actif et ambitieux, à la fleur de l'âge, entouré de généraux d'une habileté incomparable. Le talent, la vigueur et l'union des voisins de Louis XIV pouvaient seuls faire échouer ses projets. Le talent et la vigueur ne s'étaient rencontrés jusqu'alors que dans les conseils de la Hollande, et il n'y avait nulle apparence d'union en Europe. La question de l'indépendance du Portugal séparait l'Angleterre de l'Espagne. D'anciennes rancunes, des hostilités récentes, des prétentions maritimes, la concurrence commerciale séparaient aussi efficacement l'Angleterre des Provinces-Unies.

Le grand but de Louis XIV, du commencement à la fin de son règne, fut de s'emparer de ces vastes et précieuses provinces de la monarchie espagnole qui se trouvaient contiguës à la frontière orientale de la France. Avant la conclusion du traité de Bréda, il les avait déjà envahies; il poursuivait ses conquêtes presque sans résistance; ses troupes prenaient forteresse après forteresse; Bruxelles même était menacée, et sir William Temple crut prudent d'envoyer sa femme et ses enfants en Angleterre. Mais sa sœur, lady Giffard, qui vivait chez lui depuis quelque temps, et qui semble avoir été une personne plus importante dans sa famille que lady Temple, resta auprès de lui.

Jean de Witt voyait avec anxiété les progrès des armes françaises. Mais la Hollande ne pouvait à elle seule sauver la Flandre, et la difficulté de former, dans ce

but, une grande coalition paraissait presque insurmontable. Louis XIV, à la vérité, affectait de la modération; il se déclarait prêt à consentir à un compromis avec l'Espagne ; mais ses offres étaient sans aucun doute de pures paroles destinées à calmer l'inquiétude des puissances voisines, et on pouvait s'attendre à voir augmenter ses prétentions à mesure que sa position deviendrait tous les jours plus avantageuse.

Tel était l'état des affaires lorsque sir William Temple obtint du ministère anglais la permission de faire incognito un petit voyage en Hollande. Il arriva à la Haye en compagnie de lady Giffard. Il n'était chargé d'aucune mission diplomatique, mais il profita de cette occasion pour se faire présenter à M. de Witt : « Je n'ai autre chose à faire, Monsieur, » lui dit-il, « qu'à voir ce qu'il y a de plus remarquable dans votre pays, et j'aurais bien mal accompli mon dessein si je repartais sans vous avoir vu. » Jean de Witt, qui avait, sur sa réputation, pris une haute opinion de sir William Temple, fut charmé du compliment et répondit avec une franchise et une cordialité qui amenèrent bientôt l'intimité. Les deux hommes d'État discutèrent tranquillement les raisons qui avaient éloigné l'Angleterre de la Hollande, se félicitèrent mutuellement de la paix et en vinrent à causer des nouveaux dangers qui menaçaient l'Europe. Temple, qui n'avait point autorité pour parler au nom du gouvernement anglais, s'exprimait avec beaucoup de réserve. Jean de Witt, qui était le gouvernement hollandais, n'avait point de raison d'être réservé. Il déclara hautement qu'il désirait qu'une coalition générale se formât pour la protection de la Flandre. Sa simplicité et sa franchise étonnèrent Temple qui avait

été accoutumé à la solennité pédante de son patron, le secrétaire d'État, comme aux détours et aux ruses qui passaient pour de grands exploits de diplomatie parmi les hommes d'État espagnols à Bruxelles. « Ceux qui traitent avec M. de Witt, » écrivait-il à lord Arlington, « doivent suivre la même conduite toute droite et ouverte qu'il tient dans ses négociations, sans rien raffiner ni colorer, et sans offrir l'ombre pour le corps. » Temple ne fut pas moins frappé de la modeste demeure et de la table frugale du premier citoyen de l'État le plus riche qui fût au monde. Tandis que lord Clarendon étonnait Londres par les splendeurs d'un palais plus somptueux que celui de son maître, tandis que lord Arlington prodiguait ses richesses mal acquises pour les chasses, les jardins d'orangers et les immenses serres d'Euston, le grand homme d'État qui avait fait échouer tous leurs projets de conquête, et dont les canons avaient fait entendre leurs voix terribles jusque dans les galeries de Whitehall, n'avait qu'un seul domestique, parcourait les rues dans le costume le plus simple, et n'allait en voiture que pour faire des visites de cérémonie.

Temple envoya un récit détaillé de son entrevue avec Jean de Witt à lord Arlington qui, depuis la chute du chancelier, partageait avec le duc de Buckingham la direction générale des affaires. Lord Arlington ne se montra pas disposé à répondre aux avances du ministre hollandais. A la vérité, il était prêt, ainsi que son maître (comme cela fut amplement prouvé quelques années après), à acheter les moyens de mal gouverner l'Angleterre en abandonnant à la France non-seulement la Flandre, mais le continent tout entier. Sir William Temple, qui voyait nettement que le moment était venu

pour une chance de réconcilier l'Angleterre avec la Hollande et le roi Charles avec le Parlement, d'entraver la puissance de Louis XIV, d'effacer la honte et l'ignominie des dernières guerres, et de replacer l'Angleterre dans la situation qu'elle occupait en Europe sous le gouvernement de Cromwell, devenait de plus en plus pressant dans ses représentations. Les réponses de lord Arlington restèrent quelque temps froides et ambiguës; mais les événements qui suivirent la rentrée du Parlement, dans l'automne de 1667, amenèrent, à ce qu'il paraît, dans ses vues une transformation complète; le mécontentement de la nation était profond et général; l'administration était attaquée dans tous ses éléments; le roi et ses ministres travaillaient, non sans succès, à rejeter sur Clarendon la responsabilité des fautes passées; mais bien que la chambre fût décidée à prendre l'ex-chancelier pour première victime, il n'était pas bien clair qu'il dût être la dernière. Le secrétaire d'État fut attaqué personnellement avec beaucoup d'âpreté dans le cours des débats. L'un des votes de la Chambre des communes contre Clarendon était, à vrai dire, un blâme de la politique étrangère du gouvernement comme trop favorable à la France. Nous sommes disposés à attribuer surtout à ces événements le changement qui survint, en cette conjoncture, dans la conduite de l'Angleterre. Le ministère sembla avoir compris que, s'il désirait profiter de la chute de Clarendon, il était nécessaire d'abandonner le système qui passait pour celui de Clarendon, afin de gagner la confiance de la nation par quelque éclatante mesure populaire. En conséquence, Temple reçut, au mois de décembre 1667, une dépêche qui contenait des instructions de la plus haute importance. La ligne de conduite qu'il avait

si énergiquement conseillée était approuvée, et on lui donnait l'ordre de voir M. de Witt le plus tôt possible, et de savoir si les États étaient disposés à entrer dans une alliance offensive et défensive avec l'Angleterre contre les projets de la France. Sir William Temple, accompagné de sa sœur, partit à l'instant pour la Haye, et soumit les propositions du gouvernement au grand Pensionnaire. L'homme d'État hollandais répondit avec sa droiture caractéristique qu'il était tout prêt à conclure une alliance défensive, mais que c'était un principe fondamental de la politique étrangère des États, de n'entrer jamais sous aucun prétexte dans une ligue offensive. Temple, porteur de cette réponse, se rendit précipitamment de la Haye à Londres, obtint une audience du roi, lui raconta ce qui s'était passé entre Jean de Witt et lui, travailla à détruire la mauvaise opinion qu'on avait conçue du grand Pensionnaire à la cour d'Angleterre, et eut enfin la satisfaction de réussir complétement dans ses desseins. Le 1er janvier 1668, le roi tint son conseil, dans la soirée, et déclara sa résolution de s'allier avec les Hollandais, aux conditions qu'ils lui proposaient. Temple et son infatigable sœur repartirent immédiatement pour la Haye, et après un violent orage, dans lequel ils furent sur le point de périr, ils arrivèrent en sûreté au lieu de leur destination.

Dans cette occasion comme dans toutes les autres, les rapports entre sir William Temple et Jean de Witt furent singulièrement francs et ouverts. Quand ils se retrouvèrent, Temple commença par récapituler tout ce qui s'était passé à leur dernière entrevue. M. de Witt, dont le visage était aussi peu sujet à mentir que la langue, marquait son assentiment par ses regards à mesure

que Temple avançait dans sa récapitulation, et lorsqu'elle fut terminée, il répondit que la mémoire de sir William Temple était parfaitement exacte, et qu'il le remerciait d'user envers lui de procédés si droits et si sincères. Temple apprit alors au grand Pensionnaire que le roi d'Angleterre s'était décidé à accepter la proposition d'une alliance défensive. Jean de Witt ne s'était pas attendu à une résolution si prompte, et sa physionomie exprimait la surprise en même temps que la satisfaction. Il ne se rétracta point, et il fut bientôt convenu que l'Angleterre et la Hollande s'uniraient dans le but d'obliger Louis à se contenter du compromis qu'il avait offert naguère. Les deux hommes d'État voulaient entreprendre ensuite d'engager un autre gouvernement à se joindre à la ligue. Les victoires de Gustave-Adolphe et de Torstenson et les talents politiques d'Oxenstiern avaient valu en Europe, à la Suède, une situation qui n'était pas en rapport avec sa puissance véritable : les princes de l'Allemagne septentrionale la redoutaient fort, et Jean de Witt et sir William Temple convinrent que, s'ils pouvaient lui persuader d'entrer dans l'alliance, « l'obstacle serait trop fort pour que la France pût s'aventurer plus avant. » Temple se rendit le soir même chez le comte Dona, ministre de Suède à la Haye, prit un siége sans la moindre cérémonie, et expliqua, avec cet air de franchise et de bonne humeur qui contribuait souvent à faire agréer ses ouvertures diplomatiques, le projet qu'on agitait. Le Suédois fut extrêmement flatté et satisfait ; ses pouvoirs ne lui permettaient pas de conclure un traité d'une si grande importance ; mais il conseilla fort à Jean de Witt et à sir William Temple d'agir de leur côté sans délai, et parut croire que la

Suède accéderait aux propositions. La marche ordinaire des affaires publiques en Hollande était trop lente pour la conjoncture, et Jean de Witt semblait avoir quelque scrupule à violer les règles établies ; mais l'adresse et l'impatience de Temple l'emportèrent. Les États généraux prirent sur eux la responsabilité d'exécuter le traité avec une célérité sans exemple dans les annales de la confédération, et même en désaccord avec ses lois fondamentales. L'état de l'esprit public était d'ailleurs tel dans toutes les Provinces que non-seulement on pardonna cette irrégularité, mais qu'on y applaudit. Quand le traité eut été solennellement signé, les commissaires hollandais embrassèrent le plénipotentiaire anglais avec les plus vives expressions de bienveillance et de confiance : « A Bréda, » s'écria Temple, « nous nous embrassions comme des amis, mais ici nous nous embrassons comme des frères. »

Cette memorable négociation ne dura que cinq jours. Jean de Witt complimenta Temple, dans les termes les plus flatteurs, d'avoir accompli en si peu de temps ce qui eût été en d'autres mains l'œuvre de plusieurs mois; Temple parle de Jean de Witt dans ses dépêches avec d'aussi grands éloges : « Je dois ajouter ceci pour rendre justice à M. de Witt ; je l'ai trouvé, dans le cours de cette affaire, aussi franc, aussi droit et aussi rond qu'un homme puisse l'être, bien qu'il fût souvent roide sur les points qui pouvaient, à ce qu'il croyait, apporter quelque avantage à son pays ; j'ai toutes les raisons du monde d'être content de lui, et quant à son habileté, je suis sûr que jamais homme n'en a montré davantage. Depuis cinq jours au moins, nous n'avons, ni l'un ni l'autre, passé un moment sans rien faire, ni le jour ni la nuit. »

La Suède consentit volontiers à entrer dans la ligue qui est connue dans l'histoire sous le nom de la *Triple Alliance*, et qui, après quelques signes de mauvaise humeur de la part de la France, amena bientôt une pacification générale.

On peut considérer la Triple Alliance sous deux points de vue, comme mesure de politique étrangère et comme mesure de politique intérieure, et sous ces deux aspects elle nous paraît mériter les éloges qu'on lui a donnés.

Le docteur Lingard, qui est à coup sûr un écrivain capable et instruit, mais qui semble avoir adopté, pour règle fondamentale de ses jugements, l'idée que l'opinion populaire sur une question historique ne peut jamais être correcte, parle avec un grand dédain de ce traité célèbre, et M. Courtenay, qui ne professe pas pour sir William Temple la profonde vénération qu'éprouvent en général les biographes, a fait, à notre avis, trop de concessions à l'opinion du docteur Lingard.

Le raisonnement du docteur Lingard est simplement ceci. La Triple Alliance obligea seulement Louis XIV à faire la paix aux conditions qu'il avait offertes avant la formation de l'alliance. Comment peut-on dire alors que cette alliance arrêta ce roi dans sa course et protégea l'Europe contre son ambition ? Ce raisonnement est évidemment sans force, à moins qu'on ne suppose que Louis XIV se serait tenu pour engagé par ses propositions précédentes dans le cas même où l'alliance ne se serait pas formée ; et si le docteur Lingard tient cette supposition pour raisonnable, nous serions bien tentés de lui dire comme ce grand politique, sir H. Western : « En vérité, mon frère, vous feriez un beau plénipotentiaire pour négocier avec les Français. Ils vous persua-

deraient bientôt qu'ils prennent les villes par principe défensif. » Notre conviction est que Louis XIV avait fait ses propositions afin d'éviter quelque mesure analogue à la Triple Alliance, et qu'il ne persista dans ses propositions qu'à cause de cette alliance. Il avait refusé de consentir à un armistice. Il avait pris tous ses arrangements pour une campagne d'hiver. Pendant la semaine que sir William Temple et les États employèrent à conclure le traité à la Haye, les armées françaises attaquèrent la Franche-Comté, et en trois semaines la province entière fut conquise. Louis XIV fut obligé de rendre cette proie. Qui l'y obligea ? Le gain lui paraissait-il minime ou sans importance ? L'annexion de la Franche-Comté à son royaume était au contraire un des projets favoris de sa vie. Fut-il retenu par quelque respect pour sa parole ? Se crut-il ainsi lié dans cette seule occasion, lui qui ne montra jamais pendant son règne, dans aucune autre transaction, le moindre respect pour les plus solennelles obligations de la foi publique, lui qui viola le traité des Pyrénées, le traité d'Aix-la-Chapelle, le traité de Nimègue, le traité de partage, le traité d'Utrecht? Ceux qui connaissent son caractère et sa politique peuvent-ils douter un instant qu'il eût bientôt élevé plus haut ses prétentions, si les puissances voisines l'avaient tranquillement regardé faire ? Quelle est donc la question ? Louis désirait garder la Franche-Comté. Ce n'est point par égard pour sa parole qu'il céda la Franche-Comté. Pourquoi donc céda-t-il la Franche-Comté ? Nous répondons comme toute l'Europe répondit au moment même : parce qu'il craignait la Triple Alliance.

Mais supposons que Louis XIV n'ait pas été réellement arrêté dans ses projets par cette ligue fameuse ; il n'en

est pas moins certain que le monde crut alors et crut longtemps qu'il avait été arrêté ; ce fut l'opinion générale en France comme dans les autres pays. Par conséquent, sir William Temple réussit tout au moins à augmenter le crédit de son pays, et à diminuer le crédit d'une puissance rivale. Ce n'est pas ici le lieu d'une longue controverse ; on aura beau fouiller dans les vieilles archives, on ne trouvera aucun document qui ébranle ces faits-ci ; l'Europe crut l'ambition de la France domptée par les trois puissances, l'Angleterre qui, peu de mois auparavant, était la dernière parmi les nations ; l'Angleterre qui s'était vue obligée de quitter ses propres eaux, qui n'avait pu défendre l'entrée de ses rivières, regagna dans l'opinion de ses voisins une place presque aussi élevée que celle qu'elle y occupait du temps d'Élisabeth ou de Cromwell, et ce revirement dans l'opinion fut amené en cinq jours par une conduite prudente et résolue, sans qu'on eût tiré un coup de fusil. On ne contestera guère ce résultat à la Triple Alliance, et lors même qu'elle n'eût rien effectué de plus, on est en droit de la regarder comme un chef-d'œuvre de la diplomatie.

Comme mesure de politique intérieure, ce traité semble également digne d'approbation; il servit beaucoup à apaiser le mécontentement public et à réconcilier le souverain avec ses sujets, qui en étaient venus, sous sa déplorable administration, à avoir honte de lui et d'eux-mêmes. Ce fut en quelque sorte un gage de bon gouvernement à l'intérieur.

Les relations étrangères du royaume avaient, à cette époque, les liens les plus étroits avec la politique intérieure. Depuis la Restauration jusqu'à l'accession au trône de la maison d'Hanovre, la Hollande et la France furent

pour l'Angleterre ce que le cavalier de droite et le cavalier de gauche étaient pour le chasseur féroce dans la belle ballade de Bürger, le bon et le mauvais conseiller, l'ange de lumières et l'ange de ténèbres. L'ascendant de la France entraînait infailliblement la prépondérance de la tyrannie dans les affaires intérieures. L'ascendant de la Hollande entraînait tout aussi infailliblement la prépondérance de la liberté politique et de la tolérance réciproque entre les sectes protestantes. On ne pouvait prévoir, quand on conclut la Triple Alliance, quelle influence fatale et dégradante Louis XIV devait exercer un jour sur les conseils de l'Angleterre, ni quelle grande délivrance notre patrie était destinée à devoir aux Provinces-Unies. Cependant tous les hommes sagaces regardaient, même alors, comme un bon présage pour la constitution anglaise et pour la religion réformée, de voir le gouvernement s'attacher à la Hollande, en adoptant envers la France une attitude ferme et tant soit peu hostile. La renommée de cette mesure fut d'autant plus grande qu'elle fut absolument seule de son espèce. Ce fut le seul acte éminemment utile qu'accomplît le gouvernement dans l'intervalle qui s'écoula entre la Restauration et la Révolution. Tous ceux qui y avaient eu la moindre part, et même des gens qui n'y avaient eu aucune part, s'en disputèrent l'honneur. Les républicains les plus économes étaient tout prêts à voter de l'argent pour mettre à exécution les clauses de cette alliance si populaire, et le grand poëte tory de ce temps parla plusieurs fois avec respect, dans ses plus belles satires, « du triple lien (1). »

(1) La seule bonne chose qui ait été faite pour le public depuis que le roi est arrivé en Angleterre. *Journal de Samuel Pepys*. 14 février 1667-1668.

Cette négociation porta au plus haut point la réputation de Temple en Angleterre et à l'étranger, si bien que son ami, lord Arlington, semble en avoir été jaloux. Pendant que Londres et Amsterdam retentissaient de cris de joie, le secrétaire d'État communiquait l'approbation du roi à son ami dans le langage officiel le plus froid; et quelque prodigue que fût le gouvernement de titres et d'argent, il n'anoblit et n'enrichit point le plus capable de ses serviteurs.

Temple fut ensuite envoyé en mission à Aix-la-Chapelle, où s'était réuni un congrès général dans le but de perfectionner l'œuvre de la Triple Alliance. Il reçut en route de nombreuses preuves de l'estime qu'on lui portait. On le saluait par des décharges d'artillerie du haut des murs des villes qu'il traversait; la population se précipitait dans les rues pour le voir; les magistrats l'accablaient de discours et de banquets. Lorsque les négociations d'Aix-la-Chapelle furent terminées, il fut nommé ambassadeur à la Haye. Mais il fut sans cesse entravé dans ces deux missions par l'étroite et injuste parcimonie du gouvernement. Les ministres, prodigues pour des solliciteurs sans mérite, n'étaient avares que pour lui seul. Au fond, sa politique leur déplaisait, et ils semblent s'être consolés de l'humiliation d'adopter les mesures qu'il proposait en réduisant ses appointements et en tardant à régler la question de ses frais d'installation.

Il fut reçu à la Haye par Jean de Witt avec beaucoup de cordialité, et par les États généraux avec les marques les plus éclatantes de considération. Sa situation était, sur un point, extrêmement délicate. Le prince d'Orange, chef héréditaire de la faction opposée au gouvernement de Jean de Witt, était le neveu du roi Charles. Il était

difficile de conserver la confiance du parti en possession du pouvoir sans manquer de respect envers un parent aussi proche de son maître. Mais sir William Temple se conduisit si bien qu'il paraît avoir été en grande faveur auprès du prince comme auprès du grand Pensionnaire.

Somme toute, et en dépit de quelques difficultés pécuniaires suscitées par la mauvaise volonté des ministres anglais, les années que Temple passa à la Haye semblent avoir été fort agréables. Il jouissait de la plus grande considération personnelle. Il était entouré des objets les plus propres à intéresser un homme d'un esprit aussi observateur que le sien. Il n'était accablé ni par le travail ni par la responsabilité; et s'il n'avait point occasion d'accroître sa grande réputation, il ne courait aucun risque de la diminuer.

Mais les mauvais temps approchaient. Bien que Charles se fût égaré un moment dans les voies d'une politique digne et prudente, son cœur était toujours resté avec la France, et la France employait tous les moyens de séduction pour le ramener à elle. On agissait avec l'adresse la plus consommée sur son impatience de toute contrainte, sur son avidité pour l'argent, sur sa passion pour la beauté, sur ses affections de famille, sur tous ses goûts et tous ses sentiments. Son cabinet se composait des hommes que produisait cette génération, et que cette génération seule a produits, d'hommes dont les renégats et les aventuriers de notre temps contemplent l'audacieuse corruption avec le même désespoir admiratif qu'éprouvent nos sculpteurs en face du *Thésée*, ou nos peintres devant les cartons de Raphaël. C'était, dans ce sombre conclave, une distinction honorable que

d'être un ennemi véritable, mortel, sincère, des libertés et de la religion de la nation; distinction qui n'appartenait qu'à l'impétueux et hardi Clifford. Ses collègues étaient des hommes également indifférents à toutes les croyances et à toutes les constitutions, également prêts à professer la foi de Genève, de Lambeth ou de Rome, prêts à devenir les instruments du pouvoir sans aucune étincelle de zèle pour le roi, et à provoquer la rébellion sans aucun amour pour la liberté.

Il était à peu près impossible, même à un homme aussi sagace que Jean de Witt, de prévoir à quelles profondeurs de corruption et d'infamie pouvait descendre cette exécrable administration. Cependant, le grand Pensionnaire s'inquiétait des signes précurseurs des grands maux qui allaient frapper l'Europe, de la visite de la duchesse d'Orléans à son frère, de la mystérieuse mission du duc de Buckingham à Paris, de l'occupation soudaine de la Lorraine par les Français, et son inquiétude augmenta quand il apprit que sir William Temple avait reçu l'ordre de se rendre sur-le-champ à Londres. De Witt le pressa de lui en donner l'explication. Temple répondit très-sincèrement qu'il espérait que les ministres anglais adhéreraient aux principes de la Triple Alliance : « Je ne puis répondre que de moi, » dit-il ; « mais je le puis. Si on adopte un nouveau système, je n'y aurai jamais aucune part. Je l'ai dit au roi, et je tiendrai ma parole. Si je reviens, vous en saurez davantage; si je ne reviens pas, vous en devinerez davantage. » Jean de Witt sourit, et répondit qu'il espérait que tout irait le mieux possible, et qu'il ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour empêcher les autres de former des conjectures fâcheuses.

Sir William Temple arriva à Londres au mois d'octobre 1670, et toutes ses inquiétudes furent aussitôt plus que confirmées. Il se rendit chez le secrétaire d'État; on le fit attendre une heure et demie dans l'antichambre, pendant que lord Ashley était enfermé avec lord Arlington. Quand on ouvrit enfin les portes, lord Arlington fut sec et froid, fit à Temple des questions insignifiantes sur son voyage; puis, afin d'éviter la nécessité de parler d'affaires, il appela sa fille, jolie enfant de trois ans, que les poëtes décrivirent plus tard comme une créature brillante de tous les sourires de la nature, et qu'Évelyn, l'un des témoins de son funeste mariage, appelait tristement « la plus belle et la plus aimable enfant, pleine d'espérances et de vertus. » Il fut impossible de causer, et Temple qui, en dépit de toute son indifférence naturelle ou philosophique, était assez sensible du côté de la vanité, ressentit vivement ce mauvais procédé. Le lendemain, il se présenta devant le roi, qui prenait l'air du matin et donnait à manger à ses canards sur le Mail. Charles fut poli, mais évita avec soin, comme Arlington, toute conversation relative à la politique. Temple s'aperçut que ses amis les plus considérés étaient absolument exclus des secrets du conseil intérieur, et attendaient avec effroi et anxiété ce qui pourrait sortir de ces mystérieuses délibérations. Enfin il obtint un rayon de lumière. L'humeur entreprenante et les passions violentes de Clifford le rendaient l'homme du monde le moins propre à garder un secret important. Il dit à Temple, avec beaucoup d'emportement, que les États s'étaient indignement conduits, que M. de Witt était un drôle et un coquin, qu'il était au-dessous du roi d'Angleterre et de tout autre roi d'avoir affaire à de pareils misérables, qu'on devrait

le proclamer devant le monde entier, et que c'était le devoir du ministre d'Angleterre à la Haye de le dire publiquement. Sir William Temple se contint le mieux qu'il put, et déclara tranquillement et nettement qu'il ne proclamerait rien de semblable, et que, s'il était appelé à donner son avis sur les États et leurs ministres, il dirait exactement ce qu'il en pensait.

Il voyait enfin clairement que l'orage s'amoncelait, que la grande alliance qu'il avait formée, et sur laquelle il avait veillé avec un soin paternel, allait être dissoute, que le moment approchait où, s'il restait dans la vie publique, il serait indispensable de prendre décidément parti contre la cour, ou de renoncer à la grande estime dont il jouissait en Angleterre et à l'étranger. Il commença ses préparatifs pour quitter complétement les affaires Il agrandit un petit jardin qu'il avait acheté à Sheen, et dépensa quelque argent à embellir sa maison. Il conservait encore le titre de ministre en Hollande, et le cabinet anglais continua pendant quelques mois à flatter les États généraux de l'espoir de le voir bientôt revenir. Enfin, au mois de juin 1671, les projets de la Cabale étaient arrivés à maturité. On avait signé l'infâme traité avec la France. Le temps de la déception était passé, celui de la violence et de l'insolence était venu. Temple reçut officiellement son congé, baisa la main du roi, qui lui paya ses services par quelques-uns de ces compliments et de ces promesses vagues qui coûtaient si peu au cœur froid, au caractère facile, et à la langue toujours prête de Charles II, et Temple se retira tranquillement à Sheen, dans son petit nid, comme il l'appelait.

Là, il s'amusa à cultiver son jardin, et il pratiqua cet art avec tant de succès que la réputation de ses arbres

fruitiers se répandit bientôt au loin. Mais les lettres étaient sa principale distraction. Il avait depuis sa jeunesse, comme nous l'avons déjà dit, l'habitude de s'amuser à écrire. Le style agréable et clair de ses dépêches avait bientôt attiré l'attention des ministres, et il avait publié avant la paix de Bréda, à la demande de lord Arlington, un pamphlet sur la guerre dont on ne sait rien maintenant si ce n'est qu'il eut quelque vogue dans le temps, et que Charles II, qui n'était point un juge à dédaigner, déclara qu'il était très-bien écrit. Peu de temps avant sa résidence à la Haye, sir William Temple avait aussi écrit un traité sur l'état de l'Irlande, dans lequel il manifestait tous les sentiments d'un admirateur de Cromwell. Il avait adopté peu à peu un style remarquablement lucide et harmonieux, quelquefois altéré à la surface par des tours de phrases français ou espagnols qu'il avait acquis dans ses voyages ou dans ses négociations, mais qui restait au fond de l'anglais très-pur, coulant en général avec simplicité et négligence, et s'élevant parfois jusqu'à une élégance cicéronienne. On a souvent critiqué la longueur de ses phrases, mais cette longueur n'est qu'apparente ; le critique, qui regarde comme une seule phrase tout ce qui est contenu entre deux points, peut certainement dire que les phrases de sir William Temple sont longues ; mais un examen attentif lui prouvera qu'elles ne sont pas gonflées de parenthèses, que leur structure n'est presque jamais compliquée, que ce sont simplement des idées ou des faits accumulés, et qu'en supprimant tout simplement une conjonction ou en mettant de temps en temps un point à la place de deux points, on pourrait, sans changer l'ordre des mots, les couper en

phrases très-courtes, sans autre sacrifice que celui de l'euphonie. Les phrases de Hooker et de Clarendon, au contraire, sont véritablement longues, et on ne pourrait en faire des phrases courtes sans les changer complétement.

Parmi les ouvrages que Temple composa pendant sa première retraite des affaires, les plus connus sont un *Essai sur le gouvernement*, qui nous paraît extrêmement puéril, et un *Tableau des Provinces-Unies*, que nous regardons comme un chef-d'œuvre dans son genre. En comparant ces deux traités, on conviendra probablement avec nous que Temple n'était pas un philosophe bien profond ni bien précis, mais qu'il était un très-bon observateur, qu'il n'avait pas de dispositions pour les spéculations philosophiques, mais qu'il était fait pour exceller à écrire des mémoires ou des voyages.

Pendant que sir William Temple était ainsi occupé, la grande tempête qui menaçait depuis si longtemps l'Europe, éclata avec une telle fureur qu'elle sembla un moment menacer de ruine tous les gouvernements libres et toutes les églises protestantes. La France et l'Angleterre, sans chercher un prétexte convenable, déclarèrent la guerre à la Hollande. Les immenses armées de Louis XIV passèrent le Rhin et envahirent le territoire des Provinces-Unies. Les Hollandais semblaient paralysés par la terreur. De grandes villes ouvraient leurs portes à des corps dispersés. Des régiments jetaient bas leurs armes sans apercevoir un ennemi. La Gueldre, l'Over-Yssell, la province d'Utrecht furent bientôt au pouvoir des conquérants. On voyait les feux du camp français du haut des murs d'Amsterdam. Dans la première folie de son désespoir, ce peuple condamné à la

destruction tourna sa fureur contre ses plus illustres concitoyens. Ruyter fut sauvé à grand'peine des mains des assassins. Jean de Witt fut mis en pièces par une populace en furie. Il ne resta d'autre espoir à la République que le courage ardent, infatigable, indomptable, qui brûlait sous la froide attitude du jeune prince d'Orange.

Ce grand homme s'éleva tout d'un coup à la pleine dignité de son rôle, et se montra le digne descendant de cette race de héros qui avaient revendiqué contre la maison d'Autriche les libertés de l'Europe. Ni ses liens étroits avec la famille royale d'Angleterre, ni les sollicitations les plus pressantes, ni les offres les plus séduisantes, rien ne put ébranler sa fidélité à son pays. Le courage de sa nation, ce courage qui avait soutenu la grande lutte contre le gigantesque pouvoir de Philippe II, reparut dans toute son énergie. Les hommes d'État de la Hollande discutèrent gravement ces projets qu'inspire un généreux désespoir et qui sont presque toujours promptement suivis d'une lueur d'espérance. Ils parlaient d'ouvrir leurs digues, d'équiper leurs vaisseaux, de laisser leur pays, avec toutes ses merveilles de l'art et de l'industrie, ses villes, ses canaux, ses villas, ses pâturages et ses jardins remplis de tulipes, s'ensevelir dans les flots de l'océan Germanique, pendant qu'ils iraient porter dans un pays lointain leur foi calviniste et leurs vieilles libertés bataves, pour établir, peut-être avec de plus heureuses chances, le nouvel hôtel de ville de leur République sous d'autres cieux, au milieu d'une végétation étrangère, dans les îles des épices des mers de l'Orient. Tels étaient les desseins qu'ils avaient le courage de former. Il est rare que les hommes capables de les

concevoir soient réduits à la nécessité de les exécuter.

Les alliés avaient obtenu un moment des succès qui dépassaient leurs espérances. C'était pour eux l'instant propice. Ils négligèrent d'en profiter. Il passa et ne revint plus. Le prince d'Orange arrêta les progrès des armées françaises. Louis XIV retourna chercher à Versailles de l'amusement et des flatteurs. Les campagnes de Hollande étaient sous l'eau. L'hiver approchait. Le temps devenait orageux. La flotte des rois alliés ne pouvait plus tenir la mer. La République avait obtenu un répit, et la conjoncture était telle qu'un répit, important au point de vue militaire, était presque décisif au point de vue politique.

L'alliance contre la Hollande, quelque formidable qu'elle fût, était telle cependant qu'elle ne pouvait réussir, à moins d'un succès immédiat. Les ministres anglais ne pouvaient soutenir la guerre sans argent. Ils ne pouvaient légalement obtenir de l'argent que du Parlement, et ils n'avaient aucune envie de convoquer le Parlement. Les mesures que Charles II avait adoptées à l'intérieur étaient encore moins populaires que sa politique étrangère. Il s'était engagé par traité envers Louis XIV à établir la religion catholique en Angleterre, et pour accomplir ce dessein, il était entré dans la voie que son frère suivit plus tard avec bien plus d'obstination pour arriver à une fin plus funeste. Le roi avait annulé de son autorité privée les lois contre les catholiques et les autres dissidents. Le fond de la déclaration d'indulgence irrita la moitié de ses sujets, et la forme irrita l'autre moitié. Les esprits libéraux se seraient réjouis de voir proclamer la tolérance, au moins envers les sectes protestantes. Bien des partisans de la haute église

n'avaient point d'objection à ce que le roi usât de son pouvoir par ordonnance. Mais un acte de tolérance inconstitutionnellement accompli excita l'opposition de tous ceux qui étaient zélés pour l'Église ou pour les priviléges du peuple, c'est-à-dire de quatre-vingt-dix-neuf Anglais sur cent. Les ministres ne se souciaient guère par conséquent de se trouver en face du Parlement. Ils donnaient à la vérité des conseils désespérés, sans foi ni loi; mais le plus hardi d'entre eux tenait trop à sa tête pour songer à avoir recours aux bénévolences, au sceau privé, à la taxe des vaisseaux, et à toutes les autres extorsions illégales qu'on avait pratiquées dans le siècle précédent. Ils fermèrent l'Échiquier ; cette fraude audacieuse leur valut environ douze cent mille livres sterling, somme qui n'eût pu suffire, dans des mains plus habiles que les leurs, aux dépenses de la guerre, pour une année seulement. Et c'était là une démarche qu'on ne pouvait répéter, une démarche qui causa, comme on s'en aperçut bientôt, des embarras pécuniaires plus grands que ceux qu'elle avait éloignés, ce qui arrive toujours lorsque la bonne foi publique est violée. Tout l'argent qu'on pouvait se procurer était dépensé, on n'avait pas triomphé de la Hollande, et le roi n'avait d'autre ressource que de convoquer un Parlement.

Si une élection générale eût eu lieu dans ces conjonctures, il est probable que le pays eût nommé des représentants aussi résolûment hostiles à la cour que ceux qui s'assemblèrent au mois de novembre 1640 ; toute la politique intérieure et extérieure du gouvernement eût aussitôt été changée, et les membres de la Cabale eussent expié leurs crimes sur la place de la Tour. Mais la Chambre des communes était encore celle qui avait été

élue douze ans auparavant, au milieu des transports de joie, de repentance et de loyauté qui suivirent la restauration, et la cour n'avait rien épargné pour se l'attacher à force de places, de pensions et d'argent. Elle était presque aussi odieuse que le cabinet même à la plus grande partie de la population. Cependant, tout en n'adoptant pas les mesures énergiques qu'une Chambre nouvelle eût probablement votées, la Chambre des communes fut sombre et indisciplinée, et défit lentement et par degrés, mais défit très-efficacement tout ce que les ministres avaient fait. Elle détruisit en une seule session tout leur système de gouvernement intérieur. Dans une seconde session, elle porta un coup mortel à leur politique étrangère.

Le pouvoir des ordonnances fut le premier objet de ses attaques. Les Communes ne voulaient pas approuver expressément la guerre ; elles ne la blâmèrent pas non plus expressément, et elles étaient disposées à accorder au roi un subside pour continuer les hostilités, s'il consentait à redresser les abus intérieurs, parmi lesquels la déclaration d'indulgence tenait la première place. Shaftesbury, alors chancelier, vit que la partie était perdue, qu'il avait gagné tout ce qu'il pouvait gagner en jouant la partie du despotisme et du papisme, et qu'il était temps de penser à devenir démagogue et bon protestant. Le lord trésorier Clifford, par sa hardiesse, sa franchise, son zèle pour la religion catholique, et par ce qu'on pourrait presque appeler de l'honnêteté en comparaison de l'infamie de ses collègues, était désigné pour devenir le bouc expiatoire de la conspiration tout entière. Le roi se rendit en personne à la Chambre des lords pour demander à leurs Seigneuries leur médiation, entre la

Chambre des communes et lui, touchant la déclaration d'indulgence. Il resta dans la salle pendant qu'on prenait son discours en considération. Cela lui arrivait souvent; les débats amusaient cet esprit blasé, et valaient parfois, disait-il, une comédie. Sa Majesté n'avait certainement jamais vu dans aucune comédie d'intrigue, ni à son théâtre particulier, ni à celui du duc de Buckingham, un revirement plus soudain que celui auquel elle assista dans cette mémorable discussion. Le lord trésorier défendit la déclaration d'indulgence avec son ardeur et son intrépidité ordinaire. Quand il se fut rassis, le lord chancelier se leva de son sac de laine, et à l'étonnement du roi et de la chambre, il attaqua Clifford et la déclaration qu'il avait soutenue dans le conseil, abandonna toute la politique du cabinet, et déclara qu'il était du parti de la Chambre des communes. On n'avait jamais étalé, même à cette époque, une impudence aussi déhontée.

Le roi, d'après l'avis de la cour de France, qui tenait infiniment plus à la guerre du continent qu'à la conversion des hérétiques anglais, résolut de sauver la politique étrangère aux dépens de ses plans en faveur de l'Église catholique. Il obtint un subside, et en retour de cette concession, avant de proroger les Chambres, il annula la déclaration d'indulgence et renonça formellement au pouvoir de déroger aux lois par des ordonnances.

Mais il n'était pas plus en son pouvoir de continuer la guerre que de maintenir à l'intérieur son système arbitraire. Son ministère trahi au dedans, et violemment attaqué au dehors, se démembra bientôt. Clifford abandonna la baguette blanche et se retira dans les bois de Ughbrook, jurant, avec des larmes amères, de ne jamais

revoir cette turbulente cité ni cette cour perfide. Shaftesbury reçut l'ordre de rendre le grand sceau, et porta à l'instant son front d'airain et sa langue empoisonnée dans les rangs de l'opposition. Les membres encore debout de la Cabale n'avaient pas la capacité de l'ex-chancelier, ni le courage et le zèle de l'ex-trésorier. Non-seulement ils étaient hors d'état de mettre à exécution leurs anciens projets, mais ils tremblaient déjà pour leurs biens et leurs têtes. Le Parlement, dès qu'il fut réuni, commença à murmurer contre l'alliance avec la France et la guerre avec la Hollande, et le murmure devint bientôt une clameur violente et terrible. On adopta des résolutions énergiques contre lord Lauderdale et le duc de Buckingham ; on produisit les articles d'un acte d'accusation contre lord Arlington. Dans tous ces débats, on parlait avec respect de la Triple Alliance, et les yeux de tous se tournaient vers le tranquille verger où l'auteur de cette grande ligue s'amusait à lire et à soigner son jardin.

Temple reçut l'ordre de se rendre auprès du roi et fut chargé de négocier une paix séparée avec la Hollande. L'ambassadeur d'Espagne à la cour de Londres avait reçu pouvoir des États généraux pour traiter en leur nom. Temple s'entendit promptement avec lui, et au bout de trois jours le traité fut conclu.

Les plus hautes dignités de l'État étaient à la portée de sir William Temple. Après la retraite de Clifford, le roi avait confié le bâton blanc à Thomas Osborne, qu'il fit bientôt après comte de Danby; il était parent de lady Temple, et bien des années auparavant il avait voyagé et joué à la paume avec sir William. Danby était un homme intéressé et peu honnête, mais qui ne man-

quait point de jugement ni d'habileté ; c'était un meilleur conseiller que tous ceux auxquels Charles avait jusqu'alors accordé sa confiance. Clarendon appartenait à une autre génération, et ne comprenait nullement la societé qu'il devait gouverner. Les membres de la Cabale étaient ministres d'une puissance étrangère et ennemis de l'Église établie ; ils avaient par conséquent excité, contre eux et contre leur maître, une irrésistible tempête de haine nationale et religieuse. Danby désirait étendre et fortifier la prérogative royale, mais il avait assez de bon sens pour voir qu'on ne pouvait y réussir sans un changement complet de système. Il connaissait le peuple anglais et la Chambre des communes, et il savait que la marche que suivait Charles depuis quelque temps pourrait bien le mener, s'il y persistait, à finir sa vie devant les fenêtres de la salle des banquets de Whitehall. Il voyait que la véritable politique de la couronne était de s'allier, non aux catholiques qui étaient faibles, détestés, foulés aux pieds, mais à l'Église anglicane qui était puissante, riche, populaire, triomphante, et qu'il fallait chercher appui, non auprès d'un prince étranger dont le nom était odieux à la nation anglaise et qui ne pouvait accorder son aide qu'à des conditions de vasselage, mais auprès du vieux parti Cavalier, des propriétaires du sol, du clergé, des universités. En ralliant autour du trône toute la force des royalistes et des partisans de la haute Église, en usant libéralement de toutes les ressources de la corruption, lord Danby se flattait de venir à bout du Parlement. S'il ne réussit pas, il faut l'attribuer à son maître plutôt qu'à lui. Lord Danby eut peu ou point de part aux honteuses relations que Charles entretenait encore avec

la cour de France, et il n'en méritait point le reproche quoiqu'il en ait porté tout le châtiment.

Lord Danby, doué de grands talents parlementaires, avait prêté peu d'attention à la politique de l'Europe et désirait le concours de quelqu'un sur qui il pût compter pour les affaires étrangères. On fit en conséquence un arrangement pour nommer sir William Temple secrétaire d'État. Lord Arlington était le seul membre de la Cabale qui fût encore au pouvoir. L'humeur de la Chambre des communes rendait indispensable de le remplacer ou plutôt de l'engager à vendre sa place, car à cette époque, les grandes charges de l'État se vendaient et s'achetaient, comme aujourd'hui les commissions dans l'armée. On prévint sir William Temple qu'il recevrait les sceaux s'il consentait à donner six mille livres sterling à lord Arlington. Le marché n'avait en soi rien de déshonorant selon les idées du temps, et le placement aurait été bon, car nous pouvons supposer qu'à cette époque les bénéfices que pouvait faire un secrétaire d'État, sans aller au delà de ce qui passait pour convenable, devaient être très-considérables. Les amis de Temple proposèrent de lui prêter de l'argent; mais il était bien décidé à ne pas accepter un poste d'une si grande responsabilité dans un temps si agité, et sous un prince auquel on pouvait si peu se fier; il préféra donc l'ambassade de la Haye, laissant à lord Arlington le soin de chercher un autre acheteur.

Avant de quitter l'Angleterre, sir William Temple eut une longue conversation avec le roi, auquel il parla très-sévèrement des mesures adoptées par le dernier ministère. Le roi avoua que les choses avaient mal tourné; « mais si j'avais été bien servi, » dit-il, « j'aurais fait là

une bonne affaire. » Temple fut effrayé de ce langage, et en conclut que le système de la Cabale était suspendu, mais point abandonné. Il crut donc de son devoir d'aller, comme il dit, au fond des choses; il représenta au roi l'impossibilité d'établir en Angleterre le régime absolu ou la religion catholique, et conclut en lui répétant une observation qu'il avait entendu faire à Bruxelles par M. de Gourville, Français de beaucoup d'esprit, que Charles connaissait bien : « Un roi d'Angleterre, » disait Gourville, « qui veut bien être l'homme de son peuple, est le plus grand roi du monde ; mais s'il veut être davantage, par le ciel, il n'est plus rien du tout ! » Le roi donna, pendant ce sermon, quelques signes d'impatience ; mais à la fin, il mit la main avec bonté sur l'épaule de Temple, et lui dit : « Vous avez raison, et Gourville aussi ; je serai l'homme de mon peuple. »

Sur cette assurance, Temple se rendit à la Haye, au mois de juillet 1674. La Hollande était en sûreté et la France était de toutes parts pressée par ses ennemis. L'Espagne et l'Empire avaient pris les armes pour obliger Louis XIV à abandonner tout ce qu'il avait acquis depuis le traité des Pyrénées. On ouvrit à Nimègue en 1675, sous la médiation de l'Angleterre, un congrès destiné à mettre fin à la guerre, et Temple y fut envoyé. Mais l'œuvre de conciliation avançait lentement, les puissances belligérantes étaient encore pleines d'espoir, et la puissance médiatrice n'était ni loyale ni ferme.

Cependant l'opposition devenait tous les jours plus formidable en Angleterre, et semblait bien décidée à contraindre le roi de faire la guerre à la France. Charles désirait faire quelques nominations qui pussent fortifier l'administration et lui attirer la confiance du public. Per-

sonne n'était plus estimé de la nation que sir William Temple, et pourtant il n'avait jamais pris parti dans l'opposition contre aucun gouvernement. Au mois de juillet 1677, il fut mandé de Nimègue. Charles le reçut avec des caresses, le pressa vivement d'accepter les sceaux comme secrétaire d'État, et promit de payer la moitié des frais de l'acquisition de la charge. Temple fut charmé de la bienveillance et de la politesse des manières du roi, charmé de la vivacité de la conversation de Sa Majesté, mais rien ne pouvait endormir sa prudence. Il s'excusa tranquillement, mais avec persistance. Le roi affecta de traiter ses excuses comme une simple plaisanterie, et dit gaiement : « Allons, allez-vous-en à Sheen, nous ne tirerons rien de bon de vous jusqu'à ce que vous y soyez allé ; mais quand vous vous serez reposé, revenez. » Temple se retira, passa deux jours chez lui à la campagne, mais revint à Londres dans la même disposition, et le roi fut obligé de consentir au moins à un délai.

Tandis que Temple évitait ainsi soigneusement de se charger d'une pareille responsabilité dans la direction générale des affaires, il donnait une preuve signalée de cette infaillible sagacité qui l'aidait à se distinguer sans courir aucun risque. Il joua le principal rôle dans un événement qui fut accueilli par une satisfaction générale dès le début, et qui amena plus tard des conséquences de la plus haute gravité. Nous voulons parler du mariage du prince d'Orange avec la princesse Marie.

L'année suivante, Temple retourna à la Haye ; vers la fin de l'année 1678, il fut envoyé de là à Nimègue pour signer le traité superficiel et insuffisant qui suspendit un moment les dissensions de l'Europe. Il grommela bien

fort d'être obligé d'apposer son nom à un mauvais traité qu'il n'avait pas rédigé, et plus encore de voyager par un grand froid. Une difficulté d'étiquette l'empêcha après tout de signer, et il retourna à la Haye. A peine y fut-il arrivé qu'il apprit que le roi, dont les embarras étaient devenus plus grands que jamais, était bien décidé à le nommer secrétaire d'État. Il refusa pour la troisième fois cette haute dignité, et commença ses préparatifs pour un voyage en Italie, pensant probablement qu'il passerait plus agréablement son temps au milieu des tableaux et des ruines que dans un tourbillon de folie politique et religieuse comme celui qui emportait Londres à cette époque.

Mais le roi en était réduit aux extrémités, et il n'était plus si facile de se débarrasser de lui. Temple reçut l'ordre positif de se rendre en Angleterre ; il obéit, et trouva le pays dans un état bien plus grave encore qu'il ne se l'était figuré.

Il y a des conjonctures terribles où le mécontentement d'une nation, mécontentement dont les causes ne sont ni frivoles ni capricieuses, et qui a grandi sans relâche pendant de longues années, arrive enfin à sa maturité. Quelques esprits sagaces prédisent l'approche de ces conjonctures, mais ils prophétisent en vain. Pour le plus grand nombre, le mal arrive comme une éclipse totale de soleil arrive à midi, chez une peuplade de sauvages. La société, qui peu de temps auparavant était dans un repos parfait, est tout à coup agitée par les convulsions les plus épouvantables et semble sur le point de se dissoudre ; les gouvernants qui ne s'étaient pas un moment préoccupés du mal tant qu'il n'avait pas dépassé la portée des remèdes ordinaires, restent éper-

dus et terrifiés, sans espoir et sans ressources, au milieu de la confusion. Notre génération a déjà vu une conjoncture de cette sorte. Dieu veuille que nous n'en voyions jamais d'autre ! Ce fut dans un semblable moment que sir William Temple mit le pied sur le sol anglais, au commencement de l'année 1679.

Le Parlement avait conçu quelque soupçon des relations du roi avec la France, et sa colère s'était injustement dirigée contre Danby, dont la conduite dans cette affaire avait plutôt été, à tout prendre, digne d'éloge que de blâme. Le complot papiste, le meurtre de Godfrey, les infâmes calomnies d'Oates, la découverte des lettres de Coleman avaient allumé dans la nation une véritable folie. Tout le mécontentement engendré par dix-huit années de mauvais gouvernement avait éclaté tout d'un coup. Dans ce moment, le roi avait reçu le conseil de dissoudre le Parlement qui avait été élu aussitôt après la restauration, et qui conservait, malgré les changements introduits depuis lors dans sa composition, une plus forte dose du vieil esprit des Cavaliers que tous ceux qui l'avaient précédé ou qui avaient chance de lui succéder. Les élections générales venaient de commencer, et on y procédait avec un degré de passion inconnu jusqu'alors. Le courant contre la cour était très-fort. Il était clair que la majorité de la nouvelle Chambre des communes se composerait de *whigs* décidés, pour employer un mot qui devint à la mode quelques mois plus tard. Charles avait cru nécessaire de céder à la violence du sentiment public. Le duc d'York était sur le point de se retirer en Hollande : « Je n'ai jamais vu, » disait Temple qui avait vu abolir la monarchie, dissoudre le long Parlement, tomber le Protectorat, et Monk déclamer

contre le *croupion*, « je n'ai jamais vu les esprits des hommes plus troublés. »

Le roi conjura vivement Temple d'accepter les sceaux. La partie pécuniaire de l'arrangement n'offrait plus de difficultés, et sir William ne fut pas aussi positif dans ses refus que par le passé. Il demanda trois jours pour examiner l'état des affaires et ses propres sentiments, et il en vint à cette conclusion que « le théâtre ne convenait nullement à un acteur tel qu'il se connaissait lui-même. » Il comprit pourtant qu'en refusant son aide au roi dans un moment de crise, il pourrait l'offenser grièvement et encourir de grands reproches. Il se traça donc, avec son adresse ordinaire, un plan de conduite. Il souhaitait, dit-il, très-vivement, de siéger au Parlement ; il s'arrangea néanmoins pour perdre son élection, et quand tous les siéges furent occupés, il représenta au roi qu'il était inutile qu'il se chargeât des sceaux avant de pouvoir entrer dans la Chambre des communes, et il réussit ainsi à éviter les grandeurs que d'autres voulaient lui imposer.

Le Parlement s'assembla, et la violence de ses actes dépassa toute attente. Le long Parlement lui-même, avec des raisons d'excitation bien plus graves, avait été moins violent à son début. Le lord trésorier fut dès l'abord chassé de son poste, mis en accusation, envoyé à la Tour. On vota des résolutions très-vives à propos du complot papiste. Les communes étaient toutes disposées à aller plus avant, à dépouiller le roi de son droit de grâce quand il s'agissait de grands crimes politiques, et à changer l'ordre de succession au trône. Charles était profondément troublé et effrayé ; sir William Temple, qui le voyait presque tous les jours, le croyait sincèrement convaincu de ses fautes et de la déplorable situa-

tion à laquelle elles l'avaient réduit. Leurs conférences devenaient tous les jours plus confidentielles ; sir William Temple commença à se flatter de l'espoir de réconcilier les factions à l'intérieur, comme il avait réconcilié les Etats ennemis à l'étranger, et à croire qu'il pourrait suggérer un plan qui calmerait tous les emportements, effacerait le souvenir des griefs passés, mettrait la nation à l'abri de tout mauvais gouvernement, et protégerait la couronne contre les empiétements du Parlement.

Le projet de sir William Temple consistait à dissoudre le conseil privé alors existant, qui se composait de cinquante membres, à supprimer le petit conseil intérieur qu'on appelle maintenant le cabinet, et à nommer un nouveau conseil privé de trente membres; le roi devait s'engager à gouverner toujours d'après les avis de ce corps, et à permettre que les affaires de tout genre y fussent librement discutées, sans réserver aucune partie des affaires d'État à la direction d'un comité secret.

Quinze membres de ce nouveau conseil devaient être de grands officiers de l'État. Les quinze autres devaient être de grands seigneurs et des gentilshommes indépendants occupant une grande situation dans le pays. En les choisissant on devait attacher beaucoup d'importance à leur fortune. On estimait le revenu annuel de tous ces conseillers à 300,000 livres sterling. On ne croyait pas que le revenu annuel des membres de la Chambre des communes pût excéder, dans l'ensemble, 400,000 livres sterling. Temple insista sur la nécessité de nommer des conseillers riches comme sur « un point capital indispensable à cette constitution. »

Ce projet fournit matière à de fréquentes conversations entre le roi et sir William Temple. Après un mois con-

sacré à des discussions auxquelles il ne semble pas avoir admis de tiers, le roi se déclara convaincu de l'utilité de la mesure proposée et résolut de la mettre à exécution.

Il est fort à regretter que Temple ne nous ait pas laissé de récit de ces conférences. Les historiens ont été réduits à former eux-mêmes des conjectures sur le but de cet étrange plan, de cette *constitution*, comme l'appelle lui-même sir William. Nous ne saurions dire qu'aucune des explications qu'on a données jusqu'à présent nous satisfasse complétement. A vrai dire, presque tous les écrivains que nous avons consultés semblent croire qu'il ne s'agissait là que d'un changement d'administration, et en conséquence ils y applaudissent fort. M. Courtenay, qui a évidemment étudié la question avec plus d'attention qu'on ne lui en a accordé d'ordinaire, semble trouver le projet de Temple très-étrange, absurde et inintelligible. C'est bien timidement que nous offrons une solution de ce que nous avons toujours regardé comme l'une des grandes énigmes de l'histoire d'Angleterre. Nous sommes très-portés à croire que la nomination du nouveau conseil privé était réellement un événement bien plus important qu'on ne l'a généralement supposé, et que ce que Temple avait véritablement en vue, sous l'apparence d'un changement d'administration, était un changement permanent dans la constitution.

Ce plan, considéré uniquement comme plan pour la formation d'un cabinet, offre tant d'inconvénients évidents que nous ne pouvons croire que ce fût là le principal but de sir William Temple. Le nombre des membres du nouveau conseil serait à lui seul une objection sérieuse. Les cabinets les plus nombreux des temps modernes n'ont jamais, je crois, compté plus de quinze

membres. Ce chiffre même a paru en général trop élevé. Le marquis de Wellesley, dont le jugement en fait de pouvoir exécutif a droit à autant de respect que celui d'aucun homme d'État qu'ait produit l'Angleterre, déclara, pendant les négociations ministérielles de 1812, qu'il trouvait un cabinet de treize membres déjà trop nombreux. Comment espérer trouver dans un cabinet de trente membres l'unité, le secret, la rapidité dans l'action, toutes les qualités qu'un pareil corps doit posséder? A la vérité, si tous les membres de ce cabinet avaient été étroitement unis par l'intérêt, s'il leur eût grandement importé à tous que le gouvernement fût durable, si la majorité eût dépendu de quelques hommes supérieurs, les trente membres auraient pu agir comme agirait un nombre moins considérable, bien qu'avec plus de lenteur, d'embarras et de chances d'indiscrétions malencontreuses. Mais le conseil que proposait Temple était composé de manière à rester le cabinet le plus difficile à manier et le plus désuni qui eût jamais siégé, n'eût-il eu que dix membres au lieu de trente. La moitié des conseillers devaient être des hommes sans charge, n'ayant aucune raison de compromettre leurs opinions ou de prendre leur part de responsabilité pour une mesure impopulaire, des hommes, par conséquent, qu'on pouvait s'attendre à voir abandonner les autres dans toutes les crises qui exigeraient leur coopération la plus cordiale, et entraver, au contraire, les affaires publiques autant que cela serait en leur pouvoir. L'énorme fortune privée des conseillers ne pouvait qu'aggraver les difficultés. La Chambre des communes est un corps destiné à retenir le pouvoir; il est donc désirable qu'elle se compose en grande partie d'hommes possédant une position indé-

pendante, qui ne reçoivent et n'attendent rien du gouvernement. Mais lorsqu'il s'agit du pouvoir exécutif, la situation est toute différente; ce pouvoir n'est pas chargé de soutenir, mais d'agir. Ce qui est une vertu pour le Parlement peut être un vice pour un cabinet. Nous ne pouvons guère imaginer un plus grand malheur pour le pays qu'une administration dont tous les membres seraient aussi parfaitement indépendants l'un de l'autre, et auraient aussi peu besoin de se faire des concessions mutuelles, que les représentants de Londres et ceux du comté de Devon sont et doivent être indépendants les uns des autres dans la Chambre des communes. Le nouveau conseil de Temple devait contenir quinze membres, sans aucune charge, et qui devaient posséder en moyenne une fortune privée de dix mille livres sterling de rentes, revenu qui, en proportion des besoins d'un grand seigneur à cette époque, équivaut au moins à trente mille livres sterling de notre temps. Pouvait-on s'attendre à voir ces hommes se charger de la responsabilité et du travail d'un ministre, et accepter l'impopularité que les meilleurs ministres doivent parfois être prêts à braver ? Pouvait-on douter qu'une opposition ne se formât bientôt dans le sein même du cabinet, et n'eût pour conséquence la désunion, les querelles, le retard des opérations, les indiscrétions et tout ce qu'il y a de plus contraire à la nature d'un conseil exécutif?

Est-il possible de supposer que des considérations si sérieuses et si frappantes puissent avoir complétement échappé à un homme aussi sagace et aussi expérimenté que sir William Temple? De deux choses l'une : ou l'on n'a pas compris son projet, ou l'on a fort exagéré ses talents pour les affaires publiques.

Nous penchons à croire qu'on n'a pas compris son projet. Nous avons démontré que son nouveau conseil aurait été un détestable cabinet. La conséquence que nous sommes portés à en tirer, c'est qu'il destinait son conseil à un autre but qu'à être un simple cabinet. Barillon s'est servi de quatre ou cinq mots qui contiennent, ce nous semble, la clef du mystère. M. Courtenay les appelle des mots pleins de signification, mais si nous ne nous trompons, il n'en comprend pas toute la portée : « Ce sont, » disait Barillon, « des États, non des conseils. »

Afin de comprendre clairement ce que Temple avait en vue, à ce que nous supposons, le lecteur doit se rappeler que le gouvernement d'Angleterre était alors, et était, depuis près de quatre-vingts ans, dans une période de transition. Un changement, qui n'était pas moins réel ni moins important parce qu'il restait caché sous d'anciens noms et d'anciennes formes, faisait de constants progrès. La théorie de la constitution, les lois fondamentales qui règlent les attributions des trois branches du pouvoir, ne subirent aucun changement important entre le règne d'Élisabeth et celui de Guillaume III. Les lois les plus célèbres du dix-septième siècle sur cette question, la pétition des Droits, la déclaration des Droits sont de pures déclarations. Elles prétendent rappeler simplement l'ancienne organisation politique de l'Angleterre. Elles ne parlent pas du gouvernement libre comme d'une amélioration salutaire ; elles le réclament comme un héritage incontesté depuis un temps immémorial. Cependant, on ne saurait douter que les relations mutuelles de tous les corps de l'État n'aient subi en pratique, pendant la période dont nous parlons, une transformation radicale. La lettre de la loi a pu rester la même ; mais

au commencement du dix-septième siècle, le pouvoir de la couronne était indubitablement prédominant dans l'État, tandis qu'à la fin du siècle, le pouvoir du Parlement, et en particulier celui de la Chambre basse, était devenu prédominant de fait. Au commencement du dix-septième siècle, le souverain violait sans cesse, avec peu ou point d'opposition, les priviléges évidents du Parlement; à la fin du siècle, le Parlement s'était approprié en fait tout ce qu'il avait voulu de la prérogative de la couronne. Le souverain conservait l'ombre de cette autorité dont les Tudors possédaient la réalité. Il avait un droit de véto législatif qu'il n'osait jamais exercer, le pouvoir de nommer des ministres qu'une adresse de la Chambre des communes pouvait d'un moment à l'autre l'obliger de renvoyer, et le pouvoir de déclarer la guerre qu'il ne pouvait soutenir un seul jour sans le secours du Parlement. Les chambres du Parlement n'étaient plus de simples assemblées législatives, ni purement des assemblées destinées à retenir le pouvoir. Elles étaient de grands conseils d'État, dont la voix, lorsqu'elle s'élevait fermement et un peu haut, décidait de toutes les questions de politique étrangère et intérieure. Il n'y avait pas, dans l'ensemble du gouvernement, un rouage dont elles n'eussent le droit de s'enquérir; leurs avis équivalaient à des ordres; et si elles s'abstenaient d'intervenir dans certains départements exécutifs, leur propre modération et la confiance qu'éprouvaient les Chambres pour les ministres de la couronne les retenaient seules. Il n'y-a peut être pas dans l'histoire un autre exemple d'un changement aussi grave dans la constitution pratique d'un empire, qui n'ait été accompagné d'aucun changement correspondant dans

la théorie de la constitution. La transformation déguisée de la république romaine en une monarchie absolue, pendant la longue administration d'Auguste, en est peut-être le parallèle le plus exact.

Ce grand changement n'eut pas lieu sans une résistance constante et énergique de la part des rois de la maison de Stuart. Jusqu'en 1642, cette résistance fut en général ouverte, violente, illégale. Les communes refusaient-elles un subside, le roi percevait une bénévolence. Les communes mettaient-elles en accusation un ministre favori, le souverain jetait en prison les chefs de l'opposition. De tous ces efforts pour contenir le Parlement par l'autorité despotique, sans prétexte de légalité, le dernier, le plus violent et le plus célèbre fut la tentative d'arrestation des cinq membres. Cette tentative fut le signal de la guerre et fut suivie par dix-huit années de désordre et de sang.

Les mauvais jours passèrent, les exilés revinrent dans leur patrie, le trône fut replacé à sa hauteur ; la pairie et la hiérarchie retrouvèrent leur ancienne splendeur. On reconnut de nouveau solennellement les lois fondamentales qui avaient été énumérées dans la Pétition des droits. Le jour où les Chambres du Parlement baisèrent à genoux la main de Charles II à Whitehall, la théorie de la constitution anglaise était la même que le jour où son père avait levé l'étendard royal à Nottingham-Hill. Il y eut une courte période de tendresse aveugle, un accès hystérique de loyale repentance et d'affection. Mais les émotions de cette nature sont transitoires, et les intérêts qui règlent le progrès des grandes sociétés sont permanents. Les transports de la réconciliation furent bientôt passés, et l'ancienne lutte recommença.

L'ancienne lutte recommença, mais non pas précisément d'après l'ancienne méthode. Le souverain n'était pas à la vérité homme à se laisser arrêter par un simple avertissement lorsqu'il voulait violer grossièrement la loi. Mais il avait reçu mieux qu'un simple avertissement. Il voyait tout autour de lui les traces de la vengeance d'une nation opprimée, les champs de bataille sur lesquels le sang le plus pur du pays avait été versé, les châteaux à moitié détruits par le canon des armées parlementaires, la salle où siégeait le sombre tribunal devant lequel on avait amené captif entre deux haies de soldats farouches l'héritier de cent rois ; il voyait encore les majestueux pilastres devant lesquels la grande exécution avait été si hardiment accomplie à la face du ciel et de la terre. Le prince, rétabli sur son trône, averti par le sort de son père, n'osa jamais attaquer ses parlements par des actes de violence arbitraire et ouverte. Un jour il se servait du Parlement ; une autre fois, il employait les cours de justice pour essayer de rendre à la couronne son ancienne autorité. Ses avantages étaient grands au début. Le Parlement de 1661 fut élu pendant que la nation était encore ivre de joie et de tendresse. La grande majorité de la Chambre des communes se composait de royalistes ardents. On usa sans réserve de tous les moyens d'influence qu'offrait le patronage de la couronne. La corruption fut systématiquement organisée. Le roi, qui ne pouvait rien économiser sur ses plaisirs, pour aucun autre emploi, trouvait de l'argent pour l'appliquer à la corruption. Pendant qu'on négligeait la défense des côtes, que les vaisseaux pourrissaient, que les arsenaux restaient vides, pendant qu'une multitude de marins non payés fourmillaient dans les rues des ports de mer,

on pouvait encore trouver dans le Trésor quelques ressources pour les membres de la Chambre des communes. On employait largement dans le même but l'or de la France. Cependant, on s'aperçut, comme on pouvait s'y attendre, qu'il y avait une limite naturelle aux résultats possibles à produire par de semblables moyens. Il y a une chose, une seule, que les assemblées les plus corrompues répugnent à vendre, c'est le pouvoir qui fait qu'on a besoin de les acheter. Les mêmes motifs d'égoïsme qui portaient les membres des Communes à accepter le prix d'un vote particulier les poussaient à combattre toutes les mesures dont l'effet pouvait être de diminuer l'importance et par conséquent le prix de leurs votes. Ils étaient tout prêts à conclure des marchés pour le revenu de leur pouvoir, si on peut ainsi parler; mais il n'était pas aussi aisé de leur persuader d'abandonner une parcelle du capital. C'est un fait curieux à remarquer que, pendant la longue durée de ce Parlement, du Parlement pensionnaire, comme le surnommaient les contemporains, bien que toutes les circonstances semblassent favorables à la couronne, le pouvoir de la couronne déclina toujours pendant que celui de la Chambre des communes augmentait toujours. Le Parlement se réunit plus souvent que sous les règnes précédents ; son intervention fut plus incommode pour le gouvernement qu'elle n'avait jamais été ; il commença à faire la paix et la guerre, à renverser, sinon à former les cabinets. Déjà on voyait apparaître une nouvelle classe d'hommes d'État, dont auparavant on n'avait jamais entendu parler, mais qui depuis lors est devenue nombreuse. Sous les Tudors et sous les premiers Stuarts, c'était en général par des manœuvres de cour, ou par son habileté et

ses connaissances en affaires qu'un homme politique s'élevait au pouvoir. Depuis le temps de Charles II jusqu'à notre temps, une autre espèce de talent, le talent parlementaire est devenu la qualité la plus nécessaire à un homme d'État anglais. Elle tient lieu de toute autre faculté ; elle a couvert l'ignorance, la faiblesse, la témérité, les erreurs les plus graves et les plus fatales dans l'administration. Un grand négociateur n'est rien en comparaison d'un grand discuteur, et un ministre qui peut réussir dans un discours n'a pas grand besoin de s'inquiéter d'une expédition restée sans succès. C'est le talent oratoire qui a fait juges des hommes qui ne connaissaient pas la loi, diplomates des gens qui ne savaient pas le français, qui a envoyé à l'amirauté des hommes qui ne savaient pas distinguer la proue d'un vaisseau de sa poupe, qui a fait entrer dans le conseil de l'Inde des hommes qui ne savaient pas la différence entre une roupie et une pagode ; c'est le talent oratoire qui mit M. Pitt aux affaires étrangères, lui qui de sa vie n'avait ouvert Vatel, comme le disait Georges II, et qui fut bien près de faire chancelier de l'Échiquier M. Shéridan, qui n'avait jamais pu faire une division. Ce fut ce talent qui éleva Clifford de l'obscurité à la tête des affaires ; ce fut à ce talent qu'Osborne, qui était par naissance un simple gentilhomme campagnard, dut le bâton blanc de la Trésorerie, la jarretière et le titre de duc. Les empiétements du pouvoir du Parlement sur le pouvoir de la couronne ont ressemblé à la fatalité, ou à l'opération d'une des grandes lois de la nature. La volonté de l'individu assis sur le trône, ou des individus siégeant dans les deux Chambres, a paru ne compter pour rien. Le roi pouvait désirer ardemment d'empiéter, mais quelque

chose le repoussait toujours. Le Parlement pouvait être fidèle, servile même, mais quelque chose le poussait toujours en avant.

« On faisait ces choses au bois vert ; que ne devait-on pas faire au bois sec (1) ? » Le complot papiste et les élections générales survinrent en même temps et trouvèrent un peuple prédisposé à la plus violente agitation. La composition de la Chambre des communes fut changée. Le Parlement fut rempli d'hommes qui penchaient en politique vers la république et en religion vers l'Église presbytérienne. Ils ne furent pas plutôt rassemblés qu'ils commencèrent contre le gouvernement une attaque qui, si elle eût réussi, leur eût assuré le pouvoir suprême dans l'État.

Comment cela devait-il finir ? Pour nous qui avons vu la question résolue, elle présente peu de difficultés ; mais elle devait paraître bien embarrassante à un homme d'État du temps de Charles II, à un homme d'État qui, sans dépouiller le Parlement de ses priviléges, désirait conserver au monarque son ancienne suprématie.

Clarendon, lorsqu'il était ministre, avait lutté, honnêtement peut-être, mais avec l'obstination, la fierté et les manières blessantes qui lui étaient habituelles, contre le pouvoir croissant de la Chambre des communes. Il était d'avis de lui accorder son ancienne autorité, mais pas un atome en sus. Il n'aurait jamais réclamé pour la couronne le droit de lever des impôts sur le peuple sans le consentement du Parlement ; mais lorsque le Parlement, dans la première guerre contre les Hollandais, insista avec beaucoup de raison pour savoir comment il se fai-

(1) *Évangile selon saint Luc*, chap. XXIII, v. 31.

sait que l'argent qu'il avait voté eût produit si peu de résultats, lorsqu'on commença à demander par quelles mains cet argent avait passé, et pour quel usage on l'avait dépensé, Clarendon regarda cette prétention comme une monstrueuse innovation. Il dit au roi, comme il le raconte lui-même, qu'il ne pouvait être trop indulgent pour le Parlement lorsque celui-ci défendait ses priviléges, et qu'il espérait bien que le roi n'en violerait jamais aucun, mais qu'il lui demandait de veiller avec autant de soin à réprimer les empiétements du Parlement, et à éviter qu'il n'étendît sa juridiction sur des affaires qui ne le regardaient pas, attendu qu'il était aussi nécessaire de contenir les Chambres dans leurs propres limites que d'empêcher ces limites d'être dépassées, car ce nouvel empiétement n'aurait pas de fin. Je ne cite qu'un exemple. Il serait aisé d'en donner d'autres.

La dévotion étroite, les passions violentes, le caractère dédaigneux et hautain, qui firent des grands talents de Clarendon une source de malheurs presque sans compensation pour lui-même et pour le public, n'avaient aucune place dans le caractère de sir William Temple. Pour Temple cependant, comme pour Clarendon, la transformation rapide qui s'opérait dans l'action pratique de la constitution était une cause d'inquiétudes sérieuses; d'autant plus que Temple, n'ayant jamais siégé dans le Parlement, n'éprouvait en aucune mesure, pour ce pouvoir, cette prédilection que les hommes conservent naturellement pour le corps auquel ils appartiennent, et pour le théâtre sur lequel leur talent s'est montré avec avantage.

Il était impossible d'arracher, par la force, à la Chambre des communes, le pouvoir qu'elle venait d'acquérir, et

Temple n'était pas homme à recommander un pareil coup, s'il eût été possible. Mais était-il possible d'amener la Chambre des communes à laisser échapper ce pouvoir? Était-il possible d'effectuer une grande contre-révolution comme la révolution s'était effectuée, sans changements dans la forme extérieure du gouvernement? Était-il possible de replacer la couronne et le Parlement à peu près dans la même position respective qu'ils occupaient sous le règne d'Élisabeth, et cela sans tirer une épée, sans en venir à une exécution, de l'avis général de la nation?

Le peuple anglais, se disait probablement sir William Temple, ne consentira pas à se laisser gouverner sans contrôle par le pouvoir royal, et il ne doit pas être gouverné ainsi. Pour le moment, il n'y a d'autre contrôle que celui du Parlement. Il est difficile d'assigner des limites entre le pouvoir de contrôler ceux qui gouvernent, et le pouvoir de gouverner. Le Parlement donc, soutenu par la nation, s'approprie peu à peu tous les pouvoirs du gouvernement. S'il était possible d'organiser quelque autre frein au pouvoir de la couronne, quelque frein moins irritant pour le souverain que celui qui maintenant l'importune sans cesse, quelque frein qui pût paraître au peuple une garantie suffisante contre la mauvaise administration, les Parlements interviendraient probablement moins souvent, et seraient moins soutenus par l'opinion publique dans leur intervention. Pour qu'on ne vienne pas lier brutalement les mains au roi, il faut qu'il consente à se les lier un peu lui-même. Pour que le corps chargé de contrôler la volonté royale n'usurpe pas le pouvoir exécutif, il faut donner, au corps chargé de diriger le pouvoir exécutif, quelque chose du corps chargé du

contrôle. Le Parlement s'arroge tous les jours une plus large part des fonctions du conseil privé; il faut arrêter le mal en donnant au conseil privé quelque chose qui ressemble à la forme d'un Parlement. Que la nation voie que toutes les mesures du roi sont dirigées par un cabinet composé de représentants de tous les ordres de l'État, par un cabinet qui contient non-seulement des hommes en place, mais des grands seigneurs et des gentilshommes indépendants, populaires, possédant de grands biens, ne recevant point de salaire, et qui ne peuvent être disposés à sacrifier le bien public, si important pour eux-mêmes, et le crédit qu'ils possèdent dans le pays, pour le bon plaisir d'une cour qui ne peut rien leur donner. Lorsque l'administration ordinaire sera en pareilles mains, le peuple se contentera aisément de voir le Parlement devenir, comme par le passé, un moyen extraordinaire de contrôle. Il ne demandera pas mieux que de voir la Chambre des communes se réunir une fois tous les trois ans pour une courte session, et prendre aussi peu de part aux affaires d'État qu'il y a cent ans.

C'était là, je crois, le raisonnement de Temple. Dans cette hypothèse, son plan est intelligible ; dans to autre hypothèse, il nous paraît, comme à M. Courtenay, parfaitement absurde et incompréhensible. Le conseil qu'il proposait était exactement, comme le disait Barillon, une assemblée des États. Il contenait les représentants de toutes les grandes branches de l'ordre social : l'Église, la Loi, la Pairie, les Communes. L'interdiction, pour la moitié des conseillers, de toute charge de la couronne, interdiction parfaitement absurde si on regarde uniquement le conseil comme un corps chargé du pouvoir exécutif, devient parfaitement sensée lorsqu'on con-

sidère le conseil comme un corps destiné à contenir la couronne aussi bien qu'à en exercer les pouvoirs, et à remplir quelques-unes des fonctions d'un parlement en même temps que les fonctions d'un cabinet. Nous comprenons ainsi pourquoi Temple insistait si fort sur la fortune particulière des conseillers, pourquoi il établissait une comparaison entre leurs revenus réunis et les revenus réunis des membres de la Chambre des communes. Ce parallèle serait oiseux s'il s'agissait d'un simple cabinet; il devient très-significatif lorsqu'il s'agit d'un corps destiné à se substituer à la Chambre des communes dans certaines fonctions fort importantes.

Nous ne pouvons nous empêcher de croire que l'idée de ce Parlement sur une petite échelle avait été suggérée à Temple par ce qu'il avait vu dans les Provinces-Unies. L'assemblée des États proprement dits se composait, à ce qu'il nous apprend, de plus de huit cents personnes; mais ce grand corps était représenté par un conseil moins nombreux, composé de trente membres environ, qui portait le titre et exerçait le pouvoir des États généraux. A la fin, les véritables États généraux cessèrent complétement de s'assembler, et leur pouvoir, tout en faisant toujours partie de la théorie de la constitution, tomba en désuétude. Nous ne supposons assurément pas que Temple espérât ou désirât de voir abandonner ainsi l'habitude des Parlements; mais il espérait, à ce qu'il nous semble, voir arriver en Angleterre quelque chose d'analogue à ce qui était arrivé en Hollande, et une grande partie des attributions dont le Parlement s'était récemment emparé retomber tranquillement entre les mains du Parlement en miniature qu'il proposait de créer.

Si on eût essayé plus tôt de mettre ce projet à exécu-

tion avec quelques modifications, sous un meilleur souverain, et lorsque l'esprit public était plus tranquille, il ne nous paraît pas prouvé qu'il n'eût pas amené les résultats auxquels il tendait. Le frein que le conseil des Trente aurait apporté aux volontés du roi, qui l'aurait choisi, eût été faible sans doute, en comparaison du frein imposé par le Parlement; mais il eût agi plus constamment; il eût été présent tous les ans, toute l'année, tandis que les sessions du Parlement, avant la Révolution, étaient courtes et les intervalles très-longs. L'avis du conseil eût probablement empêché toutes les mesures scandaleuses ou monstrueuses, et par conséquent le mécontentement qu'engendrent de pareilles mesures, et aussi les lois salutaires qu'engendre le mécontentement. Nous croyons, par exemple, que la seconde guerre contre la Hollande n'eût jamais été approuvée par un conseil semblable à celui que proposait sir William Temple. Nous sommes bien convaincu qu'il n'eût jamais été question, dans un semblable conseil, de fermer l'Échiquier. La nation, satisfaite de penser que lord Russell, lord Cavendish et M. Powle, sans pension et sans places, représentaient tous les jours ses griefs, et défendaient ses droits en présence du roi, n'eût pas soupiré si ardemment après la réunion du Parlement. Le Parlement, quand il se serait réuni, aurait eu moins d'abus et des abus moins criants à attaquer. Le mauvais gouvernement eût été moins fréquent, et les réformes moins fréquentes. Nous n'aurions pas eu le malheur de voir le ministère de la *Cabale*, ni le bonheur de posséder la loi d'*Habeas corpus*. Cependant le conseil, considéré comme pouvoir exécutif, eût été lent, faible, divisé, et, à moins qu'il n'eût délégué une partie de son autorité à un petit nombre de ses

membres, il eût été impropre à tout ce qui exige le secret et la promptitude, impropre surtout à la direction d'une guerre.

La révolution de 1688 mit fin, d'une façon bien différente, à la longue lutte entre le roi et le Parlement. Depuis lors, la Chambre des communes a été le pouvoir prédominant dans l'État. Le cabinet a réellement été depuis lors un comité choisi par la couronne dans le parti en majorité dans le Parlement. Bien que la minorité de la Chambre des communes propose sans cesse de condamner les mesures du pouvoir exécutif, ou de réclamer des papiers qui puissent mettre la Chambre en état de juger de ces mesures, ces propositions ne passent presque jamais, et si une proposition de ce genre passe contre le vœu du gouvernement, il s'ensuit presque toujours un changement de ministère. Un pouvoir qui grandit et qui lutte donne bien plus d'embarras et est bien plus indomptable qu'un pouvoir bien établi. La Chambre des communes donnait bien plus d'embarras aux ministres de Charles II qu'elle n'en a jamais donné aux ministres des époques plus récentes, parce que, du temps de Charles II, la Chambre contrôlait des ministres auxquels elle ne se fiait pas. Maintenant que son ascendant est bien établi, elle se fie aux ministres, ou elle les renverse. C'est assurément un meilleur état de choses que celui que Temple désirait introduire. Le cabinet des temps modernes vaut beaucoup mieux, comme pouvoir exécutif, que son conseil. La plus mauvaise Chambre des communes qui ait siégé depuis la Révolution a été, contre tout mauvais gouvernement, un frein bien plus efficace que n'eussent été ses quinze conseillers indépendants. Cependant, tout bien considéré, ce projet nous semble

l'œuvre d'un esprit observateur, ingénieux et fertile.

Dans cette occasion, comme dans toutes les occasions où il se mit en avant, Temple eut cette rare bonne fortune de plaire au public comme au souverain. La joie générale fut grande quand on apprit que l'ancien conseil, composé des instruments les plus odieux du pouvoir, était dissous, que l'usage des petits comités intérieurs, rendus odieux par la mémoire toute fraîche encore de la *Cabale*, étaient abandonnés, et que le roi n'adopterait aucune mesure qui n'eût été discutée et approuvée par un corps dont la moitié se composerait de grands seigneurs et de gentilshommes indépendants, et dans lequel siégeraient des hommes comme lord Russell, lord Cavendish, et sir William Temple lui-même. Les transports de joie furent les mêmes à Londres et dans le pays. On sonnait les cloches, on allumait des feux de joie, et les applaudissements de l'Angleterre trouvaient un écho parmi les Hollandais, qui regardaient l'influence que venait d'acquérir Temple comme un présage certain de bonheur pour l'Europe. Rien ne fait à coup sûr plus d'honneur à sa sagacité que d'avoir satisfait, par toutes ses grandes mesures, tous les partis qu'il avait quelque intérêt à satisfaire : c'est ce qui arriva pour la Triple Alliance, pour le traité qui mit fin à la seconde guerre avec la Hollande, pour le mariage du prince d'Orange, et enfin pour l'institution du nouveau conseil.

Les seuls mécontents étaient les chefs populaires de la Chambre des communes, qui ne faisaient pas partie du conseil ; et si l'idée que nous nous formons de cette mesure est vraie, ils avaient de bonnes raisons d'être mécontents. C'était précisément leur activité et leur influence que le nouveau conseil était destiné à détruire.

Mais les brillantes espérances et les joyeuses acclamations qu'avait soulevées la promulgation de ce plan prirent bientôt fin. La légèreté perfide du roi et l'ambition des chefs de parti amenèrent immédiatement la ruine totale et irrémédiable d'un dessein qui, pour arriver à un heureux résultat, exigeait de tous ceux qui y étaient engagés beaucoup de fermeté, d'esprit public et de désintéressement. Avant même que le projet fût connu, son auteur avait déjà des raisons de craindre qu'il n'échouât. On éprouvait de grandes difficultés à rédiger la liste des conseillers. Le roi et sir William Temple ne pouvaient surtout parvenir à s'entendre sur deux hommes profondément atteints par les vices communs à tous les hommes d'État anglais de cette époque, mais qui n'avaient point de rivaux pour le talent, l'éloquence et l'influence : c'étaient le comte de Shaftesbury et George Savile, vicomte Halifax.

C'était un exercice favori parmi les sophistes grecs que d'écrire le panégyrique de certains hommes dont la dépravation avait passé en proverbe. Un professeur de rhétorique envoya un jour à Isocrate un panégyrique de Busiris, et Isocrate lui-même en écrivit un autre qui est parvenu jusqu'à nous. C'est apparemment une ambition du même genre qui a récemment poussé quelques écrivains à faire l'éloge de lord Shaftesbury. Mais la tentative est vaine ; les accusations portées contre lui reposent sur des témoignages que ne sauraient ébranler aucun des arguments que peut inventer l'esprit humain, ni aucun des renseignements qu'on peut découvrir dans de vieux coffres ou de vieux pupitres.

Il est certain qu'avant la restauration Shaftesbury déclara aux régicides qu'il serait damné corps et âme

plutôt que de souffrir qu'on fît tomber un cheveu de leur tête, et qu'après la restauration, il fit partie des juges qui les condamnèrent à mort. Il est certain qu'il fut l'un des principaux membres de l'administration la plus éhontée qui eût jamais existé, et qu'il fut ensuite l'un des principaux membres de l'opposition la plus éhontée qui eût jamais existé. Il est certain que, pendant qu'il était au pouvoir, il ne se faisait aucun scrupule de violer le grand principe fondamental de la constitution afin d'élever les catholiques, et qu'une fois hors du pouvoir, il ne se fit aucun scrupule de violer tous les principes de justice pour les ruiner. Il y avait dans ce temps-là quelques honnêtes gens, comme William Penn, qui faisaient tant de cas de la tolérance qu'ils eussent voulu la voir fonder même par un exercice illégal de la prérogative royale. Il y avait en revanche beaucoup d'honnêtes gens qui craignaient si fort le pouvoir arbitraire qu'à cause de l'alliance du papisme avec le pouvoir arbitraire, ils étaient disposés à ne point accorder de tolérance aux papistes. Nous éprouvons de l'indulgence pour ces deux classes d'hommes, tout en croyant qu'ils se trompaient. Mais Shaftesbury n'appartenait ni à l'une ni à l'autre ; en lui s'unissait ce qu'il y avait de plus mauvais dans toutes deux. Il empruntait aux aveugles amis de la tolérance leur mépris pour la constitution, et aux aveugles amis de la liberté civile leur mépris pour les droits de la conscience. Nous n'admettrons jamais que sa conduite, comme chef de l'opposition, ait racheté sa conduite comme membre de la Cabale. Au contraire, sa vie est telle qu'il semble que, par un mécanisme ingénieux, toutes les parties de cette vie reflètent l'infamie les unes sur les autres. Nous n'aurions jamais su combien il était

prostitué au pouvoir quand il était en place, si nous n'avions pas su quel incendiaire désespéré il était, hors du pouvoir. Pour le juger avec justice, il faut se rappeler que le Shaftesbury qui avait été, comme ministre, le principal auteur de la déclaration d'indulgence, est le même Shaftesbury qui, hors du pouvoir, excitait et entretenait la sauvage haine de la populace de Londres contre les mêmes gens auxquels la déclaration d'indulgence devait illégalement accorder quelque soulagement.

Il est amusant d'examiner les excuses qu'on offre en faveur de cet homme ; nous en citerons deux exemples. On reconnaît qu'il faisait partie du ministère qui conclut l'alliance avec la France contre la Hollande et que cette alliance était pernicieuse. Que dit-on alors pour sa défense? Qu'il découvrit les desseins de son maître aux électeurs de Saxe et de Brandebourg, et qu'il essaya de soulever tous les États protestants d'Allemagne pour défendre les Provinces-Unies. On reconnaît aussi qu'il était fortement compromis dans l'affaire de la Déclaration d'indulgence, et que sa conduite dans cette occasion fut non-seulement inconstitutionnelle, mais complétement en désaccord avec la marche qu'il suivit plus tard à l'égard de ceux qui professaient la foi catholique. Que dit-on pour sa défense? Qu'il voulait seulement amener les catholiques cachés à se déclarer afin qu'ils offrissent à la vengeance du public un but clair et certain. Toutes les fois qu'il est accusé d'une trahison, ses partisans pour le défendre en confessent deux. Ils feraient mieux de le laisser où ils le trouvent. Il ne saurait remonter en s'échappant. Toutes les issues par lesquelles il peut sortir de sa situation connue ne peuvent que le faire descendre dans un abîme d'infamie plus profond encore. C'est une

tentative désespérée, dit le proverbe, que de blanchir un Éthiopien; mais blanchir un Éthiopien en lui donnant une nouvelle couche de peinture noire est une entreprise plus extraordinaire encore. Nous admettons que, dans le cours de l'opposition malhonnête que Shaftesbury fit à la cour par vengeance, il rendit une ou deux fois d'utiles services à son pays. Il a des droits, croyons-nous, si l'on y trouve quelque gloire, à voir son nom éternellement associé à l'acte d'*Habeas corpus*, comme le nom de Henri VIII est associé à la réformation de l'Église, et celui de Jacques Wilkes aux droits les plus sacrés des électeurs.

Pendant que Shaftesbury vivait encore, deux de nos plus grands écrivains peignirent avec soin son caractère, Butler avec l'esprit brillant qui lui était propre, Dryden avec encore plus d'énergie et d'élévation qu'à son ordinaire ; tous deux furent inspirés par la haine. Les images étincelantes de Butler ont été rejetées dans l'ombre par la gloire plus brillante de cette éclatante muse satirique qui s'avance revêtue du manteau royal qu'elle a emprunté à ses plus augustes sœurs. Mais les deux portraits valent la peine d'être comparés. Le lecteur s'apercevra promptement d'une différence considérable entre « le politique de Butler qui a plus de têtes que la bête d'une vision » et l'Achitophel de Dryden. Butler insiste sur la versatilité sans principes de Shaftesbury, sur l'habileté merveilleuse et presque intuitive avec laquelle il pressentait l'approche d'un changement de fortune, et sur la dextérité qu'il déployait pour sortir des piéges où il laissait périr ses amis :

« Notre artificier d'État prévit de quel côté le monde commençait à tirer, car de même que les vieux pêcheurs

ont tous les points cardinaux marqués dans leurs os et leurs jointures, peuvent indiquer par leurs souffrances et leurs douleurs tous les changements et les mouvements du vent, et sentent dans leurs propres os, mieux qu'à l'aide de ceux de Napier, toutes les phases de la lune; de même, les pécheurs coupables d'un État peuvent prophétiser, grâce à leurs crimes, et éprouver des douleurs dans leur conscience quelques jours avant une ondée de pluie. Il prend donc sagement toutes ses précautions pour mettre à l'abri sa gorge. »

Dans le grand portrait de Dryden, au contraire, les traits les plus frappants sont des passions violentes, une vengeance implacable, une hardiesse allant presque jusqu'à la témérité. Achitophel est l'un des grands esprits qui tiennent de près à la folie. Il est :

« Un pilote hardi dans les dernières extrémités, aimant le danger, et cherchant l'orage quand les vagues sont furieuses, mais impropre au temps calme, et gouvernant trop près des bancs de sable afin de montrer son adresse (1). »

(1) On n'a jamais remarqué, je crois que deux des vers les plus remarquables de la description d'Achitophel sont empruntés à un ouvrage obscur. Dans l'histoire des Turcs de Knolles, imprimée plus de cinquante ans avant la publication d'Absalon et d'Achitophel, se trouvent les vers suivants au-dessous du portrait du sultan Mustapha I[er] :

« La grandeur aime à glisser sur la bonté, mais sans y rester, et elle abandonne pour la glace de la fortune la terre ferme de la vertu. »

Dryden a dit :

« Mais l'ambition insensée aime à glisser, non à s'arrêter, et elle préfère la glace de la fortune à la terre de la vertu. »

La circonstance est d'autant plus remarquable que Dryden n'a jamais écrit une strophe qui pût paraître à un bon critique mieux porter soit pour la pensée, soit pour l'expression, son sceau que celle-ci dont la pensée entière et l'expression presque entière sont empruntées.

Pendant que nous sommes sur ce sujet, nous ne pouvons nous em-

Les dates des deux poëmes expliqueront, il me semble, cette différence. La troisième partie d'*Hudibras* parut en 1678, lorsque le caractère de Shaftesbury n'était encore qu'imparfaitement développé. Il avait déjà à la vérité trahi tous les partis dans l'État, mais jusqu'alors ses trahisons avaient réussi. Soit accident, soit sagacité, il avait pris son temps pour déserter de façon à ce que la fortune semblât l'accompagner dans ses passages de l'un à l'autre camp. On savait toute sa perfidie ; mais ce ne fut que lorsque le complot papiste lui fournit une machine qui semblait assez puissante pour tous ses desseins que l'audace de son caractère et la violence de ses passions haineuses se manifestèrent pleinement. Sa conduite postérieure prouva sans doute beaucoup d'habileté, mais non une habileté de même nature que celle qui l'avait distingué jusqu'alors. Il était devenu téméraire, présomptueux, plein d'une confiance impétueuse dans sa propre sagesse et dans son bonheur. Lui dont la renommée comme tacticien politique avait surtout reposé jusqu'alors sur ses adroites retraites, se mit à l'œuvre pour rompre tous les ponts derrière lui. Ses projets étaient des châteaux en Espagne, ses discours des rodomontades. Il ne s'inquiétait pas du lendemain ; il parlait de la cour comme s'il eût déjà tenu le roi captif entre ses mains ; il s'appuyait sur la faveur de la multitude comme si cette faveur n'eût pas été proverbialement inconstante. Les signes de la réaction qui approchait étaient évidents pour des hommes infiniment moins sagaces que lui, et éloignaient de lui des hommes plus

pêcher de remarquer que M. Courtenay a fait tort à Dryden en lui attribuant par inadvertance quelques mauvais vers qui appartiennent à la partie d'Absalon et d'Achitophel écrite par Tate.

conséquents qu'il n'avait jamais prétendu l'être. Mais il ne voyait rien. Le conseil d'Achitophel, le conseil « qui était regardé comme la réponse d'un oracle divin, fut changé en folie. » Celui dont le nom était passé en proverbe, tant il prévoyait sûrement et évitait adroitement le danger, sembla, au moment où les piéges et la mort l'assiégeaient de toute part, frappé d'un aveuglement aussi étrange que son ancienne clairvoyance, et sans se détourner à droite ni à gauche, il marcha droit à sa perte avec une témérité désespérée. Ainsi, après avoir acquis de bonne heure et conservé longtemps la réputation d'une sagesse infaillible et d'un succès assuré, il vécut assez pour voir une ruine immense, suite de ses passions ingouvernables, envelopper le grand parti qu'il avait conduit, pour voir ce parti vaincu, dispersé, foulé aux pieds, pour voir tous ses engins infernaux, ses faux témoins, ses shérifs partiaux, ses jurys corrompus, ses juges iniques, les multitudes altérées de sang, tous prêts à s'unir contre lui et contre ses partisans les plus dévoués ; il vécut assez pour être obligé de fuir cette grande ville dont la faveur l'avait presque élevé à la situation de maire du palais, de se cacher dans de misérables retraites, de couvrir sa tête grise de déguisements honteux, et il mourut enfin dans l'exil, sans espérance, protégé par la générosité d'un État qu'il avait cruellement insulté et maltraité, contre la vengeance d'un maître dont il avait acheté la faveur par une série de crimes, pour la perdre ensuite par d'autres crimes.

Comme Shaftesbury, et presque tous les hommes politiques de son temps, Halifax professait, quand il s'agissait du public, une morale très-relâchée ; mais chez Halifax, la maladie dominante était modifiée par une

disposition de cœur et d'esprit très-particulière, par un caractère singulièrement dépourvu de fiel, et par une intelligence délicate et sceptique. Il changeait de conduite aussi souvent que Shaftesbury, mais il n'en changeait pas aussi complétement dans la même direction. Shaftesbury était exactement l'opposé d'un louvoyeur ; sa disposition était toujours d'élever le parti qui tenait le haut bout, et d'abaisser le parti qui était à bas ; ses transitions allaient toujours d'un extrême à l'autre ; tant qu'il était d'un parti, il se jetait à corps perdu dans ses manœuvres ; quand il le quittait, il se jetait à corps perdu dans les manœuvres opposées. Halifax était essentiellement un louvoyeur ; il louvoyait par principe et par instinct. Les contemporains lui donnèrent le surnom de louvoyeur, et il était si loin d'en être honteux qu'il le portait comme un titre d'honneur. Il passait d'une faction à une autre faction ; mais au lieu d'adopter et d'exciter les passions de celle à laquelle il s'unissait, il essayait d'y faire pénétrer quelque chose de l'esprit de celle qu'il venait de quitter. Pendant qu'il agissait de concert avec l'opposition, on le soupçonnait d'être un espion de la cour, et lorsqu'il se fut donné à la cour, tous les tories furent effrayés de ses maximes républicaines.

Ni les arguments ni l'éloquence ne manquaient à Halifax pour exposer sous le meilleur jour sa politique vacillante. Il louvoyait, disait-il, comme la zone tempérée louvoie entre une chaleur intolérable et un froid intolérable, comme un bon gouvernement louvoie entre le despotisme et l'anarchie, comme une église d'une doctrine pure louvoie entre les erreurs des papistes et celles des anabaptistes. Cette apologie n'était pas à coup

sûr sans quelque valeur, car, bien qu'il soit surabondamment prouvé que l'intégrité d'Halifax n'était pas de force à résister aux tentations qui venaient parfois assaillir sa cupidité et sa vanité, cependant sa répugnance pour les extrêmes et son caractére naturellement facile et compatissant le préservèrent de toute participation aux grands crimes de son temps. Si les deux partis l'accusaient de les avoir abandonnés, tous deux étaient contraints d'avouer qu'ils avaient de grandes obligations à son humanité, et que, s'il était un ami douteux, il était un ennemi facile à apaiser. Il vota en faveur de lord Stafford, la victime des whigs ; il fit tous ses efforts pour sauver lord Russell, la victime des tories; et nous sommes portés à croire que, somme toute, sa vie publique, sans être, bien s'en faut, irréprochable, reste pourtant entachée d'aussi peu de grandes fautes qu'il soit arrivé à aucun des hommes politiques qui prirent une part active aux affaires pendant les dix années d'agitations et de désastres qui s'écoulèrent entre la chute de lord Danby et la Révolution.

L'esprit d'Halifax était infiniment moins porté aux observations particulières, et infiniment plus aux considérations générales que celui de Shaftesbury. Shaftesbury connaissait le roi, le conseil, le parlement, la cité mieux qu'Halifax; mais Halifax eût écrit sur la science un bien meilleur traité que Shaftesbury. Shaftesbury brillait davantage dans une consultation, Halifax bien plus dans une discussion; Shaftesbury était plus riche en expédients, Halifax plus riche en arguments. Il ne reste rien de la plume de Shaftesbury qui puisse supporter la comparaison avec les traités politiques d'Halifax. A la vérité, il n'y a pas beaucoup d'écrits en prose de ce temps-là qui

méritent autant d'être lus que le *Caractère d'un louvoyeur*, et l'*Anatomie d'un équivalent*. Ce qui nous frappe particulièrement dans ces ouvrages, c'est la passion de l'auteur pour la généralisation. Il traitait les sujets les plus brûlants dans un temps de grande agitation; il était placé lui-même au plus épais de la guerre civile ; et pourtant il n'y a pas trace d'aigreur ; rien d'inflammatoire, rien de personnel. Il conserve un air de supériorité froide, une certaine sérénité philosophique vraiment étonnante. Il traite toutes les questions comme des questions abstraites, commence par présenter les propositions les plus vastes, les discute par les raisons générales, et souvent, quand il a déduit son théorème, il laisse au lecteur le soin d'en faire l'application, sans ajouter une seule allusion aux hommes ou aux événements du moment. Le tour d'esprit spéculatif faisait d'Halifax un mauvais conseiller dans les affaires qui demandaient de la promptitude. Il produisait, avec une abondance et une facilité merveilleuse, des arguments, puis des réponses à ces arguments, puis des répliques à ces réponses, et toujours des maximes générales de politique et des exemples tirés de l'histoire. Shaftesbury au contraire était l'homme des décisions promptes. Nous ne pouvons juger que par tradition de l'éloquence parlementaire de ces rivaux célèbres, et en jugeant ainsi, nous sommes porté à croire que Shaftesbury était un orateur distingué, mais que la supériorité restait à Halifax. La facilité d'Halifax pour la discussion, son instruction étendue, ses raisonnements ingénieux, ses expressions vives, et la douceur et la clarté argentine de sa voix semblent avoir fait la plus profonde impression sur ses contemporains. Dryden le décrit comme « plein

d'un esprit vif et de pensées profondes, doué par la nature et formé par l'étude pour émouvoir les assemblées.» Son talent oratoire est perdu pour nous absolument et sans retour, comme celui de Somers, de Bolingbroke, de Charles Townshend, et de tant d'autres qui avaient coutume de se lever au milieu d'un sénat qui attendait leur parole en retenant son haleine, et de se rasseoir au bruit d'applaudissements répétés. Mais les vieillards qui vécurent assez pour admirer l'éloquence de Pulteney dans tout son éclat, et celle de Pitt à sa glorieuse aurore, murmuraient encore qu'ils n'avaient rien entendu qui ressemblât aux grands discours de lord Halifax sur le bill d'exclusion. Le pouvoir de Shaftesbury sur les masses était sans égal. Halifax n'était propre, ni par son esprit, ni par son caractère, à jouer le rôle d'un démagogue; c'était dans les petits cercles, et surtout dans la Chambre des lords que s'exerçait son ascendant.

Shaftesbury se préoccupait fort peu, à ce qu'il semble, des théories de gouvernement. Halifax était en principe un républicain décidé, et ne s'en cachait pas. Il faisait souvent, de la monarchie héréditaire et de l'aristocratie, le sujet de ses mordantes plaisanteries, au moment même où il combattait pour la cour et où il s'élevait de degré en degré dans la pairie. De cette manière, il satisfaisait à la fois sa vanité intellectuelle, et s'en dédommageait en parlant selon sa propre opinion. Il avait beaucoup de talent pour la conversation; son instinct du ridicule était remarquablement fin, et il paraît avoir possédé le rare talent de conserver la réputation d'un homme bien élevé et d'un bon naturel, tout en se laissant habituellement aller à un grand penchant pour la moquerie.

Temple désirait faire entrer Halifax dans le nouveau conseil et en exclure Shaftesbury. Le roi avait de grandes objections contre Halifax, qui lui déplaisait beaucoup pour le moment, bien qu'il ne sût pas pourquoi et que ce déplaisir ne dût pas durer. Temple répliqua qu'Halifax était un homme éminent par la situation et par les talents, et que, si on le laissait de côté, il ferait contre la nouvelle institution tout ce que pourraient faire l'éloquence, le sarcasme et l'intrigue. Toutes les personnes que l'on consulta furent du même avis, et le roi céda, mais seulement après que Temple se fut presque jeté à ses pieds. Ce point ne fut pas plutôt convenu que Sa Majesté déclara qu'elle voulait avoir aussi Shaftesbury. Temple eut de nouveau recours aux prières et aux représentations, Charles lui dit que l'inimitié de Shaftesbury serait au moins aussi dangereuse que celle d'Halifax, et cela était vrai ; mais Temple eût pu répondre qu'en donnant du pouvoir à Halifax, on gagnait un ami, tandis qu'en donnant du pouvoir à Shaftesbury, on ne faisait que fortifier un ennemi. Il fut inutile de discuter et de protester. Le roi ne fit que rire et se moqua de la colère de sir William Temple, et Shaftesbury fut non-seulement appelé à prêter serment comme membre du conseil, mais il en fut nommé lord président.

Temple fut si vivement contrarié de cette démarche qu'il résolut un moment de n'avoir rien à démêler avec la nouvelle administration, et pensa sérieusement à se mettre hors d'état de siéger dans le conseil, en omettant de prendre la communion. Mais les instances de lady Temple et de lady Giffard le décidèrent à renoncer à cette intention.

Le conseil fut organisé le 21 avril 1679, et quelques heures après, l'un des principes fondamentaux sur lesquels il reposait fut violé. Un comité secret, ou selon le langage moderne, un cabinet de neuf membres fut formé. Mais comme ce comité renfermait Shaftesbury et Monmouth, il contenait dans son sein autant d'éléments factieux qu'il en fallait pour arrêter absolument les affaires. Aussi vit-on s'élever un petit cabinet intime composé de lord Essex, lord Sunderland, lord Halifax et sir William Temple. Pendant quelque temps une harmonie et une confiance parfaite subsistèrent entre ces quatre personnes. Mais les réunions des trente membres étaient orageuses. De vives réparties s'échangèrent entre Shaftesbury et Halifax qui conduisaient les deux partis opposés. Dans le conseil, Halifax avait en général l'avantage. Mais on s'aperçut bientôt que Shaftesbury avait encore derrière lui la majorité de la Chambre des communes. Le mécontentement que le changement de ministère avait un moment apaisé éclata avec une nouvelle violence, et le seul effet produit par les dernières mesures fut de voir à la tête de l'opposition le lord président, avec toute la dignité et l'autorité que lui assurait sa grande situation. Le Parlement poursuivit avec ardeur la mise en accusation de lord Danby. Les Communes étaient décidées à exclure du trône le duc d'York. Elles rejetèrent toutes les offres de compromis. Il ne faut pourtant pas oublier qu'au milieu de cette confusion, une loi inestimable, seul bienfait que l'Angleterre ait retiré des troubles de cette époque, mais bienfait qui peut contrebalancer bien des maux, l'acte d'*Habeas corpus*, passa par les deux Chambres et reçut la sanction du roi.

Charles, trouvant le Parlement aussi incommode que

jamais, résolut de le proroger, et le fit sans communiquer même ses intentions à ce conseil par l'avis duquel il s'était engagé, un mois auparavant, à diriger le gouvernement. Tous les conseillers furent mécontents, et Shaftesbury jura avec beaucoup de véhémence que, s'il pouvait découvrir les conseillers secrets, il leur en coûterait leur tête.

Le Parlement parti, Londres devint déserte et Temple se retira dans sa *villa*, d'où il se rendait à Hamptoncourt les jours de conseil ; son maître et ses trois collègues du cabinet intime le pressèrent à plusieurs reprises d'accepter le poste de secrétaire d'État. Lord Halifax, en particulier, le menaça en riant de brûler sa maison de Sheen ; mais Temple fut inébranlable. La courte expérience qu'il venait de faire de la vie politique en Angleterre l'en avait dégoûté, et il se sentait tellement oppressé sous la responsabilité qui pesait déjà sur lui, qu'il n'avait aucune envie d'ajouter au fardeau.

Quand le terme fixé pour la prorogation fut sur le point d'expirer, il devint nécessaire de régler la marche à suivre. Le roi et ses quatre conseillers confidentiels croyaient qu'un nouveau Parlement serait peut-être plus facile à manier, qu'il ne pourrait, en tout cas, être plus récalcitrant que celui qui siégeait pour le moment, et ils étaient, en conséquence, résolus à le dissoudre ; mais lorsque la question fut présentée au conseil, la majorité, jalouse, à ce qu'il semblait, du petit Comité directeur, et peu disposée à accepter l'impopularité de toutes les mesures du gouvernement sans avoir part au pouvoir, s'unit à Shaftesbury, et les membres du cabinet restèrent seuls en minorité. Le roi pourtant avait son parti pris et ordonna la dissolution immédiate du Parlement. Le

conseil de sir William Temple ne fut plus dès lors autre chose qu'un conseil privé ordinaire, si tant est qu'il ne fût pas un peu moins; et, bien que Temple en ait jeté le blâme sur le roi, sur lord Shaftesbury, sur tout le monde, lui-même excepté, il est évident qu'il faut principalement attribuer le mauvais succès de son plan aux défauts essentiels de son organisation. Le conseil était trop nombreux pour expédier des affaires qui exigeaient de la promptitude, le secret et une coopération cordiale. On forma donc un cabinet dans le sein du conseil. Le cabinet et la majorité du conseil ne furent pas du même avis, et, comme on pouvait s'y attendre, le cabinet triompha. Quatre voix l'emportèrent sur vingt-six. Dans cette situation, les réunions des trente membres, non-seulement n'étaient plus utiles, mais elles étaient même positivement nuisibles.

Dans les élections qui suivirent, Temple fut nommé par l'Université de Cambridge. La seule objection que firent contre sa personne les membres de ce corps savant fut que, dans son petit ouvrage sur la Hollande, il avait exprimé beaucoup d'admiration pour la tolérance pratiquée dans les Provinces-Unies; mais on lui pardonna cette erreur, quelque grave qu'elle fût, en considération de sa grande réputation et des pressantes recommandations dont il avait été muni par la cour.

Il passa l'été à Sheen et s'amusa à cultiver des melons, laissant aux trois autres membres du cabinet intérieur toute la direction des affaires publiques. Une cause qui reste sans explication commença environ à cette époque à aliéner de lui ses collègues. Il ne paraît pas qu'ils aient été blessés par aucun détail de sa conduite, ni qu'ils aient éprouvé pour lui quelque antipathie personnelle.

Ils avaient probablement pris la mesure de son esprit, et s'étaient convaincus qu'il n'était pas fait pour des temps aussi orageux et qu'il ne ferait que les embarrasser. Ils vivaient pour l'ambition et ils méprisaient son goût pour le repos. Habitués à risquer beaucoup dans les jeux du hasard politique, ils méprisaient son jeu à coup sûr. Ils regardaient ses mesures prudentes avec l'espèce de mépris qu'éprouvaient les joueurs de l'*ordinaire*, dans le roman de sir Walter Scott, pour l'habitude qu'avait Nigel de ne toucher aucune carte que lorsqu'il était certain de gagner. Temple s'aperçut bientôt qu'il n'était pas au courant de leurs secrets. Le roi fut atteint à cette époque d'une maladie grave. Le duc d'York, en apprenant cette nouvelle, revint de Hollande. L'apparition soudaine du successeur papiste qu'on détestait si fort excita dans le pays une grande inquiétude. Temple fut fort étonné et troublé. Il se hâta de se rendre à Londres et alla voir le comte d'Essex, qui feignit d'être surpris et contrarié, mais qui ne put dissimuler un sourire moqueur. Temple vit ensuite lord Halifax, qui lui parla des plaisirs de la campagne, des anxiétés que cause le pouvoir et de la vanité de toutes les choses humaines, mais évita soigneusement la politique, et lorsque Temple parla du retour du duc d'York, Halifax se borna à soupirer, à secouer la tête, à hausser les épaules et à lever les yeux et les bras au ciel. Au bout de quelques jours, Temple s'aperçut que ses deux amis s'étaient moqués de lui, et qu'ils avaient eux-mêmes mandé le duc afin que, dans le cas de la mort du roi, Son Altesse Royale pût se trouver sur les lieux pour déjouer les projets de Monmouth.

Temple fut bientôt convaincu, par une preuve plus

évidente encore, que, tout en n'ayant pas positivement offensé son maître ni ses collègues du cabinet, il avait perdu leur confiance. Le résultat des élections générales avait décidément été défavorable au gouvernement, et Shaftesbury attendait impatiemment le jour de la réunion du Parlement. Le roi, guidé par l'avis du cabinet intérieur, prit une résolution de la plus haute importance. Il annonça au conseil qu'il était décidé à proroger pour un an le nouveau Parlement, et leur demanda de ne pas faire d'objection, parce qu'il avait, dit-il, bien considéré la question et qu'il avait un parti pris. Tous ceux qui n'étaient pas dans le secret restèrent foudroyés, Temple autant que qui que ce fût. Plusieurs membres se levèrent et conjurèrent le roi de les entendre contre la prorogation, mais Charles leur imposa silence en déclarant que sa résolution était inébranlable. Temple, très-blessé de la manière dont il avait été traité, ainsi que le conseil, parla très-vivement. Il ne voulait pas, dit-il, désobéir au roi en présentant des objections contre une mesure sur laquelle Sa Majesté était décidée à ne pas supporter la discussion ; mais il conjurait très-sérieusement Sa Majesté, si le conseil actuel était incompétent pour lui donner des avis, de vouloir bien en nommer un autre, car il était absurde d'avoir des conseillers qui ne conseillaient rien et qu'on appelait seulement pour être les témoins muets des actes d'autrui. Le roi écouta poliment, mais les membres du cabinet furent très-blessés du reproche, et depuis lors Temple leur devint presque aussi étranger qu'à Shaftesbury.

Il désirait se retirer complétement des affaires ; mais précisément dans ce moment-la, lord Russell, lord Ca-

vendish, et quelques autres conseillers appartenant au parti populaire se présentèrent en corps chez le roi, déclarèrent hautement qu'ils désapprouvaient ses mesures, et lui demandèrent la permission de ne plus reparaître au conseil. Temple craignit, s'il se retirait aussi au même moment, qu'on ne supposât qu'il agissait de concert avec ces adversaires décidés de la cour, et qu'il avait résolu de tenir une conduite hostile au gouvernement. Il continua donc de se rendre parfois au conseil, mais sans prendre sérieusement part à la direction des affaires publiques.

Enfin le terme de la longue prorogation arriva. Au mois d'octobre 1680 les chambres s'assemblèrent et la grande question de l'exclusion reparut sur la scène. On rencontre dans notre histoire peu de luttes parlementaires qui aient amené un plus grand déploiement de talent; aucune assurément n'a excité des passions plus violentes. La nation tout entière était possédée par l'esprit de parti. Les gentilshommes de tous les comtés, les marchands de toutes les villes, les écoliers de tous les colléges étaient divisés en *exclusionistes* et en *abhorrants*. Les échoppes des libraires étaient couvertes de pamphlets sur la sainteté du droit héréditaire, sur la toute-puissance du Parlement, sur les dangers d'une succession contestée et ceux d'un règne papiste. Ce fut au milieu de cette fermentation que sir William Temple prit, pour la première fois, son siége dans la Chambre des communes.

L'occasion était grande. Les talents de Temple, sa longue habitude des affaires, sa réputation sans tache comme homme public, les postes importants qu'il avait occupés semblaient le désigner comme un homme duquel

dépendraient beaucoup de choses. Il agit selon sa nature. Il vit qu'en soutenant l'exclusion, il faisait du roi et de l'héritier présomptif ses ennemis, et que, s'il s'y opposait, il deviendrait un objet de haine pour le turbulent et peu scrupuleux Shaftesbury. Il ne soutint ni ne combattit l'exclusion. Il s'absenta sans bruit de la chambre; il prit soin même, nous apprend-il, de ne jamais discuter la question dans le monde. Laurence Hyde, plus tard comte de Rochester, lui demanda pourquoi il n'occupait pas son siége. Temple répliqua qu'il suivait l'avis de Salomon en ne s'opposant pas aux puissants et en ne cherchant pas à détourner le courant de la rivière : « Vous êtes un homme sage et tranquille, » lui répondit Hyde. Cela pouvait être vrai ; mais, assurément, les hommes sages et tranquilles de cette espèce n'avaient rien à faire au Parlement dans des temps difficiles.

Une seule session fut assez pour Temple. Quand le Parlement fut dissous et que le roi en convoqua un autre à Oxford, sir William obtint une audience et demanda à Sa Majesté si elle désirait qu'il continuât de siéger au Parlement. Charles, qui avait le coup d'œil singulièrement juste pour les faiblesses de tous ceux qui l'approchaient, avait sans doute jugé Temple et appréciait à sa juste valeur le secours que pouvait lui apporter dans le Parlement un ami si calme et si prudent. Il répondit avec bonne humeur, mais probablement avec quelque mépris : « Je doute, dans l'état où sont les choses, que votre présence au Parlement soit bien utile. Je crois que vous ferez tout aussi bien de ne pas vous en mêler. » Sir William déclara en conséquence à ses électeurs qu'il ne briguerait pas une seconde fois leurs suffrages, et partit pour Sheen, résolu à ne plus se mêler

jamais des affaires publiques. Il s'aperçut bientôt que le roi était mécontent de lui. Charles, avec sa facilité accoutumée, protestait qu'il n'était pas fâché, pas le moins du monde ; mais, au bout de quelques jours, il effaça le nom de Temple de la liste du conseil privé. Temple lui-même déclare qu'il ne put en comprendre la raison ; mais il n'était assurément pas nécessaire d'avoir tant vécu dans le monde et depuis si longtemps pour savoir qu'il y a des conjonctures où les gens croient que tous ceux qui ne sont pas avec eux sont contre eux, et qu'il y a des conjonctures où un ami tiède, qui ne veut se déranger en aucune manière, ni faire aucun effort, ni courir aucun risque, est plus déplaisant qu'un ennemi. Charles avait espéré que la bonne réputation de Temple donnerait crédit à un gouvernement suspect et impopulaire; mais Sa Majesté s'aperçut bientôt que cette bonne réputation ressemblait à certains meubles que nous avons vus dans le salon de vieilles dames très-soigneuses, et qui sont d'une blancheur trop éclatante pour qu'on en fasse usage. Cette extrême délicatesse était parfaitement hors de saison. Ni l'une ni l'autre des deux factions ne rechercha un homme qui craignait de prendre parti, d'encourir des reproches, de se faire des ennemis. Il y avait probablement beaucoup d'hommes vertueux et modérés qui auraient salué avec joie l'apparition d'un médiateur considéré ; mais Temple n'était pas un médiateur : il restait simplement neutre.

Il échappa enfin à la vie publique, et se trouva libre de poursuivre ses occupations favorites. Sa fortune était suffisante; il avait environ quinze cents livres sterling de rente, et était en outre maître des rôles de la cour d'Irlande, charge dans laquelle il avait succédé à son père,

et qui était alors une simple sinécure à vie, n'exigeant pas la résidence. Sa réputation comme diplomate et comme écrivain était grande. Il résolut de rester en sûreté, de jouir de ce qu'il possédait, et de laisser le monde se tirer d'affaire. Il tint sa résolution.

Des temps plus sombres arrivèrent; le Parlement d'Oxford fut dissous. Les tories triomphaient. Une vengeance terrible atteignit les chefs de l'opposition. Temple apprit dans sa retraite le malheureux sort de plusieurs de ses anciens collègues dans le conseil : Shaftesbury se réfugia en Hollande; Russell mourut sur l'échafaud; Essex ajouta une histoire plus triste et plus terrible encore aux sanglantes annales de la Tour; Monmouth embrassa, dans toutes les angoisses de la supplication, les genoux de l'oncle sévère qu'il avait offensé, et goûta une amertume plus grande que celle de la mort, l'amertume de savoir qu'il s'était humilié en vain. Le tyran foula aux pieds la religion et les libertés du royaume. L'esprit national s'enflamma sous l'oppression; le mécontentement pénétra jusque dans les forteresses de la royauté, dans les cloîtres de Westminster, dans les colléges d'Oxford, dans les bataillons des gardes du corps, jusque auprès des juges, et dans la chambre à coucher du souverain. Mais les troubles qui agitaient le pays tout entier n'arrivèrent pas jusqu'à la tranquille orangerie où Temple passa plusieurs années dans l'indolence, sans voir une seule fois la fumée de Londres. Il apparaissait quelquefois dans le salon du roi, à Richmond ou à Windsor; mais les seules paroles qu'on rapporte de lui, dans ces temps périlleux, sont qu'il resterait un bon sujet, mais qu'il en avait fini avec la politique.

La révolution vint. Temple conserva une exacte neu-

tralité pendant le moment de la lutte, et transféra ensuite au nouvel établissement la même espèce de fidélité languissante qu'il éprouvait pour ses anciens maîtres. Il faisait sa cour au roi Guillaume III à Windsor, et Guillaume III dînait chez lui à Sheen ; mais, en dépit des sollicitations les plus pressantes, Temple refusa de devenir secrétaire d'État. Ce refus provenait évidemment de sa répugnance pour l'embarras et le danger, et non, comme voudraient nous le faire croire quelques-uns de ses admirateurs, d'aucun scrupule d'honneur et de conscience, car il consentit à ce que son fils acceptât, sous le nouveau roi, la charge de secrétaire de la guerre. Ce malheureux jeune homme se tua huit jours après sa nomination, de chagrin de découvrir que ses conseils avaient amené le roi à prendre, à propos de l'Irlande, certaines résolutions malheureuses. Il avait hérité, à ce qu'il semble, de l'extrême sensibilité de son père en cas d'échec, sans hériter en même temps de cette singulière prudence qui maintenait son père en dehors de toutes les situations où l'on pouvait craindre un échec sérieux. Le coup fut cruel pour la famille de Temple, qui se retira, dans un profond abattement, à Moor-Park, qu'elle préféra depuis lors à Sheen, comme plus éloigné de Londres. Temple passa dans ce lieu (1), alors fort retiré, tout le reste de sa vie. L'air lui était bon ; le sol était fertile, et convenait bien à un jardinier et à un agriculteur qui aimait les capucinées. Les jardins étaient dessinés avec cette régularité anguleuse que sir William avait admirée dans les plates-bandes de Harlem et de la Haye. Un joli

(1) M. Courtenay (vol. II, p. 160) confond Moor-Park dans le comté de Surrey, où vivait Temple, avec le Moor-Park du comté de Hertford dont il parle avec éloge dans l'*Essai sur le jardinage*.

ruisseau, qui descendait des collines du Surrey, bornait le domaine ; mais un canal en ligne droite, bordé par une terrasse qui partageait le jardin, était probablement infiniment plus admiré par les amateurs du pittoresque de ce temps-là. La maison était petite, mais soignée et bien meublée ; les environs étaient peu peuplés. Sir William Temple n'avait point de visiteurs, sauf quelques amis qui consentaient à faire vingt ou trente milles pour venir le voir, et de temps en temps un étranger que la curiosité amenait à venir jeter un coup d'œil sur l'auteur de la Triple Alliance.

Là mourut lady Temple, au mois de mai 1694. Depuis son mariage, nous savons peu de chose sur son compte, si ce n'est qu'on admirait toujours beaucoup ses lettres, et qu'elle avait l'honneur de correspondre avec la reine Marie. Lady Giffard, qui était toujours restée, autant qu'on peut en juger, dans les meilleurs rapports avec sa belle-sœur, continua de vivre avec sir William.

Mais il y avait à Moor-Park d'autres habitants qui méritent bien plus notre inrérêt. Un jeune Irlandais, excentrique, gauche, désagréable, et qui avait failli manquer ses examens à Dublin, servait de secrétaire à sir William, moyennant sa nourriture et vingt livres sterling par an ; il dînait à la seconde table, écrivait de mauvais vers en l'honneur de son maître, et faisait la cour à une jolie jeune fille aux yeux noirs, qui était au service de lady Giffard. Temple ne se doutait guère que la grossièreté apparente de son secrétaire cachait un génie également propre à la politique et aux lettres, un génie destiné à ébranler de grands royaumes, à exciter le rire et la colère de millions d'hommes, et à laisser à la postérité des monuments qui ne périront qu'avec la langue anglaise. Il

ne savait guère que les coquetteries qu'on échangeait à l'office, et dont peut-être il daignait à peine plaisanter, étaient le début d'un amour long et malheureux, dont la renommée devait se répandre aussi loin que celle des passions de Pétrarque ou d'Abélard. Le secrétaire de sir William Temple était Jonathan Swift. La femme de chambre de lady Giffard était la pauvre Stella.

Swift ne conserva pas un bon souvenir de Moor Park. Il est facile de comprendre qu'une situation semblable fût intolérable à un esprit hautain, irascible, et qui avait le sentiment de ses facultés supérieures. Longtemps après, quand il se trouvait dans la cour des Requêtes, au milieu d'un cercle de grands seigneurs portant la Jarretière, ou quand il faisait des vers et des calembours avec les ministres, en buvant le *Monte-pulciano* du secrétaire d'État Saint-John, il se rappelait avec un profond sentiment d'amertume combien il avait été malheureux quand il croyait que sir William avait mal pris quelque chose de sa part. Le Swift qui tançait le lord trésorier, qui raillait le capitaine général, et qui affrontait l'orgueil de Buckingham avec un orgueil plus indomptable encore, avait sans doute grand'peine à croire qu'il fût le même homme qui avait passé tant de nuits sans sommeil et dans l'inquiétude à méditer sur un regard irrité ou sur un mot de mauvaise humeur de son patron : « Ma foi, » écrivait-il à Stella avec une légèreté amère, « sir William a gâté l'étoffe d'un *gentleman* accompli. » Cependant, pour rendre justice à Temple, il faut dire qu'il n'y a point de raison de croire que Swift ait été plus malheureux à Moor-Park qu'il ne l'eût été, dans la même situation, dans quelque maison que ce fût en Angleterre. Nous croyons aussi que l'esprit de Swift dut beaucoup à celui de Temple.

Tout lecteur judicieux sera frappé des traits qui distinguent les pamphlets politiques de Swift de tous les ouvrages du même genre écrits par des hommes uniquement voués aux lettres : que l'on compare par exemple la *Conduite des alliés* ou la *Lettre au club d'octobre* avec la *Fausse Alarme* ou les *Impôts ne sont pas de la tyrannie,* » de Johnson, on sera frappé de la différence que nous signalons. On peut croire Johnson un homme supérieur à Swift ; on peut préférer le style de Johnson à celui de Swift ; mais on reconnaîtra à l'instant que Johnson écrit comme un homme qui n'est jamais sorti de son cabinet ; Swift écrit comme un homme qui a passé sa vie au milieu des affaires publiques, et auquel les secrets d'État les plus importants sont aussi familiers que ses comptes de la semaine.

« Appliquez-le à telle affaire de politique que vous voulez, et il dénouera le nœud gordien qui lui est aussi familier que sa jarretière. »

En un mot, la différence entre un pamphlet politique de Johnson et un pamphlet politique de Swift est aussi grande que la différence entre le récit d'une bataille par M. Southey et le récit de la même bataille par le colonel Napier. On ne peut douter qu'il ne faille attribuer en grande partie la supériorité de Swift à ses longues et intimes relations avec sir William Temple.

Quelque éloignées que fussent les allées et les plates-bandes de Moor-Park des lieux que fréquentaient les hommes d'affaires et les ambitieux, Swift avait d'amples occasions d'apprendre les causes secrètes de la plupart des grands événements. Guillaume III avait coutume de consulter Temple et venait parfois le voir. On ne sait pas grand'chose sur leurs relations ; il est certain pourtant

que, lorsque le bill des parlements triennaux fut voté par les deux Chambres, le roi, qui répugnait extrêmement à le laisser passer, envoya le comte de Portland demander l'opinion de Temple. On ne sait si Temple approuvait la loi en elle-même, mais il voyait clairement l'imprudence qu'il y aurait, pour un prince dans la situation du roi Guillaume, à s'engager dans une querelle avec son parlement, et il fit rédiger par Swift une pièce sur cette question, qui ne réussit pourtant pas à convaincre le roi.

Le principal amusement de sir William Temple dans sa vieillesse fut la littérature. Après s'être définitivement retiré des affaires, il écrivit des mémoires fort agréables, corrigea et copia un grand nombre de lettres, et publia sur différents sujets plusieurs traités dont le meilleur, à notre avis, est l'*Essai sur le jardinage*. Somme toute, le style de ces essais est excellent, presque toujours agréable, et parfois brillant et majestueux. Le fond est généralement moins intéressant, et nos lecteurs le croiront sans peine quand nous leur apprendrons que M. Courtenay, un biographe, c'est-à-dire un vassal littéraire, tenu de temps immémorial par les obligations de son fief à rendre hommage, aide, relief et tous autres services accoutumés à son seigneur, avoue qu'il ne peut donner son opinion sur l'essai qui traite de la vertu héroïque, attendu qu'il ne peut le lire sans en sauter beaucoup ; circonstance qui nous paraît bien étrange quand nous réfléchissons aux années que M. Courtenay a passées dans le conseil des Indes, où il a dû lire par milliers des pages remplies de l'abondante éloquence officielle de l'Orient.

Un des essais de sir William mérite pourtant quelque attention, non à cause de son mérite intrinsèque, mais

à cause de la lumière qu'il jette sur quelques curieuses faiblesses de son caractère, et aussi de l'effet extraordinaire qu'il produisit dans la république des lettres. Une discussion oiseuse et fort misérable s'était élevée en France à propos des mérites comparatifs des écrivains anciens et modernes. On ne pouvait assurément pas s'attendre à voir le procès jugé à cette époque d'après les grands principes de critique philosophique qui ont guidé les jugements de Lessing et de Herder; mais on aurait pu s'attendre à voir les hommes qui entreprenaient de décider la question se donner au moins la peine de lire et de comprendre les auteurs sur les mérites desquels ils allaient prononcer. Or, ce n'est pas une exagération de dire que, parmi les gens qui se disputaient et qui criaient, les uns pour les anciens, les autres pour les modernes, peu de personnes connaissaient convenablement la littérature ancienne ou la littérature moderne, et que c'est tout au plus s'il y avait un homme qui les connût bien toutes deux. Dans l'amusante préface que Racine a mise en tête d'*Iphigénie*, le lecteur peut trouver citée une absurde méprise que fit l'un des champions des modernes à propos d'un passage de l'*Alceste* d'Euripide. Un autre écrivain est assez étrangement ignorant pour reprocher à Homère d'avoir mêlé les quatre dialectes grecs, le Dorique, l'Ionien, l'Éolien et l'Attique; précisément, dit-il, comme si un poëte français plaçait des phrases de gascon ou de picard au milieu de ses vers écrits en bon français de Paris. D'autre part, ce n'est pas une exagération de dire que les défenseurs des anciens ignoraient complétement les plus grandes productions des temps modernes, et à vrai dire les défenseurs des modernes n'étaient pas beaucoup plus

savants. Les parallèles qu'on établit pendant le cours de cette discussion sont parfaitement ridicules. Balzac fut choisi comme rival de Cicéron. On prétendait que Corneille réunissait les mérites d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide. Nous aurions quelque plaisir à voir un *Prométhée* de la façon de Corneille. On déclara que les *Lettres provinciales*, qui sont assurément un chef-d'œuvre de raisonnement, d'esprit et d'éloquence, l'emportaient sur tous les écrits de Platon, de Cicéron et de Lucien mis ensemble, surtout dans l'art du dialogue, art dans lequel il se trouve que Platon a surpassé tout le monde, et qu'évidemment Pascal, quelque grand et quelque admirable qu'il fût sous d'autres rapports, ne possédait guère.

Cette discussion puérile pénétra en Angleterre, et quelque malin démon suggéra à sir William Temple l'idée d'entreprendre la défense des anciens. Il nous suffira de dire, quant à ses qualifications pour cette tâche, qu'il ne savait pas un mot de grec. Mais sa vanité, suffisamment contenue par sa prudence lorsqu'il était engagé dans les luttes de la vie active et entouré de rivaux, l'aveuglait sur ce qui lui manquait lorsqu'il vivait seul depuis longtemps et qu'il avait pris l'habitude de se regarder comme étant sans comparaison le premier homme dans son cercle. Dans une heure malencontreuse, il publia l'*Essai sur la science ancienne et moderne*. Le style de l'*Essai* est très-bon, mais le fond est ridicule et méprisable au dernier point. Nous apprenons là que Lycurgue voyagea dans l'Inde, et rapporta de ce pays les lois de Sparte, qu'Orphée fit de grands voyages pour rechercher la science, et qu'il arriva à un degré d'instruction qui l'a rendu célèbre

dans toute la série des siècles ; nous y voyons que Pythagore passa vingt-deux ans en Égypte, et, qu'après y avoir subi ses examens, il vécut encore douze ans à Babylone, où les mages l'admirent *ad eundem ;* que les anciens Brahmines vivaient deux cents ans ; que les premiers philosophes grecs prédisaient les tremblements de terre et les épidémies et calmaient les émeutes par la magie, et que Ninus surpassait en facultés tous ses successeurs sur le trône d'Assyrie. Sir William avoue que les modernes ont découvert la circulation du sang; mais d'autre part, ils ont complétement perdu l'art de conjurer; les joueurs de violon de notre temps ne savent plus enchanter les poissons, les oiseaux, ni les serpents par leurs accords. Il nous dit que Thalès, Pythagore, Démocrite, Hippocrate, Platon, Aristote et Épicure atteignirent dans les différents domaines de la science un point auquel nul de leurs successeurs n'a pu arriver depuis lors, ce qui est à peu près aussi absurde que s'il avait dit que les plus grands noms dans la science en Angleterre étaient Merlin, Michael Scott, le docteur Sydenham et lord Bacon. En vérité, la façon dont sir William Temple mêle la fable avec l'histoire, nous rappelle les dictionnaires classiques destinés aux colléges, dans lesquels Narcisse, qui s'aimait lui-même, et Narcisse, l'affranchi de Claude, Pollux, le fils de Jupiter et de Léda, et Pollux, l'auteur de l'*Onomasticon*, sont rangés sous les mêmes chefs et traités comme des personnages également réels. L'effet de ce dictionnaire ressemble à celui que produirait un dictionnaire de noms modernes composé d'articles comme celui-ci : Jones, William, orientaliste éminent, l'un des juges de la cour suprême de justice du Bengale ; — Davy, démon-

qui détruit les vaisseaux ; — Tom, enfant trouvé, élevé par M. Allworthy. C'est à de pareilles sources que Temple semble avoir appris tout ce qu'il sait sur les anciens. Il place l'histoire d'Orphée entre les jeux olympiques et la bataille d'Arbelles, exactement comme si nous avions les mêmes raisons de croire qu'Orphée apprivoisait les bêtes féroces au son de sa lyre, que de croire qu'il y avait des courses à Pise, ou qu'Alexandre a triomphé de Darius.

Temple ne se tire guère mieux d'affaire quand il en vient aux modernes. Il nous donne un catalogue des écrivains qu'il regarde comme les plus grands des temps modernes. Il suffit de dire que, dans la liste des Italiens, il a omis le Dante, Pétrarque, Arioste et le Tasse ; dans la liste des Espagnols, Lope et Calderon ; dans la liste des Français, Pascal, Bossuet, Molière, Corneille, Racine et Boileau ; dans la liste des Anglais, il a oublié Chaucer, Spencer, Shakspeare et Milton.

Au milieu de cette masse énorme d'absurdités, un passage surtout se fait remarquer. La doctrine de Temple, doctrine peu consolante, est que l'espèce humaine va sans cesse dégénérant et que les anciens livres dans tous les genres sont les meilleurs. Pour soutenir cette opinion, il fait observer que les *Fables* d'Ésope sont les plus belles fables, et les lettres de Phalaris les plus jolies lettres du monde. Il insiste sur le mérite des lettres de Phalaris avec beaucoup de chaleur et des tours de langage singulièrement heureux ; il serait difficile de choisir un meilleur spécimen que ce malheureux passage de la majesté gracieuse et facile qu'atteint parfois son style. Il sait, dit-il, que des hommes savants, ou qui passaient pour savants, ont mis en doute l'authenticité de ces lettres, mais il parle de ces doutes

avec le plus profond mépris. Or il est parfaitement certain : 1° que les lettres ne valent rien ; 2° qu'elles sont fausses ; 3° que bonnes ou mauvaises, fausses ou véritables, Temple ne pouvait juger de la question, attendu qu'il était aussi incapable d'en expliquer une ligne que de déchiffrer les hiéroglyphes d'un obélisque égyptien.

Cet essai, tout absurde qu'il était, fut accueilli avec beaucoup de faveur en Angleterre et sur le continent; la raison en est évidente. Les gens qui connaissaient bien les classiques et s'apercevaient de ses absurdités étaient en général du côté des anciens, et plutôt disposés à voiler qu'à relever les erreurs d'un allié. Les champions des modernes étaient généralement aussi ignorants que Temple lui-même, et la multitude était enchantée de son style harmonieux et facile. Il était destiné, pourtant, comme il le méritait bien, à payer sa vanité et sa folie.

Le collége de *Christchurch* à Oxford était alors justement célèbre dans le monde entier comme un lieu où l'on cultivait avec succès les parties les plus légères de l'érudition classique. Les maîtres et les élèves n'avaient pas la moindre connaissance des mystères plus profonds de la philologie. Ils se croyaient des Scaliger, comme le disait dédaigneusement Bentley, quand ils pouvaient écrire une page de vers latins sans faire plus de deux ou trois petites fautes. Le collége donna une nouvelle édition des lettres de Phalaris, qui étaient rares, et qu'on demandait depuis la publication de l'essai de Temple. L'éditeur nominal était Charles Boyle, jeune homme de famille noble et qui donnait des espérances ; mais quelques membres du collége, plus âgés que lui, lui avaient prêté leur concours. Pendant que

l'ouvrage était en préparation, une querelle sans fondement, causée, à ce qu'il paraît, par la négligence et les faux rapports d'un libraire, s'éleva entre Boyle et le bibliothécaire du roi, Richard Bentley. Dans sa préface à la nouvelle édition, Boyle inséra un passage amer sur Bentley. Celui-ci se vengea en prouvant que les épîtres de Phalaris étaient une fabrication, et dans le cours de ses remarques sur la question, il traita Temple sans inconvenance, mais sans grand respect.

Temple, qui était habitué aux plus respectueux égards, et qui, même lorsqu'il se mêlait de politique, avait toujours redouté les brusques collisions et avait réussi généralement à les éviter, avait vu sa susceptibilité s'accroître pendant de longues années de retraite et de flatterie, en sorte qu'il éprouva le plus violent ressentiment, se plaignit fort injustement des inconvenantes railleries de Bentley, et déclara qu'il avait commencé une réponse, mais qu'il l'avait mise de côté, n'ayant nulle envie d'entrer en lice contre un pédant si sot, si méprisable et si mal élevé. Quoi qu'on puisse penser de l'humeur que sir William montra dans cette occasion, on ne saurait trop applaudir à la prudence qui l'empêcha de finir et de publier sa réponse, qui eût été assurément une œuvre fort singulière. Il ne resta point, du reste, sans défenseurs; comme Hector renversé par Ajax, il fut en un instant couvert d'une foule épaisse de boucliers :

Οὔτις ἐδυνήσατο ποιμένα λαῶν
Οὐτάσαι, οὐδὲ βαλεῖν. πρὶν γὰρ περίστησαν ἄριστοι,
Πουλυδάμας τε, καὶ Αἰνείας, καὶ δῖος Ἀγήνωρ,
Σαρπηδών τ'ἀρχὸς Λυκίων, καὶ Γλαῦκος ἀμύμων.

Christchurch prit les armes, et, bien que le collége

semble avoir été presque complétement dépourvu de toute érudition profonde et exacte, nulle Académie ne pouvait présenter un assemblage plus considérable d'orateurs, de beaux esprits, d'hommes politiques, d'aventuriers bruyants qui unissaient les connaissances superficielles d'un homme instruit avec les manières et l'art d'un homme du monde; ce formidable corps résolut de voir jusqu'à quel point des reparties vives, des phrases bien tournées, de l'assurance, de l'intrigue et du talent pour se faire mousser, pourraient, quand il s'agissait de savoir si un livre grec était authentique ou non, tenir lieu de quelque connaissance du grec.

La réponse à Bentley parut sous le nom de Boyle, mais elle était écrite en réalité par Atterbury avec l'assistance de Smalridge et de quelques autres. C'est un livre fort remarquable et qui nous rappelle souvent ce que disait Goldsmith quand il remarquait que les Français seraient les meilleurs cuisiniers du monde s'ils avaient de la viande de boucherie, puisqu'ils savaient faire dix plats avec la tête d'une ortie. L'ouvrage mérite vraiment cet éloge, quelque valeur que puisse avoir l'éloge, d'être le meilleur livre qu'on ait jamais écrit en faveur de la mauvaise cause dans une question dont on ne savait pas le premier mot. L'érudition des confédérés est celle d'un écolier, et d'un écolier ordinaire; mais ils en ont tiré parti avec l'art et l'adresse d'hommes très-capables, très-habiles et très-expérimentés; ils l'ont passée au laminoir jusqu'à ce qu'elle devînt aussi mince que possible, et ils l'ont disposée de manière à la faire paraître dix fois plus étendue qu'elle ne l'est. La dextérité avec laquelle les confédérés évitent de s'attaquer aux parties de leur sujet qu'ils se savent hors d'état de

traiter est quelque chose de merveilleux. Ils commettent pourtant par-ci par-là des fautes honteuses qui leur auraient valu le fouet de la part du vieux Busby, qui avait été leur professeur; mais cette circonstance ne fait qu'augmenter notre admiration pour le talent de gens qui se défendent si bien avec des ressources si faibles. Les lecteurs qui ne sont pas au courant de la discussion n'ont qu'à imaginer un Français qui aurait appris tout juste assez d'anglais pour lire le *Spectateur* avec un dictionnaire, et qui se mettrait en avant pour défendre l'authenticité du *Vortigern* d'Ireland contre M. Malone : ils auront quelque idée du tour de force qu'Atterbury eut l'audace d'entreprendre, et qu'on crut un moment qu'il avait réellement accompli.

L'illusion se dissipa bientôt. La réponse de Bentley trancha la question à jamais et établit ses droits à réclamer la première place parmi les érudits en fait de classiques. Ceux qui représentent cette discussion comme une lutte entre l'esprit et la science ne lui rendent pas justice; si la science manque d'une façon déplorable du côté de Boyle, l'esprit ne manque point du côté de Bentley. D'autres qualités, aussi précieuses que l'esprit et la science, se font remarquer dans son livre. On y voit une rare sagacité, une incomparable puissance de combinaison, et un talent supérieur pour manier toutes les armes de la logique. Bentley dut beaucoup aux cris furieux que les faux rapports, les sarcasmes et les intrigues de ses adversaires avaient suscités contre lui, cris auxquels se joignaient le monde élégant, les hommes politiques, et que répétaient des milliers de gens qui ne savaient pas si Phalaris avait régné en Sicile ou à Siam. Le caractère de Bentley, hardi jusqu'à la témé-

rité, confiant en lui-même jusqu'à la négligence, orgueilleux jusqu'à une insolente brutalité, fut, pour la première et pour la dernière fois, tenu en respect, non jusqu'à la bassesse ou à la lâcheté, mais jusqu'à la prudence et à la réserve. Pour une seule fois, il ne voulut courir aucun risque, il ne laissa pas un coin à découvert, il ne s'aventura dans aucun paradoxe ; surtout il ne répondit point par des injures aux injures de ses ennemis. On peut retrouver dans presque tous ses écrits des preuves de talent et d'érudition ; mais, dans celui-ci seulement, son talent et son érudition semblent avoir été constamment dirigés par un bon caractère et un grand sens. Nous n'y trouvons nulle trace de cette confiance aveugle dans ses facultés et dans sa bonne chance qu'il montra lorsqu'il entreprit de publier Milton ; nulle trace de ces recherches ingénieuses et fausses qui viennent gâter si souvent ses notes sur Horace ; nulle trace de cette négligence dédaigneuse qui donna prise contre lui aux vives et habiles attaques de Middleton ; nulle trace enfin de ces extravagantes vanteries et de cette grossièreté sauvage qui l'amenèrent plus tard à déshonorer ses études et sa profession, et à descendre presque au niveau de M. de Pauw.

Temple ne vécut pas assez longtemps pour voir la complète et irréparable défaite de ses champions. Il mourut, au contraire, fort à propos, peu après la publication du livre de Boyle, au moment où toute l'Angleterre riait de la manière dont les savants de *Christchurch* avaient traité le pédant. Boyle, dans son livre, louait Temple dans les termes les plus flatteurs, et le comparait à Memmius, comparaison qui n'est pas fort heureuse, puisque le seul trait caractéristique que nous sachions

de Memmius, c'est que dans les temps d'agitation, il croyait de son devoir de s'occuper exclusivement de politique, et que c'était seulement lorsque la république était tranquille et prospère que ses amis osaient venir le déranger pour lui communiquer leurs productions philosophiques et poétiques. C'est à cause de cela que Lucrèce demande aux dieux la paix, dans la belle prière qui se trouve au début de son poëme :

> « Nam neque nos agere hoc patriaï tempore iniquo
> Possumus æquo animo, nec Memmi clara propago
> Talibus in rebus communi deesse saluti, »

Ces traits n'étaient assurément pas applicables à un homme d'État qui, durant tout le cours de sa vie, avait soigneusement évité de s'exposer dans les temps orageux, qui avait refusé à plusieurs reprises, dans les conjonctures les plus critiques, d'être secrétaire d'État, et qui, au milieu des révolutions, des complots, des guerres civiles et étrangères, écrivait tranquillement des absurdités sur les visites de Lycurgue aux Brahmines et sur les airs qu'Arion jouait au dauphin.

Il ne faut pas oublier de dire, que pendant que la discussion sur les lettres de Phalaris était dans toute sa fureur, Swift, pour témoigner son zèle et son attachement, écrivit la *Bataille des livres*, premier ouvrage où l'on puisse reconnaître le caractère particulier de son talent. La vive aversion pour Bentley que Temple avait léguée à Swift semble s'être communiquée de Swift à Pope, à Arbuthnot, et à quelques autres écrivains qui continuèrent de tourmenter le grand critique longtemps après qu'il eut échangé de bon cœur une poignée de mains avec Boyle et Atterbury.

Sir William Temple mourut à Moor-Park, au mois de janvier 1699. Il ne paraît pas que ses facultés intellectuelles eussent baissé. On plaça son cœur sous un cadran solaire qui subsiste encore dans son jardin favori. Son corps fut enterré dans l'abbaye de Westminster, à côté de sa femme, et on réserva tout près une place pour lady Giffard qui lui survécut longtemps. Swift fut son exécuteur testamentaire pour ce qui regardait ses ouvrages. Il dirigea la publication des *Lettres* et des *Mémoires*, et dans l'accomplissement de cette tâche, il eut avec la famille quelques discussions assez aigres.

Il ne reste pas grand'chose à dire du caractère de Temple. Burnet l'accuse d'avoir eu des opinions irréligieuses, et d'avoir corrompu tous ceux qui l'approchaient; mais les vagues assertions d'un homme aussi léger et aussi partial que Burnet, sur le compte d'un homme avec lequel il n'avait jamais, que nous sachions, échangé un mot, sont d'assez peu de poids. Il se peut que Temple ait été un libre penseur ; c'était ce que croyaient les Osborne lorsqu'il était un tout jeune homme. Il est certain que les hommes bien nés qui entraient dans le monde au moment où le parti puritain était au faîte du pouvoir, ou pendant que le souvenir du règne de ce parti était encore tout récent, conçurent un profond dégoût pour la religion. Le reproche s'adressait à Temple comme à tous les courtisans les plus distingués de son temps. Rochester et Buckingham faisaient ouvertement profession d'infidélité. Mulgrave ne valait guère mieux. Shaftesbury, plus réservé, passait pour être de leur avis. Les trois grands seigneurs qui furent les collègues de Temple dans le cabinet, pendant son court ministère, avaient une assez pauvre réputation en

fait d'orthodoxie. Halifax passait même pour athée, mais il repoussait solennellement cette accusation; et, à vrai dire, il semble avoir été mieux disposé religieusement que la plupart des hommes d'État de son temps, bien que deux instincts très-puissants chez lui, la passion des comparaisons bouffonnes et la passion des spéculations subtiles, le portassent quelquefois à parler des sujets sérieux de manière à blesser profondément et justement beaucoup de gens. Il est probable que Temple, qui ne dépassait guère la surface d'aucune question, fut atteint du scepticisme général. Tout ce qu'on peut dire sur ce sujet, c'est qu'il n'y a pas trace d'impiété dans ses ouvrages, et que l'empressement avec lequel il fut élu par une université qui comptait surtout des ecclésiastiques au nombre des votants, sans rien prouver quant au fond de ses opinions, atteste au moins qu'il n'avait pas, comme semble l'insinuer Burnet, l'habitude de tenir le langage d'un athée à tous ceux qui approchaient de lui.

Temple, d'ailleurs, n'apporterait pas beaucoup d'autorité au parti de la religion ou au parti de l'infidélité. Il n'était pas un penseur profond. C'était tout simplement un homme doué d'un esprit vif et de rares facultés d'observation, homme du monde parmi les gens de lettres, homme de lettres parmi les gens du monde. Les érudits étaient éblouis par l'ambassadeur et le membre du conseil, les politiques par l'historien et le littérateur. Mais nous ne pouvons lui adjuger, ni comme écrivain, ni comme homme d'État, une place bien élevée. Comme homme, il nous paraît avoir été très-égoïste, mais très-prudent, circonspect et avisé dans son égoïsme; il savait mieux que la plupart des hommes ce qu'il

voulait réellement trouver dans la vie, et il poursuivait ce qu'il désirait avec une intelligence peu ordinaire, sans se laisser jamais détourner, ni par les bons ni par les mauvais sentiments. Il redoutait plus d'échouer qu'il ne désirait de réussir. Il préférait sa sécurité, son repos, son loisir et ses aises aux inquiétudes et à l'agitation inséparables de la grandeur; et cette langueur d'esprit, qui tenait à sa constitution, paraît quelquefois ressembler à la modération de la vertu lorsqu'on la compare avec l'énergie malfaisante des esprits inquiets et passionnés au milieu desquels il passa sa vie. Nous devons avouer qu'il nous semble devenir bien petit et bien méprisable quand nous le comparons, non aux grands types idéaux de la moralité, mais à beaucoup de ces hommes fragiles qui, tendant à un noble but, dont ils étaient souvent détournés par des passions puissantes et de grandes tentations, ont laissé dans l'histoire une renommée douteuse et mélangée.

LORD CLIVE

— ÉCRIT EN JANVIER 1840. —

Vie de Robert, lord Clive, composée d'après les papiers de famille communiqués par le comte de Powys, par le major général sir John Malcolm. 3 vol in-8. Londres, 1836.

Nous avons toujours trouvé étrange que l'histoire de l'empire espagnol en Amérique fût si familière à toutes les nations en Europe, tandis que les grandes actions de nos compatriotes en Orient n'excitent, même parmi nous, que peu d'intérêt. Tous les écoliers savent qui a emprisonné Montézuma et qui a étranglé Atahualpa; mais il nous paraît douteux qu'une personne sur dix, même parmi les Anglais de l'esprit le plus cultivé, puisse dire qui a gagné la bataille de Buxar, qui a ordonné le massacre de Patna, si Smajah Dowlah régnait sur l'Oude ou sur le Travancore, et si Holtac était Indou ou Musulman. Cependant Cortès remporta ses victoires sur des sauvages sans lettres, qui ignoraient l'usage des métaux, qui n'avaient pas su dompter un seul animal et l'habituer au travail, qui ne possédaient d'autres armes que celles qu'on pouvait faire avec des bâtons, des cailloux et des arêtes de poisson; qui regardaient un cavalier comme un monstre, moitié homme moitié animal, et qui prenaient un arquebusier pour un sorcier, ca-

pable de lancer le tonnerre et d'allumer l'éclair des cieux.

La population de l'Inde, lorsque nous l'avons soumise, était dix fois plus nombreuse que les Américains vaincus par les Espagnols, et elle était en même temps tout aussi civilisée que les Espagnols victorieux. Elle avait élevé des villes plus grandes et plus belles que Saragosse ou Tolède, et des monuments plus somptueux et plus coûteux que la cathédrale de Séville. Elle pouvait montrer des banquiers plus riches que les plus riches maisons de Barcelone et de Cadix, des vice-rois dont la splendeur surpassait infiniment celle de Ferdinand le Catholique, des myriades de cavaliers et de longs trains d'artillerie qui auraient étonné le grand capitaine. On aurait pu s'attendre à voir tous les Anglais qui prennent un intérêt quelconque à l'histoire se montrer curieux de savoir comment une poignée de leurs compatriotes, séparés de leur patrie par un immense Océan, subjuguèrent, dans l'espace de quelques années, un des plus grands empires du monde. Cependant, nous nous trompons fort si ce sujet ne paraît pas à la plupart des lecteurs, non-seulement insipide, mais désagréable.

Peut-être la faute en est-elle en partie aux historiens. L'ouvrage de M. Mill, bien qu'il possède assurément de grands et rares mérites, n'est pas assez animé et pittoresque pour attirer ceux qui lisent pour leur amusement. Orme, qui n'est inférieur à aucun historien anglais pour le style et le talent de peindre les événements, est minutieux au point d'en devenir ennuyeux. Il accorde en moyenne, dans un volume, une page in-4°, d'une impression très-serrée, aux incidents survenus toutes les quarante-huit heures. En conséquence son récit, bien qu'il soit un des ouvrages les plus authentiques et les mieux écrits de not

langue, n'a jamais été très-populaire, et on ne le lit presque plus aujourd'hui.

Nous craignons fort que les volumes que nous avons en ce moment sous les yeux n'attirent pas beaucoup les lecteurs qu'ont rebutés Mill et Orme. Les matériaux que le feu lord Powis avait mis à la disposition de sir John Malcolm sont, à la vérité, d'une très-grande valeur; mais nous ne pouvons dire qu'ils aient été fort habilement employés. Il serait injuste, néanmoins, de critiquer sévèrement un ouvrage qui eût probablement été plus resserré et mieux distribué si l'auteur eût vécu pour le terminer et le revoir. Nous sommes plus enclins à accomplir l'agréable devoir d'exprimer notre reconnaissance pour la noble famille à laquelle le public doit tant de renseignements utiles et curieux.

A tout prendre, l'effet du livre, même en faisant la plus large part à la partialité de ceux qui ont fourni et de ceux qui ont employé les matériaux, est d'augmenter notablement la réputation de lord Clive. Nous sommes, à la vérité, loin de sympathiser avec sir John Malcolm, dont la tendresse dépasse la tendresse des biographes, et qui ne peut voir que sagesse et justice dans toutes les actions de son idole. Mais nous sommes, au moins, également loin de nous joindre au sévère jugement de M. Mill, qui nous semble montrer moins de sagacité dans son histoire de Clive que dans les autres parties de son utile ouvrage. Clive, comme la plupart des hommes nés avec des passions fortes et soumis à de grandes tentations, a fait de grandes fautes; mais tous ceux qui étudieront sa carrière avec un esprit éclairé et juste admettront que notre île, si fertile en héros et en hommes d'État, a rarement produit un homme plus

véritablement grand dans la guerre ou dans le conseil.

Les Clives étaient établis depuis le douzième siècle dans une propriété qui n'avait pas grande valeur, près de Market Drayton, dans le Shropshire. Pendant le règne de George Ier, ce modeste, mais ancien heritage, appartenait à M. Richard Clive, qui paraît avoir été un homme simple, doué de peu de tact et de capacité. Il avait fait des études de droit, et partageait son temps entre les affaires de sa profession et les occupations d'un petit propriétaire. Il épousa une personne de Manchester, du nom de Gaskill, et devint père d'une nombreuse famille. Son fils aîné, Robert, le fondateur de l'empire britannique dans l'Inde, naquit dans l'ancienne résidence de ses ancêtres, le 29 septembre 1725.

On peut distinguer de bonne heure quelques traits de l'homme dans l'enfant. On a des lettres écrites par les membres de la famille de Clive lorsqu'il avait sept ans, et il paraît, d'après ces lettres, que, même à cet âge, l'énergie de sa volonté et la violence de ses passions, combinées avec une intrépidité personnelle qui ne semblait pas toujours compatible avec une tête bien saine, commençaient déjà à causer beaucoup d'inquiétude à ses parents : « Le goût des batailles, qui le possède hors de toute mesure, » disait un de ses oncles, « rend son caractère si impérieux et si farouche qu'il s'emporte à la moindre occasion. » Les vieillards des environs se rappellent encore avoir entendu raconter à leurs parents comment Bob Clive avait escaladé le clocher de Market Drayton, et avec quelle terreur les habitants l'avaient vu assis sur une gouttière de pierre tout au haut de l'église. Ils racontent aussi comment il avait organisé tous les garçons oisifs de la ville pour en former une

espèce d'armée de pillage, et pour obliger les marchands à lui payer un tribut de sous et de pommes, tandis qu'en retour il leur garantissait la sûreté de leurs vitres. On l'envoya d'école en école, mais il faisait très-peu de progrès dans son instruction, et acquérait partout la réputation d'être un mauvais garnement. Un de ses maîtres, dit-on, eut assez de sagacité pour prédire que ce paresseux ferait grande figure dans le monde; mais l'opinion générale semble avoir été que le pauvre Robert était un fou, sinon un réprouvé. Sa famille n'espérait rien d'une intelligence si médiocre jointe à un caractère si entier. Il n'est pas étrange qu'on ait volontiers accepté pour lui, lorsqu'il était dans sa dix-huitième année, une place d'employé au service de la compagnie des Indes, et qu'on l'ait embarqué pour faire sa fortune, ou mourir de la fièvre à Madras.

L'avenir se présentait à Clive sous un jour fort différent de celui qui s'offre de nos jours aux jeunes gens que le collége des Indes orientales envoie tous les ans dans les Présidences de notre empire en Asie. La compagnie était purement alors une corporation commerciale. Son territoire se composait de quelques milles carrés dont on payait la location aux gouvernements indigènes. Ses troupes étaient à peine assez nombreuses pour servir les batteries de trois ou quatre forts mal construits qu'on avait élevés pour protéger les magasins. Les naturels, qui composaient en grande partie ces petites garnisons, n'avaient pas encore pris l'habitude de la discipline européenne, et étaient armés les uns de sabres et de boucliers, les autres d'arcs et de flèches. Les serviteurs de la compagnie n'étaient pas chargés, comme à présent, de conduire les affaires judiciaires, financières et

diplomatiques d'un grand pays, mais bien de recevoir des capitaux, de faire des avances aux tisseurs, d'embarquer des cargaisons, et surtout de veiller de près sur les négociants particuliers qui osaient enfreindre le monopole. Les jeunes employés étaient si mal payés qu'il leur était difficile de subsister sans faire des dettes ; les plus âgés s'enrichissaient et faisaient le commerce pour leur propre compte, et ceux qui vivaient assez pour arriver aux derniers échelons du service amassaient souvent des fortunes considérables.

Madras, où Clive avait été envoyé, était peut-être à cette époque le plus important parmi les établissements de la compagnie. Dans le siècle précédent le fort Saint-George s'était élevé sur un sol aride battu par une mer furieuse, et aux environs une ville, habitée par des milliers de naturels, était née, comme les villes naissent en Orient, aussi rapidement que le kikajou du prophète. On voyait déjà dans les faubourgs bien des maisons blanches entourées de leurs jardins, où se retiraient les riches agents de la compagnie, après leur travail dans les bureaux et les magasins, pour jouir de la fraîche brise qui se lève au coucher du soleil sur la baie du Bengale. Les habitudes de ces négociants grands seigneurs semblent avoir offert plus de profusion, de luxe et d'ostentation que celles des grands fonctionnaires judiciaires et politiques qui leur ont succédé. Mais on comprenait moins les agréments de la vie; on ignorait bien des moyens qui mitigent à présent la chaleur du climat, conservent la santé et prolongent la vie. Les rapports avec l'Europe étaient infiniment moins fréquents qu'aujourd'hui. Le voyage par le Cap, qu'on a souvent accompli de notre temps en trois mois, prenait

au moins six mois et se prolongeait parfois au delà d'une année. En conséquence, les Anglo-Indiens étaient alors infiniment plus séparés de leur pays, s'adonnaient davantage aux habitudes orientales, et revenaient en Europe infiniment moins propres à se mêler à la société européenne que les Anglo-Indiens de nos jours.

Les gouverneurs anglais exerçaient dans le fort et sur son territoire, avec la permission des souverains indigènes, une autorité fort étendue, semblable à celle que tous les grands propriétaires indous exerçaient dans leurs domaines. Mais ils n'auraient jamais songé à prétendre à un pouvoir indépendant. Le pays environnant était gouverné par le nabab du Carnate, délégué du vice-roi du Decan, appelé communément le Nizam, et qui n'était lui-même qu'un délégué du puissant prince que nos ancêtres désignaient sous le nom du Grand Mogol. Ces noms, jadis si formidables et si augustes, subsistent encore. Il y a encore un nabab du Carnate, qui vit d'une pension que lui accordent les Anglais sur les revenus de la province que gouvernaient ses ancêtres. Il y a encore un Nizam, dont la capitale est tenue en respect par un cantonnement anglais, et auquel un résident anglais donne, sous le nom d'avis, des ordres qu'il ne faudrait pas tenter de discuter. Il y a encore un Grand Mogol, auquel on permet de s'amuser à tenir une cour et à recevoir des pétitions, mais qui a moins de pouvoir pour faire du bien ou du mal que le plus jeune des employés civils au service de la compagnie.

Le voyage de Clive fut particulièrement long, même pour ce temps-là. Le bâtiment resta quelques mois au Brésil, où notre jeune aventurier apprit quelques mots de portugais et dépensa tout son argent de poche. Il

n'arriva dans l'Inde qu'après avoir quitté l'Angleterre depuis plus d'un an. Sa situation à Madras était très-pénible. Ses ressources étaient épuisées, son traitement faible. Il avait contracté des dettes. Il était fort mal logé, grande souffrance dans un climat qui n'est tolérable pour les Européens qu'à condition d'avoir des appartements spacieux et bien exposés. Il avait emporté des lettres de recommandation pour un homme qui eût pu lui venir en aide; mais en arrivant au fort Saint-George, il apprit que son protecteur s'était embarqué pour l'Angleterre. La nature réservée et hautaine du jeune Clive l'empêcha de faire connaissance avec des étrangers. Il passa plusieurs mois aux Indes avant d'être entré en relations avec une seule famille. Le climat influait sur sa santé et sur sa disposition. La nature de ses devoirs s'accordait mal avec son caractère hardi et entreprenant. Il soupirait après le foyer domestique, et il exprimait ses sentiments dans ses lettres à sa famille sous une forme plus douce et plus mélancolique qu'on n'eût pu l'attendre de l'indiscipline qu'il avait montrée dans son enfance, ou de l'inflexible rudesse de son âge mûr : « Je n'ai pas joui d'un seul jour de bonheur depuis que j'ai quitté mon pays natal, » dit-il ; et il ajoute ailleurs : « Il faut que j'avoue que, lorsque je songe à ma chère patrie, à l'Angleterre, cela m'émeut d'une étrange manière.... Si je pouvais être assez heureux pour revoir jamais mon pays, et surtout Manchester, le but de tous mes vœux, tout ce que je puis espérer ou désirer se présenterait d'un seul coup d'œil. »

Il trouva une consolation de la meilleure sorte. Le gouverneur avait une bonne bibliothèque, dont il permit l'accès à Clive. Le jeune homme consacra une grande

partie de ses loisirs à la lecture, et il acquit à cette époque presque tout le savoir littéraire qui ait jamais été en sa possession. Comme enfant, il avait été trop paresseux; comme homme, il fut bientôt trop occupé pour s'adonner à la littérature.

Mais ni le climat, ni la pauvreté, ni l'étude, ni les chagrins de l'exil et le mal du pays ne purent dompter l'audace désespérée de sa nature. Il se conduisait envers ses supérieurs officiels comme il s'était conduit envers ses maîtres, et fut plus d'une fois en danger de perdre sa place. Deux fois, tandis qu'il demeurait dans le quartier des employés, il essaya de se tuer, et deux fois le pistolet qu'il appuyait contre son front vint à rater. Cette circonstance lui fit l'effet qu'une semblable aventure produisit, dit-on, à Wallenstein. Après s'être assuré que le pistolet était véritablement bien chargé, il s'écria qu'il était assurément destiné à faire quelque chose de grand.

A cette époque, un événement qui semblait d'abord devoir détruire toutes les espérances de sa vie, ouvrit tout d'un coup à Clive un nouveau chemin vers un rang supérieur. L'Europe était depuis plusieurs années en proie à la guerre de la succession d'Autriche. George II était l'allié fidèle de Marie-Thérèse. La maison de Bourbon soutenait l'autre parti. Bien que l'Angleterre fût déjà la première des puissances maritimes, elle n'était pas en état, comme elle y est arrivée depuis lors, de tenir tête sur mer à toutes les nations du monde à la fois, et elle avait quelque peine à soutenir la lutte contre les marines réunies de France et d'Espagne. Dans les mers d'Orient, la France avait l'ascendant. M. de Labourdonnais, gouverneur de l'île Maurice, homme de vertus et

de talents éminents, dirigea, en dépit de l'opposition de la flotte anglaise, une expédition contre le continent indien, aborda, rassembla une armée, parut devant Madras, et contraignit la ville et le fort de capituler. On lui remit les clefs, les étendards de la France flottèrent sur le fort Saint-George, et les conquérants s'emparèrent du contenu des magasins de la compagnie, comme prise de guerre. On stipula, dans la capitulation, que les habitants anglais seraient prisonniers de guerre sur parole, et que la ville resterait aux mains des Français jusqu'à ce qu'on eût payé la rançon. Labourdonnais donna sa parole d'honneur qu'on exigerait seulement une rançon raisonnable.

Mais le succès de M. de Labourdonnais avait excité la jalousie de son compatriote, M. Dupleix, gouverneur de Pondichéry. Dupleix, d'ailleurs, avait déjà commencé à rouler dans sa tête des projets gigantesques, avec lesquels la restitution de Madras aux Anglais ne s'accordait guère. Il déclara que M. de Labourdonnais avait excédé ses pouvoirs, que les conquêtes faites par les armes françaises sur le continent indien étaient à la seule disposition du gouverneur de Pondichéry, et que Madras devait être rasé. Labourdonnais fut contraint de céder. La colère que la violation de la capitulation causa chez les Anglais fut accrue par le manque de générosité qu'apporta Dupleix dans sa manière de traiter les principaux serviteurs de la compagnie. Le gouverneur et plusieurs des officiers supérieurs du fort Saint-George furent emmenés sous escorte à Pondichéry et conduits à travers la ville en procession triomphale, sous les yeux de cinquante mille spectateurs. On crut avec raison que cette grossière violation de la foi jurée dégageait les ha-

bitants de Madras des conditions qu'ils avaient conclues avec M. de Labourdonnais. Clive quitta la ville pendant la nuit sous les habits d'un Musulman, et alla se réfugier dans le fort Saint-David, petit établissement anglais de la circonscription de Madras.

Les circonstances dans lesquelles Clive se trouva alors placé l'amenèrent naturellement à adopter une profession qui convenait mieux à sa nature inquiète et intrépide que le soin d'examiner des ballots et de faire des comptes. Il demanda et obtint une commission d'enseigne au service de la compagnie, et commença à vingt et un ans sa carrière militaire. Son courage personnel, dont, pendant qu'il était encore simple employé, il avait donné des preuves éclatantes dans un duel à outrance avec un matamore de l'armée qui faisait l'effroi du fort Saint-David, le fit bientôt remarquer, même au milieu d'une foule de braves. Il montra bientôt, dans sa nouvelle carrière, d'autres qualités qu'on ne lui avait pas encore reconnues, du jugement, de la sagacité, de la déférence pour l'autorité légitime. Il se distingua fort, lors de plusieurs expéditions contre les Français, et fut particulièrement remarqué par le major Lawrence, qui passait alors pour l'officier anglais le plus capable qu'il y eût aux Indes.

Clive était depuis quelques mois seulement dans l'armée lorsqu'on apprit que la paix avait été conclue entre la France et la Grande-Bretagne. Dupleix fut obligé de rendre Madras à la compagnie anglaise, et le jeune enseigne se trouva libre de reprendre ses anciennes occupations. Il rentra un moment dans son bureau. Il le quitta de nouveau pour aider le major Lawrence à mettre fin à quelques petites hostilités des indigènes,

puis il y rentra encore une fois. Tandis qu'il hésitait ainsi entre l'armée et le commerce, il survint des événements qui décidèrent son choix. La politique prit dans les Indes un nouvel aspect. La paix entre les couronnes de France et d'Angleterre était rétablie ; mais une guerre importante et pleine d'événements s'éleva entre les compagnies anglaise et française qui faisaient le commerce dans l'Orient, et la récompense du vainqueur ne devait être rien moins que le magnifique héritage de la famille de Tamerlan.

L'empire que Baber et ses Mogols avaient élevé au seizième siècle avait été longtemps l'un des plus étendus et des plus riches dans le monde. Nul royaume d'Europe ne comptait une population aussi nombreuse soumise au sceptre d'un seul prince ; nulle part un revenu aussi considérable n'entrait dans le trésor. La beauté et la magnificence des monuments élevés par les monarques de l'Indoustan étonnaient même les voyageurs qui avaient vu Saint-Pierre. La suite innombrable et la splendeur qui entouraient le trône de Delhi éblouissaient même les yeux accoutumés aux pompes de Versailles. Quelques-uns des grands vice-rois, qui tenaient leur pouvoir de la délégation du Grand Mogol, gouvernaient autant de sujets que le roi de France ou l'empereur d'Allemagne. Les délégués même de ces délégués pouvaient prendre rang, quant à l'étendue du territoire et au montant de leur revenu, à côté du grand-duc de Toscane ou de l'électeur de Saxe.

On ne peut guère douter que ce grand empire, quelque puissant et quelque prospère qu'il pût paraître à un examen superficiel, ne fût, dans son meilleur temps, infiniment plus mal gouverné que ne sont de nos jours

les parties les plus mal gouvernées de l'Europe. L'administration était entachée de tous les vices du despotisme oriental et de tous les excès inséparables de la domination d'une race sur d'autres races. Les prétentions opposées des princes de la famille royale amenaient une longue suite de crimes et de malheurs publics. D'ambitieux lieutenants du souverain aspiraient parfois à l'indépendance. Des tribus indoues, farouches, mécontentes de porter le joug étranger, refusaient souvent de payer le tribut, repoussaient les armées du gouvernement loin de leurs retraites des montagnes, et se précipitaient en armes dans les plaines cultivées. Pourtant, en dépit d'une mauvaise administration constante, en dépit des convulsions qui ébranlaient parfois toute la constitution de la société, cette grande monarchie conserva, pendant plusieurs générations, l'apparence extérieure de l'unité, de la majesté et de la force. Mais pendant le long règne d'Aureng-Zeb, malgré tout ce que purent faire la vigueur et la sagesse du prince, l'État marcha à grands pas vers sa dissolution. Après sa mort, qui eut lieu en 1707, la ruine fit des progrès terribles. Des chocs violents, venus du dehors, aidèrent à l'œuvre qu'accomplissait au dedans une incurable défaillance, et, au bout de peu d'années, l'empire arriva à la décomposition absolue.

L'histoire des successeurs de Théodose offre beaucoup d'analogie avec celle des successeurs d'Areng-Zeb; mais la chute des Carlovingiens est peut-être le parallèle le plus exact de la chute des Mogols. Charlemagne était à peine enseveli que la faiblesse et les querelles de ses descendants commençaient déjà à attirer le mépris sur eux et les désastres sur leurs sujets. Le vaste empire des Francs fut divisé en mille lambeaux. Il ne resta qu'une

dignité nominale aux misérables héritiers d'un nom illustre, Charles le Chauve, Charles le Gros et Charles le Simple. De farouches envahisseurs, divers par la race, le langage et la religion, arrivèrent des quatre coins du monde, comme de concert, pour piller des provinces que le gouvernement ne pouvait plus défendre. Les pirates de la mer du Nord étendirent leurs ravages de l'Elbe aux Pyrénées, et finirent par s'établir dans la riche vallée de la Seine. Les Hongrois, que les moines tremblants croyaient reconnaître pour Gog et Magog annoncés par le prophète, emportèrent les dépouilles des cités de la Lombardie jusqu'au fond des forêts de la Pannonie. Les Sarrasins régnaient en Sicile, désolaient les fertiles plaines de la Campanie et portaient l'effroi jusque sous les murs de Rome. Au milieu de ces souffrances, un grand changement intérieur s'opérait dans l'empire : au sein du cadavre corrompu, la vie commençait à fermenter sous une nouvelle forme ; tandis que le grand corps restait immobile et engourdi, chaque membre commençait à éprouver des sentiments individuels et à vivre d'une vie qui lui était propre. C'est à cette époque, la plus stérile et la plus désolée dans l'histoire de l'Europe, que tous les priviléges féodaux, toute la noblesse moderne prirent naissance. C'est à ce moment qu'il faut faire remonter le pouvoir de tous les princes, vassaux de nom, mais indépendants en fait, qui, sous le titre de ducs, de marquis et de comtes, gouvernèrent longtemps presque toutes les parties du territoire qui obéissait naguère à Charlemagne.

Tel fut à peu près le changement qui s'opéra dans l'empire mogol pendant les quarante années qui suivirent la mort d'Aureng-Zeb. Une série de souverains

de nom, plongés dans l'indolence et la débauche, passèrent inutilement leur vie dans des palais inaccessibles, à mâcher du bétel, à caresser des concubines, et à écouter des bouffons. De féroces envahisseurs descendirent à travers les défilés de l'occident pour s'emparer des richesses sans défense de l'Indoustan. Un conquérant persan traversa l'Indus, entra dans Delhi, et emporta en triomphe les trésors qui avaient étonné par leur magnificence Roe et Bernier, le trône du paon, sur lequel les mains les plus habiles de l'Europe avaient disposé avec art les plus riches joyaux de Golconde, et cette inestimable *montagne de lumière* qui, après tant d'étranges vicissitudes, brillait récemment au bracelet de Runjeet-Sing, et va maintenant orner la hideuse idole d'Orissa. Les Afghans vinrent bientôt consommer l'œuvre de destruction qu'avaient commencée les Persans. Les tribus guerrières du Rajpootana secouèrent le joug musulman. Une troupe de soldats mercenaires occupèrent Rohilcund. Les Sykes régnaient sur l'Indus. Les Jauts répandaient l'effroi le long du Jumma ; les montagnes qui bordent à l'occident la côte maritime de l'Inde envoyèrent une race plus formidable encore, une race qui fut longtemps la terreur de tous les souverains indigènes, et qui ne céda, après bien des luttes désespérées et douteuses, qu'à la fortune et au génie de l'Angleterre. Ce fut sous le règne d'Aureng-Zeb que cette horde sauvage de pillards descendit pour la première fois de ses montagnes, et peu de temps après sa mort, dans tous les coins de son vaste empire, on apprit à trembler au nom terrible des Mahrattes. Des vice-royautés nombreuses et fertiles se virent entièrement soumises à leur joug. Leur domination s'étendait à travers la pé-

ninsule de l'une à l'autre mer. Des capitaines Mahrattes régnaient à Poonah, à Gualior, dans le Guzerat, dans le Berar, et dans le Tanjore. En devenant de grands souverains, ils ne perdirent pas leurs mœurs de maraudeurs. Ils conservèrent les habitudes de pillage de leurs pères. Toutes les régions qui n'étaient pas soumises à leur loi étaient dévastées par leurs incursions. Partout où se faisaient entendre leurs timbales, le paysan jetait son sac de riz sur son épaule, cachait ses petites économies dans sa ceinture, et s'enfuyait avec sa femme et ses enfants dans les montagnes ou dans les fourrés, pour chercher le voisinage plus supportable des hyènes et des tigres. Beaucoup de provinces rachetaient leurs récoltes en payant tous les ans une rançon. Le misérable fantôme qui portait encore le titre d'empereur s'abaissait comme les autres à payer cet ignoble tribut. On apercevait des murs de Delhi les feux du camp d'un de ces chefs avides. Un autre, à la tête de cavaliers innombrables, descendait tous les ans dans les champs de riz du Bengale. Les négociants Européens eux-mêmes tremblaient pour leurs magasins. Il n'y a pas cent ans qu'on crut nécessaire de fortifier Calcutta contre les cavaliers du Bérar, et le nom du fossé des Mahrattes conserve encore le souvenir de ce danger.

Partout où les vice-rois du Grand Mogol conservèrent quelque autorité, ils devinrent princes souverains. Ils pouvaient reconnaître encore en paroles la supériorité de la famille de Tamerlan, comme un comte de Flandre ou un duc de Bourgogne eût reconnu la supériorité du plus misérable idiot parmi les derniers Carlovingiens. Ils pouvaient envoyer parfois à leur souverain titulaire quelque présent pour le complimenter, et lui demander

quelque titre honorifique ; mais en réalité, au lieu d'être des lieutenants qu'on pût révoquer à plaisir, ils étaient des princes héréditaires et indépendants. Ce fut là l'origine de ces grandes maisons musulmanes qui gouvernaient jadis le Bengale et le Carnate, et de celles qui exercent encore, sous une espèce de vasselage, une partie du pouvoir royal à Lucknow et à Hyderabad.

Comment devait se terminer cette confusion ? La lutte devait-elle durer pendant des siècles ? Devait-elle finir par la fondation d'une nouvelle et grande monarchie ? Les Musulmans ou les Mahrattes devaient-ils rester maîtres de l'Inde ? Un autre Baber devait-il descendre des montagnes pour conduire les hardies tribus du Caboul et du Khorassan contre une race plus riche et moins guerrière ? Aucun de ces événements ne semblait improbable. Mais il n'y avait peut-être pas un homme, quelque sagace qu'il pût être, qui crût possible, pour une compagnie commerciale séparée de l'Inde par six mille lieues de mer, et qui possédait seulement dans l'Inde quelques-acres de terre dans un but commercial, de s'étendre en moins d'un siècle du cap Comorin jusqu'aux neiges éternelles de l'Himalaya. Nul n'aurait pu s'attendre à voir le Mahométan et le Mahratte contraints d'oublier leur animosité mutuelle dans une soumission commune, la compagnie domptant même ces races sauvages qui avaient résisté aux plus puissants des Mogols, et après avoir soumis à ses lois cent millions de sujets, portant ses armes victorieuses à l'est du Burrampootra, et à l'ouest de l'Hydaspe, dictant des conditions de paix devant les portes d'Ava, et installant son vassal sur le trône de Candahar.

Dupleix fut le premier à voir qu'on pouvait fonder un empire européen sur les ruines de la monarchie mogole.

Son esprit inquiet, étendu et inventif, avait déjà conçu ce projet dans un temps où les plus habiles serviteurs de la Compagnie anglaise n'étaient encore occupés qu'à faire des factures et des comptes de cargaisons. Dupleix ne s'était pas uniquement proposé un but. Il avait des vues justes et précises sur les moyens d'y arriver. Il voyait clairement que toutes les forces que les princes indous pouvaient amener sur le champ de bataille ne seraient pas en état de résister à un petit corps de soldats formés à la discipline et dirigés par la tactique de l'Occident. Il vit aussi que les indigènes de l'Inde pouvaient, sous des chefs européens, devenir des troupes que le maréchal de Saxe ou le grand Frédéric eussent été fiers de commander. Il comprenait parfaitement que la manière la plus aisée et la plus commode, pour un aventurier européen, d'arriver à gouverner dans l'Inde, était de diriger les mouvements et de parler par la bouche de quelque magnifique marionnette portant le beau titre de Nabab ou de Nizam. Ce Français ingénieux et ambitieux comprit et pratiqua le premier l'art de la guerre et de la politique qui fut quelques années plus tard appliqué avec tant de succès par les Anglais.

La situation de l'Inde était telle que toutes les agressions pouvaient trouver un prétexte soit dans les anciennes lois, soit dans les pratiques récentes. Tous les droits étaient dans un état d'incertitude absolue, et les Européens qui se mêlaient des querelles des naturels augmentaient la confusion en appliquant à la politique asiatique le droit public de l'Occident, et en raisonnant par des analogies tirées du système féodal. S'il était commode de traiter un nabab comme un prince indépendant, c'était une excellente raison pour le faire ; en fait,

ce prince était indépendant. S'il était commode de le traiter comme un simple délégué de la cour de Delhi, ce n'était pas une difficulté; en théorie, il n'était rien de plus. S'il était commode de regarder sa place comme une dignité héréditaire ou comme une dignité à vie, ou bien encore comme une dignité qui dépendait du bon plaisir du Mogol, on pouvait trouver des arguments et des précédents pour soutenir ces diverses maximes. Le parti qui tenait entre ses mains l'héritier de Baber le représentait comme le souverain légitime absolu, dont on ne pouvait disputer l'autorité, et à qui toutes les autorités inférieures étaient tenues d'obéir. Le parti contre lequel on faisait usage du nom de Baber ne manquait pas de prétextes plausibles pour soutenir que l'empire était dissous *de facto*, et que bien qu'il pût être convenable de traiter le Mogol avec respect, comme une vénérable relique des temps passés, il était absurde de vouloir le donner pour le véritable maître de l'Indoustan.

En 1748, l'un des plus puissants parmi les nouveaux maîtres de l'Inde, le grand nizam Al-Mulk, vice-roi du Decan, vint à mourir. Son autorité passa entre les mains de son fils, Nazir Jung. De toutes les provinces soumises à ce grand dignitaire, le Carnate était la plus riche et la plus étendue. Elle était gouvernée par un ancien nabab que les Anglais appelaient par corruption Anaverdy Khan.

Mais il y avait des prétendants au gouvernement de la vice-royauté et de la province qui en dépendait. Mirzapha Jung, petit-fils du nizam Al-Mulk, apparut comme compétiteur de Nazir Jung. Chunda Sahib, gendre d'un ancien nabab du Carnate, disputait ce titre à Anaverdy Khan. Dans le bouleversement des lois indoues, il était

facile à Mirzapha Jung et à Chunda Sahib de revêtir leurs prétentions de quelques apparences de droit. Dans une société complétement désorganisée, ils n'eurent pas de peine à trouver des aventuriers avides prêts à suivre leurs étendards. Ils unirent leurs intérêts, entrèrent dans le Carnate, et demandèrent des secours aux Français, dont la réputation venait d'être accrue par les succès qu'ils avaient remportés sur les Anglais dans la guerre récente sur la côte de Coromandel.

Rien ne pouvait être plus agréable à l'adroit et ambitieux Dupleix. C'était une perspective séduisante que de faire un nabab du Carnate, un vice-roi du Decan, et de gouverner sous leur nom toute l'Inde méridionale. Il fit alliance avec les prétendants ; il envoya quatre cents soldats français et deux mille cipayes disciplinés à l'européenne au secours de ses alliés. On livra une bataille. Les Français se distinguèrent fort. Anaverdy Khan fut battu et tué ; son fils, Mohammed Ali, bien connu plus tard en Angleterre sous le nom de nabab d'Arcot, et qui doit à l'éloquence de Burke une immortalité qui n'est pas à envier, s'enfuit à Trichinopoly avec les faibles restes de son armée, et les vainqueurs devinrent aussitôt les maîtres du Carnate presque entier.

Ce ne fut là que le début de la grandeur de Dupleix. Après quelques mois passés dans les combats, les négociations et les intrigues, sa capacité et sa bonne fortune semblèrent prévaloir partout. Nazir Jung périt par les mains de ses propres serviteurs. Mirzapha Jung devint maître du Decan, et le triomphe des armes françaises et de la politique française fut complet. La joie et les fêtes régnaient à Pondichéry. On tirait des salves sur les remparts, et on chantait le *Te Deum* dans les églises. Le

nouveau nizam vint rendre une visite à ses alliés, et la cérémonie de son installation s'accomplit à Pondichéry avec beaucoup de pompe. Dupleix, revêtu des habits que portaient les mahométans du plus haut rang, entra dans la ville dans le même palanquin que le nizam, et dans toutes les solennités qui suivirent, il eut le pas sur toute la cour. Il fut proclamé gouverneur de l'Inde, de la rivière Kristna jusqu'au cap Comorin, contrée à peu près aussi vaste que la France, et on le revêtit d'une autorité supérieure même à celle de Chunda Sahib. On lui confia le commandement de sept mille hommes de cavalerie. On annonça qu'on ne souffrirait d'autre monnaie dans le Carnate que celle de Pondichéry. Une large part des trésors accumulés par les anciens vice-rois du Decan avait trouvé un débouché dans les caisses du gouverneur français. On racontait qu'il avait reçu deux cent mille livres sterling en argent, sans compter une quantité de bijoux précieux. En réalité, ses gains pouvaient être illimités. Il gouvernait trente millions d'hommes avec un pouvoir presque absolu. On ne pouvait obtenir ni honneurs ni émoluments du gouvernement sans son intervention. Le nizam ne lisait que les pétitions signées par Dupleix.

Mirzapha Jung ne survécut que quelques mois à son élévation; mais l'influence française plaça sur le trône un autre prince de la même famille qui ratifia toutes les promesses de son prédécesseur. Dupleix était devenu le plus grand potentat de l'Inde. Ses compatriotes se vantaient qu'on prononçait son nom avec respect jusque dans les salles du palais de Delhi. Les indigènes contemplaient avec étonnement les progrès qu'un aventurier européen avait faits dans le court espace de quatre ans

vers la domination en Asie. Le vaniteux Français ne se contentait pas de la réalité du pouvoir. Il aimait à déployer sa grandeur avec une arrogante ostentation devant ses sujets et ses rivaux. Il résolut d'établir, près de l'endroit où sa politique avait remporté son plus grand triomphe par la chute de Nazir Jung et l'élévation de Mirzapha, une colonne portant sur ses quatre faces quatre inscriptions pompeuses pour annoncer sa gloire à toutes les nations de l'Orient. On ensevelit sous les fondements de ce monument majestueux des médailles portant des emblèmes des succès de Dupleix, et une ville s'éleva autour de la colonne, à laquelle on donna le nom orgueilleux de Dupleix-Fatihabad, ce qui veut dire la cité de la victoire de Dupleix.

Les Anglais avaient tenté quelques efforts faibles et irrésolus pour arrêter dans ses progrès rapides et brillants la compagnie rivale, et ils continuaient de reconnaître Mohammed Ali comme nabab du Carnate. Mais la domination de Mohammed Ali se bornait à Trichinopoly, et Trichinopoly se trouvait investi par Chunda Sahib et ses auxiliaires français. Il semblait impossible de faire lever le siége. Les forces peu nombreuses qui se trouvaient alors à Madras n'avaient point de chef. Le major Lawrence était retourné en Angleterre, et il ne restait pas dans la colonie un seul officier ayant une réputation établie. Les naturels avaient appris à regarder avec mépris la nation puissante qui allait bientôt les conquérir et les gouverner. Ils avaient vu l'étendard français flotter sur le fort Saint-George; ils avaient vu les chefs des factoreries anglaises conduits en triomphe à travers les rues de Pondichéry; ils avaient vu les armes et les conseils de Dupleix triompher partout, tandis que l'opposition des au-

torités de Madras à ses projets n'avait servi qu'à faire éclater leur faiblesse et à accroître sa gloire. Dans cette conjoncture, la valeur et le talent d'un jeune Anglais obscur firent tout d'un coup changer le courant de la fortune.

Clive avait alors vingt-cinq ans. Après avoir hésité pendant quelque temps entre la vie militaire et la carrière commerciale, il avait fini par se trouver placé dans un poste qui tenait des deux destinées, celui de commissaire auprès de l'armée avec le rang de capitaine. La situation était critique et faisait appel à toutes ses facultés. Il représenta à ses supérieurs que si on ne faisait pas un vigoureux effort, Trichinopoly succomberait, que la maison d'Anaverdy Khan périrait, et que les Français deviendraient les véritables maîtres de toute la péninsule de l'Inde. Il était absolument nécessaire de frapper un coup hardi. Si on attaquait Arcot, capitale du Carnate et résidence favorite du nabab, il n'était pas impossible de faire lever le siége de Trichinopoly. Les chefs de la colonie anglaise, vivement effrayés par les succès de Dupleix, et craignant, s'il survenait une nouvelle guerre entre la France et l'Angleterre, de voir aussitôt Madras pris et rasé, approuvèrent le projet de Clive, et lui en confièrent l'exécution. On mit le jeune capitaine à la tête de deux cents soldats anglais et de trois cents cipayes armés et disciplinés à l'européenne. Des huit officiers qui commandaient ce petit corps sous les ordres de Clive, deux seulement avaient vu le feu, et quatre officiers sur huit étaient des employés de la compagnie que l'exemple de Clive avait décidés à offrir leurs services. Le temps était orageux, mais Clive poussa en avant au travers du tonnerre, des éclairs et de la pluie,

jusqu'aux portes d'Arcot. La garnison, saisie d'une terreur panique, évacua le fort, et les Anglais y entrèrent sans coup férir.

Clive savait bien qu'on ne le laisserait pas longtemps tranquille possesseur de sa conquête. Il commença immédiatement à former des approvisionnements, à élever des ouvrages avancés, et à faire ses préparatifs pour soutenir un siége. La garnison, qui avait pris la fuite à son approche, s'était remise de son effroi, et grossie de nombreux renforts levés dans les environs, elle campait tout près de la ville, forte de trois mille hommes. Au milieu de la nuit, Clive sortit du fort, prit le camp par surprise, tua beaucoup de monde, dispersa le reste et rentra dans ses quartiers sans avoir perdu un seul homme.

La nouvelle de tous ces événements arriva bientôt à Chunda Sahib qui assiégeait Trichinopoly avec ses alliés français. Il détacha immédiatement quatre mille hommes de son armée et les envoya à Arcot. Ils furent bientôt rejoints par le reste des troupes que Clive avait récemment dispersées. Ils reçurent en outre un renfort de deux mille hommes de Vellore, et le secours plus important de cent cinquante soldats français que Dupleix envoya de Pondichéry. Cette armée, montant environ à dix mille hommes, était tout entière sous les ordres de Rajah Sahib, fils de Chunda Sahib.

Rajah Sahib commença par investir le fort d'Arcot qui semblait absolument hors d'état de soutenir un siége. Les murs étaient en ruines, les fossés à sec, les remparts trop étroits pour porter les canons, les murailles trop basses pour protéger les soldats. La petite garnison avait beaucoup souffert des accidents de la guerre. Elle se composait alors de cent vingt Européens et de deux

cents cipayes. Il ne restait plus que quatre officiers; les provisions de vivres étaient peu considérables, et le commandant chargé de diriger la défense dans des circonstances si défavorables était un jeune homme de vingt-cinq ans qui avait été élevé pour tenir des livres.

Le siége continuait depuis cinquante jours. Depuis cinquante jours le jeune capitaine se défendait avec un courage, une vigilance et une habileté qui eussent fait honneur au plus vieux des maréchaux européens. Les brèches pourtant s'élargissaient tous les jours. La garnison commençait à souffrir de la faim. Dans de semblables circonstances, on eût pu s'attendre à voir des troupes, si pauvres en officiers, montrer quelques signes d'insubordination, et le danger était grand surtout pour un corps composé d'hommes divers par l'extraction, la couleur, le langage, les habitudes et la religion. Mais le dévouement de cette poignée d'hommes à son chef dépassait tout ce qu'on rapporte de l'attachement de la dixième légion pour César ou de la vieille garde pour Napoléon. Les cipayes vinrent trouver Clive, non pour se plaindre de la maigre chère qu'ils faisaient, mais pour proposer de donner tout le grain aux Européens qui avaient besoin d'une nourriture plus abondante que les indigènes. L'eau, dans laquelle on avait cuit le riz avec les parcelles de farine qui s'y attachaient, pouvait, dirent-ils, leur suffire. L'histoire ne contient pas de plus touchant exemple de fidélité militaire ou de l'influence d'une grande âme.

Le gouvernement de Madras avait fait, pour soulager la place, un effort qui échoua; mais, sur un autre point, on entrevoyait quelques espérances. On avait engagé pour soutenir Mohammed-Ali un corps de six mille Mah-

rattes, moitié soldats, moitié voleurs : croyant la puissance française irrésistible, et le triomphe de Chunda Sahib assuré, ils étaient demeurés dans l'inaction sur les frontières du Carnate. Le bruit de la défense d'Arcot vint les tirer de leur torpeur. Morari Row déclara qu'il n'avait jamais cru que les Anglais sussent se battre, mais qu'il était tout prêt à les aider, puisqu'il voyait qu'ils avaient le courage de s'aider eux-mêmes. Rajah-Sahib apprit que les Mahrattes s'étaient mis en mouvement. Il lui devenait nécessaire de se hâter. Il essaya d'abord de négocier. Il fit offrir une grosse somme à Clive qui refusa avec mépris. Rajah-Sahib jura que, si on n'acceptait pas ses propositions, il prendrait à l'instant le fort d'assaut et qu'il passerait tous les hommes qui le défendaient au fil de l'épée. Clive lui répondit, avec la hauteur qui le caractérisait, que son père était un usurpateur, son armée de la canaille, et qu'il ferait bien d'y songer à deux fois avant d'envoyer de pareils poltrons à une brèche défendue par des soldats anglais.

Rajah-Sahib résolut de donner l'assaut. Le jour était bien choisi pour une entreprise hardie. C'était le jour de la grande fête mahométane consacrée au souvenir d'Hussein, fils d'Ali. L'histoire de l'Islamisme ne contient point d'événement plus touchant que celui qui donna naissance à cette solennité. La légende raconte tristement que le chef des Fatimites but de l'eau pour la dernière fois, après avoir vu tuer autour de lui tous ses braves soldats; puis il dit une dernière prière. Les assassins emportèrent sa tête en triomphe, et le tyran frappa de son bâton ces lèvres sans vie, ces lèvres que les vieillards se rappelaient en pleurant avoir vues pressées par les lèvres du prophète de Dieu. Près de douze siècles

se sont écoulés, et le retour de ce jour solennel excite encore les émotions les plus tristes et les plus violentes dans le cœur des Mahométans dévots de l'Inde. Ils arrivent à de tels transports de fureur et de regrets que certains d'entre eux, raconte-t-on, en sont venus à rendre l'esprit par le seul effet de l'agitation morale. Ils croient que tous ceux qui succombent dans un combat contre les infidèles, durant cette fête, expient par leur mort tous les péchés de leur vie, et entrent aussitôt dans le jardin des Houris. Ce fut à ce moment que Rajah-Sahib résolut d'attaquer Arcot. On employa des drogues stimulantes pour venir en aide au zèle religieux, et les assiégeants, ivres d'enthousiasme et de bétel, montèrent avec fureur à l'assaut.

Clive avait été secrètement averti de ce dessein ; il avait pris tous ses arrangements; puis, épuisé de fatigue, il s'était jeté sur son lit. Il se réveilla en entendant sonner l'alarme, et fut à l'instant à son poste. L'ennemi s'avançait en poussant devant lui des éléphants dont le front était protégé par des plaques de fer. On espérait que les portes céderaient aux efforts de ces béliers vivants. Mais à peine ces énormes animaux eurent-ils reçu les balles des Anglais qu'ils se retournèrent, et, se précipitant avec fureur, ils foulèrent aux pieds la plupart de ceux qui les avaient amenés. On lança un radeau sur l'eau qui remplissait une partie du fossé. Clive s'apercevant que, sur ce point, ses canonniers ne savaient pas leur métier, pointa lui-même une pièce d'artillerie, et balaya en quelques minutes le radeau. Là où les fossés étaient à sec, les assaillants les franchissaient avec beaucoup d'audace ; mais ils furent reçus par un feu si nourri et si bien dirigé qu'il abattit même le courage du fanatisme

et de l'ivresse. Les Anglais placés à l'arrière-garde fournissaient sans relâche des mousquets chargés à ceux qui formaient les premiers rangs, et tous les coups portaient sur la masse compacte d'êtres vivants qui se trouvaient sous les murs. Après trois attaques désespérées, les assiégeants se retirèrent derrière le fossé.

Le combat avait duré environ une heure. Les assaillants avaient perdu quatre cents hommes. La garnison n'avait vu tomber que cinq ou six soldats. Les assiégés passèrent la nuit dans l'inquiétude, s'attendant à voir recommencer l'attaque ; mais lorsque le jour se leva, on ne vit plus l'ennemi ; il s'était retiré, laissant aux Anglais plusieurs canons, et des munitions en abondance.

Cette nouvelle fut accueillie au fort Saint-George par des transports de joie et d'orgueil. On regardait avec raison Clive comme en état de tout entreprendre ; on lui envoya deux cents soldats anglais, et sept cents cipayes avec lesquels il prit aussitôt une attitude offensive. Il s'empara du fort de Timéry, opéra sa jonction avec une division de lanciers de Morari Row, et se hâta d'arriver à temps par des marches forcées pour attaquer Rajah-Sahib qui était à la tête de cinq mille hommes environ, parmi lesquels on comptait trois cents Français. L'action fut vive, mais Clive remporta une victoire complète. La caisse de guerre de Rajah-Sahib tomba aux mains des vainqueurs. Six cents cipayes qui avaient servi dans l'armée ennemie passèrent du côté de Clive, et s'enrôlèrent au service de l'Angleterre. Conjeveram se rendit sans coup férir. Le gouverneur d'Arnée abandonna Chunda-Sahib et reconnut les droits de Mohammed-Ali.

Si la direction de la guerre tout entière eût été confiée à Clive, il est probable qu'il l'eût promptement terminée ;

mais la timidité et l'incapacité qui caractérisaient tous les mouvements des Anglais, lorsqu'il n'était pas personnellement présent, prolongèrent la lutte. Les Mahrattes disaient entre eux que les soldats de Clive étaient d'une autre race que les Anglais qu'ils avaient rencontrés ailleurs. L'effet de cette langueur fit qu'au bout de quelque temps, Rajah-Sahib, à la tête d'une armée considérable qui comptait quatre cents soldats français, parut presque à portée du canon du fort Saint-George et dévasta les maisons de campagne et les jardins des négociants de la colonie anglaise. Mais Clive le rejoignit et le battit de nouveau. Rajah-Sahib perdit plus de cent soldats français tués ou faits prisonniers, ce qui était plus grave que la perte de plusieurs milliers d'indigènes. L'armée victorieuse se dirigea vers le fort Saint-David. Sur son chemin se trouvaient la cité de la victoire de Dupleix et le majestueux monument destiné à commémorer les triomphes de la France en Orient. Clive donna l'ordre de raser la ville et le monument. Selon nous, il ne prit pas ce parti par malveillance personnelle ou nationale, mais par une politique juste et profonde; la ville et son nom pompeux, la colonne et ses orgueilleuses inscriptions faisaient partie des moyens que Dupleix avait employés pour mettre l'esprit public aux Indes sous le charme. Clive voulait rompre le charme. Dupleix avait enseigné aux indigènes que la France était incontestablement la première puissance de l'Europe et que les Anglais n'osaient contester sa suprématie. Nulle mesure ne pouvait être plus efficace pour détruire cette illusion que la démolition publique et solennelle des trophées français.

Le gouvernement de Madras, encouragé par ces évé-

nements, résolut d'envoyer un gros détachement sous les ordres de Clive, pour renforcer la garnison de Trichinopoly. Mais, sur ces entrefaites, Lawrence arriva d'Angleterre et prit le commandement en chef. D'après l'impatience de toute contrainte et l'humeur indisciplinée qui avaient caractérisé Clive en pension et dans les comptoirs, on eût pu s'attendre, après ses exploits, à le voir manquer de zèle et de bonne grâce dans une situation inférieure. Mais Lawrence l'avait traité naguère avec bonté, et pour rendre seulement à Clive une stricte justice, il faut dire que, tout orgueilleux et tout hautain qu'il était, la bonté ne le trouva jamais insensible. Il se mit de bonne grâce sous les ordres de son vieil ami, et fit au second rang des efforts aussi énergiques que ceux qu'il eût pu faire au premier. Lawrence savait bien ce que valait son assistance. Bien qu'il ne fût doué, en fait de facultés intellectuelles, que d'un simple bon sens, il appréciait parfaitement les talents de son brillant lieutenant. Bien qu'il eût fait des études régulières de tactique militaire, et qu'il fût disposé, comme tous les hommes élevés dans une profession, à mépriser les intrus, il avait l'esprit assez large pour reconnaître que Clive faisait exception à la règle : « Il y a des gens, écrivait-il, qui se plaisent à dire que le capitaine Clive a du bonheur et de la chance; mais, à mon avis, d'après ce que je sais de lui, il a mérité et pouvait attendre de sa conduite tout ce qui est arrivé : c'est un homme d'une résolution indomptable, d'un caractère calme, et d'une présence d'esprit qui ne l'a jamais abandonné au milieu du plus grand danger; il est né soldat, et sans avoir reçu aucune éducation militaire, sans avoir eu beaucoup de rapports avec des gens de notre profession, par son jugement et son bon sens, il a

conduit une armée comme un officier plein d'expérience et un brave soldat, avec une prudence qui garantissait le succès. »

Les Français n'avaient point de chef à opposer à nos deux amis. Dupleix, qui n'était inférieur en talent pour la négociation et pour l'intrigue à aucun des Européens qui ont joué un rôle dans les révolutions de l'Inde, n'était pas propre à diriger en personne des opérations militaires. Il n'avait pas reçu l'éducation d'un soldat, et n'avait aucun goût pour le devenir. Ses ennemis l'accusaient de manquer de courage personnel, et il se défendait par des raisons dignes du capitaine Bobadil. Il se tenait loin des balles, disait-il, parce que le silence et le repos étaient propices à son génie, et qu'il lui était difficile de poursuivre ses méditations au milieu du bruit des armes à feu. Il se trouvait par conséquent dans la nécessité de confier à d'autres l'exécution de ses grands projets guerriers, et il se plaignait amèrement d'être mal servi. Il avait été assisté à la vérité par un officier d'un mérite éminent, le célèbre Bussy. Mais Bussy s'était avancé vers le nord avec le nizam, et était fort occupé à veiller sur ses propres intérêts et sur ceux de la France à la cour de ce prince. Parmi les officiers restés près de Dupleix, il n'y avait pas un seul homme capable, et la plupart étaient des enfants dont l'ignorance et la folie faisaient rire les simples soldats.

Les Anglais triomphaient sur tous les points. A Trichinopoly, les assiégeants devinrent assiégés, et furent contraints de capituler. Chunda-Sahib tomba entre les mains des Mahrattes, et fut mis à mort, probablement à l'instigation de son rival, Mohammed-Ali. Pourtant la persévérance de Dupleix restait indomptable et ses res-

sources inépuisables. Il ne recevait plus ni secours ni appui d'Europe, de la part de ceux qui l'avaient employé. Ils blâmaient sa politique. Ils ne lui donnaient aucune assistance pécuniaire. Ils lui renvoyaient en guise de troupes le rebut des galères. Cependant Dupleix persistait, il intriguait, il avait recours à la corruption, aux promesses; il prodigua sa fortune personnelle, il abusa de son crédit, il se procura de nouvelles lettres patentes à Delhi, créa partout des ennemis nouveaux au gouvernement de Madras, et sut trouver des instruments même parmi les alliés de la compagnie anglaise. Mais ce fut en vain. La puissance de la Grande-Bretagne continuait lentement de grandir, tandis que celle de la France déclinait.

La santé de Clive n'avait jamais été bonne depuis qu'il vivait dans l'Inde, et sa constitution se trouva enfin tellement ébranlée qu'il résolut de retourner en Angleterre. Avant son départ, il entreprit un service qui présentait de grandes difficultés et qu'il accomplit avec sa vigueur et son habileté accoutumée. Les forts de Covelong et de Chingleput étaient occupés par des garnisons françaises. On résolut d'envoyer contre eux des troupes. Mais les seules dont on pût disposer dans ce but étaient de telle nature qu'aucun autre officier que Clive ne voulut risquer sa réputation en se mettant à leur tête : ces troupes se composaient de cinq cents cipayes qu'on venait de lever, et de deux cents recrues tout récemment arrivées d'Angleterre, ce que les racoleurs de la compagnie avaient pu trouver de plus bas et de plus misérable dans les cabarets de Londres. Clive, épuisé et malade comme il l'était, entreprit de former une armée de cette canaille indisciplinée, et prit avec elle le chemin de Covelong. Un coup de fusil, parti du fort, tua un de ces étranges soldats, sur quoi le

reste tourna le dos et s'enfuit, et Clive eut beaucoup de peine à les rallier. Un autre jour, le bruit d'un fusil effraya si fort les sentinelles qu'on retrouva l'une d'elles, quelques heures après, au fond d'un puits. Clive les habitua peu à peu au danger, et à force de s'exposer toujours lui-même en première ligne, il parvint à leur faire honte de leur lâcheté. Il réussit enfin à former un corps de bonnes troupes avec ces éléments qui promettaient si peu. Covelong tomba entre ses mains. Clive apprit qu'un gros détachement venait de Chingleput pour secourir le fort. Il prit ses mesures pour empêcher les ennemis d'apprendre qu'ils arrivaient trop tard, plaça sur la route une embuscade, tua cent hommes dans une seule décharge, fit trois cents prisonniers, poursuivit les fugitifs jusqu'aux portes de Chingleput, mit immédiatement le siége devant cette forteresse qui passait pour l'une des plus fortes qu'il y eût aux Indes, ouvrit une brèche et allait donner l'assaut lorsque le commandant français capitula et se retira avec ses soldats.

Clive revint à Madras victorieux, mais dans un état de santé qui lui rendait impossible d'y rester longtemps. Il épousa à cette époque une jeune personne appelée miss Maskelyne, sœur du mathématicien éminent qui occupa si longtemps le poste d'astronome du roi. On assure qu'elle était belle et d'un esprit cultivé ; les lettres de son mari prouvent, dit-on, qu'il lui était tendrement attaché.

Presque aussitôt après son mariage, Clive partit avec sa femme pour l'Angleterre. Il y retournait fort différent du pauvre enfant dédaigné qu'on avait envoyé aux Indes dix ans auparavant pour y chercher fortune. Il n'avait que vingt-sept ans, et pourtant son pays le regardait

déjà comme l'un de ses meilleurs soldats. La paix régnait alors partout en Europe. Le Carnate était le seul point du monde où les Anglais et les Français fussent en armes les uns contre les autres. Les vastes projets de Dupleix avaient répandu beaucoup d'inquiétude dans la cité de Londres, et le changement soudain qui s'était opéré dans la fortune, changement qu'on devait surtout au courage et au talent de Clive, avait excité une grande joie. On connaissait le jeune capitaine à India-House sous le surnom flatteur de général Clive, et c'était sous ce titre qu'on buvait à sa santé dans les dîners des directeurs. A son arrivée en Angleterre, il se vit l'objet de l'intérêt et de l'admiration générale. La compagnie des Indes orientales le remercia chaudement de ses services et lui fit don d'une épée ornée de diamants. Par une rare délicatesse, il refusa d'accepter ce témoignage de reconnaissance, à moins qu'on ne rendît le même honneur à Lawrence, son chef et son ami.

On peut aisément imaginer que Clive fut bien reçu par sa famille, ravie de son succès, tout en ayant, à ce qu'il paraît, quelque peine à comprendre comment ce paresseux et ce vaurien de Bobby avait pu devenir un si grand homme. Son père en particulier avait eu bien de la peine à y croire. Ce ne fut qu'après l'arrivée en Angleterre des nouvelles de la défense d'Arcot qu'on entendit le vieillard grommeler entre ses dents qu'après tout, ce nigaud-là valait bien quelque chose. Son approbation revêtit des formes plus énergiques à mesure qu'arrivaient, l'une après l'autre, les nouvelles des brillants exploits de son fils, qu'il finit par aimer et par admirer à l'excès.

La famille de Clive avait de bonnes raisons pour se re-

jouir de son retour. Il avait reçu pour sa part de prises des sommes considérables, et il rapportait en Angleterre une petite fortune qu'il employa en partie à libérer son père de ses embarras pécuniaires, et à racheter les biens de la famille. Il paraît avoir dépensé tout le reste dans l'espace de deux ans environ. Il vivait magnifiquement, portait des habits élégants, même pour ce temps-là, avait une voiture et des chevaux de selle ; et non content de ces diverses manières de se débarrasser de son argent, il eut recours à la plus prompte et à la plus efficace de toutes les façons de l'écouler, une élection contestée qui fut suivie par une pétition.

Au moment des élections générales de 1754, le gouvernement était dans une situation étrange. Il n'y avait presque point d'opposition organisée. Les Jacobites avaient été terrifiés par le résultat de la dernière rébellion. Le parti tory était généralement méprisé. Tous les hommes de talent qui lui appartenaient naguère l'avaient abandonné, et il avait à peine donné signe de vie depuis plusieurs années. La petite faction que l'influence et les promesses du prince Frédéric faisaient subsister s'était dissoute à sa mort. Presque tous les hommes politiques distingués du royaume, quels que fussent leurs antécédents, étaient en place, et portaient le nom de whigs. Mais cette étrange apparence de concorde était illusoire. Le cabinet même était déchiré par des inimitiés violentes et des prétentions opposées. Le principal objet de tous ses membres était de se déprécier et de se supplanter les uns les autres. Le premier ministre, le duc de Newcastle, faible, timide, jaloux et perfide, était à la fois un objet de haine et de mépris pour quelques-uns des membres les plus importants de son gouvernement, sur-

tout pour Henry Fox, le ministre de la guerre. Cet homme hardi, capable et ambitieux, saisissait toutes les occasions de contrarier le premier lord de la Trésorerie, duquel il savait bien qu'il avait peu à craindre et peu à espérer, car le duc de Newcastle avait eu toute sa vie une égale terreur de se brouiller avec les gens d'esprit et de leur faire faire leur chemin.

Le premier ministre attachait beaucoup d'importance à l'élection des deux représentants de Saint-Michaël, l'un de ces misérables bourgs du Cornouailles qui disparurent lors du bill de réforme de 1832. Lord Sandwich, dont l'influence était depuis longtemps toute-puissante dans cet endroit, lui faisait opposition, et Fox faisait tout ce qui était en son pouvoir pour faire triompher lord Sandwich. Clive avait été présenté à Fox, qui l'avait reçu avec beaucoup de bonté. Lord Sandwich le porta, et il fut élu. Mais on présenta contre son élection une pétition, que le duc de Newcastle soutint de tout son pouvoir.

L'affaire fut portée, suivant l'usage du temps, devant un comité nommé par la Chambre entière. On regardait alors les questions qui concernaient les élections comme de simples questions de parti. On ne prétendait pas même à l'impartialité judiciaire. Sir Robert Walpole avait coutume de dire tout haut que, dans les batailles d'élections, il ne fallait pas de quartier. L'affaire véritablement en question n'était pas de savoir si Clive avait été élu régulièrement ou irrégulièrement, mais si le duc de Newcastle ou Fox serait maître de la nouvelle Chambre des communes, et, par conséquent, premier ministre. La lutte fut longue et obstinée, et le succès sembla pencher tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Fox déploya

tout son rare talent de discussion, battit la moitié des avocats avec leurs propres armes, et réussit à enlever vote après vote contre toute l'influence de la Trésorerie. Le comité décida en faveur de Clive ; mais lorsque cette résolution fut annoncée à la Chambre, les choses prirent une autre tournure : le reste de l'opposition tory, tout méprisable qu'il était, suffisait cependant pour faire pencher la balance entre les deux partis presque égaux de Fox et de Newcastle. Les tories se bornaient à mépriser le duc de Newcastle; ils détestaient Fox, comme l'homme politique le plus hardi et le plus habile, et l'orateur le plus distingué que comptaient les whigs, comme l'ami fidèle de Walpole, comme le partisan dévoué du duc de Cumberland. Après avoir hésité jusqu'au dernier moment, ils résolurent de voter en masse avec les amis du premier ministre. En conséquence, la Chambre rejeta, à une faible majorité, les conclusions de la commission, et l'élection de Clive fut annulée.

Exclu du Parlement, voyant ses ressources fort restreintes, Clive commença naturellement à jeter de nouveau les yeux vers l'Inde. La Compagnie et le gouvernement désiraient vivement profiter de ses services. On venait, à la vérité, de conclure dans le Carnate un traité favorable à l'Angleterre. Dupleix avait été remplacé, et il était revenu en Europe avec les débris de son immense fortune, pour y être pourchassé, jusqu'au tombeau, par la calomnie et la chicane. Mais des signes nombreux annonçaient l'approche d'une guerre entre la France et la Grande-Bretagne ; il était, par conséquent, désirable d'envoyer un commandant capable aux Indes, dans les établissements de la Compagnie. Les directeurs nommèrent Clive gouverneur du fort Saint-David. Le roi

lui donna le grade de lieutenant-colonel dans l'armée anglaise, et il partit pour l'Inde en 1755.

La première entreprise qu'on lui confia à son retour en Orient fut de soumettre la forteresse de Gheriah. Cette retraite, construite sur un promontoire couvert de rochers, et presque complétement entourée par l'Océan, servait de tanière à un pirate nommé Angréa, dont les barques étaient depuis longtemps la terreur du golfe Arabique. L'amiral Watson, qui commandait l'escadre anglaise dans les mers d'Orient, brûla la flottille d'Angréa, pendant que Clive attaquait sa forteresse par terre. La place céda bientôt, et les vainqueurs se partagèrent comme butin cent cinquante mille livres sterling.

Après cet exploit, Clive se rendit à son gouvernement, le fort Saint-David. Il n'y était pas depuis deux mois lorsqu'il reçut des nouvelles qui mirent en jeu toute l'énergie de son esprit actif et entreprenant.

Parmi toutes les provinces qui avaient été soumises à la maison de Tamerlan, la plus riche était le Bengale. Aucune partie de l'Inde ne possédait autant d'avantages naturels, soit pour l'agriculture, soit pour le commerce. Le Gange, se précipitant vers la mer par cent bras, avait formé une vaste plaine d'alluvion, qui rivalise de verdure, même sous un ciel de tropique, avec le mois d'avril en Angleterre. Les champs de riz rendent des produits inconnus partout ailleurs. Les épices, le sucre, les végétaux huileux y abondent dans une incroyable profusion. Les rivières fourmillent de poissons innombrables. Les îles désertes, sur la côte maritime, encombrées d'une végétation malsaine, et peuplées de tigres et de daims, fournissent du sel en abondance aux districts cultivés. Le beau fleuve qui fertilise le sol est en même temps la

grande route de commerce de l'Orient. Sur ses rives et sur celles de ses affluents s'élèvent les villes de commerce les plus riches, les capitales les plus somptueuses et les temples les plus sacrés qui soient aux Indes. La tyrannie de l'homme a lutté en vain pendant des siècles contre l'excessive libéralité de la nature. En dépit des despotes musulmans et des pillards mahrattes, le Bengale était connu dans tout l'Orient sous le nom de Jardin d'Eden, de royaume riche. Sa population se multipliait à l'excès. Les provinces éloignées se nourrissaient de l'excédant de ses greniers, et les nobles dames de Londres et de Paris portaient les élégants produits de ses métiers. La race qui peuplait ce riche pays, énervée par un climat mou, accoutumée à des occupations paisibles, était aux autres Asiatiques ce que les Asiatiques en général sont aux fils énergiques et hardis de l'Europe. Les Castillans ont un proverbe qui dit qu'à Valence la terre est de l'eau, et que les hommes sont des femmes : cette description serait au moins aussi applicable à la vaste plaine du bas Gange. Le Bengali fait avec langueur tout ce qu'il fait ; il préfère les occupations sédentaires ; il craint l'exercice physique, et, malgré sa volubilité dans les querelles et son entêtement extraordinaire dans les guerres de chicane, il s'engage rarement dans une lutte personnelle, et ne s'enrôle presque jamais comme soldat. Nous ne sommes pas bien sûr qu'il y ait dans toute l'armée de la Compagnie des Indes cent hommes véritablement originaires du Bengale. Nul peuple n'a peut-être jamais été mieux approprié par la nature et par l'habitude pour porter le joug étranger.

Les grandes compagnies commerciales de l'Europe avaient établi depuis longtemps des entrepôts dans le

Bengale. Les Français étaient postés, comme ils le sont encore, à Chandernagore, sur l'Hougley. En remontant le fleuve, on trouvait les négociants hollandais à Chinsurah ; les Anglais avaient bâti le fort William plus près de la mer. On voyait dans le voisinage une église et de vastes magasins. Une rangée de maisons spacieuses, appartenant aux principaux négociants de la Compagnie des Indes orientales, bordait les rives du fleuve ; une grande ville indigène s'était élevée dans les environs, et quelques négociants indous fort riches y avaient fixé leur résidence. Mais l'espace occupé maintenant par les palais de Chowringhee était parsemé seulement de quelques misérables huttes couvertes de paille. Un fourré abandonné aux alligators et aux oiseaux d'eau occupait la position où l'on voit maintenant la citadelle, et le cours qui est couvert maintenant, au coucher du soleil, des plus élégants équipages de Calcutta. Les Anglais, comme tous les autres grands tenanciers, payaient au gouvernement la rente de la terre qu'occupait leur colonie, et on leur permettait, comme aussi aux autres grands tenanciers, d'exercer une certaine juridiction dans leur domaine.

La grande province de Bengale était gouvernée depuis longtemps, ainsi que Orissa et Bahar, par un vice-roi, que les Anglais appelaient Aliverdy Khan, et qui, en fait, était devenu, comme les autres vice-rois, indépendant du Grand-Mogol. Il mourut en 1756, et laissa la souveraineté à son petit-fils, qui portait le nom de Surajah Dowlah. Les despotes orientaux sont peut-être la pire espèce des êtres humains, et le malheureux enfant était l'un des pires échantillons de son espèce. Son intelligence était naturellement faible, et son caractère natu-

rellement désagréable ; son éducation eût énervé un esprit vigoureux et perverti une nature généreuse. Il était déraisonnable, parce que personne n'osait jamais raisonner avec lui, et égoïste, parce qu'on ne l'avait jamais contraint de sentir qu'il dépendait de la bonne volonté d'autrui. Des débauches prématurées avaient affaibli son corps et son esprit ; il abusait de l'usage des liqueurs fortes, qui excitaient presque jusqu'à la folie son débile cerveau. Il avait pour compagnons favoris des flatteurs sortis de la lie du peuple, et qui n'avaient d'autre mérite que leur servilité et leur bouffonnerie. On dit qu'il était arrivé à ce dernier degré de la perversité humaine où la cruauté devient agréable par elle-même, où la vue de la souffrance, comme souffrance, sans qu'il y ait un avantage à gagner, une offense à châtier, un danger à détourner, devient une émotion agréable. Étant enfant, il trouvait du plaisir à torturer des oiseaux et des animaux ; en grandissant, il en vint à jouir plus vivement encore des souffrances de ses semblables.

Depuis son enfance, Surajah Dowlah détestait les Anglais ; c'était son caprice, et on ne s'opposait jamais à ses caprices. Il avait d'ailleurs conçu une idée fort exagérée des richesses qu'on pouvait acquérir en les pillant, et son esprit faible et peu cultivé n'était pas en état de comprendre que les richesses de Calcutta, fussent-elles plus grandes qu'il ne l'imaginait, n'eussent pu compenser ce qu'il perdrait si le commerce européen, dont le Bengale était un des siéges principaux, était contraint, par sa violence, de chercher un autre théâtre. Il était aisé de trouver un prétexte de querelle. Les Anglais, prévoyant la guerre avec la France, avaient commencé à fortifier leur colonie sans permission spéciale

du nabab. Un riche indigène, qu'il voulait dépouiller, était réfugié à Calcutta, et on ne le lui avait pas livré. Sur ces raisons, Surajah Dowlah marcha avec une grande armée contre le fort William.

Dupleix avait contraint les serviteurs de la Compagnie, à Madras, à devenir des hommes d'État et des militaires. Ceux qui se trouvaient dans le Bengale étaient encore de simples négociants, et furent troublés et terrifiés par l'approche du danger. Le gouverneur, qui avait souvent entendu parler de la cruauté de Surajah Dowlah, perdit la tête d'effroi, sauta dans un bateau et se réfugia sur le premier vaisseau qu'il put trouver. Le commandant militaire ne crut pouvoir mieux faire que de suivre un si bon exemple. Le fort fut pris après une faible résistance, et un grand nombre d'Anglais tombèrent aux mains des vainqueurs. Le nabab s'assit, au milieu d'une pompe royale, dans la grande salle de la Factorerie, et ordonna qu'on lui amenât M. Holwell, le plus important des prisonniers. Son Altesse se moqua de l'insolence des Anglais, se plaignit, en grognant, du peu d'importance du trésor qu'il avait trouvé, mais promit d'épargner la vie des prisonniers, et alla se coucher.

Alors fut commis ce grand crime, mémorable par son atrocité singulière, mémorable par la terrible vengeance qui le suivit. On abandonna les prisonniers anglais à la merci des gardes, et les gardes résolurent de les mettre en sûreté pour la nuit dans la prison de la garnison, pièce connue sous le terrible nom du Trou-Noir. Ce cachot eût été, dans un pareil climat, trop étroit et trop étouffé pour un seul malfaiteur européen. Il avait seulement vingt pieds carrés. Les ouvertures étaient petites et encombrées. On était dans le solstice d'été, saison

que la chaleur terrible du Bengale rend à peine tolérable aux gens nés en Angleterre, même dans des appartements élevés et rafraîchis par le mouvement constant des éventails. Les prisonniers étaient au nombre de cent quarante-six. Quand on leur ordonna d'entrer dans ce cachot, ils imaginèrent que les soldats se moquaient ; et comme ils étaient fort gais, grâce à la promesse du nabab d'épargner leur vie, ils se mirent à rire et à plaisanter de cette idée absurde. Ils s'aperçurent bientôt qu'ils se trompaient. Ils eurent recours aux représentations, aux prières, mais en vain. Les gardes menacèrent de massacrer ceux qui hésitaient. Les captifs furent poussés dans le cachot l'épée dans les reins, et la porte fut à l'instant fermée et barricadée.

Rien dans l'histoire ou dans la fiction, pas même l'histoire que racontait Ugolin dans l'éternelle mer de glace, après avoir essuyé ses lèvres sanglantes aux cheveux de son persécuteur, n'approche de ce que racontèrent ceux qui survécurent à cette nuit-là. Ils demandèrent grâce à grands cris. Ils essayèrent d'enfoncer la porte. Holwell, qui conserva jusque dans cette extrémité quelque présence d'esprit, offrit des sommes considérables aux geôliers. Ils répondirent qu'on ne pouvait rien faire sans les ordres du nabab, que le nabab dormait, et qu'il se mettrait en colère si on le réveillait. Alors les prisonniers devinrent fous de désespoir. Ils se foulèrent aux pieds les uns les autres, ils se battirent pour s'approcher des fenêtres, pour s'emparer des gouttes d'eau que la cruelle pitié de leurs meurtriers accordait par dérision à leur agonie; ils extravaguaient, ils priaient, ils blasphémaient, ils suppliaient leurs gardes de tirer sur eux. Cependant les geôliers, debout, des flambeaux dans les mains, près

des barreaux des fenêtres, riaient aux éclats des efforts frénétiques de leurs victimes. Enfin le tumulte fit place à des soupirs et à des gémissements sourds. Le jour vint. Le nabab avait oublié ses débauches dans le sommeil, et il permit d'ouvrir la porte; mais il se passa quelque temps avant que les soldats pussent ouvrir un sentier aux survivants en amoncelant des deux côtés les masses de cadavres sur lesquels le climat brûlant avait déjà commencé son œuvre de corruption. Quand on eut enfin ouvert un passage, vingt-trois spectres, que leurs mères elles-mêmes n'auraient pu reconnaître, sortirent l'un après l'autre en chancelant de ce charnier. On creusa aussitôt une fosse. On y jeta pêle-mêle les corps morts au nombre de cent vingt-trois, et on recouvrit le tout.

Ces faits qu'on ne peut raconter ou lire sans horreur, après plus de quatre-vingts ans, n'excitèrent ni remords ni pitié dans le cœur du farouche nabab. Il n'infligea aucune punition aux meurtriers. Il ne témoigna aucune compassion aux survivants. Il permit, à la vérité, le départ de quelques-uns d'entre eux qui n'avaient rien à donner; mais tous ceux auxquels on crut pouvoir extorquer quelque chose furent traités avec une cruauté horrible. On apporta Holwell, qui ne pouvait marcher, devant le tyran qui lui adressa des reproches, le menaça, et l'envoya enchaîné dans l'intérieur du pays, en compagnie de quelques autres qu'on soupçonnait d'en savoir plus qu'ils n'en voulaient dire sur les trésors de la compagnie. Ces malheureux, encore accablés par les souffrances de cette terrible agonie, furent logés sous de misérables hangars et nourris de riz et d'eau, jusqu'à ce que les prières de quelques femmes, parentes du nabab,

eussent enfin obtenu leur mise en liberté. Une seule Anglaise avait survécu à cette nuit-là. On l'envoya à Moorshedabad, dans le harem du prince.

Cependant Surajah Dowlah envoya à Delhi, à son souverain nominal, des lettres qui racontaient dans le langage le plus pompeux ses récentes conquêtes. Il mit garnison dans le fort William, interdit à tout Anglais d'habiter dans les environs et ordonna qu'en mémoire de sa grande action, Calcutta fût appelé dorénavant *Alinagore*, ce qui veut dire le port de Dieu.

Les nouvelles de la perte de Calcutta parvinrent à Madras au mois d'août, et y excitèrent le ressentiment le plus violent et le plus amer. Un cri de vengeance s'éleva de toutes parts dans les établissements. Quarante-huit heures après l'arrivée des nouvelles, on avait résolu d'envoyer une expédition sur l'Hougley et de mettre Clive à la tête des troupes de terre. Les forces navales étaient sous les ordres de l'amiral Watson. Neuf cents hommes d'infanterie anglaise, bons soldats et pleins de courage, avec quinze cents cipayes, composaient l'armée qui s'embarqua pour aller punir un prince qui avait plus de sujets que Louis XIV ou que l'impératrice Marie-Thérèse. L'expédition mit à la voile au mois d'octobre, mais elle eut à lutter contre les vents contraires et n'arriva au Bengale qu'en décembre.

Le nabab se délectait à Moorshedabad dans sa sécurité imaginaire. Il ignorait si absolument la situation des pays étrangers qu'il disait souvent qu'il n'y avait pas dix mille hommes dans toute l'Europe, et qu'il ne lui était jamais venu à l'esprit que les Anglais pussent avoir l'audace d'envahir son territoire. Mais bien qu'il ne fût nullement troublé par la crainte de leur force militaire, il

commençait à s'apercevoir désagréablement de leur absence ; ses revenus diminuaient, et ses ministres étaient parvenus à lui faire comprendre qu'un souverain peut trouver parfois plus de profit à protéger les négociants dans la libre jouissance de leurs bénéfices qu'à les mettre à la torture pour découvrir dans leurs cachettes des coffres d'or et de joyaux. Il était déjà disposé à permettre à la compagnie de reprendre ses opérations commerciales dans ses États quand il apprit qu'un armement anglais était entré dans l'Hougley. Il ordonna à l'instant à toutes ses troupes de se rassembler à Moorshedabad et marcha sur Calcutta.

Clive avait commencé les opérations avec sa vigueur ordinaire. Il prit Budgebudge, mit en déroute la garnison du fort William, reprit Calcutta, donna l'assaut à Hougley et saccagea la ville. Le nabab, déjà disposé à faire quelques concessions aux Anglais, fut confirmé dans ses dispositions pacifiques par les preuves de leur courage et de leur puissance. En conséquence, il fit des ouvertures aux chefs de l'armée d'invasion, et offrit de rétablir la factorerie et de donner des indemnités à ceux qu'il avait dépouillés.

La profession de Clive était la guerre, et il trouvait quelque chose de déshonorant à entrer en accommodement avec Surajah Dowlah ; mais son pouvoir était limité. Un comité, composé surtout des agents de la compagnie qui s'étaient enfuis de Calcutta, avait la direction générale des affaires, et ces hommes étaient pressés de retrouver leurs places et de recevoir des indemnités pour leurs pertes. Le gouvernement de Madras, qui savait que la guerre avait éclaté en Europe, et qui craignait d'être attaqué par les Français, attendait impatiemment le re-

tour de l'armée. Les promesses du nabab étaient considérables, les chances de la lutte douteuses; Clive consentit à traiter, tout en exprimant son regret de ne pouvoir terminer les affaires aussi glorieusement qu'il l'eût désiré.

Avec cette négociation, un nouveau chapitre s'ouvre dans la vie de Clive. Jusque-là, il avait été uniquement un soldat, mettant en œuvre les plans d'autrui avec une habileté et un courage du premier ordre. A partir de ce moment, il faut le regarder surtout comme un homme d'État, et considérer ses mouvements militaires comme subordonnés à ses projets politiques. On ne peut nier qu'il n'ait déployé dans ce nouveau rôle des talents remarquables, et qu'il n'ait remporté de grands succès. Mais on ne peut nier non plus que les affaires auxquelles il commença alors à prendre part n'aient laissé une tache sur son caractère moral.

Nous ne pouvons nous accorder en aucune façon avec sir John Malcolm, qui est obstinément résolu à ne voir qu'honneur et intégrité dans la conduite de son héros; mais nous ne pouvons davantage nous accorder avec Mill qui a été jusqu'à dire que « lorsque la déception convenait aux projets de Clive, elle ne lui coûtait pas un remords. » Clive nous fait l'effet d'avoir été naturellement l'opposé d'un coquin; il était hardi jusqu'à la témérité, sincère jusqu'à l'indiscrétion, ardent dans ses affections, franc dans ses inimitiés. Nous ne trouvons ni dans sa vie privée ni dans cette partie de sa vie publique où il eut affaire à ses concitoyens, aucune trace de disposition à la ruse. Au contraire, dans toutes les querelles où il joua le rôle d'un Anglais contre un Anglais, depuis ses combats à coups

de poing en pension jusqu'aux orageuses altercations dans le conseil de la compagnie des Indes et au Parlement, où se passèrent les dernières années de sa vie, ses défauts mêmes portaient l'empreinte d'une âme élevée et généreuse. Le fait est, ce me semble, qu'il regardait la politique en Orient comme un jeu où tout était permis. Il savait que le code moral des indigènes aux Indes différait infiniment de celui qu'on observait en Angleterre. Il savait qu'il avait à traiter avec des hommes dépourvus de ce qu'on appelle en Europe l'honneur, avec des hommes qui faisaient sans hésiter et violaient sans pudeur toutes les promesses, avec des hommes qui employaient sans scrupule la corruption, le parjure, les faux, pour arriver à leurs fins. Ses lettres montrent qu'il pensait sans cesse à la grande différence entre la morale asiatique et la morale européenne. Il imaginait sans doute, à tort, croyons-nous, qu'il ne pouvait agir contre de semblables adversaires s'il consentait à rester lié par des chaînes qui ne les retenaient pas, s'il continuait à dire la vérité sans l'entendre jamais, s'il remplissait à son désavantage tous ses engagements envers des confédérés qui ne tenaient jamais un engagement qui ne fût à leur avantage. En conséquence, cet Anglais, qui, dans les autres circonstances de sa vie, était un brave soldat et un homme honorable, ne se trouvait pas plutôt en lutte avec un intrigant Indou, qu'il devenait lui-même un intrigant Indou, et qu'il s'abaissait sans scrupule jusqu'à user de fausseté, à prodiguer des caresses hypocrites, à substituer un document à un autre et à contrefaire des écritures.

Les négociations entre les Anglais et le nabab furent conduites surtout par deux agents, M. Watts, employé

de la Compagnie, et un Bengali appelé Omichund. Cet Omichund était naguère l'un des plus riches négociants indigènes établis à Calcutta, et l'expédition du nabab contre la ville lui avait occasionné de grandes pertes. Dans le cours de ses affaires commerciales, il avait appris à bien connaître les Anglais, et était particulièrement propre à leur servir d'intermédiaire auprès d'une cour indigène. Il avait beaucoup d'influence sur sa nation, et possédait dans une large mesure les talents des Indous, le don de l'observation, du tact, de la persévérance, et les vices des Indous, la servilité, l'avidité et la perfidie.

Le nabab se conduisit avec tout le défaut de bonne foi d'un homme d'État indou et toute la légèreté d'un enfant dont l'intelligence est affaiblie par le pouvoir et par l'indulgence pour lui-même. Il promit, se rétracta, hésita, esquiva ses promesses. Il s'avança un moment avec son armée d'un air menaçant vers Calcutta ; mais, lorsqu'il vit l'aspect résolu des Anglais, il recula effrayé, et consentit à faire la paix aux conditions qu'on lui proposait. A peine le traité fut-il conclu qu'il forma contre eux de nouveaux projets. Il intrigua avec les autorités françaises de Chandernagor. Il invita Bussy à marcher du Decan sur l'Hougley et à chasser les Anglais du Bengale. Clive et Watson étaient instruits de toutes ces manœuvres. Ils résolurent, en conséquence, de frapper un coup décisif, et d'attaquer Chandernagor avant que les forces qui s'y trouvaient pussent recevoir des secours, soit du midi de l'Inde, soit d'Europe. Watson dirigea l'expédition sur mer, Clive sur terre. Le succès de leurs opérations combinées fut rapide et complet. Le fort, la garnison, l'artillerie et les approvisionnements militaires

tombèrent aux mains des Anglais. Au nombre des prisonniers se trouvaient environ cinq cents soldats européens.

Le nabab craignait et détestait les Anglais, même quand il pouvait encore leur opposer leurs rivaux français. Les Français une fois vaincus, il commença à éprouver encore plus d'effroi et de haine pour les Anglais. Son esprit faible et sans principes oscillait entre la servilité et l'insolence. Il envoya un jour une grosse somme à Calcutta pour payer une partie des indemnités dues en réparation du tort qu'il avait fait. Le lendemain, il envoya des bijoux en présent à Bussy, exhortant cet officier distingué à se hâter de venir protéger le Bengale contre Clive, l'homme hardi à la guerre, « lequel » disait Son Altesse « puisse toujours accompagner la mauvaise fortune ! » Il ordonna à ses troupes de marcher contre les Anglais. Il contre manda ses ordres. Il déchirait les lettres de Clive. Il lui répondait avec les compliments les plus pompeux. Il ordonnait à Watts de sortir de sa présence, et menaçait de le faire empaler. Il envoyait de nouveau chercher Watts et lui demandait pardon de cette insulte. Cependant sa détestable administration, ses folies, ses mœurs dissolues, son goût pour la mauvaise compagnie, dégoûtaient toutes les classes de ses sujets, les militaires, les négociants, les fonctionnaires civils, les Mahométans fiers et fastueux, les Indous timides, souples et économes. Une conspiration formidable se forma contre lui ; Roydullub, le ministre des finances, Meer Jaffier, commandant en chef des troupes, et Jugget Seit, le plus riche banquier des Indes, en faisaient partie. On révéla le complot aux agents anglais, et les mécontents de Moorshedabab se mirent en relations avec le comité de Calcutta.

On hésitait fort dans le comité; mais Clive vota en faveur des conspirateurs, et sa vigueur et sa fermeté triomphèrent de tous les obstacles. On décida que les Anglais prêteraient leur puissant concours pour déposer Surajah Dowlah, et pour mettre Meer Jaffier sur le trône du Bengale. En retour, Meer Jaffier promit d'amples indemnités à la compagnie et à ses employés, et un don considérable à l'armée, à la marine et au comité. Les vices odieux de Surajah Dowlah, le mal qu'il avait fait aux Anglais, les dangers auxquels notre commerce se serait trouvé exposé s'il eût continué de régner, nous semblent justifier pleinement la résolution qu'on prit de le déposer. Mais rien ne peut justifier la dissimulation à laquelle Clive s'abaissa. Il écrivit à Surajah Dowlah des lettres si affectueuses qu'elles endormirent un moment ce faible prince dans une sécurité parfaite. Le courrier qui portait au nabab cette « lettre tranquillisante, » comme disait Clive, portait à M. Watts une lettre conçue dans les termes suivants : « Dites à Meer Jaffier de ne rien craindre. Je viendrai le rejoindre avec cinq mille hommes qui n'ont jamais tourné le dos. Assurez-le que je marcherai jour et nuit pour venir à son secours, et que je le soutiendrai tant qu'il me restera un homme. »

Il était impossible qu'un complot ayant des ramifications si nombreuses pût rester longtemps secret. Le nabab en apprit assez pour éveiller ses soupçons. Mais il fut bientôt tranquillisé par les fictions et les artifices que l'esprit inventif d'Omichund produisait avec une facilité merveilleuse. Tout marchait bien, le complot touchait à sa maturité lorsque Clive apprit qu'Omichund était sur le point de le trahir. On avait promis à l'astu-

cieux Bengali une ample indemnité pour tout ce qu'il avait perdu à Calcutta. Mais cela ne lui suffisait pas; il avait rendu de grands services; il tenait le fil de l'intrigue tout entier; d'un seul mot dit à l'oreille de Surajah Dowlah, il pouvait défaire tout ce qu'il avait fait; la vie de Watts, celle de Meer Jaffier et de tous les conspirateurs étaient à sa merci : il résolut de profiter de sa situation et de faire lui-même ses conditions. Il demanda trois cent mille livres sterling pour prix de son silence et de son concours. Le comité, irrité par la perfidie et troublé par le danger, ne savait quel parti prendre. Mais Clive était en état de lutter contre Omichund avec ses propres armes. Il s'agissait, dit-il, d'un misérable; tous les artifices étaient permis pour faire échouer de pareilles fourberies; ce qu'il y avait de mieux à faire était de promettre ce qu'on demandait; Omichund serait bientôt à la merci des Anglais, et alors on pourrait le punir en lui refusant non-seulement la somme qu'il demandait, mais encore l'indemnité que devaient recevoir tous ceux qui avaient fait des pertes à Calcutta.

On résolut de suivre les conseils de Clive; mais comment tromper le fin et prudent Indou? Il avait demandé qu'une clause touchant ses droits fût insérée dans le traité passé entre Meer Jaffier et les Anglais, et il ne devait être satisfait qu'à condition de la voir écrite de ses propres yeux. Clive avait un expédient tout prêt. Il fit rédiger deux traités, l'un sur papier blanc, l'autre sur papier rouge : le premier était sérieux, le second fictif. Dans le premier, il n'était pas fait mention du nom de Omichund; le second, qu'on devait lui montrer, contenait un article en sa faveur.

Mais une autre difficulté vint à s'élever. L'amiral

Watson avait des scrupules à signer le traité rouge. La vigilance et la pénétration de Omichund étaient telles que l'absence d'un nom aussi important pouvait éveiller ses soupçons. Clive n'était pas homme à faire les choses à moitié; nous rougissons presque en l'écrivant; il contrefit la signature de l'amiral Watson.

Tout était enfin prêt pour l'action. M. Watts quitta secrètement Moorshedabad. Clive mit ses troupes en mouvement et écrivit au nabab sur un ton fort différent de celui de ses précédentes lettres. Il récapitulait tous les maux qu'avaient soufferts les Anglais, offrait de soumettre les points en litige à l'arbitrage de Meer Jaffier, et concluait en annonçant que, les pluies étant sur le point de commencer, il aurait l'honneur de venir avec ses hommes chercher la réponse de Son Altesse.

Surajah Dowlah rassembla à l'instant toutes ses forces, et marcha au-devant des Anglais. Il avait été convenu que Meer Jaffier se séparerait du nabab, et amènerait sa division à Clive; mais au moment décisif, les craintes du conspirateur l'emportèrent sur son ambition. Clive s'était avancé jusqu'à Cossimbuzar; le nabab avec des forces considérables se trouvait à quelques milles de là, à Plassey, et Meer Jaffier tardait toujours à remplir ses engagements, et répondait d'une manière évasive aux sérieuses remontrances du général anglais.

Clive était dans une position pénible et dangereuse. Il ne pouvait placer aucune confiance dans le courage et la sincérité de son confédéré, et quelque confiance qu'il pût avoir dans ses propres talents militaires et dans la valeur et la discipline de ses troupes, ce n'était pas une petite affaire que d'engager le combat contre une armée vingt fois plus considérable que la sienne. Devant

lui se trouvait une rivière qu'il était facile de traverser, mais que pas un homme de son petit corps ne repasserait si les choses allaient mal. Dans cette occasion, pour la première et pour la dernière fois, son âme intrépide recula un moment devant la responsabilité terrible de la décision. Il convoqua un conseil de guerre. La majorité se prononça contre la bataille, et Clive déclara qu'il était de l'avis de la majorité. Il dit, bien longtemps après, qu'il n'avait jamais convoqué qu'un seul conseil de guerre, et que, s'il avait suivi l'avis de celui-là, les Anglais n'auraient jamais été maîtres du Bengale. A peine la séance fut-elle levée qu'il redevint lui-même. Il se retira seul à l'ombre de quelques arbres, et passa là près d'une heure à réfléchir. Il revint déterminé à tout risquer, et donna ses ordres pour que tout fût prêt le lendemain pour passer la rivière.

On passa la rivière, et après une rude journée de marche, l'armée prit ses quartiers, longtemps après le coucher du soleil, dans un bosquet de manguiers, près de Plassey, à un mille de l'ennemi. Clive ne put dormir; il entendit toute la nuit le bruit des tambours et des cymbales dans le camp du nabab. Il n'est pas étrange que son fier courage ait parfois chancelé quand il réfléchissait avec quels désavantages il allait engager la lutte d'où dépendaient de si grandes choses.

Le repos de Surajah Dowlah n'était pas plus paisible que celui de Clive. Son esprit à la fois faible et agité, était troublé par des terreurs étranges et horribles. Épouvanté par la grandeur de la crise, se méfiant de ses capitaines, redoutant tous ceux qui s'approchaient de lui, redoutant d'être seul, il restait tristement dans sa tente, et un poëte grec eût dit qu'il était hanté par les mânes

de ceux qui l'avaient maudit en rendant le dernier soupir dans le trou noir.

La jour parut, ce jour qui devait décider du sort de l'Inde. Au lever du soleil, l'armée du nabab sortant de tous les côtés de son camp commença à s'avancer vers le bosquet qu'occupaient les Anglais. Quarante mille hommes d'infanterie armés de mousquets, de piques, de sabres, d'arcs et de flèches couvraient la plaine. Ils étaient accompagnés par cinquante pièces de canon du plus gros calibre, traînées chacune par un long attelage de bœufs blancs, et poussées par derrière par un éléphant. Quelques canons, plus petits, servis par un petit nombre d'auxiliaires français, étaient peut-être plus à craindre. La cavalerie comptait quinze mille hommes empruntés, non à la population efféminée du Bengale, mais à la race plus énergique qui habite les provinces du Nord, et l'œil exercé de Clive vit à l'instant que les hommes et les chevaux étaient plus robustes que ceux du Carnate. Il n'avait à opposer à cette immense multitude qu'une force de trois mille hommes. Mais il avait presque un millier d'Anglais, et toute l'armée était commandée par des officiers anglais, habitués à la discipline anglaise. On apercevait au premier rang les soldats du trente-neuvième régiment qui porte encore sur ses drapeaux, au milieu d'autres inscriptions honorables conquises sous le duc de Wellington en Espagne et en Gascogne, le nom de Plassey et cette fière devise : *Primus in Indis.*

La bataille commença par une canonnade dans laquelle l'artillerie du nabab ne fit pas grand mal aux Anglais, tandis que leurs pièces de campagne produisaient un grand effet. Plusieurs des officiers les plus distingués

au service de Surajah Dowlah vinrent à tomber. Le désordre commença à se mettre dans ses rangs. Sa terreur personnelle augmentait à tout moment. L'un des conspirateurs lui représenta vivement la nécessité de la retraite. Il accepta aussitôt cet avis insidieux qui s'accordait avec les suggestions de son propre effroi. Il ordonna à son armée de reculer, et cet ordre décida son sort. Clive saisit l'occasion, et donna à ses troupes l'ordre d'avancer. Cette multitude troublée et découragée céda devant l'élan de la valeur disciplinée. Jamais rassemblement attaqué par des troupes régulières ne fut plus complétement mis en déroute. En une heure, les forces de Surajah Dowlah furent dispersées pour ne se rassembler jamais. Il n'y eut que cinq cents morts parmi les vaincus. Mais leur camp, leurs canons, leur bagage, des waggons innombrables, une énorme quantité de bétail restèrent aux mains des vainqueurs. En perdant vingt-deux soldats, et en faisant blesser soixante hommes, Clive avait dispersé une armée de soixante mille hommes environ, et soumis un empire plus vaste et plus populeux que la Grande-Bretagne.

Meer Jaffier n'avait donné aucun secours aux Anglais pendant l'action; mais dès qu'il vit le sort de la bataille décidé, il détacha de l'armée sa division, et dès que le combat fut fini, il envoya féliciter son allié. Le lendemain matin, il se rendit au quartier des Anglais, fort inquiet de la réception qui l'y attendait. Il donna des signes évidents d'inquiétude quand il vit s'avancer une garde prête à le recevoir avec les honneurs dus à son rang. Mais ses inquiétudes furent bientôt calmées; Clive vint au-devant de lui, l'embrassa, le salua nabab des trois grandes provinces du Bengale, de Bahar et d'Orissa, reçut

gracieusement ses excuses, et l'engagea à marcher sans retard sur Moorshedabad.

Surajah Dowlah s'était enfui du champ de bataille aussi vite qu'avait pu le porter un chameau agile, et il était arrivé à Moorshedabad au bout de vingt-quatre heures. Il convoqua alors tous ses conseillers. Les plus sages lui recommandaient de se remettre entre les mains des Anglais, dont il n'avait rien de pis à craindre que d'être déposé et mis en prison; mais il regarda cette suggestion comme une preuve de trahison. D'autres le pressaient de tenter encore une fois les chances de la guerre. Cette proposition lui plut, et il donna des ordres en conséquence; mais il manquait de courage pour soutenir un seul jour une résolution énergique. Il apprit que Meer Jaffier était arrivé et sa terreur devint intolérable. Caché sous de pauvres habits, un coffret plein de bijoux à la main, il se laissa glisser pendant la nuit par une des fenêtres de son palais, et s'embarqua sur la rivière pour aller à Patna, avec deux serviteurs seulement.

Peu de jours après, Clive arriva à Moorshedabad, escorté par deux cents soldats anglais et par trois cents cipayes. On lui assigna pour résidence un palais entouré d'un jardin si vaste que toutes les troupes qui l'accompagnaient pouvaient y camper à l'aise. Clive accomplit aussitôt la cérémonie de l'installation de Meer Jaffier. Il conduisit le nouveau nabab au siége d'honneur, l'y fit asseoir, lui offrit, suivant le cérémonial de l'Orient, un présent de pièces d'or, puis se tournant vers les indigènes qui remplissaient la salle, il les félicita de la bonne fortune qui les avait délivrés d'un tyran. Il fut obligé, dans cette occasion, d'avoir recours aux services d'un

interprète, car il faut remarquer que malgré sa longue résidence dans les Indes, malgré la connaissance intime qu'il possédait de la politique et du caractère des Indous, et malgré l'admiration qu'éprouvaient pour lui ses soldats indous, il ne put jamais parvenir à parler facilement aucun dialecte indou. On dit qu'il se trouvait parfois obligé, dans ses rapports avec les naturels de l'Inde, d'avoir recours au mauvais portugais qu'il avait appris au Brésil dans son adolescence.

Le nouveau souverain fut sommé de remplir les engagements qu'il avait pris envers ses alliés. On tint une conférence chez Juggett Seit, le grand banquier, dans le but de régler les arrangements nécessaires. Omichund y vint, se croyant en grande faveur auprès de Clive qui, avec une dissimulation surpassant même la dissimulation du Bengali, l'avait traité jusqu'alors avec la même bienveillance. On produisit et on lut le traité blanc; alors Clive, se tournant vers M. Scrafton, employé de la compagnie, lui dit en anglais : « Il est temps de détromper Omichund. » — « Omichund, » dit M. Scrafton en indoustani, « le traité rouge était fictif : vous n'aurez rien. » Omichund tomba sans connaissance dans les bras des gens de sa suite. Il revint à la vie, mais son esprit avait reçu un coup fatal. Clive, qui n'était gêné par aucun scrupule dans ses rapports avec les politiques indous, mais qui n'était pas dépourvu d'humanité, paraît en avoir été touché. Il vit Omichund quelques jours après, lui parla avec bonté, lui conseilla de faire un pèlerinage à l'un des grands temples de l'Inde dans l'espoir que le changement de lieu rétablirait sa santé; il était même disposé, en dépit de ce qui s'était passé, à utiliser de nouveau ses talents pour le service public. Mais après ce

choc inattendu, le malheureux homme tomba peu à peu dans l'idiotisme. Lui, qui s'était distingué naguère par la force de son intelligence et la simplicité de ses habitudes, prodiguait le reste de sa fortune en hochets d'enfants, et aimait à se montrer revêtu de riches habits et paré de pierres précieuses. Il languit quelques mois dans ce déplorable état et finit par mourir.

Nous ne croirions pas nécessaire de chercher à diriger par nos observations le jugement de nos lecteurs sur cette affaire si sir John Malcolm n'avait entrepris de défendre Clive sur tous les points. Il déplore à la vérité qu'on ait été dans la nécessité d'employer des moyens aussi dangereux par leur abus que la contrefaçon d'une signature, mais il n'admet pas qu'on puisse blâmer ceux qui ont trompé un trompeur. Il croit que les Anglais n'étaient pas obligés de tenir leur parole à un homme qui ne leur tenait jamais sa parole, et que, s'ils avaient rempli leurs engagements envers le rusé Bengali, un exemple aussi éclatant du succès de la trahison aurait engendré une foule d'imitateurs. Nous ne voulons pas discuter la question d'après les principes d'une moralité sévère ; ce serait parfaitement inutile, car en envisageant la question au point de vue de l'utilité dans le sens le moins élevé du mot, et sans employer d'autres arguments que ceux que Machiavel pouvait présenter dans ses conférences avec Borgia, nous sommes convaincus que Clive fut complétement dans son tort, et qu'il commit non-seulement un crime, mais une faute. Nous croyons fermement que l'honnêteté est la meilleure politique, et que c'est là une maxime généralement vraie, même par rapport aux intérêts temporels des individus; lorsqu'il s'agit des sociétés, la règle est sujette à encore moins

d'exceptions, par la simple raison que la vie des sociétés est plus longue que la vie des individus. On peut citer des hommes qui ont dû une grande prospérité temporelle à des violations de la foi privée ; il nous paraît douteux qu'il soit possible de citer un État qui, somme toute, ait trouvé son avantage à violer la foi publique. L'histoire entière des Indes anglaises témoigne de cette grande vérité qu'il n'est pas prudent de lutter par la perfidie contre la perfidie, et que la vérité est l'arme la plus efficace qu'on puisse opposer au mensonge. A travers une longue suite d'années, le gouvernement anglais aux Indes, entouré d'ennemis et d'alliés que nul engagement ne pouvait lier, a généralement agi avec sincérité et droiture, et l'événement a prouvé que cette sincérité et cette droiture étaient de la sagesse. La valeur anglaise et l'intelligence anglaise ont moins fait que la véracité anglaise pour l'extension et l'affermissement de notre empire en Orient. Tout ce que nous aurions pu gagner en imitant les détours, les évasions, les mensonges, les parjures qu'on a employés contre nous, n'est rien en comparaison de ce que nous avons gagné en restant, dans les Indes, le seul pouvoir sur la parole duquel on puisse compter; aucun serment que puisse inventer la superstition, aucun otage, quelque précieux qu'il puisse être, n'inspirent la centième partie de la confiance que donnent « le *oui, oui,* » et le « *non, non* » d'un chargé d'affaires anglais. Nulle retraite, quelque forte que l'aient rendue l'art ou la nature, ne donne à ses habitants le sentiment de sécurité que possède le chef armé de la garantie de l'Angleterre en traversant le territoire d'ennemis mortels et puissants. Les plus grands princes de l'Inde réussissent à grand'peine, par la promesse d'intérêts énormes. à

faire paraître au jour une petite partie des richesses cachées sous la pierre du foyer de leurs sujets. Le gouvernement anglais n'offre guère plus de quatre pour cent, et l'avarice se hâte de faire sortir de ses plus secrètes cachettes des millions et des millions de roupies. Un monarque hostile peut promettre des montagnes d'or à nos cipayes, à condition de quitter les étendards de la compagnie. La compagnie promet seulement une modeste pension après de longs services. Mais tous les cipayes savent que la compagnie tiendra ses promesses ; ils savent que, vécussent-ils cent ans, leur riz et leur sel leur sont assurés aussi exactement que le traitement du gouverneur général, et ils savent qu'il n'y a pas aux Indes un autre État qui, en dépit des serments les plus solennels, ne les laissât mourir de faim dans un fossé lorsqu'ils auraient cessé d'être utiles. Le plus grand avantage que puisse posséder un gouvernement, c'est d'être le seul gouvernement digne de confiance au milieu de gouvernements auxquels personne ne peut se fier. Nous jouissons de cet avantage en Asie; si nous avions agi, pendant les deux dernières générations, d'après les principes que sir John Malcolm semble avoir tenus pour bons, si toutes les fois que nous avons eu à traiter avec des gens de l'espèce d'Omichund, nous avions riposté en mentant, en contrefaisant les écritures, en manquant comme eux à notre parole, nous sommes intimement convaincus que ni notre courage, ni notre capacité n'auraient suffi à maintenir notre empire.

Sir John Malcolm admet que le manque de foi de Clive ne peut se justifier que par la nécessité la plus pressante. Comme nous croyons que le manque de foi, non-seulement n'était pas nécessaire, mais qu'il fut fort

nuisible, il est presque inutile de dire que nous le condamnons absolument.

Omichund ne fut pas la seule victime de la révolution. Surajah Dowlah fut pris quelques jours après sa fuite, et on l'amena à Meer Jaffier. Il se jeta à terre dans les convulsions de la terreur, et implora à grands cris et avec larmes une miséricorde qu'il n'avait jamais montrée. Meer Jaffier hésitait; mais son fils Meeran, jeune homme de dix-sept ans, dont la tête faible et la nature féroce rappelaient beaucoup le malheureux captif, fut implacable. On emmena Surajah-Dowlah dans un appartement secret, où l'on envoya un moment après les ministres de mort. Les Anglais n'eurent aucune part à cette action, et Meer Jaffier comprit si bien leurs sentiments qu'il se crut obligé de leur faire des excuses de les avoir vengés de leur ennemi le plus acharné.

Les richesses commencèrent à pleuvoir abondamment sur la compagnie et sur ses employés. On envoya par eau, de Moorshedabad au fort William, une somme de huit cent mille livres sterling en argent monnayé. La flotte qui transportait ce trésor se composait de plus de cent bateaux, et accomplit ce voyage triomphal au son de la musique et drapeaux déployés. Calcutta, désolé peu de mois auparavant, devint plus prospère que jamais. Le commerce reprenait, on voyait dans toutes les maisons anglaises des signes de richesses. Pour Clive, sa modération seule pouvait mettre des limites à sa fortune. Les trésors du Bengale lui étaient ouverts. On y voyait entassées, selon l'usage des princes indous, des masses immenses de monnaies d'argent, parmi lesquelles on apercevait assez souvent les florins et les bezants dont les Vénitiens se servaient pour acheter les étoffes et les

épices de l'Orient avant qu'aucun navire européen eût tourné le cap de Bonne-Espérance. Clive marchait entre des monceaux d'or et d'argent surmontés de rubis et de diamants, et il était libre de prendre ce que bon lui semblait. Il accepta quelque chose comme deux ou trois cent mille livres sterling.

Les affaires d'argent qui se passèrent entre Meer-Jaffier et Clive furent blâmées seize ans plus tard par la voix publique, et sévèrement critiquées dans le Parlement. Sir John Malcolm les défend vivement. Les accusateurs du général victorieux représentaient ses bénéfices comme le salaire de la corruption, ou comme des dépouilles arrachées à la pointe de l'épée à un allié sans défense. Le biographe, d'autre part, regarde cette grande fortune comme un don gratuit qui faisait honneur au donateur comme à celui qui le recevait, et il la compare à ces récompenses décernées par les puissances étrangères à Malborough, à Nelson et à Wellington. Il avait toujours été d'usage en Orient, dit-il, de faire et de recevoir des présents, et il n'y avait point encore d'acte du Parlement qui défendît formellement aux fonctionnaires anglais dans l'Inde de profiter de cet usage asiatique. Il faut avouer que ces raisonnements ne nous satisfont pas pleinement. Nous ne soupçonnons pas Clive d'avoir vendu les intérêts de la compagnie ou de son pays ; mais nous ne pouvons l'acquitter d'avoir fait ce qui était d'un mauvais exemple, si le mal n'était pas grand en soi. Un général doit être le serviteur de son gouvernement, et non d'aucun autre, rien n'est plus clair. Il s'ensuit que toutes les récompenses qu'il reçoit pour ses services doivent venir de son gouvernement, ou être données avec la pleine connaissance et l'approbation de son gouverne-

ment. Il faut maintenir strictement cette règle, même lorsqu'il s'agit d'une bagatelle, d'une croix, d'une médaille, ou d'un bout de ruban. Comment un gouvernement peut-il être bien servi si ceux qui commandent des armées ont la liberté, sans sa connaissance et sans sa permission, d'accepter de ses alliés des fortunes princières? C'est un argument frivole que de dire qu'il n'y avait pas alors d'acte du Parlement interdisant la pratique de recevoir des présents des souverains orientaux. Ce n'est pas d'après la loi qui fut votée plus tard pour empêcher l'acceptation de pareils présents, mais d'après des raisons valides avant que la loi fût votée, d'après des raisons de droit commun et de sens commun que nous jugeons la conduite de Clive. Il n'existe pas, que nous sachions, une loi qui défende au ministre des affaires étrangères d'être à la solde des puissances étrangères; il n'en est pas moins vrai qu'un ministre qui recevrait secrètement une pension de la France, manquerait grossièrement à ses devoirs et mériterait d'être sévèrement puni. Sir John Malcolm compare la conduite de Clive à celle du duc de Wellington. En supposant (et nous demandons pardon d'avancer une pareille supposition, même pour développer notre argument), en supposant qu'après la campagne de 1815, lorsqu'il commandait l'armée d'occupation en France, le duc de Wellington eût secrètement accepté deux cent mille livres sterling du roi Louis XVIII en témoignage de reconnaissance pour les grands services que Sa Grâce avait rendus à la maison de Bourbon, qu'eût-on pensé d'un semblable incident? Cependant la loi ne défend pas plus maintenant en Europe d'accepter des présents, qu'elle ne défendait alors d'accepter des présents dans les Indes.

En même temps, il faut convenir que, dans la situation de Clive, il y avait bien des circonstances atténuantes. Il se considérait comme le général non de la couronne, mais de la compagnie. La compagnie avait, implicitement au moins, autorisé ses agents à s'enrichir au moyen des princes indigènes et par d'autres moyens plus répréhensibles encore. On ne pouvait guère s'attendre à voir le serviteur se former de ses devoirs des idées plus sévères que son maître. Bien que Clive ne communiquât pas positivement à ses supérieurs ce qui s'était passé, en leur demandant leur assentiment, il ne chercha pas non plus à le cacher, témoignant ainsi qu'il ne croyait pas avoir mal agi. Au contraire, il avouait avec la plus grande franchise que la libéralité du nabab l'avait mis dans l'aisance. Enfin, tout en trouvant qu'il n'eût rien dû recevoir de cette manière, nous sommes contraints d'avouer que sa modération mérite des éloges. Il accepta vingt lacs de roupies. Il lui aurait suffi d'un mot pour changer les vingt lacs en quarante lacs. C'était un exercice de vertu fort aisé que de déclamer en Angleterre contre la rapacité de Clive; mais, parmi ses accusateurs, il ne s'en serait pas trouvé un sur cent qui eût montré autant de retenue en touchant au trésor de Moorshedabad.

Meer Jaffier ne pouvait être maintenu sur le trône que par la main qui l'y avait placé. A la vérité, il n'était pas un enfant, et il n'avait pas eu le malheur de naître dans la pourpre. Il n'était par conséquent pas tout à fait aussi imbécile ni aussi dépravé que son prédécesseur. Mais il n'avait aucun des talents ni aucune des vertus qu'exigeait sa situation, et Meeran, son fils et son héritier, était un second Surajah Dowlah. La révolution récente avait laissé dans les esprits une vive agitation. Plusieurs chefs

étaient en révolte ouverte contre le nouveau nabab. Le vice-roi de la riche et puissante province d'Oude, qui était de fait un souverain indépendant comme tous les autres vice-rois du Mogol, menaçait le Bengale d'une invasion. Le talent et l'autorité de Clive pouvaient seuls soutenir ce gouvernement chancelant. Pendant que les choses étaient dans cette situation, un vaisseau arriva portant des dépêches écrites à Londres avant que les nouvelles de la bataille de Plassey fussent parvenues au conseil des Indes. Les directeurs avaient résolu de placer les colonies anglaises du Bengale sous un gouvernement constitué de la manière la plus absurde et la plus incommode, et dans lequel, pour mettre les choses au pis, on n'avait point assigné de place à Clive. Les personnes désignées pour former le nouveau gouvernement prirent sur ce point, à leur grand honneur, la responsabilité de désobéir à ces ordres absurdes, et invitèrent Clive à exercer l'autorité suprême. Il y consentit, et on vit bientôt que les agents de la Compagnie n'avaient fait que devancer les désirs de leurs chefs. Les directeurs, en apprenant le brillant succès de Clive, le nommèrent aussitôt gouverneur de leurs possessions dans le Bengale, avec les témoignages de la plus haute reconnaissance et de la plus grande estime. Son pouvoir était devenu illimité et surpassait de beaucoup celui même que Dupleix avait exercé dans le sud de l'Inde. Meer Jaffier éprouvait pour Clive le respect d'un esclave. Un jour le nabab reprit avec sévérité un chef indigène de haut rang dont les serviteurs s'étaient pris de querelle avec quelques cipayes de la Compagnie : « En êtes-vous encore à apprendre, » lui dit-il « qui est le colonel Clive et dans quelle situa-« tion Dieu l'a placé ? » Le chef qui, en sa qualité de plai-

sant personnage et d'ancien ami de Meer Jaffier, pouvait s'aventurer à prendre des libertés, répondit : « Moi, offenser le colonel ! moi, qui ne me lève jamais le matin sans faire trois fois la révérence à son baudet ! » C'était à peine une exagération. Les Européens et les indigènes étaient tous aux pieds de Clive. Les Anglais le regardaient comme le seul homme qui pût obliger Meer Jaffier à tenir ses engagements envers eux. Meer Jaffier le regardait comme le seul homme qui pût protéger la nouvelle dynastie contre des sujets turbulents et des voisins ambitieux.

Il est de la stricte justice de dire que Clive usa de son pouvoir avec habileté et vigueur, au profit de son pays. Il envoya une expédition contre la région au nord du Carnate ; les Français y avaient encore la suprématie, et il importait de les déloger. La direction de cette entreprise fut confiée à un officier nommé Forde, peu connu alors, mais en qui l'œil perçant du gouverneur avait reconnu des talents militaires d'un ordre élevé. Le succès de l'expédition fut prompt et éclatant.

Pendant qu'une partie considérable de l'armée du Bengale était ainsi occupée au loin, un danger nouveau et redoutable menaçait la frontière occidentale. Le Grand Mogol était prisonnier à Delhi entre les mains d'un sujet. Son fils aîné Shah Alum, destiné à être pendant de longues années le jouet de la mauvaise fortune et à devenir l'instrument d'abord des Mahrattes, puis des Anglais, avait fui du palais de son père. Sa naissance était encore révérée dans l'Inde. Quelques princes puissants, le nabab d'Oude en particulier, étaient disposés à le soutenir. Shah Alum n'eut pas de peine à attirer sous ses étendards, en grand nombre, les soldats de fortune qui

fourmillaient dans le pays. Il eut bientôt rassemblé une armée de quarante mille hommes, de différentes races et de diverses religions, Mahrattes, Rohillas, Jauts et Afghans, et il forma le dessein de renverser le parvenu que les Anglais avaient élevé au trône, et d'établir sa propre autorité dans les provinces du Bengale, Orissa et Bahar.

La terreur de Meer Jaffier fut extrême, et le seul expédient qu'il sut imaginer fut d'acheter, au moyen d'une grosse somme d'argent, un accommodement avec Shah Alum. Ceux qui avaient gouverné avant lui les riches et pacifiques provinces de l'embouchure du Gange avaient souvent eu recours à cet expédient. Mais Clive traita cette idée avec un mépris digne de son jugement et de son indomptable courage : « Si vous agissez ainsi, » écrivait-il, « le nabab d'Oude, les Mahrattes et bien d'autres, viendront de toutes les frontières de votre pays, pour vous extorquer de l'argent par leurs menaces jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien dans votre trésor. Je prie Votre Excellence de compter sur la fidélité des Anglais et des troupes qui vous sont attachées. » Il écrivit sur le même ton au gouverneur de Patna, brave militaire indigène qu'il estimait fort : « Ne consentez pas à capituler; défendez votre ville jusqu'au bout; soyez assuré que les Anglais sont des amis fidèles et dévoués, et qu'ils n'abandonneront jamais une cause qu'ils ont une fois embrassée. »

Clive tint sa parole. Shah Alum avait investi Patna, et était sur le point de donner l'assaut lorsqu'il apprit que le colonel s'avançait à marches forcées. L'armée sous ses ordres se composait seulement de quatre cent cinquante Européens et de deux mille cinq cents cipayes. Mais Clive

et ses Anglais étaient devenus des objets d'effroi dans tout l'Orient. Dès que son avant-garde parut, les assiégeants prirent la fuite. Quelques aventuriers français qui entouraient la personne du prince conseillèrent de tenter les chances de la guerre; ce fut inutile. En quelques jours cette grande armée qui avait causé tant d'inquiétude à la cour de Moorshedabad, s'était fondue devant la seule terreur du nom anglais.

Le vainqueur retourna en triomphe au fort William. La joie de Meer Jaffier fut illimitée comme l'avaient été ses craintes, et le porta à offrir à son sauveur un témoignage royal de sa reconnaissance. La rente que la Compagnie des Indes Orientales était tenue de payer au nabab, pour le territoire considérable qu'elle occupait au sud de Calcutta, s'élevait environ à trente mille livres sterling par an. Meer Jaffier conféra à Clive, sa vie durant, cet immense revenu, qui suffisait pour soutenir avec dignité le rang le plus élevé dans la pairie d'Angleterre.

Clive avait, nous le croyons, le droit d'accepter ce présent qui, par sa nature même, ne pouvait rester secret. En fait, la Compagnie devenait son tenancier, et son assentiment disait qu'elle approuvait la concession de Meer Jaffier.

Mais la reconnaissance de Meer Jaffier ne fut pas de longue durée. Il sentait depuis quelque temps que le puissant allié qui l'avait élevé pouvait aussi le renverser, et il cherchait de tous côtés un appui contre la puissance redoutable qui l'avait soutenu jusqu'alors. Il savait qu'il serait impossible de trouver parmi les indigènes de l'Inde une armée quelconque qui pût regarder en face le petit corps du colonel. La puissance française du Bengale n'existait plus. Mais la renommée des Hollandais

avait jadis été grande dans les mers d'Orient, et on ne savait pas bien encore en Asie combien la puissance de la Hollande avait décliné en Europe. La cour de Moorshedabad échangea des communications secrètes avec la factorerie hollandaise de Chinsurah, et on envoya de Chinsurah des lettres pressantes au gouvernement de Batavia pour l'exhorter à faire partie d'une expédition qui pût contre-balancer le pouvoir des Anglais dans le Bengale. Les autorités de Batavia, empressées d'étendre l'influence de leur pays, plus empressées encore de s'assurer une part des richesses qui avaient récemment élevé à l'opulence tant d'aventuriers anglais, équipèrent un armement considérable : sept grands vaisseaux venant de Java arrivèrent inopinément dans l'Hougley. Les troupes à bord se montaient à quinze cents hommes dont la moitié environ étaient des Européens. Le moment était bien choisi pour l'entreprise. Clive avait envoyé dans le Carnate, pour y lutter contre les Français, des détachements si considérables que son armée se trouvait alors inférieure en nombre à celle des Hollandais. Il savait que Meer Jaffier favorisait secrètement l'invasion. Il savait qu'il prenait sur lui une grande responsabilité en attaquant les troupes d'une puissance amie, que les ministres anglais ne pouvaient souhaiter que la guerre avec la Hollande vînt s'ajouter à celle qu'ils soutenaient déjà contre la France, qu'ils pourraient désavouer ses actes, qu'ils pourraient le punir. Il avait récemment envoyé en Europe une grande partie de sa fortune par l'entremise de la compagnie hollandaise des Indes orientales ; il avait par conséquent grand intérêt à éviter toute querelle. Mais il était convaincu que, s'il permettait à l'expédition hollandaise de remonter la rivière et de se

joindre à la garnison de Chinsurah, Meer Jaffier se jetterait dans les bras des nouveaux alliés, et que la suprématie des Anglais au Bengale courrait les plus grands périls. Il prit son parti avec la résolution qui le caractérisait, et fut habilement secondé par ses officiers, surtout par le colonel Forde auquel il confia la partie la plus importante des opérations. Les Hollandais tentèrent de s'ouvrir un passage. Les Anglais s'y opposèrent sur terre et sur mer. Les ennemis avaient sur les deux éléments une grande supériorité de forces. Ils furent défaits partout d'une manière éclatante. Leurs vaisseaux furent pris. La déroute de leurs troupes fut totale. Presque tous les soldats européens qui constituaient la principale force de l'armée assaillante furent pris ou tués. Les vainqueurs mirent le siége devant Chinsurah, et les chefs de cette colonie, profondément humiliés, acceptèrent les conditions que leur dicta Clive. Ils s'engagèrent à ne point construire de fortifications, et à ne lever, en fait de troupes, que ce qui était nécessaire à la police de leurs factoreries. Il fut positivement stipulé qu'une expulsion immédiate du Bengale punirait la première infraction à ces conventions.

Trois mois après cette grande victoire, Clive partit pour l'Angleterre. Des honneurs et des récompenses l'attendaient dans sa patrie. Sans répondre peut-être à ses droits et à son ambition, il faut convenir, lorsqu'on se rappelle son âge, son rang dans l'armée, et sa position originelle dans la société, que la récompense fut rare et magnifique. Il fut élevé à la pairie d'Irlande, et on lui permit d'espérer un titre anglais. George III, qui venait de monter sur le trône, le reçut avec grande distinction. Les ministres lui témoignèrent de grands égards, et Pitt,

dont l'influence dans la Chambre des communes et dans le pays était illimitée, s'empressa de manifester sa considération pour un homme dont les exploits avaient si fort contribué à l'éclat de cette époque mémorable. Le grand orateur avait déjà décrit Clive dans le parlement comme un général formé par le ciel même, comme un homme qui, après avoir été élevé dans un bureau, avait déployé un génie militaire fait pour exciter l'admiration du roi de Prusse. Il n'y avait pas alors de rapporteurs dans la galerie; mais ces paroles, prononcées avec énergie par le premier homme d'État du temps, étaient arrivées de bouche en bouche dans le Bengale, jusqu'à Clive qui en avait été extrêmement flatté et ravi. A la vérité, depuis la mort du général Wolfe, Clive était le seul général anglais dont ses compatriotes eussent de grandes raisons d'être fiers. Le duc de Cumberland avait été généralement malheureux, et son unique victoire remportée sur ses compatriotes avait été, en raison de l'inflexible sévérité qu'il avait ensuite déployée, plus fatale à sa popularité que ses nombreuses défaites. Conway, versé dans la science de sa profession, était d'un grand courage personnel, mais manquait de vigueur et de capacité. Granby, honnête, généreux et brave comme un lion, n'avait ni talent ni instruction. Sackville, qui ne le cédait à aucun de ses contemporains en capacité et en connaissances, avait encouru injustement, à ce que nous pensons, l'imputation la plus fatale à la réputation d'un militaire. C'était sous les ordres d'un général étranger que les Anglais avaient triomphé à Minden et à Warburg. Il était donc tout simple que la nation saluât avec joie et orgueil un général qui lui appartenait et que son courage naturel comme sa capacité in-

stinctive avaient rendu l'égal des grands tacticiens allemands.

La fortune de Clive lui permettait de rivaliser avec les plus grands seigneurs d'Angleterre. On a la preuve qu'il avait envoyé en Angleterre plus de quatre-vingt mille livres sterling par l'entremise de la compagnie hollandaise des Indes orientales, et plus de quarante mille livres sterling par la compagnie anglaise. Il avait aussi envoyé des sommes considérables par des maisons particulières. Il possédait des joyaux d'une grande valeur, ce qui était alors aux Indes une manière fort répandue d'envoyer de l'argent en Europe. Il avait acheté des diamants, à Madras seulement, pour vingt-cinq mille livres sterling. Outre une grande quantité d'argent comptant, il avait ses propriétés des Indes qu'il estimait lui-même à vingt-sept mille livres sterling de rente; son revenu annuel, d'après l'avis de sir John Malcolm qui tient à l'estimer le plus bas possible, dépassait quarante mille livres sterling, et au moment de l'avénement de George III les revenus de quarante mille livres sterling étaient aussi rares au moins que le sont à présent les revenus de cent mille livres sterling. Nous pouvons, sans nous compromettre, assurer que jamais un Anglais, ayant commencé la vie sans un sou, ne s'est trouvé à trente-quatre ans maître d'une pareille fortune, quelle que fût la carrière qu'il eût embrassée.

Il serait injuste de ne pas ajouter que Clive fit de ses richesses un usage honorable. Dès que la bataille de Plassey eut posé les fondements de sa fortune, il envoya dix mille livres sterling à ses sœurs, distribua une somme égale à des amis et à des parents pauvres, donna l'ordre à son homme d'affaires de payer tous les ans huit cents

livres sterling à ses parents, et d'exiger qu'ils eussent une voiture, et il institua une rente viagère de cinq cents livres sterling pour son ancien chef Lawrence, dont la fortune était très-mince. On peut estimer à cinquante mille livres sterling les sommes que Clive dépensa de cette manière.

Il se mit alors à soigner ses intérêts électoraux. Ses achats de terres semblent avoir été dirigés en grande partie vers ce but, et il se trouva dans la Chambre des communes, après les élections générales de 1761, à la tête d'un certain nombre de membres qui dépendaient de lui, et dont l'appui eût été important pour tout cabinet. Il ne joua pourtant pas un rôle important dans la politique anglaise. Nous avons vu que son premier attachement s'était porté sur M. Fox; il fut attiré plus tard par le génie et les succès de M. Pitt, mais il finit par former la liaison la plus intime avec George Grenville. Au début de la session de 1764, au moment où les poursuites illégales et impolitiques qu'on avait dirigées contre Wilkes, ce démagogue sans valeur, avaient vivement agité l'esprit public, on s'amusait à Londres d'une anecdote que nous avons apprise dans les mémoires inédits d'Horace Walpole. Le vieux M. Richard Clive qui, depuis l'élévation de son fils, était entré dans une société à laquelle ses anciennes habitudes ne l'avaient pas rendu propre, se présenta au lever du roi, qui lui demanda où était lord Clive : « Il sera bientôt en ville, » dit le vieillard assez haut pour être entendu par le cercle tout entier, et « alors Votre Majesté aura une voix de plus. »

Toutes les pensées de Clive étaient dirigées vers le pays où il s'était si brillamment distingué comme militaire et comme homme d'État, et il réglait sa conduite

politique en Angleterre d'après des considérations qui regardaient l'Inde. Nous sommes fermement convaincu que l'autorité de la compagnie, tout en étant une anomalie, est, de notre temps, une bienfaisante anomalie. Du temps de Clive, ce n'était pas seulement une anomalie, c'était un mal. Il n'y avait point de conseil de contrôle. Les directeurs étaient, pour la plupart, de simples négociants, ignorant la politique générale, ignorant même les traits distinctifs de l'empire qui leur avait été si étrangement assujetti. La cour des propriétaires imposait sa volonté toutes les fois qu'il lui convenait d'intervenir. Cette cour était à la fois plus puissante et plus nombreuse qu'à présent, car toute action de cinq cents livres sterling conférait alors un vote. Les assemblées étaient populeuses, orageuses, quelquefois tumultueuses; les discussions étaient violentes jusqu'à l'inconvenance. Toute la turbulence d'une élection à Westminster, tous les tours de passe-passe et toute la corruption d'une élection à Grampound venaient déshonorer les séances de cette réunion; lorsqu'on agitait des questions de la plus haute importance, on fabriquait des votes fictifs sur la plus grande échelle. Clive lui-même acheta pour cent mille livres sterling des actions qu'il partagea entre des propriétaires nominaux sur lesquels il pouvait compter, et qu'il entraînait à sa suite dans chaque discussion et dans chaque vote. D'autres personnes faisaient de même, quoique dans de moindres proportions.

L'intérêt que le public anglais prenait alors aux affaires de l'Inde était infiniment plus grand que de nos jours, et la raison en est évidente. A présent, un employé entre jeune au service de la Compagnie; il avance lentement; il a du bonheur s'il peut, à quarante-cinq ans, revenir

dans son pays avec une pension de mille livres sterling, et des économies montant environ à trente mille livres sterling. Les fonctionnaires anglais, pris en masse, gagnent beaucoup d'argent dans les Indes ; mais aucun fonctionnaire isolé ne fait une très-grande fortune, et ce que chacun gagne est acquis lentement, honnêtement et laborieusement. Quatre ou cinq grands emplois politiques seulement sont réservés aux hommes publics d'Angleterre. Les postes de résidents, de secrétaires, les siéges dans les conseils des revenus et dans les cours de justice, sont tous occupés par des hommes qui ont consacré au service de la compagnie les plus belles années de leur vie ; et ni l'éclat du talent, ni l'influence des relations, ne peuvent obtenir ces places lucratives pour les gens qui ne sont pas entrés par la porte ordinaire, ou qui n'ont pas régulièrement passé par tous les grades. Il y a soixante-dix ans, on apportait d'Orient en Angleterre moins d'argent que de notre temps ; mais il se partageait entre un nombre de personnes infiniment plus restreint, et on amassait souvent en quelques mois des sommes énormes. Tout Anglais, quel que fût son âge, pouvait espérer d'être l'un des heureux émigrants. S'il faisait un bon discours dans Leadenhall-Street, ou s'il publiait un pamphlet spirituel en faveur du président, il pouvait être envoyé dans l'Inde pour le service de la compagnie, et en revenir, au bout de trois ou quatre ans, aussi riche que Clive ou que Pigot. Le conseil de la compagnie des Indes était donc un bureau de loterie qui invitait tout le monde à tenter la chance, et avait des fortunes princières à offrir en exemple et en récompense au petit nombre des gens heureux. Dès qu'on sut qu'il y avait un endroit dans le monde où un lieutenant-colonel avait reçu un

matin en présent des propriétés aussi considérables que celles du comte de Bath ou du marquis de Rockingham, et où les fonctionnaires anglais n'avaient qu'à demander, disait-on, pour obtenir la bagatelle de dix ou vingt mille livres sterling, la société anglaise commença à manifester tous les symptômes qui s'étaient montrés dans l'affaire de la mer du Sud, une excitation fébrile, une impatience ingouvernable de devenir riche, un mépris profond pour les gains lents, assurés et modestes.

Il y avait depuis longtemps à la tête du parti prédominant dans le conseil de la compagnie des Indes un directeur capable, puissant et ambitieux, qui s'appelait M. Sullivan. Il avait conçu une grande jalousie de Clive, et se souvenait amèrement de l'audace avec laquelle Clive, étant gouverneur du Bengale, avait maintes fois tenu pour non avenus les ordres des directeurs de la compagnie. Ils s'étaient réconciliés en apparence, lors de l'arrivée de Clive ; mais l'inimitié restait profondément enracinée dans le cœur de tous les deux. Le corps entier des directeurs était alors rééligible tous les ans. Lors de l'élection de 1763, Clive entreprit de détruire le pouvoir de la faction dominante ; la lutte fut, raconte-t-il, d'une violence terrible : Sullivan resta vainqueur, et se hâta de tirer vengeance de son ennemi. Le don d'un revenu que Clive avait reçu de Meer Jaffier était valide, dans l'opinion des avocats anglais les plus distingués ; il venait précisément de la même autorité de laquelle la compagnie tenait ses principales possessions du Bengale, et la compagnie y avait depuis longtemps donné son assentiment. Néanmoins, les directeurs résolurent injustement de le confisquer, et Clive fut contraint de déposer contre eux sa plainte en cour de chancellerie.

Mais les affaires étaient sur le point de changer subitement et complétement de face. Tous les vaisseaux arrivant du Bengale apportaient depuis quelque temps des nouvelles alarmantes; le mauvais gouvernement de la province était arrivé à un point qu'on ne pouvait plus dépasser. Qu'attendre, en effet, d'un corps d'employés publics, exposés à des tentations que la chair et le sang ne pouvaient supporter, comme Clive le dit un jour, armés d'un pouvoir irrésistible, et uniquement responsables envers une compagnie corrompue, turbulente, divisée et mal informée, qui siégeait si loin qu'il s'écoulait en moyenne dix-huit mois entre le départ d'une dépêche et l'arrivée de la réponse? Pendant les cinq années qui suivirent le départ de Clive, le gouvernement des Anglais dans le Bengale était arrivé à un degré de corruption qui semble à peine compatible avec l'existence même de la société. Le proconsul romain qui extorqua, en un an ou deux, dans une seule province, les sommes nécessaires pour élever des palais et des bains de marbre sur les rivages de la Campanie, pour boire dans des coupes d'ambre, pour se régaler d'oiseaux chanteurs, pour donner en spectacle des armées de gladiateurs et des troupes de girafes, le vice-roi espagnol qui laissait derrière lui les malédictions de Mexico ou de Lima, pour entrer à Madrid avec une longue suite de carrosses dorés et de chevaux caparaçonnés et ferrés d'argent, étaient dépassés par les Anglais de l'Inde. A la vérité, la cruauté n'était pas, à vrai dire, parmi les vices des employés de la compagnie; mais la cruauté elle-même n'eût guère pu produire de plus grands maux que ceux qui naissaient de leur absence de principes et de leur hâte d'être riches. Ils renversèrent leur créature Meer Jaffier;

ils mirent à sa place un autre nabab appelé Meer Cossim. Mais Meer Cossim avait de l'intelligence et une volonté; et, bien qu'il fût suffisamment disposé à opprimer lui-même ses sujets, il ne pouvait supporter de les voir courbés dans la poussière par une oppression qui ne lui rapportait aucun profit, bien loin de là, qui détruisait la source de ses revenus. En conséquence, les Anglais renversèrent Meer Cossim, et replacèrent sur le trône Meer Jaffier; et Meer Cossim, après s'être vengé par un massacre qui dépassa en atrocité celui du Trou-Noir, se réfugia sur le territoire du nabab d'Oude. A chaque révolution, le nouveau prince partageait entre ses maîtres étrangers tout ce qu'il pouvait amasser du trésor de son prédécesseur déchu ; il laissait l'immense population de ses États devenir la proie de ceux qui l'avaient mis sur le trône et qui pouvaient l'en précipiter. Les employés de la compagnie se faisaient concéder, non pour leur maître, mais pour eux-mêmes, le monopole du commerce intérieur presque tout entier; ils forçaient les indigènes à acheter cher et à vendre bon marché; ils insultaient impunément les tribunaux, la police et les autorités fiscales du pays ; ils couvraient de leur protection une armée d'indigènes qui dépendaient d'eux et qui se répandaient dans les provinces, portant l'effroi et la désolation partout où ils paraissaient. Tous les serviteurs d'un agent anglais étaient armés de tout le pouvoir de leur maître, et leur maître était armé de tout le pouvoir de la compagnie. On amassait ainsi rapidement, à Calcutta, des fortunes énormes, pendant que trente millions de créatures humaines se trouvaient réduites aux dernières extrémités de la souffrance. Les Hindous avaient été habitués à vivre sous la tyrannie, mais non sous une tyrannie sem-

blable ; ils s'apercevaient que le petit doigt de la compagnie était plus pesant que les reins de Surajah Dowlah. Sous leurs anciens maîtres, ils avaient au moins une ressource : quand le mal devenait intolérable, le peuple se soulevait et renversait le gouvernement ; mais on ne pouvait se débarrasser ainsi du gouvernement anglais. Ce gouvernement, oppressif comme le plus oppressif des despotismes barbares, était fort de toutes les forces de la civilisation ; il ressemblait au gouvernement des mauvais génies plutôt qu'au gouvernement de tyrans humains. Le désespoir même ne pouvait inspirer à la mollesse des Bengalis le courage nécessaire pour affronter des hommes de race anglaise, cette aristocratie héréditaire de l'humanité, dont la valeur et l'habileté avaient triomphé si souvent lorsqu'ils se trouvaient un contre dix. Cette race infortunée ne tenta jamais de révoltes. Les Hindous se soumettaient parfois à souffrir patiemment ; parfois ils fuyaient devant l'homme blanc, comme leurs ancêtres avaient fui devant les Mahrattes ; et le voyageur anglais traversait en palanquin des villes et des villages muets, que le bruit de son arrivée avait rendus déserts.

Les maîtres étrangers du Bengale étaient naturellement l'objet de la haine de toutes les puissances environnantes, et partout cette race hautaine présentait un front intrépide. Ses armées partout inférieures en nombre étaient partout victorieuses. Une succession de généraux formés à l'école de Clive soutenaient encore la réputation de leur pays : « Il faut avouer, dit l'historien musulman de cette époque, que la présence d'esprit, la fermeté de caractère et la bravoure indomptable de cette nation ne peuvent être mises en question. Ils joignent le courage le plus déterminé à la sagesse la plus prudente,

et ils n'ont pas d'égaux dans l'art de se ranger en bataille et de combattre en bon ordre. Ils savaient joindre à tant de talents militaires l'art du gouvernement ; s'ils usaient d'autant de sollicitude et d'intelligence pour soulager le peuple de Dieu qu'ils en déployaient pour leur affaires militaires, aucune nation du monde ne leur serait préférable, et ne serait plus digne de commander. Mais le peuple gémit partout sous leur domination ; il est partout réduit à la pauvreté et à la misère. O Dieu, viens au secours de tes serviteurs affligés, et délivre-les de l'oppression qu'ils endurent ! »

Il était impossible que l'armée restât longtemps exempte des vices qui avaient pénétré dans toutes les autres branches du gouvernement. La rapacité, le luxe et l'esprit d'insubordination s'étendirent des employés civils aux officiers, et des officiers aux soldats. Le mal continua de grandir jusqu'à ce que chaque repas des officiers fût devenu un rendez-vous de cabale et de conspiration, et qu'on ne pût plus maintenir l'ordre parmi les Cipayes sans des exécutions en masse.

Enfin l'état des choses dans le Bengale commença à exciter en Angleterre quelques inquiétudes. Les révolutions qui se succédaient, l'administration désorganisée, les indigènes opprimés, sans que la compagnie s'enrichît, les vaisseaux qui ramenaient tous les jours des aventuriers heureux, en état d'acheter des châteaux et de construire des demeures somptueuses, mais qui apportaient en même temps des nouvelles alarmantes sur les perspectives financières du gouvernement, la guerre sur les frontières, le mécontentement dans l'armée, le caractère national déshonoré par des excès dignes de Verrès et de Pizarre, un tel spectacle était fait pour ef-

frayer les hommes au courant des affaires de l'Inde. Le cri public était que Clive et Clive seul pouvait sauver l'empire qu'il avait fondé.

Ce sentiment se manifesta de la manière la plus énergique dans une assemblée générale très-nombreuse de la cour des propriétaires. Des gens de tous les partis, oubliant leurs discordes et inquiets pour leurs dividendes, s'écriaient que Clive était l'homme que réclamaient les circonstances, qu'il fallait abandonner les procédés iniques qu'on avait adoptés à propos de ses biens, et le conjurer de retourner aux Indes.

Clive se leva. Il dit que, pour ses biens, il était prêt à faire aux directeurs des propositions qui permettraient, il en avait la confiance, d'arranger les choses à l'amiable. Mais il y avait une difficulté plus sérieuse ; il était bon de leur dire qu'il ne se chargerait jamais du gouvernement du Bengale tant que son ennemi Sullivan resterait président de la compagnie. Le tumulte devint violent. Sullivan put à peine se faire écouter. Clive avait dans l'assemblée une majorité écrasante. Sullivan demandait que sur cette question on votât au scrutin ; mais les lois de la compagnie ne permettent le scrutin que sur la demande de neuf propriétaires, et bien qu'ils fussent présents par centaines, on ne put pas trouver neuf personnes qui voulussent signer la demande.

En conséquence, Clive fut nommé gouverneur et commandant en chef de toutes les possessions anglaises dans le Bengale. Mais il persista dans sa résolution, et refusa d'entrer en fonctions, jusqu'à ce que le résultat de la nouvelle élection des directeurs fût connu. La lutte fut obstinée, mais Clive triompha. Sullivan, naguère maître absolu dans le conseil de la compagnie des Indes, fut

sur le point de perdre son siége ; il ne s'en fallut que d'une voix, et on nomma président et vice-président des amis du nouveau gouverneur.

Telles furent les circonstances qui accompagnèrent le troisième et dernier départ de lord Clive pour l'Inde. Au mois de mai 1765, il arriva à Calcutta, et trouva toute la machine du gouvernement encore plus complétement désorganisée qu'il ne s'y était attendu. Meer Jaffier, qui avait perdu son fils aîné Meeran peu de temps auparavant, était mort pendant le voyage de Clive. Les fonctionnaires anglais de Calcutta avaient déjà reçu d'Angleterre l'ordre formel de ne plus accepter les présents des princes indigènes ; mais ils étaient avides de gain, ils n'étaient pas accoutumés à respecter les ordres de maîtres éloignés, ignorants et négligents, et ils mirent encore une fois le trône du Bengale en vente. Neuf des agents les plus puissants de la compagnie se partagèrent une somme de cent quarante mille livres sterling environ, et en considération de ce présent, un fils tout enfant du nabab qui venait de mourir fut placé sur le trône de son père. Clive reçut en arrivant la nouvelle de ce honteux marché. Dans une lettre particulière écrite à un ami intime, aussitôt qu'il eut pris terre, il épanchait son cœur dans un langage qui, venant d'un homme si entreprenant, si résolu et si peu enclin à un étalage théâtral de ses sentiments, nous paraît singulièrement touchant : « Hélas ! dit-il, comme le nom anglais est tombé bas ! Je n'ai pu m'empêcher de payer le tribut de quelques larmes à la gloire de la nation anglaise, qui est disparue et perdue sans retour, je le crains. Cependant je le jure par le Grand Être qui sonde les cœurs, et envers lequel nous sommes tous responsables, s'il y a quelque chose

après cette vie ; je suis venu ici, l'âme au-dessus de toutes les corruptions et décidé à extirper ces maux terribles et toujours croissants, ou à mourir à la peine. »

Le conseil se réunit, et Clive lui annonça sa résolution inébranlable d'effectuer une réforme complète, et d'user à cet effet, dans toute son étendue, de la grande autorité civile et militaire qu'on lui avait conférée. Johnstone, l'un des hommes les plus hardis et les plus corrompus de l'assemblée, fit quelque apparence d'opposition. Clive l'interrompit et lui demanda avec hauteur s'il avait l'intention de mettre en question le pouvoir du nouveau gouvernement. Johnstone fut intimidé et nia toute intention de ce genre. Tous les visages s'allongèrent et pâlirent autour de la table du conseil, et on n'éleva pas une objection.

Clive tint sa parole. Il resta dix-huit mois environ dans les Indes, et dans ce court espace de temps, il accomplit l'une des réformes les plus étendues, les plus difficiles et les plus salutaires qu'aucun homme d'État ait jamais effectuées. Ce fut, plus tard, l'époque de sa vie qu'il se rappelait avec le plus vif orgueil. Il avait eu la faculté de tripler sa fortune déjà immense, de conniver à des abus tout en prétendant les faire cesser, de se concilier le bon vouloir de tous les Anglais qui se trouvaient au Bengale, en abandonnant à leur rapacité une race timide, sans appui, qui ne savait pas même où se trouvait l'île d'où lui arrivaient tant d'oppresseurs, et dont les plaintes avaient peu de chances de se faire entendre à travers un Océan de six mille lieues. Clive savait qu'en entreprenant sérieusement une œuvre de réforme, il soulèverait contre lui toutes les mauvaises passions. Il savait combien la haine de ces avides aventuriers serait implacable, lorsque, après avoir espéré d'accumuler en quelques mois

des fortunes suffisantes pour soutenir le rang de pair d'Angleterre, ils verraient tous leurs calculs déjoués. Mais il avait choisi la bonne part, et il appela toutes les forces de son âme à son aide pour livrer une bataille plus difficile que celle de Plassey. Au début, le succès paraissait impossible à espérer; mais les obstacles commencèrent bientôt à plier devant ce courage de feu et cette volonté ardente. Il fut absolument défendu de recevoir aucun présent des indigènes. Le commerce particulier fut interdit aux agents de la compagnie. La colonie tout entière se souleva comme un seul homme contre ces mesures. Mais l'inflexible gouverneur déclara que, s'il ne pouvait trouver d'appui à Fort-William, il s'en procurerait ailleurs, et il fit venir de Madras des employés civils pour l'aider à faire marcher l'administration. Il destitua les plus factieux parmi les opposants. Le reste se soumit à ce qu'on ne pouvait éviter, et toute résistance disparut au bout de peu de temps.

Clive était trop sage pour ne pas comprendre qu'il fallait attribuer en partie les abus récents à une cause qui ne pouvait manquer de produire des abus de même nature dès que disparaîtrait le poids de sa puissante main. La compagnie avait adopté, par rapport aux appointements de ses employés, une maxime erronée. Les salaires étaient trop peu considérables pour permettre même le luxe nécessaire à la santé et au bien-être des Européens sous le tropique. Il était impossible de mettre de côté une roupie sur d'aussi faibles émoluments. On ne pouvait supposer que des hommes doués seulement d'une intelligence ordinaire consentissent à passer dans l'exil les plus belles années de leur vie, sous un soleil brûlant, sans autre avantage que ces gages mesquins. Il

avait donc été de bonne heure entendu que les employés de la compagnie étaient libres de s'enrichir par leur commerce particulier. Cette habitude avait fait un tort grave aux intérêts commerciaux de la corporation. Sir Thomas Roe, cet intelligent observateur, pressa vivement les directeurs, sous le règne de Jacques I[er], d'appliquer un remède à cet abus : « Interdisez absolument le commerce particulier, disait-il, vos affaires en seront mieux faites. Je sais que cela est dur. Les gens disent qu'ils ne travaillent pas uniquement pour des gages. Vous leur enlèverez ce prétexte si vous leur donnez des gages considérables qui les satisfassent : alors vous saurez ce que vous donnez. »

En dépit de cet excellent conseil, la compagnie persistait dans l'ancien système, donnait de faibles appointements et concourait aux bénéfices indirects des employés. Un membre du conseil recevait alors seulement trois cents livres sterling par an. Cependant il était notoire qu'un fonctionnaire de ce rang ne pouvait vivre dans l'Inde à moins de dépenser dix fois cette somme, et on ne pouvait s'attendre à le voir se contenter de vivre largement dans l'Inde sans mettre quelque chose de côté pour le moment du retour en Angleterre. Avant la conquête du Bengale, ce système, qui pouvait influer sur les dividendes à payer aux propriétaires, ne pouvait guère faire d'autre mal. Mais la compagnie était devenue un gouvernement. On pouvait encore appeler ses employés des agents, des négociants de seconde classe, des négociants de première classe; ils étaient en réalité les proconsuls, les propréteurs, les procurateurs de vastes régions. Ils avaient une puissance immense. Tout le monde reconnaissait que leur salaire régulier était in-

suffisant. Les anciens usages du service et la permission tacite de leurs chefs leur donnaient le droit de s'enrichir par des voies indirectes; c'était là l'origine de l'épouvantable oppression et de la corruption qui désolaient le Bengale. Clive vit clairement qu'il était absurde de remettre le pouvoir aux mains des gens pour leur demander ensuite de vivre dans la pénurie. Il en conclut avec raison que nulle réforme ne serait efficace sans une mesure qui permît de rémunérer largement les employés civils de la compagnie. Il savait que les directeurs n'étaient pas disposés à sanctionner une augmentation de salaire qui serait tirée de leur trésor. La seule conduite qui restât possible a exposé Clive à voir ses actions souvent présentées sous un faux jour; mais il fut, à notre avis, parfaitement justifiable en l'adoptant. Il appliqua à l'entretien du service civil le monopole du sel qui a constitué jusqu'à notre temps l'une des principales sources du revenu de l'Inde, et il en distribua le revenu d'après une échelle qui paraît avoir été assez raisonnablement calculée. Ses ennemis l'accusèrent en conséquence et les historiens l'ont accusé, après eux, d'avoir désobéi à ses instructions, manqué à ses promesses, et autorisé l'abus qu'il avait mission de détruire, c'est-à-dire le commerce des employés de la compagnie. Mais tous les juges impartiaux et sagaces admettront qu'il n'y avait en réalité rien de commun entre le système qu'il fonda et celui qu'il était chargé de détruire. Le monopole du sel était une source de revenus pour le gouvernement de l'Inde avant la naissance de Clive. Il continua d'en être ainsi longtemps après sa mort. Les employés civils avaient évidemment droit d'être soutenus par les revenus locaux; et Clive se borna à charger de leur

entretien une certaine branche de ces revenus. Tout en mettant un terme aux pratiques qui avaient donné si rapidement naissance à des fortunes colossales, Clive donnait ainsi, à tous les fonctionnaires anglais employés en Orient, les moyens d'acquérir lentement, mais sûrement, de l'aisance. Cependant, telle est l'injustice humaine qu'aucun des actes qui souillèrent véritablement la vie de Clive ne lui a attiré autant de blâme que cette mesure qui était en réalité une réforme nécessaire au succès de toutes ses autres réformes.

Il avait réprimé l'opposition dans le service civil ; celle de l'armée était plus redoutable. Quelques-unes des économies ordonnées par les directeurs touchaient aux intérêts du service militaire, et il en résulta une tempête que César lui-même n'eût pas affrontée volontiers. Il n'était pas indifférent de rencontrer la résistance de ceux qui tenaient entre leurs mains la puissance du glaive, dans un pays gouverné uniquement par le glaive. Deux cents officiers anglais entrèrent dans une conspiration contre le gouvernement, et résolurent de donner tous leur démission le même jour, convaincus que Clive accepterait toutes les conditions plutôt que de voir sans chefs l'armée de laquelle dépendait entièrement l'empire anglais en Orient. Ils ne savaient guère à quel caractère indomptable ils avaient affaire. Clive conservait autour de sa personne quelques officiers sur lesquels il pouvait compter. Il fit demander d'autres officiers au fort Saint-George. Il donna même des commissions à des agents commerciaux qui étaient disposés à le soutenir dans cette crise, et il envoya l'ordre d'amener à l'instant à Calcutta tout officier qui donnerait sa démission. Les conspirateurs s'aperçurent qu'ils avaient

mal calculé. Le gouverneur fut inflexible. Les troupes restèrent fermes. Les Cipayes, sur lesquels Clive avait toujours exercé une influence extraordinaire, lui témoignèrent une fidélité inébranlable. Les meneurs du complot furent arrêtés, jugés et cassés. Les autres, humiliés et découragés, demandèrent la permission de retirer leur démission. Plusieurs avouèrent leur repentir avec larmes. Clive traita avec bonté les jeunes coupables. Il usa d'une sévérité inflexible envers les chefs du complot, mais sa sévérité ne fut souillée par aucune apparence de malveillance personnelle. Tandis qu'il maintenait rigidement l'autorité légitime de sa charge, il laissait passer avec un magnanime dédain les insultes et les injures qui lui étaient personnelles. Un des conspirateurs fut accusé d'avoir projeté l'assassinat du gouverneur; mais Clive refusa d'écouter l'accusation: « Ces officiers, » dit-il, « sont des Anglais, non des assassins. »

Pendant qu'il réformait le service civil et qu'il établissait son autorité sur l'armée, il n'était pas moins heureux dans sa politique étrangère. Son arrivée sur le sol de l'Inde fut immédiatement le signal de la paix. Le nabab d'Oude à la tête d'une armée considérable se trouvait alors sur la frontière du Bahart. Un grand nombre d'Afghans et de Mahrattes l'avaient rejoint, et on avait bien des raisons de craindre une coalition générale des puissances indigènes contre les Anglais. Mais le nom de Clive supprima à l'instant toute opposition. L'ennemi implora la paix dans les termes les plus humbles, et accepta toutes les conditions que le nouveau gouverneur voulut lui dicter.

Au même moment, le gouvernement fut établi dans le Bengale sur une base nouvelle. Le pouvoir des Anglais

dans cette province n'avait jamais été jusqu'alors bien défini. Il ne faisait pas partie de l'ancienne constitution de l'empire, et n'avait jamais été reconnu par aucun traité. Il rappelait le pouvoir que les grands chefs de mercenaires étrangers, les Ricimer et les Odoacre, exerçaient en Italie pendant la décrépitude de l'empire d'Occident, lorsqu'ils élevaient et renversaient à leur gré une série de princes insignifiants décorés des titres de César et d'Auguste. Mais dans l'Inde comme dans l'Italie, les guerriers étrangers trouvèrent à la fin utile de donner à une domination fondée par les armes la sanction de la loi et des autorités anciennes. Théodoric crut de bonne politique d'obtenir de la cour éloignée de Byzance une ordonnance qui le nommait gouverneur de l'Italie, et Clive, d'après le même système, s'adressa à la cour de Delhi, pour obtenir la commission officielle du pouvoir qu'il possédait déjà en réalité. Le Mogol était sans forces, et tout en murmurant il avait de bonnes raisons d'être satisfait des bonnes roupies que les Anglais étaient disposés à lui donner, et qu'il n'aurait jamais pu leur arracher, en échange d'un écrit en caractère persan qui ne lui coûtait rien. Le marché fut bientôt conclu, et le souverain titulaire de l'Indoustan promulgua une ordonnance autorisant la compagnie à recevoir et à administrer les revenus du Bengale, d'Orissa et du Bahar.

Il y avait encore un nabab qui se trouvait, vis-à-vis des autorités anglaises, dans la situation qu'occupaient les faibles restes de la race mérovingienne, les derniers Chilpéric et Childéric, envers leurs habiles et vigoureux maires du palais, Charles-Martel et Pépin. Clive résolut un moment de se débarrasser complétement de ce fantôme; mais il crut plus tard que le nom du nabab pour-

rait encore être utile, particulièrement dans les relations avec les autres nations de l'Europe. Il pensait que les Français, les Hollandais et les Danois se soumettraient plus volontiers à l'autorité du prince indigène qu'ils avaient toujours eu l'habitude de respecter, qu'à celle d'une corporation commerciale et rivale. Cette politique pouvait alors être judicieuse; mais on reconnut bientôt que la feinte était trop transparente pour tromper personne, et on y renonça complétement. L'héritier de Meer Jaffier réside encore à Moorshedabad, l'ancienne capitale de sa maison; il porte encore le titre de nabab; les Anglais l'appellent encore « Votre Altesse, » et lui permettent de conserver une partie de la pompe royale qui entourait ses ancêtres. Le gouvernement lui paie tous les ans une pension de cent soixante mille livres sterling. Sa voiture est entourée par des gardes et précédée par des serviteurs qui portent des masses d'argent. L'autorité ordinaire des ministres de la justice n'a point d'action sur sa personne ni dans son palais. Mais il n'a pas un atome de pouvoir politique, et n'est en fait qu'un noble et riche sujet de la Compagnie.

Il eût été aisé à Clive, pendant sa seconde administration du Bengale, d'amasser des richesses supérieures à toutes celles que des sujets possédaient en Europe. Il eût pu, sans soumettre les habitants riches de la province à une oppression plus forte que celle qu'exerçaient communément sur eux les plus doux d'entre leurs princes, recevoir tous les ans des présents qui se seraient élevés à trois cent mille livres sterling. Les princes des environs eussent volontiers acheté sa faveur n'importe à quel prix. Le rajah de Bénarès lui offrit des diamants d'une grande valeur. Le nabab d'Oude le pressa d'accep-

ter une grosse somme d'argent, et une cassette de joyaux précieux. Clive refusa courtoisement, mais péremptoirement, et il faut remarquer qu'il ne se fit pas un mérite de son refus, car ces faits ne furent connus qu'après sa mort. Il tenait un compte exact de ses appointements, de sa part dans les bénéfices provenant du commerce du sel, et des présents que, d'après les habitudes de l'Orient, il eût été de mauvaise grâce de refuser. Il paya, sur la somme provenue de ces ressources, les dépenses exigées par sa situation. Il partagea le reste entre les quelques amis fidèles qui l'avaient accompagné dans l'Inde. Il se vanta toujours et, autant qu'on en peut juger, il se vanta justement, d'avoir diminué et non augmenté sa fortune pendant sa dernière administration.

Il accepta à la vérité une grosse somme. Meer Jaffier lui avait laissé par testament plus de soixante mille livres sterling en espèces et en bijoux; les règlements qu'on venait d'instituer concernaient seulement les présents des vivants et ne s'étendaient pas aux legs des morts. Clive accepta l'argent, mais non pour lui-même. Il remit la somme entière aux mains de la compagnie, pour le bénéfice des officiers et des soldats de son armée mis hors de service. Le fonds qui porte encore son nom doit son origine à ce don princier.

Après un séjour de dix-huit mois dans le Bengale, l'état de la santé de Clive l'obligea à retourner en Europe. Il quitta, pour la dernière fois, au mois de janvier 1767, le pays sur les destinées duquel il avait exercé une si grande influence.

Son second retour du Bengale ne fut pas salué, comme le premier, par les acclamations de ses compatriotes. Les

causes nombreuses qui empoisonnèrent le reste de sa vie, et qui le firent prématurément descendre dans le tombeau, étaient déjà à l'œuvre. Ses anciens ennemis étaient encore puissants et actifs dans le conseil de la compagnie des Indes, et ils avaient reçu le renfort d'une troupe considérable d'alliés dont la violence dépassait infiniment la leur. Toute la horde des pillards et des oppresseurs dont Clive avait délivré le Bengale, le persécutait avec la rancune implacable qui appartient à ces natures abjectes. Beaucoup d'entre eux placèrent leur fortune dans les fonds de la compagnie des Indes, uniquement afin d'être mieux en état de tourmenter l'homme dont la fermeté avait mis des bornes à leur rapacité. On fonda, dans le seul but de l'injurier, des journaux mensongers, et la disposition de l'esprit public était telle alors que ces machinations qui, dans un temps ordinaire, n'eussent eu aucun effet contre la vérité et le mérite, produisirent une impression extraordinaire.

Les grands événements qui s'étaient passés dans les Indes avaient appelé à l'existence une nouvelle classe d'Anglais, que leurs compatriotes appelaient des nababs. Ces individus appartenaient en général à des familles qui n'étaient ni anciennes ni riches; on les avait envoyés de bonne heure en Orient, et ils avaient amassé là de grandes fortunes qu'ils avaient rapportées dans leur pays natal. Il était naturel que, n'ayant pas eu beaucoup d'occasions de fréquenter la bonne compagnie, ils fissent preuve d'un peu de cette gaucherie et de ce faste ordinaires aux parvenus. Il était naturel qu'ils eussent contracté, pendant leur séjour en Asie, des goûts et des habitudes qui étonnaient les gens qui n'avaient jamais quitté l'Europe et leur répugnaient souvent. Il était naturel qu'après

avoir joui en Orient d'une grande considération, ils ne fussent pas disposés à rentrer dans l'obscurité en Angleterre; et comme ils avaient de l'argent sans avoir ni naissance ni grandes relations, il était naturel qu'ils déployassent d'une manière un peu importune le seul avantage qu'ils possédassent. Partout où ils s'établissaient, une espèce de lutte naissait entre eux et les grands seigneurs ou les gentilshommes du pays, lutte semblable à celle qui exista si longtemps en France entre les fermiers généraux et les marquis. Cette antipathie pour l'aristocratie resta longtemps un trait distinctif des employés de la compagnie. Plus de vingt ans après l'époque dont nous parlons, Burke déclarait qu'on pouvait ranger parmi les Jacobins presque tous les hommes revenus des Indes orientales « qui ne peuvent supporter de ne pas voir leur importance actuelle au niveau de leur fortune. »

Les nababs devinrent bientôt une classe de gens fort impopulaires. Quelques-uns d'entre eux avaient fait preuve en Orient de facultés éminentes et rendu de grands services à l'État; mais en Angleterre leurs talents ne paraissaient pas à leur avantage, et leurs services étaient peu connus. On savait qu'ils étaient d'une extraction obscure, qu'ils avaient acquis une grande fortune, qu'ils l'étalaient insolemment, qu'ils la dépensaient avec extravagance, qu'ils faisaient hausser le prix de toutes les denrées de leur voisinage, depuis les œufs frais jusqu'aux bourgs pourris, que leurs livrées effaçaient celles des ducs, que leurs voitures étaient plus belles que celle du lord-maire, que l'exemple de leurs maisons nombreuses et mal gouvernées corrompait la moitié des domestiques du pays, qu'il y avait parmi eux des gens qui, avec toute leur magnificence, ne pouvaient acquérir

le ton de la bonne compagnie, et qui, en dépit de leurs écuries et de la foule de leurs serviteurs, en dépit de leur vaisselle plate et de leur porcelaine de Saxe, en dépit de la venaison et du vin de Bourgogne, restaient des gens mal élevés. Ces faits excitaient, dans la classe d'où ces gens-là étaient sortis et dans la classe où ils s'efforçaient d'entrer, cette violente aversion qui est l'effet d'un mélange d'envie et de mépris. Mais lorsqu'on en vint à dire que la fortune qui avait permis à son possesseur de distancer le lord-lieutenant sur le champ de course, ou de l'emporter dans les élections du comté sur le chef d'une maison aussi ancienne que le Doomesday Book, avait été amassée en violant la foi publique, en déposant des princes légitimes, en réduisant à la mendicité des provinces entières, tous les instincts les plus purs et les plus élevés de la nature humaine se joignirent aux sentiments bas et mauvais contre le misérable qui avait acquis par le crime et le déshonneur les richesses qu'il prodiguait avec une profusion insolente et sans élégance. Le malheureux nabab semblait un composé des ridicules que la comédie a toujours accablés de ses moqueries les plus impitoyables, et des crimes qui ont jeté le plus d'horreur sur la tragédie, un mélange de Turcaret et de Néron, de Monsieur Jourdain et de Richard III. Un ouragan de haine et de dérision, qu'on ne peut comparer qu'à l'explosion du sentiment public contre les Puritains, au moment de la restauration, éclata contre les employés de la compagnie. L'humanité de l'un était blessée de la manière dont ils avaient acquis leur argent, l'économie de l'autre de la manière dont ils le dépensaient. Les *Dilettanti* se moquaient de leur défaut de goût. Les élégants votaient contre eux dans les clubs à cause

de leur vulgarité. Les écrivains les plus divers en fait de sentiment et de style, les méthodistes et les libertins, les philosophes et les bouffons se trouvaient pour la première fois du même bord. Il serait à peine exagéré de dire que, pendant trente ans, toute la littérature légère de l'Angleterre fut empreinte des sentiments que nous venons de décrire. Foote mit sur le théâtre, comme personnage principal, un Anglo-Indou, dissolu, tyrannique, sans générosité, honteux des humbles amis de sa jeunesse, détestant l'aristocratie, ayant cependant un désir puéril d'en faire partie, prodiguant sa fortune à des entremetteurs et à des flatteurs, décorant ses porteurs de chaise des fleurs de serre les plus coûteuses, et étonnant les ignorants par un jargon mêlé de *roupies*, de *lacs* et de *jaghires*. Mackenzie peignit, avec des plaisanteries plus fines, une famille simple, vivant à la campagne, élevée tout à coup à l'opulence par la fortune que l'un de ses membres a amassée dans les Indes, et excitant la dérision par sa gauche imitation des manières des grands. Cowper, dans cette noble remontrance qui respire le souffle de l'inspiration des poëtes hébreux, plaçait l'oppression de l'Inde au premier rang de la liste des crimes nationaux dont Dieu punit l'Angleterre par des années de guerres désastreuses, par des défaites dans ses propres mers, et par la perte de son empire transatlantique. Si quelqu'un de nos lecteurs veut prendre la peine de chercher dans les recoins poudreux d'un cabinet de lecture, un roman publié il y a soixante ans, il y a bien des chances pour que le premier ou le second scélérat de l'histoire soit un vieux nabab farouche, avec une immense fortune, un teint basané, un foie en mauvais état, et un cœur dur.

Tel était, autant qu'on peut en juger maintenant, le sentiment du pays à l'égard des nababs en général. Clive était le nabab par excellence, le plus capable, le plus célèbre, le plus riche, et le plus haut placé de tous. Il étalait sa fortune d'une manière qui ne pouvait manquer d'exciter l'irritation. Il vivait avec une grande magnificence dans Berkeley-Square. Il éleva un palais dans le Shropshire et un autre à Claremont. Son influence parlementaire rivalisait avec celle des plus grandes familles. Mais l'envie trouvait quelque chose à dénigrer dans toute cette splendeur et cette puissance; la richesse et les dignités allaient aussi mal à quelques-uns de ses parents qu'à cette Margery Mushroom peinte par Mackenzie. Avec toutes ses grandes qualités, Clive n'était pas complétement exempt des faiblesses que les satiriques du temps représentaient comme les traits de la classe à laquelle il appartenait. En campagne, ses habitudes étaient remarquablement simples : il était toujours à cheval, ne paraissait jamais qu'en uniforme, ne portait jamais de vêtements de soie, n'entrait jamais dans un palanquin et se contentait des mets les plus ordinaires ; mais lorsqu'il n'était plus à la tête d'une armée, il mettait de côté cette tempérance spartiate pour se livrer au luxe et à l'ostentation d'un sybarite. Bien que sa tournure fût disgracieuse, et que l'expression sévère, intrépide et imposante de ses traits durs rachetât seule leur laideur, il aimait les habits riches et de couleurs gaies, et fournissait sa garde-robe avec une absurde profusion. Sir John Malcolm cite une lettre digne de sir Matthieu Mite dans laquelle Clive « commande deux cents chemises, ce qu'on peut avoir de plus beau et de meilleur pour amour ou pour argent. » Quelques folies de cette espèce, fort exagérées

par la renommée, firent une impression défavorable sur l'esprit du public. Mais ce n'était pas là ce qu'il y avait de pis. On faisait circuler sur sa conduite en Orient des histoires atroces dont la plupart étaient de pures inventions. Il eut à supporter tout ce qu'avaient d'odieux, non-seulement les mauvaises actions auxquelles il s'était abaissé une ou deux fois, mais encore toutes les mauvaises actions de tous les Anglais dans les Indes, de mauvaises actions commises en son absence, voire même de mauvaises actions contre lesquelles il avait énergiquement lutté et qu'il avait sévèrement punies. On lui imputa les abus contre lesquels il avait soutenu avec succès et résolution une guerre honorable. Il fut en un mot regardé comme la personnification de tous les vices et de toutes les faiblesses qu'à tort ou à raison le public attribuait aux aventuriers anglais en Asie. Nous avons nous-même entendu des vieillards qui ne savaient pas un mot de l'histoire de Clive, mais qui avaient conservé les préjugés de leur jeunesse, parler de lui comme d'un diable incarné. Johnson tenait toujours ce langage. Brown, que Clive employait à dessiner son parc, s'étonna de voir dans la maison de son noble client un coffre qui avait naguère été rempli d'or tiré du trésor de Moorshedabad, et il ne pouvait comprendre comment la conscience du criminel lui permettait de dormir en sentant un pareil objet à côté de sa chambre à coucher. Les paysans du comté de Surrey contemplaient avec une mystérieuse horreur le bâtiment imposant qui s'élevait à Claremont, et disaient tout bas que le méchant lord n'avait ordonné qu'on en fît les murs si épais qu'afin d'arrêter le diable qui devait un jour l'emporter corps et âme. Parmi les rustres qui écoutaient, la bouche béante, cette effrayante histoire,

se trouvait un jeune garçon fort laid et ne valant pas grand'chose, qui s'appelait Hunter, très-connu depuis sous le nom de William Huntington S. S., et la superstition, qui se mêlait si étrangement à la fourberie de ce remarquable imposteur, semble être provenue en partie des histoires qu'il avait entendu raconter sur la vie et le caractère de Clive.

Cependant l'impulsion que Clive avait donnée à l'administration du Bengale allait tous les jours s'affaiblissant; on avait abandonné sur plusieurs points sa politique; les abus qu'il avait réprimés commençaient à renaître, et à la fin une de ces terribles calamités que ne peut détourner le meilleur gouvernement vint aggraver les maux qu'un mauvais gouvernement avait engendrés. Pendant l'été de 1770, les pluies manquèrent, la terre était desséchée, les citernes vides, les rivières coulaient à peine dans leur lit, et la famine, une de ces famines connues seulement dans les pays où la nourriture de chaque ménage dépend de la récolte d'un petit coin de terre qu'il cultive, plongea la vallée du Gange tout entière dans le désespoir et la mort. Des femmes jeunes et délicates, qui n'avaient jamais levé leur voile devant le public, sortaient du fond des appartements où la jalousie orientale veillait naguère sur leur beauté, et se prosternaient aux pieds des passants en implorant à grands cris une poignée de riz pour leurs enfants L'Hoogley roulait tous les jours des milliers de cadavres devant les portiques et les jardins des conquérants anglais. Les rues mêmes de Calcutta étaient encombrées de morts et de mourants. Faibles et décharnés, ceux qui survivaient n'avaient pas la force de porter les corps de leurs parents sur le bûcher funeste ou au fleuve sacré ; ils ne pouvaient pas même écarter

les chacals et les vautours qui en plein jour se nourrissaient de restes humains. On ne put vérifier exactement le nombre des morts, mais on les comptait par millions. Ces tristes nouvelles ajoutèrent à l'agitation qui régnait déjà en Angleterre sur toutes les questions qui concernaient l'Inde. Les propriétaires des actions de la compagnie des Indes furent inquiets pour leurs dividendes. Tous les gens doués de quelque humanité furent touchés des souffrances de nos malheureux sujets, et l'indignation commença à se mêler à la pitié. On disait que les employés de la compagnie avaient occasionné la famine en monopolisant tout le riz du pays, qu'ils avaient vendu le grain huit, dix, douze fois le prix qu'ils l'avaient acheté, qu'un fonctionnaire anglais qui ne possédait pas cent guinées l'année précédente avait fait passer à Londres, dans ce moment de misère, soixante mille livres sterling. Nous ne croyons pas ces accusations fondées. Il est probable que les employés de la compagnie s'étaient aventurés, depuis le départ de Clive, à faire le commerce du riz. S'ils faisaient le commerce du riz, il est certain qu'ils durent gagner à la disette. Mais il n'y a aucune raison de croire qu'ils eussent amené ou aggravé un mal qui s'explique assez par les causes physiques. Le cri public qui s'éleva contre eux à cette occasion, était probablement aussi absurde que les imputations jetées jadis par les hommes d'État en Angleterre dans les temps de famine et par les juges contre les négociants en blé, imputations que répètent encore quelques vieilles femmes. L'indignation fut toutefois si vive et si générale qu'elle semble avoir fait impression même sur un esprit aussi fort au-dessus des préjugés vulgaires que celui d'Adam Smith. Ce qui est plus extraordinaire encore, c'est que

ces malheureux événements vinrent augmenter l'impopularité de lord Clive. Il était en Angleterre depuis plusieurs années quand la famine éclata; aucune de ses mesures n'avait la moindre tendance à produire une semblable calamité. Si les employés de la compagnie avaient fait le commerce des grains, ils l'avaient fait en contravention directe aux règlements qu'il avait institués et qu'il avait résolûment maintenus tant qu'il avait été au pouvoir. Mais aux yeux de ses compatriotes, il était, comme nous l'avons dit, le nabab par excellence, la personnification du caractère anglo-indou, et pendant qu'il bâtissait et qu'il plantait dans le comté de Surrey, on le tenait pour responsable d'une année de sécheresse dans le Bengale.

Le Parlement avait jusqu'alors accordé fort peu d'attention à nos possessions d'Orient. Depuis la mort de George II, une série de ministères faibles, tour à tour flattés et trahis par la Cour, s'étaient rapidement succédé les uns aux autres pour exercer un semblant de pouvoir. Les intrigues du palais, les émeutes de la capitale et les mouvements insurrectionnels des colonies américaines n'avaient pas laissé aux conseillers de la couronne beaucoup de loisir pour étudier les affaires de l'Inde. Lorsqu'ils intervenaient, leur intervention était faible et irrésolue. Lord Chatham à la vérité, pendant le court moment de sa suprématie dans le conseil de George III, avait conçu l'idée de proposer une mesure générale et hardie à propos des conquêtes de la compagnie; mais ses plans avortèrent, grâce à l'étrange maladie qui commença alors à obscurcir ses admirables facultés.

En 1772, tout le monde sentit enfin que le Parlement ne pouvait plus négliger les affaires de l'Inde. Le minis-

tère était plus fort que tous ceux qui avaient possédé le pouvoir depuis la rupture survenue en 1761 entre M. Pitt et le grand parti whig. Nulle question pressante de politique intérieure ou européenne n'exigeait l'attention des hommes politiques. On jouissait d'un moment de calme, court et trompeur, entre deux tempêtes. L'excitation causée par les élections du Middlesex s'était apaisée; le mécontentement de l'Amérique ne présageait pas encore la guerre civile; les embarras financiers de la compagnie amenèrent une crise; les ministres furent obligés de prendre la question en main, et l'orage qui s'amassait depuis si longtemps fondit enfin sur la tête de Clive.

Sa situation était singulièrement malheureuse. Il était détesté dans le pays, détesté dans le conseil de la compagnie, détesté surtout par les riches et puissants employés de la compagnie dont il avait réprimé la rapacité et la tyrannie. Il avait à porter le poids de ses bonnes et de ses mauvaises actions, de tous les abus commis et de toutes les réformes exécutées dans l'Inde. L'état du monde politique était tel qu'il ne pouvait compter sur l'appui d'aucun allié puissant. Le parti auquel il appartenait naguère, celui de George Grenville, avait été hostile au gouvernement, et pourtant ne s'était jamais franchement uni aux autres sections de l'opposition, à la petite bande de ceux qui suivaient encore la fortune de lord Chatham, ou au corps considérable et respectable dont lord Rockingham était le chef avoué. George Grenville était mort; ses partisans étaient dispersés, et Clive, sans relation avec les puissantes factions qui divisaient le Parlement, ne pouvait compter que sur les votes des membres qu'il avait fait élire. Ses ennemis, surtout les ennemis de ses vertus, étaient féroces,

implacables, sans scrupules. Leur malice ne tendait à rien moins qu'à la ruine absolue de sa fortune et de sa réputation. Ils souhaitaient de le voir expulsé du Parlement et dépouillé de ses éperons, de voir ses biens confisqués, et on peut se demander si un pareil résultat aurait suffi pour assouvir leur soif de vengeance.

La tactique parlementaire de Clive ressembla à sa tactique militaire. Abandonné, entouré, accablé par le nombre, voyant tout ce qui lui était cher en péril, il ne daigna pas même rester sur la défensive, et poussa hardiment en avant son attaque. Au commencement de la discussion sur les affaires de l'Inde, il se leva, et dans un discours long et fort préparé, se justifia d'une grande partie des accusations qu'on mettait en avant contre lui. On dit qu'il produisit une grande impression sur ses auditeurs. Lord Chatham, qui était alors l'ombre de lui-même, mais qui aimait à hanter le théâtre de sa gloire, se trouvait ce soir-là sous la galerie de la Chambre des communes, et il déclara qu'il n'avait jamais entendu un plus beau discours. Clive le fit imprimer plus tard, et même quand on a fait la plus large part au secours qu'il a pu recevoir de ses amis littéraires, le discours prouve que Clive possédait non-seulement un jugement sain et un grand courage, mais encore un talent pour la discussion et la déclamation qui aurait pu, s'il eût été cultivé avec soin, s'élever au plus haut degré de distinction. Il se borna, dans cette occasion, à défendre les mesures de sa dernière administration, et il y réussit assez pour que ses ennemis crussent désormais plus prudent de diriger à l'avenir leurs principales attaques contre la première partie de sa vie.

Cette époque présentait malheureusement à leur ani-

mosité quelques points attaquables. On nomma au scrutin une commission chargée de faire une enquête sur les affaires de l'Inde, et cette commission examina avec un soin malveillant toute l'histoire de la grande révolution qui avait renversé Surajah Dowlah et placé Meer Jaffier sur le trône. Clive fut soumis à des interrogatoires minutieux et réitérés, et se plaignit ensuite amèrement de ce qu'on l'avait traité, lui, le baron de Plassey, comme un voleur de moutons. La hardiesse et la franchise de ses réponses suffiraient seules à prouver combien les ruses auxquelles il s'était abaissé parfois, dans le cours de ses négociations avec les Orientaux, étaient étrangères à sa nature. Il avoua la fraude qu'il avait employée pour tromper Omichund, et dit résolûment qu'il n'en avait pas honte, et qu'il agirait encore de même, dans la même situation. Il reconnut qu'il avait reçu des dons immenses de Meer Jaffier, mais il nia que ce fût aux dépens d'aucune obligation d'honneur ou de moralité. Il décrivit, dans un langage animé, la position où l'avait placé sa victoire : un grand prince dépendant de son bon plaisir, une cité opulente craignant d'être livrée au pillage, de riches banquiers enchérissant les uns sur les autres pour obtenir de lui un sourire, des caves remplies d'or et de bijoux ouvertes à lui seul : « Par Dieu, monsieur le président, » s'écria-t-il, « je m'étonne, à l'heure qu'il est, de ma modération. »

L'enquête s'étendit si loin que la session fut levée avant qu'elle fût achevée ; on la continua dans la session suivante. Lorsque la commission eut achevé ses travaux, les hommes éclairés et impartiaux n'eurent pas grande peine à prendre un parti sur la décision. Il était évident que Clive avait été coupable de certains actes qu'on ne

pouvait justifier sans porter atteinte à l'autorité des lois les plus sacrées qui régissent les relations des individus et des États; mais il était également évident qu'il avait déployé un grand talent, voire même une grande vertu; qu'il avait rendu des services éminents à son pays et à la population de l'Inde, et que ce n'était pas, à vrai dire, pour ses rapports avec Meer Jaffier, ni pour la ruse dont il avait usé envers Omichund, mais bien pour son énergique résistance à la rapacité et à la tyrannie qu'il se trouvait mis en cause.

La justice criminelle ordinaire ne connaît pas les compensations. On ne peut faire valoir l'action la plus méritoire pour répondre à l'accusation la plus légère. Un homme qui a vendu de la bière un dimanche matin ne peut rappeler pour sa défense qu'il a sauvé, au risque de sa vie, celle d'un de ses semblables. S'il a attelé un chien de Terre-Neuve à la voiture de son petit enfant, il ne peut rappeler pour sa défense qu'il a été blessé à Waterloo. Mais ce n'est pas ainsi qu'il faut traiter des hommes qui, élevés au-dessus des entraves ordinaires, soumis à des tentations plus qu'ordinaires, ont droit à une mesure extraordinaire d'indulgence. De tels hommes devraient être jugés par leurs contemporains comme ils le seront par la postérité. Il ne faudrait, certes, pas qualifier de bonnes leurs mauvaises actions, mais il faudrait peser avec équité leurs bonnes et leurs mauvaises actions; et si, tout compte fait, le bien l'emportait, la sentence devrait exprimer non-seulement l'acquittement, mais l'approbation. Il n'y a pas dans l'histoire un seul grand homme qui pût être absous par un juge qui tiendrait obstinément les yeux fixés sur un ou deux actes injustifiables. Bruce, le libérateur de l'Écosse,

Maurice de Saxe, le libérateur de l'Allemagne, Guillaume d'Orange, le libérateur de la Hollande, Murray, le bon régent, Cosme de Médicis, le père de la patrie, Henri IV de France, Pierre le Grand de Russie, comment le meilleur d'entre eux supporterait-il un pareil examen? L'histoire contemple les choses de plus haut, et le meilleur tribunal pour les grands procès politiques est le tribunal qui anticipe sur la sentence de l'histoire.

Les hommes raisonnables et modérés de tous les partis éprouvaient ce sentiment dans l'affaire de Clive. Ils ne pouvaient déclarer qu'il fût irréprochable, mais ils n'étaient pas disposés à l'abandonner à cette meute de misérables pleins de bassesse et de rancune qui l'avaient mis aux abois, et voulaient le mettre en pièces. Lord North, qui ne lui était pas très-favorable, n'avait pas envie de se porter contre lui à des extrémités. Pendant que l'enquête se poursuivait, Clive, qui avait été créé chevalier du Bain quelques années auparavant, fut reçu avec grande pompe dans la chapelle de Henri VII Il fut nommé quelque temps après lord lieutenant du Shropshire. Quand il se présenta pour le baisemain, George II, qui avait toujours été bien disposé pour lui, l'admit à une audience particulière, lui parla une demi-heure des affaires de l'Inde, et fut visiblement ému quand le général qu'on persécutait rappela ses services et la façon dont on les avait récompensés.

L'accusation arriva enfin, sous une forme précise, devant la Chambre des communes. Burgoyne, président du comité, homme du monde, plein d'esprit et d'honneur, auteur dramatique agréable, dont on n'avait jamais mis en question le courage militaire, et dont on estimait fort

la capacité, fut chargé de soutenir l'accusation. Les membres du cabinet se rangèrent des deux côtés, car toutes les questions étaient libres alors, à l'exception des propositions présentées par le gouvernement, ou de celles qui impliquaient quelque blâme contre le gouvernement. Le procureur général Thurlow faisait partie des assaillants. L'avocat général Wedderburne, sincèrement attaché à Clive, défendit son ami avec une rare vigueur d'arguments et de langage. Il est curieux de remarquer que Thurlow fut quelques années plus tard le champion le plus résolu de Warren Hastings, tandis que Wedderburne se trouvait parmi les plus impitoyables persécuteurs de cet homme d'État, grand malgré ses défauts. Clive se défendit lui-même, moins longuement et avec moins d'art que l'année précédente, mais avec beaucoup d'énergie et d'une manière touchante. Il rappela ses grandes actions et les injures qu'il avait subies ; puis recommandant à ses auditeurs de se souvenir qu'ils allaient prononcer non-seulement sur son honneur, mais sur le leur propre, il quitta la Chambre.

Les Communes décidèrent que les conquêtes dues aux armes de l'État appartiennent à l'État seul, et qu'il est illégal, de la part des serviteurs de l'État, de se les approprier. On décida que cette règle salutaire semblait avoir été systématiquement violée dans le Bengale par les fonctionnaires anglais. Le lendemain on fit un pas de plus, et la Chambre décida que Clive avait obtenu de grosses sommes de Meer Jaffier, au moyen du pouvoir dont il disposait en qualité de commandant des forces anglaises dans l'Inde. Ici la Chambre s'arrêta. Elle avait voté les deux parties du syllogisme de Burgoyne, mais elle répugnait à en tirer les conséquences logiques. Quand

on proposa de déclarer que lord Clive avait abusé de son pouvoir et donné un mauvais exemple aux serviteurs du public, la question préalable fut mise aux voix et passa. Enfin, longtemps après que le jour se fut levé sur un débat très-animé, Wedderburne proposa de déclarer qu'en même temps lord Clive avait rendu à son pays de grands et méritoires services, et la proposition passa sans que la Chambre eût besoin de se diviser.

Le résultat de cette mémorable enquête nous paraît, à tout prendre, faire honneur à la justice, à la modération et au jugement de la Chambre des communes. Ses membres n'avaient pas, à vrai dire, de bien fortes tentations de condamner Clive. Ils auraient été de mauvais juges d'une accusation portée contre Jenkinson ou contre Wilkes; mais la question qui concernait Clive n'était pas une question de parti, et la Chambre agit avec le bon sens et les bons sentiments qu'on peut toujours attendre d'une assemblée d'Anglais bien élevés, quand ils ne sont pas aveuglés par la passion.

Les procédés équitables et modérés de la Chambre des communes furent mis en relief par un grand contraste. Le misérable gouvernement de Louis XV avait assassiné, directement ou indirectement, presque tous les Français qui avaient servi leur pays avec distinction dans l'Orient. M. de Labourdonnais fut jeté à la Bastille. Après de longues années de souffrance, il n'en sortit que pour mourir. Dupleix, dépouillé de son immense fortune, le cœur brisé par les humiliations qu'il avait subies en attendant dans les antichambres, descendit ignoré au tombeau. Lally fut traîné au lieu ordinaire des exécutions, un bâillon entre les dents. Les Communes d'Angleterre, d'autre part, traitaient leur général encore vivant avec le

discernement et la justice qu'on témoigne rarement, si ce n'est aux morts. La Chambre établit des principes généraux, sains et justes; elle indiqua délicatement les points sur lesquels Clive s'était éloigné de ces principes, et tempéra cette légère semonce par de justes éloges. Ce contraste frappa Voltaire, toujours partial pour l'Angleterre, et toujours empressé de démontrer les torts des Parlements français. Il paraît même qu'il avait, à cette époque, l'intention d'écrire l'histoire de la conquête du Bengale. Il parla de son projet au docteur Moore quand cet amusant écrivain alla le voir à Ferney. Wedderburne prit grand intérêt à ce dessein, et pressa Clive de fournir des matériaux. S'il eût exécuté son plan, Voltaire aurait certainement publié un livre contenant beaucoup de récits animés et pittoresques, beaucoup de sentiments justes et humains exprimés d'une manière frappante, beaucoup de bévues plaisantes, beaucoup de moqueries à propos de la chronologie de Moïse, beaucoup d'anecdotes scandaleuses à propos des missionnaires catholiques, et beaucoup de traits de théo-philanthropie sublime qu'il aurait dérobés au Nouveau Testament pour les mettre dans la bouche de brahmes vertueux et philosophes.

Clive put enfin jouir avec sécurité de sa fortune et de ses honneurs. Il était entouré d'amis et de parents dévoués, et il n'avait pas encore passé l'âge de la vigueur du corps et de l'esprit. Mais les nuages s'amoncelaient depuis longtemps sur son esprit qui fut bientôt plongé dans d'épaisses ténèbres. Il était sujet depuis sa jeunesse à des accès de cette mélancolie noire qui fait que les hommes « seraient ravis de joie et auraient de grands transports s'ils trouvaient le sépulcre. » Pendant qu'il était encore employé à Madras, il avait tenté deux fois

de se tuer. L'occupation et la prospérité avaient eu d'heureux effets sur son esprit. Dans l'Inde, pendant qu'il était absorbé par de grandes affaires, et en Angleterre, pendant que le rang et la richesse avaient encore le charme de la nouveauté, il avait résisté à sa tristesse naturelle. Mais il n'avait plus rien à faire ni à désirer. Son esprit actif languissait et dépérissait dans l'inaction comme une plante dans une atmosphère qui ne lui convient pas. La malveillance que ses ennemis avaient déployée en le poursuivant, l'indignité du traitement qu'il avait subi de la part du comité, la censure qu'avait prononcée la Chambre des communes, quelque adoucie qu'elle fût, le sentiment qu'un grand nombre de ses concitoyens le regardaient comme un tyran cruel et perfide, tout contribuait à l'irriter et à l'abattre. En même temps des souffrances physiques aiguës agissaient sur son caractère. Durant sa longue résidence dans un climat brûlant, il avait contracté plusieurs maladies douloureuses. Afin de se procurer quelque soulagement, il avait appelé l'opium à son aide, et il devint peu à peu l'esclave de ce perfide allié. Jusqu'au dernier moment pourtant, un éclair de génie venait quelquefois traverser sa mélancolie. On dit qu'après avoir passé plusieurs heures dans le silence et l'assoupissement, il lui arrivait parfois de se réveiller pour discuter quelque grande question ; il déployait alors dans toute leur vigueur les facultés du soldat et de l'homme d'État ; puis il se laissait retomber dans son mélancolique repos.

Les querelles avec l'Amérique étaient devenues si graves qu'un appel aux armes semblait inévitable, et les ministres désiraient profiter des services de Clive. S'il eût encore été ce qu'il était quand il fit lever le siége de

Patna et qu'il détruisit l'armée et la flotte hollandaises à l'embouchure du Gange, il est probable que la résistance des colons eût été domptée, et que l'inévitable séparation eût été retardée de quelques années. Mais il était trop tard; cet énergique esprit succombait à des souffrances de tout genre. Clive mourut de sa propre main le 22 novembre 1774. Il venait d'entrer dans sa quarante-neuvième année.

Le vulgaire ne vit autre chose, dans la fin terrible de tant de gloire et de prospérité, que la confirmation de ses préjugés; et quelques hommes d'une piété et d'un talent véritables oublièrent les maximes de la religion et de la philosophie, au point d'attribuer hautement ce lugubre événement à la juste vengeance de Dieu et aux horreurs d'une mauvaise conscience. C'est avec des sentiments bien différents que nous contemplons le spectacle d'un grand esprit ruiné par la lassitude de la satiété, par les souffrances de l'honneur blessé, par des maladies fatales, et par un remède plus fatal encore.

Clive commit de grandes fautes, et nous n'avons pas cherché à les cacher; mais lorsqu'on pèse ses fautes avec ses mérites, et qu'on les considère en regard de ses tentations, il ne nous paraît pas qu'elles doivent le priver de ses droits à tenir une place honorable dans l'estime de la postérité.

Le renom des armes anglaises dans l'Orient date de la première visite de Clive aux Indes. Jusqu'à son apparition, ses compatriotes passaient pour de simples colporteurs, tandis qu'on regardait respectueusement les Français comme un peuple fait pour vaincre et pour gouverner. Son courage et sa capacité rompirent le charme. La défense d'Arcot commença en Orient cette longue série de

triomphes qui finit à la prise de Ghizni. Il ne faut pas oublier qu'il n'avait que vingt-cinq ans lorsqu'il prouva qu'il était mûr pour le commandement militaire. C'est une distinction rare, sinon unique. Alexandre le Grand, Condé et Charles XII gagnèrent à la vérité de grandes batailles dans un âge plus tendre encore; mais ces princes étaient entourés de vieux généraux d'une habileté consommée, aux conseils desquels il faut attribuer les victoires du Granique, de Rocroi et de Narva. Clive était jeune et sans expérience, mais il en avait plus qu'aucun de ceux qui servaient sous lui. Il fut obligé de se former lui-même, de former ses officiers et son armée. Autant que nous pouvons nous souvenir, le seul homme qui ait donné aussi jeune d'aussi grandes preuves de talent militaire, c'est Napoléon Bonaparte.

L'ascendant politique des Anglais dans l'Inde date de la seconde visite de Clive dans ce pays. Son habileté et sa résolution réalisèrent, et au delà, dans l'espace de quelques mois, toutes les splendides visions qui avaient pu traverser l'esprit de Dupleix. Le plus heureux des proconsuls n'ajouta jamais à l'empire romain une pareille étendue de territoire cultivé, ni des revenus aussi considérables, ni une pareille multitude de sujets. Jamais d'aussi riches dépouilles ne passèrent sous les arcs de triomphe, ne traversèrent la voie Sacrée et le Forum encombré par la multitude, pour s'arrêter au seuil du temple de Jupiter Tarpéien. La renommée des vainqueurs d'Antiochus et de Tigrane pâlit devant les glorieux exploits qu'accomplit le jeune aventurier anglais à la tête d'une armée qui n'égalait pas en nombre la moitié d'une légion romaine. La pureté de l'administration de notre empire d'Orient

date de la troisième visite de Clive dans l'Inde. Lorsqu'il débarqua à Calcutta en 1763, on regardait le Bengale comme un lieu où l'on envoyait les Anglais pour y devenir riches le plus tôt possible et par tous les moyens. Clive engagea le premier une guerre infatigable et impitoyable contre ce système gigantesque d'oppression, d'extorsion et de corruption. Il mit bravement au jeu dans cette guerre son repos, sa réputation et son immense fortune. Le même sentiment de justice qui nous défend de cacher ou de pallier les fautes de la première partie de sa vie, nous oblige à dire que ces fautes furent noblement réparées. Si l'opprobre de la compagnie et de ses employés a été effacé; si le joug d'un maître étranger, partout ailleurs le plus pesant de tous les jougs, s'est trouvé plus léger dans l'Inde que celui de toutes les dynasties indigènes; si, à cette horde de voleurs publics qui répandaient jadis l'effroi dans toute la plaine du Bengale, on a vu succéder un corps de fonctionnaires aussi éminents par leur intégrité, leur désintéressement et leur esprit public que par leur capacité et leur activité; si nous voyons de nos jours des hommes comme Munro, Elphinstone et Metcalfe, après avoir conduit leurs armées à la victoire, après avoir déposé et couronné des rois, revenir dans leur patrie fiers de leur honorable pauvreté, en quittant un pays qui offrait naguère à tous les agents avides l'espoir de richesses incalculables, l'honneur en est dû en grande mesure à Clive. Son nom est placé très-haut sur la liste des conquérants; mais on le retrouve sur une liste plus belle, sur la liste de ceux qui ont beaucoup travaillé et beaucoup souffert pour le bonheur de l'humanité. L'histoire assignera au soldat sa place au même rang que Lucullus et Trajan, et elle ne refusera

pas au réformateur sa part du respect que la France conserve au nom de Turgot, et qu'éprouveront les générations les plus reculées des Indous en contemplant la statue de lord William Bentinck.

WARREN HASTINGS

— ÉCRIT EN OCTOBRE 1841. —

Mémoires sur la vie de Warren Hastings, premier gouverneur général du Bengale. Rédigés d'après des papiers originaux, par le Révérend G. R. Gleig, M. A. 3 vol. in-8. Londres, 1841.

Ce livre semble avoir été manufacturé en vertu d'un contrat par lequel les représentants de Warren Hastings, d'une part, s'engageaient à fournir des papiers, et M. Gleig, d'autre part, s'engageait à fournir des éloges. Il est juste de dire que les conventions ont été scrupuleusement accomplies des deux côtés, et nous en avons le résultat devant nous, sous la forme de trois gros volumes mal écrits, remplis d'une correspondance mal coordonnée et de panégyriques sans discernement.

S'il valait la peine d'examiner en détail ce travail, on pourrait faire aisément un long article en se bornant à faire remarquer les renseignements inexacts, les expressions peu élégantes et les doctrines immorales. Mais il serait oiseux de dépenser sa critique sur un faiseur de livres, et quelque crédit que M. Gleig puisse avoir justement acquis par ses précédents ouvrages, c'est comme faiseur de livres, et rien de plus, qu'il se présente aujourd'hui devant nous. Des hommes plus éminents que M. Gleig ont écrit presque aussi mal que lui quand ils se

sont abaissés à un travail aussi ingrat. Il serait injuste de juger Goldsmith d'après l'*Histoire de Grèce*, ou Scott d'après la *Vie de Napoléon*. M. Gleig n'est ni Goldsmith ni Walter Scott, mais il serait injuste de dire qu'il n'est pas capable de faire quelque chose de mieux que ces mémoires. Nous espérons et nous croyons qu'il serait également injuste d'accuser un ministre de l'Évangile du crime de soutenir, de propos délibéré, certaines maximes que nous rencontrons dans ce livre. Il n'est pas exagéré de dire que M. Gleig a écrit certains passages qui se trouvent, envers *le Prince* de Machiavel, dans la situation que *le Prince* de Machiavel occupe à l'égard du «*Devoir complet* de l'homme,» et qui exciteraient quelque étonnement dans un repaire de voleurs, ou à bord d'une goëlette de pirates. Mais nous sommes portés à attribuer ces torts à la précipitation, à l'étourderie et à cette maladie de l'esprit qu'on pourrait appeler *furor biographicus*, et qui est pour les biographes ce qu'est le goître pour un berger des Alpes, ou le besoin de manger de la terre pour un esclave nègre.

Nous sommes portés à croire que nous répondrons mieux aux désirs de nos lecteurs en essayant de donner un aperçu nécessairement abrégé et imparfait de notre manière d'envisager la vie et le caractère de M. Warren Hastings, plutôt qu'en insistant sur les défauts du livre que nous avons sous les yeux. Nous n'éprouvons pas tout à fait pour M. Hastings les sentiments de la Chambre des communes de 1787 lorsqu'elle le mit en accusation, ni ceux de la Chambre des communes de 1813, lorsque tous les membres se levèrent et se découvrirent pour le recevoir. Il avait de grandes qualités, et il rendit de grands services à l'État; mais c'est le rendre ridicule que de le

représenter comme un homme d'une vertu sans tache : et par respect pour sa mémoire, s'ils n'avaient pas d'autres motifs, ses amis auraient bien fait de ne pas prêter leur concours à une adulation si puérile. Nous sommes convaincus que, s'il vivait encore, il aurait assez de jugement et de grandeur dans l'esprit pour désirer qu'on le montrât comme il était. Il devait savoir qu'il y avait de grosses taches sur sa renommée. Il pouvait sentir aussi avec orgueil que l'éclat de sa renommée pouvait supporter des taches nombreuses. Il eût assurément préféré la sévérité même de M. Mill aux éloges emphatiques de M. Gleig. Il eût souhaité de voir la postérité en possession d'un portrait ressemblant bien que peu flatté, plutôt que de lui donner un barbouillage dénué de naturel et d'intérêt, et ne ressemblant ni à lui, ni à qui que ce soit au monde. « Peignez-moi comme je suis, » disait Cromwell au jeune Lely, pendant qu'il posait devant lui ; « si vous laissez de côté les rides et les cicatrices, je ne vous paierai pas un schelling. » Même pour une semblable bagatelle, le grand Protecteur prouvait à la fois son bon sens et sa grandeur d'âme ; il ne voulait pas qu'on effaçât les traits caractéristiques de sa physionomie en tentant de lui donner les traits réguliers, les joues fraîches et unies des favoris frisés de Jacques Ier. Il était satisfait de penser que sa figure irait à la postérité gardant l'empreinte de toutes les traces qu'y avaient laissées le temps, la guerre, les nuits sans sommeil, l'inquiétude et peut-être le remords, mais portant écrites, sur tous ses traits souverains, la valeur, la politique, l'autorité et la préoccupation du bien public. Si les hommes véritablement grands connaissaient bien leurs intérêts, c'est ainsi qu'ils voudraient voir faire le portrait de leur caractère.

Warren Hastings descendait d'une race illustre et ancienne. On a prétendu qu'on pouvait faire remonter sa généalogie jusqu'au grand roi de mer danois, dont les voiles furent longtemps l'effroi des deux côtes de la Manche, et qui, après tant de combats acharnés et douteux, finit par céder au courage et au génie d'Alfred. Mais la splendeur indubitable de la race des Hastings n'a pas besoin d'emprunter de l'éclat à la fable. Une branche de cette famille portait au quatorzième siècle la couronne des comtes de Pembroke. Une autre branche donna naissance au célèbre chambellan, le fidèle adhérent de la Rose blanche, dont le sort a fourni un thème si fécond aux poëtes et aux historiens. Sa famille reçut plus tard des Tudors le comté de Huntingdon qu'elle regagna de nos jours après en avoir été longtemps dépossédée, grâce à une série d'événements qui trouveraient à peine leurs pareils dans les romans.

Les seigneurs du manoir de Daylesford, dans le comté de Worcester, prétendaient au titre de chefs de cette illustre maison. La tige principale avait à la vérité moins prospéré que quelques-unes des branches cadettes. Mais la famille de Daylesford, sans avoir reçu de titres de noblesse, était riche et fort considérée lorsqu'elle fut ruinée, il y a deux cents ans, par les événements de la guerre civile. Le chef de la maison de ce temps-là était un cavalier zélé. Il emprunta de l'argent sur ses terres, envoya son argenterie à la Monnaie d'Oxford, rejoignit l'armée du roi, et après avoir dépensé la moitié de sa fortune pour la cause du roi Charles, il se trouva heureux de se racheter en cédant à l'orateur Lenthal la plus grosse part de la moitié qui restait. La vieille résidence de Daylesford restait encore dans la famille, mais elle

ne pouvait plus l'entretenir, et la génération suivante la vendit à un négociant de Londres.

Avant que ce transfert eût eu lieu, le dernier Hastings de Daylesford avait nommé son second fils recteur de la paroisse dans laquelle se trouvait située l'ancienne demeure de la famille. La cure était de peu de valeur, et la situation du pauvre pasteur, après la vente du domaine, fut déplorable. Il était constamment en procès à propos des dîmes avec le nouveau seigneur du manoir, et finit par être complétement ruiné. Son fils aîné, Howard, jeune homme d'une bonne conduite, obtint une place dans les douanes. Le second fils, Pynaston, enfant paresseux et vaurien, se maria avant seize ans, perdit sa femme deux ans après, et mourut aux Indes occidentales, laissant aux soins de son malheureux père un fils orphelin destiné à des vicissitudes de fortune étranges et mémorables.

Warren Hastings, fils de Pynaston Hastings, naquit le 6 décembre 1732. Sa mère mourut quelques jours après sa naissance, et il resta sans autres ressources que son pauvre grand-père. L'enfant fut envoyé de bonne heure à l'école du village, où il apprenait ses lettres sur les mêmes bancs que les fils des paysans. Rien dans ses vêtements ni dans sa nourriture n'indiquait que sa vie dût suivre un cours bien différent de celle des petits villageois avec lesquels il étudiait ou jouait; mais aucun nuage ne put étouffer l'aurore de tant de génie et de tant d'ambition. Les laboureurs mêmes remarquaient et se souvenaient plus tard de l'amour que le petit Warren portait à ses livres. En voyant tous les jours les terres que ses ancêtres avaient possédées et qui avaient passé dans les mains des étrangers, son jeune esprit se repais-

sait de visions et de projets fantastiques. Il aimait à se faire raconter la richesse et la grandeur de ses ancêtres, la splendeur de leur train de vie, leur loyauté, leur valeur. Par un beau jour d'été, l'enfant, qui venait d'avoir sept ans, était couché sur le bord du petit ruisseau qui traverse l'ancien domaine de sa famille pour aller se jeter dans l'Isis. Là, comme il le raconta soixante-dix ans après, naquit dans son esprit un projet qu'il ne perdit jamais de vue à travers les longs détours de sa carrière aventureuse. Il voulait recouvrer les biens qui avaient appartenu à ses pères. Il voulait être un jour Hastings de Daylesford. Cette résolution, formée dans l'enfance et dans la pauvreté, devint plus forte à mesure que son esprit se développa et que sa fortune grandit. Il poursuivit son projet avec cette force de volonté calme, mais indomptable, qui était le trait le plus frappant de son caractère. Tout en gouvernant sous le ciel du tropique cinquante millions d'Indous, au milieu des soucis de la guerre, des finances, de la législation, ses espérances se tournaient toujours vers Daylesford. Lorsque sa longue carrière publique, si étrangement mélangée de bien et de mal, de gloire et d'opprobre, fut enfin terminée pour toujours, ce fut à Daylesford qu'il se retira pour mourir.

Lorsqu'il eut huit ans, son oncle Howard résolut de se charger de lui, et de lui donner une éducation libérale. Le petit garçon vint à Londres, d'où on l'envoya à Newington dans une pension où l'instruction était bonne et la nourriture mauvaise. Il attribua toujours sa petite stature à la pauvre chère qu'il avait faite dans cet établissement. A dix ans, il fut transféré au collége de Westminster, alors florissant sous la direction du docteur

Nichols. Vinny Bourne, comme l'appelaient affectueusement ses élèves, était l'un des maîtres. Churchill, Colman, Lloyd, Cumberland, Cowper, étaient au nombre des écoliers. Hastings contracta avec Cowper une amitié que ni les années, ni une grande dissemblance d'opinions et de travaux ne purent entièrement détruire. Il ne paraît pas qu'ils se soient jamais revus après être devenus des hommes; mais quarante ans plus tard, quand la voix de plusieurs grands orateurs appelait la vengeance sur l'oppresseur de l'Inde, le poëte timide qui vivait dans la solitude ne pouvait encore se représenter Hastings, le gouverneur général, que sous les traits de cet Hastings avec lequel il avait ramé sur la Tamise et joué dans le cloître de Westminster, et il refusait de croire qu'un si bon garçon eût pu faire quelque chose de bien mal. Sa vie à lui s'était passée à prier, à méditer et à rêver à côté des nénuphars de l'Ouse. Il avait conservé à un degré rare l'innocence de son enfance. Son âme avait été à la vérité cruellement éprouvée, mais non par des tentations qui l'eussent porté à violer grossièrement les règles de la moralité de la société. Il n'avait jamais été attaqué par une réunion d'ennemis mortels et puissants. Il n'avait jamais été contraint de choisir entre l'innocence et la grandeur, entre le crime et la ruine. Quelque fermement convaincu qu'il pût être de la doctrine de la dépravation humaine, ses habitudes étaient de nature à lui rendre impossible de comprendre comment des natures bonnes et même élevées pouvaient être entraînées loin du droit chemin par la fureur de la lutte et la soif de la domination.

Hastings avait à Westminster un autre camarade dont nous aurons souvent occasion de parler, Élie Impey. Nous ne savons pas grand'chose de leur vie en pension;

mais on peut assurément s'aventurer à supposer que toutes les fois que Hastings avait envie de faire quelque tour plus compromettant que de coutume, il engageait Impey, au moyen d'une balle ou d'une tarte, à jouer le rôle de serviteur dans le moment le plus dangereux de l'affaire.

Warren se distinguait parmi ses camarades par son habileté à nager et à conduire un bateau, comme dans les études classiques. A quatorze ans, il fut le premier dans l'examen institué dans l'établissement. Son nom inscrit en lettres d'or sur les murs du dortoir atteste encore sa victoire sur des compétiteurs plus âgés. Il passa encore deux ans à Westminster, et se préparait à entrer à Christ-Church, lorsque survint un événement qui changea tout le cours de sa vie. Howard Hastings mourut confiant son neveu aux soins d'un ami et d'un parent éloigné, appelé M. Chiswick. Sans refuser positivement ce dépôt, M. Chiswick désirait s'en débarrasser le plus tôt possible. Le docteur Nichols fit d'énergiques remontrances contre la cruauté d'interrompre les études d'un jeune homme qui semblait destiné à devenir l'un des premiers érudits de son temps. Il offrit même d'envoyer à ses frais à Oxford son élève favori; mais M. Chiswick fut inflexible. Il trouvait que c'était déjà bien assez de temps perdu à faire des hexamètres et des pentamètres. Il était en mesure d'obtenir pour le jeune homme une place d'employé dans les bureaux de la compagnie des Indes. Une fois le jeune aventurier embarqué, qu'il vînt à faire sa fortune ou à mourir d'une maladie du foie, tout le monde en serait également débarrassé. En conséquence Warren quitta le collége de Westminster, et passa quelques mois dans une école de commerce pour y étudier l'arithmétique et

la tenue des livres. Au mois de janvier 1750, peu de jours après avoir accompli sa dix-septième année, il partit pour le Bengale, et parvint à sa destination au mois d'octobre suivant.

Il fut immédiatement placé dans les bureaux du secrétaire à Calcutta et y travailla pendant douze ans. Le fort William était alors purement un établissement commercial. Dans le midi de l'Inde, la politique ambitieuse de Dupleix avait transformé contre leur gré les employés de la compagnie en diplomates et en généraux. La guerre de la succession était dans toute sa fureur dans le Carnatc, et la fortune venait de tourner contre les Français, grâce au génie du jeune Robert Clive. Mais dans le Bengale les colons européens, en paix avec les naturels et les uns avec les autres, étaient exclusivement occupés de leurs grands livres et de leurs comptes de cargaisons.

Après avoir passé deux ans à tenir des comptes à Calcutta, Hastings fut envoyé dans l'intérieur du pays à Cossimbazar, ville située sur le bord de l'Hougley à un mille environ de Moorshedabad, et qui était alors envers Moorshedabad à peu près dans la même relation que la cité de Londres vis-à-vis de Westminster, si on peut comparer les petites choses aux grandes. Moorshedabad était la résidence du prince qui gouvernait, avec une autorité indépendante en fait, mais qui semblait dériver du Mogol, les trois grandes provinces du Bengale, d'Orissa et du Bahar. La cour, le harem, et les établissements publics étaient à Moorshedabad. Cossimbazar était un port et une ville de commerce, célèbre par la quantité et la qualité des soieries qui se vendaient sur ses marchés, et où des flottilles de bateaux richement chargés entraient et sortaient constamment. La compagnie avait établi

dans cet endroit important des magasins dépendant de ceux du fort William. Hastings y fut employé pendant plusieurs années à traiter des marchés d'étoffes avec les courtiers indigènes. Pendant qu'il était ainsi occupé, Surajah Dowlah monta sur le trône et déclara la guerre aux Anglais. L'établissement de Cossimbazar, placé à la porte de la capitale du tyran et sans défense, fut à l'instant saisi. Hastings fut fait prisonnier et envoyé à Moorshedabad ; mais grâce à la charitable intervention des employés de la compagnie hollandaise, il fut traité avec douceur. Cependant le nabab marchait sur Calcutta; le gouverneur et le commandant s'enfuirent ; la ville et la citadelle furent prises, et les prisonniers anglais périrent pour la plupart dans le trou noir.

Ces événements furent l'origine de la grandeur de Warren Hastings. Le gouverneur fugitif et ses compagnons s'étaient réfugiés dans la petite île désolée de Fulda, près de l'embouchure de l'Hougley. Ils désiraient naturellement obtenir des renseignements complets sur les mouvements du nabab, et personne ne semblait plus en mesure de les fournir que Warren Hastings, qui était prisonnier sur parole dans le voisinage immédiat de la cour. Il devint ainsi un agent diplomatique et acquit bientôt une grande réputation d'habileté et de résolution. La trahison qui fut plus tard si fatale à Surajah Dowlah était déjà en train, et Hastings était admis aux délibérations des conspirateurs; mais le temps de frapper n'était pas encore arrivé; il devint nécessaire de remettre l'exécution du projet, et Hastings, qui se trouvait alors dans un extrême péril, se réfugia à Fulda.

Peu de temps après son arrivée à Fulda, l'expédition venant de Madras, commandée par Clive, parut dans

l'Hougley. Warren, jeune, intrépide, et probablement excité par l'exemple du commandant des troupes qui, après avoir été comme lui un agent commercial de la compagnie, avait été changé en militaire par les calamités publiques, résolut d'entrer dans les rangs. Il porta un mousquet au début de la guerre ; mais l'œil perçant de Clive reconnut bientôt que la tête du jeune volontaire serait plus utile que son bras. Lorsque, après la bataille de Plassey, Meer Jaffier fut nommé nabab du Bengale, Hastings fut chargé de résider à la cour du nouveau prince comme agent de la compagnie.

Il habita Moorshedabad jusqu'à l'année 1761; il fut alors nommé membre du conseil, et forcé en conséquence de s'établir à Calcutta : ce fut pendant l'intervalle qui s'écoula entre la première et la seconde administration de Clive, intervalle qui a laissé sur la réputation de la compagnie une tache que n'ont pas encore entièrement effacée des années d'un gouvernement juste et humain. Le gouverneur, M. Vansittart, était à la tête d'un empire nouveau et bizarre. D'un côté se trouvait une troupe de fonctionnaires anglais, hardis, intelligents, pressés de devenir riches. De l'autre côté était une population indigène nombreuse, timide, sans ressource, habituée à courber le dos sous l'oppression. L'effort nécessaire pour empêcher la race la plus forte de faire sa proie de la plus faible était tout ce que pouvait entreprendre Clive avec toutes ses facultés et toute son énergie. Vansittart, plein de bonnes intentions, était un maître faible et sans efficacité. La caste dominante s'affranchit, comme on pouvait s'y attendre, de toute contrainte, et on vit alors le plus effroyable peut-être de tous les spectacles, la puissance de la civilisation sans la douceur qui l'accompagne.

A tout autre despotisme il existe un frein, insuffisant à la vérité, sujet à de grands abus, mais qui assure pourtant à la société une garantie contre l'excès de la souffrance. Le temps vient où les maux qu'amène la soumission sont évidemment plus grands que ceux qu'entraînait la résistance ; la terreur engendre alors une sorte de courage, et un élan convulsif de rage et de désespoir populaire vient avertir les tyrans de ne pas trop abuser de la patience de l'espèce humaine. Mais il était impossible de lutter contre le gouvernement dont le Bengale était alors affligé. L'intelligence et l'énergie supérieures de la race dominante rendaient son pouvoir irrésistible. La guerre des Bengalis contre les Anglais eût été la guerre des moutons contre les loups, des hommes contre les démons. La seule protection que pussent espérer les vaincus résidait dans la clémence, la modération, la politique éclairée des vainqueurs. Ils jouirent plus tard de cette protection; mais au début, la puissance anglaise apparut au milieu d'eux sans l'accompagnement de la moralité anglaise. Il y eut un intervalle entre le moment qui fit d'eux nos sujets et le moment où nous commençâmes à réfléchir que nous étions tenus d'exercer envers eux les devoirs de maîtres. Durant cet intervalle, un employé de la compagnie n'avait autre chose à faire que d'extorquer le plus vite possible cent ou deux cent mille livres sterling aux indigènes, afin de pouvoir retourner en Angleterre avant que sa santé eût souffert de la chaleur, y épouser la fille d'un pair, acheter des bourgs-pourris dans le comté de Cornouaille, et donner des bals à Saint-James's square. On ne sait pas grand'chose de la conduite de Hastings à cette époque; mais le peu qu'on en sait, et le fait qu'on en sait peu de chose, doit par cela

même lui faire honneur. Il ne pouvait protéger les indigènes; tout ce qu'il pouvait faire était de s'abstenir de les piller et de les opprimer, et il paraît avoir rempli ce devoir. Il est certain qu'il resta pauvre à cette époque, et il est également certain que la cruauté et l'indélicatesse l'eussent aisément enrichi. Il est certain qu'il ne fut jamais accusé d'avoir pris part aux grands abus qui prévalaient alors, et il est presque également certain que, s'il eût pris part à ces abus, les ennemis habiles et acharnés qui le persécutèrent dans la suite n'eussent pas manqué de découvrir et de publier ses crimes. L'examen minutieux, sévère, malveillant même auquel toute sa vie publique a été soumise, examen sans exemple, croyons-nous, dans l'histoire de l'humanité, est avantageux, sous un certain rapport, à sa réputation. En mettant en lumière bien des souillures déplorables, cet examen lui donne le droit d'être tenu pour exempt de toutes les souillures qui n'ont pas été mises en lumière.

Le fait est que les tentations auxquelles succombèrent tant de fonctionnaires anglais sous le gouvernement de M. Vansittart ne s'adressaient pas aux passions dominantes de Warren Hastings. Il n'était pas scrupuleux dans les affaires d'argent, mais il n'était ni avare ni rapace. Il était trop éclairé pour regarder un grand empire uniquement au point de vue auquel un pirate considérerait un galion. Son cœur eût-il été infiniment plus corrompu qu'il ne l'était, son intelligence eût suffi à le défendre de cette bassesse. C'était un homme d'État sans scrupules, peut-être sans principes, mais c'était un homme d'État et non un flibustier.

Hastings revint en Angleterre en 1764. Il n'avait réalisé qu'une fortune très-modeste, et cette modeste fortune fut

bientôt réduite à rien, en partie par une noble libéralité, en partie par une mauvaise gestion. Il paraît avoir agi avec beaucoup de générosité envers ses parents. Il avait laissé au Bengale la plus grande partie de ses économies, sans doute dans l'espoir de toucher les gros intérêts habituels dans l'Inde. Mais les gros intérêts vont en général de compagnie avec une médiocre sécurité, et Warren Hastings perdit à la fois le principal et l'intérêt.

Il passa quatre ans en Angleterre. On sait peu de chose sur cette époque de sa vie ; mais on assure, et cela est fort probable, que les études libérales et la société des gens de lettres occupaient en grande partie son temps. Il faut se souvenir, à son éloge, que dans le temps où les agents de la compagnie regardaient les langues de l'Orient comme un moyen de communiquer avec les tisserands et les changeurs, son esprit large et cultivé chercha dans les sciences de l'Asie de nouvelles jouissances intellectuelles et des vues nouvelles sur la société et le gouvernement. Peut-être, comme presque tous les hommes qui ont donné beaucoup d'attention à des branches d'instruction qui se trouvent en dehors de la voie commune, était-il porté à s'exagérer l'importance de ses études favorites ; il pensait que l'étude de la littérature persane pouvait avantageusement faire partie, en Angleterre, de l'éducation libérale d'un homme bien élevé, et il rédigea un projet à ce point de vue. On dit que l'Université d'Oxford, où l'étude de la littérature orientale n'a jamais été complétement négligée depuis la renaissance des lettres, devait être le siége de l'institution qu'il projetait. Il espérait que la munificence de la compagnie pourvoirait à la dotation, et on devait engager en Orient des professeurs capables d'interpréter Hafiz et Ferdusi. Hastings alla voir

Johnson dans l'espoir, à ce qu'il paraîtrait, d'intéresser à ce projet un homme qui jouissait de la plus grande réputation littéraire, et qui était en relation intime avec Oxford. L'entrevue semble avoir laissé dans l'esprit de Johnson l'impression la plus favorable quant aux facultés et à l'érudition de son visiteur. Longtemps après, pendant que Hastings gouvernait l'immense population de l'Inde anglaise, le vieux philosophe lui écrivit et fit allusion dans les termes les plus flatteurs en même temps que les plus dignes à leurs courtes mais agréables relations.

Hastings commença bientôt à jeter de nouveau les yeux du côté de l'Inde. Il avait peu de biens en Angleterre et ses embarras pécuniaires étaient grands. Il demanda un emploi à ses anciens maîtres, les directeurs. Ils accédèrent à sa requête, en rendant hommage à ses talents et à son intégrité, et le nommèrent membre du conseil de Madras. Il serait injuste de ne pas rappeler que, forcé d'emprunter de l'argent pour payer son équipement, il ne retrancha rien de la somme qu'il avait appropriée au soulagement de ses parents malheureux. Il s'embarqua, au printemps de 1769, à bord du *Duc de Grafton*, et commença un voyage que signalèrent des incidents dignes de fournir matière à un roman.

Au nombre des passagers que portait le *Duc de Grafton* se trouvait un Allemand nommé Imhoff. Il prenait le titre de baron, mais sa situation était embarrassée, et il se rendait à Madras en qualité de peintre de portraits, dans l'espoir d'y recueillir quelques-unes de ces pagodes que les Anglais de l'Inde acquéraient et dépensaient alors si facilement. Le baron était accompagné de sa femme, qui était née, dit-on, à Archangel. Cette jeune femme,

qui avait vu le jour près du pôle arctique, et qui était destinée à tenir le rang d'une reine sous le tropique du Cancer, était agréable de sa personne, avait l'esprit cultivé et des manières extrêmement séduisantes. Elle méprisait son mari de tout son cœur, non sans quelque raison, comme le prouve suffisamment l'histoire que nous allons raconter. La conversation de Hastings lui plut et ses attentions la flattèrent. La position était dangereuse. Nul endroit n'est plus favorable à la naissance d'intimités étroites ou de haines mortelles qu'un vaisseau qui se rend aux Indes. Il y a bien peu de gens qui ne trouvent pas intolérablement ennuyeux un voyage qui dure plusieurs mois; tout ce qui rompt cette longue monotonie est bien venu, une voile en vue, un requin, un albatros, un homme à la mer. Certains passagers imaginent comme ressource de manger deux fois plus souvent qu'à terre. Mais la principale manière de passer le temps est de se quereller ou d'échanger des coquetteries. Les facilités sont grandes pour ces deux intéressantes occupations. Les habitants du vaisseau vivent dans des rapports beaucoup plus intimes que dans une maison de campagne ou dans une pension. On ne peut éviter ses compagnons de voyage qu'en s'emprisonnant dans une cellule où il est presque impossible de se retourner. On mange, on se promène de compagnie. Toute cérémonie est à peu près bannie. Il est tous les jours au pouvoir d'une personne mal intentionnée d'infliger une infinité de petits supplices; il est toujours au pouvoir d'une personne bienveillante de rendre de petits services. Il arrive assez souvent que des souffrances ou des dangers véritables font apparaître, dans leur beauté ou dans leur difformité naturelles, des vertus héroïques ou des vices abjects qui eus-

sent pu rester inconnus à des amis intimes pendant de longues années dans les relations ordinaires de la bonne compagnie. Ce fut dans cette situation que se rencontrèrent Warren Hastings et la baronne Imhoff, tous deux doués de manière à attirer l'attention dans une cour quelconque de l'Europe. Warren Hastings n'avait point de liens domestiques. Madame Imhoff était unie à un homme pour lequel elle n'avait point de respect, et qui ne respectait pas son propre honneur. Ils conçurent l'un pour l'autre un attachement qui fut bientôt accru par des incidents qui n'eussent pas eu lieu à terre. Hastings tomba malade ; la baronne le soigna avec tout le dévouement féminin, lui donna elle-même tout ce qui lui était nécessaire, et veilla même auprès de lui pendant qu'il dormait. Le *Duc de Grafton* était encore bien loin de Madras que Hastings était déjà amoureux ; mais son amour était d'une nature caractéristique ; comme sa haine, comme son ambition, comme toutes ses passions enfin, il était profond, mais point impétueux ; il était calme, fort, grave, patient dans l'attente, impossible à dompter par le temps. Imhoff fut appelé à prendre part aux délibérations de sa femme et de l'amant de sa femme. Il fut convenu que la baronne présenterait une demande de divorce devant les cours de Franconie, que le baron faciliterait la procédure par tous les moyens qui seraient en son pouvoir, et qu'ils continueraient à vivre ensemble pendant les années qui pourraient s'écouler avant que la sentence fût prononcée. Il fut également convenu que Hastings offrirait au mari complaisant des preuves substantielles de sa reconnaissance, qu'il épouserait la femme dès que le mariage serait cassé, et qu'il adopterait les enfants qu'elle avait déjà donnés à M. Imhoff.

Nous ne sommes pas portés à juger sévèrement Hastings ni la baronne ; leur faute avait sans doute beaucoup de circonstances atténuantes ; mais nous ne pouvons nous accorder avec le révérend M. Gleig qui porte la partialité à un assez étrange excès pour trouver sage et judicieuse la conduite de Imhoff, conduite dont la bassesse est la meilleure excuse des deux amants.

Hastings trouva à Madras le commerce de la compagnie en fort mauvais état. Ses goûts personnels l'eussent porté à s'occuper de politique plutôt que de finance; mais il savait que la faveur de ses chefs dépendait surtout de leurs dividendes, et que leurs dividendes dépendaient surtout des placements. Il résolut donc, avec beaucoup de bon sens, d'appliquer la vigueur de son esprit à cette branche des affaires, qui avait été fort négligée depuis que les employés de la Compagnie avaient cessé d'être des commis, pour devenir des soldats et des négociateurs.

En peu de mois il accomplit des réformes importantes. Les directeurs lui notifièrent leur haute approbation, et furent si enchantés de sa conduite qu'ils résolurent de le mettre à la tête du gouvernement du Bengale. Au commencement de 1772, il quitta le fort Saint-George, pour se rendre à son nouveau poste. Monsieur et madame Imhoff, toujours mari et femme, l'accompagnèrent et vécurent à Calcutta, d'après le même système « sage et judicieux » (nous citons les paroles de M. Gleig) qu'ils suivaient déjà depuis plus de deux ans.

Lorsque Hastings prit sa place à la tête du conseil, le Bengale était encore gouverné d'après le système qu'avait imaginé Clive, système peut-être habilement conçu dans le but de faciliter et de cacher une grande révolu-

tion, mais qui n'avait plus que des inconvénients, une fois que la révolution était accomplie et irrévocable. Il y avait deux gouvernements, le gouvernement véritable et le gouvernement ostensible. Le pouvoir suprême appartenait à la compagnie, et était en fait le pouvoir le plus absolu qu'on pût imaginer. Le seul frein qui pût arrêter les Anglais, maîtres du pays, était celui de leur justice et de leur humanité. La constitution ne mettait point de limites à leur autorité, et toute résistance eût été une tentative vaine.

Mais les Anglais, maîtres absolus en réalité, n'avaient pas encore assumé les formes de la souveraineté. Ils possédaient leur territoire comme vassaux du trône de Delhi ; ils percevaient les revenus comme des collecteurs nommés par un ordre impérial ; le sceau public portait les titres de l'empereur, et leur monnaie était frappée à son effigie.

Il y avait encore dans le Bengale un nabab qui se trouvait, vis-à-vis des Anglais maîtres de son pays, dans la même relation qu'Augustule envers Odoacre, ou que les derniers Mérovingiens vis-à-vis de Charles-Martel et de Pépin. Il vivait à Moorshedabad, entouré d'une magnificence royale ; on l'approchait avec les marques extérieures du respect le plus profond, et on se servait de son nom dans les actes publics ; mais il avait en réalité une moindre part dans le gouvernement de son pays que le dernier commis ou le plus jeune cadet au service de la compagnie.

Le conseil anglais qui représentait à Calcutta la compagnie était constitué tout autrement qu'il ne l'a été depuis. Maintenant, le gouverneur possède un pouvoir exécutif absolu. Il peut déclarer la guerre, conclure

la paix, nommer des fonctionnaires publics ou les destituer, contre l'avis unanime de ceux qui siégent avec lui dans le conseil. Ils ont à la vérité le droit de savoir et de discuter tout ce qui se fait, de conseiller, de représenter et d'envoyer en Angleterre des protestations ; mais le pouvoir suprême réside entre les mains du gouverneur, et c'est sur lui que repose toute la responsabilité. Nous croyons ce système, qui fut introduit par M. Pitt et M. Dundas, en dépit de la vive opposition de M. Burke, le meilleur qu'on puisse appliquer au gouvernement d'un pays qui n'offre point de matériaux pour le régime parlementaire. Du temps de Hastings, le gouverneur n'avait que sa voix dans le conseil, et dans le cas où les avis se balançaient, son vote était décisif. Il arrivait par conséquent assez souvent qu'on lui forçait la main dans les questions les plus importantes, et il pouvait arriver qu'il fût complétement exclu pendant plusieurs années de la véritable direction des affaires publiques.

Les fonctionnaires anglais au fort William avaient jusqu'alors apporté peu ou point d'attention au gouvernement intérieur du Bengale. Les seules questions politiques dont ils s'occupassent beaucoup étaient les négociations avec les princes indigènes. Ils négligeaient presque absolument la police, l'administration de la justice, les détails de la rentrée des revenus. On peut remarquer que le style des employés de la compagnie porte encore la trace de cet état de choses. A l'heure qu'il est, ils emploient toujours le mot « politique » comme synonyme avec « diplomatique ». Nous pourrions citer le nom d'un homme qui vit encore et qu'on déclarait en haut lieu comme inappréciable pour le service public,

et éminemment propre à être à la tête de l'administration intérieure d'une présidence entière, mais par malheur complétement ignorant des affaires politiques.

Les maîtres anglais du Bengale déléguaient le gouvernement intérieur à un ministre indigène qui résidait à Moorshedabad. Toutes les questions militaires et, à l'exception de ce qui se rapportait au cérémonial, toutes les affaires extérieures étaient en dehors de son département; mais toutes les autres branches de l'administration lui étaient confiées. Ses appointements s'élevaient à cent mille livres sterling par an. La pension personnelle des nababs, qui montait à plus de trois cent mille livres sterling, passait par les mains du ministre et était en grande partie à sa disposition. Ce grand fonctionnaire était chargé de recueillir les revenus, de rendre la justice, de maintenir l'ordre, et il n'était responsable de cet immense pouvoir qu'envers les Anglais maîtres du pays.

Une situation si importante, si lucrative et si brillante était naturellement l'objet de l'ambition des indigènes les plus capables et les plus puissants. Clive avait eu de la peine à décider entre des prétentions rivales. Deux candidats surtout sortaient de la foule, et représentaient tous les deux une race et une religion.

L'un était Mahommed Reza Khan, musulman d'extraction persane, capable, actif, religieux à la façon de son peuple et fort estimé parmi ses coreligionnaires. Il eût peut-être passé en Angleterre pour un politique avide et corrompu; mais en le jugeant d'après le niveau moins élevé de la moralité indoue, on pouvait le regarder comme un homme honorable et intègre.

Son compétiteur était un brahme indou, dont le nom est inséparablement associé à celui de Warren Hastings, grâce à un triste et terrible événement, le Maharajah Nuncomar. Cet homme avait joué un rôle très-important dans toutes les révolutions qui avaient eu lieu dans le Bengale depuis le temps de Surajah Dowlah. Il unissait, à la considération qui appartient dans ce pays aux hommes de caste élevée et pure, le poids que donnent la richesse, les talents et l'expérience. Il est difficile de donner une idée de son caractère à ceux qui ne connaissent la nature humaine que sous la forme qu'elle revêt dans notre île. Nuncomar était aux autres Bengalis ce que l'Italien est à l'Anglais, ce que l'Indou est à l'Italien, ce que le Bengali est aux autres Indous. La constitution physique du Bengali est si délicate qu'elle en devient efféminée. Il vit constamment dans un bain de vapeur. Ses occupations sont sédentaires, ses membres frêles, ses mouvements languissants. Il a été foulé aux pieds pendant de longues années par des hommes de races plus hardies et plus vigoureuses. Le courage, l'indépendance, la vivacité sont des qualités auxquelles sa constitution et sa situation sont également défavorables. Son esprit est dans une analogie singulière avec son corps. Il est faible jusqu'à l'impuissance lorsqu'il s'agit de résister énergiquement ; mais sa souplesse et son tact excitent, chez les enfants de climats plus rudes, une admiration qui n'est pas sans mépris. Toutes les ressources qui sont la défense naturelle des faibles sont plus familières à cette race rusée qu'à l'Ionien du temps de Juvénal ou au Juif du moyen âge. Ce que les cornes sont pour le buffle, ce que les griffes sont pour le tigre, ce que l'aiguillon est pour l'abeille, ce que la beauté, d'après la vieille chanson

grecque, est à la femme, voilà ce qu'est la ruse pour le Bengali. D'amples promesses, des excuses plausibles, des histoires tissues de mensonges circonstanciés, les chicanes, les parjures, les contrefaçons d'écriture, ce sont là les armes offensives et défensives de la population du bas Gange. Ces millions d'hommes ne fournissent pas un seul cipaye aux armées de la compagnie. Mais, comme usuriers, comme changeurs, comme hommes de loi habiles, nulle classe d'êtres humains ne peut rivaliser avec eux. Avec toute sa douceur, le Bengali n'est point du tout facile à fléchir envers ses ennemis, ni sujet à la pitié. L'obstination qu'il apporte dans ses projets ne cède qu'à une pression immédiate de la peur. Il ne manque pas d'ailleurs d'une certaine espèce de courage qui fait parfois défaut à ses maîtres. Il oppose parfois aux maux inévitables un courage passif du même genre que celui que les stoïques attribuaient à leur sage imaginaire. Le soldat européen qui se précipite sur une batterie de canons en poussant des cris de victoire pourra crier sous le couteau du chirurgien ou tomber dans un violent désespoir en apprenant qu'il est condamné à mourir; mais le Bengali, qui pourrait voir son pays envahi, sa maison mise en cendres, ses enfants massacrés ou déshonorés sans avoir le courage de frapper un seul coup, a su parfois endurer la torture avec la fermeté de Mucius Scévola, et monter sur l'échafaud d'un pas aussi ferme et d'un cœur aussi tranquille qu'Algernon Sydney.

Ce caractère national était personnifié puissamment et avec exagération chez Nuncomar. Les employés de la compagnie l'avaient plusieurs fois trouvé mêlé dans les intrigues les plus criminelles. Dans une certaine

occasion, il accusa faussement un autre Indou, et tâcha de prouver sa culpabilité en produisant des documents controuvés. Dans une autre occasion, on découvrit que, tout en feignant l'attachement le plus vif pour les Anglais, il faisait partie de plusieurs complots qui se tramaient contre eux, et qu'en particulier il servait d'intermédiaire pour une correspondance entre la cour de Delhi et les autorités françaises du Carnate. Ces crimes et d'autres pratiques du même genre l'avaient longtemps fait retenir en prison; mais ses talents et son influence lui avaient obtenu non-seulement la liberté, mais encore un certain degré de considération, même parmi les maîtres anglais de son pays.

Clive avait beaucoup de répugnance à mettre un musulman à la tête de l'administration du Bengale. D'autre part, il ne pouvait se résoudre à confier cet immense pouvoir à un homme convaincu tant de fois de scélératesses de tout genre. En conséquence, en dépit des instances du nabab, sur lequel Nuncomar avait acquis une grande influence et qui désirait fort voir l'adroit Indou à la tête du gouvernement, Clive, après quelque hésitation, se décida sagement et honnêtement en faveur de Mahommed Reza Khan, qui remplissait ces hautes fonctions depuis sept ans lorsque Hastings devint gouverneur. Un fils en bas âge de Meer Jaffier était alors nabab, et la garde personnelle du jeune prince avait été confiée au ministre.

Nuncomar, poussé à la fois par la cupidité et par la méchanceté, travaillait sans cesse à miner l'autorité de son heureux rival. Ce n'était pas difficile. Les revenus du Bengale ne produisirent pas, sous l'administration établie par Clive, l'excédant qu'avait espéré la compa-

gnie, car on avait en Angleterre à cette époque les idées les plus absurdes à propos de la richesse de l'Inde. Les gens d'affaires eux-mêmes avaient l'imagination remplie de palais de porphyre, tendus du plus magnifique brocart, de monceaux de perles et de diamants, de souterrains où l'on mesurait au boisseau les pagodes et les *mohurs* d'or. Personne ne semblait se douter de ce qui était pourtant indubitablement la vérité, c'est que l'Inde était un pays plus pauvre que bien des pays qui passent pour pauvres en Europe, l'Irlande, par exemple, ou le Portugal. Les lords de la Trésorerie et les représentants de la Cité croyaient fermement que non-seulement le Bengale défraierait toutes ses dépenses, mais qu'on en tirerait une augmentation de dividende pour les propriétaires des actions de la compagnie des Indes, et des ressources considérables pour les finances de l'Angleterre. Ces folles espérances furent déçues et les directeurs préférèrent naturellement attribuer leur désappointement à la mauvaise gestion de Mahommed Reza Khan, plutôt qu'à leur complète ignorance de l'état du pays confié à leurs soins. Ils furent confirmés dans leur erreur par les agents de Nuncomar, car Nuncomar avait des agents même dans Leadenhall street. Peu après l'arrivée d'Hastings à Calcutta, il reçut une lettre que la cour des directeurs lui adressait en particulier au lieu d'écrire au conseil en masse. Elle contenait l'ordre de destituer Mahommed Reza Khan, de l'arrêter ainsi que sa famille et tous ses partisans, et d'instituer une enquête sévère sur l'administration de la province. On ajoutait que le gouverneur ferait bien d'avoir recours à l'assistance de Nuncomar pour cette investigation. Tout en reconnaissant les vices de Nuncomar, assurait qu'il était facile de tirer grand avantage de ses

vices mêmes dans la conjoncture présente, et qu'il pouvait être utile de l'encourager par l'espoir de la récompense, bien qu'on ne pût pas se fier à lui.

Le gouverneur n'avait pas de goût pour Nuncomar. Ils s'étaient connus à Moorshedabad, bien des années auparavant, et avaient eu une querelle que toute l'autorité de leurs supérieurs avait eu de la peine à apaiser. Ils différaient infiniment sur la plupart des points, mais ils se ressemblaient en ceci que la nature de tous deux était implacable. Hastings n'avait au contraire aucun sentiment d'hostilité envers Mahommed Reza Khan. Cependant, il se mit à l'œuvre pour exécuter les instructions de la compagnie avec un empressement qu'il ne montrait jamais, à moins que les instructions ne fussent parfaitement d'accord avec ses propres vues. Il avait résolu, sagement, à notre avis, de se débarrasser du double système de gouvernement qui existait dans le Bengale. Les ordres des directeurs lui fournissaient les moyens d'exécuter son dessein, et le dispensaient de la nécessité de discuter la question avec son conseil. Il prit ses mesures avec sa vigueur et son habileté ordinaires. A minuit, le palais de Mahommed Reza Khan, à Moorshedabad, fut entouré par un bataillon de cipayes. On réveilla le ministre, et on lui apprit qu'il était prisonnier. Il courba la tête avec la gravité d'un musulman et se soumit à la volonté de Dieu. Il ne tombait pas seul. Le gouvernement du Bahar avait été confié à un chef nommé Schitab Roy. Il avait prouvé plus d'une fois avec éclat sa valeur et son attachement pour les Anglais. Dans le jour mémorable où la population de Patna vit de ses murs l'armée du Mogol tout entière dispersée par le petit corps du capitaine Knox, les vainqueurs anglais décernèrent d'une

seule voix la palme du courage au brave Asiatique. « Je n'ai jamais vu un indigène se battre comme celui-là, » dit Knox en ramenant Schitab Roy couvert de sang et de poussière aux fonctionnaires anglais assemblés dans la factorerie. Schitab Roy fut enveloppé dans la ruine de Mohammed Reza Khan, destitué et mis aux arrêts. Les membres du conseil n'eurent avis de ces mesures qu'au moment où les prisonniers étaient en route pour Calcutta.

On remit, sous différents prétextes, l'enquête à faire sur la conduite du ministre. Il fut retenu plusieurs mois dans une douce captivité. Cependant la grande révolution qu'avait projetée Hastings s'accomplissait. Le poste de ministre fut supprimé. L'administration intérieure passa dans les mains des employés de la compagnie. On institua un système, fort imparfait à la vérité, pour l'administration de la justice civile et criminelle, sous la surveillance des Anglais. Le nabab perdit toute participation, même extérieure, au gouvernement; mais on lui conserva une pension considérable et tous les dehors de la souveraineté. Comme il était en bas âge, il fut nécessaire de pourvoir à la garde de sa personne et de ses biens. On confia sa personne à une femme du harem de son père, connue sous le nom de la Munny Begum. On conféra le poste de trésorier de sa maison à un fils de Nuncomar, appelé Goordas. On avait besoin des services de Nuncomar, et on ne pouvait lui confier impunément le pouvoir; Hastings crut faire un coup de maître en récompensant un père capable et sans principes par la fortune d'un fils inoffensif.

La révolution accomplie, le double gouvernement aboli, la compagnie en pleine possession de la souveraineté dans le Bengale, Hastings n'avait plus aucun

motif de traiter avec rigueur les anciens ministres. On avait remis leur procès sous divers prétextes jusqu'à ce que la nouvelle organisation fût complète. On les amena alors devant une commission que présidait le gouverneur. Schitab Roy fut bientôt honorablement acquitté. On lui fit officiellement des excuses de l'emprisonnement qu'il avait subi. On lui prodigua toutes les marques de respect habituelles en Orient. On le revêtit d'une robe de cérémonie, on lui fit présent de riches joyaux et d'un éléphant magnifiquement équipé, et on le renvoya dans son gouvernement de Patna. Mais sa santé avait souffert de son emprisonnement, son âme fière avait été cruellement blessée, et il mourut de chagrin peu de temps après sa mise en liberté.

L'innocence de Mahommed Reza Khan ne fut pas si clairement établie. Mais le gouverneur n'était pas disposé à le traiter sévèrement. Après un long interrogatoire dans lequel Nuncomar joua le rôle d'accusateur et déploya toute l'habileté et toute la rancune invétérée qui le distinguaient, Hastings déclara que les accusations n'étaient pas prouvées, et donna l'ordre de mettre en liberté le ministre tombé.

Nuncomar avait voulu renverser l'administration musulmane et s'élever sur ses ruines. Sa méchanceté et sa cupidité se trouvaient également déçues. Hastings l'avait pris pour instrument, et s'était servi de lui dans le but de faire passer le gouvernement, de Moorshedabad à Calcutta, des mains des indigènes dans celles des Anglais. Le rival, l'ennemi qu'il avait envié si longtemps, qu'il avait persécuté avec tant d'animosité, était mis hors de cause sans aucune atteinte. La situation qu'il désirait depuis si longtemps et avec tant d'ardeur était abolie. Le

gouverneur devait nécessairement devenir dès lors pour le vindicatif Brahme l'objet de la haine la plus intense. Il fallut bien cacher pour le moment de pareils sentiments, Mais le temps approchait où cette ancienne animosité devait éclater dans une lutte mortelle et désespérée.

Hastings fut contraint de porter son attention sur les affaires étrangères. Le but de sa diplomatie était alors tout simplement de se procurer de l'argent. Les finances de son gouvernement étaient embarrassées, et il était décidé à sortir d'embarras par quelque moyen, bon ou mauvais. Le principe qui dirigeait tous ses rapports avec ses voisins est pleinement exprimé par la vieille devise de l'une des grandes familles de maraudeurs de la vallée du Teviot : « Tu manqueras de tout avant que je manque de rien. » Il semble avoir établi, comme un principe fondamental, qu'on ne pouvait discuter, que lorsqu'il n'avait pas le nombre nécessaire de lacs de roupies pour le service public, il n'avait qu'à les prendre chez ceux qui les possédaient. Il faut dire une chose pour l'excuser. Ses supérieurs le pressaient d'Angleterre de telle façon que la plus haute vertu seule eût pu y résister, de telle façon qu'il ne lui restait d'autre alternative que de commettre de très-mauvaises actions, ou de donner sa démission et de renoncer, avec sa grande situation, à tout espoir de fortune et de distinction. Les directeurs, il est vrai, n'enjoignaient et n'approuvaient jamais un crime ; bien loin de là ; tous ceux qui examineraient leur correspondance à cette époque y trouveraient beaucoup de sentiments de justice et d'humanité, beaucoup de préceptes excellents, en un mot un code admirable de morale politique. Mais chaque exhortation est modifiée ou annulée par une demande d'argent. « Gouvernez avec douceur

et envoyez plus d'argent; pratiquez une justice sévère et une grande modération envers les puissances voisines et envoyez plus d'argent. » Voilà, à vrai dire, le résumé de presque toutes les instructions que Hastings reçut jamais d'Angleterre. En interprétant ces instructions, elles se bornent à dire : « Soyez le père du peuple et opprimez-le; soyez juste et injuste, modéré et rapace. » Les directeurs traitaient l'Inde comme l'Église, dans le bon vieux temps, traitait les hérétiques. Ils remettaient la victime aux mains des exécuteurs, avec l'ordre exprès d'user de toute la douceur possible. Nous n'accusons ni ne soupçonnons le moins du monde d'hypocrisie ceux qui rédigeaient ces dépêches. Il est probable qu'écrivant à six mille lieues de l'endroit où l'on devait exécuter leurs ordres, ils ne s'apercevaient pas de la grossière inconséquence dont ils se rendaient coupables. Mais l'inconséquence était évidente pour leur lieutenant de Calcutta qui recevait l'ordre d'envoyer sans faute en Angleterre un demi-million sterling, lorsque le trésor était vide, que l'armée n'était pas payée, que son traitement était en retard, que les récoltes manquaient et que les fermiers du gouvernement s'enfuyaient tous les jours. Hastings vit qu'il était absolument nécessaire de négliger les recommandations morales ou les exigences pécuniaires de ses chefs; obligé de leur désobéir en quelque chose, il avait à se demander quelle espèce de désobéissance ils pardonneraient le plus aisément, et il conclut prudemment que la marche la plus sûre serait de laisser de côté les sermons et de se procurer les roupies.

Un esprit aussi fécond, aussi peu embarrassé par des scrupules de conscience, ne pouvait manquer de découvrir bientôt quelque moyen de remédier aux embarras

financiers du gouvernement. La pension du nabab du Bengale fut réduite d'un seul coup de trois cent vingt mille livres sterling par an à la moitié de cette somme. La compagnie s'était engagée à payer tous les ans près de trois cent mille livres sterling au Grand Mogol en signe d'hommage pour les provinces qu'il avait confiées à ses soins, et elle lui avait cédé les districts de Corah et d'Allahabad. Sous prétexte que le Mogol n'était pas véritablement indépendant, et qu'il n'était qu'un instrument dans les mains d'autrui, Hastings résolut de retirer ces concessions; il déclara, en conséquence, que les Anglais ne paieraient plus le tribut, et envoya des troupes pour occuper Allahabad et Corah. La situation de ces places était de nature à entraîner beaucoup de dépenses sans grand avantage, si on les conservait; Hastings, qui cherchait de l'argent et non l'agrandissement du territoire, résolut de les vendre; les acheteurs ne manquèrent pas. La riche province d'Oude était tombée, au moment de la dissolution générale de l'empire mogol, entre les mains de la grande famille musulmane qui la gouverne encore aujourd'hui. Il y a vingt ans, cette famille a pris, avec la permission du gouvernement anglais, un titre royal; mais du temps de Warren Hastings, les mahométans de l'Inde auraient tenu une pareille prétention pour une odieuse impiété. Le prince d'Oude exerçait le pouvoir souverain, mais n'osait en prendre le titre. Il ajoutait au nom de nabab ou de vice-roi celui de vizir de la monarchie indoustane, comme dans le dernier siècle les électeurs de Saxe et de Brandebourg, tout indépendants qu'ils étaient de l'empereur, et tout en portant souvent les armes contre lui, étaient fiers de porter le titre de grand chambellan et de grand maré-

chal. Sujah Dowlah, alors nabab-vizir, était dans les meilleurs rapports avec les Anglais; il était fort riche; Allahabad et Corah pouvaient lui être utiles, et n'étaient bonnes à rien pour la compagnie. Le vendeur et l'acheteur s'entendirent bientôt, et les provinces arrachées au Mogol passèrent au gouvernement d'Oude, moyennant cinq cent mille livres sterling environ.

Mais le vizir et le gouverneur avaient à décider d'une question plus importante encore. Il s'agissait de prononcer sur le sort d'un peuple courageux. La question fut résolue d'une manière qui a laissé une tache ineffaçable sur la réputation de Warren Hastings et sur celle de l'Angleterre.

La population de l'Asie centrale avait toujours été, à l'égard des habitants de l'Inde, ce que les guerriers des forêts germaines étaient pour les sujets de l'empire romain pendant sa décadence. L'Indou, timide, brun, élancé, craignait d'entrer en lutte avec les muscles vigoureux et le ferme courage de la race blanche qui habitait au delà des défilés. Il y a des raisons de croire qu'à une époque antérieure aux premières lueurs de l'histoire, le peuple qui parlait l'élégante et riche langue sanscrite vint de régions situées fort au delà de l'Hyphase et de l'Hystaspe, et imposa son joug aux indigènes. Il est certain que, durant les dix derniers siècles, des invasions successives parties de l'Occident fondaient sur l'Indoustan, et que le cours de la conquête ne retourna jamais vers le soleil couchant jusqu'à cette campagne mémorable où l'on vit la croix de Saint-George flotter sur les murs de Ghoizni.

Les empereurs de l'Indoustan venaient eux-mêmes du côté opposé de la grande chaîne de montagnes, et ils

avaient toujours eu l'habitude de recruter leur armée chez la race vaillante et robuste à laquelle leur illustre maison devait son origine. Parmi les aventuriers militaires qui furent attirés des environs de Caboul et de Candahar sous l'étendard mogol, on remarquait plusieurs corps d'une grande bravoure, connus sous le nom de Rohillas. On avait récompensé leurs services en leur donnant des terres considérables, des fiefs de la lance, si nous pouvons employer une expression empruntée à un état de choses analogue, qui s'étendaient dans la petite plaine que traverse le Ramgunga en descendant des hauteurs neigeuses du Kumaon pour s'unir au Gange. Dans la confusion générale qui suivit la mort d'Aurengzeb, la colonie guerrière devint indépendante en fait. Les Rohillas se distinguaient des autres habitants de l'Inde par la blancheur particulière de leur teint. Leur courage dans la guerre et leur adresse dans les arts de la paix leur assuraient une distinction plus honorable. Pendant que l'anarchie régnait du Lahore au cap Comorin, leur petit territoire jouissait du repos sous la garde de leur valeur. L'agriculture et le commerce florissaient parmi eux ; ils ne négligeaient ni la rhétorique ni la poésie. Beaucoup de gens encore vivants ont entendu des hommes âgés parler avec regret de l'âge d'or où les princes afghans régnaient dans la vallée de Rohilcund.

Sujah Dowlah avait à cœur d'ajouter à sa principauté ce riche district. Il n'avait absolument aucun droit ni ombre de droit. Ses prétentions n'étaient pas mieux fondées que celles de Catherine II à la Pologne, ou celles de la famille Bonaparte au trône d'Espagne. Les Rohillas possédaient leur pays précisément au même titre qu'il possédait le sien, et ils avaient gouverné leur pays infi-

niment mieux qu'il n'avait jamais gouverné le sien. Les Rohillas n'étaient pas d'ailleurs un peuple qu'on pût attaquer avec pleine sécurité. Leur territoire était à la vérité une plaine ouverte, dépourvue de tout moyen naturel de défense. Mais le noble sang de l'Afghanistan coulait dans leurs veines. Comme soldats, ils n'avaient pas cette fermeté qu'on ne trouve guère qu'en compagnie d'une discipline exacte, mais ils avaient prouvé sur bien des champs de bataille leur impétueuse valeur. On disait que leurs chefs, lorsqu'ils étaient unis par un danger commun, pouvaient mettre en campagne quatre-vingt mille hommes. Sujah Dowlah les avait vus combattre, et il éprouvait une prudente répugnance à entrer en lutte avec eux. Il y avait dans l'Inde une armée, une seule, à laquelle ne pouvaient résister même ces fières tribus du Caucase. Il était prouvé que ni un nombre dix fois supérieur, ni toute l'ardeur martiale des nations asiatiques les plus hardies ne pouvaient servir à quelque chose contre la science et la résolution des Anglais. Serait-il possible de persuader au gouverneur du Bengale de louer à prix d'argent l'irrésistible énergie de ce peuple roi, de vendre cette habileté devant laquelle les chefs les plus capables de l'Indoustan devenaient aussi impuissants que des enfants, cette discipline qui avait si souvent triomphé des efforts furieux du fanatisme et du désespoir, cet indomptable courage anglais qui n'est jamais plus calme et plus obstiné qu'à la fin d'une journée douteuse et meurtrière ?

C'était là ce que demandait le nabab-vizir, et ce qu'Hastings accorda. Le marché fut bientôt conclu. Chacun des deux négociateurs possédait ce qui manquait à l'autre. Hastings avait besoin de fonds pour entretenir le gou-

vernement du Bengale, et les revenus de Sujah Dowlah étaient considérables. Sujah Dowlah avait en tête de subjuguer les Rohillas, et Hastings avait à sa disposition les seules troupes qui pussent subjuguer les Rohillas. Il fut convenu qu'on prêterait au nabab-vizir une armée anglaise, et qu'il paierait pour le prêt quatre cent mille livres sterling, en se chargeant en outre de défrayer les dépenses des troupes pendant qu'elles seraient à son service.

« Je ne puis véritablement concevoir, » dit le révérend M. Gleig, « par quelles raisons de justice morale ou politique cette proposition mérite d'être stigmatisée comme un acte infâme. » Si nous comprenons bien le sens des mots, il est infâme de commettre une mauvaise action pour de l'argent, et c'est une mauvaise action que de faire la guerre sans avoir reçu de provocation. Dans cette guerre-ci, il ne manquait peut-être pas une seule circonstance aggravante. Le but de la guerre contre les Rohillas était de priver d'un bon gouvernement une population nombreuse qui ne nous avait jamais fait de mal, pour la mettre contre son gré sous un.gouvernement détestable. Ce n'était pas tout encore. L'Angleterre descendait au-dessous de ces petits princes allemands qui, vers la même époque, nous vendaient des troupes pour combattre les Américains. Les marchands de hussards de la Hesse et d'Anspach étaient sûrs au moins que les expéditions auxquelles on employait leurs soldats seraient conduites conformément aux règles d'humanité de la guerre civilisée. Était-il probable qu'il en fût de même pour la guerre contre les Rohillas? Le gouverneur stipula-t-il qu'on la conduirait ainsi? Il savait bien comment les Indous faisaient la

guerre ; il savait bien qu'on abuserait très-probablement d'une manière atroce du pouvoir qu'il avait consenti à mettre entre les mains de Sujah Dowlah, et il ne demanda aucune promesse, aucune garantie pour s'assurer qu'on n'en abuserait pas. Il ne se réserva même pas le droit de retirer son aide en cas d'abus, quelque odieux qu'ils pussent être. M. Gleig répète l'absurde excuse du major Scott, qui a prétendu que Hastings avait bien le droit de louer des troupes anglaises pour le massacre des Rohillas, attendu que les Rohillas n'étaient pas de race indoue, mais bien une colonie venue d'un pays éloigné. Qu'étaient donc les Anglais eux-mêmes? Était-ce à eux de proclamer la croisade pour l'expulsion de tout étranger des contrées arrosées par le Gange? Était-il naturel d'entendre soutenir par leur bouche qu'un colon étranger qui fonde un empire dans l'Inde est un *caput lupinum?* Qu'auraient-ils dit si une autre puissance était venue, sous un semblable prétexte, attaquer, sans la moindre provocation, Madras ou Calcutta? Il ne manquait qu'une pareille défense à l'infamie de la transaction ; l'atrocité du crime et l'hypocrisie de l'apologie sont dignes l'une de l'autre.

L'une des trois brigades qui composaient l'armée du Bengale partit sous les ordres du colonel Champion pour rejoindre Sujah Dowlah. Les Rohillas firent des représentations, supplièrent, offrirent une rançon considérable ; tout fut vain. Ils résolurent alors de se défendre jusqu'au dernier moment. On livra une bataille sanglante. « L'ennemi, » dit le colonel Champion, « fit preuve d'assez grandes connaissances militaires, et il est impossible d'imaginer une résolution plus obstinée que celle qu'ils déployèrent. Le lâche souverain d'Oude

s'enfuit du champ de bataille. Les Anglais restèrent seuls, mais leur feu et leurs charges étaient irrésistibles. Ce ne fut pourtant qu'après la mort de leurs chefs les plus distingués, tombés à la tête de leurs troupes, que les rangs des Rohillas commencèrent à céder. Alors le nabab-vizir arriva avec sa canaille et se hâta de piller le camp des braves ennemis qu'il n'avait pas osé regarder en face. Les soldats de la compagnie, habitués à une discipline exacte, conservèrent l'ordre le plus parfait pendant que leurs misérables alliés pillaient dans les tentes ; mais on entendit bien des voix s'écrier : « Nous nous sommes battus tout seuls, et ces coquins-là ont tout le profit. »

Alors les horreurs habituelles à la guerre dans l'Inde se déchaînèrent dans les villes et les belles vallées du Rohilcund. La contrée tout entière fut en flammes. Plus de cent mille personnes quittèrent leurs maisons pour se réfugier dans des fourrés empestés, préférant la famine, la fièvre et les retraites des tigres à la tyrannie de l'homme auquel un gouvernement anglais et chrétien avait, pour l'amour d'un gain honteux, vendu leurs richesses, leur sang et l'honneur de leurs femmes et de leurs filles. Le colonel Champion fit des remontrances au nabab-vizir, et adressa des représentations énergiques au fort William ; mais le gouverneur n'avait pas fait de conditions sur la manière dont la guerre devait être dirigée. Il s'était uniquement inquiété de ses quarante lacs de roupies ; et, bien qu'il pût désapprouver la froide barbarie de Sujah Dowlah, il ne se croyait pas le droit d'intervenir autrement que par ses avis. Cette délicatesse excite l'admiration de son révérend biographe : « M. Hastings, » dit-il, « ne pouvait dicter des lois au

nabab, ni permettre au commandant des troupes de la compagnie de dicter des lois sur la manière dont la guerre devait être conduite. » Non, sans doute, M. Hastings n'avait autre chose à faire qu'à étouffer par la force les nobles efforts d'un peuple innocent défendant sa liberté. Toute résistance militaire domptée, il avait fait son devoir; il ne lui restait plus qu'à se croiser les bras et à regarder faire pendant qu'on brûlait les villages, qu'on massacrait les enfants, qu'on déshonorait les femmes. M. Gleig peut-il soutenir sérieusement cette opinion? Y a-t-il une règle plus claire que celle qui oblige un homme qui donne volontairement à un autre homme un pouvoir irrésistible sur des êtres humains, de veiller à ce qu'on n'abuse pas cruellement de ce pouvoir? Nous demandons pardon à nos lecteurs de discuter une proposition si évidente.

Il faut se hâter d'arriver à la fin de cette honteuse et triste histoire. La guerre cessa. La plus noble population de l'Inde resta soumise à un tyran avide, lâche, cruel. Le commerce et l'agriculture languirent. La riche province qui avait excité la cupidité de Sujah Dowlah devint la plus misérable partie de ses misérables États. Cependant cette nation maltraitée existe encore. On a vu apparaître à de longs intervalles des éclairs de son ancienne valeur; et même aujourd'hui le courage, le respect de soi-même, un sentiment chevaleresque rare en Asie, et un amer souvenir du grand crime de l'Angleterre distinguent encore la noble race des Afghans. Ils passent encore aujourd'hui pour les plus braves des cipayes, à l'arme blanche; et un homme qui a eu beaucoup d'occasions d'observer remarquait dernièrement que les seuls indigènes de l'Inde qu'on puisse appeler

véritablement des gentilshommes se trouvent parmi les Rohillas.

Quoi que nous puissions penser de la moralité de Hastings, on ne peut nier que les résultats financiers de sa politique ne fissent honneur à ses talents. Moins de deux ans après s'être chargé du gouvernement, sans imposer de nouveaux fardeaux au peuple soumis à son autorité, il avait augmenté les revenus annuels de la compagnie de quatre cent cinquante mille livres sterling environ, et lui avait en outre envoyé un million sterling d'argent comptant. Il avait soulagé les finances du Bengale de dépenses se montant tous les ans environ à deux cent cinquante mille livres sterling, et il en avait chargé le nabab d'Oude. Sans aucun doute, si ces résultats eussent été obtenus par des moyens honorables, il aurait eu droit à la plus vive reconnaissance de son pays, et quels que fussent les moyens, les effets prouvaient qu'il avait un grand talent pour l'administration.

Cependant le Parlement s'était livré à de longues et sérieuses discussions sur les affaires de l'Asie. Le ministère de lord North, pendant la session de 1773, adopta une mesure qui apporta de grands changements dans la constitution du gouvernement de l'Inde. Cette loi, connue sous le nom d'Acte régulateur, décida que la présidence du Bengale exercerait un contrôle sur les autres possessions de la compagnie ; que le magistrat à la tête de cette présidence porterait le titre de gouverneur général ; qu'il serait assisté par quatre conseillers, et qu'on établirait à Calcutta une cour suprême de justice, composée d'un juge principal et de trois juges inférieurs. Cette cour devait être indépendante du gouverneur général et du conseil, et on lui confia une juridiction

civile et criminelle extrêmement étendue et à laquelle on n'assigna point de limites.

L'acte nommait le gouverneur général et les conseillers, qui devaient occuper leurs postes pour cinq ans. Hastings devait être le premier gouverneur général. L'un des quatre nouveaux conseillers, M. Barwell, homme plein d'expérience et depuis longtemps au service de la compagnie, était alors dans l'Inde. Les trois autres, le général Clavering, M. Monson et M. Francis, vinrent d'Angleterre.

Le plus capable des nouveaux conseillers était sans aucun doute Philippe Francis. Les écrits qu'il a avoués prouvent qu'il possédait beaucoup d'instruction et d'éloquence. Plusieurs années passées dans les bureaux des ministères lui avaient donné l'habitude des affaires. Ses ennemis n'ont jamais nié qu'il ne fût courageux et intrépide, et ses amis sont forcés d'avouer qu'il avait une idée exagérée de lui-même, qu'il était d'une humeur irritable, que ses manières étaient souvent rudes et emportées, et que ses haines étaient violentes et invétérées.

Il est presque impossible de parler de cet homme éminent sans jeter un coup d'œil sur la question que son nom suggère dès l'abord à tous les esprits. Était-il l'auteur des lettres de Junius ? Nous en sommes profondément convaincus. L'écriture de Junius est l'écriture de Francis, qui était très-remarquable, un peu déguisée. Quant à la position, aux occupations et aux relations de Junius, voici les faits les plus importants qu'on puisse tenir pour clairement prouvés : d'abord il était au courant des formes techniques des bureaux de l'administration ; secondement il connaissait à fond les affaires du ministère de la guerre ; troisièmement, pendant l'année 1770, il suivit

lesdébats de la chambre des lords, et prit des notes sur les discours, en particulier sur ceux de lord Chatham ; quatrièmement, il fut vivement blessé de la nomination de M. Chamier comme sous-secrétaire d'État de la guerre; cinquièmement, il était attaché à lord Holland par quelque lien puissant. Or, Francis passa plusieurs années dans les bureaux du secrétaire d'État. Il fut ensuite premier commis au ministère de la guerre. Il a dit plusieurs fois lui-même qu'il avait entendu plusieurs discours de lord Chatham, en 1770, et quelques-uns de ces discours ont été imprimés sur ses notes. Il donna sa démission de premier commis du ministère de la guerre par dépit de la nomination de M. Chamier. Ce fut lord Holland qui le fit entrer au service de l'État. Voilà cinq traits caractéristiques qui doivent se retrouver chez Junius. On les trouve tous les cinq chez M. Francis. Nous ne croyons pas qu'on puisse trouver, chez quelque autre personne que ce soit, plus de deux de ces signes. Si cet argument ne tranche pas la question, il devient inutile de raisonner par induction.

Les preuves intrinsèques nous semblent indiquer la même chose. Le style de Francis a une grande ressemblance avec celui de Junius, et nous ne sommes pas porté à admettre ce qu'on tient en général pour convenu, c'est-à-dire que les écrits avoués par Francis soient décidément inférieurs aux lettres anonymes. L'argument qu'on tire de l'infériorité pourrait en tout cas s'appliquer avec une force au moins égale à tous les prétendants qu'on a jamais cités, à l'exception de Burke, et ce serait perdre son temps que de l'employer à prouver que Burke n'était pas Junius. Quelle conclusion, après tout, peut-on tirer d'une simple infériorité? Il arrive à tous les auteurs

de faire un ouvrage qui vaut mieux que tous les autres, et l'intervalle qui sépare le meilleur ouvrage de celui qui vient après peut être très-grand. Personne ne dira que les meilleures lettres de Junius soient plus décidément supérieures aux ouvrages avoués par Francis que ne sont trois ou quatre des tragédies de Corneille en comparaison du reste, trois ou quatre des comédies de Ben Johnson en comparaison du reste, que n'est le *Voyage du pèlerin* en comparaison des autres voyages de Bunyan, ou *Don Quichotte* en comparaison des autres livres de Cervantes. Il est même certain que l'homme au masque, quel qu'il fût, était un écrivain fort inégal. Pour ne pas aller plus loin que les lettres qui portent la signature de Junius, la lettre au roi et les lettres à Horne Tooke ont peu de chose en commun si ce n'est l'âpreté du ton, et l'âpreté était un ingrédient qui manquait rarement dans les écrits ou les discours de Francis.

A la vérité, l'une des preuves les plus fortes pour nous que Francis était Junius est la ressemblance morale qui existe entre les deux hommes. Il n'est pas difficile, d'après les lettres, sous diverses signatures, qu'on sait avoir été écrites par Junius, et par ses rapports avec Woodfall et d'autres personnes, de se faire une idée assez exacte de son caractère. C'était évidemment un homme qui n'était pas dépourvu de grandeur d'âme et d'un patriotisme véritable, et dont les vices n'étaient pas empreints de bassesse. Mais il devait en même temps être insolent et arrogant au plus haut degré, être porté à la malveillance, et enclin à prendre la malveillance pour de la vertu publique. « Fais-tu bien d'être irrité ? » demandait jadis l'Éternel au prophète hébreu. Et il répondit : « Je fais bien. » C'était évidemment

la disposition de Junius, et c'est à cette cause que nous attribuons la cruauté farouche dont quelques-unes de ses lettres sont entachées. Personne n'est aussi impitoyable que ceux qui se font assez d'illusions pour confondre leurs antipathies avec leurs devoirs. Il faut ajouter que Junius, tout en étant rattaché au parti démocratique par des inimitiés communes, était exactement l'opposé d'un démocrate en politique. Il attaquait les individus avec une dureté qui violait sans cesse toutes les lois de la guerre littéraire ; mais il regardait les parties les plus défectueuses des vieilles institutions avec un respect qui allait jusqu'à l'affectation, plaidait avec ardeur la cause du bourg d'Old-Sarum, et disait dédaigneusement aux capitalistes de Leeds et de Manchester que, s'ils voulaient avoir droit de suffrage, ils n'avaient qu'à acheter des terres et à devenir francs tenanciers dans les comtés de Lancastre et d'York. Tous ces traits pourraient être reproduits, presque sans changement, croyons-nous, pour faire le portrait de Philippe Francis.

Il ne faut pas s'étonner que le grand écrivain anonyme fût disposé, vers cette époque, à quitter le pays qu'il avait si puissamment remué par son éloquence. Tout avait mal tourné pour lui. Le parti qu'il préférait évidemment à tous les autres, le parti de Georges Grenville, s'était dispersé depuis la mort de son chef, et lord Suffolk l'avait amené en grande partie aux bancs du ministère. La fermentation causée par les élections du Middlesex s'était calmée. Toutes les factions devaient également être un objet d'aversion pour Junius. Ses opinions sur les affaires intérieures le séparaient du ministère; ses opinions sur les affaires des colonies le séparaient de l'opposition. Au milieu de semblables circonstances, il avait jeté sa

plume dans un accès de misanthropie et de désespoir. Sa lettre d'adieu à M. Woodfall porte la date du 19 janvier 1773. Dans cette lettre, il déclarait qu'il faudrait qu'il fût idiot pour écrire de nouveau, qu'il avait eu de bonnes intentions pour sa cause et pour le public, qu'il abandonnait tout cela, qu'il n'y avait pas dix hommes en état d'agir d'accord, sur quelque question que ce fût : « Mais tout est de même, » écrivait-il, » tout est bas et méprisable. Vous n'avez jamais faibli que je sache, et je serai toujours ravi d'apprendre que vous prospérez. » Telles furent les dernières paroles de Junius. Un an après, Philippe Francis était en route pour le Bengale.

Les juges de la cour suprême accompagnaient les trois nouveaux conseillers. Le grand juge était sir Élie Impey. C'était une vieille connaissance de Hastings, et il est probable que, si le gouverneur général eût cherché dans toutes les cours de justice, il n'eût pu trouver un aussi utile instrument. Mais les membres du conseil n'étaient point en humeur de soumission. La nouvelle forme de gouvernement déplaisait souverainement à Hastings, qui n'avait pas grande idée de ses coadjuteurs. Ils l'avaient ouï dire, et étaient disposés à se montrer soupçonneux et pointilleux. Quand les gens sont en semblable disposition d'esprit, la moindre bagatelle suffit pour fournir une occasion de querelle. Les membres du conseil s'attendaient à être salués de vingt et un coups de canon par le fort William. Hastings ne fit tirer que dix-sept coups. Ils mirent pied à terre de mauvaise humeur. Ils échangèrent les premiers compliments avec une froide réserve. Le lendemain éclata cette longue querelle qui, après avoir bouleversé l'Inde anglaise, se renouvela en Angleterre, et dans laquelle les orateurs et

les hommes d'État les plus éminents de leur siècle prirent parti d'un côté ou de l'autre.

Hastings était soutenu par Barwell. Ils n'avaient pas toujours été bien ensemble ; mais l'arrivée des nouveaux membres du conseil venus d'Angleterre eut naturellement l'effet de réconcilier les anciens employés de la compagnie. Clavering, Monson et Francis formaient la majorité. Ils enlevèrent immédiatement le gouvernement à Hastings, condamnèrent, non sans justice, ses rapports récents avec le nabab-vizir, rappelèrent d'Oude l'agent anglais pour y envoyer une de leurs créatures, ordonnèrent à la brigade qui avait vaincu les malheureux Rohillas de revenir sur le territoire de la compagnie, et instituèrent une enquête sévère sur la manière dont la guerre avait été conduite. Ils en vinrent ensuite, en dépit des remontrances du gouverneur général, à exercer de la manière la plus imprudente leur nouvelle autorité sur les présidences inférieures, mirent à Bombay toutes les affaires en désordre, et intervinrent avec un incroyable mélange de témérité et de faiblesse dans les querelles intestines du gouvernement mahratte. En même temps, ils tombèrent sur l'administration intérieure du Bengale et attaquèrent tout le système financier et judiciaire, système défectueux sans doute, mais que des gens qui arrivaient d'Angleterre n'étaient pas fort en état d'améliorer. L'effet de leur réforme fut de retirer toute protection à la vie et à la propriété, et d'amener jusque dans les faubourgs de Calcutta des bandes de voleurs qui pillaient et massacraient impunément. Hastings continua d'habiter le palais du gouvernement et de toucher les appointements de gouverneur général. Il continua même à diriger le conseil toutes les

fois qu'il s'agissait d'expédier des affaires courantes, car ses adversaires ne pouvaient s'empêcher de sentir qu'il savait beaucoup de choses qu'ils ignoraient, et qu'il décidait promptement et sûrement une foule de questions qui les eussent cruellement embarrassés; mais on lui avait enlevé l'autorité supérieure dans le gouvernement et toute part dans la nomination aux postes importants.

Les indigènes s'en aperçurent bientôt. Ils regardèrent Hastings comme un homme tombé, et ils agirent d'après leurs habitudes. Quelques-uns de nos lecteurs peuvent avoir vu aux Indes une nuée de corbeaux faisant mourir sous leurs coups de bec un vautour malade; c'est un type assez vrai de ce qui arrive dans ce pays toutes les fois que la fortune abandonne un homme qui a été grand et qu'on a craint. En un instant, tous les sycophantes qui étaient prêts la veille à mentir pour lui, à contrefaire pour lui des écritures, à se charger de ses empoisonnements, à lui servir d'entremetteurs, se hâtent d'acheter la faveur de ses ennemis victorieux en l'accusant. Un gouvernement indou n'a qu'à laisser comprendre qu'il désire voir perdre une certaine personne; vingt-quatre heures après, on lui aura mis entre les mains des accusations graves, accompagnées de dépositions tellement complètes et tellement détaillées que ceux qui n'ont pas l'habitude des mensonges asiatiques ne peuvent s'empêcher de les croire décisives. C'est fort heureux si la signature de la victime désignée ne se trouve pas contrefaite au bas de quelque contrat illégal, et si on ne trouve pas moyen de cacher dans quelque coin de sa maison un papier révélant une trahison. On regardait alors Hastings comme un homme perdu sans ressource. Le pouvoir de faire et de défaire la fortune de tout le monde au Bengale semblait

avoir passé dans les mains des nouveaux conseillers. Aussitôt, les accusations contre le gouverneur général commencèrent à pleuvoir. Elles étaient accueillies avec empressement par la majorité dont les membres étaient, pour leur rendre justice, gens de trop d'honneur pour favoriser sciemment de fausses accusations, mais qui ne connaissaient pas suffisamment l'Orient pour savoir que, dans cette partie du monde, un faible encouragement du pouvoir suffit pour faire naître en huit jours plus d'Oates, de Bedloes et de Dangerfields que Westminster-Hall n'en voit en un siècle.

Il eût été bien étrange qu'en semblable conjoncture Nuncomar fût resté dans l'inaction. Le méchant homme était poussé à la fois par la malignité, par l'avarice et par l'ambition. Le temps était venu de se venger de son ancien ennemi, d'assouvir une rancune de dix-sept années, de gagner la faveur de la majorité du conseil, et de devenir le plus grand des indigènes du Bengale. Depuis l'arrivée des nouveaux conseillers, il leur avait fait la cour la plus assidue, et en conséquence il avait été honteusement exclu du palais du gouvernement. Il mit alors entre les mains de Francis un papier qui contenait plusieurs accusations de la nature la plus grave. Ce document accusait Hastings d'avoir mis en vente certaines charges, et d'avoir reçu de l'argent pour permettre à des criminels d'échapper à la justice. En particulier, on assurait que Mahommed Reza Khan avait été mis en liberté en considération d'une somme considérable qu'il avait payée au gouverneur général.

Francis lut cette pièce au conseil. Une violente altercation s'ensuivit. Hastings se plaignit amèrement des procédés dont on usait envers lui, parla avec mépris de

Nuncomar, des accusations de Nuncomar, et nia le droit du conseil à faire le procès du gouverneur. A la réunion suivante, le conseil reçut une nouvelle communication de Nuncomar. Il demandait la permission de se présenter au conseil, afin de soutenir lui-même ses assertions. Une nouvelle discussion fort orageuse s'éleva là-dessus. Le gouverneur général soutint que la salle du conseil n'était pas un lieu convenable pour une semblable enquête, qu'il ne pouvait attendre de gens échauffés par une lutte de tous les jours contre lui, l'impartialité nécessaire à des juges, et qu'il ne pouvait, sans compromettre la dignité de sa charge, consentir à être confronté avec un homme tel que Nuncomar. La majorité résolut néanmoins d'examiner les accusations. Hastings se leva, déclara que la séance était levée, et quitta la chambre accompagné de Barwell. Les autres membres restèrent à leurs places, votèrent qu'ils constituaient un conseil, mirent Clavering dans le fauteuil du président, et donnèrent l'ordre de faire entrer Nuncomar. Non-seulement Nuncomar persista dans ses premières accusations; mais, selon l'habitude de l'Orient, il produisit une quantité de charges supplémentaires. Il déclara que Hastings avait reçu une grosse somme du rajah Goordas pour le nommer au poste de trésorier de la maison du nabab, et pour charger la Munny Begum du soin de la personne de Son Altesse. Il produisit une lettre qui portait, disait-il, le sceau de la Munny Begum pour attester la vérité de son histoire. Le sceau, soit qu'il fût forgé comme l'affirmait Hastings, soit qu'il fût véritable, comme nous sommes plutôt portés à le croire, ne prouvait rien; tous ceux qui connaissent l'Inde savent qu'il suffisait à Nuncomar de dire à la Munny Begum qu'une lettre de

cette nature ferait plaisir à la majorité du conseil pour obtenir à l'instant son attestation. La majorité vota pourtant que cette accusation était prouvée, que Hastings avait reçu, dans un but de corruption, trente ou quarante mille livres sterling et qu'il fallait le contraindre de rendre cette somme.

Le sentiment public des Anglais au Bengale était fort en faveur du gouverneur général. Il était décidément supérieur à ses persécuteurs par ses talents en affaires, par sa connaissance du pays, par la courtoisie habituelle de ses manières. Les employés de la compagnie étaient naturellement disposés à prendre le parti du membre le plus distingué de leur corps contre un commis du ministère de la guerre, qui ne savait pas la langue du pays, ne connaissait pas le caractère des indigènes, et prenait pourtant sur lui de réglementer toutes les branches de l'administration. Hastings était néanmoins, malgré la sympathie générale de ses compatriotes, dans une situation extrêmement pénible. Il pouvait encore en appeler à l'autorité suprême en Angleterre. Si cette autorité prenait parti pour ses ennemis, il ne lui restait plus qu'à renoncer à sa charge. En conséquence, il mit sa démission entre les mains de son agent à Londres, le colonel Macleane. Mais Macleane avait ordre de n'envoyer la démission que s'il était bien prouvé que l'opinion était contraire au gouverneur général dans le conseil de la compagnie.

Le triomphe de Nuncomar semblait complet. Il tenait tous les jours un lever auquel ses compatriotes se rendaient en foule, et que la majorité du conseil daigna un jour honorer de sa présence. Sa maison était devenue un bureau destiné à recevoir les accusations contre le

gouverneur général. On disait que, moitié par des menaces, moitié par des cajoleries, le perfide brahmine avait persuadé à un grand nombre des hommes les plus riches de la province d'envoyer leurs plaintes. Mais il jouait un jeu dangereux. Il n'était pas prudent de réduire au désespoir un homme aussi résolu et qui possédait autant de ressources que Warren Hastings. Nuncomar, avec toute sa finesse, ne comprenait pas la nature des institutions sous lesquelles il vivait. Il voyait qu'il avait avec lui la majorité du corps qui faisait les traités, donnait les places et levait les impôts. Il n'avait aucune idée de la séparation qui existait entre les fonctions politiques et les fonctions judiciaires. Il ne lui était probablement jamais venu à l'esprit qu'il y eût dans le Bengale une autorité parfaitement indépendante du conseil, une autorité qui pouvait protéger ceux que le conseil voulait renverser, et envoyer au gibet ceux que le conseil voulait protéger. Telle était pourtant la vérité. La cour suprême, dans la sphère de ses attributions, était parfaitement indépendante du gouvernement. Hastings, avec sa sagacité ordinaire, avait vu quels avantages il pouvait tirer de la possession de ce rempart, et il avait agi en conséquence. Les juges, et surtout le grand juge, étaient hostiles à la majorité du conseil. Le temps était venu de mettre en œuvre cette machine redoutable.

Tout d'un coup, Calcutta apprit avec étonnement que Nuncomar avait été arrêté pour fait de félonie, mis en accusation et jeté dans la prison commune. On lui imputait le crime d'avoir, six ans auparavant, fait un faux en écritures de commerce. Le plaignant ostensible était un indigène. Mais ce fut, alors comme aujourd'hui, l'opinion de tout le monde, les idiots et les biographes

exceptés, que Hastings était le véritable auteur de cette manœuvre.

La fureur des membres de la majorité fut extrême. Ils protestèrent contre les mesures de la cour suprême et envoyèrent aux juges plusieurs messages pressants pour demander que Nuncomar fût admis à donner caution. Les juges refusèrent résolûment et avec hauteur. Tout ce que le conseil put faire fut d'entasser les honneurs et les émoluments sur la famille de Nuncomar, et c'est ce qu'il fit. Cependant les assises s'ouvrirent; l'accusation fut admise, et Nuncomar fut amené devant sir Élie Impey, et devant un jury composé d'Anglais. Le procès fut démesurément long, grâce à des témoignages contradictoires en grand nombre et à la nécessité de faire traduire mot à mot toutes les dépositions. Enfin, le jury déclara l'accusé coupable, et le grand juge annonça que le prisonnier était condamné à mort.

M. Gleig est si singulièrement ignorant qu'il imagine que les juges n'avaient plus de pouvoir sur l'affaire, et que le droit de faire grâce à Nuncomar appartenait au conseil. En conséquence, il jette sur Francis et sur le parti de Francis tout le blâme de ce qui se passa ensuite. Nous aurions cru qu'un homme qui avait publié cinq ou six gros volumes sur les affaires de l'Inde eût pu prendre la peine de s'instruire des principes fondamentaux du gouvernement dans l'Inde. La cour suprême avait, d'après l'acte régulateur, le droit d'accorder un sursis aux criminels, jusqu'à ce qu'on connût le bon plaisir de la couronne. Le conseil n'avait alors aucun pouvoir pour intervenir.

Nous tenons pour parfaitement évident que sir Élie

Impey aurait dû surseoir à l'exécution de Nuncomar. C'est une question de savoir si la procédure tout entière n'était pas illégale. Mais il est certain que, quel que pût être, d'après certaines règles techniques d'interprétation, l'effet du statut en vertu duquel eut lieu le procès, il était fort injuste de pendre un Indou pour avoir fait un faux. La loi qui punissait de mort en Angleterre le crime de faux avait été votée sans qu'on pensât le moins du monde à l'état de la société dans l'Inde. Les indigènes de l'Inde ne la connaissaient pas. Elle n'avait jamais été appliquée parmi eux, et ce n'était assurément pas faute de délinquants. Elle choquait au plus haut point toutes leurs idées. Ils n'étaient pas accoutumés à la distinction que diverses circonstances particulières à notre état de société nous ont amenés à établir entre le crime de faux et toute autre espèce de fourberie. Contrefaire un sceau était pour eux une manière ordinaire d'escroquer de l'argent, et il ne leur était jamais venu à l'esprit qu'on pût punir ce crime aussi sévèrement que l'assassinat ou le vol de grand chemin. Un juge impartial eût indubitablement réservé la décision au souverain; mais Impey ne voulut entendre parler ni de grâce ni de sursis.

L'excitation était grande dans toutes les classes. Francis et ses adhérents anglais peu nombreux accusaient le gouverneur général et le grand juge d'être des meurtriers de la pire espèce. Clavering, dit-on, jurait qu'il sauverait Nuncomar, fût-ce au pied du gibet. La masse de la société européenne, malgré son attachement pour le gouverneur général, ne pouvait s'empêcher d'éprouver de la compassion pour un homme qui, en dépit de tous ses ennemis, avait tenu si longtemps tant de place à leurs yeux, qui avait été grand et puis-

sant avant que l'empire anglais dans l'Inde eût pris naissance, et auquel les gouverneurs et les membres du conseil, alors simples agents commerciaux, faisaient jadis la cour pour obtenir sa protection. Le sentiment des Indous était bien plus vif. Ils n'étaient pas assurément gens à frapper un seul coup pour leur compatriote, mais sa condamnation les remplit d'effroi et de douleur. En le jugeant même d'après le code peu sévère de leur morale, c'était un mauvais homme; mais tout mauvais qu'il était, il était le chef de leur race et de leur religion, un brahmine distingué entre les brahmines. Il était, par naissance, de la caste la plus pure et la plus élevée. Il avait pratiqué avec l'exactitude la plus scrupuleuse toutes les cérémonies auxquelles les superstitieux Bengalis attachent infiniment plus d'importance qu'à l'accomplissement minutieux des devoirs sociaux. Ils éprouvaient, par conséquent, ce qu'un catholique dévot du moyen âge eût éprouvé en voyant un prélat du plus haut rang envoyé au gibet par un tribunal séculier. D'après leurs anciennes lois nationales, un brahmine, quel que fût son crime, ne pouvait être condamné à mort; et le crime que Nuncomar allait payer de sa vie leur paraissait à peu près aussi grave qu'un mauvais cheval chèrement vendu peut le paraître aux yeux d'un jockey du comté d'York.

Les musulmans seuls semblent avoir vu avec joie le sort du puissant Indou qui avait cherché à s'élever au moyen de la ruine de Mahommed Reza Khan. L'historien mahométan de cette époque prend plaisir à aggraver les accusations. Il nous affirme qu'on trouva dans la maison de Nuncomar une cassette qui contenait des sceaux contrefaisant ceux de tous les gens riches de la province. Nous

n'avons vu cette histoire confirmée nulle part, mais en elle-même elle n'est pas impossible.

Le jour fatal approchait, et Nuncomar se préparait à mourir avec ce courage tranquille que les Bengalis, timides comme des femmes dans une lutte personnelle, déploient souvent contre les calamités sans remède. Le shérif, avec l'humanité qui manque rarement à un Anglais bien élevé, vint voir le prisonnier la veille de l'exécution, et l'assura qu'on ne lui refuserait aucune des faveurs permises par la loi. Nuncomar exprima sa gratitude avec beaucoup de courtoisie et un calme inaltérable. Pas un muscle de son visage ne bougea, pas un soupir ne lui échappa. Il appuya son doigt sur son front, et dit tranquillement que le destin devait avoir son cours, et qu'on ne pouvait résister au bon plaisir de Dieu. Il envoya ses compliments à Francis, à Clavering et à Monson, et leur recommanda de protéger le rajah Goordas, qui allait devenir le chef des brahmines du Bengale. Le shérif se retira fort ému de ce qui venait de se passer, et Nuncomar s'assit paisiblement pour écrire des billets et examiner des comptes.

Le lendemain matin, avant que le soleil eût atteint toute sa force, une foule immense s'assembla autour de la place où l'on avait dressé la potence. L'horreur et le chagrin se peignaient sur tous les visages. Cependant, jusqu'à la fin, la multitude ne pouvait croire que les Anglais eussent véritablement l'intention d'ôter la vie au grand brahmine. Enfin, la lugubre procession traversa la foule. Nuncomar, assis dans son palanquin, regardait autour de lui avec une sérénité imperturbable. Il venait de quitter ses parents les plus proches. Leurs cris et leurs contorsions avaient épouvanté les

Anglais, ministres de la justice, mais n'avaient pas produit le moindre effet sur le stoïcisme du prisonnier. Il n'exprima qu'une seule inquiétude; il désirait que des Indous appartenant comme lui à la caste des prêtres fussent présents pour recevoir son corps. Il demanda de nouveau qu'on le rappelât à ses amis du conseil, monta sur l'échafaud avec fermeté et donna le signal à l'exécuteur. Au moment où la bascule s'abaissa, un hurlement de douleur et de désespoir s'éleva du sein de cette innombrable multitude. Des centaines de spectateurs détournèrent leur visage de ce spectacle qui les eût souillés, s'enfuirent en poussant de grands gémissements du côté de l'Hougley, et se plongèrent dans ses eaux sacrées, comme pour se purifier du crime d'avoir assisté à un pareil crime. Ces sentiments ne furent pas renfermés dans Calcutta; la province tout entière en était agitée, et la population de Dacca en particulier donna de grandes marques de chagrin et d'effroi.

Il est impossible de parler trop sévèrement de la conduite d'Impey. Nous avons déjà dit qu'à notre avis il commit une injustice en refusant d'accorder un sursis à Nuncomar. Nul homme sensé ne peut douter qu'il n'ait suivi cette marche dans le but de plaire au gouverneur général. Si nous avions eu quelques doutes sur la question, la lettre que M. Gleig a publiée les aurait dissipés. Hastings, écrivant trois ou quatre ans après, parle d'Impey comme de « l'homme à l'appui duquel il avait dû, à un certain moment, la sûreté de sa fortune, de son honneur et de sa réputation. » Ces expressions énergiques ne peuvent s'appliquer qu'à l'affaire de Nuncomar, et elles doivent signifier qu'Impey fit pendre Nuncomar pour venir en aide à Warren Hastings. Nous sommes

donc très-décidément d'avis qu'Impey, siégeant comme juge, fit mettre injustement un homme à mort dans le but de servir un parti politique.

Nous envisageons la conduite de Hastings sous un jour quelque peu différent. Il défendait sa fortune, son honneur, sa liberté, tout ce qui rend la vie précieuse. Il était attaqué par des ennemis acharnés et sans principes. Il ne pouvait espérer aucune justice de ses collègues. On ne peut lui reprocher d'avoir cherché à écraser ses ennemis. Il était, à la vérité, obligé de n'employer à cette fin que des moyens légitimes; mais il était naturel qu'il tînt pour légitimes des moyens que les docteurs de la loi tenaient pour légitimes, eux dont le devoir particulier était de juger impartialement entre les adversaires, et que leur éducation devait avoir rendus particulièrement propres à accomplir ce devoir. Personne ne demande à l'une des parties l'équité inflexible d'un juge. On nomme des juges parce qu'on ne peut se fier aux gens de bien eux-mêmes dans les questions qui les concernent. Il ne se passe pas un seul jour sans qu'un plaignant honnête demande ce qu'un tribunal malhonnête seul pourrait accorder. On ne peut demander à un homme, lorsque ses intérêts les plus chers sont en question et que ses passions les plus violentes sont excitées, d'être plus juste contre lui-même que les dispensateurs assermentés de la justice. Pour prendre dans l'histoire de notre pays une situation analogue, supposons que lord Stafford, lorsqu'il était à la Tour soupçonné d'avoir pris part au complot papiste, eût appris que Titus Oates avait fait quelque chose qu'on pouvait, par une interprétation douteuse, qualifier de félonie; blâmerait-on sévèrement lord Stafford si, dans la situa-

tion que nous supposons, il eût fait entreprendre des poursuites, fourni de l'argent, employé toute son influence pour prévenir la miséricorde royale ? Nous ne le pensons pas. A la vérité, si un juge, par faveur pour les lords catholiques, eût fait violence à la loi pour faire pendre Titus Oates, ce juge eût mérité d'être mis en accusation ; mais il ne nous semble pas qu'un lord catholique, en amenant l'affaire devant le juge pour qu'il en décidât, dépassât beaucoup les justes limites de la défense personnelle.

Tout en ne doutant pas que cette exécution mémorable ne doive être attribuée à Hastings, nous ne sommes, par conséquent, pas bien sûrs qu'on puisse la mettre avec justice au nombre de ses crimes. Il est évident que sa conduite fut dictée par une profonde politique. Il était en minorité dans le conseil; il savait que cela pouvait être long; il connaissait bien le caractère des indigènes ; il savait avec quelle abondance les accusations pleuvent toujours dans l'Inde contre le plus innocent des hommes s'il est en défaveur auprès du pouvoir. Il n'y avait pas, dans toute la population noire du Bengale, un homme possédant une place, un homme désirant une place, un locataire du gouvernement qui ne crût pouvoir améliorer sa position en envoyant une déposition contre le gouverneur général. Dans cette situation, l'homme d'État persécuté résolut d'apprendre à toute cette horde d'accusateurs et de témoins que, tout en étant en minorité dans le conseil, il était encore redoutable. La leçon qu'il leur donna ne pouvait s'oublier. Le chef de la conspiration qui s'était formée contre lui, le plus riche, le plus puissant, le plus capable des Indous, en faveur auprès de ceux qui possédaient alors

le pouvoir, protégé par le respect superstitieux de tant de millions d'hommes, fut pendu en plein jour devant des milliers de spectateurs. Tout ce qui pouvait rendre l'avertissement efficace, la grandeur de la victime, la solennité de la procédure, rien ne manqua à l'œuvre. La rage impuissante et les vains efforts du conseil ne servirent qu'à rendre le triomphe plus éclatant. A partir de ce moment, tous les indigènes furent convaincus qu'il était plus sûr de prendre le parti de Hastings avec la minorité que le parti de Francis avec la majorité, et que ceux qui s'aventuraient à se joindre aux chasseurs qui poursuivaient le gouverneur général pourraient bien, selon l'expression du poëte oriental, rencontrer un tigre pendant qu'ils battaient le fourré pour trouver un daim. Les milliers d'accusateurs se virent tout d'un coup la bouche fermée. A partir de ce moment, quelques difficultés que Hastings ait pu rencontrer, il ne lui est jamais arrivé d'être inquiété par les accusations des indigènes.

Il faut remarquer ici que l'une des lettres de Hastings au docteur Johnson a été écrite, d'après la date, quelques heures après la mort de Nuncomar. Pendant que la colonie tout entière était en mouvement, pendant que des prêtres puissants, appartenant à une religion antique, pleuraient sur les restes de leur chef, le vainqueur dans cette lutte mortelle se mit à écrire, avec un sang-froid caractéristique, une dissertation sur le voyage aux îles Hébrides, sur la grammaire persane de Jones, et sur l'histoire, les traditions, les arts et les productions naturelles de l'Inde.

Cependant les nouvelles de la guerre contre les Rohillas et des premières querelles entre Hastings et ses collègues étaient arrivées à Londres. Les directeurs pri-

rent parti pour la majorité du conseil, et expédièrent une lettre pleine de remarques sévères sur la conduite de Hastings. Ils proclamaient, en termes énergiques, mais justes, l'iniquité d'entreprendre une guerre offensive dans le seul but d'en retirer des avantages pécuniaires. Mais ils oubliaient absolument que, si Hastings avait obtenu des avantages pécuniaires par des moyens illicites, ce n'était pas dans son intérêt personnel, mais afin de satisfaire à leurs exigences. La compagnie avait alors pour pratique constante l'habitude d'enjoindre l'honnêteté en exigeant ce qu'on ne pouvait obtenir honnêtement; comme disait lady Macbeth de son mari, elle « n'aurait pas voulu tricher, mais elle aurait voulu gagner à tort. »

L'acte régulateur par lequel Warren Hastings avait été nommé gouverneur général pour cinq ans donnait à la couronne le droit de le destituer sur la demande de la compagnie. Lord North désirait arriver à ce qu'on fît cette demande. Les trois membres du conseil, qu'on avait envoyés d'Angleterre, étaient des hommes de son choix. Le général Clavering, en particulier, était soutenu dans le Parlement par des amis trop nombreux pour qu'un ministère fût disposé à leur déplaire. Le premier ministre voulait destituer Hastings et mettre Clavering à la tête du gouvernement. Les partis étaient à peu près de force égale dans le conseil des directeurs. Hastings eut dix voix; onze membres votèrent contre lui. On convoqua alors la cour des propriétaires. La grande salle des ventes présentait un aspect étrange. Le secrétaire de la trésorerie avait expédié des circulaires pour exhorter tous les amis du gouvernement, propriétaires d'actions de la compagnie des Indes, à se trouver pré-

sents. Lord Sandwich réunit autour de lui les amis de l'administration avec son habileté et son adresse accoutumée. On compta dans la foule cinquante pairs ou conseillers privés qu'on ne rencontrait pas souvent dans ce quartier de Londres. La discussion dura jusqu'à minuit. Les adversaires de Hastings eurent une faible majorité à la division; mais on demanda le scrutin, et le résultat fut de donner au gouverneur général une majorité de plus de cent voix en dépit des efforts combinés des directeurs et du cabinet. Les ministres furent très-irrités de cette défaite. Lord North lui-même se mit en colère, ce qui ne lui arrivait pas souvent, et menaça de convoquer le Parlement avant Noël, et de présenter une loi qui priverait la compagnie de tout pouvoir politique et restreindrait ses attributions à son ancien commerce de thé et de soieries.

Le colonel Macleane, qui avait ardemment soutenu la cause de Hastings dans toute cette lutte, crut alors que son commettant courait un danger imminent de se voir chassé, soumis à une censure du Parlement, et peut-être poursuivi. On avait déjà pris l'avis des avocats de la couronne sur certaines parties de la conduite du gouverneur général. On pouvait croire qu'il était grand temps de songer à s'assurer une retraite honorable. Dans cette situation, Macleane crut devoir produire la démission que Hastings lui avait confiée. Le document n'était pas rédigé d'une manière très-régulière, mais les directeurs étaient trop empressés pour être bien scrupuleux. Ils acceptèrent la démission, choisirent l'un d'eux, M. Wheeler, pour succéder à Hastings, et envoyèrent l'ordre au général Clavering, doyen du conseil, d'exercer les fonctions de gouverneur général jusqu'à l'arrivée de M. Wheeler.

Mais, pendant que les choses se passaient ainsi en Angleterre, un grand changement s'était opéré dans le Bengale. Monson était mort; le gouvernement ne comptait plus que quatre membres; Clavering et Francis étaient d'un côté, Barwell et le gouverneur général de l'autre, et le gouverneur général possédait le vote décisif. Hastings, privé pendant deux ans de tout pouvoir et de tout patronage, devint tout d'un coup absolu. Il usa à l'instant de représailles envers ses adversaires; il annula leurs mesures, il destitua leurs créatures; il ordonna une nouvelle évaluation des terres du Bengale dans le but de fixer l'impôt, et il voulut que toute l'enquête fût conduite au nom du gouverneur général, et que toutes les lettres concernant cette affaire fussent rédigées en son nom. Il commença en même temps à rouler dans son esprit de vastes projets de conquête et de domination, projets qu'il vécut assez pour voir se réaliser par d'autres mains que les siennes. Son intention était de prendre pour ses alliés et ses auxiliaires les princes indigènes, en particulier les souverains d'Oude et de Berar, et d'établir ainsi la suprématie de la Grande-Bretagne dans l'Inde tout entière. Pendant qu'il méditait ces grands desseins, il apprit qu'il n'était plus gouverneur général, que sa démission avait été acceptée, que M. Wheeler allait arriver, et qu'en attendant l'arrivée de M. Wheeler, le général Clavering devait occuper son poste.

Si Warren Hastings eût encore été en minorité dans le conseil, il est probable qu'il se fût retiré sans engager la lutte; mais il était devenu le véritable maître de l'Inde anglaise, et il n'avait aucune envie d'abandonner cette grande situation. Il affirma qu'il n'avait jamais donné

d'instructions qui pussent justifier la démarche faite est son nom en Angleterre ; il avoua qu'il avait oublié la teneur de ses instructions; s'il en avait eu une copie, il l'avait égarée ; mais il était sûr d'avoir répété plusieurs fois aux directeurs qu'il ne voulait pas donner sa démission. Il ne voyait pas comment la cour, en présence de cette déclaration formelle, pouvait accepter sa démission des mains d'un agent sans autorité. Si la démission était sans valeur, toutes les mesures fondées sur la démission étaient nulles, et Hastings restait gouverneur général.

Il affirma plus tard que, bien que ses agents n'eussent pas agi conformément à ses instructions, il se serait pourtant cru lié par leurs actes si Clavering n'avait pas tenté de s'emparer par force du pouvoir suprême. Le général envoya chercher les clefs du fort et du trésor, prit possession des archives, et tint un conseil auquel assista Francis. Hastings présidait dans une autre chambre, et Barwell s'y trouvait avec lui. Les deux partis avaient chacun une apparence plausible de droit. L'autorité, qui avait des titres à leur obéissance, siégeait à six mille lieues de l'Inde. Un appel aux armes semblait être le seul moyen de trancher la question, et Hastings, comptant sur l'influence qu'il exerçait sur ses compatriotes dans l'Inde, ne reculait pas devant cet expédient. Il donna pour instruction, aux officiers de la garnison du fort William et des environs, de n'obéir à aucun autre ordre qu'aux siens. Au même moment, avec un tact admirable, il proposa de soumettre l'affaire à la cour suprême et de s'en tenir à sa décision. En faisant cette proposition il ne risquait rien, et cependant c'était une proposition difficile à rejeter pour ses adversaires. On

ne pouvait traiter comme des criminels ceux qui obéiraient à l'autorité que les juges déclareraient solennellement être le gouvernement légitime. L'homme le plus hardi devait hésiter à prendre les armes pour défendre ceux que les juges déclareraient des usurpateurs. Clavering et Francis, après quelque délai, annoncèrent à regret qu'ils s'en tiendraient à la décision de la cour. La cour prononça que la démission était sans valeur, et, qu'en conséquence, Hastings restait gouverneur général d'après l'acte régulateur, et les membres battus du conseil, s'apercevant que l'opinion de la colonie entière leur était défavorable, acceptèrent le jugement.

Hastings apprit dans cette conjoncture que les cours de Franconie, après un procès qui durait depuis plusieurs années, avaient prononcé le divorce entre le baron Imhoff et sa femme. Le baron quitta Calcutta en emportant la somme nécessaire pour acheter une terre en Saxe. Madame Imhoff devint mistriss Hastings. Cet événement fut célébré par de grandes fêtes, et tous les gens marquants de Calcutta furent invités au palais du gouvernement, sans distinction de partis. Clavering, à ce que raconte le chroniqueur musulman, était malade de corps et d'esprit, et s'excusa de paraître dans cette magnifique assemblée ; mais Hastings, que ses succès d'amour et d'ambition avaient, à ce qu'il paraîtrait, mis de fort bonne humeur, ne voulut pas accepter ses excuses; il se rendit lui-même chez le général et finit par amener en triomphe son rival vaincu dans le cercle brillant qui entourait la mariée. L'effort était trop grand pour un corps épuisé par les chagrins et par la maladie. Clavering mourut peu de jours après.

Wheeler, qui était parti dans l'espoir d'être gouver-

neur général, et qui fut obligé de se contenter d'une place dans le conseil, votait d'ordinaire avec Francis; mais le gouverneur général, avec le secours de Barwell et du vote décisif qui lui appartenait, restait toujours le maître. Quelques changements survinrent à cette époque dans les vues du conseil des directeurs et des ministres de la couronne. On abandonna tout projet contre Hastings, et lorsque expirèrent les cinq années, terme primitif de son pouvoir, il fut tranquillement réélu. Le fait est qu'au milieu des dangers terribles qui menaçaient alors de tous côtés les intérêts publics, lord North et la compagnie ne se souciaient pas de perdre un gouverneur dont ses ennemis mêmes reconnaissaient les talents, l'expérience et la résolution.

La situation était vraiment grave : le grand empire victorieux, sur le trône duquel George III était monté dix-huit ans auparavant au milieu d'espérances plus brillantes que celles qui avaient entouré l'avénement de tout autre souverain dans la longue série des rois d'Angleterre, était arrivé, grâce au gouvernement le plus insensé, sur le bord du précipice. En Amérique, des millions d'Anglais étaient en guerre avec le pays auquel ils devaient leur origine, leur langue, leur religion et leurs institutions, et qu'ils aimaient naguère avec le même dévouement que les habitants du Norfolk ou du comté de Leicester. Les grandes puissances de l'Europe, humiliées jusque-là par la vigueur et le génie qui avaient dirigé les conseils de Georges II, se réjouissaient de la perspective d'une vengeance éclatante. Le temps approchait où notre île, luttant, pour les opprimer, contre les États-Unis d'Amérique, pressée par les dangers plus voisins encore dont la menaçait le juste mécontentement

de l'Irlande, devait être attaquée par la France, l'Espagne et la Hollande, se sentir menacée par la neutralité armée de la Baltique, voir notre suprématie maritime elle-même en danger, et des flottes ennemies maîtresses du détroit de Calpe et des mers du Mexique, tandis que l'étendard anglais pouvait à peine protéger la Manche. Quelque grands que fussent les vices de Hastings, il fut heureux pour notre pays que, dans ces conjonctures plus dangereuses que toute autre période de son histoire, il se trouvât à la tête de ses possessions dans l'Inde.

On n'avait guère à craindre une attaque par mer sur le Bengale. Le danger était que les ennemis européens de l'Angleterre ne formassent une alliance avec quelque puissance indigène, ne fournissent à cette puissance des troupes, des armes et des munitions, et ne pussent ainsi attaquer nos possessions du côté de la terre. C'était surtout de la part des Mahrattes que Hastings redoutait le danger. Ce peuple singulier habitait originairement les montagnes sauvages qui s'étendent le long de la côte occidentale de l'Inde. Pendant le règne d'Aurengzebe, les habitants de ce pays, conduits par le grand Sevasée, commencèrent à faire des descentes sur les terres de leurs voisins plus riches et moins guerriers. L'énergie, la férocité et la ruse des Mahrattes les firent bientôt distinguer parmi les puissances nouvelles engendrées par la corruption de la monarchie chancelante. Ils furent d'abord de purs maraudeurs; ils s'élevèrent bientôt à la dignité de conquérants. La moitié des provinces de l'empire devinrent des principautés mahrattes. Des flibustiers, nés dans les castes inférieures et accoutumés à des occupations serviles, devinrent des rajahs puissants. Le

Bonslas, à la tête d'une bande de pillards, occupa la vaste région du Bérar. Le Guicowar, ce qui veut dire le gardien de troupeaux, fonda la dynastie qui règne encore à Guzerat. Les maisons de Scindia et d'Holkar devinrent puissantes à Malwa. Un capitaine aventureux établit son nid sur le roc imprenable de Gooti; un autre devint le maître des mille villages épars dans les champs de riz verdoyants de Tanjore.

Le système du double gouvernement régnait alors partout dans l'Inde : l'apparence et le pouvoir étaient partout séparés. Les nababs musulmans, qui étaient devenus princes souverains, le vizir à Oude et le nizam à Hyderabad, prenaient toujours le nom de vice-rois de la maison de Tamerlan. De la même manière, les États mahrattes, réellement indépendants les uns des autres, prétendaient faire partie d'un seul empire. Ils reconnaissaient tous, en paroles et par leurs cérémonies, la suprématie de l'héritier de Sevajée, roi fainéant qui mâchait du bétel et jouait avec des danseuses dans une prison d'État à Sattara, ainsi que celle du Peshwa, ou maire du palais, grand magistrat héréditaire qui tenait sa cour avec une pompe royale à Poonah, et qui se faisait obéir dans les vastes provinces d'Aurungabad et de Bejapoor.

Quelques mois avant la déclaration de la guerre en Europe, le gouvernement du Bengale fut alarmé par la nouvelle de l'arrivée à Poonah d'un aventurier français qui passait pour un homme de qualité. On disait qu'il avait été reçu avec beaucoup de distinction, qu'il avait remis au Peshwah des lettres et des présents de la part de Louis XVI, et qu'un traité hostile à l'Angleterre venait d'être conclu entre la France et les Mahrattes.

Hastings prit immédiatement le parti de porter le premier coup: le titre du Peshwah au pouvoir était disputé. Une partie de la nation mahratte était favorable à un prétendant. Le gouverneur général résolut d'épouser la cause de ce prétendant, de faire traverser la péninsule de l'Inde à une armée et d'entrer dans une alliance étroite avec la maison de Bonsla, qui régnait sur le Bérar, et qui ne le cédait à aucun des princes mahrattes en puissance et en dignité.

L'armée s'était déjà mise en marche, et les négociations avec le Bérar étaient entamées, lorsqu'une lettre du consul anglais au Caire vint annoncer que la guerre avait été déclarée à Londres et à Paris. Hastings ne perdit pas un moment pour adopter toutes les mesures qu'exigeait la crise. On s'empara des factoreries françaises dans le Bengale. On donna l'ordre d'occuper à l'instant Pondichéry. On entoura Calcutta d'ouvrages avancés, qui devaient, pensait-on, rendre l'approche d'un ennemi impossible. On forma une escadre pour la défense de la rivière. On leva neuf bataillons de Cipayes, et on forma un corps d'artillerie indigène, pris parmi les plus vigoureux lascars de la baie du Bengale. Tous ces arrangements pris, le gouverneur général annonça avec une tranquille confiance que sa présidence était à l'abri de toute attaque, à moins que les Mahrattes ne vinssent à s'avancer contre Calcutta en compagnie des Français.

L'expédition que Hastings avait envoyée vers l'occident ne réussit pas aussi complétement ni aussi promptement que la plupart de ses entreprises. L'officier qui commandait perdit du temps. Les autorités de Bombay firent des maladresses. Mais le gouverneur général persista.

Un nouveau commandant vint réparer les fautes de son prédécesseur. Plusieurs actions brillantes répandirent le renom militaire des Anglais dans ces régions où nul étendard européen n'avait jamais pénétré. Il est probable que, si des dangers nouveaux et plus pressants n'eussent pas contraint Hastings à changer complétement de politique, ses projets concernant l'empire mahratte eussent atteint leur plein développement.

Les autorités d'Angleterre avaient prudemment envoyé au Bengale comme général de l'armée et membre du conseil un des officiers les plus distingués du temps. Sir Eyre Coote s'était distingué bien des années auparavant parmi les fondateurs de l'empire anglais en Orient. Dans le conseil de guerre qui précéda la bataille de Plassey, il avait vivement appuyé, en opposition avec la majorité, cette conduite hardie qu'on adopta après quelque hésitation, et qui fut couronnée d'un si brillant succès. Il commanda plus tard au midi de l'Inde contre le brave et malheureux Lally, remporta sur les Français et leurs alliés indigènes la victoire décisive de Wandewash, prit Pondichéry et établit la suprématie des Anglais dans le Carnate. Depuis ces grands exploits, vingt années s'étaient écoulées; Coote n'avait plus l'activité physique dont il avait naguère fait preuve, et la vigueur de son esprit avait reçu aussi quelque atteinte. Il était capricieux et grognon, et sa bonne humeur dépendait de beaucoup de cajoleries. Il faut malheureusement ajouter que l'amour de l'argent avait fait des progrès dans son âme, et qu'il pensait plus à ses appointements et moins à ses devoirs qu'on n'eût pu s'y attendre de la part d'un homme aussi éminent dans une si noble profession. Cependant il était peut-être l'officier le plus capable qu'on

pût trouver alors dans l'armée anglaise. Parmi les soldats indigènes, son renom était grand et son influence sans égale. Ils ne l'ont pas encore oublié. On rencontre parfois un vieux Cipaye à barbe blanche qui aime à parler de Porto-Novo et de Pollilore. Il y a quelque temps qu'un de ces vieillards vint présenter une pétition à un officier anglais qui occupe l'un des postes les plus importants de l'Inde. Un portrait de Coote se trouvait dans la chambre. Le vétéran reconnut à l'instant le visage et la tournure de celui qu'il n'avait pas vu depuis plus d'un demi-siècle, et oubliant son salut au vivant, il s'arrêta, se redressa, leva la main, et salua militairement le mort avec un respect solennel.

Coote ne votait pas aussi constamment que Barwell avec le gouverneur général; mais il n'avait aucune envie de faire partie d'une opposition systématique, et s'accordait en général avec Hastings qui, par une cour assidue, et en cédant de bonne grâce aux prétentions pécuniaires les plus exorbitantes, faisait de son mieux pour satisfaire les passions du vieux soldat.

On pouvait espérer à cette époque de voir une réconciliation générale mettre fin aux querelles qui avaient déshonoré et affaibli pendant plusieurs années le gouvernement du Bengale. Le danger de l'État pouvait porter des hommes animés de sentiments patriotiques, ce dont ni Hastings ni Francis n'étaient dépourvus, à oublier leurs inimitiés privées, et à agir de concert pour le bien public. Coote n'avait jamais été engagé dans les factions. Wheeler en était fort las. Barwell avait fait une grande fortune, et bien qu'il eût promis de rester à Calcutta tant que son appui serait nécessaire dans le conseil, il désirait fort retourner en Angleterre, et travaillait à amener

un arrangement qui lui rendît la liberté. On fit une convention d'après laquelle Francis s'engageait à renoncer à son opposition, et Hastings promettait que les amis de Francis auraient une large part des honneurs et des profits du service. Après ce traité, une harmonie apparente régna quelques mois dans le conseil.

Jamais, à la vérité, l'harmonie n'avait été plus nécessaire, car des calamités intérieures, plus dangereuses que la guerre même, menaçaient en ce moment le Bengale. Les auteurs de l'acte régulateur de 1773 avaient établi deux pouvoirs indépendants, l'un judiciaire, l'autre politique, et avec une négligence scandaleusement fréquente dans la législation anglaise, ils avaient omis de définir les limites de l'un et de l'autre. Les juges profitèrent de ce vague pour essayer de s'emparer de l'autorité suprême, non-seulement à Calcutta, mais encore dans tout le vaste territoire soumis à la présidence du fort William. Bien peu d'Anglais nieront que la justice anglaise, en dépit d'améliorations modernes, ne soit plus dispendieuse et plus lente qu'on ne pourrait le désirer. Pourtant, c'est un système qui a grandi parmi nous. Sous certains rapports, il est fait pour s'accorder avec nos sentiments; sous d'autres rapports, il a peu à peu habitué nos sentiments à s'accorder avec la tradition. Nous sommes faits à ses plus grands inconvénients, et, par conséquent, tout en nous plaignant, nous n'éprouvons pas l'horreur et l'effroi que nous inspireraient des maux moins sérieux mais nouveaux. Dans l'Inde, la situation est bien différente. La loi anglaise, transplantée dans ce pays, conserve tous les vices dont nous souffrons chez nous; ils deviennent bien plus grands, et s'aggravent d'autres vices en comparaison desquels ceux dont nous

souffrons deviennent des bagatelles. Lente dans notre pays, la justice devient infiniment plus lente dans un pays où tous les juges et tous les avocats ont recours aux services d'un interprète. Dispendieuse chez nous, la justice devient infiniment plus dispendieuse dans un pays où il faut amener les hommes de loi d'une immense distance. Tout labeur d'un Anglais dans l'Inde, depuis le gouverneur général et le commandant en chef jusqu'au travail d'un palefrenier et d'un horloger, doit être payé plus cher qu'en Angleterre. Personne ne veut s'exiler, et s'exiler sous la zone torride, sans profit. La règle est la même quand il s'agit de la profession légale. Aucun avocat anglais ne veut travailler à six mille lieues de ses amis, quand le thermomètre est, à l'ombre, à quatre-vingt-seize degrés Fahrenheit, pour les émoluments qui lui suffiraient dans un cabinet donnant sur la Tamise. En conséquence, les honoraires sont à Calcutta trois fois plus élevés que les honoraires à Westminster-Hall, et cela bien que la population de l'Inde soit, sans aucune comparaison, plus pauvre que la population d'Angleterre. Cependant les retards et les dépenses, quelque pénible que cela puisse être, ne sont que la moindre partie du mal que la loi anglaise, introduite sans modifications dans l'Inde, ne pouvait manquer de produire. Les sentiments les plus puissants de la nature humaine, l'honneur, la religion, la modestie féminine, s'élevaient contre cette innovation. L'arrestation préventive était la première démarche dans presque toutes les procédures civiles; et, pour un indigène de haut rang, l'arrestation était non-seulement une contrainte, mais une injure personnelle odieuse. On exigeait le serment aux différentes phases de tous les procès, et le sentiment d'un

quaker au sujet du serment n'est guère plus fort que celui d'un indigène respectable. C'est dans l'Orient un outrage intolérable que d'entrer dans l'appartement d'une femme de qualité et de l'obliger à montrer son visage à des étrangers ; elle redoute cette insulte plus que la mort, et le sang du coupable peut seul l'expier. Les familles les plus distinguées du Bengale, de Bahar et d'Orissa se trouvaient exposées à de pareils outrages. Imaginez ce que serait l'état de notre patrie si on introduisait tout d'un coup parmi nous une jurisprudence qui fût pour nous ce que notre jurisprudence était pour nos sujets d'Asie ! Imaginez ce que serait l'état de notre pays si on décidait que tout homme, pourvu qu'il prêtât serment qu'on lui doit de l'argent, acquerrait par là le droit d'insulter personnellement les hommes les plus honorables et revêtus des fonctions les plus sacrées, ainsi que les femmes de la pudeur la plus réservée, de donner des coups de bâton à un officier général, de mettre un évêque dans les ceps, de traiter des femmes bien élevées comme le fit le collecteur qui provoqua le coup de Wat-Tyler. Tel était à peu près l'effet de la tentative que fit la cour suprême pour étendre sa juridiction sur la totalité du territoire de la compagnie.

Le règne de la terreur commença, et le mystère aggravait la terreur, car ce qu'on souffrait était encore moins horrible que ce qu'on redoutait. Personne ne savait ce qu'on avait à attendre de cet étrange tribunal. Il venait de l'autre côté des ondes noires, nom que le peuple des Indes donne à la mer avec une mystérieuse horreur. Il se composait de juges qui ne connaissaient, ni les uns ni les autres, les usages des millions d'hommes sur lesquels ils prétendaient avoir une autorité illimitée. Ses actes

étaient écrits en caractères inconnus, ses sentences étaient prononcées dans une langue inconnue. La plus mauvaise partie de la population indigène formait déjà une armée autour de la cour; des dénonciateurs, de faux témoins, des provocateurs de procès, des agents de chicane, et surtout une bande de recors, en comparaison desquels les adjudants des plus mauvaises maisons de gardes du commerce anglais, dans les plus mauvais temps, pouvaient passer pour des gens honnêtes et sensibles. Un grand nombre d'indigènes, fort considérés parmi leurs compatriotes, furent saisis, traînés à Calcutta, jetés dans la prison commune, non pas même pour des crimes qu'on leur imputât, non pour des dettes qu'on eût prouvées, mais comme précaution, jusqu'à ce que leur cause vînt devant la cour. On vit des gens âgés et vénérables, persécutés sans cause dans le but de leur extorquer de l'argent, mourir de honte et de colère sous les griffes des misérables alguazils d'Impey. Les harems des grands seigneurs mahométans, sanctuaires respectés en Orient par des gouvernements qui ne respectaient rien, se virent forcés par des hordes d'huissiers. Les musulmans, plus courageux et moins accoutumés à la soumission que les Indous, se mirent parfois en mesure de se défendre, et on les vit verser leur sang sur le seuil de leur porte en défendant, l'épée à la main, les appartements sacrés de leurs femmes. Les faibles Bengalis eux-mêmes, qui s'étaient prosternés aux pieds de Surajah Dowlah, qui avaient gardé le silence pendant l'administration de Vansittart semblèrent enfin puiser du courage dans leur désespoir. Jamais invasion des Mahrattes n'avait répandu dans la province l'effroi qu'y causa cette invasion de gens de loi européens. Toute l'injustice des

précédents oppresseurs, européens ou asiatiques, paraissait une véritable bénédiction en comparaison de la justice de la cour suprême.

Toutes les classes de la population, anglais et indigènes, à l'exception des misérables avoués de bas étage qui s'engraissaient de la misère et de l'effroi d'un peuple immense, se récriaient tout haut contre cette épouvantable oppression. Mais les juges étaient impitoyables. Si on résistait à l'huissier, ils ordonnaient d'envoyer les soldats. Si un employé de la compagnie, conformément aux ordres du gouvernement, résistait aux misérables happechairs qui, les mandats d'Impey à la main, surpassaient en insolence et en rapacité les voleurs de grand chemin, il était jeté en prison pour mépris de la loi. Un laps de soixante années et la vertu et la sagesse des magistrats éminents et nombreux qui ont depuis lors administré la justice dans la cour suprême, n'ont pas effacé, dans la population du Bengale, la mémoire de ces mauvais jours.

Les membres du gouvernement étaient sur cette question unis comme un seul homme. Hastings avait fait la cour aux juges ; ils avaient été entre ses mains des instruments utiles ; mais il n'avait aucune envie de faire d'eux ses maîtres ou les maîtres de l'Inde. Il avait l'esprit large ; il connaissait à merveille le caractère des indigènes. Il vit que le système suivi par la cour suprême faisait tort au gouvernement et ruinait la population ; il résolut de s'y opposer vigoureusement. En conséquence, l'amitié, si on peut se servir de ce mot pour définir la relation qui existait naguère entre Impey et lui, disparut complétement pendant quelque temps. Le gouverneur se plaça nettement entre le tyrannique tribunal et la population. Le grand juge

se porta aux excès les plus insensés. Il envoya des assignations au gouverneur général et aux membres du conseil, les sommant de comparaître devant les juges du roi pour y rendre raison de leurs actes publics. C'en était trop. Hastings, avec un juste mépris, refusa de se rendre à la sommation, mit en liberté les gens injustement détenus par la cour, et prit ses mesures pour résister aux procédés outrageants des officiers du shériff, par les armes si besoin en était. Mais il avait en vue une autre ressource qui pouvait rendre inutile l'appel aux armes. Les expédients lui faisaient rarement défaut, et il connaissait bien sir Élie Impey. L'expédient, dans ce cas, était fort simple : il s'agissait purement et simplement d'acheter le grand juge. Impey était juge par acte du Parlement, indépendant du gouvernement du Bengale, et il avait droit à huit mille livres sterling d'appoinements. Hastings proposa de le nommer également juge au service de la compagnie, révocable au gré du gouvernement du Bengale, et de lui donner en cette capacité huit mille livres sterling par an de plus. Il fut entendu qu'en considération de ce nouveau traitement, Impey renoncerait à insister sur les hautes prétentions de sa cour. S'il persistait dans ses prétentions, le gouvernement pouvait à l'instant lui enlever la place qu'on avait créée pour lui. Le marché fut conclu, le Bengale fut sauvé, et le grand juge resta riche, tranquille et déshonoré.

Il est inutile de parler de la conduite de sir Élie Impey. Elle était d'accord avec presque toutes les parties de sa conduite qui sont du domaine de l'histoire. Aucun autre juge de cette espèce n'a déshonoré l'hermine d'Angleterre depuis que Jefferies s'enivra à en mourir

dans la Tour de Londres. Mais nous ne pouvons être de l'avis de ceux qui ont reproché à Hastings cette transaction. La situation était celle-ci : la négligence apportée dans la rédaction de l'acte régulateur permettait au grand juge de jeter un grand pays dans la plus épouvantable confusion. Il était résolu à user de son pouvoir jusqu'à ses dernières limites, à moins qu'on ne le payât pour rester tranquille, et Hastings consentit à le payer. Cette nécessité est à regretter. Il est également à regretter que les pirates puissent exiger une rançon en menaçant leurs prisonniers de les faire passer sur la planche. Mais on a toujours pensé que c'était une action chrétienne et charitable de payer aux pirates la rançon d'un prisonnier, et il serait absurde d'accuser celui qui paie la rançon de corrompre la vertu du corsaire. Nous croyons sérieusement que c'est là une comparaison assez juste de la situation relative d'Impey, de Hastings et de la population de l'Inde. C'est une question de savoir si sir Élie Impey faisait bien de demander ou d'accepter le prix d'une autorité qu'il ne pouvait abdiquer si elle lui appartenait véritablement, qu'il n'aurait pas dû usurper si elle ne lui appartenait pas, et qu'en tous cas il ne pouvait vendre honnêtement. Mais c'est une tout autre question que de savoir si Hastings eut tort de donner de l'argent, quelque considérable que fût la somme, à un homme, quelque corrompu qu'il fût, plutôt que d'abandonner des millions d'êtres humains au pillage ou de les délivrer par la guerre civile.

Francis s'opposa énergiquement à cet arrangement. On peut supposer, à la vérité, que son aversion personnelle pour Impey fut pour lui une raison au moins aussi forte que le bien-être de la province. Pour une

âme dévorée par le ressentiment, il pouvait paraître préférable d'abandonner le Bengale aux oppresseurs que de le racheter en les enrichissant. Il est assez probable, d'autre part, que Hastings fut d'autant plus porté à avoir recours à un expédient agréable au grand juge, que ce grand fonctionnaire lui avait déjà été très-utile et pouvait lui redevenir utile lorsque les dissensions actuelles seraient calmées.

Ce n'était pas sur ce point seulement que Francis faisait alors de l'opposition à Hastings. La paix qui avait été conclue entre eux ne fut qu'une trêve courte et trompeuse, pendant laquelle leur antipathie mutuelle s'accrut tous les jours. Enfin l'explosion arriva. Hastings accusa publiquement Francis de l'avoir trompé, et d'avoir persuadé à Barwell de quitter le service par des promesses perfides. Alors s'éleva une dispute comme il y en a parfois entre des hommes honorables lorsqu'ils conviennent verbalement de choses importantes. Un historien impartial jugera probablement qu'ils ne s'étaient pas compris, mais leurs esprits étaient tellement envenimés qu'ils s'accusèrent réciproquement de perfidies calculées : « Je ne puis me fier aux promesses de bonne foi de M. Francis, » dit Hastings dans une dépêche rapportée dans les comptes rendus des consultations du gouvernement, « je suis convaincu qu'il ne les tiendra pas. Je juge de sa conduite publique par sa conduite privée, que j'ai toujours trouvée dépourvue d'honneur et de véracité. » Lorsque la séance fut levée, Francis remit un cartel au gouverneur, qui l'accepta à l'instant. Ils se rencontrèrent et firent feu. La balle de Hastings traversa le corps de Francis. On le porta dans une maison voisine, et les médecins déclarèrent la bles-

sure grave mais non mortelle. Hastings demanda plusieurs fois des nouvelles de son ennemi, et proposa d'aller le voir; mais Francis déclina froidement sa visite. Il était, disait-il, reconnaissant comme il le devait de la politesse du gouverneur général, mais il ne pouvait consentir à une entrevue particulière; ils ne pouvaient se voir qu'à la table du conseil.

Au bout de peu de temps, on s'aperçut clairement du grand danger auquel le gouverneur général avait exposé son pays dans cette occasion. Dans la crise qui survint, il était seul capable de gouverner. Il n'est pas exagéré de dire que, s'il n'eût pas été à la tête des affaires, les années 1780 et 1781 eussent été aussi fatales à notre puissance en Asie qu'à notre puissance en Amérique.

Les Mahrattes avaient été longtemps l'objet des principales inquiétudes de Hastings. Les mesures qu'il avait adoptées dans le but de détruire leur puissance avaient été d'abord rendues vaines par les erreurs de ceux qu'il avait été obligé d'employer; mais sa persévérance et son habileté semblaient devoir être couronnées de succès lorsqu'un danger bien plus formidable apparut au loin à l'horizon.

Trente ans auparavant, un soldat mahométan avait commencé à se distinguer dans les guerres du midi de l'Inde. Son éducation avait été négligée; il était d'une humble extraction. Son père avait occupé une petite place dans les finances; son grand-père était un derviche errant; mais, en dépit de cette origine obscure, bien qu'il ignorât même les lettres de l'alphabet, à peine l'aventurier se trouva-t-il placé à la tête d'un corps de troupes qu'il prouva qu'il était né pour commander et pour triompher. Parmi les nombreux chefs qui se dispu-

taient alors les lambeaux de l'Inde, nul ne pouvait lui être comparé comme capitaine et comme homme d'État. Il devint général, il devint souverain. Il se composa, des débris des anciennes principautés qui avaient été démembrées dans le naufrage universel, un empire considérable, compacte, puissant. Il gouvernait cet empire avec l'habileté, la sévérité et la vigilance de Louis XI. Il avait le goût des plaisirs licencieux, il était implacable dans sa vengeance, mais il avait l'esprit assez large pour comprendre tout ce que la prospérité des sujets ajoute à la force des gouvernements. C'était un oppresseur; mais il avait au moins le mérite de protéger ses sujets contre toute autre oppression que la sienne. Il était arrivé à un âge fort avancé, mais son intelligence était aussi nette, son âme aussi fière qu'à la fleur de la jeunesse. Tel était le grand Hyder-Ali, le fondateur du royaume mahométan dans le Mysore, et le plus redoutable ennemi que les conquérants anglais de l'Inde aient jamais eu à combattre.

Si Warren Hastings eût été gouverneur de Madras, Hyder-Ali serait devenu l'ami de l'Angleterre ou aurait rencontré une vigoureuse opposition. Malheureusement les autorités anglaises dans le Midi provoquèrent l'animosité de leur puissant voisin sans être préparées à le repousser. Tout d'un coup, une armée de quatre-vingt-dix mille hommes, très-supérieure comme discipline et comme efficacité à toute autre armée indigène qu'on pût trouver dans l'Inde, descendit par les défilés sauvages tracés par les torrents des montagnes et obscurcis par les taillis qui mènent des plateaux du Mysore aux plaines du Carnate. Cette grande armée était accompagnée de cent pièces de canon, et ses mouvements étaient dirigés

par de nombreux officiers français, élevés dans les meilleures écoles militaires de l'Europe.

Hyder-Ali triomphait partout. Dans bon nombre de garnisons anglaises, les Cipayes jetaient bas les armes. Quelques forts se rendirent, les uns par trahison, d'autres par désespoir. En quelques jours, toute la plaine qui s'étend au nord du Coleorn fut soumise. Les Anglais habitant Madras pouvaient voir le soir, du haut du mont Saint-Thomas, le ciel embrasé à l'orient par un vaste demi-cercle de villages en flammes. Les blanches *villas*, où nos compatriotes se retirent après les travaux journaliers du gouvernement ou du commerce, restaient sans habitants, car on avait déjà vu des bandes de féroces cavaliers du Mysore rôdant au milieu des tulipiers et tout près des fraîches vérandas. La ville même n'était pas bien sûre, et les négociants et les fonctionnaires anglais se hâtèrent de s'entasser derrière les canons du fort Saint-George.

On avait, à la vérité, les moyens de rassembler une armée qui eût pu défendre la présidence et même repousser l'ennemi dans ses montagnes. Sir Hector Munro était à la tête d'un corps considérable, Baillie s'avançait à la tête d'un autre corps. Réunis, ils eussent présenté un aspect redoutable, même à un ennemi aussi dangereux qu'Hyder-Ali. Mais les généraux anglais, négligeant ces règles fondamentales de l'art militaire dont l'utilité est évidente même à ceux qui n'ont jamais reçu d'éducation militaire, différèrent leur jonction et furent attaqués séparément. Le détachement de Baillie fut détruit. Munro fut obligé d'abandonner son bagage, de jeter ses canons dans les citernes, et de se sauver par une retraite qu'on eût pu appeler une fuite. Trois semaines après le

commencement de la guerre, l'empire anglais dans le midi de l'Inde était sur le bord de l'abîme. Quelques places fortifiées nous restaient seules. La gloire de nos armes avait disparu. On savait qu'on pouvait s'attendre à voir prochainement paraître une grande expédition française sur la côte de Coromandel. L'Angleterre, pressée de toutes parts par ses ennemis, n'était pas en état de protéger ses dépendances lointaines.

Ce fut alors que le génie fécond et le courage serein de Hastings remportèrent le plus éclatant triomphe. Un vaisseau rapide, volant durant la mousson du sud-ouest, apporta en quelques jours ces mauvaises nouvelles à Calcutta. En vingt-quatre heures, le gouverneur général avait préparé un plan politique tout entier adapté à la nouvelle situation des affaires. La lutte avec Hyder-Ali était une affaire de vie ou de mort. Il fallait sacrifier toutes les questions secondaires pour conserver le Carnate. Il fallait envoyer aussitôt à Madras des forces militaires considérables et des ressources pécuniaires. Mais ces mesures mêmes seraient insuffisantes si l'on ne plaçait la guerre, si mal conduite jusqu'alors, sous la direction d'un caractère énergique. Ce n'était pas le moment de plaisanter. Hastings résolut d'user de son autorité jusqu'aux dernières limites, de suspendre le gouverneur du fort Saint-George qui s'était montré incapable, d'envoyer sir Eyre Coote contre Hyder-Ali, et de confier à ce général éminent toute la conduite de la guerre.

En dépit de l'opposition morose de Francis, qui était guéri de sa blessure et qui avait reparu au conseil, la majorité approuva la politique ferme et sage du gouverneur général. On expédia les renforts avec une grande

promptitude, et ils arrivèrent à Madras avant que l'escadre française parût dans les mers de l'Inde. Coote, épuisé par l'âge et par la maladie, n'était plus ce qu'il avait été à Wandewash, mais c'était encore un général habile et résolu; il arrêta les progrès d'Hyder-Ali, et, quelques mois après, la grande victoire de Porto-Novo vint relever l'honneur des armes anglaises.

Cependant Francis était retourné en Angleterre, et Warren Hastings se trouvait libre de toute entrave. Wheeler s'était peu à peu relâché dans son opposition, et après le départ de son violent et implacable collègue, il agit cordialement d'accord avec le gouverneur général dont l'influence, toujours grande sur les Anglais dans l'Inde, s'était considérablement accrue grâce à la vigueur et au succès de ses récentes mesures.

Mais les difficultés qu'occasionnaient les factions dans le conseil une fois terminées, une autre espèce de difficulté devint plus pressante que jamais. Les embarras financiers étaient extrêmes. Hastings avait à trouver le moyen non-seulement de pourvoir aux frais du gouvernement dans le Bengale, mais de soutenir une guerre extrêmement dispendieuse contre les ennemis européens et indous du Carnate, et à envoyer de l'argent en Angleterre. Peu d'années auparavant, il s'était procuré des ressources en pillant le Grand Mogol et en réduisant les Rohillas en esclavage. Les ressources de cet esprit fécond n'étaient pas encore épuisées. Il forma d'abord un projet contre Bénarès, ville de premier rang en Asie comme population, comme richesse, comme importance et comme sainteté. On disait que cinq cent mille êtres humains se pressaient dans ce labyrinthe de longues allées enrichies de temples, de minarets, de balcons et

de fenêtres sculptées autour desquelles les singes consacrés grimpaient par centaines. Le voyageur pouvait à peine se frayer un chemin à travers cette foule de saints mendiants et de taureaux non moins saints. Le bel et large escalier qui descendait de ces repaires encombrés jusqu'aux endroits où on se baignait dans le Gange, était foulé tous les jours par les pas d'une multitude innombrable d'adorateurs. Les écoles et les temples attiraient une foule d'Indous pieux de toutes les provinces où la religion de Brahma était professée. Des dévots par centaines y arrivaient tous les mois pour y mourir, car on croyait qu'un sort particulièrement heureux attendait celui qui passait de la cité sacrée dans le fleuve sacré. La superstition n'était pas le seul motif qui attirât les étrangers dans cette grande métropole. Le commerce y amenait autant de pèlerins que la religion. Les rives du fleuve vénéré étaient bordées de flottilles de vaisseaux chargés de riches marchandises. Les métiers de Bénarès fournissaient les plus belles soieries parmi celles qui allaient orner les salles de Saint-James ou du Petit-Trianon, et dans les bazars, les mousselines du Bengale et les armes d'Oude se mêlaient aux joyaux de Golconde et aux châles de Cachemire. Cette riche capitale et le pays environnant avaient été gouvernés longtemps par un prince indou qui rendait hommage aux empereurs mogols. Pendant la grande anarchie qui régna dans l'Inde, les seigneurs de Bénarès devinrent indépendants de la cour de Delhi, mais ils furent obligés de se soumettre à l'autorité du nabab d'Oude. Opprimés par ce redoutable ennemi, ils invoquèrent la protection des Anglais. Les Anglais leur accordèrent leur protection, et le nabab-vizir finit par céder tous ses droits sur

Bénarès à la compagnie dans un traité solennel. Depuis lors, le rajah avait été le vassal du gouvernement du Bengale, reconnaissait sa suprématie, et s'était engagé à payer un tribut annuel au fort William. Le prince régnant, Cheyte-Sing, s'était acquitté de ce devoir avec une stricte exactitude.

On a chaudement discuté, et avec beaucoup de subtilité, la nature précise de la relation légale qui existait entre la compagnie et le rajah de Bénarès. D'une part, on a soutenu que Cheyte-Sing était tout simplement un grand sujet que l'autorité supérieure avait droit d'appeler à son aide dans les nécessités de l'empire. D'autre part, on a prétendu qu'il était un prince indépendant, que le seul droit qu'eût sur lui la compagnie était de recevoir un tribut fixe, et qu'une fois ce tribut régulièrement payé, comme il l'était assurément, les Anglais n'avaient pas plus de droit à exiger du rajah d'autres contributions qu'à demander des subsides à la Hollande ou au Danemark. Rien n'est plus aisé que de trouver des précédents et des analogies en faveur de ces deux points de vue.

A notre avis, ni l'une ni l'autre de ces deux manières de voir n'est vraie. Les politiques anglais avaient trop l'habitude de prendre pour convenu qu'il existait dans l'Inde une constitution connue et définie d'après laquelle on pouvait décider les questions de ce genre. Le fait est que, dans l'intervalle qui s'écoula entre la chute de la maison de Tamerlan et l'établissement de la suprématie anglaise, il n'y eut point de constitution de cette espèce. L'ancien ordre de choses était passé, le nouvel ordre de choses n'était pas encore établi. Tout était dans la transition, dans la confusion, dans l'obscurité. Tout le

monde défendait sa tête de son mieux, et tâchait d'attraper ce qu'il pouvait. L'Europe a vu des moments pareils. L'époque de la dissolution de l'empire de Charlemagne en est un exemple. Qui songerait à discuter sérieusement la question de savoir quel degré d'obéissance et de secours pécuniaires Hugues Capet avait le droit constitutionnel de réclamer du duc de Bretagne ou du duc de Normandie? Les mots « droit constitutionnel » n'avaient aucun sens dans cet état de la société. Si Hugues Capet eût mis la main sur toutes les possessions du duc de Normandie, cela aurait pu être injuste et immoral, mais cela n'aurait pas été illégal dans le même sens que les ordonnances de Charles X furent illégales. Si, d'autre part, le duc de Normandie eût fait la guerre à Hugues Capet, cela eût pu être injuste et immoral, mais cela n'aurait pas été illégal dans le même sens que l'expédition du prince Louis Bonaparte fut illégale.

L'état de l'Inde, il y a soixante ans, ressemblait fort à celui de la France alors. Parmi tous les gouvernements existants, il n'y en avait pas un seul qui pût avoir des prétentions à la légitimité ni produire d'autres titres qu'une occupation récente. Il n'y avait presque pas une province où la souveraineté véritable et la souveraineté nominale ne fussent divisées. On conservait encore des titres et des formes qui impliquaient l'autorité suprême de l'héritier de Tamerlan, qui avait les nababs pour lieutenants. En réalité, il était prisonnier. Les nababs, dans certaines provinces, étaient des princes indépendants. Dans d'autres endroits, comme le Bengale et le Carnate, ils étaient devenus des fantômes comme leurs maîtres, et la compagnie régnait seule. Chez les Mahrattes, l'héritier de Sevajee portait encore le titre de

rajah; mais il était captif, et son premier ministre le peshwa était devenu le chef héréditaire de l'État. Le peshwa, à son tour, tomba dans la situation inférieure à laquelle il avait réduit le rajah. Il était impossible de trouver, de l'Himalaya au Mysore, un seul gouvernement qui fût à la fois un gouvernement *de facto* et un gouvernement *de jure*, qui possédât les moyens matériels pour se faire craindre par ses voisins et par ses sujets, et qui eût en main l'autorité que donne la loi à une longue possession.

Hastings reconnut clairement ce que la plupart de ses contemporains ne surent pas discerner, c'est qu'un pareil état de choses donnait un immense avantage à un gouvernant doué de grandes facultés et retenu par peu de scrupules. Dans toutes les questions internationales qui pouvaient s'élever, il avait le choix entre le terrain *de facto* et le terrain *de jure;* et il était probable que l'un de ces terrains pourrait soutenir les prétentions qu'il lui conviendrait d'élever, en lui permettant de repousser les prétentions d'autrui. Dans chaque discussion, par conséquent, il embrassait le parti qui lui convenait dans le moment, sans s'inquiéter le moins du monde d'être conséquent, et il lui arrivait rarement de ne pas trouver un prétexte qui parût, à des gens peu instruits et ayant la mémoire courte, une justification de ce qu'il voulait faire. Parfois le nabab du Bengale est un fantôme, parfois il est un monarque. Parfois le vizir est un simple lieutenant, parfois il est un potentat indépendant. S'il convient à la compagnie de produire un titre légal aux revenus du Bengale, la concession, revêtue du sceau du Grand Mogol, paraît comme un document de la plus grande autorité. Lorsque le Mogol réclame les rentes

qu'il s'est réservées dans cette concession, on lui dit qu'il n'est qu'un personnage de cérémonie, que la puissance anglaise repose sur un tout autre fondement que ses chartes, qu'il peut jouer à la royauté tant qu'il lui conviendra, mais qu'il n'a point de tribut à attendre des véritables maîtres de l'Inde.

Il est vrai que bien des gens pouvaient, comme Hastings, jouer ce tour de passe-passe ; mais, dans les discussions entre gouvernements, les sophismes ne servent pas à grand'chose, quand ils ne sont pas soutenus par la puissance. Il y a un principe que Hastings se plaisait à appuyer dans les termes les plus énergiques, et d'après lequel il agissait avec une persévérance inébranlable. C'est un principe qui est susceptible des plus grands abus, mais qu'on ne peut guère disputer, il faut l'avouer, dans l'état actuel des lois publiques. Le voici : lorsqu'une question douteuse s'élève entre deux gouvernements, s'ils ne peuvent s'accorder, il n'y a d'autre ressource que d'en appeler à la force, et l'opinion du plus fort doit l'emporter. Presque toutes les questions étaient douteuses aux Indes. Le gouvernement anglais était le plus fort dans les Indes. Les conséquences sont évidentes. Le gouvernement anglais pouvait faire exactement ce qui lui convenait.

Il convenait pour le moment au gouvernement anglais d'extorquer de l'argent à Cheyte-Sing. Il avait été commode naguère de le traiter comme un prince souverain ; il devenait commode de le traiter comme un sujet. Un homme moins habile que Hastings eût su trouver, dans le chaos général des lois et des coutumes, des arguments pour l'une ou l'autre conduite. Hastings avait besoin d'une forte somme. On savait que Cheyte-Sing avait un

revenu considérable, et on le soupçonnait d'avoir amassé un trésor. Il n'était d'ailleurs pas en faveur à Calcutta. Pendant que le gouverneur était dans une situation très-difficile, il avait fait la cour à Francis et à Clavering. Hastings qui, plutôt par politique que par de mauvaises passions, à ce que nous croyons, laissait rarement une injure impunie, n'était pas fâché de donner, aux dépens de Cheyte-Sing, aux princes du voisinage, la leçon que le sort de Nuncomar avait déjà donnée aux habitants du Bengale.

En 1778, au début de la guerre avec la France, Cheyte-Sing fut sommé de payer, en dehors du tribut fixe, une contribution extraordinaire de cinquante mille livres sterling. On exigea en 1779 une somme égale. En 1780, la demande se renouvela. Cheyte-Sing, dans l'espoir d'obtenir quelque indulgence, offrit secrètement au gouverneur général une somme de vingt mille livres sterling. Hastings prit l'argent, et ses amis ont soutenu qu'il l'avait pris avec l'intention de le garder. Il cacha quelque temps cette transaction au conseil du Bengale et aux directeurs d'Angleterre, et ne donna jamais aucune raison satisfaisante du secret qu'il avait gardé. Par patriotisme ou par crainte d'être découvert, il résolut pourtant de résister à la tentation : il versa la somme dans le trésor de la compagnie, et insista pour que le rajah se rendît à l'instant aux désirs du gouvernement anglais. Le rajah, suivant l'habitude de ses compatriotes, tergiversa, sollicita, parla de sa pauvreté. Il n'était pas si aisé d'échapper aux griffes de Hastings. Il exigea dix mille livres sterling de plus, comme amende pour le retard, et envoya des troupes pour faire rentrer l'argent.

L'argent fut payé, mais cela ne suffisait pas. Les événements qui s'étaient récemment passés dans le midi de l'Inde avaient accru les embarras pécuniaires de la compagnie. Hastings était résolu à dépouiller Cheyte-Sing et, dans ce but, à trouver moyen de faire naître une querelle. En conséquence, le rajah fut sommé d'entretenir un corps de cavalerie pour le service du gouvernement anglais. Il fit des objections et esquiva l'ordre. C'était précisément ce que le gouverneur voulait. Il avait enfin un prétexte pour traiter en criminel le plus riche de ses sujets : « Je résolus, » dit Hastings lui-même, « de tirer de son crime des ressources pour les embarras de la compagnie, de lui faire amplement payer son pardon, ou d'exiger une sévère vengeance de ses fautes passées. » Le plan était tout simplement de demander des contributions de plus en plus considérables, jusqu'à ce que le rajah se vît forcé de faire des représentations; on se promettait de qualifier ensuite ses représentations de crime, et de le punir en confisquant toutes ses possessions.

Cheyte-Sing était plongé dans la terreur. Il offrit deux cent mille livres sterling pour apaiser le gouvernement anglais. Mais Hastings répondit qu'il n'accepterait pas moins de cinq cent mille livres sterling. Il commençait même à concevoir l'idée de vendre Bénarès au prince d'Oude, comme il avait vendu jadis Allahabad et Rohilcund. On ne pouvait traiter aisément cette affaire de loin. Hastings résolut de se rendre à Bénarès.

Cheyte-Sing reçut son souverain seigneur avec toutes les marques possibles de respect; il fit, avec ses gardes, près de soixante milles au-devant de son illustre visiteur pour lui servir d'escorte, et il exprima tout son

profond regret du mécontentement des Anglais. Il ôta même son turban et le posa sur les genoux de Hastings, geste qui indique en Orient la plus grande soumission et le plus profond dévouement. Hastings se comporta avec une sévérité froide et hautaine. Arrivé à Bénarès, il envoya au rajah un papier qui contenait les demandes du gouvernement du Bengale. Le rajah, en réponse, essaya de se justifier des accusations qu'on présentait contre lui. Hastings, qui voulait de l'argent et non des excuses, ne se laissait pas amuser par les artifices ordinaires dans les négociations orientales. Il donna à l'instant l'ordre d'arrêter le rajah et de le placer sous la garde de deux compagnies de cipayes.

En prenant ces mesures énergiques, Hastings ne montra pas tout son jugement accoutumé. Il est probable qu'ayant eu peu d'occasions d'observer personnellement toute autre partie de la population de l'Inde que les Bengalis, il ne savait pas bien toute la différence qui existait entre leur caractère et celui des tribus qui habitent les provinces supérieures. Il se trouvait dans un pays bien plus favorable à la vigueur du corps humain que le delta du Gange, dans un pays fécond en soldats qui s'étaient montrés dignes de suivre des bataillons anglais dans leurs charges et sur la brèche. Le rajah était populaire parmi ses sujets. Il avait gouverné avec douceur, et la prospérité du district sur lequel il régnait présentait un contraste frappant avec l'état d'abattement du Bahar sous nos lois, et un contraste plus frappant encore avec la misère des provinces frappées de malédiction par la tyrannie du nabab-vizir. Les préjugés nationaux et religieux qu'on éprouvait partout dans l'Inde à l'égard des Anglais étaient particulièrement puissants

dans la métropole des superstitions des brahmes. On ne peut, en conséquence, guère douter que le gouverneur général, avant d'insulter Cheyte-Sing en le faisant arrêter, n'eût dû rassembler des forces capables de triompher de toute résistance. On n'y avait pas pourvu. La poignée de cipayes qui avaient accompagné Hastings eût probablement suffi pour effrayer Moorshedabad ou la ville Noire de Calcutta ; mais ils ne pouvaient soutenir une lutte avec la vigoureuse populace de Bénarès. Les rues qui entouraient le palais étaient remplies d'une immense multitude, dont la plus grande partie portait des armes, selon l'usage de l'Inde supérieure. Le tumulte devint une bataille, et la bataille un massacre. Les officiers anglais se défendirent avec une valeur désespérée contre un nombre écrasant d'assaillants, et tombèrent comme ils le devaient, l'épée à la main. Les cipayes furent massacrés. On força les grilles. Le prince captif, négligé par ses geôliers dans la confusion, découvrit un passage qui donnait sur la rive escarpée du Gange, se laissa descendre dans l'eau au moyen d'une corde formée des turbans de ses serviteurs, trouva un bateau, et se réfugia sur la rive opposée.

Si Hastings s'était mis dans une situation difficile et dangereuse par une violence imprudente, il est juste de reconnaître qu'il s'en tira avec une habileté et une présence d'esprit au-dessus même de ses talents ordinaires. Il avait avec lui cinquante hommes seulement. Le bâtiment dans lequel il avait élu résidence était bloqué de tous côtés par les insurgés. Mais son courage resta inébranlable. Le rajah lui envoya de l'autre côté de l'eau ses excuses et des propositions libérales. Il ne lui répondit même pas. On trouva des gens adroits et

entreprenants qui entreprirent de traverser la foule des ennemis et de porter aux cantonnements anglais la nouvelle des événements qui venaient d'arriver. Les naturels de l'Inde ont l'habitude de porter de grandes boucles d'oreilles en or ; lorsqu'ils voyagent, ils mettent de côté leurs boucles d'oreilles, de peur que le précieux métal ne vienne à tenter quelque bande de brigands, et ils introduisent dans leur oreille un tuyau de plume ou un rouleau de papier pour empêcher l'ouverture de se refermer. Hastings plaça, dans les oreilles de ses messagers, des lettres roulées sous le plus petit format possible. Quelques-unes de ces lettres étaient adressées aux commandants des troupes anglaises. L'une devait assurer sa femme de sa sûreté. L'autre était destinée à l'envoyé qu'il avait chargé de négocier avec les Mahrattes ; il avait besoin d'instructions pour la négociation, et le gouverneur général les rédigea, dans la situation extrêmement dangereuse où il se trouvait, avec le même sang-froid que s'il eût écrit dans son palais, à Calcutta.

Les choses cependant n'en étaient pas encore venues au pire. Un officier anglais, doué de plus de courage que de jugement et pressé de se distinguer, fit une attaque prématurée sur les insurgés au delà de la rivière ; ses troupes s'embarrassèrent dans des rues étroites, et se virent attaquées par une population furieuse. Il tomba, ainsi qu'un grand nombre de ses hommes, et les survivants furent obligés de se retirer.

Cet événement produisit l'effet que n'a jamais manqué de produire aux Indes le plus petit échec subi par les armes anglaises. Le pays entier, à cent milles à la ronde, était dans une vive agitation. Toute la population du district de Bénarès prit les armes. Les laboureurs aban-

donnèrent leurs champs et s'empressèrent de venir défendre leur prince. La contagion s'étendit jusqu'à la province d'Oude. La population opprimée se souleva contre le nabab-vizir, refusa de payer les impôts et mit en fuite les employés des finances. Le Bahar lui-même était mûr pour la révolte. Les espérances de Cheyte-Sing commencèrent à s'élever. Au lieu de demander grâce de l'humble ton d'un vassal, il commença à tenir le langage d'un conquérant, et menaça, dit-on, de balayer du pays les usurpateurs blancs. Mais les troupes anglaises s'assemblaient en toute hâte ; les officiers, et en même temps les simples soldats, éprouvaient pour le gouverneur général un attachement passionné, et volaient à son secours avec une promptitude qu'ils n'avaient jamais déployée en aucune autre occasion, à ce que disait Hastings avec orgueil. Le major Popham, militaire brave et habile, qui s'était fort distingué dans la guerre contre les Mahrattes, et auquel le gouverneur général témoignait la plus grande confiance, prit le commandement. L'armée tumultueuse du rajah fut mise en déroute; on emporta d'assaut ses forteresses. En quelques heures, trente mille hommes abandonnèrent ses étendards et retournèrent à leurs occupations ordinaires. Le malheureux prince s'enfuit pour toujours loin de son pays. Son beau domaine vint s'ajouter aux possessions anglaises. A la vérité, on nomma rajah l'un de ses parents; mais le rajah de Bénarès ne devait plus être, comme le nabab du Bengale, qu'un prince pensionné.

Cette révolution ajouta au revenu de la compagnie deux cent mille livres sterling de rente. Mais les ressources immédiates ne furent pas aussi considérables qu'on l'avait espéré. On portait généralement à un mil-

lion sterling la valeur du trésor amassé par Cheyte-Sing. Il se trouva ne pas s'élever au-dessus du quart de cette somme, et l'armée s'en empara tel quel, et le partagea comme argent de prise.

Désappointé dans l'espoir qu'il avait fondé sur Bénarès, Hastings fut plus violent qu'il ne l'eût été au milieu d'autres circonstances dans ses rapports avec la province d'Oude. Sujah Dowlah était mort depuis longtemps. Son fils et son successeur, Asaph-ul-Dowlah, était l'un des plus faibles et des plus vicieux parmi les princes orientaux eux-mêmes. Il partageait sa vie entre l'engourdissement et la sensualité sous sa forme la plus odieuse. La prodigalité la plus excessive régnait à sa cour; la misère et le désordre désolaient partout ses domaines. Sous l'habile conduite du gouvernement anglais, il était descendu peu à peu du rang de prince indépendant à celui de vassal de la compagnie. Ce n'était qu'à l'aide d'une brigade anglaise qu'il pouvait se défendre contre les attaques de ses voisins qui méprisaient sa faiblesse, et de la vengeance de ses sujets, qui détestaient sa tyrannie. On lui fournit une brigade, et il s'engagea à payer les dépenses de la solde et de l'entretien. Depuis ce jour-là, il avait perdu son indépendance. Hastings n'était pas homme à perdre l'avantage qu'il avait ainsi gagné. Le nabab commença à se plaindre du fardeau qu'il avait entrepris de porter. Ses revenus diminuaient, disait-il; il ne pouvait payer ses serviteurs, il ne pouvait plus supporter les frais de l'arrangement qu'il avait accepté. Hastings ne voulut pas écouter ses représentations; il répondit que le vizir avait invité le gouvernement du Bengale à lui envoyer des troupes, et avait promis de les payer. On avait envoyé les troupes. Le traité n'avait

pas stipulé combien de temps les troupes devaient rester dans la province d'Oude. Cette question restait à régler entre les parties contractantes; mais les parties contractantes n'étaient pas du même avis. Qui devait décider? Le plus fort.

Hastings représentait encore que, si les forces anglaises se retiraient, le royaume d'Oude tomberait infailliblement en proie à l'anarchie, et serait probablement envahi par une armée Mahratte. Il admettait que les finances du prince d'Oude étaient embarrassées; mais il soutenait non sans raison qu'il fallait attribuer ses embarras à l'incapacité et aux vices d'Asaph-ul-Dowlah lui-même, et que, si on dépensait moins d'argent pour les troupes, le seul effet serait d'en prodiguer davantage à de misérables favoris.

Hastings avait eu l'intention, après avoir réglé ses affaires à Bénarès, de se rendre à Lucknow pour y avoir une conférence avec Asaph-ul-Dowlah. Mais la politesse obséquieuse du nabab-vizir le prévint; il alla au-devant du gouverneur-général avec une suite peu nombreuse. L'entrevue eut lieu dans la forteresse qui, du sommet des rochers escarpés du Chunar, donne sur les flots du Gange.

Il semblait impossible, au premier abord, que la négociation pût se terminer à l'amiable. Hastings voulait un don extraordinaire en argent. Asaph-ul-Dowlah voulait qu'on lui fît remise d'une partie de ce qu'il devait déjà. Il semblait que ce désaccord ne fût susceptible d'aucun compromis. Il existait cependant une ressource agréable aux deux parties, une ressource qui permettait de soulager les finances de l'Oude et celles du Bengale, et on décida d'user de cette ressource. Il fallait tout sim

plement que le gouverneur général et le nabab-vizir s'unissent pour dépouiller une troisième personne, et cette troisième personne qu'ils résolurent de dépouiller était la mère de l'un des voleurs.

La mère du dernier nabab et sa femme, mère du nabab actuel, portaient le nom de Bégums ou princesses d'Oude. Elles possédaient naguère beaucoup d'influence sur Sujah Dowlah, et à sa mort elles étaient restées en possession d'un douaire magnifique. Les domaines qu'elles administraient et dont elles touchaient les revenus étaient d'une grande étendue. Le trésor qu'avait amassé le dernier nabab, et qu'on estimait généralement à trois millions sterling, était entre leurs mains. Elles continuaient d'habiter le palais favori de Sujah Dowlah, à Fyzabad, la Belle-Demeure, et Asaph-ul-Dowlah tenait sa cour dans la majestueuse ville de Lucknow, qu'il avait élevée lui-même sur les rives du Goomti, et qu'il avait ornée de belles mosquées et de grands colléges.

Asaph-ul-Dowlah avait déjà extorqué à sa mère des sommes considérables. Elle avait fini par en appeler aux Anglais, et les Anglais étaient intervenus. On avait fait un arrangement solennel d'après lequel elle consentait à accorder à son fils quelques secours pécuniaires, tandis qu'il s'engageait de son côté à ne plus attenter à ses droits. Le gouvernement du Bengale garantit officiellement cette convention. Mais les temps avaient changé; on avait besoin d'argent, et le pouvoir qui avait donné la garantie n'eut pas honte de pousser le spoliateur à des excès tels que lui-même y répugnait.

Il fallait trouver quelque prétexte pour une confiscation qui non-seulement ne s'accordait ni avec la foi

jurée ni avec les règles ordinaires de l'humanité et de la justice, mais encore moins avec cette grande loi de piété filiale qui, même au sein des tribus sauvages les plus farouches, même au milieu de ces sociétés plus dépravées encore qui se flétrissent sous l'influence d'une demi-civilisation corrompue, conserve encore une certaine autorité sur l'esprit des hommes. Un prétexte était la dernière chose qui eût chance de manquer à Hastings. L'insurrection de Bénarès avait occasionné des troubles dans la province d'Oude. Il était commode d'imputer ces troubles aux princesses. L'accusation était à peu près sans fondement, à moins qu'on ne puisse appeler de ce nom des rapports circulant de bouche en bouche, et gagnant quelque nouveau détail à chaque nouvel interlocuteur. Les accusées ne reçurent point d'acte d'accusation; on ne leur permit pas de se défendre, car le gouverneur général réfléchit prudemment que, s'il leur faisait leur procès, il pourrait se trouver sans prétexte pour les dépouiller. Il convint avec le nabab-vizir que les nobles dames seraient privées de leurs domaines et de leurs trésors au bénéfice de la compagnie par une sentence de confiscation absolue, et que le gouvernement du Bengale accepterait les sommes qu'on se serait ainsi procurées en satisfaction de ses droits sur le gouvernement d'Oude.

Tant qu'Asaph-ul-Dowlah resta à Chunar, il fut complétement subjugué par l'esprit ferme et dominant de l'homme d'État anglais; mais lorsqu'ils se séparèrent, le vizir commença à réfléchir avec inquiétude à l'engagement qu'il avait accepté. Sa mère et sa grand'mère supplièrent et protestèrent. Le cœur lui manqua dans cette conjoncture; tout corrompu qu'il était par le pou-

voir absolu et par les plaisirs licencieux, il n'était pas complétement dépourvu de tout sentiment naturel. Le résident anglais à Lucknow, jusqu'alors entièrement dévoué à Hastings, recula lui-même devant ces mesures extrêmes. Mais le gouverneur général resta inexorable. Il écrivit au résident dans les termes les plus sévères, et déclara que, si on n'exécutait pas à l'instant la spoliation qui avait été résolue, il se rendrait lui-même à Lucknow pour effectuer ce que les esprits faibles envisageaient avec tant d'effroi et de répugnance. Le résident, sous l'empire de ces menaces, se rendit auprès de Son Altesse et insista pour que le traité de Chunar eût immédiatement son plein effet. Asaph-ul-Dowlah céda, en protestant solennellement qu'il cédait à la force. On s'empara des terres; il n'était pas si aisé d'obtenir le trésor. Il fallut avoir recours à la violence. Un corps de troupes appartenant à la compagnie marcha sur Fyzabad et força les portes du palais. On confina les princesses dans leur appartement; mais elles refusaient toujours de se soumettre. Il fallait un mode de coërcition plus énergique. On trouva un moyen dont nous ne pouvons parler même aujourd'hui qu'avec honte et douleur.

Il y avait à Fyzabad deux hommes âgés appartenant à cette classe infortunée qu'une pratique d'usage immémorial dans l'Orient exclut des joies de l'amour et de l'espoir d'avoir une postérité. On a toujours cru, dans les cours d'Asie, que des êtres ainsi privés de toute sympathie avec leur espèce étaient ceux que les princes pouvaient admettre à leur plus intime confiance. Sujah Dowlah était de cet avis. Il se fiait complétement aux deux eunuques, qui, après sa mort, étaient restés à la tête de la maison de sa veuve.

Ces hommes furent saisis par ordre du gouvernement anglais, emprisonnés, mis aux fers; on les fit presque mourir de faim pour parvenir à extorquer de l'argent aux princesses. Au bout de deux mois passés dans la captivité, leur santé s'altéra. Ils demandèrent la permission de faire un peu d'exercice dans le jardin de leur prison. L'officier chargé d'eux déclara qu'il n'y avait pas le moindre danger qu'ils pussent s'échapper si on leur accordait cette faveur, et que leurs fers n'ajoutaient rien à la sécurité qu'on pouvait éprouver à leur égard. Il ne comprenait pas le projet de ses supérieurs. Le but de ces mauvais traitements n'était pas d'être tranquille, mais bien d'infliger une torture, et on refusa tout adoucissement. Ce ne fut pourtant pas ce qu'il y eut de pis. Un gouvernement anglais résolut de livrer aux bourreaux ces deux vieillards infirmes. On les fit venir dans ce dessein à Lucknow. On ne peut qu'imaginer les horreurs dont leurs cachots furent témoins; mais il reste dans les annales du Parlement une lettre écrite par un résident anglais à un militaire anglais :

« Monsieur, le nabab ayant résolu d'infliger des châtiments corporels aux prisonniers qui sont sous votre garde, ceci est pour vous prier de laisser à ses officiers, lorsqu'ils se présenteront, un libre accès auprès des prisonniers, afin qu'ils puissent faire d'eux ce qui leur semblera bon. »

Pendant qu'on pratiquait à Lucknow ces atrocités, les princesses restaient captives à Fyzabad. On laissait pénétrer dans leurs appartements une si petite quantité de nourriture que leurs femmes coururent le danger de mourir de faim. Ces cruautés se prolongèrent pendant plusieurs mois, jusqu'à ce qu'enfin, après avoir arraché

aux princesses douze cent mille livres sterling, Hastings commença à croire qu'il était arrivé au fond de leur trésor et que nulle rigueur ne pourrait leur extorquer encore de l'argent. Alors enfin les malheureux retenus à Lucknow furent mis en liberté. Lorsqu'on détacha leurs fers, et qu'on ouvrit la porte de leur prison, leurs lèvres tremblantes, les larmes qui coulaient le long de leurs joues et les actions de grâces qu'ils répandirent devant le père commun des musulmans et des chrétiens émurent même le ferme cœur des soldats anglais qui se trouvaient là.

Il y a un homme auquel la conduite de Hastings dans toute cette affaire paraît non-seulement excusable, mais encore louable. Il y a un homme qui nous demande de « lui pardonner s'il s'aventure à qualifier d'infiniment ridicule et d'infiniment perverse la sensibilité qui mettrait dans la balance, en face de la conservation de l'Inde anglaise, quelques souffrances personnelles qui ne durèrent qu'autant que ceux qui les enduraient se refusèrent à abandonner une partie de ces richesses perdues de droit par leur trahison et celle de leurs maîtresses. » Nous ne pouvons, en vérité, envier au révérend biographe ses singulières idées sur ce qui constitue une perversité infinie ou ses idées non moins singulières sur ce qui constitue un ridicule infini. Est-ce là la générosité d'un soldat anglais? Est-ce là la charité d'un ministre de l'Évangile? Les deux professions qu'a suivies M. Gleig ne pouvaient-elles lui apprendre les premiers rudiments de la morale? Ou bien la morale est-elle une chose qui peut passer dans un sermon, mais qui n'a rien à voir dans une biographie?

Il ne faut pas oublier de faire justice de la conduite

de sir Élie Impey dans cette occasion. Il ne lui était pas aisé de s'immiscer dans une affaire si parfaitement étrangère à ses devoirs officiels; mais l'infamie qui s'accomplissait alors à Lucknow l'attira sans doute au delà de toute expression, par ce qu'elle avait de tout spécialement odieux. Il se hâta de s'y rendre aussi vite que purent l'y porter les relais des porteurs de son palanquin. Une foule de gens se présentèrent devant lui avec des dépositions contre les bégums toutes prêtes à la main. Il ne lut pas les dépositions. Il ne pouvait d'ailleurs les lire toutes, quelques-unes étant rédigées dans le dialecte de l'Inde septentrionale, et il n'eut recours aux services d'aucun interprète (1). Il fit prêter serment aux témoins le plus promptement possible, et ne leur fit pas une seule question ; il ne demanda pas même s'ils avaient lu les déclarations qu'ils venaient d'affirmer par serment. Cette œuvre accomplie, il remonta dans son palanquin, et reprit en poste le chemin de Calcutta, afin d'y arriver pour l'ouverture de la session. Il avoua lui-même que cette cause était absolument en dehors de sa juridiction. D'après la charte de justice, il n'avait pas plus de droit à s'enquérir des crimes commis par les indigènes dans la province d'Oude que le lord président

(1) Ce passage a été légèrement altéré. Dans la première édition, nous avions dit que sir Élie Impey ignorait toutes les langues indigènes dans lesquelles étaient rédigées les dépositions. Un écrivain qui a probablement eu accès à quelque source particulière de renseignements a nié ce fait, et a assuré que sir Élie savait le persan et le bengali. Quelques-unes des dépositions étaient assurément en persan ; sir Élie eût donc pu les lire si cela lui avait convenu ; mais les autres étaient rédigées dans les dialectes nationaux de l'Inde supérieure, qu'il ne paraît pas avoir sus. On ne sait pas trop pourquoi il est fait mention du bengali qui serait aussi inutile à Lucknow que le portugais en Suisse.

de la cour des sessions d'Écosse n'aurait droit à tenir des assises à Exeter. Il n'avait pas le droit de faire le procès des bégums, et il ne leur fit pas de procès. Dans quel but avait-il donc entrepris ce long voyage ? Évidemment pour donner irrégulièrement une sanction, qu'il ne pouvait pas donner régulièrement, aux crimes de ceux qui l'avaient récemment pris à gages, et dans le but de prêter à une masse confuse de témoignages qu'il n'examina pas, qu'il ne lut même pas, une autorité qui ne leur appartenait pas, par la signature du plus grand fonctionnaire judiciaire de l'Inde.

Le temps approchait pourtant où il allait être dépouillé de cette robe que personne, depuis la révolution, n'avait souillée aussi honteusement que lui. L'état de l'Inde occupait fort depuis quelque temps l'attention du Parlement anglais. Vers la fin de la guerre avec l'Amérique, deux commissions de la Chambre des Communes examinèrent les affaires de l'Inde. L'une fut dirigée par Edmond Burke. L'autre était présidée par Henry Dundas, homme habile et versatile, qui était alors lord-avocat d'Écosse. Quelque grands que soient les changements qui ont eu lieu depuis soixante ans dans nos possessions d'Asie, les rapports que ces commissions déposèrent sur le bureau de la chambre sont encore extrêmement intéressants et instructifs.

La compagnie n'avait encore formé de relations avec aucun des grands partis dans l'État. Les ministres n'avaient point de raison de défendre les abus pratiqués aux Indes. Au contraire, il était de leur intérêt de démontrer, s'il était possible, que le gouvernement et le patronage de notre empire en Orient gagneraient à passer entre leurs mains. En conséquence, les résolu-

tions que vota la Chambre des Communes après les rapports des deux commissions respirèrent un sentiment d'indignation et de justice sévère. Les épithètes les plus dures y étaient appliquées à quelques-unes des mesures de Hastings, particulièrement à la guerre contre les Rohillas; et on vota, sur la proposition de M. Dundas, que la compagnie devrait rappeler un gouverneur général qui avait attiré tant de calamités sur la population de l'Inde, et tant de déshonneur sur le nom anglais. On vota une loi qui limitait la juridiction de la cour suprême. On blâma dans les termes les plus énergiques le marché que Hastings avait fait avec le grand juge, et on présenta une adresse au roi pour demander qu'Impey reçût l'ordre de revenir en Angleterre pour y répondre de ses mauvaises actions.

Impey fut rappelé par une lettre du secrétaire d'État. Mais les propriétaires d'actions de la compagnie refusèrent positivement de chasser Hastings de leur service, et votèrent une résolution affirmant, ce qui était indubitablement vrai, que la loi leur confiait le droit de nommer et de destituer leur gouverneur général, et qu'ils n'étaient pas tenus d'obéir aux vœux d'une seule branche du parlement par rapport à ces nominations ou destitutions.

Ainsi soutenu par ses chefs, Hastings resta à la tête du gouvernement dans le Bengale jusqu'au printemps de 1785. Son administration, si orageuse et si féconde en événements, se termina dans un calme presque complet. Le conseil ne faisait plus d'opposition systématique à ses mesures. La paix était rétablie dans l'Inde. La guerre avec les Mahrattes avait cessé. Hyder-Ali était mort. On avait conclu un traité avec son fils Tippoo, et

les armées du Mysore avaient évacué le Carnate. Depuis la fin de la guerre d'Amérique, l'Angleterre n'avait plus de rival ni d'ennemi européen dans les mers d'Orient.

En jetant un coup d'œil d'ensemble sur la longue administration de Hastings, il est impossible de ne pas reconnaître qu'en présence des grands crimes qui l'ont souillée, il faut placer de grands services rendus à l'État. L'Angleterre avait traversé une crise périlleuse. Elle avait, à la vérité, conservé sa place au premier rang des puissances européennes; et la manière dont elle s'était défendue, avec de si grands désavantages, avait inspiré aux nations qui l'entouraient une grande idée de son énergie et de sa force. Cependant, dans toutes les parties du monde, à une seule exception près, elle avait perdu du terrain. Non-seulement elle avait été contrainte de reconnaître l'indépendance de treize colonies fondées par ses enfants, et de calmer les Irlandais en abandonnant le droit de leur donner des lois; mais dans la Méditerranée, dans le golfe du Mexique, sur la côte d'Afrique, sur le continent américain, elle avait été obligée de céder le fruit des conquêtes qu'elle avait faites dans des guerres précédentes. L'Espagne avait regagné Minorque et la Floride; la France était rentrée en possession du Sénégal, de Gorée et de plusieurs îles des Indes occidentales. La seule partie du monde où la Grande-Bretagne n'eût rien perdu, était celle dont les intérêts avaient été confiés aux soins de Hastings. En dépit de tous les efforts de nos ennemis d'Europe et d'Asie, la puissance de notre patrie dans l'Inde s'était fort accrue. Bénarès nous était soumis; le nabab-vizir était devenu notre vassal. La voix publique des Anglais dans l'Inde

attribuait à l'habileté et à la résolution de Hastings cette extension de notre influence, et déclarait même qu'on lui devait de n'avoir pas vu le fort William et le fort Saint-George occupés par des armées ennemies.

L'administration intérieure de Warren Hastings, en dépit de tous ses défauts, lui donne le droit de passer pour l'un des hommes les plus remarquables de notre histoire. Il abolit le double gouvernement. Il fit passer la direction des affaires dans les mains des Anglais. Il tira au moins d'une anarchie épouvantable un ordre rude et imparfait. Il forma et dirigea toute l'organisation par laquelle on dispensait la justice, on recueillait les revenus, et on maintenait la paix dans un territoire aussi peuplé que celui de Louis XVI ou de l'empereur Joseph. Il se vantait que tous les emplois publics qui existaient dans le Bengale, lorsqu'il le quitta, avaient, sans exception, été créés par lui. Il est vrai que ce système, après toutes les améliorations qu'a suggérées l'expérience de soixante années, exige encore des perfectionnements, et qu'il avait, au début, de bien plus graves inconvénients. Mais quiconque réfléchira sérieusement à ce que c'est que de construire d'un bout à l'autre une machine aussi vaste et aussi compliquée qu'un gouvernement, avouera que ce que Hastings accomplit a droit à toute notre admiration. Il serait aussi injuste de lui comparer les plus célèbres des ministres européens, qu'il le serait de comparer le meilleur boulanger de Londres à Robinson Crusoé qui, avant de pouvoir faire un seul pain, avait à fabriquer sa charrue et sa herse, ses barrières et ses engins pour effrayer les corneilles, sa faucille et son fléau, son moulin et son four.

La juste renommée de Hastings s'élève plus haut en-

core lorsqu'on réfléchit qu'il n'avait pas été destiné à devenir un homme d'État, qu'on l'avait envoyé du collége dans une maison de banque, et qu'il passa la première partie de sa jeunesse, loin de toute société cultivée, à remplir les devoirs d'un agent de commerce.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que tous ceux ou presque tous ceux auxquels il eût pu demander leur concours lorsqu'il se trouva à la tête des affaires, étaient des hommes qui devaient aussi peu que lui ou moins que lui à l'éducation. En Europe, dès qu'un ministre entre en fonctions, il se trouve entouré d'employés expérimentés, dépositaires des traditions officielles. Hastings n'avait pas cette assistance. Il fut contraint de suppléer par son énergie et ses réflexions à l'absence de Downing-Street et de Somerset-House. Il n'avait pas de moyens d'apprendre, il fut obligé d'enseigner. Il eut à se former lui-même d'abord, et à former ensuite ses instruments, et cela non-seulement dans un seul département, mais dans tous les départements de l'administration.

Il faut ajouter que, pendant qu'il remplissait cette tâche difficile, il était constamment embarrassé par des ordres venant d'Angleterre, et souvent battu dans le conseil par la majorité. Il parvint à conserver un empire en dépit d'un concours formidable d'ennemis étrangers, et à organiser dans toutes ses parties un gouvernement pendant que chaque vaisseau lui apportait, de la part de ses chefs, des ballots de reproches, et que le compte rendu de chaque séance était rempli des aigres remontrances de ses collègues. Nous ne croyons pas que jamais homme public ait subi de semblables épreuves de caractère, pas même le duc de Marlborough lorsque les commissaires hollandais le contrariaient, ni le duc de

Wellington quand il avait affaire en même temps à la régence du Portugal, aux juntes espagnoles et à M. Perceval. Mais le caractère de Hastings pouvait supporter presque toutes les épreuves. Il n'était pas doux, mais il était calme. Doué d'un esprit prompt et énergique, il supportait les contrariétés les plus cruelles, tant qu'il ne pouvait y trouver de remède, avec une patience qui semblait celle d'un homme dépourvu d'intelligence. Il paraît avoir été capable d'un ressentiment amer et profond, et cependant son ressentiment le poussa si rarement à commettre des fautes qu'on peut se demander si ce qu'on prenait pour de la vengeance n'était pas de la politique.

L'effet de cette singulière égalité d'âme était de le laisser toujours en pleine possession des ressources d'un des esprits les plus féconds qui aient jamais existé. Par conséquent, aucune complication de dangers et d'embarras ne pouvait le troubler. Il avait un expédient tout prêt pour chaque difficulté, et quoi qu'on puisse penser de la justice et de l'humanité de quelques-uns de ses expédients, il est certain qu'ils manquaient rarement d'atteindre le but auquel il les avait destinés.

Avec ce talent remarquable pour imaginer des expédients, Hastings possédait au plus haut degré un autre talent non moins nécessaire pour un homme dans sa situation, nous voulons parler du talent de soutenir une discussion politique. Il est aussi nécessaire à un homme d'État en Orient de savoir écrire qu'il l'est dans ce pays-ci à un ministre de savoir parler. Ici, la nation juge des facultés d'un homme public surtout par ses discours; aux Indes, c'est d'après les lettres et les rapports d'un homme public que ses chefs forment

leur opinion sur son compte. Dans les deux cas, le talent qu'on encourage spécialement se développe peut-être aux dépens des autres facultés. Dans ce pays-ci, nous entendons souvent certains hommes parler mieux qu'ils ne sauraient agir. Dans le service des Indes, il n'est pas rare de trouver des hommes qui écrivent mieux qu'ils ne sauraient agir. Le politique anglais est un peu trop adonné à la discussion; le politique de l'Inde est un peu trop adonné à la composition des pièces officielles.

Parmi les nombreux employés de la compagnie qui se sont distingués par la rédaction de leurs pièces et de leurs dépêches, Hastings est le premier. C'est lui qui donna aux documents officiels du gouvernement dans les Indes le caractère qu'ils conservent encore. Il avait affaire à un antagoniste peu ordinaire. Mais Francis lui-même fut obligé d'avouer avec une franchise irritée et morose qu'il n'y avait pas moyen de lutter contre la plume de Hastings. En effet, le talent du gouverneur général pour présenter une affaire, pour embrouiller ce qu'il ne lui convenait pas qu'on comprît, et pour mettre au jour de la manière la plus claire ce qui pouvait supporter la lumière, était quelque chose d'incomparable. Il faut louer son style avec quelque réserve. Il était d'ordinaire énergique, pur et soigné; mais il lui arrivait parfois, bien que rarement, d'être confus, et une ou deux fois on le trouve pompeux. Peut-être la prédilection de Hastings pour la littérature persane avait-elle contribué à lui gâter le goût.

Puisque nous avons fait allusion à ses goûts littéraires, il serait fort injuste de ne pas accorder un éloge aux encouragements judicieux qu'il prodigua pendant son gouvernement aux études libérales et aux recherches

curieuses. Il étendait son patronage avec une générosité prudente aux voyages, aux entreprises, aux expériences, aux publications. A la vérité, il ne fit pas grand'chose pour faire connaître aux jeunes naturels de l'Inde Milton et Adam Smith, pour substituer la géographie, l'astronomie et la médecine de l'Europe aux radotages de la superstition des brahmines, ou à la science imparfaite de l'ancienne Grèce transmise par des récits arabes. Ce dessein était destiné à couronner l'administration bienfaisante d'un gouverneur infiniment plus vertueux. Cependant il est impossible de refuser de grands éloges à un homme qui, après avoir quitté un grand livre pour gouverner un empire, écrasé par les affaires publiques, entouré de gens aussi occupés que lui, et séparé par des milliers de lieues de toute société littéraire, donna pourtant, par son exemple et par sa munificence, un grand élan à l'érudition. Il connaissait à merveille la littérature persane et arabe. Il ne savait pas le sanscrit; mais ceux qui mirent les premiers cette langue à la portée des savants d'Europe lui durent de grands encouragements. Ce fut sous sa protection que la Société asiatique commença son honorable carrière. Ce corps éminent le choisit pour son premier président; mais, avec beaucoup de tact et de délicatesse, il déclina cet honneur en faveur de sir William Jones. Nous n'avons pas encore parlé du principal avantage que les orientalistes durent à sa protection. Les pandits du Bengale avaient toujours regardé avec beaucoup de jalousie les tentatives qu'avaient faites les étrangers pour pénétrer dans les mystères cachés sous le dialecte sacré. Les mahométans avaient persécuté leur religion. Ce qu'ils savaient de l'esprit du gouvernement portugais pouvait leur donner le droit de

craindre des persécutions de la part des chrétiens. La sagesse et la modération de Hastings dissipèrent cette crainte. Il fut le premier, parmi les gouvernants étrangers, qui réussit à gagner la confiance du clergé héréditaire de l'Inde et qui lui persuada de dévoiler aux savants anglais les secrets de la vieille théologie et de la jurisprudence des brahmes.

On ne peut nier que Hastings n'a jamais été surpassé dans le grand art d'inspirer de la confiance et de l'attachement à des masses considérables d'êtres humains. S'il s'était rendu populaire auprès des Anglais en abandonnant les Bengalis à leurs exactions et à l'oppression, si, d'autre part, il s'était concilié les Bengalis en s'aliénant les Anglais, il n'y aurait pas sujet de s'étonner. Mais ce qu'il y a de particulier, c'est qu'en étant le chef d'une poignée d'étrangers qui exerçaient un pouvoir absolu sur une population indigène très-nombreuse, il se soit fait aimer du grand nombre qui obéissait et du petit nombre qui commandait. A travers tous ses désastres et tous ses périls, ses collègues lui restèrent toujours obstinément fidèles. En même temps, l'armée l'aimait comme les armées ont rarement aimé aucun autre homme que les grands généraux qui les menaient à la victoire. Même dans ses querelles avec des militaires éminents, il pouvait toujours compter sur l'appui de l'armée. Pendant qu'il exerçait un si grand empire sur le cœur de ses compatriotes, il jouissait parmi les indigènes d'une popularité que d'autres gouverneurs ont peut-être méritée mieux que lui, mais qu'aucun autre gouverneur n'a pu atteindre. Il parlait leurs dialectes nationaux avec facilité et netteté. Il connaissait à fond leurs mœurs et leurs idées. Deux ou trois fois, dans un but important, il agit

de propos délibéré en opposition avec leurs opinions; mais alors il gagna dans leur respect plus qu'il ne perdit dans leur affection. En général, il évitait soigneusement tout ce qui pouvait choquer leurs préjugés nationaux et religieux. Son administration était assurément défectueuse sous bien des rapports, mais les idées des Bengalis en fait de bon gouvernement n'étaient pas très-élevées. Sous les nababs, le tourbillon de la cavalerie mahratte passait tous les ans sur les riches plaines d'alluvion; mais les Mahrattes eux-mêmes hésitaient à engager la lutte avec les puissants enfants de la mer, et on rentrait avec sécurité les immenses moissons de riz du bas Gange, sous la protection des armes anglaises. Les premiers conquérants anglais avaient été plus avides et plus impitoyables encore que les Mahrattes; mais cette génération avait disparu. Quelque mal faite que fût la police, quelque pesants que fussent les fardeaux, le vieillard le plus âgé du Bengale ne pouvait probablement pas se rappeler un temps de prospérité et de sécurité semblables. Pour la première fois, de mémoire d'homme, la province se trouvait aux mains d'un gouvernement assez fort pour empêcher les autres de voler, et sans envie de voler lui-même. Ce fait seul inspirait de la bienveillance. En même temps, le succès constant de Hastings et la manière dont il se tirait de toutes les difficultés l'avaient rendu l'objet d'une admiration superstitieuse, et la magnificence plus que royale qu'il déployait parfois éblouissait un peuple qui a beaucoup de choses en commun avec les enfants. Aujourd'hui même, après que plus de cinquante années se sont écoulées, les indigènes de l'Inde parlent encore de Hastings comme du plus grand des Anglais, et les nourrices endorment les enfants en

leur chantant un vieux refrain qui célèbre les chevaux agiles et les éléphants richement caparaçonnés de Sahib-Warren Hostein.

Les fautes les plus graves dont Warren Hastings se soit rendu coupable ne firent aucun tort à sa popularité auprès de la population du Bengale, car ces fautes furent commises contre des États voisins. Nous ne sommes pas disposés à justifier ces fautes, comme nos lecteurs ont dû s'en apercevoir; mais pour que le blâme soit proportionné à la transgression, il faut prendre en considération les motifs du criminel. Le motif qui poussa Hastings à ses plus mauvaises actions était un zèle mal entendu et mal dirigé pour le service public. Les règles de justice, les sentiments d'humanité, la foi jurée dans les traités n'étaient rien à ses yeux lorsqu'ils se trouvaient en opposition avec les intérêts actuels de l'État. Ce n'est pas une justification, ni d'après les principes de la morale, ni d'après ce que nous croyons identique avec la morale, à savoir la politique d'avenir. Cependant, le bon sens de l'espèce humaine, qui ne se trompe guère dans des questions de ce genre, établira toujours une distinction entre les crimes provenant d'un zèle exagéré pour la chose publique, et les crimes provenant d'une avidité égoïste. Hastings a droit aux avantages de cette distinction. Il n'y a pas, à notre avis, la moindre raison de soupçonner que la guerre contre les Rohillas, la révolution de Bénarès ou la spoliation des princesses d'Oude aient ajouté une roupie à sa fortune. Nous n'affirmerions pas qu'il ait montré dans toutes les affaires d'argent cette intégrité scrupuleuse, ce soin à éviter tout ce qui a quelque apparence de mal, qui fait maintenant l'honneur du service civil dans l'Inde. Mais lorsqu'on se rappelle l'é-

cole à laquelle il avait été élevé, et les tentations auxquelles il fut exposé, on est plus disposé à lui savoir gré de son intégrité ordinaire en fait d'argent qu'à lui demander sévèrement compte de quelques transactions qu'on pourrait peut-être taxer aujourd'hui d'indélicatesse et d'irrégularité, mais auxquelles il serait difficile, même aujourd'hui, d'appliquer le reproche de corruption. Il n'était assurément pas avide. S'il l'eût été, il eût pu revenir dans son pays avec la plus grande fortune qu'un sujet possédât en Europe. Nous usons de modération en disant qu'il lui eût été aisé d'obtenir en treize ans, des Zemindars des provinces de la compagnie et des princes voisins, plus de trois millions sterling, et qu'il eût pu éclipser la splendeur de Carlton-House et du Palais-Royal. Il rapporta en Angleterre une fortune qu'il était facile, à un gouverneur général aimant la splendeur et s'inquiétant peu de la dépense, d'économiser sur son traitement régulier pendant une aussi longue administration. Nous ne sommes pas sûrs que mistriss Hastings fût aussi scrupuleuse. On disait généralement qu'elle acceptait très-volontiers les présents, et qu'elle avait amassé ainsi, sans le concours de son mari, une fortune particulière qu'on évaluait à plusieurs *lacs de roupies*. Nous sommes d'autant plus disposés à ajouter foi à cette histoire que M. Gleig, qui en a assurément eu connaissance, n'en parle pas et ne la nie pas, autant que nous pouvons nous en souvenir.

L'influence de Mrs Hastings sur son mari était si grande qu'elle eût pu aisément se faire donner des sommes beaucoup plus considérables que celles qu'on l'a accusée d'avoir acceptées. Sa santé commença enfin à décliner, et le gouverneur général, fort contre son gré,

fut obligé de l'envoyer en Angleterre. Il paraît avoir eu pour elle cette affection particulière aux hommes d'une forte trempe, aux hommes dont il n'est pas aisé de conquérir l'affection et qui ne l'étendent pas sur beaucoup d'objets. On parla longtemps à Calcutta du luxe avec lequel il avait meublé, pour son usage, la grande salle du vaisseau qui devait l'emmener, de la profusion de bois de sandal et d'ivoire sculpté qui ornait sa cabine, et des milliers de roupies qu'il avait dépensées pour lui procurer une compagne agréable pendant son voyage. Il faut remarquer ici que les lettres de Hastings à sa femme sont extrêmement caractéristiques. Elles sont tendres et indiquent à chaque ligne l'estime et la confiance; mais elles sont en même temps un peu plus cérémonieuses qu'il n'est d'usage dans une relation aussi intime. La courtoisie solennelle qu'il met à complimenter son « élégante Marianne, » nous rappelle parfois l'air de dignité de sir Charles Grandison, lorsqu'il s'inclinait vers la main de miss Byron dans le parloir de cèdre.

Au bout de quelques mois, Hastings se prépara à suivre sa femme en Angleterre. Lorsqu'on annonça qu'il allait résigner sa charge, les sentiments de la société qu'il avait gouvernée si longtemps se manifestèrent de diverses manières. Les adresses des Européens et des Asiatiques, des fonctionnaires civils, des militaires et des négociants pleuvaient autour de lui. Le jour où il remit les clefs, insignes de ses fonctions, une foule d'amis et d'admirateurs formèrent une haie jusqu'au quai où il s'embarqua. Plusieurs barques l'accompagnèrent longtemps sur le fleuve, et quelques amis particuliers refusèrent de le quitter jusqu'au moment où les côtes du Bengale allaient disparaître, et où le pilote quitta le vaisseau.

On ne sait pas grand'chose de son voyage, si ce n'est qu'il chercha des distractions dans ses livres et dans sa plume, et que, parmi les diverses compositions qui trompèrent l'ennui de ce long repos, il imita agréablement le « *Otium Divos rogat* » d'Horace. Il dédia ce petit poëme à M. Shore, qui devint plus tard lord Teignmouth, homme dont il est impossible de trop vanter l'intégrité, l'honneur et l'humanité, mais qui eut toujours pour la conduite de son ami Hastings, comme quelques autres membres excellents de l'administration civile, une indulgence dont sa propre conduite n'eut jamais besoin.

Le voyage fut très-rapide pour ce temps-là. Hastings ne resta guère plus de quatre mois en mer. Au mois de juin 1785, il débarqua à Plymouth, se rendit en poste à Londres, parut à la cour, présenta ses respects aux directeurs à Leadenhall-Street, et se retira ensuite avec sa femme à Cheltenham.

Il fut extrêmement satisfait de sa réception. Le roi le traita avec une distinction marquée. La reine, qui avait déjà encouru beaucoup de blâme à cause de la faveur qu'elle avait témoignée, en dépit de la rigidité ordinaire de sa vertu, à « l'élégante Marianne, » ne fut pas moins gracieuse pour Hastings. Les directeurs le reçurent en séance solennelle, et le président lui lut un vote de remercîments qui avait passé à l'unanimité : « Je me vois traité de toutes parts, » écrivait Hastings trois mois après son arrivée en Angleterre, « d'une manière qui me prouve, d'après mes propres observations, que je possède la bonne opinion de mon pays. »

Le ton confiant et satisfait de sa correspondance à cette époque est d'autant plus remarquable qu'il savait déjà à quoi s'en tenir sur l'attaque qui se préparait

contre lui. Huit jours après son arrivée à Plymouth, Burke prévint la Chambre des communes qu'il présenterait une proposition qui regardait spécialement un homme qui venait de revenir des Indes. La session était pourtant trop avancée pour qu'il fût possible d'entamer une question si importante et si étendue.

Hastings ne se rendait évidemment pas compte du danger de sa situation. Le fait est que la sagacité, le jugement, la promptitude à imaginer des expédients qui l'avaient distingué en Orient parurent l'avoir abandonné ; non que ses facultés fussent en rien altérées ; non qu'il ne fût encore le même homme qui avait triomphé de Francis et de Nuncomar, qui avait fait ses instruments du grand juge et du nabab-vizir, qui avait déposé Cheyte-Sing et repoussé Hyder-Ali. Mais, comme l'a si bien dit M. Grattan , on ne peut transplanter un chêne de cinquante ans. L'homme qui revient en Angleterre après l'avoir quittée dans sa première jeunesse, lorsqu'il a passé trente ou quarante ans dans l'Inde, s'apercevra, quels que soient ses talents, qu'il a beaucoup à apprendre et beaucoup à oublier avant de pouvoir jouer un rôle parmi les hommes d'État anglais. Le jeu du système représentatif, la guerre des partis, l'art de la discussion, l'influence de la presse, sont pour lui autant de nouveautés qui l'étonnent. Entouré de tous côtés de nouvelles armes et de nouvelles tactiques, il est aussi troublé qu'Annibal l'eût été à Waterloo ou Thémistocle à Trafalgar. Sa perspicacité même le trompe ; son énergie même lui fait faire de faux pas. Plus ses idées sont justes, lorsqu'elles s'appliquent à l'état de société auquel il est accoutumé, plus il est certain qu'elles l'induiront en erreur. Ce fut d'une manière frappante le cas

pour Hastings. Dans les Indes, il avait de mauvaises cartes, mais il savait le jeu à merveille et il gagnait à tous les coups. En Angleterre, il avait des cartes superbes, s'il avait su les jouer, et ce fut principalement par sa propre faute qu'il arriva au bord du précipice.

La plus grave de toutes ses erreurs, fut peut-être le choix qu'il fit d'un champion. Clive, dans des circonstances analogues, avait été particulièrement heureux. Il s'était mis entre les mains de M. Wedderburn qui devint plus tard lord Loughborough, l'un des grands avocats, en très-petit nombre, qui ont eu également de grands succès dans la Chambre des communes. Rien ne manqua donc à la défense de Clive, ni la science, ni la connaissance du monde, ni l'habitude des chambres, ni cette éloquence qui enchante les assemblées politiques. Hastings confia ses intérêts à un personnage fort différent, à un major de l'armée du Bengale, nommé Scott. Il était revenu de l'Inde quelque temps auparavant comme agent du gouverneur général. On disait que Hastings récompensait ses services avec une munificence orientale, et nous croyons qu'il reçut beaucoup plus d'argent qu'il n'était convenable à Hastings de lui en donner. Le major parvint à entrer au Parlement, où on le regardait comme l'organe de son patron. Il était évidemment impossible qu'un homme dans une pareille situation pût parler avec l'autorité qui appartient à une position indépendante. L'agent de Hastings n'avait pas, d'ailleurs, les talents nécessaires pour se faire écouter par une assemblée accoutumée à entendre de grands orateurs, et naturellement devenue difficile. Il était toujours sur pied, toujours fort ennuyeux, et il n'avait qu'un seul sujet, les mérites et les torts de Hastings. Tous ceux qui connaissent

la Chambre des communes devineront aisément ce qui s'ensuivit. On tenait le major pour l'homme le plus fatigant de son temps. Il ne bornait pas ses efforts au Parlement ; il ne se passait presque pas un jour sans que les journaux continssent quelque article emphatique sur Hastings, signé *Asiaticus* ou *Bengalensis*, mais qu'on savait venir de l'infatigable major Scott, et il se passait rarement un mois sans qu'on vît arriver, entre les mains des pâtissiers et des emballeurs, quelque pamphlet volumineux sur le même sujet, sortant de la même plume. Quant à la capacité de ce brave homme pour diriger dans le Parlement une affaire délicate, nos lecteurs n'auront pas besoin d'autres preuves que celles que contiennent les lettres publiées dans cet ouvrage. Nous ne donnerons qu'un seul échantillon de son humeur et de son jugement; il désignait l'homme le plus éminent de son temps sous le nom de « ce reptile, M. Burke. »

Pourtant, en dépit de ce choix malencontreux, l'aspect général des affaires était favorable à Hastings. Le roi était pour lui ; la compagnie et ses serviteurs étaient pleins de zèle pour sa cause. Il avait parmi les hommes politiques des amis ardents. Du nombre étaient lord Mansfield, dont la vieillesse avait altéré la force physique, mais non la vigueur intellectuelle, et lord Lansdowne qui n'appartenait à aucun parti, mais qui conservait l'importance qui appartient à de grandes facultés et à de grandes connaissances. On croyait en général que les ministres étaient favorables au dernier gouverneur général. Ils devaient le pouvoir à la clameur qui s'était élevée contre le bill sur l'Inde de M. Fox. Les auteurs de ce bill, lorsqu'ils avaient été accusés d'attaquer des droits acquis et d'ériger des autorités inconnues à la constitution, s'étaient

défendus en citant les crimes de Hastings, et en soutenant que des abus si extraordinaires réclamaient des mesures extraordinaires. Ceux qui étaient arrivés aux affaires en faisant de l'opposition à ce bill, devaient naturellement être portés à atténuer les maux qui avaient servi de prétexte pour administrer un remède si violent, et c'était, en effet, leur disposition générale. Le lord chancelier Thurlow, en particulier, qui possédait dans le cabinet, grâce à sa grande charge et à la vigueur de son esprit, une situation qui n'était inférieure qu'à celle de M. Pitt, épousa la cause de Hastings avec une violence inconvenante. M. Pitt, bien qu'il eût blâmé certaines parties du système de gouvernement pratiqué dans l'Inde, avait pris soin de ne pas dire un mot du dernier gouverneur général. Le jeune ministre avait même dit en particulier au major Scott qu'il regardait Hastings comme un grand homme, un homme merveilleux qui avait les droits les plus forts auprès du gouvernement; une seule objection empêchait d'accorder à cet éminent serviteur de l'État tout ce qu'il pouvait demander; le vote de blâme subsistait toujours dans les comptes rendus de la Chambre des communes. Ce vote était injuste à la vérité; mais tant qu'il n'était pas rapporté, comment le ministre pouvait-il conseiller au roi d'accorder des témoignages de son approbation à un homme censuré par la Chambre? Si on peut se fier au major Scott, M. Pitt déclara que c'était là la seule raison qui empêchait le gouvernement de conférer la pairie au dernier gouverneur général. M. Dundas était le seul membre important du cabinet qui fût sérieusement engagé dans un autre sens. Il avait proposé les résolutions qui occasionnaient la difficulté; mais il n'y avait pas de grands sujets

de crainte de son côté. Depuis qu'il avait présidé le comité des affaires d'Orient, de grands changements s'étaient opérés; il était entouré de nouveaux alliés; il avait porté ailleurs ses espérances, et quelles que fussent ses bonnes qualités qui étaient nombreuses, la flatterie elle-même n'a jamais cherché à le faire passer pour un homme très-conséquent.

Hastings avait donc toutes sortes de raisons d'espérer l'appui du ministère, et le ministère était très-puissant. L'opposition criait très-haut et très-vivement contre lui. Mais l'opposition, quelque formidable que la rendissent la fortune et l'influence de quelques-uns de ses membres, le talent et l'admirable éloquence de quelques autres, se trouvait en minorité dans le Parlement, et était odieuse au pays. L'opposition, d'ailleurs, autant que nous pouvons en juger, ne désirait pas en masse s'engager dans une entreprise aussi importante que la mise en accusation d'un gouverneur de l'Inde. Une pareille affaire pouvait durer plusieurs années. Les chefs du parti auraient été accablés par un immense fardeau de travail. Cependant, cette tentative ne pouvait guère agir en aucune façon sur l'issue de la grande partie politique. Les amis de la coalition étaient donc plutôt disposés à injurier Hastings qu'à le poursuivre. Ils ne perdaient aucune occasion d'associer son nom aux noms des tyrans les plus odieux que l'histoire ait cités. Les beaux esprits du club de Brooks dirigeaient leurs sarcasmes les plus acérés contre sa vie publique et privée. Les sujets favoris de raillerie étaient les beaux diamants qu'il avait offerts à la famille royale, et un certain lit d'ivoire richement sculpté que la reine lui avait fait l'honneur d'accepter de lui. Un poëte plaisant proposa de faire immortaliser les

grandes actions du mari actuel de la belle Marianne par les pinceaux de son prédécesseur, et demanda qu'on employât Imhoff à orner la Chambre des communes de tableaux représentant les Rohillas en sang, Nuncomar suspendu au gibet, Cheyte-Sing se laissant descendre dans le Gange. Un autre railleur, dans une parodie parfaitement gaie de la troisième *églogue* de Virgile, posait la question de savoir quel pouvait être le minéral dont les rayons avaient assez de force pour faire, de la princesse la plus austère du monde, l'ami d'une prostituée. Un troisième décrivit avec une malveillance plaisante, la splendeur de la toilette de Mrs. Hastings à Saint-James, l'appareil de joyaux arrachés aux Begums de l'Inde qui ornaient sa coiffure, son collier étincelant de votes futurs, et les questions pendantes qui brillaient à ses oreilles. Des moqueries de ce genre, et peut-être la proposition d'un vote de blâme, auraient satisfait la masse de l'opposition; mais il y avait deux hommes dont l'indignation ne pouvait s'apaiser à si bon marché : c'étaient Philippe Francis et Edmond Burke.

Francis venait d'entrer à la Chambre des communes, et il s'était déjà fait une réputation d'activité et de talent. Il souffrait à la vérité d'une infirmité très-pénible, il ne pouvait s'exprimer facilement; mais il lui arrivait de parler avec une énergie et une dignité qui rappelaient les plus grands orateurs. Il siégeait dans le Parlement depuis quelques jours seulement lorsqu'il encourut le déplaisir de M. Pitt, qui le traita toujours avec toute la sévérité que permettaient les lois du débat public. Ni le temps, ni le changement de scène n'avaient affaibli les inimitiés que Francis avait rapportées d'Orient; suivant son habitude, il prit sa malveillance pour une vertu, la soigna

comme les prédicateurs nous disent qu'il faut soigner nos bonnes dispositions, et en fit parade dans toutes les occasions avec une ostentation pharisaïque.

Le zèle de Burke était plus ardent encore, mais infiniment plus pur. Des gens incapables de comprendre l'élévation de son esprit ont cherché quelque motif peu honorable à la véhémence et à l'entêtement dont il fit preuve dans cette occasion, mais ils n'ont pu y réussir. Les amis de Hastings eux-mêmes ont renoncé depuis longtemps à l'idée que Burke avait à se venger de quelque injure particulière. M. Gleig suppose que Burke fut poussé par l'esprit de parti, qu'il conservait un amer souvenir de la chute de la coalition, qu'il attribuait cette chute aux efforts des actionnaires de la compagnie des Indes, et qu'il regardait Hastings comme le chef et le représentant de ces intérêts. Cette explication est suffisamment réfutée par un regard jeté sur les dates. L'hostilité de Burke pour Hastings commença longtemps avant la coalition, et dura longtemps après que Burke fut devenu ardemment l'appui de ceux qui avaient censuré la coalition. Cette hostilité commença lorsque Burke et Fox, formant une étroite alliance, luttaient contre l'influence de la couronne, et demandaient qu'on fît la paix avec la république d'Amérique. Elle continua lorsque Burke, brouillé avec Fox et comblé des faveurs de la couronne, mourut en prêchant une croisade contre la république française. Il semble absurde d'attribuer aux événements de 1784 une inimitié qui commença en 1781 et qui resta dans toute sa force longtemps après que Burke eut pardonné de tout son cœur à des gens impliqués bien plus avant que Hastings dans les événements de 1784. Pourquoi chercherions-nous une autre explication de la conduite de Burke

que celle qui frappe nos regards? La vérité est que Hastings avait commis de grands crimes, et que le souvenir de ces crimes faisait bouillir le sang de Burke dans ses veines. La compassion pour la souffrance et l'horreur de la tyrannie et de l'injustice étaient aussi fortes dans l'âme de Burke que chez Las Casas ou Clarkson. Et bien que ces nobles sentiments fussent mélangés chez lui, comme chez Las Casas et Clarkson, de l'alliage inséparable de la nature humaine, il a droit comme eux à ce grand honneur d'avoir consacré des années d'un travail assidu au service d'un peuple avec lequel il n'avait en commun ni le sang, ni la langue, ni la religion, ni les mœurs, et duquel il n'avait à attendre ni récompense, ni remerciements, ni applaudissements.

Burke connaissait l'Inde comme la connaissent très-peu des Européens qui ont séjourné dans ce pays pendant de longues années, et comme aucun autre homme politique ne l'a jamais connue sans avoir quitté l'Europe. Il avait étudié l'histoire, les lois et les usages de l'Orient avec une persévérance qu'on trouve rarement jointe à tant de génie et de sensibilité. D'autres ont pu travailler avec autant de zèle et recueillir une aussi grande quantité de documents; mais Burke appliquait ses grandes facultés aux faits et aux colonnes de chiffres d'une manière qui lui était particulière. Son esprit à la fois philosophique et poétique trouvait dans ces immenses ballots de renseignements sur l'Inde, qui effrayaient presque tous les autres lecteurs, de quoi s'instruire et s'amuser. Sa raison analysait et classait ces masses énormes et informes, son imagination les animait et les colorait. Il tirait de cette obscurité, de ces longueurs, de cette confusion, une multitude de théo-

ries ingénieuses et de tableaux vivants. Il possédait au plus haut degré cette noble faculté qui permet à l'homme de vivre dans le passé et dans l'avenir, dans les lieux lointains et dans le monde imaginaire. L'Inde et ses habitants n'étaient pas simplement pour lui, comme pour la plupart des Anglais, des noms et des abstractions, c'était vraiment un pays et vraiment un peuple. Le soleil brûlant, l'étrange végétation du palmier et du cocotier, les champs de riz, les citernes, les grands arbres, plus vieux que l'empire mogol, sous lesquels se rassemblent les habitants des villages, les toits de chaume des cabanes des paysans, les riches ornements de la mosquée où l'iman prie le visage tourné vers la Mecque, les tambours, les bannières, les brillantes idoles, le dévot balancé dans les airs, la gracieuse jeune fille descendant, sa cruche sur la tête, les marches qui conduisent au bord de la rivière; les visages noirs, les longues barbes, les bandes jaunes indiquant la secte, les turbans et les robes flottantes, les lances et les masses d'argent, les éléphants avec leurs pavillons de cérémonie, le magnifique palanquin du prince et la litière soigneusement fermée de la noble dame, tous ces objets étaient aussi réels pour Burke que ceux au milieu desquels il passait sa vie, et ce qu'il rencontrait sur le chemin de Beacon's-field à Saint-James's-Street. L'Inde tout entière se présentait devant les yeux de son esprit, depuis les salles où les solliciteurs déposaient de l'or et des parfums aux pieds des souverains jusqu'à la plaine sauvage où les tentes des Bohémiens étaient dressées, depuis les bazars bruyants comme des ruches d'abeilles, grâce à la foule des vendeurs et des acheteurs, jusqu'au taillis où le courrier solitaire agite un faisceau d'anneaux de fer pour

éloigner les hyènes. Il avait une idée aussi nette de l'insurrection de Bénarès que de l'émeute de lord George Gordon, et de l'exécution de Nuncomar que de l'exécution du docteur Dodd. L'oppression au Bengale était pour lui la même chose que l'oppression dans les rues de Londres.

Il voyait que Hastings s'était rendu coupable de certaines actions injustifiables. Tout ce qui s'ensuivit prit naturellement et nécessairement naissance dans un esprit comme celui de Burke. Son imagination et ses passions une fois excitées, elles l'entraînaient au delà des bornes de la justice et du bon sens. Sa raison, quelque puissante qu'elle fût, devenait l'esclave de sentiments qu'elle aurait dû diriger. Son indignation, vertueuse à l'origine, prenait trop le caractère d'une aversion personnelle. Il ne savait voir ni les circonstances atténuantes ni les mérites qui rachetaient les fautes. Son caractère, généreux et affectueux, avait toujours été irritable; les chagrins et les souffrances physiques l'avaient rendu presque farouche. Il avait conscience de ses grandes facultés et de ses grandes vertus, et il se voyait vieux et pauvre, en butte à la haine d'une cour perfide et d'un peuple abusé. Son éloquence avait passé de mode au Parlement. Une jeune génération, qui ne le connaissait pas, remplissait la Chambre. Toutes les fois qu'il se levait pour parler, sa voix était étouffée par les interruptions inconvenantes d'enfants qui étaient encore au berceau quand ses discours sur la loi du timbre avaient excité les applaudissements du grand comte de Chatham. Tout cela avait produit sur cette âme sensible et fière un effet dont nous ne pouvons nous étonner. Ceux qui pensent qu'il fut plus âpre et plus violent dans

les discussions sur l'Inde qu'en toute autre occasion, ne savent pas bien l'histoire des dernières années de sa vie. Il montra encore plus de violence dans la discussion sur le traité de commerce avec la cour de Versailles, sur la régence, sur la révolution française, que lorsqu'il poussait à la mise en accusation de Hastings. Il faut même remarquer que les gens qui le qualifiaient de maniaque malfaisant lorsqu'il attaquait par de brûlantes paroles la guerre contre les Rohillas ou la spoliation des Bégums, l'élevèrent aux nues en qualité de prophète lorsqu'il commença à déclamer avec plus de virulence et sans plus de raison contre la prise de la Bastille et les insultes faites à Marie-Antoinette. Pour notre part, nous ne le regardons ni comme un maniaque dans le premier cas, ni comme un prophète dans le second, mais bien, dans les deux cas, comme un grand homme vertueux conduit à des extravagances par une sensibilité orageuse qui dominait toutes ses autres facultés.

On peut se demander si l'antipathie personnelle de Francis et l'indignation plus noble de Burke eussent amené leur parti à adopter contre Hastings des mesures extrêmes si sa propre conduite eût été plus judicieuse. Il eût dû sentir que, quelque grands que fussent les services qu'il avait rendus à l'État, il n'était pas irréprochable, et il eût dû se contenter de s'échapper, sans prétendre aux honneurs d'un triomphe. Son agent et lui envisagèrent différemment la chose. Ils attendaient impatiemment les récompenses qui, à leur point de vue, n'étaient ajournées qu'après la fin de l'attaque de Burke. Ils résolurent, en conséquence, d'obliger l'ennemi à donner la bataille, lorsqu'ils eussent dû prudemment lui construire un pont d'or. Dès le premier jour de la ses-

sion de 1786, le major Scott rappela à Burke l'avertissement de l'année précédente, et lui demanda s'il se proposait sérieusement de présenter des accusations contre le dernier gouverneur général. Ce défi ne laissait à l'opposition d'autre ressource que de jouer hautement le rôle d'accusateur ou d'avouer qu'elle avait eu recours à la calomnie. L'administration de Hastings n'avait pas été assez irréprochable, et le grand parti de Fox et de lord North n'était pas assez faible pour qu'il fût prudent de lancer un si téméraire défi. Les chefs de l'opposition répliquèrent à l'instant de la seule façon qu'ils eussent de répondre honorablement, et le parti tout entier se trouva irrévocablement engagé à poursuivre Hastings.

Burke commença l'attaque en demandant des pièces. Le ministère refusa quelques-uns des documents qu'il demandait, et tint dans la discussion un langage qui confirma complétement l'opinion qu'on avait généralement de son intention de soutenir Hastings. Au mois d'avril, Burke déposa l'accusation sur le bureau. Il l'avait rédigée avec beaucoup de talent, bien que la forme rappelât trop celle d'un pamphlet. On remit à Hastings une copie de l'accusation, et on lui fit savoir qu'il pourrait, si bon lui semblait, plaider sa propre cause à la barre de la Chambre des communes.

Hastings fut encore poursuivi ici par la même fatalité qui l'avait accompagné depuis le jour où il avait mis le pied sur le sol anglais. Il semblait décidé que cet homme, si habile et si heureux en Orient, commettrait sans cesse des maladresses en Europe. Tout conseiller judiciaire lui eût dit que ce qu'il pouvait faire de mieux était de prononcer à la barre de la Chambre des communes un discours éloquent, émouvant, énergique; mais

que, s'il n'était pas sûr de pouvoir parler et qu'il crût nécessaire de lire, il ferait bien d'être aussi concis que possible. Les assemblées, accoutumées à des discours improvisés de la plus grande éloquence, n'ont jamais la patience d'écouter de longues compositions écrites. Hastings néanmoins se mit à son bureau, comme il l'aurait fait dans le palais du gouvernement, au Bengale, et prépara une pièce d'une longueur interminable. Cette pièce, si elle se fût trouvée dans les comptes rendus du conseil de gouvernement dans l'Inde, eût mérité des éloges comme un document très-bien fait; mais elle n'était pas à sa place dans la Chambre des communes. Elle tomba à plat, comme la plus belle défense écrite devait tomber à plat devant une assemblée habituée aux luttes animées et passionnées de Pitt et de Fox. Après avoir satisfait leur curiosité en examinant la figure et les manières d'un étranger si célèbre, les membres s'en allèrent dîner, et laissèrent Hastings libre de raconter jusqu'à minuit son histoire aux clercs de la Chambre et au sergent d'armes.

Toutes les démarches préliminaires régulièrement accomplies, Burke présenta à la Chambre, au commencement de juin, l'accusation qui concernait la guerre contre les Rohillas. Il agit prudemment en plaçant cette accusation à l'avant-garde, car Dundas avait jadis proposé une résolution, que la Chambre avait votée, pour blâmer dans les termes les plus sévères la politique qu'avait suivie Hastings à l'égard de Rohilcund. Dundas n'avait pas grand'chose ou plutôt n'avait rien à dire pour défendre l'inconséquence de sa conduite, mais il prit la chose hardiment et s'opposa à la proposition. Il déclara, entre autres, que tout en regardant encore la guerre

contre les Rohillas comme inexcusable, il considérait les services que Hastings avait rendus depuis lors à l'État comme assez grands pour expier même une si grande faute. Pitt ne parla pas, mais il vota avec Dundas, et Hastings fut absous par cent dix-neuf voix contre soixante-sept.

Hastings se crut alors sûr de la victoire. Il avait, à ce qu'il semblait, bien des raisons pour s'en flatter. De toutes ses mesures, la guerre contre les Rohillas était celle que ses ennemis pouvaient attaquer avec les plus grands avantages. Elle avait été blâmée par la cour des directeurs; elle avait été blâmée par la Chambre des communes; elle avait été blâmée par M. Dundas, devenu depuis lors le ministre le plus occupé des affaires de l'Inde. Cependant Burke, après avoir si bien choisi son terrain, avait été complétement défait. On croyait impossible qu'il pût réussir sur une autre question après avoir échoué sur celle-là. On disait dans les clubs et dans les cafés qu'on présenterait encore à la Chambre un ou peut-être deux chefs d'accusation, que si le sentiment de la Chambre des communes était contre la mise en accusation sur les deux chefs, l'opposition laisserait tomber l'affaire, que Hastings serait immédiatement élevé à la pairie, recevrait l'ordre du Bain, prendrait place dans le conseil privé, et serait invité à prêter le secours de ses talents et de son expérience au conseil de l'Inde. Lord Thurlow, à la vérité, avait parlé avec mépris, quelques mois auparavant, des scrupules qui empêchaient M. Pitt d'appeler Hastings à la Chambre des lords, et il avait même dit que, si le chancelier de l'Échiquier avait peur de la Chambre des communes, rien n'empêchait le garde du grand sceau de s'enquérir du

bon plaisir du roi pour donner des lettres patentes de pairie. Le titre même était choisi; Hastings devait être lord Daylesford; car, à travers tous les changements de lieu et de fortune, il n'avait jamais perdu son attachement pour le lieu qui avait vu la grandeur et la chute de sa famille, et qui avait tenu une si grande place dans les rêves de son ambition enfantine.

Mais peu de jours après cet horizon radieux se couvrit de nuages. M. Fox présenta à la Chambre avec beaucoup de talent et d'éloquence le chef d'accusation qui regardait le traitement qu'avait subi Cheyte-Sing. Francis parla ensuite sur la même question. Les amis de Hastings furent ravis lorsqu'ils virent M. Pitt se lever. Le ministre énonça son opinion sur la question avec son abondance et son bonheur ordinaire de langage. Il soutint que le gouverneur général avait le droit d'exiger du rajah de Bénarès des secours pécuniaires, et de lui imposer une amende lorsqu'il refusait obstinément ce secours. Il pensait aussi que la conduite du gouverneur général pendant l'insurrection avait été remarquable par l'intelligence et la présence d'esprit. Il blâma très-amèrement la conduite de Francis dans l'Inde et dans le Parlement comme malhonnête et malveillante au plus haut degré. La conclusion naturelle de tous les arguments de M. Pitt semblait devoir être un acquittement honorable pour Hastings, et les amis et les adversaires du ministre s'attendaient également à lui entendre faire une déclaration dans ce sens. A l'étonnement de tous les partis, M. Pitt finit par dire que, tout en trouvant juste que Hastings eût condamné Cheyte-Sing à payer une amende par contumace, cependant l'amende était trop forte pour l'occasion. Pour cette raison, et pour cette raison

seule, M. Pitt, en applaudissant pour tout le reste à la conduite de Hastings dans l'affaire de Bénarès, déclara qu'il votait en faveur de la motion de M. Fox.

La Chambre fut foudroyée, et elle avait bien des raisons de l'être. Le tort fait à Cheyte-Sing, eût-il été aussi criant que le disaient Fox et Francis, était insignifiant en comparaison des horreurs infligées à Rohilcund. Mais si la manière dont M. Pitt envisageait l'affaire de Cheyte-Sing était exacte, il n'y avait pas lieu à mettre Hastings en accusation, pas même à voter un blâme. Si la faute d'Hastings se bornait à ceci, s'il avait eu le droit d'imposer une amende dont le montant n'était pas déterminé, mais qu'il devait régler à sa discrétion, et qu'il eût, non pour son propre avantage, mais pour celui de l'État, exigé trop d'argent, était-ce une faute qui entraînât une procédure criminelle d'une pareille solennité, une procédure criminelle à laquelle, depuis soixante ans, on n'avait pas soumis un seul fonctionnaire public? Nous comprenons les raisons qui pouvaient décider un homme intègre, un homme d'honneur, à adopter à l'égard de Hastings toute autre conduite que celle que tint M. Pitt. On pouvait croire nécessaire un grand exemple qui vînt prévenir l'iniquité et venger l'honneur national; on pouvait, d'après ce motif, voter pour la mise en accusation sur le chef de la guerre contre les Rohillas, et sur le chef de l'affaire de Bénarès; on pouvait croire que Hastings avait expié ses fautes par de grands services et, d'après ce motif, voter contre l'accusation sur les deux chefs. Nous avouons très-humblement qu'à notre avis la marche la plus impartiale eût été de voter pour la mise en accusation sur le chef de la guerre contre les Rohillas, et pour l'ac-

quittement sur le chef de l'affaire de Bénarès. Si l'affaire de Bénarès nous eût apparu sous le même jour qu'à M. Pitt, nous aurions voté sans hésiter pour l'acquittement sur ce chef. La seule conduite qu'on ne puisse concevoir qu'un honnête homme doué de la dixième partie des talents de M. Pitt ait pu suivre, est précisément celle qu'il suivit. Il acquitta Hastings sur le chef de la guerre contre les Rohillas ; il affaiblit l'accusation qui portait sur l'affaire de Bénarès jusqu'à ce qu'il n'y eût plus matière à accusation; puis il prononça qu'il y avait matière à poursuivre.

Il ne faut pas oublier que la principale raison qu'avait donnée le ministère pour ne pas poursuivre Hastings à propos de la guerre contre les Rohillas était que les fautes de la première partie de son administration avaient été expiées par les services rendus à l'État pendant la dernière partie. N'était-il pas bien étrange que les hommes qui avaient tenu ce langage pussent voter ensuite que la dernière partie de son administration contenait matière à poursuite sur vingt questions différentes? Ils représentèrent d'abord la conduite de Hastings en 1780 et en 1781 comme si méritoire qu'elle devait avoir pour effet, comme les œuvres de surérogation dans la théologie catholique, d'effacer les fautes passées; puis ils le poursuivirent pour sa conduite en 1780 et 1781.

L'étonnement général fut d'autant plus grand que, vingt-quatre heures auparavant, les membres sur lesquels le ministère pouvait compter avaient reçu, comme à l'ordinaire, des billets de la Trésorerie pour les prier de se trouver à leur place, et de voter contre la proposition de M. Fox. M. Hastings affirmait que le matin du jour

où la discussion eut lieu, Dundas s'était rendu de bonne heure chez M. Pitt, l'avait réveillé et était resté enfermé avec lui pendant plusieurs heures. Le résultat de cette conférence avait été la résolution d'abandonner le dernier gouverneur général à la vengeance de l'opposition. Il était impossible, même à un ministre aussi puissant, d'entraîner tous ses partisans à sa suite dans une conduite aussi étrange. Plusieurs grands fonctionnaires, le procureur général, M. Grenville et lord Mulgrave votèrent contre M. Pitt; mais les adhérents dévoués, qui suivaient le chef du gouvernement sans faire de questions, étaient assez nombreux pour faire pencher la balance. Cent dix-neuf membres votèrent pour la proposition de M. Fox, soixante-dix-neuf votèrent contre la proposition. Dundas suivit silencieusement M. Pitt.

Feu William Wilberforce, ce grand homme vertueux, racontait souvent les événements de cette soirée remarquable. Il décrivait l'étonnement de la Chambre, et les réflexions amères que murmuraient entre leurs dents, contre le premier ministre, quelques-uns des partisans habituels du gouvernement. Pitt lui-même sembla comprendre que sa conduite avait besoin d'explication. Il quitta le banc de la Trésorerie et vint s'asseoir à côté de M. Wilberforce auquel il affirma très-sérieusement qu'il lui était devenu impossible, en conscience, de soutenir plus longtemps Hastings : l'affaire était trop mauvaise, disait-il. Nous devons ajouter que M. Wilberforce ajoutait pleinement foi à la sincérité de son ami, et qu'il croyait sans fondement tous les soupçons que cette étrange conduite fit naître.

Ces soupçons, à la vérité, étaient de telle nature qu'il est pénible de les répéter. Les amis de Hastings qui, pour

la plupart, comme il faut l'observer, soutenaient habituellement le gouvernement, affirmaient que Pitt et Dundas avaient agi par jalousie. Hastings était personnellement fort agréable au roi. Il était l'idole de la compagnie des Indes et de ses employés. Si les communes l'acquittaient, qu'il prît place à la Chambre des lords, qu'il fût nommé membre du Bureau du contrôle, n'était-il pas presque certain que son étroite alliance avec l'énergique et impérieux Thurlow l'amènerait bientôt à attirer entre ses mains toute la direction des affaires d'Orient? Ne pouvait-il pas devenir un rival formidable dans le cabinet? On avait probablement su les conversations singulières qui avaient eu lieu entre Thurlow et le major Scott, et que si le premier lord de la Trésorerie reculait devant la présentation de Hastings pour la pairie, le chancelier était tout prêt à prendre sur lui la responsabilité de cette démarche. De tous les ministres, Pitt était celui qui supportait avec le moins de patience qu'on empiétât ainsi sur ses fonctions. Si la Chambre des communes mettait Hastings en accusation, il n'y avait plus de danger. La procédure, de quelque manière qu'elle se terminât, devait probablement durer quelques années; cependant l'accusé serait exclu de tous les honneurs et de toutes les fonctions publiques, il oserait à peine s'aventurer à présenter ses respects au roi. Tels étaient les motifs qu'une grande partie du public attribuait au jeune ministre qu'on croyait, par-dessus tout, avide de pouvoir.

La prorogation du Parlement interrompit bientôt les débats touchant l'affaire d'Hastings. Ils reprirent l'année suivante. Sheridan présenta l'accusation sur le chef de la spoliation des Begums dans un discours qui a été

si mal reproduit qu'on peut dire qu'il est perdu, mais qui était sans aucun doute ce qui était jamais sorti de plus brillant de cet esprit ingénieux. L'impression qu'il produisit ne s'est jamais reproduite dans la Chambre. Sheridan s'assit non-seulement au milieu des applaudissements, mais au bruit des battements de mains auxquels se joignaient les lords au-dessous de la barre et les étrangers dans la galerie. L'excitation de la Chambre était telle qu'aucun autre orateur ne put se faire écouter et qu'il fallut lever la séance. La fermentation se répandit promptement dans la ville. Vingt-quatre heures après, on offrit à Sheridan mille livres sterling pour le droit de publier son discours, s'il voulait se charger de corriger les épreuves. L'impression que fit ce remarquable élan d'éloquence sur des juges sévères et expérimentés dont le discernement devait être excité par l'émulation, fut profonde et durable. M. Windham disait vingt ans après que ce discours méritait toute sa réputation, et qu'en dépit de quelques défauts de goût qu'on retrouvait presque toujours dans les productions littéraires et dans les discours de Sheridan, c'était la plus belle harangue qu'on eût jamais prononcée de mémoire d'homme. M. Fox, auquel le feu lord Holland demandait, à peu près à la même époque, quel était le plus beau discours qu'on eût jamais prononcé à la Chambre des communes, donna sans hésiter la première place au grand discours de Sheridan sur l'affaire d'Oude.

Lorsque la discussion se rouvrit, le courant était si fort contre l'accusé qu'on obligea ses amis de se rasseoir à force de quintes de toux et de mouvements de pieds. Pitt déclara qu'il votait pour la motion de Sheridan, qui passa à cent soixante-dix voix contre soixante-huit.

L'opposition, exaltée par la victoire, et vivement soutenue par l'opinion publique, procéda à présenter une série d'accusations concernant les affaires d'argent. Les amis de Hastings étaient découragés, ils ne voyaient plus d'espoir d'éviter la mise en accusation et ne faisaient plus de grands efforts pour la défense. Enfin, la Chambre ayant voté vingt chefs d'accusation, donna l'ordre à Burke de se rendre à la Chambre des lords et d'accuser le gouverneur général de crimes et délits graves. Hastings fut en même temps arrêté par le sergent d'armes, et mené à la barre des Pairs.

La session allait finir dans dix jours. Il était donc impossible de s'occuper du procès avant l'année suivante. Hastings fut admis à caution, et on remit toutes les poursuites au moment où la Chambre se rassemblerait de nouveau.

Lorsque le Parlement se réunit l'hiver suivant, la Chambre des communes nomma une commission chargée de diriger l'enquête. Burke était à la tête, et la plupart des membres influents de l'opposition s'y trouvaient avec lui. Mais lorsqu'on en vint à lire le nom de Francis, une violente discussion s'engagea. On dit que Francis et Hastings étaient ouvertement en mauvais rapports, qu'ils étaient en querelle depuis de longues années, que leur aversion mutuelle les avait portés une fois à chercher à s'ôter la vie, et qu'il serait inconvenant et choquant de choisir un ennemi privé pour en faire un accusateur public. D'autre part, on soutenait avec beaucoup de force, M. Windham en tête, que l'impartialité, qui était le premier devoir d'un juge, n'avait jamais fait partie des devoirs d'un avocat, que dans l'administration ordinaire de la justice criminelle parmi les Anglais, qui

étaient la partie lésée, la dernière personne qu'on dût admettre au nombre des jurés était le plaignant, que ce qu'on demandait à un commissaire n'était pas d'avoir l'esprit libre de toute idée préconçue, mais d'être capable, bien renseigné, énergique et actif. On admettait la capacité et les connaissances de Francis, et l'animosité même qu'on lui reprochait, qu'elle fût un vice ou une vertu, garantissait au moins son énergie et son activité. Ces arguments semblaient difficiles à réfuter. Mais la haine invétérée que Francis portait à Hastings avait excité un grand dégoût; la Chambre décida que Francis ne ferait pas partie de la commission. M. Pitt vota avec la majorité, M. Dundas avec la minorité.

Cependant les préparatifs du procès avançaient rapidement et, le 13 février 1788, les séances de la Cour commencèrent. On a vu des spectacles plus éclatants pour les yeux, plus resplendissants de joyaux et de drap d'or, plus séduisants pour de grands enfants, mais on n'a peut-être jamais vu un spectacle si bien fait pour frapper un esprit cultivé, doué d'imagination et de réflexion. Tous les divers genres d'intérêt appartenant aux temps rapprochés et aux temps éloignés de nous, au passé et au présent, se trouvaient réunis sur un seul point, en un seul moment. Toutes les facultés et tous les talents que développent la liberté et la civilisation se déployaient avec tous les avantages qu'apportent le contraste et l'action commune. Chaque pas de la procédure reportait l'esprit en arrière, à travers des siècles d'agitation, vers le temps où les fondements de notre constitution furent posés, ou l'entraînait au loin, à travers des mers et des déserts infinis, au milieu de nations bronzées, vivant sous un ciel étranger, adorant des dieux étrangers, et

écrivant en caractères étranges de droite à gauche. La haute cour du Parlement devait juger, d'après les formes en vigueur, du temps des Plantagenets, un Anglais accusé d'avoir exercé sa tyrannie sur le maître de la sainte cité de Bénarès et sur les femmes de la maison princière d'Oude.

Le lieu était digne du procès. On était dans la grande salle de Guillaume le Roux, dans la salle qui avait retenti des acclamations qu'avait provoquées l'inauguration de trente rois, dans la salle qui avait été témoin de la juste condamnation de Bacon et du juste acquittement de Somers, dans la salle où l'éloquence de Strafford avait inspiré un moment le respect et l'émotion à un parti victorieux, brûlant d'un juste ressentiment, dans cette salle où Charles Ier avait regardé en face la haute cour de justice avec ce courage serein qui a relevé à demi sa renommée. Les pompes civiles et militaires ne manquaient pas au spectacle. Les avenues étaient bordées de grenadiers. Des corps de cavalerie défendaient la circulation dans les rues. Les pairs, revêtus de leurs robes d'or et d'hermine, étaient précédés par les hérauts, en tête desquels marchait le roi d'armes. Cent soixante-dix lords environ, qui formaient les trois quarts de la Chambre haute, comme elle existait alors, s'avancèrent dans un ordre solennel de l'endroit où ils se réunissaient habituellement jusqu'au tribunal. Le dernier des barons marchait le premier, c'était George Eliott, lord Heathfield, récemment anobli pour sa mémorable défense de Gibraltar contre les flottes et les armées de France et d'Espagne. La longue procession était fermée par le duc de Norfolk, comte maréchal du royaume, par les grands dignitaires, et par

les frères et les fils du roi. Le prince de Galles venait le dernier et se faisait remarquer par sa belle figure et sa noble tournure. Les vieilles murailles grises étaient tendues d'écarlate. Dans les longues galeries se pressait un auditoire tel que nul autre pareil n'est peut-être jamais venu exciter la crainte ou l'émulation d'un orateur. Là se trouvaient réunis, de tous les coins d'un grand empire libre, éclairé et prospère, la grâce, la beauté, l'esprit, l'érudition, les représentants de toutes les sciences et de tous les arts. Là les jeunes et blondes filles de la maison de Brunswick étaient assises autour de la reine. Là les ambassadeurs des grands souverains et des grandes républiques contemplaient avec admiration un spectacle qu'aucun autre pays dans le monde ne pouvait donner. Là, mistriss Siddons, dans toute la fleur de sa majestueuse beauté, regardait avec émotion un spectacle qui surpassait toutes les scènes du théâtre. Là, l'historien de l'empire romain pensait au temps où Cicéron plaidait la cause de la Sicile contre Verrès, et au moment où Tacite tonnait, devant un sénat qui conservait encore quelque apparence de liberté, contre l'oppresseur de l'Afrique. On voyait là, à côté l'un de l'autre, le plus grand peintre et le plus grand érudit de leur temps. Ce grand spectacle avait attiré Reynolds loin de ce chevalet qui nous a conservé le front pensif de tant d'écrivains et d'hommes d'État, et le doux sourire de tant de nobles matrones. Parr avait consenti à suspendre ses travaux dans cette mine profonde et sombre d'où il avait tiré un vaste trésor d'érudition, trésor trop souvent caché sous terre, ou trop souvent déployé avec une ostentation maladroite et de mauvaise grâce, mais qui n'en était pas moins immense, précieux, magnifique. Là, la femme à laquelle

l'héritier du trône avait secrètement engagé sa foi, étalait ses charmes voluptueux. Là brillait aussi cette sainte Cécile, mère charmante d'enfants charmants, dont l'art a arraché à la tombe les traits délicats embellis par l'amour et par la musique. Là se trouvaient les membres de cette société brillante qui critiquait, citait et échangeait des bons mots sous les riches tentures bigarrées de mistriss Montague. Là, brillaient autour de Georgina, duchesse de Devonshire, les dames dont les lèvres, plus persuasives que celles de Fox lui-même, avaient emporté l'élection de Westminster sur le palais et sur le ministère.

Les sergents firent leur proclamation. Hastings s'avança à la barre et mit un genou en terre. Le coupable n'était pas indigne de cette grande assemblée. Il avait gouverné un pays vaste et populeux, il avait fait des lois et des traités, il avait mis en mouvement des armées, il avait élevé et renversé des princes, et il s'était comporté, dans cette grande situation, de façon à se faire craindre de tous, à se faire aimer de la plupart, et à ne permettre à la haine elle-même de lui refuser nul autre titre à la gloire que la réputation de vertu. Il avait l'apparence d'un grand homme, non d'un méchant homme. Il était petit et frêle, avec une attitude qui indiquait du respect pour la cour, mais aussi le respect et la possession habituelle de soi-même; il avait un front élevé et intelligent, un regard pensif sans être sombre, une bouche où respirait une résolution indomptable, un visage pâle et fatigué, mais serein, sur lequel était écrit aussi lisiblement qu'au bas de son portrait, dans la salle du Conseil, à Calcutta, *Mens æqua in arduis*. Tel était l'aspect sous lequel le grand proconsul se présenta à ses juges.

Son conseil l'accompagnait. C'étaient des hommes que leurs talents et leur érudition portèrent plus tard aux plus grandes charges de leur profession; M. Law, esprit énergique et hardi, plus tard grand juge du banc du roi; M. Dallas, plus humain et plus éloquent, plus tard grand juge des communs Plaids, et M. Plomer qui, vingt ans plus tard, dirigea avec succès, devant la même haute Cour, la défense de lord Melville, et qui devint ensuite vice-chancelier et maître des rôles.

Mais le coupable et ses avocats n'attiraient pas autant l'attention que les accusateurs. Au milieu de l'éclat des draperies rouges, on avait garni un certain espace de bancs verts et de tables pour la Chambre des communes. Les commissaires, Burke à leur tête, parurent en habit habillé. Les amateurs de commérages ne manquèrent pas de remarquer que Fox, d'ordinaire indifférent à son apparence, avait fait à l'illustre tribunal l'honneur de mettre une bourse à ses cheveux, et de ceindre une épée. Pitt avait refusé de faire partie des commissaires de la mise en accusation, et son éloquence dominante, abondante et sonore manquait à cette grande réunion de talents divers. L'âge et la vieillesse avaient mis lord North hors d'état d'accomplir les devoirs d'un accusateur public, et ses amis restaient privés du secours de son bon sens, de son tact et de son urbanité. Mais en dépit de l'absence de ces deux membres éminents de la Chambre basse, le banc qu'occupaient les commissaires présentait une réunion d'orateurs comme on n'en avait peut-être point vu de pareille depuis la grande époque de l'éloquence athénienne. Il y avait là Fox et Sheridan, le Démosthènes et l'Hypéride anglais. Il y avait là Burke qui ignorait, à la vérité, ou qui dédaignait l'art d'adapter son style et ses

raisonnements, aux facultés et au goût de ses auditeurs, mais qui surpassait, par la hauteur et l'étendue de son esprit et par la richesse de son imagination, tous les orateurs anciens et modernes. Là se trouvait, les yeux respectueusement attachés sur Burke, le plus galant homme de son temps, le visage rayonnant d'esprit et d'animation, le corps développé par tous les exercices physiques, le noble, ingénieux et chevaleresque Windham. Même parmi de pareils hommes, le plus jeune des commissaires ne passait pas inaperçu. A un âge où la plupart de ceux qui se distinguent dans la vie se disputent encore à l'université des prix et des *fellowships*, il avait conquis dans le Parlement une situation éminente. Nul avantage de fortune ou de famille ne lui manquait pour faire pleinement valoir ses brillantes facultés et son honneur sans tache. On l'avait jugé digne à vingt-trois ans de prendre rang parmi ces vétérans de la politique qui paraissaient comme délégués des communes anglaises à la barre de la noblesse anglaise. Tous ceux qui étaient ce jour-là à cette barre, le coupable, les avocats, les accusés ont disparu, lui excepté. Il est, pour la génération qui se trouve aujourd'hui dans toute la vigueur de la vie, le seul représentant d'un grand siècle qui n'est plus ; mais ceux qui pendant les dix dernières années ont écouté avec délices, jusqu'à ce que le soleil du matin vînt éclairer les tapisseries de la Chambre des lords, l'éloquence élevée et animée de Charles, comte Grey, peuvent se former une idée des talents d'une race d'hommes parmi lesquels il n'était pas le premier.

On lut d'abord les accusations et les réponses de Hastings ; cette cérémonie dura deux jours, et parut moins ennuyeuse qu'on ne pouvait s'y attendre, grâce à la

voix harmonieuse et à l'accent parfaitement juste du greffier de la cour, M. Cowper, proche parent de l'aimable poëte; le troisième jour, M. Burke se leva; son discours d'ouverture se prolongea pendant quatre séances, il était destiné à servir d'introduction générale à toutes les accusations. Avec une exubérance d'idées et une splendeur de langage qui dépassèrent même la vive attente de son auditoire, il décrivit le caractère et les institutions des indigènes de l'Inde, rappela les circonstances qui avaient donné naissance à l'empire de la Grande-Bretagne, et exposa la constitution de la compagnie et des présidences anglaises. Après avoir ainsi cherché à donner à ses auditeurs une idée de la société en Orient, aussi vivante que celle qui existait dans son propre esprit, il attaqua l'administration de Hastings comme systématiquement conduite en opposition avec la morale et le droit des gens. L'énergie et les accents pathétiques du grand orateur arrachèrent des expressions d'une admiration inaccoutumée au sévère chancelier, qui lui était d'ailleurs hostile, et il sembla même un moment que le ferme cœur de l'accusé fut ému. Les femmes assises dans les galeries, peu habituées à un tel déploiement d'éloquence, agitées par la solennité de l'occasion, et disposées peut-être à étaler un peu leur goût et leur sensibilité, étaient dans un état d'émotion impossible à contenir. On tirait les mouchoirs, on faisait circuler des flacons, on entendait des cris et des sanglots, et il fallut emporter mistriss Shéridan en proie à une attaque de nerfs. Enfin, l'orateur arriva à la péroraison; il éleva la voix de façon à faire résonner les vieilles voûtes de chêne d'Irlande : « C'est pourquoi, dit-il, la Chambre des communes de la Grande-

Bretagne m'a ordonné, en toute assurance, de mettre Warren Hastings en accusation pour crimes et délits graves. Je le mets en accusation au nom de la Chambre des communes, dont il a trompé la confiance; je le mets en accusation au nom de la nation anglaise, dont il a souillé l'antique honneur; je le mets en accusation au nom du peuple indou, dont il a foulé aux pieds les droits, et dont il a converti la patrie en un désert; enfin, au nom de la nature elle-même, au nom des deux sexes, au nom de tous les temps, au nom de tous les rangs, je mets en accusation l'ennemi commun et l'oppresseur de tous ! »

Lorsque le long murmure des émotions diverses se fut apaisé, M. Fox se leva pour s'adresser aux lords à propos de la marche à suivre pour la procédure. Les accusateurs désiraient que la cour terminât la première affaire avant de passer à l'acte d'accusation sur le second chef. Hastings et son conseil désiraient que les commissaires commençassent par exposer toutes les accusations, et par produire tous les témoignages à charge avant d'entamer la défense. Les lords se retirèrent dans leur salle pour discuter la question. Le chancelier prit le parti de Hastings. Lord Loughborough, qui était alors dans l'opposition, soutint la demande des commissaires. Le vote montra de quel côté penchaient les dispositions du tribunal; une majorité de trois voix contre une décida en faveur de la marche de procédure que Hastings avait réclamée.

Quand la cour reprit ses séances, M. Fox, assisté de M. Grey, entama l'accusation concernant l'affaire de Cheyte-Sing, et on passa plusieurs jours à lire des pièces et à entendre des témoins. L'article suivant se rapportait aux princesses d'Oude, et la conduite de cette partie de l'affaire était confiée à Shéridan. La curiosité du

public pour l'entendre était infinie; sa harangue soignée et étincelante d'esprit dura deux jours, mais la salle fut comble pendant tout le temps. On dit qu'on avait payé un seul billet jusqu'à cinquante guinées. Shéridan, lorsqu'il eut fini, trouva moyen, avec une connaissance des effets de théâtre que son père eût pu lui envier, de tomber, comme épuisé, dans les bras de Burke, qui l'embrassa avec toute l'énergie d'une généreuse admiration.

Le mois de juin était fort avancé; la session ne pouvait se prolonger beaucoup, et on n'avait pas fait grand progrès dans l'acte d'accusation. Il y avait vingt chefs d'accusation; on avait entendu les considérants pour la poursuite sur deux chefs seulement, et il y avait déjà un an que Hastings avait été admis à caution.

Au début des séances de la cour, le public avait pris au procès un grand intérêt, qui était à son comble lorsque Shéridan parla sur le chef d'accusation qui se rapportait aux Begums. Depuis lors, l'excitation diminua tous les jours. Le spectacle avait perdu l'attrait de la nouveauté. Ce qui restait n'était pas de nature à séduire les hommes de lettres au point de leur faire quitter le matin leurs livres, ou à décider les femmes qui avaient quitté un bal masqué à deux heures du matin à sortir de leur lit avant huit heures. Il restait des interrogatoires et des contre-interrogatoires; il restait des états de compte à examiner; il restait à lire des papiers remplis de mots inintelligibles aux oreilles anglaises, des lacs et des crores, des zemindars et des aumils, des sunnuds et des perwannahs, des jaghires et des nuzzurs; il restait à entendre des querelles où les commissaires de l'accusation, et le conseil pour la défense, particulièrement M. Burke et M. Law, ne faisaient pas toujours preuve du meilleur ca-

ractère ni du meilleur goût; il restait à voir les pairs effectuer des marches et des contre-marches interminables, entre leur salle et la grande salle de la cour, car toutes les fois qu'il se présentait un point de loi à discuter, Leurs Seigneuries se retiraient pour le discuter à huis clos, ce qui avait pour conséquence, comme le disait spirituellement un pair, que les juges marchaient et que le procès n'avançait pas.

Il faut ajouter que, lorsque le procès commença au début de 1788, l'esprit public n'était préoccupé d'aucune question importante, soit intérieure, soit extérieure. Les poursuites qui avaient lieu dans Westminter-Hall attiraient donc naturellement toute l'attention du Parlement et du public; c'était le seul grand événement de la saison. Mais l'année suivante, la maladie du roi, les discussions sur la régence, l'attente d'un changement de ministère détournèrent complétement l'attention publique des affaires de l'Inde; et quinze jours après que George III eut rendu grâces à saint Paul de sa guérison, les États généraux de France se réunirent à Versailles. Au milieu de l'agitation occasionnée par ces événements, l'accusation fut presque oubliée pendant quelque temps.

Le procès se poursuivait languissamment à Westminster-Hall. Dans la session de 1788, quand les poursuites avaient l'intérêt de la nouveauté, et que les pairs n'avaient pas grand'chose à faire, ils donnèrent seulement trente-cinq jours au procès. En 1789, la loi de régence occupa la Chambre haute fort avant dans la session. Quand le roi fut guéri, les circuits commençaient; les juges quittaient Londres; les lords attendaient le retour des oracles de la jurisprudence; la conséquence fut que dans toute l'année on ne donna que dix-sept séances

au procès de Hastings; il était évident que l'affaire se prolongerait au delà de toutes les limites connues dans les annales de la loi criminelle.

A la vérité, il faut avouer qu'une mise en accusation, tout en étant une belle cérémonie qui peut avoir été utile au dix-septième siècle, n'est pas un mode de procédure dont on puisse aujourd'hui attendre beaucoup de bien. Quelque confiance qu'on puisse avoir pour les décisions des pairs lorsqu'il s'agit d'un appel provenant d'un procès ordinaire, il est certain que personne n'a la moindre confiance dans leur impartialité quand un grand fonctionnaire public, accusé d'un grand crime d'État, se présente à leur barre. Ils sont tous des hommes politiques. A peine se trouve-t-il, parmi les lords, un homme dont on n'ait pas prédit avec confiance le vote sur l'accusation avant qu'on ait examiné un seul témoin; et, lors même qu'il serait possible de compter sur leur justice, ils seraient encore hors d'état de juger une affaire comme celle de Hastings. Ils siégent seulement la moitié de l'année; ils ont à discuter beaucoup de lois et d'affaires judiciaires. Les lords magistrats dont l'avis est nécessaire pour guider les ignorants, passent une partie de la journée à rendre ailleurs la justice. Il est, par conséquent, impossible à la Chambre haute d'accorder plus de quelques jours à une accusation pendant une session occupée. Il serait bien déraisonnable d'espérer que Leurs Seigneuries renonceront à chasser les perdrix pour livrer promptement à la justice le plus grand coupable, ou pour soulager par un prompt acquittement l'innocence accusée. Un tribunal régulièrement constitué, siégeant six jours par semaine et neuf heures par jour, eût mené à bien le procès de Hastings

en moins de trois mois. Les lords n'avaient pas fini leur œuvre au bout de sept ans.

L'issue cessa d'être douteuse depuis le moment où les lords résolurent de se laisser guider par les règles de preuve admises dans les cours inférieures du royaume. On sait que ces règles excluent une quantité de renseignements qui suffiraient à tout homme sensé pour se décider sur la marche à suivre dans les affaires les plus importantes de sa vie privée. Ces règles sauvent, à toutes les assises, plusieurs prisonniers que le juge, le jury et les spectateurs croient coupables. Mais, lorsqu'on appliquait sévèrement ces règles à des crimes commis, bien des années auparavant, à des milliers de lieues, il était impossible d'arriver à prouver la culpabilité. Nous ne reprochons pas à l'accusé et à son conseil d'avoir profité de tous les avantages légaux pour arriver à l'acquittement; mais il est évident qu'un acquittement ainsi obtenu ne peut être un obstacle au jugement de l'histoire.

Les amis de Hastings tentèrent plusieurs fois d'arrêter le procès. En 1789, ils proposèrent un vote de blâme contre Burke, pour le langage violent qu'il avait tenu à propos de la mort de Nuncomar et des relations entre Hastings et Impey. Burke était arrivé alors au plus haut degré d'impopularité dans la Chambre et dans le pays. L'amertume et l'inconvenance de certaines expressions dont il s'était servi dans les débats sur la régence avaient contrarié ses amis les plus dévoués eux-mêmes. Le blâme fut voté, et ceux qui l'avaient proposé espéraient que les commissaires seraient dégoûtés et donneraient leur démission. Burke fut profondément blessé; mais son zèle pour ce qu'il regardait comme la cause

de la justice et de la miséricorde l'emporta sur ses sentiments personnels. Il accepta le blâme de la Chambre avec douceur et dignité, et déclara qu'aucune mortification ni humiliation personnelles ne le porteraient à faiblir dans le devoir sacré dont il s'était chargé.

L'année suivante, le Parlement fut dissous, et les amis de Hastings conçurent l'espérance que la nouvelle Chambre des communes ne se soucierait peut-être pas de continuer les poursuites. Ils soutinrent d'abord que la dissolution avait terminé l'affaire. Battus sur ce point, ils proposèrent ouvertement de laisser tomber l'accusation; mais ils furent battus par les forces combinées du gouvernement et de l'opposition. On résolut pourtant, pour avancer un peu, de retirer plusieurs des chefs d'accusation. A vrai dire, si l'on n'eût adopté quelque mesure de ce genre, le procès eût duré jusqu'à ce que l'accusé fût enterré.

Au printemps de 1795, la sentence fut enfin prononcée, près de huit ans après que Hastings eut été amené par le sergent d'armes des communes à la barre de la Chambre des lords. Le dernier jour de cette longue procédure sembla ranimer la curiosité publique, qui sommeillait depuis longtemps. On ne s'inquiétait pas du jugement, car on savait que la majorité était grande en faveur du défendant. Cependant beaucoup de gens désiraient voir la cérémonie, et la salle était aussi pleine que le premier jour; mais ceux qui, après avoir été présents le premier jour, prirent part à l'affaire le dernier jour, étaient en bien petit nombre, et ils étaient bien changés pour la plupart.

Comme Hastings le disait lui-même, la mise en jugement avait eu lieu devant une génération, et la sentence

était prononcée par une autre génération. Les spectateurs ne pouvaient jeter un coup d'œil sur les sacs de laine, ni sur les bancs écarlates des pairs, ni sur les bancs verts de la Chambre des communes, sans voir quelque chose qui rappelât l'instabilité de toutes les choses humaines, l'instabilité du pouvoir, de la renommée et de la vie, et l'instabilité plus grande encore de l'amitié. Le grand sceau était porté devant lord Loughborough qui, au début du procès, était violemment opposé au gouvernement de M. Pitt, et qui était devenu membre de ce gouvernement, pendant que Thurlow, qui présidait les premières séances de la Cour, était brouillé avec tous ses anciens amis et siégeait d'un air sombre au milieu des lords de création récente. Sur les cent soixante lords qui avaient formé la procession du premier jour, soixante étaient descendus dans les caveaux de leur famille. La vue de la loge des commissaires devait être plus triste encore. Qu'était devenue cette noble association, si étroitement unie par les liens publics et privés, si resplendissante de tous les talents et de tous les agréments? Elle avait été dispersée par des calamités plus amères que l'amertume de la mort. Les grands chefs vivaient encore, et jouissaient encore de toute la vigueur de leurs facultés; mais leur amitié n'existait plus; elle s'était dénouée violemment et publiquement au milieu des larmes et de violents reproches. Lorsque ces hommes, naguère si chers l'un à l'autre, se voyaient contraints de se rencontrer pour les affaires du procès, ils se traitaient comme des étrangers que rassemblent des devoirs publics, et usaient l'un envers l'autre d'une politesse froide et réservée. Burke avait entraîné Windham dans son tourbillon; Shéridan et Grey avaient suivi Fox.

Vingt-neuf pairs seulement votèrent. Sur ce nombre, six seulement trouvèrent Hastings coupable sur les chefs d'accusation qui se rapportaient à Cheyte-Sing et aux Begums. Sur d'autres chefs, la majorité en sa faveur fut encore plus grande. Il fut acquitté à l'unanimité sur quelques-uns. On l'appela à la barre, ; le chancelier lui annonça que les lords l'avaient acquitté, et il fut solennellement mis hors de cause. Il salua respectueusement la Cour et se retira.

Nous avons dit qu'on s'attendait à cette issue du procès. La sentence fut généralement approuvée. Au début des poursuites, le sentiment avait été vif et même excessif contre Hastings. A la fin du procès, le sentiment en sa faveur fut également vif et également excessif; l'une des causes de ce changement était assurément ce qu'on appelle d'ordinaire l'inconstance de la multitude, mais ce qui nous semble être tout simplement la loi générale de la nature humaine. Chez les individus, comme chez les masses, une violente agitation est toujours suivie par le radoucissement et souvent par la réaction. Nous sommes tous portés à déprécier ce que nous avons loué à l'excès, et d'autre part à montrer une indulgence excessive là où nous avions montré une rigueur excessive. Ce fut le cas dans l'affaire de Hastings. La longueur du procès, en outre, attira sur lui la compassion. On crut, non sans raison, que même s'il était coupable, on avait mal agi envers lui, et que c'était une punition au moins suffisante que d'être huit ans en accusation. On sentait aussi que, bien qu'il ne soit pas permis à un accusé, dans la marche ordinaire de la loi criminelle, de faire valoir ses bonnes actions en déduction de ses crimes, cependant un grand procès politique doit être conduit d'après d'autres prin-

cipes, et qu'un homme qui a gouverné pendant treize ans un empire peut avoir commis des actions très-condamnables, et mériter pourtant, somme toute, des récompenses et des honneurs plutôt que d'être mis à l'amende et en prison. Hastings et ses amis se servirent avec beaucoup de succès de la presse, moyen que négligeaient ses adversaires. Tous les vaisseaux qui venaient de Madras ou du Bengale arrivaient leurs cabines pleines des admirateurs de Hastings. Tous ceux qui revenaient de l'Inde parlaient du dernier gouverneur général comme de l'homme qui avait le mieux mérité de son pays et qui en avait reçu les plus mauvais traitements. L'effet de ces témoignages universellement rendus par tous les gens qui connaissaient l'Orient était naturellement très-grand. Les employés retirés du service de la compagnie, civils ou militaires, s'étaient établis dans tous les coins du royaume. Chacun d'eux était nécessairement, dans son petit cercle, un oracle sur toutes les affaires de l'Inde, et ils étaient presque tous, sans exception, des avocats zélés de Hastings. Il faut ajouter que les nombreuses adresses au dernier gouverneur général, que ses amis du Bengale obtinrent des indigènes et transmirent en Angleterre, firent une grande impression. Nous attachons peu ou point d'importance à ces adresses. Il est vrai que Hastings était adoré par le peuple qu'il gouvernait; mais les éloges des pandits, des zemindars et des docteurs mahométans, ne suffiraient pas à le prouver, car un collecteur ou un juge anglais n'auraient point eu de peine à persuader au premier indigène venu de signer le panégyrique du gouverneur le plus détesté qui eût jamais régi l'Inde. On raconta qu'à Bénarès, dans l'endroit même où avaient été commis les actes qui formaient le premier chef d'ac-

cusation, les naturels avaient élevé un temple à Hastings, et cette histoire fit une grande impression en Angleterre. Les observations de Burke, sur cette apothéose, sont admirables. Il ne voyait, dit-il, aucune raison de s'étonner de l'incident qu'on trouvait si remarquable; il savait un peu la mythologie des brahmines. Il savait qu'ils adoraient certains dieux par amour, et qu'ils en adoraient d'autres par crainte. Il savait qu'ils érigeaient des sanctuaires non-seulement aux divinités bienfaisantes de la lumière et de l'abondance, mais encore aux démons qui président à la petite vérole et au meurtre. Il ne contestait point du tout les droits de M. Hastings à être admis dans un pareil Panthéon. Cette réplique nous a toujours paru l'une des plus belles qu'on ait jamais prononcées au Parlement. L'argumentation est sérieuse, pressante, et ornée par l'esprit et l'imagination les plus brillants.

Hastings était enfin en sûreté. Mais à l'exception de son honneur il eût mieux valu pour lui, sous tous les rapports, être déclaré coupable dès le début de l'accusation, en payant une amende de cinquante mille livres sterling. Il était ruiné. Les dépenses légales de la défense avaient été énormes. Les dépenses qui ne parurent point sur le compte de son avoué étaient peut-être plus considérables encore. Il avait donné de fortes sommes au major Scott. Il avait dépensé de fortes sommes à payer des journaux, à récompenser des pamphlétaires et à faire circuler des brochures. Burke déclara à la Chambre des communes, dès 1790, que Hastings avait dépensé vingt mille livres sterling à corrompre la presse. Il est certain qu'aucune arme de la discussion, depuis les raisonnements les plus sérieux jusqu'à la bouffonnerie la plus grossière, ne fut oubliée. Logan défendit en prose

avec beaucoup d'esprit le gouverneur accusé. Les amateurs de poésie trouvaient la parodie des discours des commissaires dans les lettres de Simpkins. On ne peut nier, croyons-nous, que Hastings ne se soit abaissé à rechercher l'appui de John Williams, ce méchant et vilain bouffon qui prenait le nom d'Antoine Pasquin. De pareils alliés coûtaient cher. Le trésor particulier de mistriss Hastings avait disparu. On disait que le banquier auquel elle l'avait confié avait fait faillite. Cependant, si Hastings eût su pratiquer une sévère économie, il eût pu, malgré toutes ses pertes, conserver une aisance suffisante; mais il avait toujours été imprudent dans le maniement de ses affaires personnelles. Le vœu le plus cher à son cœur avait toujours été de rentrer en possession de Daylesford. Enfin l'année même où commença son procès, ce vœu fut accompli, et le domaine, aliéné depuis plus de soixante-dix ans, retourna aux descendants de ses anciens maîtres. Mais le manoir était en ruines, et le parc avait été négligé depuis bien des années. Hastings commença à planter, à construire, à creuser une pièce d'eau, à arranger une grotte, si bien qu'avant son acquittement par la Chambre des lords, il avait déjà dépensé plus de quarante mille livres sterling à arranger sa résidence.

Le sentiment général parmi les directeurs et les propriétaires de la compagnie fut qu'il avait de grands droits sur eux, qu'il leur avait rendu des services éminents, et que tous ses malheurs provenaient de son zèle pour leur service. Ses amis de Leadenhall-Street proposèrent qu'on lui remboursât les frais de son procès et qu'on lui assurât une pension de cinq mille livres sterling; mais le consentement du Bureau du contrôle était nécessaire, et

à la tête de ce bureau se trouvait M. Dundas qui avait pris part à l'acte d'accusation, qui avait été en conséquence très-maltraité par les amis de Hastings, et qui, par conséquent, n'était pas en humeur de grande complaisance. Il refusa de consentir à ce que proposaient les directeurs. Les directeurs firent des représentations. Une longue discussion s'ensuivit. Hastings, cependant, était réduit à de telles extrémités qu'il avait bien de la peine à payer ses comptes de la semaine. On en vint enfin à un compromis. On assura à Hastings une pension de quatre mille livres sterling, et afin de le mettre en état de répondre aux demandes les plus pressantes, on lui paya d'avance la pension de dix années. La compagnie reçut en outre l'autorisation de lui prêter cinquante mille livres sterling, qu'il devait rembourser par à-compte, sans intérêts. Ce secours, bien qu'il fût accordé de la manière la plus absurde, était suffisant pour permettre au gouverneur à la retraite de vivre dans l'aisance, et même avec luxe s'il eût su bien diriger ses affaires; mais il était négligent et prodigue, et fut plus d'une fois contraint de demander à la compagnie des secours qu'elle lui accorda toujours libéralement.

Il était en sûreté et dans l'aisance, mais il ne jouissait pas du pouvoir et des dignités qu'il avait tant de raisons d'espérer en arrivant de l'Inde. Il comptait alors sur un ruban rouge, sur un siége dans le conseil. sur une charge à Whitehall. Il avait cinquante-deux ans seulement et pouvait espérer encore de longues années de vigueur physique et morale. Sa situation était bien différente quand il quitta la barre de la Chambre des lords. Il était devenu trop vieux pour tourner ses pensées vers un nou-

veau genre d'études et de devoirs. Il n'avait aucune chance de recevoir des marques de la faveur royale tant que M. Pitt serait au pouvoir, et lorsque M. Pitt se retira, Hastings approchait de sa soixante-dixième année.

Il n'intervint dans les affaires politiques qu'une seule fois après son acquittement, et cette intervention ne lui fit pas grand honneur. Il fit d'énergiques efforts en 1804 pour empêcher M. Addington, contre lequel Pitt et Fox s'étaient coalisés, de donner sa démission du poste de premier lord de la trésorerie. Il est difficile de penser qu'un homme aussi capable et aussi résolu que Hastings pût croire que, lorsque Bonaparte était à Boulogne avec une grande armée, la défense de notre île pouvait être prudemment confiée à un ministère qui ne contenait pas un seul homme que la flatterie même pût dépeindre comme un grand homme d'État. Il est certain aussi que Hastings, comme cela était naturel, était opposé à M. Addington et de l'avis de M. Pitt et de M. Fox sur l'importante question qui avait élevé M. Addington au pouvoir et sur laquelle il différait de M. Pitt et de M. Fox. L'intolérance religieuse n'avait jamais été le défaut des Anglais attachés au service de l'Inde, et ce n'était pas assurément le défaut de Hastings; mais M. Addington l'avait traité avec une faveur marquée ; Fox avait été l'un des principaux commissaires dans l'affaire de la mise en accusation; c'était Pitt qui avait décidé les poursuites; et Hastings fut, à ce que nous croyons, malheureusement inspiré dans cette occasion par des considérations personnelles plutôt que par la préoccupation de l'intérêt public.

Il passa les vingt-quatre dernières années de sa vie principalement à Daylesford. Il s'amusait à embellir son

parc, à monter de beaux chevaux arabes, à engraisser des bestiaux pour les concours, et à tenter d'élever des animaux et des plantes de l'Inde en Angleterre. Il fit venir des graines d'une très-belle espèce de pommiers du jardin de son ancienne villa située au milieu des haies vertes d'Allipore; il essaya aussi de naturaliser dans le comté de Worcester le délicieux *leechee*, qui est presque le seul fruit du Bengale qu'on puisse regretter, même au milieu de l'abondance de Covent-Garden. Les empereurs mogols, dans le temps de leur grandeur, avaient tenté en vain d'introduire dans l'Indoustan les chèvres du plateau du Thibet, dont le duvet fournit aux métiers de Cachemire la matière des châles les plus fins. Hastings essaya sans plus de succès de les acclimater à Daylesford, et il ne semble pas avoir mieux réussi avec les bestiaux du Bootan, dont les queues forment, dit-on, les meilleurs éventails pour chasser les mousquites.

La littérature disputait son attention aux serres et à la ménagerie. Il avait toujours aimé les livres, qui lui étaient devenus nécessaires. Quoiqu'il ne fût pas poëte dans le sens élevé du mot, il faisait avec une grande facilité des vers élégants et soignés, et il aimait à exercer ce talent. S'il faut le dire, il nous semble même avoir ressemblé à Trissotin plus qu'on ne pouvait s'y attendre de la part d'un esprit aussi puissant et d'un homme qui avait joué un si grand rôle dans ce monde. On nous assure, dans ces Mémoires, que la première chose qu'il fît tous les matins était de composer une pièce de vers. Quand la famille et les hôtes se réunissaient, le poëme apparaissait aussi régulièrement que les œufs et les petits pains, et M. Gleig nous demande de croire que lorsque Hastings, par suite de quelque accident, venait déjeuner

sans tenir à la main une de ses charmantes productions, tout le monde était vivement désappointé. Les goûts sont bien différents. Quant à nous, nous sommes obligés de dire que, quelque bon que pût être le déjeuner à Daylesford, — et on nous assure que le thé y possédait la saveur la plus exquise, et que les langues et les pâtés de venaison n'y manquaient pas, — nous aurions cru le payer bien cher si nous avions été obligés de gagner notre repas en écoutant tous les jours un nouveau madrigal ou un nouveau sonnet composé par notre hôte. Nous sommes bien aises pourtant que M. Gleig ait conservé ce petit trait de caractère, tout en ne le trouvant pas très-attrayant. Il est bon d'être parfois obligé de se rappeler les inconséquences de la nature humaine et d'apprendre à contempler sans étonnement et sans dégoût les faiblesses des esprits les plus puissants. Denys dans l'antiquité et Frédéric le Grand dans le siècle dernier unissaient, à une capacité et à une énergie qui leur permettaient de conduire les plus grandes affaires, toutes les petites vanités et toute l'affectation des bas-bleus de province. Ces grands exemples peuvent consoler les admirateurs de Hastings de le voir descendre au niveau des Hayley et des Seward.

Lorsque Hastings eut passé de longues années dans la retraite et qu'il eut dépassé depuis longtemps le terme ordinaire de la vie humaine, il redevint un moment l'objet de l'attention générale. En 1813, on renouvela la charte de la compagnie des Indes orientales, et une longue discussion sur les affaires de l'Inde s'engagea dans le Parlement. On résolut d'interroger des témoins à la barre de la Chambre des communes, et Hastings reçut l'ordre de s'y présenter. Il avait paru une fois déjà à cette

barre; c'était le jour où il avait lu sa réponse à l'acte d'accusation que Burke avait déposé sur le bureau. Vingt-sept années s'étaient écoulées depuis lors; la nation avait oublié ses fautes et se rappelait seulement ses services. En voyant reparaître un homme qui avait été rangé au nombre des plus distingués dans une génération qui avait disparu et qui appartenait à l'histoire, on crut voir un homme ressuscité des morts, et l'effet fut solennel et touchant. La Chambre des communes le reçut avec des applaudissements; on donna l'ordre de lui apporter une chaise, et lorsqu'il se retira, les membres se levèrent et se découvrirent. Il y avait là, à la vérité, quelques personnes qui ne sympathisaient pas avec le sentiment général. Un ou deux des commissaires de la mise en accusation étaient présents. Ils étaient assis à la place qu'ils occupaient lorsque la Chambre les avait remerciés des services qu'ils avaient rendus à Westminster-Hall, car la courtoisie de la Chambre donne à un membre qui a été remercié à sa place le droit d'occuper toujours la même place. Ils n'étaient point disposés à convenir qu'ils avaient consacré quelques-unes des plus belles années de leur vie à persécuter un homme innocent. Ils restèrent donc à leur place et abaissèrent leurs chapeaux sur leurs yeux, mais l'exception ne fit que rendre plus remarquable l'enthousiasme dominant. Les lords reçurent le vieillard avec les mêmes marques de respect. L'université d'Oxford lui conféra le grade de docteur en droit, et les étudiants le reçurent dans l'amphithéâtre avec des applaudissements tumultueux.

Les marques de l'estime publique furent bientôt suivies des marques de la faveur royale. Hastings prêta serment comme membre du conseil privé et fut admis à une longue

audience particulière par le prince régent, qui le reçut très-gracieusement. Quand l'empereur de Russie et le roi de Prusse visitèrent l'Angleterre, Hastings parut à leur suite à Oxford et à Londres dans Guildhall; et, bien qu'il fût entouré d'une foule de princes et de grands guerriers, il fut reçu partout avec des marques de respect et d'admiration. Le prince-régent le présenta à l'empereur Alexandre et au roi Frédéric-Guillaume, et Son Altesse Royale alla jusqu'à déclarer publiquement qu'on devait, à l'homme qui avait sauvé les possessions britanniques dans l'Inde, des honneurs bien plus grands qu'un siége dans le conseil privé, et qu'on les lui rendrait bientôt. Hastings comptait sur la pairie, mais, pour une raison inconnue, il fut de nouveau désappointé.

Il vécut quatre ans encore, jouissant d'une humeur égale, de facultés qui n'étaient pas affaiblies d'une manière humiliante ou pénible, et d'une santé que possèdent rarement ceux qui parviennent à un âge aussi avancé. Enfin, le 22 août 1818, dans sa quatre-vingt-sixième année, il alla au-devant de la mort avec ce même courage tranquille et grave qu'il avait opposé à toutes les épreuves d'une vie agitée et variée.

Avec toutes ses fautes, qui n'étaient ni insignifiantes, ni en petit nombre, il n'y avait qu'un seul cimetière qui convînt à ses restes. Dans ce temple du silence et de la réconciliation, où sont ensevelies les inimitiés de vingt générations, dans la grande Abbaye qui a offert, depuis tant de siècles, un paisible lieu de repos à ceux dont les corps et les âmes avaient été agités par les luttes de Westminster Hall, les cendres de l'illustre accusé auraient dû se mêler aux cendres des illustres accusateurs. Il ne devait pas en être ainsi. Cependant la place de son tombeau

ne fut pas mal choisie. On déposa derrière le chœur de l'église de la paroisse de Daylesford, dans une terre qui avait déjà reçu les ossements de bien des chefs de la famille de Hastings, le cercueil du plus grand homme qui eût jamais porté ce nom ancien et connu. Dans ce même endroit très-probablement, le petit Warren, mal vêtu et mal nourri, avait joué quatre-vingts ans auparavant avec les enfants des laboureurs. Même alors, son jeune esprit roulait des projets qu'on pouvait trouver romanesques; mais quelque romanesques qu'ils pussent être, ils n'étaient probablement pas aussi étranges que la vérité. Non-seulement, le pauvre orphelin avait relevé la fortune déchue de sa race; non-seulement il avait racheté les antiques domaines et reconstruit l'antique demeure; il avait sauvé et étendu un empire, il avait fondé un État, il avait administré le gouvernement et la guerre avec une capacité supérieure à celle de Richelieu, il avait protégé l'érudition avec la libéralité judicieuse de Cosme de Médicis, il avait été attaqué par une coalition des plus formidables ennemis qui se fussent jamais acharnés sur une seule victime, et après une lutte de dix années, il avait triomphé de cette coalition; il venait enfin de descendre dans la tombe, plein de jours, en paix après tant d'agitations, avec honneur après tant d'injures.

Ceux qui étudieront son caractère sans faveur et sans malveillance prononceront que les deux grands éléments de toute vertu sociale, le respect pour les droits d'autrui et la sympathie pour les souffrances d'autrui, lui manquaient; ses principes n'étaient pas bien rigides, son cœur n'était pas bien tendre; mais tout en reconnaissant qu'on ne peut le représenter avec véracité comme un maître juste ou miséricordieux, nous ne pouvons con-

templer sans admiration l'étendue et la fécondité de son esprit, son rare talent pour le commandement, pour l'administration, pour la discussion, son courage indomptable, son honorable pauvreté, son zèle ardent pour les intérêts de l'État, et cette noble égalité d'âme qu'éprouvèrent, sans pouvoir l'ébranler, les deux extrêmes de la fortune.

FIN DE LA PREMIÈRE SÉRIE.

TABLE DES MATIÈRES

DE LA PREMIÈRE SÉRIE

LORD CLIVE

(écrit en janvier 1840).

WARREN HASTINGS

(écrit en octobre 1841).

FIN DE LA TABLE.

Paris. — Imprimerie Ph. Bosc, 3, rue Auber

